

Ministère de la Justice



Renseignements particuliers de l'opposition officielle

Justice
Québec 

Avril 2017
Document préparé par
le Service de la gestion budgétaire et financière

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	INDIQUEZ LA SOMME DÉPENSÉE EN 2016-2017 (ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L’INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION. PRÉCISEZ S’IL S’AGIT D’ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	1
P.2	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L’ANNÉE 2016-2017, INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; D. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.	4
P.3	POUR 2016-2017, FOURNIR LA RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, PAR GRANDE CATÉGORIE. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, AVEC, LE CAS ÉCHÉANT, L’ENTENTE RENOUVELÉE AVEC DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU DU QUÉBEC, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	13
P.4	POUR 2016-2017, BILAN DU PLAN D’OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT : A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES; B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES; C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT; D. LES RÉSULTATS OBTENUS.	17
P.5	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.	18
P.6	POUR CHACUN DES EMPLACEMENTS UTILISÉS PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT LES CABINETS, INDIQUER : A. LA DATE DES RÉNOVATIONS; B. LA LISTE DES RÉNOVATIONS; C. LE COÛT DES RÉNOVATIONS; D. LE NOM DE LA FIRME OU DE LA COMPAGNIE QUI A EFFECTUÉ LES TRAVAUX.	21
P.7	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS ACTIFS, EN 2016-2017, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D’AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER : A. LE MANDAT; B. LES MEMBRES; C. LE BUDGET; D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2016-2017; E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	29
P.8	NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2016-2017. INDIQUER, POUR CHACUNE : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L’ORDRE DU JOUR; E. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE); F. LES RENCONTRES INSCRITES À L’AGENDA POUR 2016-2017.	67

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.9	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT <i>L'ASSURANCE JURIDIQUE : UNE SOLUTION POUR L'ACCÈS À LA JUSTICE</i> . ACTIONS PRÉVUES EN 2017-2018. FOURNIR COPIE DE TOUT DOCUMENT ET DE TOUTE ÉTUDE D'IMPACT QUANT À LA RÉFLEXION MENÉE SUR LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT.	68
P.10	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DE LA MISE EN ŒUVRE D'UNE RÉFORME DE LA TARIFICATION JUDICIAIRE AU QUÉBEC, NOTAMMENT AU PLAN DE LA FISCALITÉ. PRÉCISER LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2017-2018.	69
P.11	CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2016-2017 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	70
P.12	CONCERNANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION APPEL DE PROJETS – DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE (BAVAC), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2016-2017 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	72
P.13	CONCERNANT LES PROGRAMMES DE SÉANCES DE MÉDIATION ET D'INFORMATION (MÉDIATION FAMILIALE, MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES, MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE, PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2016-2017 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	74
P.14	CONCERNANT LE BUREAU DES PLAINTES, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2016-2017 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	75
P.15	CONCERNANT LE PROGRAMME LIGNE-RESSOURCE SANS FRAIS POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2016-2017 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	76
P.16	CONCERNANT LES PROGRAMMES DE COOPÉRATION AVEC L'ÉTRANGER (COMMISSION ROGATOIRE ET ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONALE, PERCEPTION ET VERSEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC, ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANTS, SIGNIFICATION ET NOTIFICATION À L'ÉTRANGER DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2016-2017 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	77
P.17	CONCERNANT LE PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2016-2017 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	78
P.18	NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2017, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION, LES DIFFÉRENTES CHAMBRES, AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDiquer LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE, EN INDiquANT LA DATE DE RETOUR PRÉVUE, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, EN INDiquANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.	79
P.19	DEPUIS LE 1ER AVRIL 2011 ET POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDiquer LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR CHAMBRE, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX, AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES NOMMÉES.	80
P.20	COPIE DE TOUT DOCUMENT ET DE LA CORRESPONDANCE ÉCHANGÉS ENTRE LE MJQ ET LE MINISTÈRE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE CONCERNANT LA NOMINATION DE JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE.	82
P.21	NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2016-2017 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX. VENTILER PAR NATURE DE LA PLAINTÉ PORTÉE CONTRE LES JUGES.	83
P.22	VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU DES PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DES DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAIL SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.	84
P.23	COPIE DE LA PARTIE ACCESSIBLE DU MÉMOIRE TRANSMIS AU CONSEIL DES MINISTRES SUR LE PROJET DE LOI 33, <i>LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES</i> .	85

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.24	POUR 2016-2017, POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, FOURNIR : A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION.	86
P.25	POUR 2016-2017, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT, DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES.	90
P.26	POUR 2016-2017, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF : A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES; B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS; C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.	96
P.27	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES, EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DU MANDAT; B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, INCLUANT LA DATE.	97
P.28	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION.	101
P.29	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES; VENTILATION PAR RADAR PHOTO).	102
P.30	NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE EN 2016-2017, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET LES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET LES NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE.	103
P.31	ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE AU 31 MARS 2017.	106
P.32	POUR 2016-2017, INDIQUER LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DU RÈGLEMENT SUR L'ADMISSIBILITÉ JURIDIQUE.	107
P.33	POUR 2016-2017, FOURNIR : A. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA <i>LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE</i> ; B. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA <i>LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE</i> ; C. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA <i>LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE</i> ; D. LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA <i>LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE</i> .	108
P.34	COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, ET CE, POUR 2016-2017.	109
P.35	COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS, DE 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D'EXPERTISE.	110
P.36	PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2017-2018. FOURNIR UN COMPARATIF AVEC 2016-2017.	111
P.37	VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'EFFECTIF, AU 31 MARS 2017, POUR LA COMMISSION ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.	112
P.38	BILAN DE LA HAUSSE DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE EN VIGUEUR DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2014. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	115
P.39	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE DROIT CRIMINEL. FOURNIR DES PRÉCISIONS CONCERNANT LE VOLET TOUCHANT L'IMMIGRATION ET LES RÉFUGIÉS. INCLURE LES CONCLUSIONS DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL MANDATÉ POUR EXAMINER LES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS QUANT À LA FORMULE FÉDÉRALE DE DISTRIBUTION DU FINANCEMENT. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D'ACTION.	116

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.40	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DES TRAVAUX DU COMITÉ SUR L'ACCÉLÉRATION DES AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2016-2017 ET CEUX PRÉVUS EN 2017-2018. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D'ACTION.	117
P.41	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DES TRAVAUX DU COMITÉ SUR LA PLANIFICATION JUDICIAIRE. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2016-2017 ET CEUX PRÉVUS EN 2017-2018. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D'ACTION.	118
P.42	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DES TRAVAUX DU COMITÉ DES SAGES – PROGRAMME TOJ. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2016-2017 ET CEUX PRÉVUS EN 2017-2018. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D'ACTION.	119
P.43	<p>LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2016-2017 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :</p> <p>A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;</p> <p>B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;</p> <p>C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;</p> <p>D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2017-2018 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;</p> <p>E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT.</p>	120
P.44	<p>POUR 2016-2017, FOURNIR LES STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET À DES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES. FOURNIR :</p> <p>A. LA LISTE DES BUREAUX AVEC LE NOM DES PROFESSIONNELS QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;</p> <p>B. UNE VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN 2016-2017, EN INDIQUANT, S'IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;</p> <p>C. UNE COMPARAISON AVEC L'ANNÉE 2015-2016.</p>	165
P.45	<p>BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2016-2017, EN PRÉCISANT :</p> <p>A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;</p> <p>B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT;</p> <p>C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;</p> <p>D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON;</p> <p>E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.</p>	166
P.46	SOMMES VENTILÉES ET DÉTAILLÉES POUR L'ANNÉE 2016-2017, ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018, POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE, PAR PALAIS DE JUSTICE. INDIQUER LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2016-2017 PAR LA TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC.	168
P.47	POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE, PRÉCISER LES SOMMES ACCORDÉES DEPUIS 2004 POUR ASSURER LA SÉCURITÉ, PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE, VENTILÉES AFIN D'EXPOSER LE DÉTAIL DE L'UTILISATION DE CHACUNE DE CES SOMMES.	169
P.48	PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATION (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT PQI 2014-2024 APPROUVÉ LE 23 MAI 2014.	170
P.49	<p>NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN :</p> <p>A. CHAMBRE CIVILE;</p> <p>B. CHAMBRE CIVILE - DIVISION DES PETITES CRÉANCES;</p> <p>C. CHAMBRE CRIMINELLE;</p> <p>D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.</p>	172
P.50	NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$, ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.	173
P.51	NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.	174

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.52	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.	175
P.53	CONCERNANT LA COUR DES PETITES CRÉANCES, POUR 2015-2016 ET 2016-2017, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER, ET STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS : A. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS; B. LE NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION; C. LE NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT.	176
P.54	COÛTS D'EXPLOITATION DES SERVICES DE GREFFES PÉRIPHÉRIQUES POUR 2016-2017, PAR RÉGION.	177
P.55	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGE CIVIL DÉSIGNÉS DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.	178
P.56	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGE CIVIL DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS <i>AD HOC</i>) DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.	179
P.57	POUR CHACUNE DES 5 DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE D'AVIS ENVOYÉS AUX CÉLÉBRANTS POUR LEUR RAPPELER LEURS OBLIGATIONS PRÉVUES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC	180
P.58	DÉTAILLER LES HAUSSES DES TARIFS JUDICIAIRES ENTRÉES EN VIGUEUR LE 1 ^{ER} JANVIER 2017 POUR CHACUN DES ACTES DE PROCÉDURES TOUCHÉS PAR CETTE HAUSSE. FOURNIR LES SOMMES TOTALES PERÇUES POUR CHACUN DES ACTES DE PROCÉDURE PAR ANNÉE DEPUIS 2011-2012 ET INCLURE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	181
P.59	AU 31 MARS 2017, LE NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE.	182
P.60	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.	185
P.61	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION.	186
P.62	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS.	187
P.63	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION, EN INDIQUANT LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).	189
P.64	LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CRIMINELLE AU 31 MARS 2017.	191
P.65	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES DEPUIS L'ARRÊT R. C. JORDAN RENDU LE 8 JUILLET 2016. INDIQUER LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE DANS LES 6 PROCHAINS MOIS, 1 AN, 2 ANS.	204
P.66	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2016-2017. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDIQUER : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.	205
P.67	BILAN DES PROGRAMMES ET DES INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.	206
P.68	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DU BILAN BUDGÉTAIRE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES LOIS CRIMINELLES ADOPTÉES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN VERTU DU CODE CRIMINEL. VENTILATION PAR : A. LOIS ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL; B. IMPACT SUR LES REVENUS EN 2016-2017; C. IMPACT SUR LES REVENUS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES; D. IMPACT SUR LES DÉPENSES EN 2016-2017; E. IMPACT SUR LES DÉPENSES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.	207
P.69	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DE LA MISE EN ŒUVRE DU RAPPORT DICAIRE CONCERNANT LA RÉORGANISATION DU SYSTÈME DE JUSTICE. INDIQUER LE NOMBRE DE RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES AJOUTÉES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES (PAR ANNÉE).	208

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.70	<p>DEPUIS 2014-2015, INDIQUER LES SOMMES PERÇUES SOUS FORME DE CONTRIBUTION PÉNALE OBLIGATOIRE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. VENTILER LES SOMMES TOTALES EN FONCTION DU MONTANT DES CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES (14\$, 20\$, 40\$ OU 25% DE L'AMENDE). PAR EXEMPLE, LE MONTANT TOTAL PERÇU SOUS LA FORME DE CONTRIBUTION DE 14\$.</p> <p>POUR CHACUNE DES CATÉGORIES DE CONTRIBUTION (14\$, 20\$, 40\$ OU 25%), INDIQUER LEUR UTILISATION / RÉPARTITION CONFORMÉMENT AU DERNIER PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. PAR EXEMPLE, INDIQUER LE MONTANT TOTAL DE LA PART DES CONTRIBUTIONS DE 20\$ TRANSFÉRÉ AU CAVAC, AU FAJ, ETC.</p>	209
P.71	INDIQUER LES MESURES DÉPLOYÉES ET LES SOMMES ENGAGÉES PAR VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME EN 2016-2017 POUR PRÉVENIR ET LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.	210
P.72	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, CONCERNANT LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.	211
P.73	POUR 2016-2017, FOURNIR LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL, UN FONCTIONNAIRE OU UN EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDIQUER LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.	220
P.74	POUR 2016-2017, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ OU REQUÊTES EN <i>QUO WARRANTO</i> INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDIQUER LES MOTIFS DES ACTIONS OU DES REQUÊTES, ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.	221
P.75	LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMOT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.	223
P.76	POUR 2016-2017, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2017-2018. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DE SA MISE EN ŒUVRE.	224
P.77	POUR 2016-2017, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2017-2018. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DE SA MISE EN ŒUVRE.	225
P.78	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2016-2017. INDIQUER LES DATES ET LES LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHAQUE RENCONTRE, AINSI QUE LES OBJECTIFS À POURSUIVRE. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2017-2018.	226
P.79	CONCERNANT LA PUBLICATION DU PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF AU CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT ET DE TOUTE LA CORRESPONDANCE À CE SUJET; FOURNIR AUSSI LA LISTE DES RENCONTRES TENUES AVEC DES ORGANISMES EN 2016-2017.	228
P.80	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, IDENTIFIER ET VENTILER (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS EN 2016-2017; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	229
P.81	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2016-2017; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	230
P.82	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS) EN 2016-2017.	231
P.83	LA LISTE DES REPORTS DE PROJETS DE CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ POUR 2016-2017 ET 2017-2018.	232

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.84	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET AUTOCHTONE (SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D'ACTION). FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILÉ PAR : A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2016-2017; B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2016-2017; C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2016-2017; D. ACTIONS RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER; E. ACTIONS À VENIR EN 2017-2018; F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.	233
P.85	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, SUR L'IDENTIFICATION DES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET AUX STRATÉGIES EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU NUNAVIK. FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR : A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2016-2017; B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2016-2017; C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2016-2017; D. ACTIONS RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER; E. ACTIONS À VENIR EN 2017-2018; F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.	234
P.86	EN 2016-2017, IDENTIFIER LE NOMBRE, LE COÛT ET LA NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU AUTRE OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.	235
P.87	NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA <i>LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS</i> , INCLUANT LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2015-2016 ET 2016-2017, PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. PAR EXEMPLE, POUR LA CATÉGORIE ALLOCATIONS SPÉCIALES, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS SPÉCIALES DE 500 \$ VERSÉES AUX CONJOINTS OU AUX PERSONNES À CHARGE, ET PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS DE 2 000 \$ VERSÉES AUX PARENTS D'UN ENFANT DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL. DE MÊME, POUR LA CATÉGORIE ASSISTANCE MÉDICALE, PRÉCISER NOTAMMENT LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES VICTIMES ET CELUI POUR LES PROCHES DES VICTIMES.	238
P.88	BILAN, AU 31 MARS 2017, DE L'IMPLANTATION DES CAVAC, INCLUANT LES BUDGETS ET L'EFFECTIFS, FOURNIR LE PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	240
P.89	BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D'OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).	241
P.90	BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA <i>LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS</i> (1988, CHAP, 20).	242
P.91	NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2016-2017 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C. 11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.	244
P.92	EN 2016-2017, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C. 11) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST CHACUNE DES CONTESTATIONS ET VENTILER CELLES-CI PAR ARTICLE.	245
P.93	MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR INFRACTION.	250
P.94	CONCERNANT LA LUTTE À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR : A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2016-2017; PRÉVISION POUR 2017-2018; B. LE BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2006 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET AUX ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.	251
P.95	LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.	253

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.96	POUR 2016-2017, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.	270
P.97	TABLEAU DÉTAILLÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE CHAQUE RECOMMANDATION DU RAPPORT E LA COMMISSION CHARBONNEAU DEPUIS LE 24 NOVEMBRE 2015. VENTILER L'INFORMATION DE LA FAÇON SUIVANTE : A. NUMÉRO DE LA RECOMMANDATION; B. MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION; C. MESURES PRISES EN 2016-2017 PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME (LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES, ADMINISTRATIVES, FINANCIÈRES, ETC.); D. SOMMES INVESTIES EN 2016-2017 PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	271
P.98	ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LUTTER CONTRE LA RADICALISATION ADOPTÉ EN JUIN 2015. INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES AUX ACTIONS ET INITIATIVES QUI DÉCOULENT DE CETTE MISE EN ŒUVRE. POUR CHAQUE INITIATIVE, DÉCRIRE L'OBJECTIF RECHERCHÉ, INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES, LES BÉNÉFICIAIRES, LES MESURES DE SUIVI ET CONTRÔLE APPLICABLES.	273
P.99	ÉTAT DE SITUATION SUR LES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE LIAISON AVEC LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE ANNONCÉ VERS LE 18 NOVEMBRE 2014. INDIQUER : A. LES SOMMES ALLOUÉES AU FONCTIONNEMENT DE CE COMITÉ ET AUX INITIATIVES QUI EN ONT DÉCOULÉES; B. LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES DEPUIS SA CRÉATION, AVEC LES DATES; C. LE NOM DES MEMBRES DU COMITÉ.	274
P.100	ÉTAT DE SITUATION DES ACTIVITÉS DU CENTRE DE PRÉVENTION À LA RADICALISATION DEPUIS SA CRÉATION. A. INDIQUER LES MEMBRES DE LA DIRECTION ET LES ADMINISTRATEURS, SI APPLICABLE; B. INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES POUR LE FONCTIONNEMENT ET LES INITIATIVES DU CENTRE; C. FAIRE UN PORTRAIT DES RÉSULTATS DES INERVENTIONS DU CENTRE, NOTAMMENT LE NOMBRE DE CAS TRAITÉS ET LEUR SUIVI PAR LE CENTRE.	275
P.101	VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES ACCORDÉES EN 2016-2017 ET PRÉVUES EN 2017-2018 POUR DES MESURES SERVANT À SOUTENIR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE, INCLUANT LE FINANCEMENT DES GROUPES.	276
P.102	POUR 2016-2017, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI ONT REÇU LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.	277
P.103	EN DATE DU 31 MARS 2017, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI DÉTIENNENT LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES, VENTILÉ PAR NATION AUTOCHTONES.	278
P.104	POUR 2016-2017, NOMBRE DE SÉANCES D'EXAMENS ORGANISÉES POUR QUALIFIER DES INTERPRÈTES CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.	279
P.105	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DES TRAVAUX DU COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS. INDIQUER LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2017-2018.	280
P.106	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DU SUIVI ACCORDÉ AU RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE POUR UNE RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE	281
P.107	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2016-2017. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.	282
P.108	LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2016-2017, ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE SES DÉPENSES.	285
P.109	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE.	287

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.110	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2017, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA <i>LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI</i> À CE JOUR.	289
P.111	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.	307
P.112	PORTRAIT STATISTIQUE DES DOSSIERS D'ACCOMMODEMENTS RELIGIEUX TRAITÉS PAR LA CDPDJ POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES. POUR CHAQUE ANNÉE, INDIQUER LA LISTE DES DOSSIERS, INCLUANT UN RÉSUMÉ DES MOTIFS ALLÉGUÉS DANS LA DEMANDE, LA DÉCISION PRISE ET LES JUSTIFICATIONS. INCLURE LES DATES DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA DEMANDE.	308
P.113	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2016-2017. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.	311
P.114	NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS EN 2015-2016 ET 2016-2017, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D'INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.	314
P.115	NOMBRE D'ENFANTS PLACÉS SUR UNE LISTE D'ATTENTE PAR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.	315
P.116	LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DES CENTRES JEUNESSE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.	316
P.117	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2016-2017.	317
P.118	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2016-2017.	320
P.119	EFFECTIF POUR 2016-2017 ET PRÉVISIONS 2017-2018, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.	322
P.120	POUR L'ANNÉE 2016-2017, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL DONT LE CONTRAT EST ARRIVÉ À ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.	324
P.121	POUR L'ANNÉE 2016-2017, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.	325
P.122	NOMBRE D'EMPLOYÉS DE L'OPC QUI SONT PAYÉS ENTIÈREMENT OU EN PARTIE PAR DES ORDRES PROFESSIONNELS OU TOUT AUTRE ORGANISME.	326
P.123	NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS, PAR SECTEUR, DEVENUS PERMANENTS POUR 2015-2016 ET 2016-2017.	327
P.124	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE MINISTÈRE ET POUR TOUS LES ORGANISMES SOUS SA JURIDICTION POUR L'ANNÉE 2016-2017.	328
P.125	POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE : A. LE NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS; B. LA LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE; C. LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION; D. LA LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES OU À DES CONGRÈS, ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS.	329
P.126	BILAN ANNUEL DES RÉALISATIONS EN REGARD DU PLAN STRATÉGIQUE, À CE JOUR.	330
P.127	POUR LES ANNÉES 2015-2016 ET 2016-2017, INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS DE L'OPQ ET LEUR RÉMUNÉRATION, EN INDIQUANT LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT; B. LA LISTE DES PERSONNES ET DES MEMBRES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT; C. LA LISTE DES PERSONNES ET DES MEMBRES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉS, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT.	339
P.128	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES ACHÉMINÉES À L'OPQ ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES ORDRES PROFESSIONNELS CONCERNÉS, INCLUANT UNE BRÈVE EXPLICATION DE LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS, ET CE, POUR 2015-2016 ET 2016-2017.	340
P.129	COPIE DE LA PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC DE TOUS LES MÉMOIRES SOUMIS AU CONSEIL DES MINISTRES À L'ÉGARD DESQUELS L'OPQ A ÉMIS DES COMMENTAIRES, ET LA NATURE DE CES COMMENTAIRES.	342
P.130	NOM DES ORDRES PROFESSIONNELS AYANT DÉPOSÉ DES MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES POUR FACILITER LA RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES ÉTRANGÈRES ET TOUT AUTRE RÈGLEMENT EN VERTU DES MODIFICATIONS ADOPTÉES PAR LE PROJET DE LOI N° 14, SANCTIONNÉ LE 14 JUIN 2006.	343

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P131	PORTRAIT STATISTIQUE SUR L'ACCESSION AUX PROFESSIONS POUR LES CANDIDATS ÉTRANGERS, PAR ORDRE PROFESSIONNEL, POUR CHAQUE ANNÉE DEPUIS 2011-2012. INDiquer LE NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION PRÉSENTÉES PAR DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS, LE NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES OU REFUSÉES ET LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT.	344
P.132	PORTRAIT DES DEMANDES DE MODIFICATION LÉGISLATIVE OU RÉGLEMENTAIRE DÉPOSÉES À L'OPQ PAR LES ORDRES PROFESSIONNELS. INDiquer L'ORDRE PROFESSIONNEL IMPLIQUÉ, UNE BRÈVE DESCRIPTION DE LA DEMANDE, SA DATE DE RÉCEPTION PAR L'OPQ ET L'ÉCHÉANCIER DES DIFFÉRENTES ÉTAPES POUR L'ADOPTION DE LA MESURE LÉGISLATIVE OU RÉGLEMENTAIRE.	345
P.133	BILAN DE LA RÉALISATION DU PLAN D'ACTION MINISTÉRIEL SUR LA MISE À JOUR DU SYSTÈME PROFESSIONNEL QUÉBÉCOIS, INCLUANT UN ÉTAT DE SITUATION DE CHACUN DES SIX PROJETS.	349
P.134	ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI 90, <i>LOI MODIFIANT LE CODE DES PROFESSIONS ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ</i> , ET INDiquer : A. L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX À PROPOS DE L'ARTICLE 37.1 DE LA LOI, QUI DOIT ENTRER EN VIGUEUR À UNE DATE QUI RESTE À DÉTERMINER; INDiquer L'ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR SA MISE EN VIGUEUR; B. L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX À PROPOS DE L'ARTICLE 12 DE LA LOI, QUI DOIT ENTRER EN VIGUEUR À UNE DATE QUI RESTE À DÉTERMINER; INDiquer L'ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR SA MISE EN VIGUEUR.	350
P.135	NOM DES ORDRES PROFESSIONNELS AYANT DÉPOSÉ DES MODIFICATIONS À LEUR CODE DE DÉONTOLOGIE, EN INDiquANT À QUELLE ÉTAPE DU PROCESSUS SONT RENDUS CES ORDRES.	351
P.136	NOM DES ORDRES PROFESSIONNELS AYANT DÉPOSÉ DES MODIFICATIONS À LEUR RÉGLEMENTATION POUR L'EXERCICE DE LEURS ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES AU SEIN D'UNE SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF À RESPONSABILITÉ LIMITÉE OU AU SEIN D'UNE SOCIÉTÉ PAR ACTION, EN INDiquANT À QUELLE ÉTAPE DU PROCESSUS SONT RENDUS CES ORDRES.	352
P.137	NOMBRE DE RÉGLEMENTS OU DE MODIFICATIONS DE RÉGLEMENT ADOPTÉS PAR LES ORDRES, MAIS QUI SONT EN ATTENTE D'UNE DÉCISION DE L'OFFICE DES PROFESSIONS.	353
P.138	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, DEPUIS 2010-2011 ET JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI : A. EFFECTUÉES À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ; B. EFFECTUÉES DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE INDiquer, POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI : A. L'OBJET DE LA POURSUITE; B. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE; C. LES SUITES APPORTÉES.	354
P.142	BILAN DES REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNIERS, SELON LES RÉGIONS ET LES PARCS NATIONAUX DU QUÉBEC, POUR LES ANNÉES 2015-2016 ET 2016-2017.	355
P.143	LISTE DES INFRACTIONS ET DES AMENDES LIÉES À CES INFRACTIONS POUR DES GESTES RÉPERTORIÉS DE BRACONNAGE, POUR LES ANNÉES 2015-2016 ET 2016-2017.	357
P.144	NOMBRE D'INFRACTIONS DONT LES DOSSIERS ONT ÉTÉ ABANDONNÉS OU QUI N'ONT PAS COMPÉTÉ LA PROCÉDURE JUDICIAIRE, POUR LES ANNÉES 2015-2016 ET 2016-2017.	359
P.145	SUIVI DU PLAN D'INVESTISSEMENT DE 175 M\$ DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE ET PÉNALE ANNONCÉ LE 4 DÉCEMBRE 2016. INDiquer LES EMBAUCHES RÉALISÉES POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOIS ANNONCÉES, INCLUANT LES PROCESSUS DE NOMINATION DES NOUVEAUX JUGES À LA COUR DU QUÉBEC.	360
P.146	PORTRAIT DES CORRESPONDANCES ÉCHANGÉES ET DES DÉMARCHES MENÉES AUPRÈS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL POUR LA NOMINATION DES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE DEPUIS 2014.	361
P.147	SOMMAIRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU PLAN D'ACTION <i>POUR UNE JUSTICE EN TEMPS UTILE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE</i> . INDiquer LES ACTIONS RÉALISÉES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS.	362
P.148	SUIVI DONNÉ EN RÉPONSE AU RAPPORT DE LA PROTECTRICE DU CITOYEN SUR LES ACTIVITÉS DE LA DIVAC, PUBLIÉ LE 15 SEPTEMBRE 2016. INDiquer LES MESURES MISES EN PLACE POUR RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT.	363
P.149	FOURNIR UN PORTRAIT STATISTIQUE DES DOSSIERS REMIS EN RAISON DE LA GRÈVE DES JURISTES DE L'ÉTAT ET DES DÉLAIS MOYEN DES RETARDS, PAR RÉGION ADMINISTRATIVE.	364
P.150	INDiquer LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE CHEZ LES JURISTES SOUMIS AUX CONDITIONS DE LA <i>LOI ASSURANT LA CONTINUITÉ DE LA PRESTATION DES SERVICES JURIDIQUES AU SEIN DU GOUVERNEMENT ET PERMETTANT LA POURSUITE DE LA NÉGOCIATION AINSI QUE LE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION COLLECTIVE DES SALARIÉS ASSURANT LA PRESTATION DE CES SERVICES JURIDIQUES, ET CE, DEPUIS LE 28 FÉVRIER 2017.</i>	365

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.151	<p>NOMBRE TOTAL DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PLAINTES ACHÉMINÉES À L'OPC AINSI QU'À CHAQUE BUREAU RÉGIONAL EN 2015-2016 ET EN 2016-2017, PAR CATÉGORIE, EN DISTINGUANT LES PLAINTES, LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ADRESSÉES À L'OPC ET LES DEMANDES ADRESSÉES À D'AUTRES MINISTÈRES OU ORGANISMES. NOMBRE DE PLAINTES TRAITÉES, REJETÉES ET TRANSFÉRÉES, INCLUANT LES MOTIFS ÉVOQUÉS POUR CONCLURE AU REJET OU AU TRANSFERT. DE FAÇON PARTICULIÈRE :</p> <p>A. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX « REDRESSEURS » FINANCIERS, AUX COURTIERS EN PRÊTS ET AUTRES « SPÉCIALISTES » FINANCIERS; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>B. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX « PRÊTEURS SUR GAGE »; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>C. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE LA VENTE DE L'AUTOMOBILE; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, PAR SECTEUR, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LES TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>D. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE LA LOCATION AUTOMOBILE; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>E. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX AGENTS DE VOYAGES ET GROSSISTES; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>F. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU MARQUAGE UNITAIRE DES PRIX; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>G. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES À LA VENTE DE CARTES PRÉPAYÉES; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>H. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES À LA VENTES D'UNE GARANTIE SUPPLÉMENTAIRES; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>I. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU « TIME-SHARING » ; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>J. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE L'INSPECTION DU BÂTIMENT; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>K. NOMBRE DE PLAINTES CONCERNANT HYDRO-QUÉBEC; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>L. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX ARRANGEMENTS PRÉALABLES DE SERVICES FUNÉRAIRES ET DE SÉPULTURES; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>M. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES À LA VENTE D'ESSENCE; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>N. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX SERVICES DE TRANSPORT RÉMUNÉRÉ DE PERSONNES; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>O. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES À L'ÉTIQUETAGE DES ALIMENTS; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;</p> <p>P. NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES À L'APPLICATION DES NOUVELLES DISPOSITIONS DE LA <i>LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR</i> QUI DÉCOULENT DE L'ADOPTION, EN DÉCEMBRE 2009, DU PROJET DE LOI 60.</p>	366
P.152	EN 2015-2016 ET EN 2016-2017, LE NOMBRE ET LA NATURE DES PLAINTES QUI ONT MENÉ À DES INTERVENTIONS JURIDIQUES, EN DISTINGUANT CELLES QUI ONT ÉTÉ RÉFÉRÉES À LA COUR DES PETITES CRÉANCES OU À UN AVOCAT, ET CELLES DÉFÉRÉES À D'AUTRES TRIBUNAUX, EN INDIQUANT LE CHEMINEMENT DES DOSSIERS ET LES RÉSULTATS OBTENUS.	372
P153	EN 2015-2016 ET EN 2016-2017, LE NOMBRE ET LA NATURE DES PLAINTES QUI ONT ÉTÉ MENÉES PAR LA DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES DE L'OFFICE, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE OU LE PROCUREUR GÉNÉRAL, EN INDIQUANT LE CHEMINEMENT DU DOSSIER, LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES RÉSULTATS DES POURSUITES.	373
P.154	NOMBRE DE MÉDIATIONS ENTREPRISES, PAR SECTEUR, ET NOMBRE DE DOSSIERS RÉGLÉS, PAR MÉDIATION, EN 2015-2016 ET 2016-2017, EN INDIQUANT LA DURÉE MOYENNE DU TEMPS DE MÉDIATION PAR SECTEUR.	375
P.155	VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'OFFICE ET DE CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX, POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, EN SPÉCIFIANT LA CATÉGORIE D'EMPLOI AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS; DISTINGUER LES POSTES PERMANENTS DES POSTES OCCASIONNELS.	376

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.156	POUR L'OPC ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX, SPÉCIFIER ET DISTINGUER LE TOTAL DES EMPLOYÉS AFFECTÉS : A. AUX ENQUÊTES ET À LA SURVEILLANCE; B. AU TRAITEMENT DES PLAINTES; C. À LA MÉDIATION; D. AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.	377
P.157	VENTILATION DÉTAILLÉE DU MONTANT DÉPENSÉ PAR L'OPC POUR LES ACTIVITÉS DE COMMUNICATION ET SA MISSION ÉDUCATIVE; FOURNIR COPIE DES DOCUMENTS PUBLIÉS À CES FINS.	379
P.158	REVENUS PROVENANT DES AMENDES, DEPUIS 2009-2010 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE.	381
P.159	LISTE DES ÉTUDES OU DES SONDAGES COMMANDÉS DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016 ET CELUI DE 2016-2017 À LA DEMANDE DU MINISTRE OU DE L'ORGANISME : A. LISTE ET COÛTS; B. COPIE DES SOUMISSIONS; C. COPIE DES ÉTUDES OU DES SONDAGES.	382
P.160	NOMBRE D'ENQUÊTES RÉALISÉES, DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, EN INDIQUANT LEUR NATURE ET LEURS RÉSULTATS.	383
P.161	DÉTAILS SUR LES TRAVAUX MENÉS CONCERNANT LA PHASE III DE LA MODIFICATION DE LA <i>LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR</i> .	384
P.162	BILAN, ÉVALUATION OU NOTE RELATIFS À L'APPLICATION DES NOUVELLES DISPOSITIONS DE LA <i>LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR</i> QUI DÉCOULENT DE L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 60 DE DÉCEMBRE 2009.	385

P.1 INDIQUEZ LA SOMME DÉPENSÉE EN 2016-2017 (PRÉVISIONS POUR 2017-2018) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISEZ S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

MINISTÈRE

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2016-2017
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	4 995 900,00 \$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	25 689 500,00 \$
PROJETS	18 112 800,00 \$
DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	48 798 200,00 \$

SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2016-2017.

NOTE : LES DONNÉES DU MINISTÈRE INCLUENT LE FONDS ACCÈS JUSTICE, LE FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AINSI QUE LE FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS.

FONDS DES REGISTRES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2016-2017
LOGICIELS	2 645,00 \$ (ACQUISITIONS)
MATÉRIEL	42 782,00 \$ (ACQUISITIONS)
SERVICES PROFESSIONNELS	1 863 103,00 \$ (RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL)
▪ INTERNE	0,00 \$ (SERVICES INTERNES MJQ)
▪ EXTERNE	173 391,00 \$ (CSPQ)
▪ CSPQ	4 090 388,00 \$ (SERVICES EXTERNES)
TOTAL	6 172 309,00 \$

NOTE : DONNÉES PRÉLIMINAIRES AU 28 FÉVRIER 2017.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2016-2017
LOGICIELS	80 200,00 \$
MATÉRIEL	88 400,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	0,00 \$
▪ INTERNE	34 200,00 \$
▪ EXTERNE	86 600,00 \$
▪ CSPQ	
TOTAL	289 400,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2016-2017
LOGICIELS	22 364,00 \$
MATÉRIEL	35 308,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	0,00 \$
▪ EXTERNE	12 532,00 \$
▪ CSPQ	0,00 \$
TOTAL	70 204,00 \$

NOTE : DONNÉES DE LA CSJ SEULEMENT EXCLUANT LES SOMMES DISTRIBUÉES DANS LE RÉSEAU DANS LE CADRE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE. (VOIR DÉTAIL DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE À LA QUESTION P. 5)

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2016-2017
LOGICIELS	7 758,00 \$
MATÉRIEL	257 206,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	4 746 060,00 \$
▪ EXTERNE	451 590,00 \$
▪ CSPQ	0,00 \$
TOTAL	5 462 613,00 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2016-2017
LOGICIELS	0,00 \$
MATÉRIEL	0,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	0,00 \$
▪ EXTERNE	0,00 \$
▪ CSPQ	2 166,72 \$
TOTAL	2 166,72 \$

SOURCE : SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM, 28 FÉVRIER 2017.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION¹

	2016-2017
LOGICIELS	65 910,85 \$
MATÉRIEL	35 814,92 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	0,00 \$
▪ EXTERNE	28 811,88 \$
▪ CSPQ	1 656,02 \$
TOTAL	132 193,67 \$

NOTE 1 : DÉPENSES AU SERVICE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES ET AU SERVICE DES COMMUNICATIONS ET DE L'ÉDUCATION EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2016-2017
LOGICIELS	39 200,00 \$
MATÉRIEL	45 800,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	256 000,00 \$
▪ INTERNE	58 000,00 \$
▪ EXTERNE	73 000,00 \$
▪ CSPQ	
TOTAL	472 000,00 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2016-2017
LOGICIELS	25 507,00 \$
MATÉRIEL	29 521,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	335 500,00 \$
▪ EXTERNE	148 198,00 \$
▪ CSPQ	252 083,00 \$
TOTAL	790 809,00 \$

P.2 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2016-2017, INDIQUER :

- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
- D. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

MEMBRES DU CONSEIL :

- M^E MORTON S. MINC, PRÉSIDENT DU CONSEIL (NOMMÉ POUR UN PREMIER MANDAT LE 30 NOVEMBRE 2016, DÉSIGNÉ PRÉSIDENT LE MÊME JOUR);
- M^{ME} MARIE AUGER, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉE POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M^E HÉLÈNE BÉDARD, MEMBRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL (NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 1^{ER} JUIN 2016);
- M^E JOSÉE BÉDARD, NOTAIRE CHOISIE APRÈS CONSULTATION DE LA CHAMBRE DES NOTAIRES (NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 1^{ER} JUIN 2016);
- M^E MARIE CHAREST, MEMBRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC (NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 8 SEPTEMBRE 2016);
- M^{ME} SUZANNE DANINO, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉE POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M^{ME} JILL LESLIE GOLDBERG, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 6 MAI 2015);
- M. SIMON JULIEN, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M^E MARIE LAMARRE, PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 2 DÉCEMBRE 2015);
- M^E NATALIE LEJEUNE, PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 18 JUILLET 2016);
- M. MICHEL MARCHAND, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M^E ANNE MORIN, PRÉSIDENTE DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 3 JUILLET 2015);
- M^{ME} NANCY RHÉAUME, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 30 NOVEMBRE 2016);
- M^E PATRICK SIMARD, RÉGISSEUR À LA RÉGIE DU LOGEMENT (NOMMÉ DEPUIS LE 22 AOÛT 2013 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 30 NOVEMBRE 2016);

➤ SECRÉTAIRE DU CONSEIL :

M^{ME} NATHALIE DIAMOND, SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET DU CONSEIL (À PARTIR DU 10 NOVEMBRE 2014).

EMPLOYÉS RÉGULIERS :

- M^E NATHALIE LACHANCE, ADJOINTE AU PRÉSIDENT (DEPUIS LE 21 DÉCEMBRE 2009);
- POSTE VACANT, AGENT DE RECHERCHE EN DROIT;
- M^{ME} SUZANNE DUPONT, SECRÉTAIRE PRINCIPALE (DEPUIS LE 20 JUIN 2016).

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
PATRICK SIMARD	RÉGISSEUR RDL	30-11-2016	01-12-2019	0\$

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
MORTON S. MINC	AVOCAT, PRÉSIDENT	30-11-2016	01-12-2019	585 \$ PAR JOUR/MAX. 130 JOURS PAR ANNÉE
HÉLÈNE BÉDARD	MEMBRE DU TAT	01-06-2016	02-06-2019	0 \$
JOSÉE BÉDARD	NOTAIRE	01-06-2016	02-06-2019	0 \$
MARIE CHAREST	MEMBRE DU TAQ	08-09-2016	09-09-2019	0 \$
NANCY RHÉAUME	MEMBRE CITOYEN	30-11-2016	01-12-2019	0 \$

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA LOI SUR L’ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE L’OFFICE NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
MARIE AUGER	MEMBRE CITOYEN	235,20 \$	60,74 \$	0 \$
HÉLÈNE BÉDARD	MEMBRE DU TAT	- \$	- \$	- \$
JOSÉE BÉDARD	NOTAIRE	0 \$	0 \$	0 \$
MARIE CHAREST	MEMBRE DU TAQ	- \$	- \$	- \$
SUZANNE DANINO	MEMBRE CITOYEN	453,22 \$	87,74 \$	0 \$
JILL LESLIE GOLDBERG	MEMBRE CITOYEN	0 \$	0 \$	0 \$
SIMON JULIEN	MEMBRE CITOYEN	213,30 \$	0 \$	0 \$
MARIE LAMARRE	PRÉSIDENTE DU TAT	- \$	- \$	- \$
NATALIE LEJEUNE	PRÉSIDENTE DU TAQ	- \$	- \$	- \$
MICHEL MARCHAND	MEMBRE CITOYEN	712,32 \$	0 \$	0 \$
MORTON S. MINC	AVOCAT, PRÉSIDENT	1 326,26 \$	825,17 \$	0 \$
ANNE MORIN	PRÉSIDENTE DE LA RDL	- \$	- \$	- \$
NANCY RHÉAUME	MEMBRE CITOYEN	0 \$	0 \$	0 \$
PATRICK SIMARD	RÉGISSEUR À LA RDL	- \$	- \$	- \$
NATHALIE DIAMOND	SECRÉTAIRE DU CJA	254,56 \$	0 \$	0 \$
NATHALIE LACHANCE	ADJOINTE	0 \$	176,65 \$	0 \$
SUZANNE DUPONT	SECRÉTAIRE PRINCIPALE	0 \$	0 \$	0 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

LA COMMISSION N’A PAS DE CONSEIL D’ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L’ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L’ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L’ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- **ARTICLE 58** « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L’ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L’ASSEMBLÉE. »
- **ARTICLE 66** « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L’ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L’APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L’ARTICLE 61, AUX DEUXIÈME ET TROISIÈME ALINÉAS DE L’ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 77. IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION. »
- **PRÉSIDENT :** FRÉMONT, JACQUES (Me), NOMMÉ LE 19 JUIN 2013 (DÉCRET 720-2013)
DÉMISSION LE 13 AVRIL 2016
- **PRÉSIDENTE :** THERMITUS, TAMARA (Me), Ad.E., NOMMÉE LE 14 FÉVRIER 2017 (DÉCRET 82-2017)
- **VICE-PRÉSIDENT :** PICARD, CAMIL, NOMMÉ LE 19 JUIN 2013 (DÉCRET 721-2013)
PRÉSIDENT PAR INTÉRIM DU 14 AVRIL 2016 AU 19 FÉVRIER 2017 (DÉCRET 306-2016)
- **VICE-PRÉSIDENTE :** DUPUIS, RENÉE (ME), Ad.E., NOMMÉE LE 15 JUIN 2011 (DÉCRET 626-2011) EN POSTE JUSQU’AU 21 OCTOBRE 2016

MEMBRES

- BLACKETT, ADÈLE (JUSQU’AU 26 MAI 2016)
- DOUYON, EMERSON (JUSQU’AU 27 JUILLET 2016)
- FORTIN, GILLES (DR)
- FOURNIER, PASCALE (Me)
- GIROUX, MARTIAL (Me)
- IASENZA, ISA
- MYRE, JOCELYNE
- OTTAWA, EVA (JUSQU’AU 7 SEPTEMBRE 2016)
- SIOUI, BRUNO

LE DÉCRET 255-88 DU 24 FÉVRIER 1988 FIXE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL DE LA COMMISSION À UNE RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE 4 000\$ ET DES HONORAIRES DE 200\$ PAR JOUR DE RÉUNION (100\$ PAR DEMI-JOURNÉE), À L’EXCLUSION DE TOUT MEMBRE QUI EST UN EMPLOYÉ RÉGULIER À TEMPS PLEIN D’UN ORGANISME OU D’UNE INSTITUTION DU SECTEUR PUBLIC OU PARAPUBLIC, Y COMPRIS UNE UNIVERSITÉ.

EN OUTRE, LES RÈGLES CONCERNANT LE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES DE VOYAGE DES PRÉSIDENTS, DES VICE-PRÉSIDENTS ET DES MEMBRES DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, PRÉVUES PAR LE DÉCRET 1307-80, S’APPLIQUENT AUX MEMBRES DE LA CDPDJ (DÉCRET 1789-80 DU 11 JUIN 1980).

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

AUCUN.

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
M. CAMIL PICARD, VICE-PRÉSIDENT JEUNESSE	PRÉSIDENT PAR INTÉRIM	2016-04-14	2017-02-19	78 680 \$
Me TAMARA THERMITUS, Ad.E.	PRÉSIDENTE	2017-02-20	2022-02-19	161 900 \$

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA LOI SUR L’ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE L’OFFICE NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
THERMITUS, TAMARA		\$	\$	\$
DUPUIS, RENÉE	VICE-PRÉSIDENTE	1 364 \$	\$	96 \$
PICARD, CAMIL	VICE-PRÉSIDENT	11 640 \$	\$	2 149 \$
BLACKETT, ADÈLE	MEMBRE	154 \$	\$	NIL
DOUYON, EMERSON	MEMBRE	\$	\$	NIL
FORTIN, GILLES	MEMBRE	0 \$	\$	NIL
FOURNIER, PASCALE	MEMBRE	342 \$	\$	NIL
GIROUX, MARTIAL	MEMBRE	4 199 \$	\$	NIL
IASENZA, ISA	MEMBRE	195 \$	\$	NIL
MYRE, JOCELYNE	MEMBRE	9 122 \$	\$	NIL
OTTAWA, EVA	MEMBRE	1 178 \$	\$	NIL
STOUI, BRUNO	MEMBRE	3 225 \$	\$	NIL

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

- ME DENIS ROY (PRÉSIDENT) SORTANT
- ME YVAN NIQUETTE (PRÉSIDENT)
- ME DANIEL LAFRANCE (VICE-PRÉSIDENT)
- M. GILLES BARIL (COMMISSAIRE)
- ME RACHEL CAISSY (COMMISSAIRE)
- ME JANICK PERREAULT (COMMISSAIRE)
- ME BENOÎT ROBERGE (COMMISSAIRE) SORTANT
- ME ISABELLE SIMARD (COMMISSAIRE)
- ME JEAN LAZURE (COMMISSAIRE)
- ME RÉJEAN OLIVIER LEBEL (COMMISSAIRE)
- ME AMÉLIE BINETTE (COMMISSAIRE)
- ME JOHANNE BRODEUR (COMMISSAIRE)
- ME MARIE-JOSÉE HÉTU (COMMISSAIRE)
- MME NADINE LEGAL (COMMISSAIRE)
- M. JEAN-PAUL BERGERON (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L’EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE)
- MME SARAH JUNEAU (COMMISSAIRE. DÉLÉGUÉE DU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE)

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVÉLÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME RACHEL CAISSY	COMMISSAIRE	19 OCTOBRE 2016	18 OCTOBRE 2019	DÉCRET 914-2016

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME YVAN NIQUETTE	PRÉSIDENT	8 AOÛT 2016	7 AOÛT 2021	DÉCRET 487-2016
ME DANIEL LAFRANCE	VICE-PRÉSIDENT	19 OCTOBRE 2016	18 OCTOBRE 2021	DÉCRET 913-2016
ME AMÉLIE BINETTE	COMMISSAIRE	19 OCTOBRE 2016	18 OCTOBRE 2019	DÉCRET 914-2016
ME JOHANNE BRODEUR	COMMISSAIRE	19 OCTOBRE 2016	18 OCTOBRE 2019	DÉCRET 914-2016
ME MARIE-JOSÉE HÉTU	COMMISSAIRE	19 OCTOBRE 2016	18 OCTOBRE 2019	DÉCRET 914-2016
MME NADINE LE GAL	COMMISSAIRE	19 OCTOBRE 2016	18 OCTOBRE 2019	DÉCRET 914-2016

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA LOI SUR L’ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE L’OFFICE NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME DENIS ROY	PRÉSIDENT	1 973 \$	546 \$	DÉCRET 583-2012
ME YVAN NIQUETTE	PRÉSIDENT	1 088 \$	614 \$	DÉCRET 487-2016
ME DANIEL LAFRANCE	VICE-PRÉSIDENT	358 \$	292 \$	DÉCRET 913-2016
M. GILLES BARIL	COMMISSAIRE	3 422 \$	555 \$	\$
ME RACHEL CAISSY	COMMISSAIRE	289 \$	92 \$	\$
ME JANICK PERREAULT	COMMISSAIRE	0 \$	73 \$	\$
ME BENOÎT ROBERGE	COMMISSAIRE	0 \$	55 \$	\$
ME ISABELLE SIMARD	COMMISSAIRE	1 570 \$	177 \$	\$
ME JEAN LAZURE	COMMISSAIRE	791 \$	222 \$	\$
ME RÉJEAN OLIVIER LEBEL	COMMISSAIRE	1 017 \$	385 \$	\$
ME AMÉLIE BINETTE	COMMISSAIRE	286 \$	68 \$	\$
ME JOHANNE BRODEUR	COMMISSAIRE	0 \$	49 \$	\$
ME MARIE-JOSÉE HÉTU	COMMISSAIRE	0 \$	49 \$	\$
MME NADINE LE GAL	COMMISSAIRE	27 \$	49 \$	\$
M. JEAN-PAUL BERGERON	COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L’EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	0 \$	49 \$	\$
MME SARAH JUNEAU	COMMISSAIRE. DÉLÉGUÉE DU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE	0 \$	102 \$	\$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
NON APPLICABLE.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

- ME FRIKIA BELOGBI, SECRÉTAIRE ET CONSEILLÈRE JURIDIQUE
- ME BEATRIZ CAROU, AVOCATE
- M. ROBERT BÉLANGER, TECHNICIEN EN ADMINISTRATION
- MME AIDA SHURDHA, AGENTE DE SECRÉTARIAT
- M. JACQUES PARENT, C.R., ADMINISTRATEUR, PRÉSIDENT
- MME ANNE TURGEON, ADMINISTRATRICE
- M. DELPHA BÉLANGER, ADMINISTRATEUR

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
M. JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	2008-06-03		17 600,00 \$
MME ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	1998-02-11		15 800,00 \$
M. DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	2009-09-30		16 000,00 \$

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV
AUCUN.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
M. JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	7 595,22 \$	1 305,62 \$	601,57 \$
MME ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	3 373,59 \$	1 566,75 \$	0,00 \$
M. DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	6 605,65 \$	1 271,85 \$	0,00 \$

SOURCE : SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM, 28 FÉVRIER 2017.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

- ARIANE CHARBONNEAU
- PIERRE COUTURE
- CHRISTIAN FORTIN
- GINETTE GALARNEAU
- JOCELYNE LÉVESQUE
- GABRIELE ROEHL
- GENEVIÈVE SAUMIER
- LAURIER THIBAUT
- AUDREY VILLENEUVE

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

AUCUN MEMBRE DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE L’OFFICE N’A VU SON MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN 2016-2017.

LES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DEMEURENT EN POSTE TANT QU’ILS N’ONT PAS ÉTÉ RENOUVELÉS. ILS NE SONT PAS RÉMUNÉRÉS.

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

AUCUN MEMBRE DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE L’OFFICE N’A ÉTÉ NOMMÉ EN 2016-2017.

LES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DEMEURENT EN POSTE TANT QU’ILS N’ONT PAS ÉTÉ RENOUVELÉS. ILS NE SONT PAS RÉMUNÉRÉS.

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA LOI SUR L’ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE L’OFFICE NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ARIANE CHARBONNEAU	DIRECTRICE GÉNÉRALE D'ÉDUCALOI	229,40 \$	27,40 \$	0,00 \$
PIERRE COUTURE	PRÉSIDENT DE L'AGENCE DE PROMOTION ET DE GESTION PCDV INC.	271,21 \$	0,00 \$	0,00 \$
CHRISTIAN FORTIN	CONSEILLER EN SÉCURITÉ FINANCIÈRE À DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE	602,07 \$	110,19 \$	0,00 \$
GINETTE GALARNEAU	PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
JOCELYNE LÉVESQUE	RESPONSABLE DE LA FORMATION PRATIQUE AU DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE AGROALIMENTAIRE ET DES SCIENCES DE LA CONSOMMATION DE L'UNIVERSITÉ LAVAL	354,76 \$	0,00 \$	0,00 \$
GABRIELE ROEHL	CONSEILLÈRE BUDGÉTAIRE À L'ASSOCIATION COOPÉRATIVE D'ÉCONOMIE FAMILIALE DU SUD-OUEST DE MONTRÉAL	AUCUN FRAIS DE DÉPLACEMENT RÉCLAMÉ	0,00 \$	0,00 \$
GENEVIÈVE SAUMIER	PROFESSEURE TITULAIRE À LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ MCGILL	AUCUN FRAIS DE DÉPLACEMENT RÉCLAMÉ	0,00 \$	0,00 \$
LAURIER THIBAUT	PRÉSIDENT DE THIBAUT INTERNATIONAL INC.	500,21 \$	49,48 \$	0,00 \$
AUDREY VILLENEUVE	DIRECTRICE DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	AUCUN FRAIS DE DÉPLACEMENT RÉCLAMÉ	0,00 \$	0,00 \$

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN POSTE AU 28 FÉVRIER 2017

NOM	PRÉNOM	CATÉGORIE	FONCTION
ADAM	JULIE	P	AVOCATE
BISSON	MARC-OLIVIER	F	TECHNICIEN EN DROIT
BOIVIN	STÉPHAN	P	AGENT D'INFORMATION
BOUCHER	CATHERINE-ÈVE	F	TECHNICIENNE EN DROIT
BOULET	JACQUES	P	ANALYSTE DE L'INFORMATIQUE ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS
CABANA	MARIE-NOËLLE	P	AVOCATE
CARRÉ	NANCY	F	TECH. ADMINISTRATION
CARRIER	DENIS	P	AGENT DE RECHERCHE
CHALANDON	ÉVELYNE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
CHAUMEL	CHRISTINE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
CHAUVEAU-LAVOIE	MARIE-RENÉE	P	AGENTE DE RECHERCHE
CHOVINARD	MARIE-ÈVE	P	AGENTE DE RECHERCHE, NIVEAU EXPERT
CORRIVEAU	MARIE-CHRISTINE	P	AGENTE DE RECHERCHE, NIVEAU EXPERT
DE BILLY	MARTINE	P	AVOCATE
DÉSIR	MARIE-ADELINE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
DESJARDINS	CAROLINE	P	AVOCATE
DOIRON	ANNIE	F	TECH. ADMINISTRATION
DUCHARME	MICHEL	P	AGENT DE RECHERCHE, NIVEAU EXPERT
DUSABLON	DANIEL	P	ANALYSTE DE L'INFORMATIQUE ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS
FONTAINE	GABRIEL	P	AGENT DE RECHERCHE
FRENETTE	JOSÉE	F	TECH. ADMINISTRATION
GARNIER	ANTOINE	P	AVOCAT
GRAÇA	CÉLINE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
GUÉVIN	ROXANNE	P	AGENTE DE RECHERCHE

NOM	PRÉNOM	CATÉGORIE	FONCTION
HADIRI	MYRIAM	P	AGENTE DE RECHERCHE
HAMEL	GABRIELLE	F	TECHNICIENNE EN DROIT
HUNLÉDÉ	JEAN-LUC AYIKOÉ	P	AVOCAT
ISAMENE	M'BANZE ÉVELYNE	P	AGENTE DE RECHERCHE
LAFLEUR	ISABELLE	P	AGENTE DE RECHERCHE
LALONDE	FRANCINE	P	CONSEILLÈRE EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, CL. 1
LAPOINTE	LISE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
LAROSE	CARMEN	F	TECH. ADMINISTRATION, CL. 5
LAVOIE-SERGERIE	MARIE-FRANCE	P	AGENTE DE RECHERCHE
LEBLANC	GINA	P	AVOCATE, NIVEAU EXPERT
LEBREUX	FRANCE	P	AVOCATE, NIVEAU EXPERT
LESSARD	DENIS	P	AGENT DE RECHERCHE
LÉTOURNEAU	SIMON-PIERRE	P	AGENT DE RECHERCHE
MARCOTTE	NADINE	P	AGENTE DE RECHERCHE
MARCOUX	CATHERINE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
MICHAUD	CÉLINE	F	TECH. ADMINISTRATION
MORENCY	GEORGETTE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
MOURA	CÉLINE	F	TECH. ADMINISTRATION
MOURA	DAVID	P	ANALYSTE DE L'INFORMATIQUE ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS
NOLIN	PATRICK	P	AVOCAT, NIVEAU EXPERT
OUELLETTE	MÉLANIE	P	AGENTE DE RECHERCHE, NIVEAU EXPERT
RICHARD	ALEXANDRE	F	AGENT DE BUREAU
ROCHEFORT	LAURIANNE	P	AVOCATE
ROUZIER	RALPH	P	AGENT DE RECHERCHE
ROY	DANIELLE	F	TECH. ADMINISTRATION
VALLIÈRES	JOSÉE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT

LISTE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

NOM	PRÉNOM	CATÉGORIE	FONCTION
CORNEAU	ODETTE	CADRE	DIRECTRICE DE LA RECHERCHE ET DE L'ANALYSE
COUTURE	GUYLAINE	CADRE JURIDIQUE	DIRECTRICE DES AFFAIRES JURIDIQUES
GARIÉPY	ANDRÉ	CADRE	COMMISSAIRE AUX PLAINTES
LAFLAMME	JACQUES	CADRE	DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIFS

LISTE DES TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR

NOM	PRÉNOM	CATÉGORIE	FONCTION
CHAMPAGNE	CAROLINE	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
CHARBONNEAU	JULIE	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
CORRIVEAU	MARIE-JOSÉE	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE EN CHEF DU BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE
DUTRISAC	JEAN PAUL	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
GAGNON	CHRISTIANE	EMPLOI SUPÉRIEUR	VICE-PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
GIGUÈRE	GUY	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT DE CONSEIL DE DISCIPLINE
GIROUX-DEL ZOTTO	MYRIAM	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
LAVERGNE	LYNE	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
LEDoux	GEORGES	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT DE CONSEIL DE DISCIPLINE
LÉGARÉ	JEAN-GUY	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT DE CONSEIL DE DISCIPLINE

NOM	PRÉNOM	CATÉGORIE	FONCTION
LORD	DANIEL Y.	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT EN CHEF ADJOINT DU BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE
MILAZZO	LYDIA	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
PERREAULT	CHANTAL	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
SICOTTE	PIERRE R.	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT DE CONSEIL DE DISCIPLINE

LISTE DES MEMBRES DE L’OFFICE (CONSEIL D’ADMINISTRATION) :

- JEAN PAUL DUTRISAC
- CHRISTIANE GAGNON
- JAMES ARCHIBALD
- CHRISTINE MONTAMAT
- ANDRÉ JACQUES

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

AUCUN.

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

AUCUN.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
JEAN PAUL DUTRISAC	PRÉSIDENT	5 192,00 \$	0,00 \$	2 256,00 \$
CHRISTIANE GAGNON	VICE-PRÉSIDENTE	8 479,00 \$	0,00 \$	719,00 \$
JAMES ARCHIBALD	MEMBRE DE L’OFFICE	265,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
ANDRÉ JACQUES	MEMBRE DE L’OFFICE	2 044,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
CHRISTINE MONTAMAT	MEMBRE DE L’OFFICE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NON APPLICABLE.

P.3 POUR 2016-2017, FOURNIR LA RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, PAR GRANDE CATÉGORIE. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, AVEC, LE CAS ÉCHÉANT, L'ENTENTE RENOUVELÉE AVEC DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU DU QUÉBEC, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2016-2017
04-01-E3	RECouvreMENTS DE TIERS (RECouvreMENT -HONORAIRES JUDICIAIRES)	220 720,00 \$
04-01-H1	ACTES JUDICIAIRES (FRAIS JUDICIAIRES ET DROITS DE GREFFE EN MATIÈRE CIVILE)	38 740 476,00 \$
04-01-H2	ACTES JURIDIQUES (FRAIS JUDICIAIRES EN MATIÈRE PÉNALE ET CRIMINELLE)	32 819 117,00 \$
04-01-01	FORMULES ET DOCUMENTS (PHOTOCOPIES DE DOCUMENTS DE NATURE JURIDIQUE CONSERVÉS DANS LES GREFFES DES PALAIS DE JUSTICE)	341 047,00 \$
04-01-41	DISPOSITION DE SURPLUS (COMPTE DE REVENUS UTILISÉ POUR COMPTABILISER LES REVENUS PROVENANT DE LA DISPOSITION DE MOBILIER EN SURPLUS AU MINISTÈRE. CE MOBILIER EST ENVOYÉ AU CSPQ QUI ORGANISE UN ENCAN ET RETOURNE L'ARGENT AUX DIFFÉRENTS MINISTÈRES PROPRIÉTAIRES DES SURPLUS)	2 282,00 \$
04-02-07	GAINS SUR FLUCTUATION DE CHANGE (IL S'AGIT UNIQUEMENT DE TRANSACTIONS EN DOLLARS US. POUR UNE TRANSACTION EN DOLLARS US, IL Y A TOUJOURS UN ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE MONTANT PAYÉ CAR LA DEVISE FLUCTUE DANS LE TEMPS ET L'ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE PRIX PAYÉ EST COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE. IL PEUT Y AVOIR DES GAINS ET DES PERTES DE CHANGE. AU TOTAL LE MINISTÈRE A TERMINÉ L'ANNÉE AVEC UN GAIN)	945,00 \$
04-02-34	INTÉRÊTS SUR LES DÉBITEURS (INTÉRÊTS IMPOSÉS SUR CERTAINS TYPES DE CRÉANCES DU MJQ)	42 872,00 \$
04-03-06	INFRACTIONS AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AINSI QUE PAR CERTAINES MUNICIPALITÉS QUI ONT PRIS ENTENTE AVEC LE MINISTÈRE POUR TRAITER LES CONSTATS DÉLIVRÉS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LEUR TERRITOIRE)	48 058 341,00 \$
04-03-07	INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES)	13 352 732,00 \$
04-03-16	CONTRIBUTIONS PÉNALES (DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, LA CONTRIBUTION PÉNALE A ÉTÉ MAJORÉE ET EST DÉSORMAIS ÉTABLIE EN FONCTION DU MONTANT D'AMENDE : 20 \$ POUR AMENDE INFÉRIEURE À 100 \$; 40 \$ POUR AMENDE ENTRE 100 ET 500 \$ ET 25% DE L'AMENDE POUR AMENDES SUPÉRIEURES À 500\$. LE PREMIER 10\$ DE CONTRIBUTION VA AU FAVAC, 8 \$ EST ENSUITE DISTRIBUÉ AU FAJ ET L'EXCÉDENT DE 18 \$ EST COMPTABILISÉ COMME REVENU SOUS CE POSTE COMPTABLE.)	9 444 716,00 \$
04-03-17	INFRACTIONS À DIVERSES LOIS (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DES LOIS AUTRES QUE CODE SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST LE PLUS SOUVENT INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. (EXEMPLE : LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC, LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL, ETC.)	29 358 509,00 \$
04-03-35	AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (DEPUIS 2002, UNE CONTRIBUTION DE 10 \$ S'AJOUTE AU MONTANT TOTAL D'AMENDE ET DE FRAIS RÉCLAMÉ SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION PÉNALE RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC, SAUF LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX. LES SOMMES PERÇUES SONT AFFECTÉES À L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS. DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, CE MONTANT EST DISTRIBUÉ DIRECTEMENT AU FAVAC)	985 262,00 \$

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2016-2017
04-04-01	RECOUVREMENT - DÉPENSES D'ANNÉES ANTÉRIEURES (CE POSTE COMPTABLE INCLUT TOUS LES RECOUVREMENTS DE DÉPENSES REÇUS DURANT L'ANNÉE COURANTE POUR UNE DÉPENSE ENCOURUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. NOUS DEVONS PROCÉDER AINSI SELON UNE CONVENTION COMPTABLE AFIN DE RESPECTER LES CRÉDITS VOTÉS CAR SI ON IMPUTE LE RECOUVREMENT CONTRE UNE DÉPENSE DE L'ANNÉE COURANTE CELA AURA POUR EFFET DE LIBÉRER DES CRÉDITS DÉJÀ DÉPENSÉS. À CE MOMENT, LE MJQ UTILISERAIT DEUX FOIS LES CRÉDITS)	546 996,00 \$
04-04-03	RECOUVREMENT – SUBVENTIONS D'ANNÉES ANTÉRIEURES (C'EST LA MÊME SITUATION QUE LE COMPTE 04-04-01 SAUF QU'ON UTILISE UN AUTRE COMPTE POUR LA SUPERCATÉGORIE «TRANSFERT» ALORS QUE LE 04-04-01 REPRÉSENTE LA SUPERCATÉGORIE «FONCTIONNEMENT»)	2 000,00 \$
04-04-04	RECOUVREMENT – RÉMUNÉRATION (C'EST LA MÊME SITUATION QUE LE COMPTE 04-04-01 SAUF QU'ON UTILISE UN AUTRE COMPTE POUR LA SUPERCATÉGORIE «RÉMUNÉRATION» ALORS QUE LE 04-04-01 REPRÉSENTE LA SUPERCATÉGORIE «FONCTIONNEMENT»)	51 795,00 \$
04-04-32	SURPLUS – FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES (EN VERTU DE L'ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS, LA PROVINCE ASSURE LE TRAITEMENT DES CONTRAVENTIONS FÉDÉRALES COMMISES EN TERRITOIRE QUÉBÉCOIS. LES RECETTES PERÇUES SUITE AU PAIEMENT DE CES CONTRAVENTIONS SONT DÉPOSÉES DANS UN COMPTE EN FIDÉICOMMIS (FONDS SPÉCIAL), ET L'EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES COÛTS ENCOURUS POUR TRAITER CES CONTRAVENTIONS EST PARTAGÉ ENTRE LE FÉDÉRAL ET LA PROVINCE ET COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE) MONTANT NÉGATIF AU 28 FÉVRIER 2017, CAR NOUS AVONS LIQUIDÉ EN 16-17 UNE PARTIE DU COMPTE À RECEVOIR COMPTABILISÉ EN FIN D'EXERCICE 15-16, ET LE COMPTE À RECEVOIR DE L'ANNÉE COURANTE N'EST PAS ENCORE COMPTABILISÉ)	(7 002,00 \$)
06-04-AO	CONSEILLERS JURIDIQUES AUPRÈS DES AUTOCHTONES (SUBVENTION FÉDÉRALE D'UN MONTANT MAXIMAL ANNUEL DE 829 694 \$ POUR LES EXERCICES FINANCIERS 2016-2017 ET 2017-2018 À LA SUITE D'UNE ENTENTE CONCLUE AVEC LE FÉDÉRAL. CETTE ENTENTE PRÉVOIT LE PARTAGE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LA PROVINCE POUR SOUTENIR L'ORGANISME QUI DISPENSE LES SERVICES DE CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES AUPRÈS DES AUTOCHTONES. EN 2016-2017, LE MJQ A VERSÉ UNE SUBVENTION DE 1 371 600 \$ À CET ORGANISME)	264 847,00 \$
06-04-H5	INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES (LE CANADA ET LE QUÉBEC ONT CONCLU EN 1995 UNE ENTENTE PAR LAQUELLE LE QUÉBEC TRANSMET AU CANADA LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX SENTENCES, REQUISE DANS LE PROCESSUS DE GESTION DE LA PEINE ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. LE CANADA REMBOURSE UN MONTANT FIXE POUR LES DÉPENSES ASSUMÉES POUR LE REPIQUAGE DES CASSETTES (26,69\$ PAR CASSETTE EN 2016-2017)	41 191,00 \$
06-04-H6	ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE (ACCORD ENTRE LE CANADA ET LE QUÉBEC QUI PRÉVOIT QUE LE QUÉBEC PERÇOIT LE DROIT FÉDÉRAL ÉTABLI À 10 \$ PAR DEMANDE DE DIVORCE DÉPOSÉ AU QUÉBEC. LE QUÉBEC RETOURNE AU FÉDÉRAL 7 \$ POUR CHAQUE DEMANDE D'ENREGISTREMENT EN DIVORCE ET CONSERVE 3 \$)	26 478,00 \$
06-04-J7	MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UN FINANCEMENT DU FÉDÉRAL DANS LE CADRE DU FONDS DE SOUTIEN DES FAMILLES. L'APPORT DU FÉDÉRAL SERT PRINCIPALEMENT À FINANCER DIVERSES RECHERCHES ET ÉTUDES EN MATIÈRE FAMILIALE)	9 717,00 \$
06-04-25	AIDE JURIDIQUE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL AU FINANCEMENT DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET DE L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET RÉFUGIÉS. C'EST LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES DU QUÉBEC QUI A POUR MISSION DE GÉRER LE PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, PROGRAMME QUI DONNE ACCÈS AUX PERSONNES DÉFAVORISÉES À DES SERVICES D'AIDE JURIDIQUE) (RÉFÉRER À LA QUESTION G-37 POUR LE DÉTAIL DU CALCUL DE L'AIDE FINANCIÈRE)	25 811 068,00 \$
TOTAL REVENUS		200 114 109,00 \$

NOTE : REVENUS COMPTABILISÉS AU 28 FÉVRIER 2017.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2016-2017
540336	CONTRIBUTION PÉNALE 10 \$ ¹	16 153 092,00 \$
540315	SURAMENDE COMPENSATOIRE ²	8 540 748,00 \$
540316	CONTRIBUTION PÉNALE	650,00 \$
540318	PRODUIT DE LA CRIMINALITÉ ³	1 250 000,00 \$
040201	INTÉRÊTS ⁴	47 294,00 \$
5403150203	SURAMENDE COMPENSATOIRE (15 % ADOLESCENT) ⁵	2 419,00\$
TOTAL REVENUS		25 994 203,00 \$

¹ LE MONTANT CORRESPOND À LA CONTRIBUTION PÉNALE REÇUE ET TRAITÉE ENTRE LE 1ER AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017.
² LE MONTANT CORRESPOND AUX SURAMENDES COMPENSATOIRES REÇUES ET TRAITÉES ENTRE LE 1ER AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017.
³ LE MONTANT EST DÉTERMINÉ PAR DÉCRET (NO 349-99 DU 31 MARS 1999).
⁴ LE MONTANT CORRESPOND AUX INTÉRÊTS REÇUS ET TRAITÉS ENTRE LE 1ER AVRIL ET LE 31 DÉCEMBRE 2016
⁵ LE MONTANT CORRESPOND AUX SURAMENDES COMPENSATOIRES POUR ADOLESCENT AU 28 FÉVRIER 2017.

FONDS ACCÈS JUSTICE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2016-2017
04-03-AJ (442066)	AMENDES ET CONFISCATION (CONTRIBUTION 8\$)	12 372 089,00 \$
06-04-32 (471340)	TRANSFERT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE)	(9 717,00 \$)
04-02-01 (441210)	REVENUS D'INTÉRÊTS	11 123,00 \$
(443010)	RECouvreMENT	1 270,00 \$
TOTAL REVENUS		12 374 765,00 \$

NOTE : REVENUS AU 28 FÉVRIER 2017.

D'ICI LE 31 MARS 2017, UN CAR AU MONTANT DE 2 540 960 \$ SERA ENREGISTRÉ CONCERNANT LE TRANSFERT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE).

FONDS DES REGISTRES

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2016-2017
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS (RDPRM)	32 568 872,00 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LOBBYISTES	4 328,00 \$
REVENUS AUTONOMES	SERVICE DE CERTIFICATION (ICPG)	194 030,00 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES COMMISSAIRES À L'ASSERMENTATION	532 689,00 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LETTRES PATENTES FONCIÈRES	4 208,00 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRES DES VENTES	1 635 690,00 \$
TOTAL REVENUS		34 939 817,00 \$

NOTE : CES MONTANTS REPRÉSENTENT LES REVENUS COMPTABILISÉES AU 28 FÉVRIER 2017.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2016-2017
04-04-RV	RECouvreMENT – REMBOURSEMENT VOLONTAIRE	1 016 026,11 \$
TOTAL REVENUS		1 016 026,11 \$

NOTE : CES MONTANTS REPRÉSENTENT LES REVENUS AU 28 FÉVRIER 2017

P.4 POUR 2016-2017, BILAN DU PLAN D’OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT :

- A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES;
- B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES;
- C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT;
- D. LES RÉSULTATS OBTENUS.

MINISTÈRE

A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES ET B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES ET D. LES RÉSULTATS OBTENUS

	28 FÉVRIER 2017 \$ MILLIONS
COMPTES À RECEVOIR AU DÉBUT	201,6
REVENUS	130,4
RECETTES	111,6
COMPTES À RECEVOIR À LA FIN	217,4
RATIO RECETTE/REVENUS	85,6 %

COMMENTAIRES :

CE TABLEAU PRÉSENTE UNIQUEMENT LES CRÉANCES DU MINISTÈRE, ET EXCLUT LES DOSSIERS PROVISIONNÉS À LA PPNRR (PROVISION POUR NON RÉALISATION DE REVENU).

LES COMPTES À RECEVOIR À LA FIN (AU 28 FÉVRIER 2017) ONT ÉTÉ RÉDUITS D'UN MONTANT DE 3 M \$, QUI REPRÉSENTE LA RADIATION DE L'EXERCICE 2016-2017.

C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT

LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES A POUR MANDAT D’EXÉCUTER LES JUGEMENTS RENDUS PAR LES TRIBUNAUX TANT EN MATIÈRE PÉNALE QUE CRIMINELLE COMPORTANT UNE AMENDE, UNE SURAMENDE, UN MONTANT CONTRIBUTOIRE ET DES FRAIS JUDICIAIRES CONFORMÉMENT AU CHAPITRE XIII DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

LES MESURES EN PLACE POUR EXÉCUTER LES JUGEMENTS SONT :

- TRAITER LES DEMANDES DE LA CLIENTÈLE QUI DÉSIRE CONVENIR D’UN MODE DE PAIEMENT (ENTENTE DE PAIEMENT OU, SELON L'ÉLIGIBILITÉ, LES TRAVAUX COMPENSATOIRES).
- ENTREPRENDRE DES MESURES D’EXÉCUTION FORCÉE EN CE QUI CONCERNE LES SOMMES NON ACQUITTÉES DANS LE DÉLAI PRESCRIT PAR LE TRIBUNAL NOTAMMENT PAR :
 - LA TRANSMISSION D'UN AVIS DE NON-PAIEMENT D'AMENDE À LA SAAQ;
 - L'ÉMISSION DE SAISIES;
 - LA DEMANDE D'IMPOSITION D'UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT.

DES MESURES D’OPTIMISATION ONT ÉGALEMENT ÉTÉ MISE EN PLACE AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES :

- DÉMARRAGE DE PROCESSUS D’EMPRISONNEMENT EN MATIÈRE CRIMINELLE DANS LES DISTRICTS JUDICIAIRES;
- PRIVILÉGIER LE CONTACT TÉLÉPHONIQUE POUR LES DOSSIERS ET ENTENTES NON RESPECTÉS;
- PRIORISATION DES DOSSIERS DES PERSONNES MORALES;
- ASSIGNATION À UN MÊME PERCEPTEUR POUR TOUT LE PROCESSUS LORSQU’IL S’AGIT D’UN DOSSIER DE GRANDES CRÉANCES DE PLUS DE 25,0 k\$.

LA VOLUMÉTRIE DES JUGEMENTS REÇUS EST CONTINUELLEMENT EN HAUSSE DEPUIS 2012-2013. LE BIA A REÇU 301 160 JUGEMENTS EN 2016-2017, UNE HAUSSE DE 14,6% PAR RAPPORT À L'ANNÉE 2015-2016. CONSÉQUEMMENT, LES DEMANDES DE LA CLIENTÈLE SONT ÉGALEMENT EN HAUSSE ET LA PRIORITÉ EST DE RÉPONDRE À CES DEMANDES. IL EST RECONNU QUE PLUS ON AGIT TÔT, MEILLEURES SONT LES CHANCES DE RÉCUPÉRER LES SOMMES. POUR L'EXERCICE 2016-2017, 185 804 APPELS TÉLÉPHONIQUES ONT ÉTÉ RÉPONDUS PAR LES PERCEPTEURS DES AMENDES. LES EFFORTS CONSTANTS ONT FAIT EN SORTE D'AUGMENTER LE NOMBRE DE JUGEMENTS FERMÉS DE 9,5% À 250 454 POUR L'ANNÉE 2016-2017 PAR RAPPORT À 228 655 EN 2015-2016. 47% DES 301 160 JUGEMENTS REÇUS EN 2016-2017 ONT DÉJÀ ÉTÉ RÉGLÉS EN TOTALITÉ.

L’AUGMENTATION DES REVENUS ET DES COMPTES À RECEVOIR EST DIRECTEMENT RELIÉE À LA HAUSSE DE LA VOLUMÉTRIE.

P.5 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

- REFONTE DU SITE WEB – (RÉALISATION EN COURS)
- REMPLACEMENT DU SYSTÈME D’ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE (SEN) – (RÉALISATION EN COURS)
- REFONTE ET DÉPLOIEMENT DU SYSTÈME DES RÔLES CRIMINELS (INFOTRAC) – (RÉALISATION EN COURS)
- DÉPÔT DES PROCÉDURES ET PAIEMENT EN LIGNE AUX PETITES CRÉANCES– (VOLET « DEMANDE » COMPLÉTÉ, CONCEPTION VOLET « RÉPONSE » EN COURS)
- PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE L’ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL – PROJET PRINCIPAL – (RÉALISATION EN COURS)
- PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE L’ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL – PROJET CONNEXE – (RÉALISATION EN COURS)

LE MJQ N’A REÇU AUCUNE SOMME DU FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION EN 2016-2017.

FONDS DES REGISTRES

EN 2016-2017, AUCUNE SOMME N’A ÉTÉ AVANCÉE AU FONDS DES REGISTRES PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION.

LES RÉALISATIONS DE L’ANNÉE 2016-2017 DE LA DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION (DRC) SONT :

- **POUR L’ENSEMBLE DES SYSTÈMES DE LA DRC :**
 - RÉALISATION DES TRAVAUX D’ARCHITECTURE D’ENTREPRISE ORIENTÉE « SERVICES »;
 - FINALISATION DES PROCESSUS DE GESTION DES TECHNOLOGIES UTILISANT LA NORME ITIL (INFORMATION TECHNOLOGY INFRASTRUCTURE LIBRARY).
- **POUR LE REGISTRE DES LOBBYISTES :**

MISE EN PLACE D’UN ÉCHANGE DE DONNÉES ENTRE LE REGISTRES DES LOBBYISTES ET LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME.
- **POUR LE REGISTRE DES VENTES :**

FINALISATION DE L’IMPLANTATION DU SITE WEB INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL DU REGISTRE DES VENTES : LES TRAVAUX RÉALISÉS EN DÉBUT 2016-2017 ONT PERMIS DE LIVRER LA VERSION COMPATIBLE AVEC LA MOBILITÉ POUR LA CONSULTATION.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

LES DONNÉES CONCERNANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE SE RETROUVENT, LE CAS ÉCHÉANT, AU PLAN DIRECTEUR DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS, TELS QU’INDIQUÉS LORS DES COLLECTES D’INFORMATION SUR LES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (PARI, PTPARI ET BARRI), ET RÉELS EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017 :

ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS (000 \$)	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS(000 \$)	ÉCART	EXPLICATION SOMMAIRE DES ÉCARTS
ACTIVITÉS D’ENCADREMENT	139,3	96.6	42,7	RÉORGANISATION TEMPORAIRE

ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS (000 \$)	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS(000 \$)	ÉCART	EXPLICATION SOMMAIRE DES ÉCARTS
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	985,9	821.0	164,9	DONNÉES AU 28 FÉVRIER : INCOMPLET
PROJETS	0,0	0	0	
TOTAL	1 125,2	917.6	207,6	

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

SOMMES DISTRIBUÉES DANS LE RÉSEAU D’AIDE JURIDIQUE

RÉGIONS	2016-2017
	PHASE 17
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	15 715
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	52 005
CÔTE-NORD	34 561
ESTRIE	23 309
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	71 846
MAURICIE-BOIS-FRANCS	11 863
MONTRÉAL	121 831
OUTAOUAIS	16 318
QUÉBEC	42 846
RIVE-SUD	65 557
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	42 311
CSJ	9 560
TOTAL	507 722 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NON APPLICABLE.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

PLAN ASSUMÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

PLAN TRIENNAL DE L’OPQ TEL QUE TRANSMIS AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR :

	RÉALISÉ
	2016-2017
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	472 000 \$
PROJETS INFORMATIQUES	-
	472 000 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET – STATUT	RÉALISATION EN 2016-2017
001_MISE À JOUR DES SALLES DES SERVEURS	REHAUSSEMENT D’INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES – EN RÉALISATION (TERMINÉ)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L9-SECURISATION_INFRASTRUCTURES_MISSION
003_PVÉ – PROCÈS-VERBAL ÉLECTRONIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – EN RÉALISATION (EN COURS)	LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L7-PV CONFÉRENCE DE GESTION SAI ET SAS• REA-L7-PV APPEL DU RÔLE EN SAI• REA-L6-PV AUDIENCE SAI, SAS, SAE ET STE• REA-L12-PV FORMULAIRE DE REMISE
002_GDN – GESTION DU DOSSIER NUMÉRIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – EN RÉALISATION (EN COURS)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L5-DÉPÔTS ÉLECTRONIQUES LIVRAISONS PROGRESSÉES : <ul style="list-style-type: none">• REA-L2-SAS• REA-L3.2-SAI• REA-L4-DÉPÔTS ÉLECTRONIQUES
006_SÉCURITÉ DE L’INFORMATION - PLAN D’ACTION	MISE EN PLACE DES ÉLÉMENTS POUR SOUTENIR LA GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ DE L’INFORMATION – EN RÉALISATION (EN COURS)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none">• PREA-L3-SENSIBILISATION ET FORMATION EN SI LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none">• PREA-L2-GOUVERNANCE DE LA SI
038_GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES	MISE EN PLACE D’UNE GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES – EN RÉALISATION (EN COURS)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L3-CRÉATION DE LA FONCTION GIR LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L4-MISE EN ŒUVRE DU PROCESSUS GIR• REA-L5-AMÉLIORATION DE LA FONCTION GIR• REA-L6-SENSIBILISATION ET COMMUNICATION EN GIR

- P.6** **POUR CHACUN DES EMPLACEMENTS UTILISÉS PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT LES CABINETS INDiquer :**
- A. **LA DATE DES RÉNOVATIONS;**
 - B. **LA LISTE DES RÉNOVATIONS;**
 - C. **LES COÛTS DES RÉNOVATIONS;**
 - D. **LE NOM DE LA FIRME OU DE LA COMPAGNIE QUI A EFFECTUÉ LES TRAVAUX.**

MINISTÈRE

LE COÛT DES RÉNOVATIONS 2016-2017 CORRESPOND AUX FRAIS VERSÉS À LA **SQI** POUR DIFFÉRENTS TRAVAUX DE RÉNOVATION. IL INCLUT LES COÛTS ASSOCIÉS AUX ESPACES ADDITIONNELS AINSI QUE LA RÉTROCESSION D’ESPACES.

IMMEUBLE		DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	2016-2017
PJ	L’ÎLE-DU-HAVRE-AUBERT,	2016-09-01	INSTALLATION D’UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	19 135,45 \$
PJ	LA MALBAIE	2017-02-01	INSTALLATION D’UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	13 795,84 \$
ENT	QUÉBEC	2016-09-01	MJQ – RÉTROCESSION – ENTREPÔT 1.09, 1 645 BOULEVARD WILFRID-HAMEL, QUÉBEC	SQI	(2 355,85)\$
PJ	GRANBY	2016-08-01	RELOCALISATION ET MISE À NIVEAU - SALLE DE TÉLÉMOIGNAGE	SQI	4 502,56 \$
PJ	QUÉBEC	2016-04-01	PLAN DE MAINTIEN D’ACTIF POUR LES LOCAUX DU PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	SQI	9 601,20 \$
PJ	QUÉBEC	2016-04-01	CORRECTIF DES SUPERFICIES - PROJET DU GREFFE CIVIL ET DU BRIJA	SQI	739,44 \$
PJ	QUÉBEC	2016-12-31	BUREAUX RECHERCHISTES, BIBLIOTHÈQUE COUR SUPÉRIEURE	SQI	3 594,92 \$
PJ	QUÉBEC	2017-02-28	PLAN DE MAINTIEN D’ACTIF POUR LES LOCAUX DU PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	SQI	16 424,46 \$
PJ	QUÉBEC	2017-02-28	PLAN DE MAINTIEN D’ACTIF POUR LES LOCAUX DU PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	SQI	6 305,59 \$

IMMEUBLE		DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	2016-2017
PJ	QUÉBEC	2017-02-28	PLAN DE MAINTIEN D'ACTIF POUR LES LOCAUX DU PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	SQI	997,93 \$
PJ	QUÉBEC	2017-02-28	PLAN DE MAINTIEN D'ACTIF POUR LES LOCAUX DU PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	SQI	4 992,25 \$
ENT	SEPT-ÎLES	2016-10-01	AJOUT D'UN ESPACE D'ENTREPÔT	SQI	2 569,20 \$
PJ	LA TUQUE	2016-04-01	ACTIVATION D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	416,88 \$
PJ	TROIS-RIVIÈRES	2016-07-01	INSTALLATION DES CÂBLES RÉSEAUX POUR SALLE D'AUDIENCE	SQI	13 105,48 \$
PJ	TROIS-RIVIÈRES	2016-12-01	MODIFICATION AU SYSTÈME D'ALARME INCENDIE	SQI	1 338,00 \$
PJ	TROIS-RIVIÈRES	2016-04-01	MODIFICATION DE LA TRIBUNE DU JUGE ET AJOUT D'UNE PORTE À LA SALLE 1.12	SQI	12 505,92 \$
PJ	TROIS-RIVIÈRES	2016-04-01	MODIFICATION DE LA TRIBUNE DU JUGE ET AJOUT D'UNE PORTE À LA SALLE 1.12	SQI	390,25 \$
PJ	GATINEAU	2017-01-01	INSTALLATION DES CÂBLES RÉSEAUX POUR SALLE D'AUDIENCE	SQI	15 500,46 \$
PJ	MANIWAKI	2016-09-01	AMÉNAGEMENT D'UNE SALLE TEMPORAIRE – CAVAC	SQI	100,35 \$
PJ	CHICOUTIMI	2016-08-01	INSTALLATION DE NOUVEAUX TAPIS DANS LES SALLES D'AUDIENCE DU PALAIS DE JUSTICE	SQI	23 406,64 \$
JPM	RIMOUSKI	2016-06-01	RÉTROCESSION BUREAU DU JUGE DE PAIX MAGISTRAT	SQI	(8 732,20)\$

IMMEUBLE		DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	2016-2017
PJ	DRUMMONDVILLE	2016-07-01	TRAVAUX RELATIFS À L'AJOUT D'UNE SALLE D'ENTREVUE (JEUNESSE)	SQI	7 491,06 \$
PJ	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	2016-08-01	TRAVAUX DE SÉCURITÉ - CORRIDOR RESTREINT POUR LA MAGISTRATURE	SQI	1 591,50 \$
PJ	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	2016-08-01	TRAVAUX TECHNIQUES RELATIFS À LA MISE EN PLACE DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LA SALLE 8	SQI	557,50 \$
PJ	MONTREAL	2016-06-01	MODERNISATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ - PQI	SQI	390 964,20 \$
PJ	MONTREAL	2016-04-01	PLAN DE MAINTIEN D'ACTIF POUR LES LOCAUX DU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	SQI	15 386,40 \$
PJ	MONTREAL	2016-12-01	AMÉNAGEMENT DE 2 POSTES DE TRAVAIL, LOCAL 10.35	SQI	3 874,63 \$
PJ	MONTREAL	2016-06-01	DÉGÂT D'EAU - ARCHIVES DU GREFFE CRIMINEL	SQI	5 576,12 \$
PJ	MONTREAL	2016-12-01	ACCROISSEMENT D'ESPACE POUR LE LOCAL 8.93 ET RÉTROCESSION LOCAL S3.150	SQI	2 787,50 \$
PJ	MONTREAL	2016-12-05	TRAVAUX RELATIFS AU PROJET DE VISIO COMPARUTION AVEC LE CENTRE DE DÉTENTION DE MONTRÉAL (BORDEAUX)	SQI	1 553,06 \$
PJ	MONTREAL	2016-12-05	TRAVAUX RELATIFS AU PROJET DE VISIO COMPARUTION AVEC LE CENTRE DE DÉTENTION DE MONTRÉAL (BORDEAUX)	SQI	2 974,22 \$
PJ	MONTREAL	2016-12-05	TRAVAUX RELATIFS AU PROJET DE VISIO COMPARUTION AVEC LE CENTRE DE DÉTENTION DE MONTRÉAL (BORDEAUX)	SQI	3 731,72 \$
PJ	MONTREAL	2017-01-01	TRAVAUX ÉLECTRIQUES AUX 3.01B ET 4.01B	SQI	1 378,57 \$

IMMEUBLE		DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	2016-2017
CHJ	MONTREAL	2016-12-01	MISE À NIVEAU DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	260,91 \$
CHJ	MONTREAL	2016-10-01	ENTRETIEN DU PORTILLON	SQI	390,25 \$
PJ	LONGUEUIL	2016-10-01	MODIFIER SYSTÈME DE GICLEURS (RÉGIE) ET TESTS ACOUSTIQUES SALLE 1.36	SQI	3 650,16 \$
PJ	LONGUEUIL	2016-09-01	AMÉNAGEMENT SALLE 1.30 POUR PROCÈS AUX ASSISES	SQI	21 658,99 \$
PJ	MONT-LAURIER	2016-12-05	INSTALLATION DES CÂBLES RÉSEAUX POUR SALLE D'AUDIENCE	SQI	2 067,59 \$
PJ	SAINT-JÉRÔME	2017-02-01	AMÉNAGEMENT DE LA SALLE D'ENTREVUE	SQI	2 194,01 \$
PJ	SAINT-JÉRÔME	2017-01-01	TRAVAUX DIVERS SUITE AU PROJET MÉGA PROCÈS	SQI	2 714,76 \$
PJ	LAVAL	2017-02-16	TRAVAUX AU SYSTÈME D'APPEL DES PERSONNES	SQI	8 000,13 \$
PJ	JOLIETTE	2016-04-01	TRAVAUX DE SÉCURITÉ - ACCÈS AU COULOIR RESTREINT POUR LA MAGISTRATURE	SQI	52 726,20 \$
BCM	MANIWAKI	2016-07-01	TRANSFERT BAIL À L'ASSEMBLÉE NATIONALE (BUREAU DE COMTÉ DE LA MINISTRE)	SQI	(14 707,08)\$
CA	MONTREAL	2016-12-01	MODIFICATION TRIBUNE DES JUGES	SQI	24 207,77 \$
CA	MONTREAL	2016-12-01	TRAVAUX AU NIVEAU ÉLECTRIQUE - LOCAL 2.04	SQI	473,88 \$
CAD	MONTREAL	2016-12-01	INSONORISATION DES SALLES DE MÉDIATION	SQI	6 384,18 \$

IMMEUBLE		DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	2016-2017
SS	QUÉBEC-1200	2016-05-01	LOCATION D'UN LOCAL TEMPORAIRE POUR PROJET INFORMATIQUE PMET	SQI	118 580,88 \$
TOTAL					806 742,85 \$

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NUMÉRO DE PROJET	IMMEUBLE	ADRESSE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	COÛT DES RÉNOVATIONS
2015-0039	00813	71, AVENUE MANCE, BAIE-COMEAU	2016-10-06	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	298,92 \$
2015-0039	00813	71, AVENUE MANCE, BAIE-COMEAU	2016-10-06	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	128,92 \$
S.O.	02570	450, RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	2016-05-13	TRAVAUX DIVERS	INSTALLATION I.M.M. INC.	600,00 \$
2015-0009	02570	450, RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	2016-06-08	EXPANSION DU DPCP À JOLIETTE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	101 208,57 \$
S.O.	02570	450, RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	2016-06-09	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	TRANSPORT W. Cyr [1984] INC.	1 063,75 \$
2016-0005	01818	30, CHEMIN DE LA VALLÉE, LA MALBAIE	2016-11-02	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	2 086,20 \$
2016-0001	08904	290, RUE SAINT-JOSEPH, LA TUQUE	2016-07-29	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	588,72 \$
S.O.	04922	2800, BOUL. SAINT-MARTIN, LAVAL	2016-05-13	TRAVAUX DIVERS	INSTALLATION I.M.M. INC.	100,00 \$
2013-0024	04922	2800, BOUL. SAINT-MARTIN, LAVAL	2016-04-26	EXPANSION DU DPCP AU PALAIS DE JUSTICE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	877 526,26 \$
2015-0038	04922	2800, BOUL. SAINT-MARTIN, LAVAL	2016-06-14	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	89,20 \$

NUMÉRO DE PROJET	IMMEUBLE	ADRESSE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	COÛT DES RÉNOVATIONS
S.O.	04922	2800, BOUL. SAINT-MARTIN, LAVAL	2016-04-13	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	TRANSPORT W. Cyr [1984] INC.	475,00 \$
S.O.	04922	2800, BOUL. SAINT-MARTIN, LAVAL	2016-06-08	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	TRANSPORT W. Cyr [1984] INC.	1 092,50 \$
S.O.	04724	2555, BOUL. ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	2016-09-07	TRAVAUX D'ENTRETIEN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	2 152,30 \$
S.O.	04724	2555, BOUL. ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	2016-09-13	TRAVAUX D'ENTRETIEN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	669,00 \$
2016-0007	04724	2555, BOUL. ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	2017-02-21	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	9 278,55 \$
2013-0067	04944	266, RUE NOTRE-DAME, MANIWAKI	2016-04-01	RÉAMÉNAGEMENT DU DPCP AU PALAIS DE JUSTICE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	329 444,80 \$
2016-0014	04944	266, RUE NOTRE-DAME, MANIWAKI	2016-07-04	TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE CÂBLAGE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	223,00 \$
S.O.	05865	597, AVENUE DU PHARE EST, MATANE	2016-05-19	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	DÉMÉNAGEMENTS RIMOUSKI INC.	786,00 \$
2012-0063	05865	597, AVENUE DU PHARE EST, MATANE	2016-05-11	RELOCALISATION DU DPCP À L'EXTÉRIEUR DU PALAIS DE JUSTICE.	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	201 974,96 \$
S.O.	02745	410, RUE DE BELLECHASSE, MONTRÉAL	2016-05-11	TRAVAUX D'ENTRETIEN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	1 102,20 \$
S.O.	02745	410, RUE DE BELLECHASSE, MONTRÉAL	2016-10-21	SIGNALISATION	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	55,75 \$
S.O.	02745	410, RUE DE BELLECHASSE, MONTRÉAL	2017-02-24	TRAVAUX DIVERS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	203,91 \$
S.O.	02745	410, RUE DE BELLECHASSE, MONTRÉAL	2017-02-24	TRAVAUX DIVERS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	203,91 \$
S.O.	02745	410, RUE DE BELLECHASSE, MONTRÉAL	2017-02-28	SIGNALISATION	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	32,50 \$
S.O.	02745	410, RUE DE BELLECHASSE, MONTRÉAL	2017-02-28	TRAVAUX DIVERS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	113,15 \$
2016-0029	02745	410, RUE DE BELLECHASSE, MONTRÉAL	2016-10-26	HONORAIRES POUR ÉVALUATION DE PROJET	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	982,89 \$
S.O.	07024	2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	2016-11-23	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	1-800-GOT-JUNK ? ®	4 536,00 \$
S.O.	07024	2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	2016-12-15	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	DÉMÉNAGEMENT MONT-BRUNO/LAKESHORE INC.	144,60 \$

NUMÉRO DE PROJET	IMMEUBLE	ADRESSE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	COÛT DES RÉNOVATIONS
S.O.	07024	2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	2016-10-20	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	GOLD CASTLE HOLDING LTD	560,00 \$
S.O.	07024	2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	2016-11-21	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	GOLD CASTLE HOLDING LTD	321,56 \$
S.O.	07024	2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	2016-05-13	TRAVAUX DIVERS	INSTALLATION I.M.M. INC.	420,00 \$
2015-0025	07024	2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	2016-05-04	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	3 900,27 \$
S.O.	07024	2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	2017-02-28	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	359,54 \$
2016-0013	07024	2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	2016-10-01	TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE CÂBLAGE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	6 542,69 \$
2016-0013	07024	2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	2016-10-01	TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE CÂBLAGE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	3 803,30 \$
2016-0024	07024	2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	2016-10-06	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	GOLD CASTLE HOLDING LTD	1 550,25 \$
S.O.	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2016-07-11	SIGNALISATION	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	12,58 \$
S.O.	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2016-08-23	TRAVAUX DIVERS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	225,72 \$
S.O.	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2016-10-31	TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE CÂBLAGE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	1 830,01 \$
2015-0040	00982	1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	2016-08-09	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	2 032,68 \$
S.O.	07590	380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL	2016-09-07	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	DÉMÉNAGEMENT MONT-BRUNO/LAKESHORE INC.	451,88 \$
S.O.	07590	380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL	2016-09-07	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	DÉMÉNAGEMENT MONT-BRUNO/LAKESHORE INC.	781,60 \$
S.O.	07590	380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL	2016-09-07	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	DÉMÉNAGEMENT MONT-BRUNO/LAKESHORE INC.	228,60 \$
S.O.	07590	380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL	2016-09-16	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	DÉMÉNAGEMENT MONT-BRUNO/LAKESHORE INC.	1 620,00 \$
S.O.	07590	380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL	2016-11-29	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	DÉMÉNAGEMENT MONT-BRUNO/LAKESHORE INC.	578,40 \$
S.O.	07590	380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL	2016-12-16	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	DÉMÉNAGEMENT MONT-BRUNO/LAKESHORE INC.	586,20 \$

NUMÉRO DE PROJET	IMMEUBLE	ADRESSE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	COÛT DES RÉNOVATIONS
S.O.	07590	380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL	2017-02-28	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	DÉMÉNAGEMENT MONT- BRUNO/LAKESHORE INC.	325,35 \$
S.O.	07590	380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL	2016-12-13	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	IVANHOÉ CAMBRIDGE INC.	1 234,44 \$
2015-0012	07590	380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL	2016-07-01	EXPANSION DU DPCP	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	270 505,99 \$
S.O.	06010	2828, BOUL. LAURIER, QUÉBEC	2016-11-02	TRAVAUX D'ENTRETIEN	COMPLEXE JULES DALLAIRE INC.	208,82 \$
S.O.	06010	2828, BOUL. LAURIER, QUÉBEC	2016-11-02	TRAVAUX D'ENTRETIEN	COMPLEXE JULES DALLAIRE INC.	208,82 \$
S.O.	06010	2828, BOUL. LAURIER, QUÉBEC	2017-01-24	TRAVAUX D'ENTRETIEN	DALCON INC.	76,00 \$
S.O.	00612	1550, RUE DESSAULES, SAINT-HYACINTHE	2017-01-17	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	89,20 \$
S.O.	00612	1550, RUE DESSAULES, SAINT-HYACINTHE	2017-02-15	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	2 648,13 \$
S.O.	00426	850, RUE HART, TROIS-RIVIÈRES	2016-04-22	TRAVAUX DIVERS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	251,76 \$
TOTAL						1 838 515,35 \$

P.7 Liste de tous les comités interministériels, comité conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, actifs en 2016-2017, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser :

- A. le mandat;
- B. les membres;
- C. Le budget;
- D. le nombre de rencontres effectuées en 2016-2017;
- E. les résultats obtenus en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	Assurer la coordination de l'action gouvernementale en matière de violence conjugale et d'agression sexuelle.	France Lynch	0	N/A	Le comité ne s'est pas réuni mais les deux sous-comités (violences sexuelles et violence conjugale) ont tenu des rencontres.
Comités Services Québec: Comités des dirigeants gouvernementaux, Comité exécutif et Comité des services communs et simplification administrative	Les comités ont pour mandat d'assurer le suivi quant aux orientations stratégiques du projet qui vise à faire en sorte que Services Québec soit la porte d'entrée des services gouvernementaux pour les citoyens et les entreprises sur tout le territoire québécois.	France Lynch Jasmin Bédard	Plus de 10	N/A	Sous la responsabilité de Services Québec, les travaux se poursuivent.
Saqjuq (Vent qui tourne)	Le Bureau de gouvernance présidé par la ministre déléguée aux Services sociaux et une représentante des principales instances du milieu inuit regroupe le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de la Justice, le ministère de la Sécurité publique, le Secrétariat aux affaires autochtones de même que des représentants de la Société Makivik et l'Administration régionale Kativik. Ce projet consiste principalement à favoriser le développement d'approches innovatrices pouvant répondre aux nombreux problèmes sociaux, dont particulièrement ceux liés à la consommation d'alcool et de drogues et la violence familiale. Le projet prévoit également une Table des partenaires composée des mêmes instances responsables d'analyser les actions et de les mettre en œuvre.	France Lynch Jacques Prigent	2	N/A	Sous la responsabilité de la ministre déléguée aux Services sociaux et une représentante des principales instances du milieu inuit, les travaux se poursuivent.
Comité directeur du plan nord	La table de pilotage regroupe des représentants de plusieurs ministères et a pour mandat d'encadrer les travaux de la table des partenaires en vue de l'élaboration d'un plan d'action pour le développement économique du Nord québécois et prenant en compte les problématiques et les enjeux sociaux.	France Lynch Jacques Prigent	1	N/A	Sous la responsabilité de la Société du Plan Nord, plusieurs rencontres ont eu lieu et les travaux se poursuivent.
Table des secrétaires généraux	Échange sur des sujets d'intérêt pour tous les ministères.	Yan Paquette	1	N/A	N/A
Comité interministériel des responsables de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels	Examiner toutes les questions relatives à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels.	Yan Paquette Martine Thibault	1	N/A	N/A
Comité de suivi interministériel de lutte contre l'homophobie	Veiller à la mise en œuvre de chacune des mesures du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie.	Roger Noël	6	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, le plan d'action a été reconduit pour l'année 2016-2017 et nous travaillons à l'élaboration du bilan du plan d'action.
Réseau des répondants ministériels sur l'allègement réglementaire	Assurer le suivi des mesures gouvernementales d'allègement réglementaire et administratif.	Michel Paquette	4	N/A	N/A

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité interministériel pour une révision en profondeur de l'action du Québec en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion	Ce comité a pour mandat de doter le Québec d'une nouvelle politique en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion.	Renée Madore Marie Trahan	0	N/A	Sous la responsabilité du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'inclusion, les travaux se poursuivent. La stratégie d'action en matière d'immigration, de participation d'inclusion 2016-2021 a été rendue publique le 7 mars 2016.
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie	Le ministère de la Justice est représenté sur ce Comité qui relève du ministère de la Sécurité publique. Ce comité a pour mandat, notamment, de coordonner l'application de nouvelles mesures ou de réformes en matière de capacité de conduite affaiblie, de favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions et d'assurer une communication efficace et une diffusion à l'ensemble des intervenants.	Anthony Colnoir	2	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique, deux rencontres ont eu lieu, les travaux se poursuivent.
Table interministérielle en itinérance	Cette Table regroupe des représentants de divers ministères. Après avoir eu le mandat d'élaborer, puis d'assurer le suivi du Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013, elle est maintenant chargée de l'élaboration d'une politique en itinérance et d'un nouveau Plan d'action interministériel en itinérance 2014-2019.	Renée Madore Pierre Nadeau	3	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, les travaux se poursuivent dans le cadre de la Politique nationale de lutte à l'itinérance (février 2014) et du Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020 (décembre 2014).
Comité accompagnement Justice-Itinérance	Ce comité regroupe des représentants de la Ville de Montréal, de la Cour municipale de la Ville de Montréal, du MSP, de la CDPDJ, du SPVM, du CIUSSS-CENTRE-EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTREAL et du RAPSIM.	Pierre Nadeau	3	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, les travaux se poursuivent.
Comités régionaux en itinérance	Des comités régionaux ont été mis sur pied par le MSSS, sous la responsabilité du centre intégré de santé et de services sociaux, pour coordonner les actions en itinérance au Québec.	Marie Trahan Marjorie Théberge Pierre Nadeau	Plus de 20	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, les travaux se poursuivent au sein des comités régionaux.
Comité pilote protocole d'entente MSSS/MSP Région de la Capitale Nationale	Ce comité constitue une table de concertation régionale intersectorielle sur tous les aspects de « justice et santé mentale ».	Pierre Nadeau	1	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, les travaux se poursuivent.
Comité provincial du programme de traitement de la toxicomanie	Ce comité est composé de représentants de la Cour du Québec ainsi que des ministères de la Justice, de la Sécurité publique, de la Santé et des Services sociaux, de l'emploi et de la Solidarité sociale de même que du DPCP et d'avocats de la défense. Il a pour mandat de voir à l'élaboration et au déploiement dans l'ensemble de la province du PTTCQ.	Josée Lemieux	3	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Comité opérationnel du programme de traitement de la toxicomanie PTTCQ-MTL	Ce comité, composé de l'Association des intervenants en toxicomanie du Québec, CCJM et des avocats de la défense, CCJ, DPCP, MSP, de même que des représentants de la Santé (CRDM-IU), a pour mandat de veiller à la coordination et au bon fonctionnement des opérations quotidiennes du PTTCQ du programme de Montréal.	Josée Lemieux	1	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, le comité se réunit une fois par mois environ et les travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Sous-comité responsable du Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale – volet autochtone	Le sous-comité interministériel, présidé par le MJQ, a pour objectif de faire le suivi des mesures prévues au Plan d'action gouvernemental visant le milieu autochtone.	Marie-Eve Thériault Jade Cabana	1	N/A	Le nouveau plan d'action 2012-2017 a été lancé le 6 décembre 2012. Sous la responsabilité du ministère de la Justice, le sous-comité veille à la mise en oeuvre des 35 mesures du volet autochtone de ce plan d'action.
Comité consultatif Cri-Québec sur la Justice	Le comité a pour mandat d'identifier les besoins et de faire les recommandations quant aux priorités et stratégies en matière d'administration de la justice en milieu cri. Il est composé de représentants des ministères de la Justice et de la Sécurité publique, du Secrétariat aux affaires autochtones, du Gouvernement de la nation cri et du Grand conseil des Cris.	Jacques Prigent Nathalie Ouimet	2	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Groupe de travail sur la justice au Nunavik	Le groupe de travail a pour objectif d'analyser l'état de l'administration de la justice au Nunavik et de proposer des actions en vue d'améliorer son accès et d'offrir des services répondant davantage aux besoins des Inuits. Ce groupe de travail est composé de représentants des ministères de la Justice et de la Sécurité publique, de même que de la Société Makivik et de l'Administration régionale Kativik.	Jacques Prigent	0	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Forum sociojudiciaire autochtone	Structure ayant pour mandat de mettre de l'avant, en collaboration avec certains ministères et intervenants judiciaires, des mesures visant à optimiser l'utilisation des ressources actuelles consacrées à la justice en milieu autochtone ainsi que des actions novatrices. Un Comité directeur composé des sous-ministres et des représentants du MJQ, MSP du MSSS et du SAA fait le suivi des travaux du Forum.	Jacques Prigent Chantal Couturier Marie-Eve Thériault	3	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, deux rencontres du Forum ont eu lieu, les travaux se poursuivent.
Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle	Ce comité est présidé par le Secrétariat à la condition féminine et le ministre de la Sécurité publique. Il a pour mandat de proposer des actions au gouvernement en vue de prévenir l'exploitation sexuelle (hypersexualisation, prostitution, traite de femmes à l'intérieur et à l'extérieur du pays et de venir en aide aux personnes qui veulent quitter le milieu de la prostitution).	Josée Lemieux	6	N/A	La stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 a été rendue publique le 28 octobre 2016. Sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine et du ministère de la Sécurité publique, les travaux de mise en oeuvre de la stratégie se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	Le mandat de ce comité interministériel concerne la coordination et le suivi de la mise en œuvre de la Politique d'intervention en matière de violence conjugale: Prévenir, dépister, contrer et des Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle ainsi que des plans d'action s'y rattachant.	Josée Lemieux	1	N/A	Sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine et du ministère de la Justice, les travaux sont en cours afin d'élaborer le prochain plan d'action en matière de violence conjugale.
Groupe de recherche et d'analyse sur le traitement judiciaire de la violence conjugale	Analyser la question et dégager des pistes de solution	Dominique Maléza Josée Lemieux	4		Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des mesures 78 et 92 du plan d'action en violence conjugale.
Comité intersectoriel sur l'application de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	Assurer la cohérence et la coordination requises entre les ministères et organismes en regard de la LSJPA (politiques, procédures et pratiques respectives ainsi que formation intégrée pour les intervenants policiers sociaux et judiciaires.	Marie Trahan	1	N/A	Sous la responsabilité des ministères de la Justice et de la Sécurité publique, une rencontre a eu lieu et les travaux se poursuivent.
Sous-comité intersectoriel sur les mesures extrajudiciaires en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	Revoir le cadre et conditions d'application des mesures extrajudiciaires par les policiers.	Marie Trahan	0	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique, le cadre et conditions d'application des mesures extrajudiciaires par les policiers ont été revus.
Sous-comité intersectoriel sur les sanctions extrajudiciaires en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	Revoir le Programme de mesures de rechange autorisé par le MJQ et le MSSS.	Marie Trahan	0	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, le Programme de mesures de rechange autorisé par le MJQ et le MSSS a été revu et fait l'objet d'un suivi par le comité. Les travaux se poursuivent.
Sous-comité interministériel sur le Registre de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	Rédiger une entente en bonne et due forme sur la propriété du registre, son utilisation, la sécurité des données et le partage des coûts.	Marie Trahan Arnaud Gingras-Tremblay Pascal Lefebvre-Baril Gabriel Tremblay-Parent	7	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent et plusieurs rencontres ont eu lieu avec les partenaires du MSSS, du MSP et du DPCP.
Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire	Mise sur pied en septembre 1995 par l'Association des cadres scolaires du Québec (ASCO) la Table est la réponse à l'une des recommandations émises par le comité organisateur du colloque « Agir ensemble contre la violence chez les jeunes » organisé par l'ASCO. Son mandat est de sensibiliser la population et de mobiliser les intervenants à la promotion des comportements pacifiques, à la prévention ou à la diminution de la violence chez les jeunes en milieu scolaire par l'organisation d'activités provinciales ou régionales qui favorisent un réinvestissement des outils de prévention et d'intervention au niveau local.	Marie Trahan	4	N/A	Sous la responsabilité du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, les travaux se poursuivent en vue d'élaborer un cadre de référence sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire.
Comité interministériel de concertation sur la violence à l'école	Favoriser la cohérence, l'intégration et la complémentarité des actions nationales en ce qui a trait à la prévention et au traitement de la violence.	Marie Trahan	4	N/A	Sous la responsabilité du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, les travaux se poursuivent en lien avec les travaux de la Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité interministériel du jeu en territoire autochtone	Un groupe de travail interministériel dirigé par le MSP examine la question du jeu notamment en territoire autochtone en vue de proposer des recommandations au gouvernement du Québec.	Hélène Mathieu Patrick Gingras	0	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique le comité a tenu des conférences téléphoniques. Les travaux se poursuivent.
Comité interministériel pour l'harmonisation des activités éducatives destinées au réseau scolaire	Favoriser une meilleure compréhension du système de justice par les jeunes en participant à ce comité interministériel dont le mandat comporte deux volets : favoriser l'harmonisation entre les documents et programmes de différentes provenances et faciliter l'accès des écoles à ces documents.	Marie Trahan	1	N/A	Sous la responsabilité du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, les travaux se poursuivent.
Comité interministériel de suivi du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les aînés	Faire le suivi des mesures annoncées au Plan d'action gouvernemental pour contrer les abus et la maltraitance envers les personnes aînées.	Rosgarlys Mercado	7	N/A	Sous la responsabilité du Secrétariat aux Aînés, les travaux se poursuivent afin de rédiger un nouveau plan d'action.
Comité d'implantation stratégique pour le Plan d'action maltraitance envers les personnes aînées des communautés culturelles	S'assurer que les mesures du plan d'action soient applicables pour les aînés des communautés culturelles.	Rosgarlys Mercado	3	N/A	Sous la responsabilité du Secrétariat aux Aînés, les travaux se poursuivent.
Comité Plan d'action régional pour contrer la violence envers les aînés	En collaboration avec le CIUSSS-CAPITALE NATIONALE, assister et participer à la mise en place de mesures concrètes de protection pour les aînés.	Rosgarlys Mercado	10	N/A	Sous la responsabilité du Secrétariat aux Aînés, le Ministère participe aux rencontres mensuelles, et collabore à la résolution de problèmes liés à l'échange de renseignements confidentiels et au secret professionnel.
Comité interministériel de l'action communautaire	Assurer la cohérence des interventions gouvernementales en matière d'action communautaire.	André Couture	6	N/A	Sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le Ministère collabore aux travaux du Comité interministériel qui est responsable du suivi de la mise en oeuvre du déploiement de la Stratégie gouvernementale en action bénévole 2016-2022. Il élabore notamment un nouveau cadre de référence sur l'action communautaire.
Comité des pratiques policières	Comité présidé par le ministère de la Sécurité publique qui veille à tenir à jour les pratiques policières élaborées à l'intention de l'ensemble des corps de police du Québec, au regard de l'évolution de la réalité de l'intervention policière et des changements juridiques ayant des impacts sur le travail policier. Le répondant du ministère de la Justice conseille le comité sur les aspects juridiques.	Hélène Mathieu	5	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique, le comité a mis à jour et élaboré un certain nombre de pratiques policières, les travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité de coordination – projet-pilote de cinéomètres photographiques et de caméras aux feux rouges	Assurer la coordination ministérielle de ce dossier par rapport aux responsabilités qui relèvent du ministère de la Justice.	Marie-Andrée Allard Amélie Couture-Roy Karen Bédard Pierre Nadeau Kathy Bergeron	5	N/A	Sous la responsabilité du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, les travaux se poursuivent dans le cadre du projet-pilote.
Comité sur les frais de garde des biens saisis	Nouveau comité chargé de rationaliser les frais de garde d'exhibits et de déterminer qui doit payer ces frais.	Lorie Pépin Nancy Sylvestre Isabelle Gagné	6	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, le comité s'est réuni à six reprises, les travaux se poursuivent.
Comité interministériel sur les détentions issues d'erreurs administratives	Proposer un modèle d'indemnisation administratif au bénéfice des personnes détenues à la suite d'erreurs administratives commises par le personnel des greffes ou des services correctionnels.	Alexandre Guyon-Martin Caroline Landry	1		Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Comité de suivi sur l'implantation de la médiation familiale	Institué en mai 1998, ce comité est chargé de vérifier le degré d'atteinte des objectifs qui sont à la base de la Loi instituant au Code de procédure civile la médiation préalable en matière familiale et modifiant d'autres dispositions de ce code. Le comité doit, notamment, évaluer les services dispensés aux plans qualitatif et quantitatif, les résultats obtenus entre la médiation et le processus judiciaire, et l'appréciation des services par la clientèle.	Marie-Hélène Filteau Annie Gauthier	0	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux sont en cours afin d'évaluer l'appréciation des services par la clientèle.
Comité de suivi interministériel sur la supervision des droits d'accès (SDA)	Ce comité a pour mandat, notamment, d'assurer le suivi du plan de travail 2013-2015 afin d'améliorer la coordination, l'accessibilité et la qualité des services de SDA.	Marie-Hélène Filteau	3	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, les travaux se poursuivent. Le comité interministériel a ciblé des actions prioritaires à mettre en oeuvre afin de réaliser le plan de travail 2013-2015. Ce plan a été reconduit jusqu'en 2017.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Groupe de travail interministériel sur le recouvrement international des aliments	Ce groupe de travail, formé de représentants du MJO, du MRI et de Revenu Québec, étudie la Convention du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille, vérifie sa compatibilité avec le droit québécois et élabore des propositions de mise en œuvre.	France Rémillard Laurence Bergeron Frédérique Sabourin Sarah Juneau Observateur : Vincent-W. Roy	2	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Forum Justice et santé mentale	Participer à la conception et à la mise en œuvre d'une stratégie gouvernementale visant l'accessibilité et l'accompagnement de clientèles fragiles et vulnérables confrontées au système de Justice et présentant des problèmes de santé mentale.	Amélie Couture-Roy Renée Madore Pierre Nadeau	1	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Comité Programme de mesures de rechange (art. 717, code criminel) (PMR)	Conception et mise en œuvre d'un PMR en collaboration avec le DPCP, MSP, MSSS et cours municipales de Montréal et Québec.	Pierre Nadeau Audrey Turmel Marie Trahan Hélène Mathieu Marie-Ève Thériault	4	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Comité sur l'introduction des mesures de rechange au Code de procédure pénale	Proposition d'amendements au CPP en collaboration avec le DPCP, MSP et cours municipales de Montréal et Québec.	Pierre Nadeau Amélie Couture-Roy Marie Trahan Audrey Turmel Hélène Mathieu	0	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Comité de travail sur l'application de la Loi sur la protection de la jeunesse	Depuis l'entrée en vigueur des modifications à la LPJ, différents rapports, avis ou commentaires sur l'application de la LPJ ont été soumis au gouvernement du Québec. Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et le ministère de la Justice du Québec (MJQ) considèrent qu'il y a lieu d'examiner les recommandations formulées et de se pencher sur les solutions à mettre de l'avant.	Audrey Turmel Marie Trahan Amélie Gagnon Emmanuelle Savoie-LeBlanc Johanne Destrempe	Plus de 30	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice et de la Santé et des Services sociaux, le projet de loi 99 a été déposé le 3 juin 2016. Les consultations particulières ont eu lieu du 20 septembre au 5 octobre 2016 et l'adoption de principes a eu lieu le 19 octobre 2016. Plusieurs rencontres avec chaque partenaire et avec le MSSS.
Comité sur la concordance Code de procédure civile et Loi sur la protection de la jeunesse	Ce comité a été formé pour s'assurer de l'arrimage entre le nouveau Code de procédure civile et la procédure en protection de la jeunesse.	Audrey Turmel Marie Trahan Amélie Gagnon Johanne Destrempe Emmanuelle Savoie-LeBlanc	0	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent suite au dépôt du projet de loi 99.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité des responsables nationaux de l'entente multisectorielle	Ce comité a pour mandat de s'assurer du bon fonctionnement de l'entente multisectorielle et du partage des bonnes pratiques entre les régions. Il veille également à la mise à jour de l'entente. L'entente multisectorielle a pour but de garantir une meilleure protection et apporter l'aide nécessaire aux enfants victimes d'abus sexuel, de mauvais traitements physiques ou d'une absence de soins menaçant leur santé physique en assurant une concertation efficace entre les ministères, les établissements et les organismes intéressés.	Dominique Maléza	8	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, les travaux se poursuivent.
Groupe de travail interministériel sur les tarifs	Ce groupe de travail a été mis sur pied afin d'étudier les enjeux liés à la cohérence et à l'équité des tarifs et les modalités d'indemnisation des régimes publics. Le Groupe de travail interministériel doit analyser la faisabilité d'harmoniser la tarification et expliquer les écarts entre les régimes d'indemnisation.	Audrey Turmel	0	N/A	Sous la responsabilité de la Société d'assurance automobile du Québec, les travaux se poursuivent. La SAAQ et la CNESST tiennent informé le Ministère de manière régulière quant à aux projets de divers règlements liés aux tarifs.
Groupe interministériel sur la Convention de 1996 sur la protection des enfants	Ce groupe interministériel étudie la Convention, élabore des scénarios opérationnels, vérifie sa compatibilité avec le droit québécois, étudie l'opportunité de la mettre en œuvre au Québec et dans cette hypothèse, élabore des propositions de mise en œuvre.	Frédérique Sabourin France Rémillard Sylvie Scherrer Marie-Claude Parent	Plus de 10	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, le comité interministériel ne s'est pas réuni en 2016-2017. Seul un sous-comité de travail s'est réuni durant cette période.
Comité de travail sur les ordonnances de soins	Ce comité regroupe des représentants du MJO, du MSSS, de l'Aide juridique. Ils ont comme mandat d'analyser les ordonnances de soins.	Dominique Maléza Marie Trahan	0	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité d'évaluation et de suivi du programme à la Cour municipale de la Ville de Montréal d'intervention multidisciplinaire pour les contrevenants souffrant de troubles mentaux (PAJ-SM) anciennement Tribunal de la santé mentale	Ce comité regroupe des représentants de la Ville de Montréal, des ministères de la Justice, de la Sécurité publique et de la Santé et des Services sociaux ainsi que d'organisations qui s'intéressent aux problèmes de santé mentale.	Marie Trahan Pierre Nadeau	1	N/A	Sous la responsabilité de la cour municipale de Montréal, les travaux se poursuivent afin de s'assurer du bon fonctionnement du programme.
Comité interministériel de suivi de la mise en oeuvre du plan d'action concerté pour prévenir et contre l'intimidation 2015-2018	Assurer le suivi de la mise en oeuvre du plan d'action concerté pour prévenir et contre l'intimidation 2015-2018 « Ensemble contre l'intimidation, une responsabilité partagée »	Rosgarlys Mercado	2	N/A	Sous la responsabilité du ministère de Famille, les travaux de reddition de compte sont en cours.
	Assurer la coordination des mesures communes ou transversales en tenant compte des besoins et des réalités des différents ministères et organismes Veiller à la cohérence des actions en matière d'intimidation en collaboration avec les organismes gouvernementaux et les partenaires Rendre compte de la mise en oeuvre des engagements du plan d'action				
Comité sur les caméras corporelles	Comité chargé de l'évaluation des aspects techniques et juridiques liés au port de caméras corporelles par les policiers.	Hélène Mathieu Dominique A. Jobin Jean-Vincent Lacroix Isabelle Gagné	2	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique, les travaux se poursuivent. Deux rencontres ont eu lieu en 2016.
Comité de liaison MJQ/DPCP	Comité dont le mandat général consiste à assurer le traitement des dossiers soulevant des questions juridiques d'intérêt commun.	François Darveau Audrey Turnel Hélène Mathieu Alain Loubier Normand Lavoie	2	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent. Deux réunions ont été tenues au cours de l'exercice financier 2016-2017.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité interministériel sur la légalisation de la possession simple de marijuana aux fins de consommation personnelle	Le mandat du Comité consiste à définir une position québécoise en matière de légalisation de marijuana (prohibition, décriminalisation ou légalisation).	Anthony Colnoir	8	N/A	A la lumière du projet de loi déposé par le gouvernement fédéral le 13 avril 2017 et sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, les travaux se poursuivent.
Sous-comité sur la révision de l'entente multisectorielle	En collaboration avec le MSSS, le MELS, le MSP et le DPCP.	Dominique Maléza	8	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, les travaux se poursuivent.
Groupe de travail sur la révision de l'Entente multisectorielle en regard de la confidentialité et de l'accès aux renseignements	En collaboration avec le MSSS, le MELS, le MSP et le DPCP.	Dominique Maléza	8	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Groupe de travail sur la mise à jour de l'entente multisectorielle au regard de la LPJ	A la responsabilité de recommander les changements nécessaires pour assurer la concordance de l'Entente multisectorielle aux modifications apportées à la LPJ.	Dominique Maléza	4	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, les travaux se poursuivent.
Comité sur la pédiatrie sociale	Bien que la responsabilité du financement ait été confiée au Ministère de la Famille, les ministères de la Santé et des Services sociaux, de la Justice et de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sont interpellés dans le déploiement de la pédiatrie sociale en communauté, notamment au regard de l'apport de ressources du milieu de la santé et des services sociaux (médecins, infirmiers et travailleurs sociaux) et du milieu juridique, et de l'arrimage à assurer entre le milieu scolaire et les centres.	Audrey Turmel Marie Trahan	Plus de 5	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Famille, les travaux d'implantation sont en cours.
Table centrale de coordination sur l'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones	Coordonner les travaux réalisés par les tables locales afin d'assurer la cohérence et la cohésion des démarches en cours et de permettre le transfert d'expertise et d'élaborer les orientations générales en matière de prestation de services dans les villes pour les Autochtones. Cette table supervise également la réalisation d'une recherche/évaluation sur l'accessibilité et la continuité des services offerts en milieu urbain pour la population autochtone en matière de santé, de services sociaux et de justice.	Marie-Ève Thériault	4	N/A	Sous la responsabilité du Secrétariat aux affaires autochtones, les travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité sur la recherche et l'innovation	Sous la responsabilité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, le comité assure la disponibilité des ressources et des informations requises dans les ministères pour l'élaboration de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation (SOR). Identifier des répondants dans les ministères pour la production des livrables, prendre connaissance des livrables et au besoin proposer des ajustements, informer leurs autorités de l'avancement des travaux, collaborer au processus d'approbation de la Stratégie (préconsultation et consultation DOSSDEC), assure et suit la mise en œuvre des mesures relevant de leur ministère.	Renée Madore	3	N/A	Sous la responsabilité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, plusieurs rencontres ont eu lieu, les travaux se poursuivent.
La Table interministérielle en dépendance	Le mandat de la Table interministérielle en dépendance consiste à assumer un leadership dans l'élaboration du plan d'action, et ce, de façon concertée. Dans cette perspective, le comité de coordination de la Table, composé de décideurs (soit principalement de directeurs) provenant des ministères et organismes gouvernementaux concernés, doit s'assurer de la planification et de la réalisation des travaux, en tenant compte des échéanciers prévus.	Pierre Nadeau	2	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), les travaux se poursuivent.
Groupe de travail-Forum de discussion sur les Mégaprojets (Rapport Bouchard-« Pour que les procès se tiennent et se terminent. »)	Le mandat du groupe de travail sera approuvé à la prochaine rencontre du Forum de discussion sur les mégaprojets qui aura lieu en juin. Le projet de mandat prévoit ce qui suit : Le groupe de travail s'assure que les organisations collaborent et s'impliquent dans les travaux. Il suit l'évolution des travaux des diverses tables de partenaires responsables de mener à terme les mesures contenues dans les recommandations du rapport produit par le comité d'examen sur les mégaprojets. Il mène les travaux relatifs à l'identification des changements à apporter aux interventions de chacun dans le processus judiciaire en matière criminelle spécialement dans la gestion des mégaprojets. Il traite toute autre question relative au mégaprojets. Il rend compte de ses travaux et assure la coordination et la cohérence des divers travaux. Le groupe de travail sera formé au cours du printemps 2017.	Anthony Colnoir	1	N/A	Création du Forum de discussion le 6 mars 2017.
Comité de liaison pour le suivi du rapport du Protecteur du citoyen sur le Nunavik	Sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique, le comité a pour mandat de coordonner les travaux afin de s'assurer de la mise en oeuvre des recommandations formulées par la protectrice du citoyen.	Jacques Prigent	2	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique, les travaux se poursuivent afin de donner suite aux recommandations de la protectrice du citoyen.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité de coordination pour le suivi des travaux des commissions d'enquête autochtones	Sous la responsabilité conjointe du secrétariat aux Affaires autochtones et du ministère de la Justice le comité a pour mandat d'assurer le bon déroulement des travaux afin de bien répondre aux demandes et besoins formulés par les autorités ministérielles, d'informer le Comité directeur du suivi des travaux lorsqu'opportun et d'assurer la coordination des activités en cours au sein du Groupe de travail FPT à l'appui de l'Enquête nationale sur les femmes et les jeunes filles autochtones disparues ou assassinées et les jeunes filles autochtones victimes et leurs proches.	Marie-Ève Thériault	1	N/A	Sous la responsabilité conjointe du Secrétariat aux affaires autochtones et du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Comité de travail interministériel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	Travailler à l'élaboration des prochaines actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.	Audrey Turmel Josée Lemieux	2	N/A	Sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine les travaux sont en cours afin d'élaborer le prochain plan.
Comité de travail sur les expertises psychosociales	Le comité s'assure que les expertises psychosociales soient réalisées dans les meilleurs délais en matière familiale à la Cour supérieure.	Audrey Turmel Gervais Brassard	1	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux, une première rencontre a eu lieu.
Comité sur le troisième plan d'action visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Voir à l'élaboration des prochaines actions gouvernementales en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	Pierre Nadeau	2	N/A	Sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, les travaux sont en cours afin d'élaborer le prochain plan.
Comité-conseil IVAC	Comité chargé d'examiner et de statuer de l'admissibilité de certaines demandes qui requièrent des interprétations inhabituelles ou complexes.	Audrey Turmel	3	N/A	Sous la responsabilité de la CNESST(DIVAC), plusieurs rencontres ont été tenues afin d'assurer le suivi des recommandations suite au rapport du protecteur du citoyen.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité sur l'assurance collective des dommages	Ce comité a pour mandat de permettre que les assurances de dommages puissent être offertes sous la forme d'assurance collective.	Pierre Nadeau	1	N/A	Sous la responsabilité conjointe du ministère de la Justice, des Finances et de l'Autorité des marchés financiers, les travaux se poursuivent.
Table des partenaires ayant des initiatives technologiques	La table vise à favoriser la mobilisation, la confiance et l'adhésion des partenaires du ministère de la Justice et s'inscrit dans la logique de gestion et de prévention des risques juridiques mis de l'avant dans les projets de transformation.	Patrick Gingras	1	N/A	Sous la responsabilité du ministère de la Justice, les travaux se poursuivent.
Comité interministériel sur le plan d'action gouvernemental en matière de développement social autochtone	Le Secrétariat aux affaires autochtones a la responsabilité de coordonner l'élaboration et le suivi de la mise en oeuvre d'un plan d'action gouvernemental en matière de développement social autochtone. La démarche vise à proposer dans un seul et unique plan, l'ensemble des mesures proposées par les ministères et organismes en matière d'intervention auprès des Autochtones. Les objectifs visés par la démarche qui mènera ultimement à déposer dans un seul et unique plan, l'ensemble des mesures proposées par les ministères et organismes en matière d'intervention auprès des Autochtones, sont : - Voir forte d'améliorer les conditions de vie des Autochtones;- Dégager un portrait d'ensemble de l'action gouvernementale;- Élaborer une action gouvernementale plus cohérente;- Bonifier l'aide gouvernementale; et- Assurer une meilleure visibilité l'action gouvernementale.	Jacques Prigent	3	N/A	Sous la responsabilité du Secrétariat aux affaires autochtones les travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité interministériel du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 « La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble ».	Ce comité interministériel réunit les représentants de tous les ministères et organismes responsables d'une mesure dans le Plan d'action gouvernemental 2015-2018, afin de permettre la coordination des mesures qui y figurent. Le secrétariat est assumé par le ministère de l'Immigration de la diversité et de l'inclusion.	Audrey Turmel Marie Trahan	0		Le plan d'action gouvernemental 2015-2018 « La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble » a été déposé en juin 2015. Sous la responsabilité du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, les travaux se poursuivent notamment quant à la mise en oeuvre des mesures.
Comité de négociation des ententes de sécurité sociale (CNESS) et le Sous-comité assujettissement /détachement (SCAD)	Négociation des ententes en matière de sécurité sociale et coordination des actions des ministères et organismes visés en matière d'assujettissement et de détachement	Julien Frenette	2	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité interministériel concernant les expertises historiques en matière autochtone (CIEH)	Faire des recommandations aux autorités décisionnelles relativement à la nature et à la portée des expertises requises en matière autochtone. Assurer un suivi de la réalisation des expertises	Francis Demers Stéphane Marsolais Jennifer Tremblay François Girard	4	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité interministériel sur la mise en œuvre de la Convention du CIRDI	Participer au processus de mise en œuvre de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États avec le gouvernement fédéral et les provinces en veillant au respect des compétences constitutionnelles des gouvernements.	Nathalie Latulippe Frédérique Sabourin Pascale Brière	N/A	N/A	Les travaux avec le gouvernement fédéral et les provinces sont terminés. Il reste à assurer la mise en œuvre au Québec de la Convention du CIRDI. Ces travaux sont en cours.
Comité interministériel sur la diversité des expressions culturelles	Participer au processus de mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles	Nathalie Latulippe		N/A	Plusieurs réunions sont organisées annuellement par le ministère de la Culture et des Communications, qui dirige le Comité, notamment en vue de préparer les réunions annuelles du Comité intergouvernemental et les réunions biennales de la Conférence des Parties.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Groupe de travail interministériel sur la consultation en matière autochtone (GIS)	Coordonner l'action gouvernementale en matière de consultation et développer des outils pour faciliter l'analyse des dossiers pouvant nécessiter une consultation dans le respect des enseignements de la Cour suprême	Sophie Lépine Zaruba Geneviève Verreault-Tremblay	6	N/A	Mise en œuvre du guide intérimaire de consultation auprès des communautés autochtones et élaboration ou mise à jour de différents outils d'aide à la décision. Les travaux se poursuivent.
Table de concertation en matière pénale	Favoriser la concertation entre les membres sur différents sujets en matière de justice, notamment en ce qui a trait à l'évolution du traitement des dossiers en matière pénale. Poursuivre le suivi des indicateurs relatifs aux audiences en matière pénale pour les régions les plus à risque.	Gervais Brassard Marius Lupu Paul Charbonneau Jacques Vachon Gaétan Rancourt	2	N/A	Les travaux se poursuivent. Ces rencontres visent à favoriser les échanges entre les intervenants en ce qui a trait à l'amélioration du traitement des dossiers en matière pénale. Cette table est coordonnée par la Direction générale des services de justice.
Comité provincial de liaison avec le MSP	Favoriser les échanges entre les ministères concernés afin de trouver des solutions concertées aux problématiques soulevées par les deux organisations.	Gervais Brassard Claudia Lacroix	1	N/A	Travaux en continu
Table centrale de sécurité	Forum où sont discutés et proposés des orientations et sujets d'intérêt provincial. Suivi de façon générale des travaux effectués par les tables régionales.	Chantal Couturier Gervais Brassard Christian G. Siros Gaétan Rancourt Annie Turcotte	2	N/A	Travaux en continu.
Tables de sécurité régionales	Identifier les problématiques de sécurité vécues, proposer des solutions adaptées aux réalités locales ou régionales, établir les priorités d'action et en assurer le suivi.	Directeurs régionaux Annie Turcotte	7	N/A	Travaux en continu.
Comités régionaux de liaison avec le MSP.	Favoriser les échanges afin de trouver des solutions concertées aux problématiques locales soulevées par les deux organisations.	Directeurs des palais de justice	4	N/A	Travaux en continu.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité directeur – rehaussement et modernisation des équipements de sécurité au palais de justice de Montréal	Faire le point sur les travaux – prendre les orientations requises aux moments opportuns	Caroline Landry Chantal Couturier Mélanie Coderre Marie-Claude Parent Carole Picard Christian G. Sirois Donald Tremblay Annie Turcotte	3	N/A	Revue de projet Table centrale de sécurité Rencontres périodiques jusqu'à la fin du projet
Comité directeur Palais de justice de Rimouski	Faire le point sur les travaux – prendre les orientations requises aux moments opportuns	Chantal Couturier Gervais Brassard Gaétan Rancourt Viateur Cyr Caroline Landry Marie-Claude Parent	3	N/A	Revue de projet Rencontres périodiques jusqu'à la fin du projet
Comité directeur Édifice L.-P.-Pigeon	Faire le point sur les travaux – prendre les orientations requises aux moments opportuns	Chantal Couturier André Blanchet Marie-Claude Parent Gaétan Rancourt Caroline Landry Florence Asselin	6	N/A	Revue de projet Rencontres périodiques jusqu'à la fin du projet

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité directeur 85, de Martigny - Construction d'un nouvel édifice gouvernemental	Faire le point sur les travaux – prendre les orientations requises aux moments opportuns	Chantal Couturier Lucie Giguère Marie-Claude Parent Christian G. Sirois Caroline Landry Gaëtan Rancourt	1	N/A	Revue de projet Rencontres périodiques jusqu'à la fin du projet
Table des responsables organisationnels de la sécurité de l'information	Exerce un rôle conseil auprès du dirigeant principal de l'information dans la définition, la mise en oeuvre et le suivi de l'application des politiques, des directives et des orientations gouvernementales de sécurité de l'information	Marcel Boudreault	N/D	N/A	En continu.
CERT/AQ	Analyser les dernières alertes de sécurité et d'activités virales qui peuvent toucher le réseau gouvernemental	Karine Gagnon Gérard Tremblay Chafik Hadjoud Tan Loc Nguyen	41	Aucun frais	Prévention, réaction et amélioration de la sécurité de l'information
Forum des responsables de la vérification interne (FRVI)	Favoriser une gestion efficace dans les ministères et les organismes par l'exercice et la promotion de la vérification interne. Renforcer et soutenir les responsables de la vérification interne dans la pratique professionnelle ainsi que leur équipe.	Francine Asselin	7	N/A	Organisation d'activités de formation. Échange sur les enjeux en VI et les différents dossiers à mettre de l'avant. Travaux pour le développement d'outils/guides en collaboration avec le SCT. Réseautage entre les vérificateurs internes.
Comité interministériel sur l'adoption internationale	A comme principal mandat d'analyser la situation et les enjeux liés à l'adoption d'enfants domiciliés hors du Québec par des personnes domiciliées au Québec. Solutions en matière d'adoption internationale à envisager .	Marc G. Lavigne, Sophie Leroux, Anne-Marie Wilson, Sylvie Scherrer, Annelie Pelletier-Desrosiers	0	N/A	Propositions partielles du comité 18 mai 2012. Le comité a demandé une extension de son mandat.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité tripartite sur le plan de sécurité incendie et des mesures d'urgence (PSIMU) des palais de justice	Réviser le PSIMU et proposer un modèle unique pour l'ensemble des palais de justice	Brigitte Levesque Annie Turcotte Michel Falardeau Carole Picard	12	N/A	Modelé complète à 100%
Comité de travail sur les services en région	Travaux visant à optimiser et regrouper la prestation de services gouvernementaux aux citoyens sur le territoire québécois	Chantal Couturier	3	N/A	Travaux en cours.
Comité de travail sur le transport des détenus (visiocomparutions au palais de justice de Montréal)	Travaux visant à implanter l'utilisation de la visioconférence pour les premières comparutions au palais de justice de Montréal	Chantal Couturier Paul Charbonneau Marius Lupu Christian G. Sirols	4	N/A	Le comité de visiocomparution a déployé notamment de la comparution par visioconférence pour les détenus de Bordeaux et Rivière-des-Prairies. L'implantation de la visiocomparution à Bordeaux a été effectuée en octobre 2016. La visiocomparution avec le centre de détention de Rivière-des-Prairies a été implantée en décembre 2016. Une phase 2 est en cours afin d'analyser la possibilité d'étendre la visiocomparution à d'autres étapes.
Table gouvernementale aux affaires territoriales et gouvernementales	Table ayant pour mission d'assurer l'occupation et la vitalité des territoires du Québec	Chantal Couturier	1	N/A	Travaux en cours.
Legal Review Working Group	Soutien juridique sur des questions ponctuelles lors de la négociation du nouvel accord sur le commerce intérieur (devenu l'Accord de libre-échange canadien) et révision juridique du projet d'accord	Sylvie Scherrer Marc-Antoine Couet	N/D	N/A	Travaux en cours.
Comité interministériel de développement durable (cidd)	Comité conseil en matière de développement durable auprès des ministères ou organismes du gouvernement du Québec. Le comité est sous la responsabilité du DD du MDDELCC.	Marie-Claude Fontaine Guillaume Paré	2	N/A	Travaux en continu
Comité interministériel sur l'aménagement du territoire (SAIC)	Le comité interministériel a pour mandat d'identifier des solutions visant à éliminer les entraves créées par le chevauchement de certaines compétences relevant exclusivement du gouvernement fédéral et de celles attribuées au Québec ou du moins à en atténuer les effets néfastes pour la planification territoriale dans son ensemble.	Jean-François Routhier	2	N/A	Le comité a tenu sa première rencontre en janvier 2017. La rencontre a permis de convenir du mandat, des objectifs, des modalités de fonctionnement ainsi que du plan de travail du comité. La 2e rencontre a eu lieu en mars 2017. Le comité a statué sur les enjeux qui doivent être traités.
Comité relatif au Réseau électrique métropolitain (REM)	Assurer le suivi des ententes devant être conclues dans le cadre du projet de Réseau électrique métropolitain.	Jean-François Routhier	1	N/A	Des rencontres de suivi ont eu lieu et les travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2016-2017	Budget 2016-2017	Résultats atteints
Comité de travail sur les services communs gouvernementaux et la simplification administrative de Services Québec - Groupe de travail sur les lignes de prestation et la cartographie des services	Identifier les principes de prestation de services de 1re et de 2e lignes, et dresser le portrait des clientèles, des modes de prestation et des services gouvernementaux auprès des citoyens et des entreprises.	Jacques Vachon	5	N/A	Travaux en cours
Comité consultatif portant sur le regroupement des créances dans l'administration publique québécoise	Réviser les activités de recouvrement de créances dans l'administration publique québécoise en examinant notamment l'opportunité d'en revoir l'organisation	Jacques Vachon	1	N/A	Une rencontre s'est tenue en juillet 2016. Des travaux ont eu lieu dans les différents organismes impliqués. En attente d'un rapport qui sera produit par le Bureau de révision de programme.
Comité consultatif sur le dossier d'affaires du Service d'authentification gouvernementale	Détermination des exigences liées au SAG et établissement du scénario de mise en œuvre de la solution cible retenue	Myriam Cyr Daniel Tremblay Dominique Pelletier Carole Ferron	3		3 rencontres en 2016-2017. Le comité a terminé son mandat.
Comité consultatif sur les règles d'encadrement du lobbyisme	Contribuer à l'évolution des règles d'encadrement du lobbyisme, y compris les questions relatives au Registre des lobbyistes.	Céline Hétu Élisabeth Geoffroy Isabelle Gasse	1	58,27 \$	Partage des nouveautés en regard du registre des lobbyistes, suivi sur le projet de loi no 56 – Loi sur la transparence en matière de lobbyisme et sur le Code de déontologie des lobbyistes.
Comité Services Québec – Groupe de travail sur les grands registres de l'État	Préparer un plan de travail en vue de réaliser le regroupement des grands registres de l'État au sein de Services Québec, sous le nom de Registres Québec; Réaliser une étude de faisabilité pour faire déclarer le MJQ pôle d'expertise en matière de registres de droits; Mettre en réseau les six registres de droits du MJQ et ceux de Services Québec.	Céline Hétu Élisabeth Geoffroy Julien Rondeau-Cross	2		Procéder à une analyse et préparer les documents devant être déposés.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2016-2017	RÉSULTATS ATTEINTS
L'ASSOCIATION DES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE DU CANADA	MANDAT : ASSURER UNE STRUCTURE PERMETTANT D'ÉCHANGER DE L'INFORMATION ET DES POINTS DE VUE AU SUJET DES BESOINS ET SERVICES JURIDIQUES AINSI QUE DE DISCUTER DE PROBLÈMES EXISTANTS ET DE L'ÉVOLUTION DES DIVERS RÉGIMES, DE MÊME QUE DE DIVERS ASPECTS DE L'AIDE JURIDIQUE ET DE QUESTIONS PUBLIQUES PERTINENTES QUI REPRÉSENTENT UN INTÉRÊT NATIONAL EN MATIÈRE D'AIDE JURIDIQUE.	L'ASSOCIATION EST COMPOSÉE DE REPRÉSENTANTS DES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE DE CHACUNE DES DIX PROVINCES DU CANADA ET DES TROIS TERRITOIRES (YUKON, NUNAVUT ET TERRITOIRES DU NORD-OUEST) LESQUELS MAINTIENNENT UN PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE RECONNU.	734 \$	1	LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES EST TOUJOURS MEMBRE DE L'EXÉCUTIF DE L'ASSOCIATION ET A PARTICIPÉ À DES DISCUSSIONS RELATIVEMENT AU RÔLE DE CETTE DERNIÈRE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRE DE RENCONTRES 2016-2017	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ RÉGIONAL MIXTE DES REPRÉSENTANTS DE LA JUSTICE PÉNALE	FACILITER LA COMMUNICATION POUR LA RECHERCHE DE SOLUTIONS PRATIQUES DANS LA GESTION DES DOSSIERS AVEC DES PARTENAIRES D'AUTRES MINISTÈRES DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA.	ME SONIA PAQUET		3 RENCONTRES 1 JOURNÉE THÉMATIQUE SUR LA JUSTICE ET LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
CONFÉRENCE SUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA	DISCUTER DES MODIFICATIONS À APPORTER AUX LOIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE.	ME ISABELLE DORAY ME CHLOÉ ROUSSELLE		1 RENCONTRE	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT. UNE RENCONTRE EST PRÉVUE EN AOÛT 2017

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRE DE RENCONTRES 2016-2017	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE COORDINATION DES HAUTS FONCTIONNAIRES DE JUSTICE PÉNALE	AGIR À TITRE DE PRINCIPAL INSTRUMENT DE LA COLLABORATION ET D'ÉCHANGES ENTRE FONCTIONNAIRES FÉDÉRAUX, PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX (FPT) RELATIVEMENT AUX QUESTIONS DE JUSTICE PÉNALE. LE CCHF FONCTIONNE EN MODE PLÉNIER, ORIENTE LE TRAVAIL DES DIFFÉRENTS GROUPES DE TRAVAIL CCHF, DISCUTE DES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ENVISAGÉES ET ÉCHANGE SUR D'AUTRES ENJEUX DE JUSTICE PÉNALE.	ME CHLOÉ ROUSSELLE		3 RENCONTRES EN PERSONNE ET 8 CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ FPT DES CHEFS DES POURSUITES PÉNALES	ABORDER UNE VASTE GAMME DE QUESTIONS JURIDIQUES ET OPÉRATIONNELLES LIÉES AUX POURSUITES, RELEVER LES DOMAINES PRÉSENTANT UN INTÉRÊT QUI SE PRÊTERAIENT À DES ÉCHANGES QUANT AUX PRATIQUES EXEMPLAIRES ET SERVIR DE TRIBUNE POUR LE PARTAGE DE RENSEIGNEMENTS ENTRE DES PROFESSIONNELS D'EXPÉRIENCE.	ME ANNICK MURPHY ME SONIA PAQUET		2 RENCONTRES EN PERSONNE ET QUELQUES CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRENER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES (PAM)	DÉVELOPPER UNE APPROCHE GOUVERNEMENTALE COHÉRENTE VIS-À-VIS LE NOUVEAU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRENER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES.	ME CLAUDINE LAURIN		AUCUNE	LES TRAVAUX VISANT L'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRENER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES 2017-2022 SONT EN COURS DE RÉALISATION.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRE DE RENCONTRES 2016-2017	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE SUIVI DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES (PAM)	ÉLABORER LE NOUVEAU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES.	ME MAYA DUCASSE-HATHI		2 RENCONTRES	DEUX JOURNÉES DE CONSULTATION AUPRÈS DES PARTENAIRES NATIONAUX NON GOUVERNEMENTAUX ET AUPRÈS DES REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES ONT ÉTÉ TENUES. UN BILAN DES MESURES DU PLAN D’ACTION 2010-2015, POURSUIVI JUSQU’EN 2017, A ÉTÉ RÉDIGÉ. LES PARTENAIRES ONT PRÉSENTÉ DE NOUVELLES MESURES, DONT ILS SONT LES RESPONSABLES OU LES COLLABORATEURS, DANS LE CADRE DE L’ÉLABORATION DU PLAN D’ACTION 2017-2022. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ NATIONAL DIRECTEUR DU PROJET PROVINCIAL D’ENTENTE POUR LA MISE EN PLACE D’UNE PROCÉDURE D’INTERVENTION SOCIOJUDICIAIRE CONCERNANT LES FORMES CRIMINELLES ET PÉNALES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	DÉVELOPPER UNE APPROCHE GOUVERNEMENTALE COHÉRENTE VIS-À-VIS L’IMPLANTATION DU PROJET D’ENTENTE RELATIVE AUX PERSONNES ÂÎNÉES DANS CHACUNE DES RÉGIONS DU QUÉBEC.	ME CLAUDINE LAURIN		AUCUNE	RÉCEPTION DES RAPPORTS DE SIX COMITÉS PRÉALABLES À L’IMPLANTATION RÉGIONALE DES RÉGIONS SUIVANTES : MONTRÉAL, CAPITALE-NATIONALE, LAVAL, CHAUDIÈRE-APPALACHES, ESTRIE ET SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN EN 2016-2017. IDENTIFICATION DES REPRÉSENTANTS POUR LES TRAVAUX DES SIX NOUVEAUX COMITÉS PRÉALABLES DANS LES RÉGIONS SUIVANTES : BAS ST-LAURENT, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE, LANAUDIÈRE, LAURENTIDES ET MONTÉRÉGIE. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

Comité	Mandat	Membres	Budget	Nombre de rencontres 2016-2017	Résultats atteints
Comité aviseur du projet provincial d'entente pour la mise en place d'une procédure d'intervention sociojudiciaire concernant les formes criminelles et pénales de maltraitance envers les personnes aînées	Assurer la coordination de l'implantation du projet d'entente sociojudiciaire relative aux personnes aînées dans les différentes régions : conseiller, voire proposer au comité national directeur, une stratégie d'implantation et de suivi du projet; transmettre aux membres du comité national directeur toute l'information pertinente en lien avec le projet; soutenir l'implantation du projet et veiller à son bon déroulement dans les différentes régions; développer les outils nécessaires à l'implantation nationale du projet; rendre compte des progrès du projet auprès des membres des comités directeurs et régionaux et produire un bilan annuel de l'implantation du projet au plan provincial.	ME MAYA DUCASSE-HATHI MME ÉMILIE VAILLANCOURT		1 rencontre	LES RAPPORTS DE SIX COMITÉS PRÉALABLES À L'IMPLANTATION RÉGIONALE, CONFORMÉMENT AU DÉPLOIEMENT PROGRESSIF, ONT ÉTÉ DÉPOSÉS AU COMITÉ AVISEUR. DES REPRÉSENTANTS DES ORGANISMES PARTENAIRES ONT ÉTÉ DÉSIGNÉS POUR LES TRAVAUX DES SIX PROCHAINS COMITÉS PRÉALABLES À L'IMPLANTATION RÉGIONALE. LES TRAVAUX DE RÉDACTION DE L'ENTENTE SOCIOJUDICIAIRE SE POURSUIVENT.
Comité des responsables nationaux de l'entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, de mauvais traitements physiques ou d'absence de soin menaçant leur santé physique	Assurer le suivi de l'application de l'entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, de mauvais traitements physiques ou d'absence de soin menaçant leur santé physique; par tous les partenaires concernés.	ME CLAUDINE LAURIN ME CARMEN RIOUX		10 rencontres	DES TRAVAUX SONT PRÉSENTEMENT EN COURS VISANT À ASSURER LA MISE À JOUR DU TEXTE DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE. CES TRAVAUX SE POURSUIVront EN 2017-2018.

Comité	Mandat	Membres	Budget	Nombre de rencontres 2016-2017	Résultats atteints
Comité des sous-ministres – Dossiers violence conjugale et agressions sexuelles	Proposer des actions ou une stratégie aux autorités gouvernementales dans le cadre de la mise en œuvre de la politique d'intervention en matière de violence conjugale, des orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle, de la stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles.	ME ANNICK MURPHY ME CLAUDINE LAURIN		1 RENCONTRE	DISCUSSIONS SUR LA RÉALISATION EN 2017-2018 D'UN BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE.
Comité interministériel de concertation des communications au Nunavik	AMÉLIORER L'INFORMATION JURIDIQUE QUI EST COMMUNIQUÉE AUX NUNAVIMIUTS SUITE AU DÉPÔT DU RAPPORT SPÉCIAL DU PROTECTEUR DU CITOYEN : LES CONDITIONS DE DÉTENTION, L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET LA PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ AU NUNAVIK.	ME MARTINE BÉRUBÉ		AUCUNE	
Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	ASSURER LA COORDINATION DE L'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE. IL RELÈVE DU COMITÉ DES SOUS-MINISTRES – DOSSIERS VIOLENCE CONJUGALE ET AGRESSIONS SEXUELLES.	ME CHLOÉ ROUSSELLE		AUCUNE	REDDITION DE COMPTE ANNUELLE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTALE 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. LANCEMENT DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES À L'AUTOMNE 2016.
Comité interministériel en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion	COLLABORER À L'ÉLABORATION D'UNE NOUVELLE STRATÉGIE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION.	ME CHLOÉ ROUSSELLE		AUCUNE	SUIVI SEMESTRIEL DE LA STRATÉGIE D'ACTION EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE PARTICIPATION ET D'INCLUSION ENSEMBLE, NOUS SOMMES LE QUÉBEC 2016-2021.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRE DE RENCONTRES 2016-2017	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC	RÉALISER LA MESURE 38.2 CONCERNANT LA SÉCURITÉ TRANSFRONTALIÈRE DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC. PARTICIPER AUX TRAVAUX VISANT L'ÉLABORATION DE LA NOUVELLE POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC.	ME LISA LABOSSIÈRE ME SONIA PAQUET		1 RENCONTRE	PARTICIPATION À LA JOURNÉE DE CONSULTATION SUR LA NOUVELLE POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC, LE DIMANCHE 2 OCTOBRE 2016. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA RADICALISATION AU QUÉBEC	METTRE EN ŒUVRE LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2015-2018 LA RADICALISATION AU QUÉBEC : AGIR, PRÉVENIR, DÉTECTER ET VIVRE ENSEMBLE.	ME SONIA PAQUET		AUCUNE	
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE	PROPOSER DES ACTIONS OU UNE STRATÉGIE AU GOUVERNEMENT EN VUE DE PRÉVENIR L'EXPLOITATION SEXUELLE (HYPERSEXUALISATION, PROSTITUTION, TRAITE DE FEMMES À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR DU PAYS) ET VENIR EN AIDE AUX PERSONNES QUI VEULENT QUITTER LE MILIEU DE L'EXPLOITATION SEXUELLE.	ME CHLOÉ ROUSSELLE		AUCUNE	LANCEMENT DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES À L'AUTOMNE 2016.
COMITÉ PROVINCIAL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC À MONTRÉAL (PTTCQ-MTL)	VOIR À L'ÉLABORATION ET AU DÉPLOIEMENT DANS L'ENSEMBLE DE LA PROVINCE DU PTTCQ-MTL.	ME ANNICK MURPHY ME SONIA PAQUET		1 RENCONTRE	

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRE DE RENCONTRES 2016-2017	RÉSULTATS ATTEINTS
FORUM DES DIRIGEANTS DE L'INFORMATION	FORUM D'ÉCHANGE D'INFORMATION CONCERNANT LES NOUVELLES RÈGLES ADMINISTRATIVES RELATIVES À LA GESTION DES PROJETS INFORMATIQUES, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE LA FORMATION AU SEIN DE L'APPAREIL GOUVERNEMENTAL, PRÉSIDÉ PAR LE DIRIGEANT PRINCIPAL DE L'INFORMATION (DPI).	M. DENIS GERMAIN		AUCUNE	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	ME ANNICK MURPHY ME MICHEL GREENE		AUCUNE	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN ITTINÉRANCE	LA TABLE ASSURE LA PLANIFICATION ET LA RÉALISATION DES TRAVAUX INHÉRENTS À LA POLITIQUE NATIONALE DE LUTTE À L'ITTINÉRANCE ET AU PLAN D'ACTION QUI EN DÉCOULERA SOUS LA COORDINATION DU MSSS.	ME MICHEL GREENE		3 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT. CRÉATION DE PLUSIEURS PROGRAMMES D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE DANS LA PROVINCE.
COMITÉ SUR LES IMPACTS DES DÉCISIONS DU TRIBUNAL SUR LA GESTION DES PERSONNES INCARCÉRÉES	METTRE EN ŒUVRE LES RECOMMANDATIONS ET LES CONSTATATIONS QUI ONT ÉTÉ FORMULÉES PAR ME MICHEL BOUCHARD LE 29 AOÛT 2014 DANS LE RAPPORT D'ENQUÊTE ADMINISTRATIVE CONCERNANT L'ÉVASION PAR HÉLICOPTÈRE DE L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE QUÉBEC LE 7 JUIN 2014.	ME MELISSA-ANN MCFARLAND ME PIERRE GOULET		AUCUNE	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRE DE RENCONTRES 2016-2017	RÉSULTATS ATTEINTS
RÉSEAU D'ALERTE GOUVERNEMENTAL (CERT/AQ)	PLATEFORME DE PARTAGE DE L'INFORMATION ENTRE LES COORDONNATEURS ORGANISATIONNELS DE GESTION DES INCIDENTS.	M. DOMINIC SAINDON		36 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
RÉSEAU DES RÉPONDANTES ET RÉPONDANTS EN ÉTHIQUE DE LA FONCTION PUBLIQUE	SOUTENIR L'ACTION DES PERSONNES INTERVENANT EN ÉTHIQUE DANS LEUR MINISTÈRE OU ORGANISME RESPECTIF. DÉVELOPPER UNE COMPRÉHENSION ET UNE VISION COMMUNES DE L'ÉTHIQUE, EN FAVORISER SON DÉPLOIEMENT DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET Y MAINTENIR UNE CULTURE EMPREINTE D'ÉTHIQUE.	ME CLAUDINE LAURIN ME MELISSA-ANN MCFARLAND		AUCUNE RENCONTRE, CONSULTATIONS RÉALISÉES PAR COURRIEL	CE RÉSEAU PERMET L'ÉCHANGE, AU BESOIN, DES PROBLÉMATIQUES TOUCHANT DES QUESTIONS ÉTHIQUES.
SOUS-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA RADICALISATION AU QUÉBEC	METTRE EN ŒUVRE LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2015-2018 LA RADICALISATION AU QUÉBEC : AGIR, PRÉVENIR, DÉTECTER ET VIVRE ENSEMBLE.	ME MICHEL GREENE ME JEAN CARON		AUCUNE	AUCUNE MESURE DU PLAN D'ACTION 2015-2018 N'IMPLIQUE LE DPCP.
SOUS-COMITÉ RESPONSABLE DU VOLET AUTOCHTONE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE	IL RELÈVE DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE.	ME CHLOÉ ROUSSELLE		AUCUNE	
SOUS-COMITÉ RESPONSABLE DU VOLET AUTOCHTONE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE	IL RELÈVE DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE.	ME CHLOÉ ROUSSELLE		AUCUNE	

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRE DE RENCONTRES 2016-2017	RÉSULTATS ATTEINTS
TABLE D'ÉCHANGE ET DE PERFECTIONNEMENT SUR LES INSPECTIONS ET LES ENQUÊTES	EFFECTUER UN SUIVI SERRÉ DE TOUTE LA JURISPRUDENCE SUR LES INSPECTIONS ET LES PERQUISITIONS. CETTE TABLE S'INSCRIT DANS LE CONTEXTE DU PERFECTIONNEMENT DES JURISTES EN MATIÈRE D'INSPECTIONS ET D'ENQUÊTES.	ME KATHY BERGERON ME JULIE NADEAU		1 RENCONTRE	REVUE DE LA JURISPRUDENCE PERTINENTE RENDUE EN COURS D'ANNÉE.
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	ASSURER LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE L'APPLICATION DES POLITIQUES, DES DIRECTIVES ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION.	M. DENIS GERMAIN		AUCUNE	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	FAVORISER UNE MEILLEURE COLLABORATION ET CONCERTATION EN MATIÈRE DE SERVICES SOCIAUX, POLICIERS, CORRECTIONNELS ET JUDICIAIRES ET REFLÉTER LA VOLONTÉ, DE LA PART DES MILIEUX AUTOCHTONES, DE SE PRENDRE EN CHARGE.	ME MARIE-CHANTAL BRASSARD		3 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ FPT- COMITÉ DE COORDINATION DES HAUTS FONCTIONNAIRES-JUSTICE APPLICABLES AUX JEUNES	DISCUSSIONS ET ARRIMAGES ENTRE LES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL, DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES SUR DIFFÉRENTS THÈMES JURIDIQUES EN LIEN AVEC LA JEUNESSE	ME SOPHIE LAVERGNE		2 RENCONTRES TÉLÉPHONIQUES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
COMITÉ INTERSECTORIEL SUR LES SANCTIONS EXTRAJUDICIAIRES EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	MISE EN PLACE DU NOUVEAU PROGRAMME DE SANCTION EXTRAJUDICIAIRE EN PARTENARIAT AVEC TOUTES LES ORGANISATIONS LES METTANT EN APPLICATION.	ME SOPHIE LAVERGNE (NOMINATION À LA MAGISTRATURE LE 26 JANVIER 2017)		1 RENCONTRE	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRE DE RENCONTRES 2016-2017	RÉSULTATS ATTEINTS
Sous-comité de suivi sur l'application du programme de sanction extrajudiciaire relevant du comité intersectoriel	S'ASSURER QUE LES PRINCIPES ET OBJECTIFS DU NOUVEAU PROGRAMME DE SANCTION EXTRAJUDICIAIRE SONT RESPECTÉS ET FAVORISER UN PARTENARIAT AVEC TOUTES LES ORGANISATIONS LES METTANT EN APPLICATION.	ME ÉRIC BEAUPARLANT (DEPUIS LE 14 MARS 2017)		6 RENCONTRES À VENIR (AUCUNE RENCONTRE N'A EU LIEU DEPUIS LA CRÉATION DU SOUS-COMITÉ COMPTE TENU DE LA GRÈVE DES JURISTES DE L'ÉTAT)	TRAVAUX DÉBUTERONT DANS LA PROCHAÎNE ANNÉE FINANCIÈRE
TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE (TPCVJMS)	COMITÉ DE SUIVI À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION POUR PRÉVENIR ET TRAITER LA VIOLENCE EN MILIEU SCOLAIRE ET AINSI PARTICIPER AUX TRAVAUX POUR LE PLAN D'ACTION CONCERTÉ SUR L'INTIMIDATION.	ME SOPHIE LAVERGNE		3 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ STRATÉGIQUE ACCES CONSTRUCTION	REPOSITIONNER ACCES CONSTRUCTION. ENTÉRINER LES ACTIONS DU COMITÉ DIRECTEUR ET DES COMITÉS AD HOC.	ME ALEXANDRE DALMAU ME KAREN BÉDARD		AUCUNE	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DIRECTEUR ACCES CONSTRUCTION ET SES SOUS-COMITÉS	CONTRIBUER, PAR DES ACTIONS CONCERTÉES, À ACCROÎTRE LA CONFORMITÉ DES ENTREPRENEURS, DES EMPLOYEURS ET DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION À L'ÉGARD DES DIVERSES OBLIGATIONS LÉGALES AUXQUELLES ILS SONT ASSUJETTIS.	ME KAREN BÉDARD ME MARIE-PIER CHAMPAGNE		64 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRE DE RENCONTRES 2016-2017	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ ACCES ALCOOL	DÉFINIR LES POLITIQUES D'INSPECTION ET DE POURSUITE QUANT AUX LOIS RELATIVES AUX BOISSONS ALCOLOLIQUES ET EN ASSURER LE SUIVI.	ME ÉTIENNE PROTEAU		2 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE GESTION DE L'ENTENTE INTERPROVINCIALE SUR LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE	COLLABORER AUX EFFORTS DES PARTIES À L'ENTENTE EN VUE DE LA PRÉVENTION DU CRIME ET LA POURSUITE EFFICACE DES INFRACTIONS COMMISES PAR LE CRIME ORGANISÉ.	ME SABIN OUELLET		AUCUNE	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
REGROUPEMENT DES POURSUIVANTS EN MATIÈRE DE CRIMES ÉCONOMIQUES ET DE FRAUDES EN VALEURS MOBILIÈRES (AFFILIATION/ÉCONOCRIME.CA)	OPTIMISER L'UTILISATION DU PROCESSUS CRIMINEL EN MATIÈRE DE CRIMES ÉCONOMIQUES ET DE FRAUDES EN VALEURS MOBILIÈRES.	ME MILEYNE GRÉGOIRE		3 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SYSTÈME NATIONAL DE REPÉRAGE (NATIONAL FLAGGING SYSTEM)	IDENTIFIER LES CONTREVENANTS QUI POURRAIENT ÉVENTUELLEMENT ÊTRE DÉCLARÉS DÉLINQUANTS DANGEREUX OU À CONTRÔLER.	ME PATRICK MICHEL ME JACQUES BLAIS ME SARAH TRIDI		1 RENCONTRE 2 CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET	OFFRIR UN SUPPORT AUX PROCUREURS EN MATIÈRE D'ENQUÊTE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET.	ME SÉBASTIEN BERGERON-GUYARD ME ANN ELLEFSEN-TREMBLAY		1 RENCONTRE	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
ULCC Working Group ON INFORMER PRIVILEGE ISSUES	ÉTUDIER LE DÉVELOPPEMENT D'UN CADRE LÉGISLATIF POUR LES LITIGES LIÉS À L'APPLICATION DU PRIVILÈGE RELATIF AUX INDICATEURS DE POLICE QUI SURVIENNENT AU COURS D'UN PROCÈS CRIMINEL ET QUE LE GROUPE DE TRAVAIL RENDE COMPTE DE SES CONCLUSIONS À LA CONFÉRENCE LORS DE SA RENCONTRE DE 2015.	ME CATHERINE DUMAIS		1 RENCONTRE	LES TRAVAUX SONT TERMINÉS.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRE DE RENCONTRES 2016-2017	RÉSULTATS ATTEINTS
TABLE D'ÉCHANGE ET DE PERFECTIONNEMENT EN LÉGISLATION	EFFECTUER DES ÉCHANGES SUR DIVERS SUJETS TOUCHANT LA LÉGISLATION.	ME JULIE NADEAU		3 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR LES INTERVENTIONS POLICIÈRES SUR LES EMPRISES FERROVIAIRES DU QUÉBEC (CIPEFQ)	IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES MAJEURES. METTRE EN PLACE DES DIRECTIVES POLICIÈRES CONCERNANT LES INTERVENTIONS SUR LES EMPRISES FERROVIAIRES. Étudier les différentes lois et règlements dans le domaine et y apporter des améliorations s'il y a lieu.	ME JEAN-GABRIEL L'ÉCUYER		AUCUNE	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ PERMANENT CONJOINT DE LIAISON ENTRE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC ET LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	S'ASSURER QUE LES DOSSIERS SOULEVANT DES QUESTIONS JURIDIQUES D'INTÉRÊT COMMUN REÇOIVENT UN TRAITEMENT APPROPRIÉ.	ME PATRICK MICHEL ME ANA MARINA IONESCU		2 RENCONTRES	L'ÉLABORATION DU MANDAT DU COMITÉ, DE SES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT ET DE SA COMPOSITION, AINSI QUE L'ÉLABORATION D'UN REGISTRE DES DÉCISIONS PRISES PAR L'ANCIEN COMITÉ DE LIAISON MJQ-DPCP. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR LES CAMÉRAS CORPORELLES DES POLICIERS	ÉVALUER LES ASPECTS TECHNIQUES ET JURIDIQUES ENTOURANT LA POSSIBILITÉ D'ÉQUIPER LES POLICIERS D'UNE CAMÉRA CORPORELLE PERMETTANT AINSI D'ENREGISTRER LEURS INTERVENTIONS.	ME JACQUES BLAIS ME NICOLAS ABRAN		3 RENCONTRES	UN RAPPORT SUGGÉRANT UN PROJET PILOTE A ÉTÉ COMPLÉTÉ ET LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE COORDINATION APPAREILS DE CONTRÔLE AUTOMATISÉ (CINÉMOVIMÈTRES PHOTOGRAPHIQUES ET CAMÉRAS AUX FEUX ROUGES)	EFFECTUER LE SUIVI DU DÉPLOIEMENT DES APPAREILS ET LES MODALITÉS D'UTILISATION DE CEUX- CI	ME KATHY BERGERON		3 À 4 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRE DE RENCONTRES 2016-2017	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ SUR L'ACCÉLÉRATION DES AUDIENCES EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE	EXAMINER LA SITUATION ET TROUVER DES SOLUTIONS POUR ACCÉLÉRER LE TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE	ME KAREN BÉDARD ME JACQUES BLAIS		AUCUNE	ÉCHANGES ENTRE LES DIVERS INTERVENANTS AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS POUR ACCÉLÉRER LE TRAITEMENT DES DOSSIERS CRIMINELS ET PÉNAUX.
TACTIQUE ACCES TABAC	LUTTE À LA CONTREBANDE DE TABAC, ÉTABLIR LES MEILLEURES PRATIQUES ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES. SUPERVISÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, CE COMITÉ SIÈGE DEUX FOIS PAR ANNÉE ET IL EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS D'ORGANISMES PUBLICS ŒUVRANT À LA LUTTE À LA CONTREBANDE DE TABAC. IL PERMET D'ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES ET DE CIBLER DES PHÉNOMÈNES ÉMERGENTS.	ME BETTY LAURENT		2 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE PLANIFICATION ET DE SUIVI CONCERNANT LES CRIMES FINANCIERS À INCIDENCE FISCALE-ACCEF	ASSURER LA RÉALISATION DES TRAVAUX APPRouvÉS PAR LE COMITÉ STRATÉGIQUE. IDENTIFIER LES GRANDS AXES D'INTERVENTION DES UNITÉS D'ENQUÊTE, S'ASSURER DE LEUR MISE EN ŒUVRE ET RENDRE DES COMPTES AU COMITÉ STRATÉGIQUE	ME ÉRIC BEAUPARLANT		2 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ TACTIQUE AMF-RQ-SQ	ASSURER LA COORDINATION DES OPÉRATIONS POLICIÈRES EN MATIÈRE DE FRAUDE FISCALE EN PARTENARIAT AVEC RQ ET L'AMF.	ME ÉRIC BEAUPARLANT		3 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRE DE RENCONTRES 2016-2017	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DIRECTEUR DE L'AMF	ASSURER LA COORDINATION DES OPÉRATIONS ET DÉTERMINER L'ORIENTATION DES DOSSIERS EN MATTIÈRE DE CRIMES COMMIS SUR LES MARCHÉS FINANCIERS. CE COMITÉ SERT SURTOUT À FAIRE UN SUIVI SUR LES DOSSIERS EN COURS ET CEUX À VENIR.	ME ÉRIC BEAUPARLANT		3 RENCONTRES	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2016-2017	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ CONSULTATIF DES AGENTS DE VOYAGE	CONSEILLER LA MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES AGENTS DE VOYAGES SUR TOUTE MATIÈRE RELATIVE AUX ACTIVITÉS DES AGENTS DE VOYAGES ET LUI DONNER SON AVIS SUR TOUTE QUESTION QU'ELLE LUI SOUMET RELATIVEMENT AUX ACTIVITÉS DES AGENTS DE VOYAGES.	MONSIEUR ANDRÉ ALLARD, DIRECTEUR DES AFFAIRES JURIDIQUES À L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR MADAME GINETTE GALARNEAU, PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR	AUCUN MONTANT N'A ÉTÉ DÉPENSÉ POUR CE COMITÉ EN 2016-2017	3	<p>PARTAGE D'INFORMATION SUR DES DOSSIERS EN COURS, NOTAMMENT :</p> <ul style="list-style-type: none">LES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES À APPORTER DANS LE SECTEUR DU VOYAGE;LA SITUATION DU FONDS D'INDEMNISATION DES CLIENTS DES AGENTS DE VOYAGES (FICAV);LA CAMPAGNE D'INFORMATION QUI S'EST TENUE À SON SUJET, AINSI QUE LA PRÉPARATION D'UN SONDAGE SUR LA NOTORIÉTÉ DU FICAV;LES ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE DE L'OFFICE DANS LE SECTEUR DU VOYAGE;LA CONCEPTION D'UN GUIDE PRATIQUE DU VOYAGE PAR LES ÉDITIONS PROTÉGÉZ-VOUS;LA RÉVISION DU MANUEL À L'INTENTION DES PROFESSIONNELS DU VOYAGE;LES PLAINTES REÇUES DANS LE SECTEUR DU VOYAGE.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2016-2017	RÉSULTATS ATTEINTS
CONSEIL CONSULTATIF DES CONSOMMATEURS	PERMETTRE À L'OFFICE DE CONSULTER AVEC PLUS DE RÉGULARITÉ ET DE PROFONDEUR SES PARTENAIRES NATURELS SUR DES QUESTIONS LIÉES À L'EXERCICE DES MANDATS QUE LA LOI LUI CONFIE.	<p>MONSIEUR ANDRÉ ALLARD, DIRECTEUR DES AFFAIRES JURIDIQUES À L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR</p> <p>MONSIEUR GARY FROST, DIRECTEUR DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET DE LA SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE À L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR</p> <p>MADAME GINETTE GALARNEAU, PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR</p>	<p>POUR LES PARTICIPANTS REPRÉSENTANT UNE ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS, UNE ALLOCATION FORFAITAIRE DE 250 \$ EST VERSÉE, PAR RÉUNION, POUR LA PRÉPARATION ET LA PARTICIPATION À LA RÉUNION, AINSI QUE POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT ENCOURUS.</p> <p>EN 2016-2017, 1 000 \$ ONT ÉTÉ VERSÉS EN ALLOCATIONS FORFAITAIRES.</p>	1	<p>PARTAGE D'INFORMATION SUR LES DOSSIERS EN COURS, DONT :</p> <ul style="list-style-type: none"> LA RÉVISION DE LA LOI SUR LES BANQUES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (PROJET DE LOI C-29); LE SUIVI DE LA CONSULTATION RELATIVE AU PROJET DE LOI SUR LE CRÉDIT À LA CONSOMMATION; LA MISE EN PLACE PAR L'OFFICE DE SERVICES PARTICULIERS DESTINÉS AUX CONSOMMATEURS VULNÉRABLES; LE PROJET DE MÉDIATION EN LIGNE MENÉ EN COLLABORATION AVEC LE LABORATOIRE DE CYBERJUSTICE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL; LA CAMPAGNE SUR LES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES AUX CONSOMMATEURS; LES FONDEMENTS DE L'INTERDICTION DE LA PUBLICITÉ DESTINÉE AUX ENFANTS DE MOINS DE 13 ANS.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2016-2017	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ CONSULTATIF SUR LE COMMERCE DE DÉTAIL	ÉTABLIR DES RELATIONS PLUS SOUTENUES ENTRE LES PARTIES PRENANTES EN CONSOMMATION ET DISCUTER DES ENJEUX ET DES RÉALITÉS PROPRES À CHAQUE CATÉGORIE D'ACTEURS : COMMERÇANTS, CONSOMMATEURS ET GOUVERNEMENT.	MONSIEUR ANDRÉ ALLARD , DIRECTEUR DES AFFAIRES JURIDIQUES À L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR MONSIEUR GARY FROST , DIRECTEUR DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET DE LA SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE À L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR MADAME GINETTE GALARNEAU , PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR	POUR LES PARTICIPANTS REPRÉSENTANT UNE ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS, UNE ALLOCATION FORFAITAIRE DE 250 \$ EST PRÉVUE POUR CHAQUE PRÉSENCE AUX RÉUNIONS. EN 2016-2017, 1 500 \$ ONT ÉTÉ VERSÉS EN ALLOCATIONS FORFAITAIRES.	2	PARTAGE D'INFORMATION SUR LES DOSSIERS EN COURS, DONT : <ul style="list-style-type: none"> LE PROJET DE MÉDIATION EN LIGNE MENÉ EN COLLABORATION AVEC LE LABORATOIRE DE CYBERJUSTICE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL; L'ALLÈGEMENT RÈGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF DES ENTREPRISES; LES RÉSULTATS DU SONDAGE SUR LA QUALITÉ DES SERVICES DE L'OFFICE AUPRÈS DES COMMERÇANTS; L'ÉTUDE DE L'UNION DES CONSOMMATEURS SUR LES POLITIQUES DE RETOUR, D'ÉCHANGE ET DE REMBOURSEMENT DES ACHATS FAITS EN MAGASIN.
TABLE DE CONCERTATION DE CINQ ORGANISMES DE PROTECTION DU PUBLIC	ÉCHANGER DE L'INFORMATION À PROPOS DES MEILLEURES PRATIQUES, DES INITIATIVES ET DES PROJETS DE CHACUN DES ORGANISMES, NOTAMMENT EN MATIÈRE DE SERVICE À LA CLIENTÈLE.	GINETTE GALARNEAU	AUCUN MONTANT N'A ÉTÉ DÉPENSÉ POUR CE COMITÉ EN 2016-2017.	1	PARTAGE D'INFORMATION SUR L'AVANCEMENT DES DOSSIERS MAJEURS DE CHACUN DES ORGANISMES MEMBRES DE LA TABLE ET DES ENJEUX COMMUNS D'ORGANISMES DE PROTECTION DU PUBLIC.

DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2017.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

NOM DU COMITÉ	NOMBRE DE RENCONTRES	MANDAT	MINISTÈRES ET ORGANISMES REPRÉSENTÉS
COMITÉ BILATÉRAL CHARGÉ DE PROMOUVOIR L'ENTENTE ENTRE LE QUÉBEC ET LA FRANCE EN MATIÈRE DE RECONNAISSANCE MUTUELLE DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES	1 RENCONTRE	PROMOUVOIR L'ENTENTE ENTRE LE QUÉBEC ET LA FRANCE EN MATIÈRE DE RECONNAISSANCE MUTUELLE DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES ET VEILLE À SES APPLICATIONS ET SON EFFICACITÉ.	SOUS LA PRÉSIDENTE DU MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE, LA DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE EST COMPOSÉE DES REPRÉSENTANTS DE L'OFFICE DES PROFESSIONS, DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE DU QUÉBEC.
PÔLE DE COORDINATION POUR L'ACCÈS À LA FORMATION PRESCRITE PAR LES ORDRES PROFESSIONNELS AINSI QU'ÀUX STAGES	1 RENCONTRE	EN APPLICATION DU CODE DES PROFESSIONS, LES ACTIONS DU PÔLE VISENT À FAVORISER LA COLLABORATION ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET LES ORDRES PROFESSIONNELS AFIN QUE, LORSQU'UN ORDRE PROFESSIONNEL EXIGE D'UNE PERSONNE QU'ELLE ACQUIÈRE UNE FORMATION, NOTAMMENT UNE PERSONNE FORMÉE HORS DU QUÉBEC, CETTE FORMATION SOIT OFFERTE PAR UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT.	SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DES PROFESSIONS, LE PÔLE EST COMPOSÉ DES REPRÉSENTANTS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DU CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC, DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION, DU BUREAU DE LA COOPÉRATION INTERUNIVERSITAIRE, DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA FÉDÉRATION DES CÉGEPS.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS ET DES COMPÉTENCES DES PERSONNES IMMIGRANTES FORMÉES À L'ÉTRANGER	1 RENCONTRE	AMÉLIORER ET ACCÉLÉRER LES PROCESSUS DE RECONNAISSANCE DES ACQUIS ET DES COMPÉTENCES DES PERSONNES IMMIGRANTES FORMÉES HORS DU QUÉBEC, EN FAVORISANT LA SYNERGIE ET L'EFFICACITÉ GOUVERNEMENTALE EN LA MATIÈRE, AFIN DE FACILITER L'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE DES PERSONNES IMMIGRANTES.	SONT MEMBRES DE CE COMITÉ, LES REPRÉSENTANTS DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION, LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE, LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC, L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE, LE CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC ET LA COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL.
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE FORMATION UNIVERSITAIRE DONNANT ACCÈS AU PERMIS DES ORDRES PROFESSIONNELS	AUCUNE	FAVORISER UN ÉCHANGE EFFICACE D'INFORMATION ENTRE LES ACTEURS À DES MOMENTS CHARNIÈRES DU DÉVELOPPEMENT D'UN PROGRAMME DE FORMATION UNIVERSITAIRE DONNANT ACCÈS AU PERMIS D'UN ORDRE PROFESSIONNEL ET AMÉLIORER LES PROCESSUS D'ANALYSE ET DE CONSULTATION UTILISÉS PAR CHACUN DES INTERVENANTS ET DES PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX.	SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DES PROFESSIONS, LA TABLE REGROUPE LES REPRÉSENTANTS DU BUREAU DE LA COOPÉRATION INTERUNIVERSITAIRE, DU CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC ET DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.
TABLE NATIONALE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE FORMATION COLLÉGIALE DONNANT ACCÈS AU PERMIS DES ORDRES PROFESSIONNELS	1 RENCONTRE	SOUS L'ÉGIDE DE LA FÉDÉRATION DES CÉGEPS ET DU CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC, CETTE TABLE VISE L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT COMMUN AFIN D'ASSURER L'ADÉQUATION ENTRE LES PROGRAMMES DE FORMATION COLLÉGIALE ET LES COMPÉTENCES REQUISES AUX FINS DE LA DÉLIVRANCE DU PERMIS D'EXERCICE PROFESSIONNEL D'UN ORDRE PROFESSIONNEL.	LA TABLE REGROUPE LES REPRÉSENTANTS DE LA FÉDÉRATION DES CÉGEPS, DU CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC, DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DES DIRECTEURS DES ÉTUDES DES COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT ET DE L'OFFICE DES PROFESSIONS.

Nom du Comité	Nombre de rencontres	Mandat	Ministères et organismes représentés
TABLE DE CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE OPQ/MEES/MSSS	2 rencontres	Sous l'égide de l'Office des professions, la Table a pour mandat de favoriser un échange efficace d'information et de rechercher des solutions aux problèmes communs. À cette fin, les membres y échangent de l'information à l'égard, notamment, de l'élaboration et de la révision des programmes d'études universitaires et collégiales menant à l'obtention des diplômes donnant accès au permis délivré par les ordres professionnels. La Table traite également des questions d'ordre général et des moyens de collaboration entre les milieux de pratique professionnelle et le milieu de la formation. Elle s'assure que les moyens de coordination des divers intervenants, à des fins de consultation ou de mise en œuvre des décisions gouvernementales, soient efficaces.	Représentants de l'Office des professions, du ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur ainsi que du ministère de la santé et des services sociaux.
TABLE DES ORGANISMES DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR	1 rencontre	Favoriser l'échange d'information à l'égard des défis communs à chacun des organismes composant la Table. Les défis identifiés sont : l'information auprès du public, la gestion des demandes de renseignements et des plaintes, l'image corporative, la gestion des technologies en support à la gestion des dossiers et le rôle de surveillance.	Sous l'égide de l'Office de protection du consommateur, les organismes participants sont l'Office des professions, l'autorité des marchés financiers, la Régie du logement et la Régie du bâtiment

- Il est à noter que les résultats s'évaluent par la participation active des représentants de l'Office des professions aux différents comités interministériels ainsi que par l'influence exercée auprès de ses partenaires, eu égard à la mission de protection du public du système professionnel.
- Chaque ministère et organisme assume les frais de ses représentants aux différents comités.

P.8 NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2016-2017. INDIQUER POUR CHACUNE :

- A. LES COÛTS;
- B. LES DATES ET LIEUX;
- C. LES PERSONNES PRÉSENTES;
- D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR;
- E. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE);
- F. LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2016-2017.

MINISTÈRE

DATE	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	Coût
31 MAI AU 3 JUIN 2016	VANCOUVER / COLOMBIE-BRITANNIQUE	HÉLÈNE MATHIEU ET NATHALIE DROUIN	3 776,61 \$
11 AU 14 OCTOBRE 2016	NOUVELLE-ÉCOSSE / HALIFAX	HÉLÈNE MATHIEU ET FRANCE LYNCH	2 774,65 \$
1 ET 2 FÉVRIER 2017	TORONTO	HÉLÈNE MATHIEU ET FRANCE LYNCH	2 056,52 \$

P.9 **ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT *L’ASSURANCE JURIDIQUE : UNE SOLUTION POUR L’ACCÈS À LA JUSTICE*. ACTIONS PRÉVUES EN 2017-2018. FOURNIR COPIE DE TOUT DOCUMENT ET DE TOUTE ÉTUDE D’IMPACT QUANT À LA RÉFLEXION MENÉE SUR LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT.**

MINISTÈRE

CETTE QUESTION N’EST PAS PERTINENTE À L’ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.10 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DE LA MISE EN ŒUVRE D'UNE RÉFORME DE LA TARIFICATION JUDICIAIRE AU QUÉBEC, NOTAMMENT AU PLAN DE LA FISCALITÉ. PRÉCISER LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

AUCUNE RÉFORME DE LA TARIFICATION JUDICIAIRE N’A ÉTÉ EFFECTUÉE EN 2016-2017. LES DERNIÈRES MODIFICATIONS AU TARIF JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE ET AU TARIF DES FRAIS JUDICIAIRES APPLICABLES AU RECOUVREMENT DES PETITES CRÉANCES SONT ENTRÉES EN VIGUEUR LE 1^{ER} JANVIER 2016, À LA MÊME DATE QUE LE NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

P.11 CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2016-2017 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

FONDS ACCÈS JUSTICE

PROGRAMME D’AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER L’ACCÈS À LA JUSTICE
MONTANT TOTAL : 1 000 000 \$

RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ EN 2016-2017	NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS
CAPITALE-NATIONALE	L’AUTRE AVENUE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$	N/A
CAPITALE-NATIONALE	CLINIQUE D’ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE DROIT DE CITÉ	48 350 \$	N/A
CAPITALE-NATIONALE	AUTONHOMMIE, CENTRE DE RESSOURCES POUR HOMMES	40 000 \$	N/A
CAPITALE-NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	18 035 \$	N/A
CHAUDIÈRE-APPALACHES	L’INTERFACE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$	N/A
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	JUSTICE ALTERNATIVE GASPÉSIE SUD INC.	15 000 \$	N/A
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	JUSTICE ALTERNATIVE GASPÉSIE NORD/ÎLES-DE-LA MADELEINE INC.	40 000 \$	N/A
LAURENTIDES	MESURES ALTERNATIVES DES BASSES-LAURENTIDES	15 000 \$	N/A
LAVAL	MESURES ALTERNATIVES JEUNESSE DE LAVAL	30 000 \$	N/A
MAURICIE	L’ALTER ÉGAUX, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$	N/A
MAURICIE	AVENUES CITOYENNES, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$	N/A
MONTÉRÉGIE	JUSTICE ALTERNATIVE DU SUROIT	15 000 \$	N/A
MONTÉRÉGIE	JUSTICE ALTERNATIVE ET MÉDIATION	14 000 \$	N/A
MONTÉRÉGIE	JUSTICE ALTERNATIVE PIERRE-DE-SAUREL INC.	15 000 \$	N/A
MONTÉRÉGIE	JUSTICE ALTERNATIVE RICHELIEU-YAMASKA	15 000 \$	N/A
MONTÉRÉGIE	ASSOCIATION DE MÉDIATION FAMILIALE DU QUÉBEC	49 737 \$	N/A
MONTÉRÉGIE	CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE-EST	50 000 \$	N/A
MONTÉRÉGIE	COLLECTIF DE DÉFENSE DES DROITS DE LA MONTÉRÉGIE	49 450 \$	N/A
MONTÉRÉGIE	LE PETIT PONT	16 954 \$	N/A
MONTÉRÉGIE	CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP	25 000 \$	N/A
MONTRÉAL	TRAJET	15 000 \$	N/A
MONTRÉAL	MISSION COMMUNAUTAIRE DE MONTRÉAL	35 832 \$	N/A
MONTRÉAL	CLINIQUE JURIDIQUE DU MILE END	49 350 \$	N/A
MONTRÉAL	REPÈRE, RELATION D’ENTRAIDE POUR UNE PATERNITÉ RENOUVELÉE	28 076 \$	N/A

RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ EN 2016-2017	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS
MONTRÉAL	SERVICES JURIDIQUES COMMUNAUTAIRES DE POINTE-ST- CHARLES ET DE PETITE BOURGOGNE	40 183 \$	N/A
MONTRÉAL	ÉDUCALOI	48 775 \$	N/A
MONTRÉAL	REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	22 425 \$	N/A
MONTRÉAL	ACEF CENTRE DE MONTRÉAL	45 000 \$	N/A
MONTRÉAL	CLINIQUE DROITS DEVANTS	50 000 \$	N/A
MONTRÉAL	CENTRE PRO BONO QUÉBEC	37 226 \$	N/A
MONTRÉAL	INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL ¹	49 158 \$	N/A
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	32 449 \$	N/A
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	JUSTICE ALTERNATIVE LAC-SAINT- JEAN	15 000 \$	N/A
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	JUSTICE ALTERNATIVE SAGUENAY	15 000 \$	N/A

¹ PORTEUR DU PROJET « OBSERVATOIRE INTERDISCIPLINAIRE EN JUSTICE ET SANTÉ MENTALE » EN REMPLACEMENT DU CENTRE DE RECHERCHE DE L'HÔPITAL DOUGLAS, VU LE CHANGEMENT DE POSTE DE LA CHERCHEURE PRINCIPALE AU PROJET.

FINANCEMENT À LA MISSION DE BASE DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ
MONTANT TOTAL : 2 019 934 \$

RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ EN 2016-2017	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS
BAS-SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS-SAINT-LAURENT	266 733 \$	4
CAPITALE-NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	476 342 \$	6
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL	436 487 \$	6
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	313 305 \$	4
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	269 768 \$	4
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	257 299 \$	4

* LE 19 DÉCEMBRE 2016, L'IMPLANTATION DE DEUX NOUVEAUX CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉS A ÉTÉ ANNONCÉE POUR LE NUNAVIK ET LA MONTÉRÉGIE.

P.12 CONCERNANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION APPEL DE PROJETS – DEMANDE D’AIDE FINANCIÈRE (BAVAC), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALE ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2016-2017 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

PROGRAMME : PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L’INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS
MONTANT GLOBAL : 1 499 820 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BAVAC

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
SERVICE À L’AUDITION POUR IVAC	ASSOCIATION DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL	9 900 \$
GUIDE DE RETOUR AU TRAVAIL	ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	50 000 \$
AUX AÎNÉS – DES RÉPONSES À VOS QUESTIONS	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE DÉFENSE DES DROITS DES PERSONNES RETRAITÉES ET PRÉRETRAITÉES	50 000 \$
OUTILLER LES INTERVENANTS À MIEUX INTERVENIR	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	39 338 \$
TOUS ENSEMBLE POUR PRÉVENIR LA VIOLENCE SEXUELLE	CALACS DE L’OUEST DE L’ÎLE	50 000 \$
INFO-JUSTICE – LE SYSTÈME JUDICIAIRE EXPLIQUÉ	CALACS DE LA RIVE-SUD	55 637 \$
MA VIE APRÈS LA COUR, EN ROUTE VERS MA GUÉRISON	C.A.P.A.C.S. D’ABITIBI-ouest	4 876 \$
ÉVALUER LES SERVICES CAVAC	CAVAC DE L’ESTRIE	147 796 \$
MODÈLE D’INTERVENTION CAVAC - HOMMES	CAVAC DE L’ESTRIE	26 303 \$
PIÈCE DE THÉÂTRE	CAVAC DE LANAUDIÈRE	40 000 \$
APPLICATION MOBILE	CAVAC DE LA MONTÉRÉGIE	37 000 \$
PROJET EXPÉRIMENTAL – THÉRAPIE ASSISTÉE PAR ANIMAL	SERVICE D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS MARTHE VAILLANCOURT	25 000 \$
NON À LA CYBERVIOLENCE SEXUELLE	CENTRE D’EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	50 000 \$
BONIFICATION, RECHERCHE ET RÉDACTION DU CAHIER DE PROGRAMME	CENTRE D’INTERVENTION EN ABUS SEXUELS POUR LA FAMILLE	35 000 \$
PROJET PILOTE DE PARTAGE D’EXPERTISES	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	166 065 \$
CRÉATION D’UNE BANQUE DE DONNÉES	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	50 000 \$
COLLOQUE SUR LA VIOLENCE FAMILIALE	COMITÉ DE JUSTICE SOCIALE D’OPITCIWAN	29 475 \$
PROGRAMME DE SOUTIEN ADAPTÉ AUX PROCHES	CONCERTATION DES LUTTES CONTRE L’EXPLOITATION SEXUELLE	47 000 \$
PÉDAGOGIE D’EMPOWERMENT	LA MAISON DE MARTHE	98 825 \$
MIEUX SOUTENIR LES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	LA MAISON JEAN-MONBOURQUETTE	15 000 \$
PROJET –XOX-	LA MAISON D’HÉBERGEMENT L’ÉGIDE (2 ^E ÉTAPE)	49 750 \$
CAMPAGNE DE SENSIBILISATION	POINT D’APPUI	21 361 \$
VICTIMES À VOS DROITS	REGROUPEMENT DES CENTRES D’AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC	50 000 \$
JUSTICE POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE	REGROUPEMENT DES MAISONS POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE	75 460 \$
CONNAÎTRE SES DROITS POUR MIEUX SE DÉFENDRE	REGROUPEMENT MAMIT INNUAT INC.	7 505 \$
PROMOTION DU SERVICE H.A.S.E.	RESSOURCE POUR HOMMES DE LA HAUTE-YAMASKA	10 000 \$
CONSULTATION ET MÉDIATION : ÉVALUATION DES PRATIQUES	REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	28 950 \$
NUNAVIMMIUT ASSASSINÉS OU DISPARUS AU NUNAVIK	SATURVIIT INUIT WOMEN’S ASSOCIATION	64 995 \$

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
ACQUISITION ET IMPLANTATION DU PROGRAMME SEXUALITÉ ET INTIMITÉ	SOUTIEN AUX HOMMES ABUSÉS SEXUELLEMENT DURANT L'ENFANCE SHASE	24 374 \$
VIDÉOS INFORMATIVES SUR LE PROCESSUS JUDICIAIRE	SOCIÉTÉ MAKIVIK	40 210 \$
ENTRE NOUS : CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR LA PROBLÉMATIQUE DES AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL	TRÊVE POUR ELLES CALACS	50 000 \$
RÉPONDRE AUX BESOINS DES VICTIMES MASCULINES DE VIOLENCE CONJUGALE	VIA L'ANSE	50 000 \$

P.13 CONCERNANT LES PROGRAMMES DE SÉANCES DE MÉDIATION ET D’INFORMATION (MÉDIATION FAMILIALE, MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES, MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE, PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2016-2017 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

MONTANTS PAYÉS EN HONORAIRES AUX MÉDIATEURS POUR LES SÉANCES DE MÉDIATION ET D’INFORMATION OFFERTES EN 2016-2017* :

MÉDIATION FAMILIALE : 4 436 311\$*

SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE : 86 375\$*

MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES : 347 438\$ *

* IMPORTANT DE TENIR COMPTE QUE LES DONNÉES CORRESPONDENT AUX FACTURES REÇUES AVANT LE 28 FÉVRIER 2017 POUR DES SÉANCES OFFERTES EN 2016-2017.

AUCUNE ENTREPRISE, MUNICIPALITÉ OU ORGANISME N’A REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, DANS LE CADRE DE CES PROGRAMMES.

P.14 **CONCERNANT LE BUREAU DES PLAINTES, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2016-2017 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.**

MINISTÈRE

AUCUNE SOMME ALLOUÉE CONCERNANT LE BUREAU DES PLAINTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET AUCUNE AIDE FINANCIÈRE N'A ÉTÉ VERSÉE.

P.15 **CONCERNANT LE PROGRAMME LIGNE-RESSOURCE SANS FRAIS POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2016-2017 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.**

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LE CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL A LE MANDAT DE GÉRER ET DE FOURNIR LES SERVICES DE LA LIGNE RESSOURCE PROVINCIALE SANS FRAIS POUR LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE. LES SOMMES ALLOUÉES SONT LES SUIVANTES :

2016-2017 : 755 841 \$

P.16 **CONCERNANT LES PROGRAMMES DE COOPÉRATION AVEC L'ÉTRANGER (COMMISSION ROGATOIRE ET ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONALE, PERCEPTION ET VERSEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC, ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANTS, SIGNIFICATION ET NOTIFICATION À L'ÉTRANGER DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2016-2017 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.**

MINISTÈRE

AUCUNE SOMME N'A ÉTÉ VERSÉE EN 2016-2017 DANS L'APPLICATION DES LOIS, ENTENTES ET CONVENTIONS INTERNATIONALES.

P.17 CONCERNANT LE PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2016-2017 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME QUI PARTICIPE AU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE ASSUME À MÊME SES BUDGETS LE FINANCEMENT DE CE PROGRAMME.

UN MONTANT DE 250 000\$ SERA VERSÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017, SUITE À UNE ENTENTE CANADA-QUÉBEC, RELATIVEMENT AU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC. UNE ENTENTE MODIFICATRICE VISANT L'OCTROI D'UNE CONTRIBUTION ADDITIONNELLE DE 41 000 \$ POUR CE MÊME EXERCICE FINANCIER EST EN PROCESSUS DE SIGNATURE.

P.18 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2017, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION, LES DIFFÉRENTES CHAMBRES, AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDiquer LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE, EN INDiquANT LA DATE DE RETOUR PRÉVUE, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, EN INDiquANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.

MINISTÈRE

COUR DU QUÉBEC (MAGISTRATURE)
NOMBRE DE JUGES – PAR RÉGION
AU 31 MARS 2017

RÉGIONS	JUGE PUÎNÉ					JUGE SUPPLÉANT	
	Chambres	H	F	Postes vacants	Date de libération du poste	H	F
Abitibi-Témiscamingue		6	5	---	---	0	1
Estrie		7	10	---	---	2	0
Laval-Laurentides-Lanaudière		26	18	---	---	7	1
Mauricie-Bois-Francs		10	3	---	---	2	0
Outaouais		9	6	---	---	2	0
Saguenay-Lac-St-Jean		6	4	---	---	4	1
Montréal		45	50	4	2016-10-20 2016-12-19 2016-12-30 2017-01-01	16	7
Montérégie		21	17	---	---	6	2
Québec-Chaudières-Appalaches		26	15	1	2013-02-08	6	3
Bas-St-Laurent-Côte-Nord-IDLM		8	9	---	---	6	0
Sous-total :		164	137	5		51	15
TOTAL :							66

JUGE EN CONGÉ DE MALADIE LONGUE DURÉE AU 31 MARS 2017 : 2 JUGES EN CONGÉ DE MALADIE LONGUE DURÉE

REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE DANS LA MAGISTRATURE AU 31 MARS 2017

COUR DU QUÉBEC	H	F	TOTAL
CHAMBRE DE LA JEUNESSE	19	35	54
CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE	48	37	85
CHAMBRE CIVILE	33	26	59
JURIDICTION MIXTE	63	39	102
JUGE RESPONSABLE DES COURS MUNICIPALES	1		1
TOTAL	164	137	301

P.19 DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011 ET POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDIQUER LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR CHAMBRE, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES NOMMÉES.

MINISTÈRE

NOMINATIONS DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017, COMME JUGES À LA COUR DU QUÉBEC.

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
SAVARD, ANNIE	MONTRÉAL	JEUNESSE	2016-04-13
ST-ARNAUD, BERTRAND	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-04-13
TÉTREULT, MARTIN	ESTRIE	CIVILE ET JEUNESSE	2016-04-13
BEAUMONT, KATHY	SAGUENAY/LAC-ST-JEAN	JEUNESSE	2016-05-18
VAILLANCOURT, JEAN-SÉBASTIEN	MONTÉRÉGIE	CIVILE	2016-05-18
BACHAND, LINE	MONTRÉAL	JEUNESSE	2016-08-17
BOILLAT, ISABELLE	SAGUENAY/LAC-ST-JEAN	CIVILE, CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-08-17
COTNAM, GENEVIÈVE	QUÉBEC/CHAUDIÈRE-APPALACHES	CIVILE	2016-08-17
GOSSELIN, CHANTAL	QUÉBEC/CHAUDIÈRE-APPALACHES	CIVILE	2016-08-17
GREFFE, JULIE-MAUDE	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE	2016-08-17
GRZELA, PAUL	MONTRÉAL	JEUNESSE	2016-08-17
STE-MARIE, FRANÇOIS	MONTRÉAL	JEUNESSE	2016-08-17
BÉLANGER, MARIE-CLAUDE	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE/ NORD-DU-QUÉBEC	CIVILE, CRIMINELLE ET PÉNALE ET JEUNESSE	2016-10-05
CÔTE, SYLVIE	QUÉBEC/CHAUDIÈRE-APPALACHES	JEUNESSE	2016-10-05
CÔTES, FANNIE	QUÉBEC/CHAUDIÈRE-APPALACHES	JEUNESSE	2016-10-05
FORLINI, ENRICO	MONTRÉAL	CIVILE	2016-10-05
POIRIER, LUC	MONTÉRÉGIE	CIVILE, CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-10-05
RHÉAUME, JOSÉE	QUÉBEC/CHAUDIÈRE-APPALACHES	JEUNESSE	2016-10-05
THIBAULT, CARL	QUÉBEC/CHAUDIÈRE-APPALACHES	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-10-05
ZAOR, JO ANN	MONTRÉAL	CIVILE	2016-10-05
COSTOM, SUZANNE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-11-30
GIGUÈRE, KARINE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-01-25
GUÉNARD, STEVE	OUTAOUAIS	CIVILE, CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-01-25
LAVERGNE, SOPHIE	LAVAL/LAURENTIDES/LANAUDIÈRE	CRIMINELLE ET PÉNALE, JEUNESSE	2017-01-25
LARAMÉE, YANICK	LAVAL/LAURENTIDES/LANAUDIÈRE	CRIMINELLE ET PÉNALE, JEUNESSE	2017-01-25
ALBANESE, MARIA	LAVAL/LAURENTIDES/LANAUDIÈRE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
BÉLANGER, CLAUDIE	LAVAL/LAURENTIDES/LANAUDIÈRE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
CIMON, SERGE	LAVAL/LAURENTIDES/LANAUDIÈRE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
COMPAGNONE, PATRICIA	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
DALMAU, ALEXANDRE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
DAGENAIS, MARC-ANDRÉ	LAVAL/LAURENTIDES/LANAUDIÈRE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
DEL NEGRO, MANLIO	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
DUDEMAINE, DOMINIQUE	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
DUPRAS, PIERRE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
GRÉGOIRE, MYLÈNE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
HÉBERT, MÉLANIE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
LANCTÔT, ANNE-MARIE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
LEPAGE, MAGALI	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
LONGO, FLAVIA K.	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
PHILIPPE, MARK	OUTAOUAIS	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
RIVEST, GUYLAINE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
SIMON, DAVID-EMMANUEL	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28
ST-ONGE, ALEXANDRE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-03-28

NOMINATIONS DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017, COMME JUGES DE PAIX MAGISTRATS À LA COUR DU QUÉBEC.

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
FONTAINE, JOSÉE	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-04-20
LALIBERTÉ, JULIE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-04-20
LECOMPTE, NANCY	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-04-20
ROUILLIER, JACQUES	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-04-20
ROY, CAROLINE	LAVAL/LAURENTIDES/LANAUDIÈRE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-04-20
VANASSE, ANNIE	MAURICIE/CENTRE DU QUÉBEC	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-08-17
LAPLANTE, LOUIS-PHILIPPE	LAVAL/LAURENTIDES/LANAUDIÈRE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2016-10-19

P.20 **COPIE DE TOUT DOCUMENT ET DE LA CORRESPONDANCE ÉCHANGÉS ENTRE LE MJQ ET LE MINISTÈRE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE CONCERNANT LA NOMINATION DE JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE.**

MINISTÈRE

CETTE DEMANDE N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.21 NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2016-2017 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX. VENTILER PAR NATURE DE LA PLAINTÉ PORTÉE CONTRE LES JUGES.

MINISTÈRE

NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES EN 2016-2017

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
• PLAINTES DÉONTOLOGIQUES À L'ÉGARD DE JUGES	105

RÉSULTAT DES PLAINTES TRAITÉES EN 2016-2017

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
• PLAINTES JUGÉES NON FONDÉES	69
• PLAINTES RETENUES POUR EXAMEN	12
• PLAINTES NE JUSTIFIANT PAS UNE ENQUÊTE	2
• PLAINTES RETENUES POUR ENQUÊTE	2
• PLAINTES SOUS ÉTUDE	20

CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX EN 2016-2017

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE À L'ÉGARD D'UN JUGE	1

P.22 VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DES DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAIL SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.

MINISTÈRE

JUGES EN SITUATION DE GESTION (RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE)	1 ^{ER} JUILLET 2016
JUGE EN CHEF	29 034,60 \$
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	26 615,05 \$
JUGES EN CHEF ADJOINTS	21 775,95 \$
JUGES COORDONNATEURS	19 356,40 \$
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	14 517,30 \$
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	12 359,34 \$
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	14 517,30 \$

JUGES EN SITUATION DE GESTION (FRAIS DE FONCTION)	1 ^{ER} JUILLET 2016
JUGE EN CHEF	12 000 \$
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	11 000 \$
JUGES EN CHEF ADJOINTS	9 000 \$
JUGES COORDONNATEURS	6 000 \$
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	5 000 \$
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	6 000 \$
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	6 000 \$

MINISTÈRE

LE PROJET DE LOI NUMÉRO 33 EST ENTRÉ EN VIGUEUR LE 20 MAI 2015 ET LE PRÉLÈVEMENT DES SOMMES A ÉTÉ EFFECTUÉ À PARTIR DE CETTE DATE.

P.24 POUR 2016-2017, POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, FOURNIR :

- A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION

LISTE DES MEMBRES À TEMPS PLEIN AU 31 MARS 2017

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2017	SECTION
LOUIS CORMIER	140 117 \$	SAE
STÉPHAN F. DULUDE	132 694 \$	SAE
PIERRE LANTHIER	140 117 \$	SAE
ODETTE LAVERDIÈRE	140 117 \$	SAE
GILLES RENY	140 117 \$	SAE

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2017	SECTION
FRANÇOIS BOUTIN	140 117 \$	STE
ODETTE LACROIX	140 117 \$	STE
SUZANNE LÉVESQUE	140 117 \$	STE

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2017	SECTION
LOUISE BÉLANGER V.-P.	155 795 \$	SAI
MARIO BOUCHARD	140 117 \$	SAI
SÉBASTIEN CARON	129 404 \$	SAI
MARIE CHAREST	140 117 \$	SAI
RÉAL COLLIN	140 117 \$	SAI
DANIEL CÔTÉ	110 554 \$	SAI
CLAUDE DE CHAMPLAIN	140 117 \$	SAI
HÉLÈNE DE KOVACHICH	140 117 \$	SAI
JEAN DION	140 117 \$	SAI
GUY GAGNON	140 117 \$	SAI
CHARLES GOSSELIN	140 117 \$	SAI
CLÉMENT GOULET	140 117 \$	SAI
MANON GOYER	140 117 \$	SAI
STEVEN LAVOIE	117 335 \$	SAI
VÉRONIQUE PELLETIER	140 117 \$	SAI
JOSÉE PROULX	138 870 \$	SAI
ROBERT SANCHE	140 117 \$	SAI
PIERRE SÉGUIN	140 117 \$	SAI

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2017	SECTION
NATALIE LEJEUNE, PRÉSIDENTE	171 375 \$	SAS
CHAHÉ-PHILIPPE ARSLANIAN	140 117 \$	SAS
CAROLE BEAULIEU	107 783 \$	SAS
HÉLÈNE BEAUMIER	140 117 \$	SAS
LISE BIBEAU	140 117 \$	SAS
NATALIE BIBEAU	140 117 \$	SAS
BENOÎT BOISSY	145 385 \$	SAS
PRESHA BOTTINO	140 117 \$	SAS
CAROL BOUCHARD	124 577 \$	SAS
DIANE BOUCHARD	140 117 \$	SAS
JACQUES BOULANGER	140 117 \$	SAS
SYLVAIN BOURASSA	140 117 \$	SAS
ISABELLE BOURDAGES	107 783 \$	SAS
RICHARD BOURGALT	140 117 \$	SAS
JOSÉE CARON	145 385 \$	SAS
PIERRE CAUX	115 892 \$	SAS
CHRISTINE CÔTÉ	140 117 \$	SAS
SONIA COUTURE	107 783 \$	SAS
CLAUDIA DAO	130 314 \$	SAS
MICHEL DAVIAULT	140 117 \$	SAS
CLAIRE DESAULNIERS	140 117 \$	SAS
MARIE-JOSÉE DIONNE	123 401 \$	SAS
JEAN-MARC DUFOUR	140 117 \$	SAS
MARIO ÉVANGÉLISTE	140 117 \$	SAS
GILLES FONTAINE	123 401 \$	SAS
KATHYA GAGNON	140 117 \$	SAS
MARIE ANNIK GAGNON	140 117 \$	SAS
SYLVIE GAGNON	140 117 \$	SAS
SONIA GILBERT	92 784 \$	SAS
CAROLINE GONTHIER	140 117 \$	SAS
HÉLÈNE GOUIN	140 117 \$	SAS
LOUISE HAMEL	145 385 \$	SAS
MÉLISSA HOULE	131 664 \$	SAS
DANIEL LAGUEUX	140 117 \$	SAS
FRANÇOIS LANDRY	140 117 \$	SAS
MICHEL LAPORTE	140 117 \$	SAS
LUCIE LE FRANÇOIS	147 123 \$	SAS
GUY LEFRANÇOIS	116 678 \$	SAS
YVAN LE MOYNE	140 117 \$	SAS
CARL LECLERC	140 117 \$	SAS
GILLES LÉGARÉ	140 117 \$	SAS
ROBERT LESSARD	140 117 \$	SAS
ANNE LEYDET	140 117 \$	SAS

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2017	SECTION
DAVID PERRON	107 783 \$	SAS
STELLA PHANEUF	145 385 \$	SAS
YOLANDE PILETTE-KANE	101 457 \$	SAS
MICHÈLE RANDOIN	145 385 \$	SAS
DENIS SAUVÉ	140 117 \$	SAS
MICHEL RIVARD	140 117 \$	SAS
SOLANGE TARDY	145 385 \$	SAS
CLAUDE TURPIN	140 117 \$	SAS

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2017	SECTION
GISÈLE LACASSE, PRÉSIDENTE CETM	155 795 \$	CETM (SAS)
JOSEPH ANGLADE	140 117 \$	CETM (SAS)
DOMINIQUE AUDET	140 117 \$	CETM (SAS)
JEAN AUDET	140 117 \$	CETM (SAS)
ROBERT BORDUAS	140 117 \$	CETM (SAS)
JUDITH LAUZON	140 117 \$	CETM (SAS)
MARTINE LAVOIE	140 117 \$	CETM (SAS)
ÉRIC MORISSETTE	128 965 \$	CETM (SAS)
GERTRUDE ROCHELIN	140 117 \$	CETM (SAS)
MÉDARD SAUCIER	140 117 \$	CETM (SAS)

LISTE DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL AU 31 MARS 2017

PRÉNOM ET NOM	SECTION
JOCELYN CARPENTIER	SAS
ÉLIZABETH CZYZIW	SAS
BRUNO J. L'HEUREUX	SAS
LOUISE NOLET	SAS
DANIEL ROBERGE	SAS
GILLES THÉRIAULT	SAS

PRÉNOM ET NOM	SECTION
LOUISE M BLAIN	CETM (SAS)
CHANTAL CARON	CETM (SAS)
GÉRARD COURNOYER	CETM (SAS)
MARCEL COURTEMANCHE	CETM (SAS)
KARINE GOULET	CETM (SAS)
JACQUES LABRIE	CETM (SAS)
JEAN-FRANÇOIS LACERTE	CETM (SAS)
LIONEL LAMBERT	CETM (SAS)
HÉLÈNE LE BLANC	CETM (SAS)
JEAN ROBERT LEROUX	CETM (SAS)
LOUISE MALTAIS	CETM (SAS)
PHILIPPE NOBÉCOURT	CETM (SAS)

PRÉNOM ET NOM	SECTION
YVES QUENNEVILLE	CETM (SAS)
MARIE-LUCE QUINTAL	CETM (SAS)
PIERRE TÉTREULT	CETM (SAS)
GUY TREMBLAY	CETM (SAS)
ANDRÉ VILLENEUVE	CETM (SAS)

PRÉNOM ET NOM	SECTION
JACQUES FORGUES	SAI

B. PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUELÉ, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATION
DEPUIS L’AMENDEMENT APPORTÉ À LA <i>LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE</i> (PROJET DE LOI 103), LES MEMBRES SONT, DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2006, NOMMÉS SELON BONNE CONDUITE.							

C. PERSONNES NOMMÉES, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION.

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATION
BEAULIEU	CAROLE	TRAVAILLEUSE SOCIALE	SAS	2016-07-18			107 783 \$
BOURDAGES	ISABELLE	TRAVAILLEUSE SOCIALE	SAS	2016-07-18			107 783 \$
CARON	SÉBASTIEN	AVOCAT	SAI	2017-03-13			129 404 \$
CAUX	PIERRE	AVOCAT	SAS	2017-03-13			115 892 \$
COTÉ	DANIEL	ÉVALUATEUR AGRÉÉ	SAI	2016-11-28			110 554 \$
COUTURE	SONIA	TRAVAILLEUSE SOCIALE	SAS	2016-04-11			107 783 \$
DULUDE	STÉPHAN F.	AVOCAT	SAE	2017-03-13			132 694 \$
GILBERT	SONIA	TRAVAILLEUSE SOCIALE	SAS	2016-04-11			92 784 \$
GOULET	KARINE	MÉDECIN PSYCHIATRE	CETM (SAS)	2017-03-21			JUGE À TEMPS PARTIEL
HOULE	MÉLISSA	AVOCATE	SAS	2017-03-13			131 664 \$
LAVOIE	STEVEN	ÉVALUATEUR AGRÉÉ	SAI	2016-11-28			117 335 \$
LE BLANC	HÉLÈNE	MÉDECIN PSYCHIATRE	CETM (SAS)	2017-01-31			JUGE À TEMPS PARTIEL
LEFRANÇOIS	GUY	NOTAIRE	SAS	2017-03-13			116 678 \$
PERRON	DAVID	AVOCAT	SAS	2017-03-13			107 783 \$
QUENNEVILLE	YVES	MEDECIN PSYCHIATRE	CETM (SAS)	2016-10-03			JUGE À TEMPS PARTIEL
TÉTREULT	PIERRE	MEDECIN PSYCHIATRE	CETM (SAS)	2017-02-15			JUGE À TEMPS PARTIEL

P. 25 POUR 2016-2017, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER :

- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT, DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;
- B. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

1. DÉLAI MOYEN DE RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF* (EN JOURS)

L'ARTICLE 114 DE LA *LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE* MENTIONNE QUE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE DONT LA DÉCISION EST CONTESTÉE EST TENUE, DANS LES 30 JOURS SUIVANT LA RÉCEPTION DE LA COPIE DE LA REQUÊTE INTRODUCTIVE DU RECOURS, DE TRANSMETTRE AU SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ET AU REQUÉRANT UNE COPIE DU DOSSIER RELATIF À L'AFFAIRE.

SECTION/ MATIÈRE(s)	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	17	20
IMMIGRATION	27	26
INDEMNISATIONS DIVERSES**	38	45
RÉGIME DE RENTES	41	35
SÉCURITÉ DU REVENU	35	32
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	20	21
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE	52	128
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	19	22
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT		
	34	37

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DE L'ENVOI DE LA CORRESPONDANCE À LA PARTIE INTIMÉE JUSQU'À LA DATE DE RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF. CINQ JOURS SONT ENSUITE SOUSTRATS POUR LE DÉLAI DU COURRIER.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

2. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE* (EN MOIS)

SECTION/ MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	4,3	4,1
INDEMNISATIONS –VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	8,3	8,9
RÉGIME DE RENTES	6,4	6,0
SÉCURITÉ DU REVENU	7,5	7,4
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	8,6	8,8
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE	1,9	1,9
EXPROPRIATION	2,9	2,9
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	-	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	15,1	15,1

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L’INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L’ACCEPTATION DE L’OFFRE DE CONCILIATION JUSQU’À LA DATE DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE.

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

3. DÉLAI MOYEN POUR LES DOSSIERS FERMÉS EN CONCILIATION* (EN MOIS)

SECTION/ MATIÈRE(s)	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	10,6	10,7
INDEMNISATIONS –VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	12,1	10,4
RÉGIME DE RENTES	7,6	6,5
SÉCURITÉ DU REVENU	8,6	9,1
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	3,9	1,8
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE	6,7	-
EXPROPRIATION	2,7	3,1
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	-	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	-	-

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L’INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L’ACCEPTATION DE L’OFFRE DE CONCILIATION JUSQU’À LA DATE DE LA FERMETURE DU DOSSIER EN CONCILIATION.

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

4. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE* (EN MOIS)

SECTION/ MATIÈRE(s)	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	26,7	25,6
IMMIGRATION	7,4	7,5
INDEMNISATIONS DIVERSES**	21,3	22,5
RÉGIME DE RENTES	15,5	14,8
SÉCURITÉ DU REVENU	18,9	17,3
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	8,0	7,4
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE	13,4	11,1
EXPROPRIATION ***	38,5	38,4
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	9,3	11,7
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	11,4	12,6

- * LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF JUSQU’À LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE.
- ** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.
- *** EN MATIÈRE D’EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DU DÉPÔT DE L’« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L’OUVERTURE DU DOSSIER) JUSQU’À LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE.

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

5. DÉLAI MOYEN DU DÉLIBÉRÉ POUR LES DOSSIERS FERMÉS* (EN JOURS)

L'ARTICLE 146 DE LA *LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE* ÉNONCE QUE DANS TOUTE AFFAIRE, DE QUELQUE NATURE QU'ELLE SOIT, LA DÉCISION DOIT ÊTRE RENDUE DANS LES TROIS MOIS SUIVANT SA PRISE EN DÉLIBÉRÉ.

SECTION/ MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	59	56
IMMIGRATION	25	22
INDEMNISATIONS –VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	61	55
RÉGIME DE RENTES	57	53
SÉCURITÉ DU REVENU	54	55
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	55	52
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE	34	41
EXPROPRIATION	71	72
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	50	61
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	73	77

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DU DÉBUT DU DÉLIBÉRÉ (QUI CORRESPOND EN GÉNÉRAL AVEC LA DATE DE L’AUDIENCE TENUE) JUSQU’À LA DATE DE LA DÉCISION RENDUE.

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

6. DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT POUR LES DOSSIERS FERMÉS* (EN MOIS)

CE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DU DÉPÔT DU RECOURS PAR LE REQUÉRANT JUSQU’À LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER A ÉTÉ FERMÉ À LA SUITE D’UNE DÉCISION, D’UN RÈGLEMENT, D’UN DÉSISTEMENT OU D’UNE CONCILIATION.

SECTION/ MATIÈRE(S)	DU 1 ^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1 ^{ER} AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
ASSURANCE AUTOMOBILE	28,6	29,3
IMMIGRATION	16,3	16,8
INDEMNISATIONS DIVERSES **	29,8	29,4
RÉGIME DE RENTES	21,1	21,1
SÉCURITÉ DU REVENU	18,2	18,1
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	10,4	10,5
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES		
FISCALITÉ MUNICIPALE	21,2	15,7
EXPROPRIATION***	45,5	46,5
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES		
	12,6	11,7
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT		
	15,4	14,5

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DE RÉCEPTION DU RECOURS DE LA PART DU REQUÉRANT (OU À PARTIR DE LA DATE DE LA PREMIÈRE OFFRE OU RÉCLAMATION DÉTAILLÉE DANS LE CAS D’UNE EXPROPRIATION) JUSQU’À LA DATE DE LA FERMETURE DU DOSSIER.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

*** EN MATIÈRE D’EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE L’« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L’OUVERTURE DU DOSSIER) JUSQU’À LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER A ÉTÉ FERMÉ À LA SUITE D’UNE DÉCISION, D’UN RÈGLEMENT, D’UN DÉSISTEMENT OU D’UNE CONCILIATION.

B. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES

LES STATISTIQUES SUR LES DOSSIERS TRAITÉS NE SONT DISPONIBLES QUE PAR SECTION OU MATIÈRE ET NON POUR CHACUN DES MEMBRES DU TRIBUNAL.

P.26 POUR 2016-2017, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF :

- A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES;
- B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS;
- C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES :

TOUTES LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC.

B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS :

CONCILIATION	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
DOSSIERS TRAITÉS	2 738	2 041

C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT :

CONCILIATION	DU 1ER AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	DU 1ER AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2016
ACCORDS	1 135	747
DÉSISTEMENTS	123	66
TOTAL	1 258	813

- P.27 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER :
- A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES, EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DU MANDAT;
 - B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, INCLUANT LA DATE.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN.

À TEMPS PLEIN AU 31 MARS 2017

TOTAL 5	NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	CORMIER	LOUIS	SAE	1997-01-06
	DULUDE	STÉPHAN	SAE	2017-03-13
	LANTHIER	PIERRE	SAE	1992-01-20
	LAVERDIÈRE	ODETTE	SAE	1997-10-14
	RENY	GILLES	SAE	2010-03-01

TOTAL 3	NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	BOUTIN	FRANÇOIS	STE	2008-09-22
	LACROIX	ODETTE	STE	2006-07-17
	LÉVESQUE	SUZANNE	STE	2008-10-14

TOTAL 18	NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	BÉLANGER	LOUISE V.-P.	SAI	2006-07-17
	BOUCHARD	MARIO	SAI	2008-03-25
	CARON	SÉBASTIEN	SAI	2017-03-13
	CHAREST	MARIE	SAI	2008-04-03
	COLLIN	RÉAL	SAI	1981-03-11
	CÔTÉ	DANIEL	SAI	2016-11-28
	DE CHAMPLAIN	CLAUDE	SAI	1994-05-02
	DE KOVACHICH	HÉLÈNE	SAI	2006-05-02
	DION	JEAN	SAI	2009-03-02
	GAGNON	GUY	SAI	1992-08-03
	GOSSELIN	CHARLES	SAI	1992-08-03
	GOULET	CLÉMENT	SAI	2011-04-04
	GOYER	MANON	SAI	2006-10-30
	LAVOIE	STEVEN	SAI	2016-11-28
	PELLETIER	VÉRONIQUE	SAI	1994-07-18
	PROULX	JOSÉE	SAI	2012-06-18
	SANCHE	ROBERT	SAI	2008-03-25
	SÉGUIN	PIERRE	SAI	2012-06-18

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
LEJEUNE	NATALIE, PRÉSIDENTE	SAS	2009-02-23
ARSLANIAN	CHAHÉ-PHILIPPE	SAS	1994-07-20
BEAULIEU	CAROLE	SAS	2016-07-18
BEAUMIER	HÉLÈNE	SAS	1998-01-05
BIBEAU	LISE	SAS	2006-07-17
BIBEAU	NATALIE	SAS	2014-02-17
BOISSY	BENOÎT	SAS	2009-04-14

TOTAL
51

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
BOTTINO	PRESHA	SAS	2006-04-24
BOUCHARD	CAROL	SAS	2014-02-17
BOUCHARD	DIANE	SAS	2012-06-04
BOULANGER	JACQUES	SAS	2014-02-17
BOURASSA	SYLVAIN	SAS	2014-02-17
BOURDAGES	ISABELLE	SAS	2016-07-18
BOURGAULT	RICHARD	SAS	2010-03-01
CARON	JOSÉE	SAS	2009-03-16
CAUX	PIERRE	SAS	2017-03-13
CÔTÉ	CHRISTINE	SAS	2011-04-11
COUTURE	SONIA	SAS	2016-04-11
DAO	CLAUDIA	SAS	2015-06-01
DAVIAULT	MICHEL	SAS	1998-03-09
DESAULNIERS	CLAIRE	SAS	2007-10-01
DIONNE	MARIE-JOSÉE	SAS	2014-02-17
DUFOUR	JEAN-MARC	SAS	2007-03-12
ÉVANGÉLISTE	MARIO	SAS	2012-06-18
FONTAINE	GILLES	SAS	2014-02-17
GAGNON	KATHYA	SAS	2008-10-14
GAGNON	MARIE ANNIK	SAS	2014-02-17
GAGNON	SYLVIE	SAS	2012-06-04
GILBERT	SONIA	SAS	2016-04-11
GONTHIER	CAROLINE	SAS	2009-02-23
GOUIN	HÉLÈNE	SAS	1989-04-03
HAMEL	LOUISE	SAS	2002-02-04
HOULE	MÉLISSA	SAS	2017-03-13
LAGUEUX	DANIEL	SAS	2007-10-29
LANDRY	FRANÇOIS	SAS	1998-03-09
LAPORTE	MICHEL	SAS	2006-05-01
LE FRANÇOIS	LUCIE V.-P.	SAS	2006-09-05
LEFRANÇOIS	GUY	SAS	2017-03-13
LE MOYNE	YVAN	SAS	2007-09-24
LECLERC	CARL	SAS	2014-02-17
LÉGARÉ	GILLES	SAS	1989-11-03
LESSARD	ROBERT	SAS	1994-07-18
LEYDET	ANNE	SAS	1998-03-23
PERRON	DAVID	SAS	2017-03-13
PHANEUF	STELLA	SAS	2004-12-01
PILETTE-KANE	YOLANDE	SAS	2014-02-17
RANDOIN	MICHÈLE	SAS	2009-03-23
SAUVÉ	DENIS	SAS	2009-02-23
RIVARD	MICHEL	SAS	2015-06-01
TARDY	SOLANGE	SAS	1999-08-23
TURPIN	CLAUDE	SAS	2011-04-11

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
LACASSE	GISÈLE – PRÉSIDENTE CETM	CETM (SAS)	2011-03-28
ANGLADE	JOSEPH	CETM (SAS)	1997-02-10

TOTAL
10

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
AUDET	DOMINIQUE	CETM (SAS)	1998-03-09
AUDET	JEAN	CETM (SAS)	2007-10-09
BORDUAS	ROBERT	CETM (SAS)	2008-10-14
LAUZON	JUDITH	CETM (SAS)	2011-04-18
LAVOIE	MARTINE	CETM (SAS)	2006-04-18
MORISSETTE	ÉRIC	CETM (SAS)	2014-02-17
ROCHELIN	GERTRUDE	CETM (SAS)	2010-07-19
SAUCIER	MÉDARD	CETM (SAS)	1992-07-06

À TEMPS PARTIEL AU 31 MARS 2017

TOTAL
24

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
CARPENTIER	JOCELYN	SAS	2008-01-01
CZYZIW	ÉLIZABETH	SAS	2012-11-26
L'HEUREUX	BRUNO J.	SAS	2014-02-17
NOLET	LOUISE	SAS	2015-07-06
ROBERGE	DANIEL	SAS	2011-08-12
THÉRIAULT	GILLES	SAS	1977-11-16
BLAIN	LOUISE M	CETM (SAS)	1996-02-21
CARON	CHANTAL	CETM (SAS)	2010-01-10
COURNOYER	GÉRARD	CETM (SAS)	2012-11-26
COURTEMANCHE	MARCEL	CETM (SAS)	1993-01-20
GOULET	KARINE	CETM (SAS)	2017-03-21
LABRIE	JACQUES	CETM (SAS)	1981-02-09
LACERTE	JEAN-FRANÇOIS	CETM (SAS)	2000-07-31
LAMBERT	LIONEL	CETM (SAS)	1993-01-20
LE BLANC	HÉLÈNE	CETM (SAS)	2017-01-31
LEROUX	JEAN ROBERT	CETM (SAS)	2015-11-02
MALTAIS	LOUISE	CETM (SAS)	1998-03-23
NOBÉCOURT	PHILIPPE	CETM (SAS)	2011-03-28
QUENNEVILLE	YVES	CETM (SAS)	2016-10-03
QUINTAL	MARIE-LUCE	CETM (SAS)	2013-07-08
TÉTREULT	PIERRE	CETM (SAS)	2017-02-15
TREMBLAY	GUY	CETM (SAS)	2012-06-04
VILLENEUVE	ANDRÉ	CETM (SAS)	2003-03-10
FORGUES	JACQUES	SAI	2008-04-01

B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS AU 31 MARS 2017 INCLUANT LA DATE

À TEMPS PLEIN

TOTAL 10	NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
	08015	2016-11-24
	08026	2016-02-11
	08030	2015-07-18
	08035	2016-12-30
	08040	2016-04-14
	08068	2012-10-06
	08083	2013-01-13
	08093	2014-07-11
	08095	2016-01-05
	08097	2013-03-16

À TEMPS PARTIEL

TOTAL 7	NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
	8904	2014-10-06
	8911	2016-01-01
	8914	2014-09-30
	8924	2016-06-01
	8926	2016-12-24
	8931	2016-07-01
	8932	2014-12-11

P.28 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

2016-2017

NOMBRE	NATURE	RÉSULTATS
99	NOMBRE TOTAL DE DOSSIERS DE PLAINTÉ POUR L'EXERCICE 2016-2017	
25	DOSSIERS DE PLAINTÉ REPORTÉS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	
74	DOSSIERS DE PLAINTÉ OUVERTS DANS L'EXERCICE 2016-2017	
53		PLAINTES DÉCLARÉES IRRECEVABLES
9		PLAINTES DÉCLARÉES RECEVABLES (RETENUES POUR ENQUÊTE)
3		PLAINTES JUGÉES NON FONDÉES PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
0		PLAINTES DÉCLARÉES SANS OBJET PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
2		PLAINTES JUGÉES FONDÉES PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
39		PLAINTES EN COURS DE TRAITEMENT

P.29 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUE; VENTILATION PAR RADAR PHOTO).

MINISTÈRE

2016-2017

RADAR PHOTO	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS ²	MONTANT ³
RADAR FIXES		
TOTAL FIXES ¹	91 084	10 947 735 \$
RADARS MOBILES ¹	136 925	16 573 122 \$
FEUX ROUGES		
TOTAL FEUX ROUGES ¹	3 416	576 794 \$
TOTAL	231 425	28 097 651 \$

¹ RÉPARTITION DES RADARS, DU RÉSEAU ROUTIER DÉTERMINÉS PAR UN ARRÊTÉ MINISTÉRIEL :

- ONZE RADARS FIXES VITESSE;
- VINGT-TROIS RADARS MOBILES OPÉRANT SUR 127 SITES (EXCLUANT LES ZONES SCOLAIRES ET LES CHANTIERS DE CONSTRUCTION);
- DIX-SEPT RADARS FIXES FEUX ROUGES (DONT 8 FEUX ROUGES ET VITESSE).

² LE NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REPRÉSENTE LE NOMBRE DE CONSTATS SIGNIFIÉS.

³ LE MONTANT TOTAL DES AMENDES, DES FRAIS DE CONSTAT ET DE LA CONTRIBUTION PÉNALE APPARAISSANT SUR LES CONSTATS AU 28 FÉVRIER 2017.

P.30 NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE EN 2016-2017, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

**1. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	8 645	7 621	88.2%	882	10.2%	142	1.6%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	8 304	7 459	89.8%	807	9.7%	38	0.5%
CÔTE-NORD	3 858	3 327	86.2%	326	8.4%	205	5.3%
ESTRIE	12 357	10 878	88.0%	1 270	10.3%	209	1.7%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	24 662	19 404	78.7%	4 878	19.8%	380	1.5%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	15 080	12 552	83.2%	2 331	15.5%	197	1.3%
MONTRÉAL	57 503	43 305	75.3%	13 345	23.2%	853	1.5%
OUTAOUAIS	11 993	10 185	84.9%	1 667	13.9%	141	1.2%
QUÉBEC	19 599	16 300	83.2%	2 957	15.1%	342	1.7%
RIVE-SUD	27 987	22 951	82.0%	4 905	17.5%	131	0.5%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	7 632	6 578	86.2%	730	9.6%	324	4.2%
TOTAL	197 620	160 560	81.2%	34 098	17.3%	2 962	1.5%

**2. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	CAS CONFIÉS À DES AVOCATS	%	CAS CONFIÉS À DES NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	7 600	99.7%	21	0.3%	7 621
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	7 437	99.7%	22	0.3%	7 459
CÔTE-NORD	3 324	99.9%	3	0.1%	3 327
ESTRIE	10 865	99.9%	13	0.1%	10 878
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	19 388	99.9%	16	0.1%	19 404
MAURICIE-BOIS-FRANCS	12 515	99.7%	37	0.3%	12 552
MONTRÉAL	43 231	99.8%	74	0.2%	43 305
OUTAOUAIS	10 167	99.8%	18	0.2%	10 185
QUÉBEC	16 261	99.8%	39	0.2%	16 300
RIVE-SUD	22 891	99.7%	60	0.3%	22 951
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	6 562	99.8%	16	0.2%	6 578
TOTAL	160 241	99.8%	319	0.2%	160 560

3. RÉPARTITION DES DEMANDES ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION
Du 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3 368	44.3%	4 232	55.7%	7 600
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	4 175	56.1%	3 262	43.9%	7 437
CÔTE-NORD	1 765	53.1%	1 559	46.9%	3 324
ESTRIE	5 459	50.2%	5 406	49.8%	10 865
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	7 432	38.3%	11 956	61.7%	19 388
MAURICIE-BOIS-FRANCS	6 121	48.9%	6 394	51.1%	12 515
MONTRÉAL	19 519	45.2%	23 712	54.8%	43 231
OUTAOUAIS	5 740	56.5%	4 427	43.5%	10 167
QUÉBEC	7 375	45.4%	8 886	54.6%	16 261
RIVE-SUD	9 987	43.6%	12 904	56.4%	22 891
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	3 498	53.3%	3 064	46.7%	6 562
TOTAL	74 439	46.5%	85 802	53.5%	160 241

4. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION
Du 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	REFUS AVOCATS	%	REFUS NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	878	99.5%	4	0.5%	882
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	799	99.0%	8	1.0%	807
CÔTE-NORD	326	100.0%	0	0.0%	326
ESTRIE	1 260	99.2%	10	0.8%	1 270
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	4 859	99.6%	19	0.4%	4 878
MAURICIE-BOIS-FRANCS	2 293	98.4%	38	1.6%	2 331
MONTRÉAL	13 291	99.6%	54	0.4%	13 345
OUTAOUAIS	1 662	99.7%	5	0.3%	1 667
QUÉBEC	2 942	99.5%	15	0.5%	2 957
RIVE-SUD	4 883	99.6%	22	0.4%	4 905
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	725	99.3%	5	0.7%	730
TOTAL	33 918	99.5%	180	0.5%	34 098

5. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION
Du 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	REFUS SALARIÉS	%	REFUS PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	358	40.6%	524	59.4%	882
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	392	48.6%	415	51.4%	807
CÔTE-NORD	143	43.9%	183	56.1%	326
ESTRIE	619	48.7%	651	51.3%	1 270
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 620	33.2%	3 258	66.8%	4 878
MAURICIE-BOIS-FRANCS	926	39.7%	1 405	60.3%	2 331
MONTRÉAL	8 414	63.0%	4 931	37.0%	13 345
OUTAOUAIS	1 224	73.4%	443	26.6%	1 667
QUÉBEC	1 332	45.0%	1 625	55.0%	2 957
RIVE-SUD	2 518	51.3%	2 387	48.7%	4 905
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	375	51.4%	355	48.6%	730
TOTAL	17 921	52.6%	16 177	47.4%	34 098

6. RÉPARTITION DES DEMANDES NON STATUÉES SELON QU'ELLES SONT EN ATTESTATION CONDITIONNELLE OU EN

SUSPENS PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	%	EN SUSPENS	%	TOTAL DES DEMANDES NON STATUÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	0.7%	141	99.3%	142
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	5	13.2%	33	86.8%	38
CÔTE-NORD	5	2.4%	200	97.6%	205
ESTRIE	4	1.9%	205	98.1%	209
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	37	9.7%	343	90.3%	380
MAURICIE-BOIS-FRANCS	2	1.0%	195	99.0%	197
MONTRÉAL	170	19.9%	683	80.1%	853
OUTAOUAIS	3	2.1%	138	97.9%	141
QUÉBEC	29	8.5%	313	91.5%	342
RIVE-SUD	60	45.8%	71	54.2%	131
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	18	5.6%	306	94.4%	324
TOTAL	334	11.3%	2 628	88.7%	2 962

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LA SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2017

LA SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2017 ÉTAIT LA SUIVANTE : L'AIDE JURIDIQUE AVAIT DES BUREAUX DANS QUATRE-VINGT-ONZE (91) VILLES DU QUÉBEC, COMPRENANT CENT TREIZE UNITÉS (113) DONT QUATRE-VINGT-DIX (90) À TEMPS PLEIN ET VINGT-TROIS (23) À TEMPS PARTIEL. L'EXPÉRIENCE MOYENNE DES AVOCATS SALARIÉS DU RÉSEAU EST D'ENVIRON 16.2 ANNÉES D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE AU 31 MARS 2017.

P.32 POUR 2016-2017, INDIQUER LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DU RÈGLEMENT SUR L'ADMISSIBILITÉ JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ADMETTRE À L'AIDE JURIDIQUE QUELQU'UN QUI N'EST PAS FINANCIÈREMENT ADMISSIBLE, EN TENANT COMPTE DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET DU FAIT QU'UN REFUS ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.

EN 2016-2017, AUCUNE DEMANDE N'A ÉTÉ TRANSMISE AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION PAR LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES CENTRES COMMUNAUTAIRES JURIDIQUES.

P.33 POUR 2016-2017, FOURNIR :

- A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
 - B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
 - C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
 - D. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.
-

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. AUCUN MANDAT N'A ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016. CET ARTICLE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ACCORDER L'AIDE JURIDIQUE À UNE PERSONNE QUI NE PEUT, SUIVANT LES AUTRES DISPOSITIONS DE LA LOI, BÉNÉFICIER DE CETTE AIDE, S'IL CONSIDÈRE QUE DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES LE JUSTIFIENT ET QUE LE FAIT DE LUI REFUSER CETTE AIDE ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.
- B. 8 450 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9° DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1ER AVRIL 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI QUI MET EN CAUSE SOIT LA SÉCURITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE D'UNE PERSONNE, SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCES, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE.
- C. 4 528 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8° DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1ER AVRIL 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI SI LA PERSONNE À QUI L'AIDE JURIDIQUE SERAIT ACCORDÉE SUBIT OU SUBIRA VRAISEMBLABLEMENT UNE ATTEINTE GRAVE À SA LIBERTÉ, NOTAMMENT UNE MESURE DE GARDE OU DE DÉTENTION.
- D. LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1ER AVRIL 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016, EST DE 2 572. L'ARTICLE 4.11 PRÉVOIT QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE PEUT ÊTRE REFUSÉE OU RETIRÉE, SELON LE CAS, LORSQUE L'AFFAIRE OU LE RECOURS N'APPARAÎT PAS FONDÉ, COMPTE TENU NOTAMMENT DE L'UN OU L'AUTRE DES FACTEURS SUIVANTS :
 - 1) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE NE PEUT ÉTABLIR LA VRAISEMBLANCE D'UN DROIT;
 - 2) CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS A MANIFESTEMENT TRÈS PEU DE CHANCE DE SUCCÈS;
 - 3) LES COÛTS QUE CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS ENTRAÎNERAIT, SERAIENT DÉRAISONNABLES PAR RAPPORT AUX GAINS OU AUX PERTES QUI POURRAIENT EN RÉSULTER POUR LE REQUÉRANT OU, SELON LE CAS, LE BÉNÉFICIAIRE, À MOINS QU'IL NE METTE EN CAUSE SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCE, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE;
 - 4) LE JUGEMENT OU LA DÉCISION NE SERAIT PROBABLEMENT PAS SUSCEPTIBLE D'EXÉCUTION;
 - 5) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE OU QUI EN BÉNÉFICIE REFUSE, SANS MOTIF VALABLE, UNE PROPOSITION RAISONNABLE DE RÈGLEMENT DE L'AFFAIRE;
 - 6) LES SERVICES POUR LESQUELS CETTE AIDE EST DEMANDÉE PEUVENT ÊTRE OBTENUS AUTREMENT, NOTAMMENT PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN AUTRE SERVICE GOUVERNEMENTAL OU D'UN AUTRE ORGANISME.

P.34 COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, ET CE, POUR 2016-2017.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES (1) ENCOURUS PAR
LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	42 330	68.4%	19 557	31.6%	61 887
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	101 526	66.7%	50 610	33.3%	152 136
CÔTE-NORD	42 248	75.9%	13 419	24.1%	55 667
ESTRIE	149 905	96.5%	5 449	3.5%	155 354
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	165 350	84.2%	30 974	15.8%	196 324
MAURICIE-BOIS-FRANCS	136 509	86.3%	21 747	13.7%	158 256
MONTRÉAL	909 840	94.9%	48 920	5.1%	958 760
OUTAOUAIS	156 242	96.7%	5 308	3.3%	161 550
QUÉBEC	106 677	68.7%	48 524	31.3%	155 201
RIVE-SUD	268 424	94.0%	17 229	6.0%	285 653
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	62 493	89.4%	7 385	10.6%	69 878
TOTAL	2 141 544	88.8%	269 122	11.2%	2 410 666

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES (1) ENCOURUS PAR
LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	40 981	43.7%	52 860	56.3%	93 841
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	74 842	70.1%	31 944	29.9%	106 786
CÔTE-NORD	16 561	22.9%	55 829	77.1%	72 390
ESTRIE	227 126	86.6%	35 150	13.4%	262 276
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	306 961	60.8%	197 836	39.2%	504 797
MAURICIE-BOIS-FRANCS	113 079	84.9%	20 053	15.1%	133 132
MONTRÉAL	749 909	75.8%	239 926	24.2%	989 835
OUTAOUAIS	48 873	83.6%	9 612	16.4%	58 485
QUÉBEC	118 227	36.3%	207 376	63.7%	325 603
RIVE-SUD	324 567	91.0%	31 958	9.0%	356 525
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	45 600	80.5%	11 039	19.5%	56 639
TOTAL	2 066 726	69.8%	893 583	30.2%	2 960 309

(1) INCLUANT LES FRAIS D'EXPERTISE, EXCLUANT LE COÛT POUR PHOTOCOPIES ET LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS.

P.35 COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS, DE 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D'EXPERTISE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR
LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	15 807	54.7%	13 100	45.3%	28 907
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	41 260	52.3%	37 596	47.7%	78 856
CÔTE-NORD	2 773	34.3%	5 314	65.7%	8 087
ESTRIE	42 299	89.4%	5 027	10.6%	47 326
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	40 588	68.9%	18 315	31.1%	58 903
MAURICIE-BOIS-FRANCS	57 941	91.1%	5 668	8.9%	63 609
MONTREAL	306 701	92.0%	26 759	8.0%	333 460
OUTAOUAIS	28 843	88.1%	3 881	11.9%	32 724
QUEBEC	24 528	39.6%	37 441	60.4%	61 969
RIVE-SUD	51 370	83.9%	9 874	16.1%	61 244
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	14 481	72.6%	5 454	27.4%	19 935
TOTAL	626 591	78.8%	168 429	21.2%	795 020

RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR
LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	16 393	54.8%	13 500	45.2%	29 893
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	32 534	57.7%	23 825	42.3%	56 359
CÔTE-NORD	1 288	15.2%	7 209	84.8%	8 497
ESTRIE	25 913	53.8%	22 215	46.2%	48 128
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	115 625	55.6%	92 390	44.4%	208 015
MAURICIE-BOIS-FRANCS	30 318	87.8%	4 200	12.2%	34 518
MONTREAL	269 339	69.9%	115 891	30.1%	385 230
OUTAOUAIS	11 949	62.5%	7 175	37.5%	19 124
QUEBEC	50 600	54.5%	42 210	45.5%	92 810
RIVE-SUD	111 115	84.4%	20 545	15.6%	131 660
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	12 149	72.6%	4 590	27.4%	16 739
TOTAL	677 223	65.7%	353 750	34.3%	1 030 973

P.36 PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2017-2018. FOURNIR UN COMPARATIF AVEC 2016-2017.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2016-2017 (κ\$)
SUBVENTION VERSÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	176 477,6
REVENUS AUTONOMES ESTIMÉS	2 500,0
UTILISATION DE LA RÉSERVE GÉNÉRALE	0,0
TOTAL	178 977,6

P.37 VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'EFFECTIF, AU 31 MARS 2017, POUR LA COMMISSION ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS POUR LA COMMISSION AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX AU 31 MARS 2017

RÉGIONS	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
ABITIBI - TÉMISCAMINGUE				
ADMINISTRATION & AMOS	3,0	5,6		8,6
ROUYN-NORANDA	3,0	3,0		6,0
VILLE-MARIE	1,0	1,0		2,0
VAL D'OR	3,0	4,0		7,0
LA SARRE	1,0	1,6		2,6
NORD	3,0	2,0		5,0
KUUJUAQ	1,0	1,0		2,0
CHIBOUGAMAU	1,0	1,0		2,0
	16,0	19,2	0,0	35,2
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE				
RIMOUSKI	5,0	8,0	1,0	14,0
NEW RICHMOND	2,0	2,7		4,7
RIVIÈRE-DU-LOUP	3,0	5,0	1,0	9,0
GASPÉ	1,0	1,5		2,5
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1,0	1,0		2,0
MATANE	2,0	2,5		4,5
CHANDLER	2,0	2,7		4,7
AMQUI	1,0	1,5		2,5
STE-ANNE-DES-MONTS	1,0	1,5		2,5
CABANO	1,0	1,6		2,6
	19,0	28,0	2,0	49,0
CÔTE-NORD				
SEPT-ÎLES	5,0	5,5	0,5	11,0
BAIE-COMEAU	4,0	4,0		8,0
FORESTVILLE	1,0	2,0		3,0
	10,0	11,5	0,5	22,0
ESTRIE				
SHERBROOKE (ADMINISTRATION ET CIVIL)	9,0	16,0	0,5	25,5
COATICOOK	1,0	1,0		2,0
THETFORD MINES	3,0	4,0		7,0
ASBESTOS	2,0	2,5		4,5
LAC MEGANTIC	1,0	1,0		2,0
MAGOG	2,0	2,5		4,5
SHERBROOKE (JEUNESSE ET CRIMINEL)	8,0	6,5		14,5
	26,0	33,5	0,5	60,0

RÉGIONS	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE				
ST-JÉRÔME (30 OUEST, DE MARTIGNY)	13,0	14,1	1,5	28,6
JOLIETTE	9,0	10,0	0,5	19,5
MONT-LAURIER	2,0	2,2		4,2
STE-THÉRÈSE	2,0	4,0		6,0
REPENTIGNY	2,0	3,7		5,7
STE-AGATHE	1,0	1,6		2,6
LACHUTE	1,0	1,6		2,6
ST-EUSTACHE	1,0	1,9		2,9
TERREBONNE	1,0	1,5		2,5
ADMINISTRATION	1,0	4,0		5,0
	33,0	44,6	2,0	79,6
MAURICIE-BOIS-FRANCS				
TROIS-RIVIÈRES (1350 ROYALE)	9,0	10,0	0,5	19,5
SHAWINIGAN	4,0	5,0	0,5	9,5
LA TUQUE	1,0	1,0		2,0
DRUMMONDVILLE	5,0	6,5		11,5
VICTORIAVILLE	4,0	4,5	0,5	9,0
LOUISEVILLE	1,0	1,0		2,0
ADMINISTRATION	1,0	3,5		4,5
	25,0	31,5	1,5	58,0
MONTRÉAL				
LAVAL	12,0	10,0	0,5	22,5
CENTRE SUD	7,0	9,0	0,5	16,5
DIV. JEUNESSE (5800 ST-DENIS)	12,0	8,5	0,5	21,0
DIVISION CRIMINELLE	21,0	26,0	2,0	49,0
MAISONNEUVE-MERCIER	8,0	10,0	0,5	18,5
MONTRÉAL-NORD	8,0	10,0	0,5	18,5
CÔTE-DES-NEIGES	5,0	7,0	0,5	12,5
CRÉMAZIE	8,0	10,0	0,5	18,5
SUD-OUEST	9,0	11,0	0,5	20,5
ADMINISTRATION	3,0	23,5		26,5
IMMIGRATION	4,0	8,0		12,0
POINTE-ST-CHARLES	3,0	5,0		8,0
SANTÉ MENTALE	4,0	2,0		6,0
SERVICE DE GARDE	7,0	1,0		8,0
	111,0	141,0	6,0	258,0
OUTAOUAIS				
GATINEAU (CIVIL, FAMILLE, JEUNESSE & ADMINISTRATION)	9,0	14,0		23,0
MANIWAKI	2,0	2,5		4,5
CAMPBELL'S BAY	1,0	1,0		2,0
BUCKINGHAM	1,8	2,5		4,3
GATINEAU	5,0	6,5		11,5
GATINEAU - SECTION CRIMINELLE	6,0	6,0	0,5	12,5
AYLMER	1,0	1,0		2,0
ST-ANDRÉ AVELLIN	0,2			0,2
	26,0	33,5	0,5	60,0

RÉGIONS	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
QUÉBEC				
CHARLESBOURG (5350 H.-BOURASSA)	2,0	6,0		8,0
LA MALBAIE	1,0	1,0		2,0
LÉVIS	3,0	4,0		7,0
MONTMAGNY	2,0	2,0		4,0
ST-GEORGES-DE-BEAUCE	3,0	3,0		6,0
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	2,0	2,0		4,0
QC - SECTION JEUNESSE	7,0	6,0	1,0	14,0
QC - SECTION CRIMINELLE	9,0	10,0	1,0	20,0
CENTRE-VILLE	5,0	7,0		12,0
CHARLESBOURG (8500 H.-BOURASSA)	5,0	7,0		12,0
	39,0	48,0	2,0	89,0
RIVE-SUD				
LONGUEUIL (101 ROLAND-THERRIEN)	2,0	4,0	0,5	6,5
LONGUEUIL - AFFAIRES CIVILES	6,0	7,5	1,0	14,5
CHÂTEAUGUAY	2,0	3,0		5,0
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	3,0	4,0		7,0
ST-HYACINTHE	4,0	5,0		9,0
SOREL	3,0	4,0		7,0
GRANBY	4,0	4,0		8,0
VALLEYFIELD	5,0	5,0		10,0
COWANSVILLE	2,0	3,0		5,0
LONGUEUIL- CRIMINEL & JEUNESSE	10,0	7,0		17,0
BROSSARD	4,0	5,0		9,0
VAUDREUIL - DORION	1,0	1,0		2,0
	46,0	52,5	1,5	100,0
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN				
CHICOUTIMI	6,0	9,0		15,0
ALMA	3,0	4,0		7,0
ROBERVAL	2,0	2,0		4,0
DOLBEAU-MISTASSINI	1,0	2,0		3,0
LA BAIE	1,0	1,0		2,0
JONQUIÈRE	3,0	4,0		7,0
	16,0	22,0	0,0	38,0
COMMISSION	12,0	46,0		58,0
TOTAL DES EFFECTIFS	379,0	511,3	16,5	906,8

P.38 BILAN DE LA HAUSSE DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE EN VIGUEUR DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2014. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT (JANVIER À DÉCEMBRE 2016)

RÉGIONS	DEMANDES REÇUES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	12 106
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	11 105
CÔTE-NORD	5 247
ESTRIE	16 630
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	34 103
MAURICIE-BOIS-FRANCS	20 057
MONTREAL	77 622
OUTAOUAIS	16 323
QUEBEC	26 580
RIVE-SUD	37 728
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	10 613
TOTAL	268 114

P.39 **ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE DROIT CRIMINEL. FOURNIR DES PRÉCISIONS CONCERNANT LE VOLET TOUCHANT L'IMMIGRATION ET LES RÉFUGIÉS. INCLURE LES CONCLUSIONS DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL MANDATÉ POUR EXAMINER LES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS QUANT À LA FORMULE FÉDÉRALE DE DISTRIBUTION DU FINANCEMENT. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D'ACTION.**

MINISTÈRE

UN MONTANT DE 52,4 M\$ A ÉTÉ ENGAGÉ PAR LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES (CSJ) POUR L'AIDE JURIDIQUE AU 31 DÉCEMBRE 2016, SELON LE FORMULAIRE DE RÉCLAMATION AUX FINS DE L'ENTENTE AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. CE MONTANT INCLUT LES DÉPENSES VISANT À OFFRIR DES SERVICES AUX ADULTES, AUX ADOLESCENTS VISÉS PAR LA LSJPA ET AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS. LES COÛTS D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE NE SONT PAS DISPONIBLES POUR LES TROIS DERNIERS MOIS DE L'EXERCICE FINANCIER.

P.40 **ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DES TRAVAUX DU COMITÉ SUR L’ACCÉLÉRATION DES AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2016-2017 ET CEUX PRÉVUS EN 2017-2018. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D’ACTION.**

MINISTÈRE

COMITÉ SUR L’ACCÉLÉRATION DES AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE :

CES RENCONTRES VISENT À FAVORISER LES ÉCHANGES ENTRE LES INTERVENANTS EN CE QUI A TRAIT À L’AMÉLIORATION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE. CETTE TABLE EST COORDONNÉE PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE JUSTICE.

AU FIL DE CES RENCONTRES, LES PARTICIPANTS RECHERCHENT DES SOLUTIONS À COURT OU MOYEN TERME AFIN D’AMÉLIORER LE TRAITEMENT DE CES DOSSIERS.

DIVISION DES DOSSIERS SPÉCIAUX EN MATIÈRE PÉNALE (DDSMP) :

LE DÉPLOIEMENT DE LA DIVISION DES DOSSIERS SPÉCIAUX EN MATIÈRE PÉNALE (DDSMP) SE POURSUIT EN 2016-2017. CETTE NOUVELLE DIVISION A POUR BUT D'AUGMENTER LA CAPACITÉ DE TRAITEMENT DE L'ENSEMBLE DES DOSSIERS JUDICIAIRES EN MATIÈRE PÉNALE.

UN PREMIER JUGE COORDONNATEUR ADJOINT RESPONSABLE DE CETTE DIVISION A ÉTÉ NOMMÉ LE 19 FÉVRIER 2015. À LA SUITE DE SON DÉPART, UN SECOND JUGE COORDONNATEUR ADJOINT A ÉTÉ NOMMÉ LE 1ER SEPTEMBRE 2016, POUR SUPERVISER LES ACTIVITÉS DE LA COUR.

LES JUGES QUI SIÈGENT DANS CETTE DIVISION SONT SPÉCIALEMENT FORMÉS ET ONT DÉVELOPPÉ UNE EXPERTISE PARTICULIÈRE QUI ASSURE UNE MEILLEURE GESTION DES INSTANCES, UNE MEILLEURE UTILISATION DES RESSOURCES JUDICIAIRES ET LE RÈGLEMENT DES DOSSIERS AVANT LE PROCÈS DANS LE CADRE DE CONFÉRENCES DE FACILITATION. LA NOUVELLE DIVISION A PRIS SON ENVOL ET DE NOMBREUX DOSSIERS ONT ÉTÉ CONFIÉS AUX JUGES DÉDIÉS À CETTE DIVISION, CE QUI ASSURE DE GÉRER PLUS EFFICACEMENT LES PROCÉDURES AVANT ET PENDANT L'INSTANCE.

MONTANT TOTAL INVESTI EN 2016-2017 : 4,1 M\$

P.41 **ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DES TRAVAUX DU COMITÉ SUR LA PLANIFICATION JUDICIAIRE. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2016-2017 ET CEUX PRÉVUS EN 2017-2018. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D’ACTION.**

MINISTÈRE

UNE RENCONTRE DU COMITÉ SUR LA PLANIFICATION JUDICIAIRE DEVAIT AVOIR LIEU À L’AUTOMNE 2016 MAIS LES TRAVAUX EN LIEN AVEC LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE RÉDUCTION DES DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE ONT ASSURÉ LE SUIVI DES PROJETS DISCUTÉS À CE COMITÉ.

P.42 **ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DES TRAVAUX DU COMITÉ DES SAGES – PROGRAMME TOJ. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2016-2017 ET CEUX PRÉVUS EN 2017-2018. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D’ACTION.**

MINISTÈRE

TEL QUE CELA EST PRÉVU DANS SON PLAN DE TRANSFORMATION, LE MINISTÈRE A POURSUIVI LE DÉVELOPPEMENT DE PROJETS ET D'ACTIVITÉS PERMETTANT DE RENDRE LA JUSTICE PLUS ACCESSIBLE DE FAÇON CONCRÈTE POUR LES CITOYENS.

LE TABLEAU QUI SUIT REPRÉSENTE LES SOMMES CONSACRÉES À LA TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE L’ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

PROJET	COÛTS EN 2016-2017 (AU 28 FÉVRIER 2017)
DÉPÔT DE PIÈCES SUR SUPPORT TECHNOLOGIQUE AUX PETITES CRÉANCES ET AU PÉNAL	317 447,00 \$
GESTION DES DISPONIBILITÉS DES RENCONTRES (CALENDRIER)	33 367,00 \$
GESTION DES DISPONIBILITÉS DES RENCONTRES (FORMULAIRE)	42 660,00 \$
PROTOCOLE D’INSTANCE ÉLECTRONIQUE	25 460,00 \$
DÉPÔT DES PROCÉDURES ET PAIEMENT EN LIGNE AUX PETITES CRÉANCES	792 016,00 \$
PROJET DE DÉPLOIEMENT D’UN WIFI PUBLIC DANS LES PALAIS DE JUSTICE	240 249,00 \$
UTILISATION DE LA VISIO-CONFÉRENCE EN ABITIBI	6 833,00 \$
ENTENTE	
ENTENTE CADRE AVEC L’UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	40 856,88 \$
ÉTUDE	
ÉTUDE RELATIVE À L’INCIDENCE DES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS SUR LA GESTION DE L’INFORMATION DANS L’ADMINISTRATION JUDICIAIRE QUÉBÉCOISE	86 643,67 \$

P.43 **LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2016-2017 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :**

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2017-2018 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT.

MINISTÈRE

CETTE LISTE DIVULGUE LES ENGAGEMENTS DE MOINS DE 25 000 \$ CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS REÇUES DANS LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX: NE FAITES ÉTAT QUE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$. POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000\$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.*
* EN RÉFÉRENCE À LA DIRECTIVE 4-80 «CONCERNANT CERTAINS ENGAGEMENTS DE 25 000 \$ ET PLUS ET LES RÈGLES RELATIVES AUX PAIEMENTS FAITS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU»

LÉGENDE

TAUX RÉGLEMENTAIRE : TAUX SUIVANT LE TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES (C-65.1, R.11)
TAUX DÉROGATOIRE : TAUX QUI A FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION AU CONSEIL DU TRÉSOR CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 6. 2) B) DU TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES (C-65.1, R.11)

F MONTANT FORFAITAIRE
H TAUX HORAIRE

- 1 MANDAT AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE
- 2 MANDAT QUI FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE ET QUI EST EN CHEMINEMENT POUR OBTENIR UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR
- 3 MANDAT HORS QUÉBEC

NOTE EXPLICATIVE

QUESTIONS PARTICULIÈRES POUR LES MANDATS ACCORDÉS LORS DE L'EXERCICE 2016-2017 (DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017) AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES

EN RÉPONSE AUX QUESTIONS POSÉES À L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LES LISTES ANNEXÉES DIVULGUENT, POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS PAR LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES, UNE INFORMATION DÉTAILLÉE SUR LE TAUX HORAIRE, L'OBJET DU MANDAT ET LE MONTANT DES HONORAIRES QUI A FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU BÉNÉFICE DU SECRET PROFESSIONNEL.

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES — RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE DANS LES DOSSIERS

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
CARREAU, LYNE	100 \$/H	NOVEMBRE 2016	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET À L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'EFFECTUER UNE MISE EN RÉSERVE D'UN IMMEUBLE À DES FINS D'UTILITÉ PUBLIQUE.	0,00 \$
CATAPHARD, YVON	100 \$/H	AVRIL 2016	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR DES IMMEUBLES.	0,00 \$
CHIASSON-FOULEM, LIZON	MONTANT FORFAITAIRE ³ 700 \$ / CAN	MAI 2016	EXÉCUTER LES FORMALITÉS NÉCESSAIRES À LA VENTE D'UNE RÉSIDENCE DU QUÉBEC AU NOUVEAU-BRUNSWICK.	700,00 \$
COSSETTE, MARIE	100 \$/H	SEPTEMBRE 2016	REPRÉSENTER UN MEMBRE DU PERSONNEL POLITIQUE DANS LE CADRE DE LA MISE EN DEMEURE REÇUE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION.	3 110,00 \$
GÉLINAS, CLAUDE	100 \$/H	OCTOBRE 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE ET PARTICIPER À LA RÉDACTION DES PROJETS DE RÈGLEMENT POUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION.	0,00 \$
GOBEIL, VALÉRIE	50 \$/H	DÉCEMBRE 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLÈRE JURIDIQUE DE L'ADMINISTRATEUR DU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE.	9 570,00 \$
L'ABBÉ, SYLVIE	70 \$/H ³	AVRIL 2016	REPRÉSENTER LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS UN RECOURS EN DOMMAGES ET INTÉRÊTS INSTITUÉ EN ONTARIO.	293,00 \$
LAGACÉ, ANDRÉ	100 \$/H	NOVEMBRE 2016	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR DES IMMEUBLES ET D'ÉTABLIR DES SERVITUDES.	0,00 \$
LANDRY, CHRISTINE	50 \$/H	SEPTEMBRE 2016	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR UN IMMEUBLE.	295,00 \$
LANDRY, PIERRE	100 \$/H ³	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CORRESPONDANT DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC AUPRÈS DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA DANS LES DOSSIERS EN MATIÈRE CIVILE.	15 483,00 \$
LEGAULT, FRANCE	100 \$/H	AVRIL 2016	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLÈRE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANTE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	13 440,00 \$
PASQUIER, ARIANE	100 \$/H	AVRIL 2016	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLÈRE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANTE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	1 017,50 \$
			TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES	43 908,50 \$

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES — RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE DANS LES DOSSIERS

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BASTIEN, MARIE-HELENE	70 \$/H	JUIN 2016	AGIR COMME PROCUREUR DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	3 549,00 \$
BERGERON, MARTIN	50 \$/H	MAI 2016	REPRÉSENTER LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DANS LE CADRE DES DEMANDES D'ACCÈS.	140,00 \$
GAUTHIER, STÉPHANE	100 \$/H	OCTOBRE 2016	REPRÉSENTER LA RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX DANS UN RECOURS EN RESPONSABILITÉ CIVILE.	1 950,00 \$
JAAR, DOMINIC	100 \$/H	JUILLET 2016	FOURNIR UN AVIS JURIDIQUE AU CURATEUR PUBLIC.	1 460,00 \$
LEBEL, FRANÇOIS	180 \$/H ¹	AVRIL 2016	FOURNIR UN AVIS JURIDIQUE À LA RÉGIE DU LOGEMENT.	11 905,00 \$
LEMIEUX, MADELEINE	180 \$/H ¹	JUIN 2016	ASSISTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE ET SON COMITÉ D'ENQUÊTE DANS LE CADRE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	8 693,00 \$
LEMIEUX, MADELEINE	100 \$/H	AOÛT 2016	FOURNIR UN AVIS JURIDIQUE À LA RÉGIE DU LOGEMENT.	0,00 \$
LEMIEUX, MADELEINE	100 \$/H	SEPTEMBRE 2016	REPRÉSENTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	1 450,00 \$
			TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES	29 147,00 \$

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (VOIR TOTAL — FIN DE SECTION)
BATTISTA, GIUSEPPE	RÉGLEMENTAIRE	AOÛT 2016	ASSISTER UN FONCTIONNAIRE DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE.	
BÉLANGER, ALEXANDRE	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	SEPTEMBRE 2016	REPRÉSENTER UN FONCTIONNAIRE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ EN MATIÈRE CRIMINELLE.	
CHARBONNEAU, JEAN-FÉLIX	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
CHARETTE, STÉPHANIE	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2016	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (VOIR TOTAL – FIN DE SECTION)
DE BLOIS, ROBERT	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
DORVAL, MICHEL	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
DUBÉ, JEAN-CLAUDE	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2016	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
GAUTHIER, ANDRÉ	DÉROGATOIRE ¹	AOÛT 2016	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE DES PLAINTES PORTÉES À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
HÉBERT, JEAN-CLAUDE	DÉROGATOIRE ¹	MAI 2016	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLÈRE JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
MASSON, LOUIS	DÉROGATOIRE ¹	MAI 2016	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE	
ROBERGE, MICHEL	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
SCHNEIDER, PHILIP	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	RÉGLEMENTAIRE	AOÛT 2016	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2016	AGIR À TITRE DE CONSEILLÈRE JURIDIQUE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONTRAT DE TRAVAIL	
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS				52 517,75 \$

GRAND TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS	125 573,25 \$
--	---------------

AUCUN MANDAT N'A FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION.

NOMS ET ADRESSES DES AVOCATS ET NOTAIRES

Nom, Prénom	Firme	Adresse	Ville	Code Postal
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	CLICHE MATTE JOLICOEUR INC.	1121, 6 ^E RUE	VAL-D'OR (QC)	J9P 3W8
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL CORBO S.E.N.C.	388, RUE SAINT-JACQUES, 2 ^E ÉTAGE	MONTREAL (QC)	H2Y 1S1
BÉLANGER, ALEXANDRE	ALEXANDRE BÉLANGER, AVOCAT	1810, BOULEVARD JACQUES-CARTIER # 101	LONGUEUIL (QC)	J4N 0H4
BERGERON, MARTIN	LEX COMMERCIALIS AVOCATS	4020, RUE SAINT-AMBROISE, SUITE 487	MONTREAL (QC)	H4C 2C7
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	BOUCHER PARENT, CABINET D' AVOCATS	395, RUE BÉRUBÉ, BUREAU 110	QUÉBEC (QC)	G1M 1C7
CARREAU, LYNE	CARREAU & GINGRAS, NOTAIRES INC.	299, 2 ^E RUE EST	LA SARRE (QC)	J9Z 2H1
CATAPHARD, YVON	YVON CATAPHARD, NOTAIRE	3950, CHEMIN OKA	ST-JOSEPH-DU-LAC (QC)	J0N 1M0
CHARBONNEAU, JEAN-FÉLIX	THIBAUT, ROY AVOCATS	6860, BOUL. HENRI-BOURASSA	QUÉBEC (QC)	G1H 3C7
CHARETTE, STÉPHANIE	VERDON SAMSON LEMIEUX ARMANDA, AVOCATS S.E.N.C.R.L.	67, RUE SAINT-URSULE	QUÉBEC (QC)	G1R 4E7
CHIASSON-FOULEM, LIZON	MCINTYRE FINN	388 RUE CHAMPLAIN	DIEPPE, NOUVEAU-BRUNSWICK	E1A 1P3
COSSETTE, MARIE	LAVERY, DE BILLY S.E.N.C.R.L.	925, GRANDE-ALLÉE OUEST, BUREAU 500	QUÉBEC (QC)	G1S 1C1
DE BLOIS, ROBERT	DE BLOIS AVOCATS S.E.N.C.R.L.	2875, BOULEVARD LAURIER, 10 ^E ÉTAGE	QUÉBEC (QC)	G1V 2M2
DORVAL, MICHEL	LATOUR DORVAL	407, BOULEVARD SAINT-LAURENT, BUREAU 600	MONTREAL (QC)	H2Y 2Y5
DUBÉ, JEAN-CLAUDE	JEAN-CLAUDE DUBÉ, AVOCAT, S.A.	751, BOULEVARD SAINT-JOSEPH EST	MONTREAL (QC)	H2J 1K3
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	ROY BÉLANGER DUPRAS AVOCATS S.E.N.C.R.L.S	300, RUE LÉO-PARISEAU, BUREAU 2500	MONTREAL (QC)	H2X 4B7
GAGGINO, MARCO	GAGGINO AVOCATS INC.	6555, BOUL. MÉTROPOLITAIN, BUREAU 204	SAINT-LÉONARD (QC)	H1P 3H3
GAUTHIER, ANDRÉ	CAIN LAMARRE S.E.N.C.R.L.	630, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, BUR 2780	MONTREAL (QC)	H3B 1S6
GAUTHIER, STÉPHANE	CAIN LAMARRE S.E.N.C.R.L.	630, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, BUR 2780	MONTREAL (QC)	H3B 1S6

NOM, PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
GÉLINAS, CLAUDE	CLAUDE GÉLINAS AVOCAT INC.	887, RUE PHILIPPE-MÉTHÉ	QUÉBEC (QC)	G1X 2P1
GOBEIL, VALÉRIE	VALÉRIE GOBEIL, AVOCATE	1250, AVENUE DES PINS OUEST, # 1060	MONTREAL (QC)	H3G 2P5
HÉBERT, JEAN-CLAUDE	JEAN-CLAUDE HÉBERT, AVOCAT	1010, RUE DE LA GAUCHETIÈRE OUEST, BUREAU 1020	MONTREAL (QC)	H3B 2N2
JAAR, DOMINIC	KPMG S.R.L. / S.E.N.C.R.L.	600, BOUL. DE MAISONNEUVE OUEST, SUITE 1500	MONTREAL (QC)	H3A 0A3
L'ABBÉ, SYLVIE	NOËL & ASSOCIÉS	111, RUE CHAMPLAIN	GATINEAU (QC)	J8X 3R1
LAGACÉ, ANDRÉ	ANDRÉ LAGACÉ, NOTAIRE	436, RUE LAFONTAINE	RIVIERE-DU-LOUP (QC)	G5R 3B8
LANDRY, CHRISTINE	LES NOTAIRES MICHAUD CHARBONNEAU HEPPPELL INC.	1555, BOUL. JACQUES-CARTIER, BUR 302, C.P. 363	MONT-JOLI (QC)	G5H 3L2
LANDRY, PIERRE	NOËL & ASSOCIÉS	111, RUE CHAMPLAIN	GATINEAU (QC)	J8X 3R1
LEBEL, FRANÇOIS	LANGLOIS, AVOCATS, S.E.N.C.R.L.	COMPLEXE JULES-DALLAIRE, 2820, BOUL. LAURIER, 13 ^E ÉTAGE	QUÉBEC (QC)	G1V 0C1
LEGAULT, FRANCE	GRAVEL 2 AVOCATS	489, AVENUE VICTORIA, 3 ^E ÉTAGE	SAINT-LAMBERT (QC)	J4P 2J3
LEMIEUX, MADELEINE	PARADIS, LEMIEUX, FRANCIS, S.E.N.C.	1, RUE DE LA RIVIÈRE	BEDFORD (QC)	J0J 1A0
LEPAGE, MAGALI	LEPAGE CARETTE S.N.A.	500, PLACE D'ARMES, BUREAU 2830	MONTREAL (QC)	H2Y 2W2
MASSON, LOUIS	JOLI-COEUR LACASSE, S.E.N.C.R.L.	1134, GRANDE ALLÉE OUEST, BUREAU 600	QUÉBEC (QC)	G1S 1E5
PASQUIER, ARIANE	BÉLANGER SAUVÉ	5, PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 900	MONTREAL (QC)	H3B 2G2
ROBERGE, MICHEL	DUMAS GAGNÉ THÉBERGE	400, BOUL. JEAN-LESAGE, BUREAU 310	QUÉBEC (QC)	G1K 8W1
SCHNEIDER, PHILIP	SCHNEIDER & ASSOCIÉS	375, CHEMIN BORD-DU LAC LAKESHORE	DORVAL (QC)	H9S 2A5
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	SYLVESTRE & ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.	1600 RUE GIROUARD OUEST, BUREAU 236	SAINT-HYACINTHE (QC)	J2S 2Z8
TOUMA, NADINE	POUPART, DADOUR, TOUMA ET ASSOCIÉS	507, PLACE D'ARMES, BUREAU 1700	MONTREAL (QC)	H2Y 2W8

P.43 MINISTÈRE DES TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS (MTMDET)

P.43 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2016-2017 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2017-2018 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT.

AUTRES MANDATS CONFIE À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS, EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE, PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION

NOTE EXPLICATIVE

EN CE QUI CONCERNE **LES MANDATS ACCORDÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS (MTMDET) POUR DES ACQUISITIONS DE GRÉ À GRÉ OU PAR VOIE D'EXPROPRIATION**, EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE ANNUELLEMENT PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION, LE SYSTÈME INFORMATIQUE DU MTMDET NE PERMET PAS DE SORTIR UNE LISTE DES MANDATS CONFIE POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017, MAIS PLUTÔT LA LISTE DE CHACUN DES PAIEMENTS EFFECTUÉS POUR UNE PÉRIODE DONNÉE. IL EST DONC PROBABLE QU'UNE PARTIE DES PAIEMENTS AUTORISÉS PORTE SUR DES MANDATS CONFIE AVANT LE 1^{ER} AVRIL 2016. ENFIN, LES DONNÉES INFORMATIQUES CI-JOINTES FONT ÉTAT DES PAIEMENTS EFFECTUÉS DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 29 MARS 2017.

Ministère des Transports, Mobilité durable et Électrification des transports (MTMDET)

Note 1 : Types de mandats confiés : Les mandats concernant l'acquisition d'immeubles par le MTMDET (expropriations ou acquisitions de gré à gré) sont les suivants, selon le cas :

- examen de titres;
- quittance provisionnelle;
- acte final (quittance finale, mainlevée, vente, échange ou servitude).

Note 2 : Choix du notaire : Généralement, le notaire est choisi par la personne expropriée ou vendeuse. Lorsque la personne expropriée ou vendeuse refuse ou n'est pas en mesure de choisir un notaire, le choix du notaire est autorisé par le ministère de la Justice.

Note 3 : Honoraires : Le mandat est à forfait lorsqu'aucun débours n'est inscrit. Lorsqu'un débours est inscrit dans la liste, cela signifie que le mandat est à honoraires selon le tarif.

Ministère des Transports, Mobilité durable et Électrification des transports (MTMDET)

Directions territoriales (DT)

- Direction de l'Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec
- Direction du Bas-Saint-Laurent
- Direction de la Chaudière-Appalaches
- Direction de la Côte-Nord
- Direction de l'Est-de-la-Montérégie
- Direction de l'Estrie
- Direction Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- Direction de l'Île-de-Montréal
- Direction des Laurentides-Lanaudière
- Direction de Laval–Mille-Îles
- Direction Montérégie
- Direction Métropolitaine de Montréal
- Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie
- Direction de l'Outaouais
- Direction de la Capitale-Nationale
- Direction du Saguenay–Lac-Saint-Jean Est
- Région de la Mauricie
- Région du Centre du Québec

Service de l'expertise immobilière (SEI)

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201164027	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	689, 3e Avenue, bureau 200 J9P 1S7 QC	2016-04-27	2016-04-27	256,00 \$	990,00 \$	1 394,25 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201264029	59099	Toussignant, Denis (notaire)	1123, 6e rue C.P. 1728 J9P 5Y9 QC	2016-05-16	2015-05-17		500,00 \$	574,88 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464000	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc c. (inactif)	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Qué	2016-05-19	2016-05-24	982,71 \$	1 270,00 \$	2 442,89 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464001	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc c. (inactif)	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Qué	2016-06-29	2016-06-29	541,82 \$	1 400,00 \$	2 151,47 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464002	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc c. (inactif)	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Qué	2016-05-19	2016-05-24	329,82 \$	960,00 \$	1 433,58 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464007	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc c. (inactif)	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Qué	2016-05-19	2016-05-24	210,69 \$	460,00 \$	739,58 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464009	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc c. (inactif)	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Qué	2016-04-19	2016-04-28	131,00 \$	147,50 \$	300,59 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464009	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc c. (inactif)	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Qué	2016-04-19	2016-04-28	208,68 \$	502,00 \$	785,85 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464011	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc c. (inactif)	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Qué	2016-04-19	2016-04-28	210,68 \$	430,00 \$	705,07 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464012	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc c. (inactif)	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Qué	2016-04-19	2016-04-28	209,68 \$	430,00 \$	704,07 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464013	19960	St-Laurent, Marie-Josée (notaire)	101, 1ere Avenue est Bureau 204 J9T 1H4 QC	2016-05-19	2016-05-24	411,72 \$	950,00 \$	1 503,98 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201464032	523933	Sylvie Gagnon, notaire inc.	158, Principale Sud J9T 2J7 Québec	2016-07-26	2016-07-26		175,00 \$	201,21 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201564005	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2015-09-17	2015-08-14	15,00 \$	260,00 \$	313,94 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201564005	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2016-05-11	2016-05-16	120,71 \$	409,00 \$	590,96 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664008	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2016-06-02	2016-06-02	7,00 \$	275,00 \$	323,18 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664009	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2016-06-02	2016-06-03	10,00 \$	300,00 \$	354,93 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664010	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2016-06-02	2016-06-03	10,00 \$	112,50 \$	139,35 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664011	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 Qc	2016-12-05	2016-11-18		230,00 \$	264,44 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664013	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2016-06-15	2016-06-20	17,70 \$	145,00 \$	184,41 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664015	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2016-06-02	2016-06-03	10,00 \$	112,50 \$	139,35 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664016	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 Qc	2016-12-05	2016-11-18		246,66 \$	283,59 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664018	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 Qc	2016-12-05	2016-11-18		230,00 \$	264,44 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664019	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 Qc	2016-12-05	2016-11-18		196,66 \$	226,11 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664020	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2016-06-02	2016-06-02	3,00 \$	125,00 \$	146,72 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664021	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 Qc	2016-12-05	2016-11-18		230,00 \$	264,44 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664022	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2016-06-29	2016-06-29		175,00 \$	201,21 \$
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664028	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2016-06-30	2016-06-30	11,00 \$	175,00 \$	212,21 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Total DT Abitibi-Témis.-N. Québec									16 846,70 \$
DT Bas-St-Laurent	6199900263	367006	Odile Charest inc.	84, Avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 Québec	2017-01-06	2016-12-22	138,00 \$	1 079,00 \$	1 378,58 \$
DT Bas-St-Laurent	6200204023	367006	Odile Charest inc.	84, Avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 Québec	2016-11-02	2016-10-26	415,00 \$	1 875,00 \$	2 570,78 \$
DT Bas-St-Laurent	6200504051	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	101-506, rue Taché G0L 3Y0 Québec	2016-11-02	2016-10-26	14,00 \$	455,00 \$	537,14 \$
DT Bas-St-Laurent	6200604136	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine Bureau 100 bec	2016-09-09	2016-08-31	154,50 \$	875,00 \$	1 160,53 \$
DT Bas-St-Laurent	6200604146	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine Bureau 100 bec	2016-10-28	2016-10-25	5,00 \$	350,00 \$	407,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6200604154	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2016-09-02	2016-08-29	5,00 \$	750,00 \$	867,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704026	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2016-10-05	2016-09-20		200,00 \$	229,95 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704055	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2016-08-22	2016-08-08	130,00 \$	1 084,00 \$	1 376,33 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704056	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2016-08-22	2016-07-25	132,00 \$	1 084,00 \$	1 378,33 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704057	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2017-02-03	2017-01-13	133,00 \$	1 054,00 \$	1 344,84 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704165	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2016-09-09	2016-08-31	150,75 \$	1 350,00 \$	1 702,91 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704168	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2017-01-23	2016-12-29	9,00 \$	500,00 \$	583,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704190	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2016-08-01	2016-06-16	5,00 \$	750,00 \$	867,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804004	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2016-12-13	2016-12-09	4,00 \$	351,80 \$	408,48 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804068	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques- Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2016-07-11	2016-06-20	163,00 \$	950,00 \$	1 255,26 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804092	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2016-10-05	2016-09-28	36,00 \$	1 525,00 \$	1 789,37 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804095	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2016-10-06	2016-09-28	49,00 \$	1 425,00 \$	1 687,39 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804146	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2016-11-10	2016-11-03		675,00 \$	776,08 \$
DT Bas-St-Laurent	6200904038	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2017-03-14	2017-03-08	126,00 \$	975,00 \$	1 247,01 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Número fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Bas-St-Laurent	6200904114	201473	Côté Ouellet Thivierge Inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2016-12-01	2016-11-15	182,00 \$	1 725,00 \$	2 165,32 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004065	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord c	2016-10-27	2016-10-25	172,00 \$	1 005,00 \$	1 327,50 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004065	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord c	2016-10-27	2016-10-25		750,00 \$	862,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104000	652364	Services notariaux Bouchard & Beizile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458	2016-11-28	2016-11-28	131,00 \$	1 174,00 \$	1 480,81 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104049	12645	Briand, Christine	156, rue LePage	2016-11-07	2016-11-07	137,00 \$	600,00 \$	826,85 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204019	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	802, 6e Avenue	2016-10-20	2016-10-13	256,00 \$	750,00 \$	1 118,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204020	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	802, 6e Avenue	2016-12-07	2016-12-01	125,00 \$	500,00 \$	699,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204026	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine	2017-01-26	2017-01-18	122,00 \$	1 100,00 \$	1 386,73 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304001	201473	Côté Ouellet Thivierge Inc.	646, rue Lafontaine Bureau 100 bec	2016-10-14	2016-10-06	120,00 \$	975,00 \$	1 241,01 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304002	201473	Côté Ouellet Thivierge Inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2016-09-07	2016-08-31	132,00 \$	825,00 \$	1 080,54 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304005	201473	Côté Ouellet Thivierge Inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec		2016-08-31	135,00 \$	850,00 \$	1 112,29 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304041	77065	Moyen, Édith (notaire)	76, rue de Sainte-Cécile-du-Bic Bureau 101	2016-04-22	2016-04-11	454,00 \$	969,10 \$	1 568,23 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304058	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier	2016-07-04	2016-06-15	11,00 \$	295,00 \$	350,18 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304058	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier	2016-10-19	2016-09-19	129,00 \$	401,80 \$	590,97 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304068	83175	Gestion Notariale Inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2016-07-19	2016-06-22	12,00 \$	225,00 \$	270,69 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304077	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins	2016-08-23	2016-08-10		175,00 \$	201,21 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304080	83175	Gestion Notariale Inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2017-03-17	2017-03-17	251,00 \$	1 135,00 \$	1 555,97 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304081	83175	Gestion Notariale Inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2016-10-21	2016-10-14		225,00 \$	258,69 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304082	83175	Gestion Notariale Inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2016-12-05	2016-11-17	118,00 \$	775,00 \$	1 009,06 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304085	83175	Gestion Notariale Inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2017-03-21	2017-02-28	251,00 \$	835,00 \$	1 211,04 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304085	83175	Gestion Notariale Inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2016-08-23	2016-08-09	4,00 \$	225,00 \$	262,69 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304089	83175	Gestion Notariale Inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2016-07-19	2016-06-22	3,00 \$	225,00 \$	261,69 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304090	83175	Gestion Notariale Inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2016-11-02	2016-10-26		225,00 \$	258,69 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304092	367006	Odile Charest Inc.	84, Avenue Gaétan-Archambault	2017-01-06	2016-12-22	132,00 \$	1 079,00 \$	1 372,58 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)

Période du 2016-04-01 au 2017-03-29

Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Bas-St-Laurent	6201304094	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2016-07-20	2016-06-21	13,00 \$	225,00 \$	271,69 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304094	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2017-03-21	2017-03-03	251,00 \$	865,00 \$	1 245,53 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304095	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 Québec	2017-02-20	2017-02-06		175,00 \$	201,21 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304095	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins G0J 3K0 Québec	2016-07-20	2016-06-27	0,00 \$	175,00 \$	201,21 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404008	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2017-02-10	2017-01-24	257,00 \$	1 019,00 \$	1 428,60 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404009	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2016-12-02	2016-11-18	136,00 \$	650,00 \$	883,34 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404013	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec G5R3C8 Qué	2017-03-03	2017-02-28	137,00 \$	1 594,88 \$	1 970,71 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404030	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2017-03-21	2017-03-14	120,00 \$	373,54 \$	549,48 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404042	487981	Ross Boudreau notaires [2011] inc.	287, rue Pierre-Saindon, bureau 501 G5L 9A7 Québec	2016-08-22	2016-07-20	251,00 \$	950,00 \$	1 343,26 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404044	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2016-07-26	2016-06-15	257,00 \$	910,00 \$	1 303,27 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404053	367006	Odile Charest inc.	84, Avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 Québec	2016-04-29	2016-04-15	444,50 \$	1 500,00 \$	2 169,13 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404054	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec G5R3C8 Qué	2016-04-29	2016-04-20	141,00 \$	825,00 \$	1 089,54 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404056	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2016-11-02	2016-10-31	140,00 \$	1 054,00 \$	1 351,84 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504004	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2016-05-19	2016-04-29	130,00 \$	650,00 \$	877,34 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504011	483295	Me Marc St-Laurent, notaire inc.	285, avenue Saint-Jérôme G4W 3A8 Québec	2016-11-21	2016-08-28	20,00 \$	250,00 \$	307,44 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504013	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2016-07-19	2016-06-16	133,00 \$	650,00 \$	880,34 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504016	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2016-07-22	2016-07-13	13,00 \$	295,00 \$	352,18 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504017	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2016-07-22	2016-07-13	13,00 \$	295,00 \$	352,18 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504018	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2016-12-12	2016-11-22	13,00 \$	296,80 \$	354,25 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504022	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2016-06-16	2016-06-07	5,00 \$	225,00 \$	263,69 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504022	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2016-12-16	2016-11-21	118,00 \$	885,00 \$	1 135,53 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504023	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2016-05-24	2016-05-06	4,00 \$	225,00 \$	262,69 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504023	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2016-12-06	2016-11-21	118,00 \$	625,00 \$	836,59 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504024	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 Québec	2016-10-13	2016-10-03	131,00 \$	979,00 \$	1 256,61 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facturation	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Bas-St-Laurent	6201504025	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2016-12-09	2016-05-27	0,00 \$	225,00 \$	258,69 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504025	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2016-12-09	2016-11-28	118,00 \$	625,00 \$	836,59 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504028	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 Québec	2016-04-06	2016-03-30	168,55 \$	1 010,00 \$	1 329,80 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504034	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Québec	2016-09-07	2016-08-31	158,75 \$	825,00 \$	1 107,29 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504035	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1Y9 QC	2016-08-25	2016-08-12	133,00 \$	875,00 \$	1 139,03 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504037	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Québec	2016-09-07	2016-08-31	126,00 \$	1 005,00 \$	1 281,50 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504044	689415	Pierrette Couillard, notaire inc.	Pierrette Couillard, notaire inc. 120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville, bur. 101 Case postale 1442 G5R 4M1 Québec	2016-09-09	2016-08-24	133,00 \$	835,00 \$	1 093,04 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504045	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Québec	2016-09-13	2016-08-31	129,00 \$	1 005,00 \$	1 284,50 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604002	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2017-03-21	2017-03-14	122,00 \$	404,80 \$	587,42 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604002	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2016-08-29	2016-08-29	9,00 \$	296,80 \$	350,25 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604004	708157	ME Julie Marquis, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2016-10-17	2016-10-12		400,00 \$	459,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604005	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-24	2016-08-02		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604006	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-09-12	2016-09-07		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604007	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-10	2017-03-01	256,60 \$	1 480,00 \$	1 958,23 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604007	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-28		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604008	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Québec	2017-03-08	2017-02-28	124,00 \$	987,00 \$	1 258,80 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604009	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-11-01	2016-10-17		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604010	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-23	2016-08-02		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604011	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-29		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604011	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-21	2017-03-16	256,60 \$	1 480,00 \$	1 958,23 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604012	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-28		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604013	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-24	2016-08-02		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604015	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-24	2016-08-03		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604016	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-22	2017-03-16	262,35 \$	1 600,00 \$	2 101,95 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604016	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-24	2016-08-03		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604017	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-28		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604018	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-03	2017-02-27	256,60 \$	1 480,00 \$	1 958,23 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)

Période du 2016-04-01 au 2017-03-29

Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facturation	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Bas-St-Laurent	6201604018	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-10-05	2016-09-27		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604020	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-26		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604021	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-23	2016-08-04		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604022	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-29		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604024	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-24	2016-08-04		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604025	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-25		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604025	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-03	2017-02-28	124,75 \$	1 200,00 \$	1 504,45 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604026	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-25		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604026	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-21	2017-03-14	262,35 \$	1 450,00 \$	1 929,49 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604028	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-28		400,00 \$	459,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604030	708157	ME Julie Marquis, notaire Inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2016-12-06	2016-11-23	0,00 \$	250,00 \$	287,44 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604031	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-22	2017-03-15	256,60 \$	1 580,00 \$	2 073,21 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604031	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-27		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604032	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-10	2017-03-02	119,00 \$	780,00 \$	1 015,81 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604032	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-27		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604035	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-24	2016-08-03		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604037	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-26		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604037	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-02-24	2017-02-23	124,75 \$	800,00 \$	1 044,55 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604038	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-23	2017-03-15	395,35 \$	1 500,00 \$	2 119,98 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604038	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-29		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604041	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-24	2016-08-04		400,00 \$	459,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604042	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-26		400,00 \$	459,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604042	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-25		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604044	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-21	2017-03-14	263,35 \$	1 680,00 \$	2 194,93 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604046	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-23	2016-08-01		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604046	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-09-16	2016-08-01		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604048	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-04	2016-07-27		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604048	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-03-10	2017-08-03	256,60 \$	1 200,00 \$	1 636,30 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604050	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-23	2016-08-01		350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604051	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	101-506, rue Taché G0L 3Y0 Québec	2017-03-08	2017-02-28	138,00 \$	505,00 \$	718,62 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604051	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	101-506, rue Taché G0L 3Y0 Québec	2016-10-21	2016-10-17		275,00 \$	316,18 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604053	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	101-506, rue Taché G0L 3Y0 Québec	2016-10-21	2016-10-17		375,00 \$	431,16 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604053	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	101-506, rue Taché G0L 3Y0 Québec	2017-03-09	2017-02-28	128,00 \$	500,00 \$	702,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604054	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-12-16	2016-12-09	5,00 \$	400,00 \$	484,90 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facturation	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Bas-St-Laurent	6201604054	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-02-23	2017-02-13	124,75 \$	1 150,00 \$	1 446,96 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604055	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2016-08-25	2016-08-15		400,00 \$	459,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604062	315542	Côté & Soucy, notaires	188, rue Fraser Case postale 1328 Québec	2016-10-13	2016-09-19	14,00 \$	275,00 \$	330,18 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604066	42036	Organisation Serge Bernier inc.	330, rue d'Amours G4W 2X9 Québec	2017-01-12	2016-12-20	0,00 \$	200,00 \$	229,95 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604068	42036	Organisation Serge Bernier inc.	330, rue d'Amours G4W 2X9 Québec	2017-01-12	2016-12-20	0,00 \$	200,00 \$	229,95 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604071	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2017-02-03	2017-01-25		400,00 \$	459,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604073	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-02-23	2017-02-17	5,00 \$	400,00 \$	464,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604074	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1Y9 QC	2017-03-22	2017-03-16	133,00 \$	1 450,00 \$	1 800,14 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604077	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2017-03-09	2017-02-28	123,00 \$	1 004,00 \$	1 277,35 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604078	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2017-03-09	2017-02-28	123,00 \$	1 004,00 \$	1 277,35 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604080	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2017-02-10	2017-01-31	8,00 \$	295,00 \$	347,18 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604081	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2017-02-07	2017-02-01	8,00 \$	295,00 \$	347,18 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604095	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 Québec	2016-11-11	2016-11-01	157,00 \$	980,00 \$	1 283,76 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604096	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2017-02-15	2017-01-25	251,00 \$	1 125,00 \$	1 544,47 \$
Total DT Bas-St-Laurent									
DT Chaudière-Appalaches	6200512144	141094	Roy, Brigitte (notaire)	1079 route Bégin G0R 2N0 QC	2016-11-11	2016-08-25	306,56 \$	620,00 \$	1 019,41 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200812206	595912	Toussignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2016-05-09	8,00 \$	685,00 \$	795,58 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200812208	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 Québec		2016-06-07	134,00 \$	864,99 \$	1 128,52 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912113	595912	Toussignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2016-04-15		605,00 \$	695,60 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912119	595912	Toussignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2016-11-02	128,00 \$	586,29 \$	802,08 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912120	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 Québec		2016-12-08	124,00 \$	880,80 \$	1 136,70 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912121	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 Québec		2016-12-08	12,00 \$	745,00 \$	868,56 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912171	577003	Ménard, Jacques (notaire)	32, rue Turgeon, C.P. 9 G0R 1A0 Québec		2016-04-12	161,40 \$	650,00 \$	908,74 \$
DT Chaudière-Appalaches	6200912173	577003	Ménard, Jacques (notaire)	32, rue Turgeon, C.P. 9 G0R 1A0 Québec		2016-04-12	161,12 \$	675,00 \$	937,20 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012014	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC		2017-02-01	228,75 \$	1 427,53 \$	1 870,06 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201012038	328999	Lacroix, Thibault, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2016-11-28		210,00 \$	241,45 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112009	133713	Mario Mathieu, notaire	1-B, rue de la Clinique	2016-08-18	2016-07-11	133,00 \$	1 052,50 \$	1 343,12 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112009	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202		2016-12-08	24,00 \$	445,00 \$	535,64 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112050	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202		2017-02-21	136,00 \$	1 065,97 \$	1 361,60 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112051	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 ébec		2017-01-31		540,00 \$	620,87 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112052	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-05-12	3,00 \$	280,00 \$	324,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112053	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-04-18	254,00 \$	700,00 \$	1 058,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112056	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2017-01-13	5,00 \$	305,00 \$	355,67 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112096	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-04-19	121,00 \$	470,00 \$	661,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112097	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-09-01	122,00 \$	520,00 \$	719,87 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112101	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-04-13	121,00 \$	880,54 \$	1 133,40 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112102	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-05-31	6,00 \$	355,00 \$	414,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112107	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-04-13	121,00 \$	495,00 \$	690,13 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112111	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-03-24		555,00 \$	639,11 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112184	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-04-12	3,00 \$	355,00 \$	411,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112188	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-04-14	121,00 \$	495,00 \$	690,13 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112189	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-02-19		265,00 \$	304,68 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112193	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert	2016-10-18	2016-10-05	124,00 \$	670,00 \$	894,33 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212000	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2017-01-13	2,00 \$	180,00 \$	208,96 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212025	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert	2016-10-18	2016-09-22	2,00 \$	205,00 \$	237,70 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212026	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-05-12	3,00 \$	255,00 \$	296,19 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212028	78326	Soucy, Roy, Gauvreau, notaires, S.E.N.C.R.L.	3075, chemin des Quatres-Bourgeois Bureau 301		2016-05-09	6,00 \$	558,34 \$	647,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212032	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-05-27	131,50 \$	570,00 \$	786,86 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212038	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert		2016-05-31	134,50 \$	570,00 \$	789,86 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212075	59215	Martel, Jacques (003)	551, 10e Avenue Sud		2016-04-13	114,00 \$	3 786,83 \$	4 487,91 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212077	136201	Voyer, Claude	1017, boulevard Vachon Nord, bureau 214 E 1M3 QC	G6	2016-09-20	128,00 \$	180,00 \$	334,96 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212095	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale	2016-08-17	2015-12-09	114,00 \$	487,34 \$	674,32 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212095	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale	2016-01-06	2015-12-09		250,00 \$	287,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212095	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale	2016-01-06	2015-12-09	129,00 \$	657,35 \$	894,79 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facturation	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201212233	328999	Lacroix, Thibaudreau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2016-06-20	2 708,41 \$	945,00 \$	3 794,92 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212236	577003	Ménard, Jacques (notaire)	32, rue Turgeon, C.P. 9 G0R 1A0 Québec		2016-04-01	122,00 \$	500,00 \$	696,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212237	577003	Ménard, Jacques (notaire)	32, rue Turgeon, C.P. 9 G0R 1A0 Québec		2016-04-12	170,40 \$	500,00 \$	745,28 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312004	141289	Gestion Denys Quirion Inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2017-02-16		180,00 \$	206,96 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312023	59215	Martel, Jacques (003)	551, 10e Avenue Sud G0N 1H0 QC		2015-01-21	114,00 \$	2 337,01 \$	2 800,98 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312041	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 G5Y 3J8Québec		2016-12-08	136,00 \$	680,80 \$	918,75 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312056	636580	Gaston Vachon notaire Inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 G0S 2V0 Québec		2016-12-15	128,00 \$	554,80 \$	765,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312079	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 G5Y 3J8Québec		2016-12-07	134,00 \$	696,00 \$	934,23 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312082	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2016-05-03	141,00 \$	791,10 \$	1 050,57 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312091	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2016-06-21	130,00 \$	771,10 \$	1 016,58 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312094	59677	Bolduc, Anne	253, avenue Lambert G5X 3N8 QC		2015-01-13	146,00 \$	375,00 \$	577,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312094	59677	Bolduc, Anne	253, avenue Lambert G5X 3N8 QC		2015-01-13	145,00 \$	575,00 \$	806,11 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312107	741289	Roy, Sylvie (029)	3510, avenue Saint-Augustin G6Z 8G8 Québec		2016-10-17	136,70 \$	240,00 \$	412,64 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312108	738382	Pierre Samson (notaire)	5255, boulevard Guillaume-Couture, #161 G5V 4Z4 Lévis		2017-01-27	168,00 \$	1 012,50 \$	1 332,13 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312109	328999	Lacroix, Thibaudreau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2016-12-05		300,00 \$	344,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312109	328999	Lacroix, Thibaudreau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec	2016-11-11	2016-11-24	20,00 \$	430,00 \$	514,39 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312109	328999	Lacroix, Thibaudreau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2017-01-25		300,00 \$	344,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312109	602141	Guillaume Fleury notaire	11, rue de la Cathédrale, bureau 201, suite no 4 G4X 2V9 Québec		2016-06-15		240,00 \$	275,94 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312111	328999	Lacroix, Thibaudreau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2016-05-05	277,20 \$	725,00 \$	1 110,77 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312112	201120	Charest, Luc A. (notaire)	3100, rue de la Forest, bureau 202 G1W 1L8 QC		2016-12-16	12,40 \$	380,00 \$	449,31 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312113	452859	Bergeron Larocheille, société de notaires [SENCRL]	1186, rue Principale G0S 1Z0 Québec		2017-01-09	275,63 \$	639,46 \$	1 010,87 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312113	397229	Demers, Marylène (notaire)	6782, route Marie-Victorin G0S 2H0 QC		2017-02-22	16,00 \$	300,00 \$	360,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312116	409599	Hamel, Nathalie (notaire)	1323, rue St-Jacques G2E 2W7 QC	2016-10-18	2016-10-03		320,50 \$	366,50 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201312117	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame G6E 3Z5 Québec		2016-05-09		708,74 \$	814,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312117	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame G6E 3Z5 Québec	2016-10-20	2016-09-21	128,00 \$	1 702,04 \$	2 084,92 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312119	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 Québec	2016-08-18	2016-07-19	170,00 \$	955,00 \$	1 268,01 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312125	82659	Vézina, Michel (notaire)	1160, rue Rebecca G1Y 3P8 Québec		2016-04-12	9,00 \$	500,00 \$	583,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312126	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 Québec	2016-08-18	2016-07-22	146,00 \$	550,00 \$	778,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312127	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 Québec		2016-12-21	286,00 \$	1 367,75 \$	1 858,57 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312127	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 Québec	2016-08-18	2016-08-04	305,00 \$	1 035,25 \$	1 495,28 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312138	328999	Lacroix, Thibault, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2016-11-07	425,83 \$	810,00 \$	1 357,13 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412000	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 Québec		2016-12-08	2,00 \$	295,00 \$	341,18 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412000	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 Québec		2016-12-07	31,00 \$	790,00 \$	939,30 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412006	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2016-05-26	181,72 \$	520,00 \$	779,59 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412007	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2016-10-13	128,00 \$	320,00 \$	495,92 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412010	764325	Morin & Bilodeau notaires inc.	40, 3e Avenue Sud G5V 3N4 Québec		2016-03-31	498,40 \$	923,75 \$	1 560,48 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412015	543415	Gascon & associés S.E.N.C.R.L.	1100, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 700 H3B 4N4 Québec		2016-08-17	10,00 \$	1 363,87 \$	1 578,11 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412032	750805	LGD NOTAIRES INC.	2820, boulevard Laurier, bureau 1050 Québec		2016-04-26	118,00 \$	62,50 \$	189,86 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412032	750805	LGD NOTAIRES INC.	2820, boulevard Laurier, bureau 1050 Québec		2016-04-26	35,00 \$	342,50 \$	428,79 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412073	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2016-11-11	2016-10-21	123,00 \$	305,00 \$	473,67 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512024	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2016-08-17	137,50 \$	345,00 \$	534,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512041	80529	Martin Mercier, notaire	3325, rue Bécancour, suite 101 G0S 1V0 QC		2016-02-08	455,00 \$	810,00 \$	1 386,30 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512042	59215	Martel, Jacques (003)	551, 10e Avenue Sud G0N 1H0 QC		2016-02-23	139,00 \$	2 161,89 \$	2 624,63 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512044	59215	Martel, Jacques (003)	551, 10e Avenue Sud G0N 1H0 QC		2016-02-23	130,00 \$	2 106,67 \$	2 552,14 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512051	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2016-03-29	2,00 \$	273,33 \$	316,26 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512056	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC		2016-03-01	365,28 \$	850,00 \$	1 342,57 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512057	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2016-05-31	139,50 \$	370,00 \$	564,91 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512058	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2016-05-17	3,00 \$	330,00 \$	382,42 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512060	59765	Ballargeon, Franchine	1574, route 277, suite A G0R 1S0 QC		2016-03-17	137,00 \$	808,33 \$	1 066,38 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201512062	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC		2016-12-14	261,00 \$	785,00 \$	1 163,55 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512063	764325	Morin & Biloiseau notaires inc.	40, 3e Avenue Sud G5V 3N4 Québec		2017-02-08	423,20 \$	801,75 \$	1 345,01 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512065	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 G5Y 3J8Québec		2016-12-08	120,00 \$	515,00 \$	712,12 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512066	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2016-05-18	123,00 \$	255,00 \$	416,19 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512081	594408	Pelletier, Marie-Pier (notaire)	225, de Gaspé Ouest G0R 3G0 Québec		2016-04-06	317,79 \$	392,50 \$	769,07 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512082	594408	Pelletier, Marie-Pier (notaire)	225, de Gaspé Ouest G0R 3G0 Québec		2016-05-02	308,79 \$	392,50 \$	760,07 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512083	651436	Olivier Pelletier, notaire Inc.	259, boulevard Nilus-Leclerc G0R 2C0 Québec		2016-02-19	264,00 \$	534,00 \$	877,97 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512085	642010	LNTP notaires Inc.	212-F, 2e avenue G0R 1S0 Québec	2016-08-18	2016-06-28	143,00 \$	525,42 \$	747,10 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512086	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec		2016-10-27	332,00 \$	909,08 \$	1 377,21 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512087	59765	Baillargeon, Francine	1574, route 277, suite A G0R 1S0 QC		2016-06-21	264,00 \$	784,00 \$	1 165,40 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512088	704200	Samson Larivière Bolduc et associés notaires	2825, 20e Avenue G0M1Y0 Québec	2016-08-18	2016-07-12	136,00 \$	976,64 \$	1 258,89 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512090	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC	2016-10-18	2016-09-20	157,00 \$	998,73 \$	1 305,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512090	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC	2016-08-18	2016-07-14	383,00 \$	3 041,68 \$	3 880,17 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512091	470355	Poulin et Poulin notaires S.E.N.C.R.L.	1084, rue Pierre-Beaumont G6Z 1N8 Québec		2016-08-08	385,00 \$	975,00 \$	1 506,01 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512096	201120	Charest, Luc A. (notaire)	2504, rue Principale, C.P. 220 G0S 1Y0 QC		2016-02-29	151,00 \$	442,40 \$	659,65 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512097	792639	Me Stéphanie Morasse, notaire et conseil juridique	1025, boulevard du Lac G3B 0X1 Québec		2016-03-31	229,42 \$	625,00 \$	948,01 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512098	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 G0S 2V0 Québec		2016-07-18	251,00 \$	845,00 \$	1 222,54 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512100	46310	Goulet & Godbout notaires S.E.N.C.	145, rue Principale G0R 3C0 QC	2016-08-18	2016-07-15	271,00 \$	910,00 \$	1 317,27 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512101	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC		2016-04-19	10,00 \$	425,00 \$	498,64 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512102	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC		2017-01-19	126,00 \$	670,00 \$	896,33 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512103	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC		2017-01-23	124,00 \$	565,00 \$	773,61 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512104	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC		2016-12-20	123,00 \$	565,00 \$	772,61 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512107	141289	Gestion Denys Quirion Inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2016-10-18	2016-09-22	125,00 \$	295,00 \$	464,18 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512111	199602	Vachon, Stéphanie (notaire)	733, boulevard Frontenac Ouest Bureau 103 G6G 7X9 QC		2016-05-12	123,00 \$	550,00 \$	755,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512113	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC		2016-09-08	126,00 \$	625,00 \$	844,59 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512114	470355	Poulin et Poulin notaires S.E.N.C.R.L.	1084, rue Pierre-Beaumont G6Z 1N8 Québec	2016-08-18	2016-07-27	267,00 \$	731,25 \$	1 107,75 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512115	704200	Samson Larivière Bolduc et associés notaires	2825, 20e Avenue G0M1Y0 Québec		2016-04-08	123,00 \$	553,42 \$	759,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512116	704200	Samson Larivière Bolduc et associés notaires	2825, 20e Avenue G0M1Y0 Québec		2016-03-21	121,00 \$	553,42 \$	757,29 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201512117	586305	Aubert & Morency, notaires	846, avenue Champlain g0n 1e0 Québec		2016-10-05	138,00 \$	560,00 \$	781,86 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512118	201120	Charest, Luc A. (notaire)	2504, rue Principale, C.P. 220 G0S 1Y0 QC		2017-01-24	439,00 \$	742,20 \$	1 292,34 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512119	46310	Goulet & Godbout notaires S.E.N.C.	145, rue Principale G0R 3C0 QC		2016-10-21	650,00 \$	826,66 \$	1 600,45 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612000	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC		2016-05-19	130,00 \$	532,50 \$	742,25 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612007	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC		2016-11-30	153,41 \$	453,60 \$	674,94 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612011	582890	Roger Plante Inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec	2016-08-18	2016-07-28	175,75 \$	987,50 \$	1 311,13 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612013	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 G5Y 3J8Québec		2017-02-21	139,00 \$	570,00 \$	794,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612019	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC	2016-10-18	2016-10-03	30,00 \$	753,34 \$	896,16 \$
Total DT Chaudière-Appalaches									117 970,85 \$
DT Côte-Nord	6200108005	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC		2016-03-16	181,00 \$	900,00 \$	1 215,78 \$
DT Côte-Nord	6200708033	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2016-03-29	2016-03-16	242,22 \$	700,00 \$	1 047,05 \$
DT Côte-Nord	6200908064	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2016-12-20	2016-11-21	105,00 \$	600,00 \$	794,85 \$
DT Côte-Nord	6201308004	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50 A, rue Principale G0T 1G0 QC	2017-01-24	2017-01-02	138,00 \$	769,00 \$	1 022,16 \$
DT Côte-Nord	6201308008	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50 A, rue Principale G0T 1G0 QC	2016-04-12	2016-04-01		100,00 \$	114,98 \$
DT Côte-Nord	6201308008	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2016-12-06	2016-11-29	341,22 \$	1 100,00 \$	1 605,95 \$
DT Côte-Nord	6201308010	654938	PME Inter Notaires Bale-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 Qc	2017-01-24	2017-01-16	306,00 \$	2 407,00 \$	3 073,45 \$
DT Côte-Nord	6201308012	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2016-11-10	2016-10-12	28,00 \$	700,00 \$	832,83 \$
DT Côte-Nord	6201308012	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2016-11-10	2015-03-10	392,26 \$	1 800,00 \$	2 461,83 \$
DT Côte-Nord	6201308013	34543	Bilodeau, Geneviève	189, rue John-Naline G5A 1M4 QC	2016-06-21	2016-02-16	129,00 \$	650,00 \$	876,34 \$
DT Côte-Nord	6201308018	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50 A, rue Principale G0T 1G0 QC	2016-04-12	2016-04-01		75,00 \$	86,23 \$
DT Côte-Nord	6201308025	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2016-03-24	2016-03-16	151,00 \$	800,00 \$	1 070,80 \$
DT Côte-Nord	6201308026	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2016-03-30	2016-03-16	151,00 \$	500,00 \$	725,88 \$
DT Côte-Nord	6201508005	654938	PME Inter Notaires Bale-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 Qc	2016-06-08	2016-06-07	145,00 \$	730,00 \$	984,32 \$
DT Côte-Nord	6201508034	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2019-09-28	2016-09-13		200,00 \$	229,95 \$
Total DT Côte-Nord									16 142,40 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200644033	337000	Étude des notaires Allard & Corbeil inc.	5425, boul. Laurier ouest, bureau 100 J2S 3V6 Québec	2016-10-04	2016-08-23	2,00 \$	755,75 \$	870,93 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200644037	607558	Steve Rodier notaire inc.	755, avenue du Palais J2S 5C6 Québec		2016-09-07	175,73 \$	500,00 \$	750,61 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Est-de-la-Montérégie	6201244054	24974	Rodier, Steve	755, avenue du Palais	J2S 5C6 QC	2016-11-11	694,59 \$	1 082,50 \$	1 939,15 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244085	491700	Pétrin, Pierre (002)	636, Chemin des Patriotes, bureau 101	J0H 1K 0 QC	2017-02-14	118,00 \$	475,00 \$	664,13 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201344026	400128	Me Christian Daviau, notaire inc.	315, rue Visitation	J0H 2E0 Québec	2017-02-03	128,00 \$	368,75 \$	551,97 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201344027	400128	Me Christian Daviau, notaire inc.	315, rue Visitation	J0H 2E0 Québec	2017-02-03	128,00 \$	319,25 \$	495,06 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201344029	400128	Me Christian Daviau, notaire inc.	315, rue Visitation	J0H 2E0 Québec		464,18 \$	380,00 \$	901,09 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201444024	323048	Larivière, Josée (notaire)	201, Sir Wilfrid Laurier	J3G 4G8 Québec	2017-01-24	138,00 \$	553,75 \$	774,68 \$
Total DT Est-de-la-Montérégie									
DT Estrie	6200260070	59251	Bélanger, Denis (015)	212, 5e Avenue	G0M 1H0 QC		129,00 \$	1 500,00 \$	1 853,63 \$
DT Estrie	6200444060	749896	Étude notariale Désourdy	779, rue Shefford	J2L1C4 Québec	2016-05-12		1 200,00 \$	1 379,70 \$
DT Estrie	6200444062	749896	Étude notariale Désourdy	779, rue Shefford	J2L1C4 Québec	2016-05-12		1 050,00 \$	1 207,24 \$
DT Estrie	6200960070	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201	J1G 5G6 Québec	2016-03-22	127,00 \$	500,00 \$	701,88 \$
DT Estrie	6200960108	417902	Bellefeuille & Cyr Notaires	288, rue Marquette, bureau 100	J1H 1M3 Québec	2016-06-27		200,00 \$	229,95 \$
DT Estrie	6201160080	71865	Gérin, Jean-Philippe	38, rue Child, bureau 110	J1A 2B1 QC	2016-06-23		304,00 \$	349,52 \$
DT Estrie	6201244052	73672	Dalpé, Annick (notaire)	59, rue du Pont	J0J 1A0 QC	2016-11-06	142,00 \$	673,00 \$	915,78 \$
DT Estrie	6201260015	375868	Guilbeault, Patrick (notaire)	80, rue Principale Est	J0B 1M0 QC	2016-04-20		350,00 \$	402,41 \$
DT Estrie	6201260039	691318	Fredette Gauvreau Ruel notaires inc.	165, rue Heneker	J1J 3G2 Québec	2017-01-23	271,00 \$	850,00 \$	1 248,29 \$
DT Estrie	6201260046	350377	Demers, Descoteaux, notaires, S.E.N.C.R.	2727, rue King Ouest, bureau 210	J1L 1C2 Québec	2017-01-30	128,00 \$	450,00 \$	645,39 \$
DT Estrie	6201260048	81358	Lachance, Dany (notaire)	2984, rue Des Chênes, app. 205	J1L1Y1 QC	2016-04-08	14,00 \$	250,00 \$	301,44 \$
DT Estrie	6201360016	627519	Émilie Benjamin, notaire inc.	145, rue de Sherbrooke, bureau 205	J2K 5E7 Québec	2016-03-04	136,00 \$	721,04 \$	965,01 \$
DT Estrie	6201460000	430272	Coderre, Roch (notaire)	195A, rue St-Hilaire, C.P. 636	J0B 1R0 QC	2016-04-06	130,00 \$	550,00 \$	762,36 \$
DT Estrie	6201460000	430272	Coderre, Roch (notaire)	195A, rue St-Hilaire, C.P. 636	J0B 1R0 QC	2016-04-06	131,00 \$	350,00 \$	533,41 \$
DT Estrie	6201560011	564370	Caron, André (notaire)	497, rue Principale Ouest	J1X 2B2 QC	2016-09-08	128,00 \$	400,00 \$	587,90 \$
DT Estrie	6201560017	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord	J0B 2H0 QC	2016-08-09	266,00 \$	525,00 \$	869,62 \$
DT Estrie	6201560017	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord	J0B 2H0 QC	2016-06-02	123,00 \$	466,53 \$	669,40 \$
DT Estrie	6201560018	553239	Marier, Marie (notaire)	2984, rue des Chênes, bureau 205	J1L 1Y1 QC	2017-02-15		357,19 \$	410,68 \$
DT Estrie	6201560022	369634	Ludie Lavallée Notaire Inc.	550, rue de l'Église	J0E 2L0 Québec	2016-05-11	172,65 \$	600,00 \$	862,50 \$
DT Estrie	6201560029	81710	Lafontaine, Alain (notaire)	3428, rue Laval	G6B 1A4 QC	2017-02-01	251,00 \$	876,96 \$	1 259,29 \$
DT Estrie	6201560029	81710	Lafontaine, Alain (notaire)	3428, rue Laval	G6B 1A4 QC	2016-07-21	133,00 \$	305,87 \$	484,67 \$
DT Estrie	6201660001	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110	J1A 2B1 QC	2016-09-15	332,00 \$	964,00 \$	1 440,36 \$
DT Estrie	6201660004	472112	Kathleen Blanchard (notaire)	292, rue Notre-Dame	J0C 1K0 Québec	2016-09-08	251,00 \$	1 350,00 \$	1 803,16 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Estrie	6201660005	441772	Drouin, Michel (notaire)	601, boul. Simoneau J1T 4G7 QC		2016-05-06	138,00 \$	575,00 \$	799,11 \$
DT Estrie	6201660006	441772	Drouin, Michel (notaire)	601, boul. Simoneau J1T 4G7 QC		2016-05-06	420,00 \$	905,00 \$	1 460,52 \$
DT Estrie	6201660007	553239	Marier, Marie (notaire)	2984, rue des Chênes, bureau 205 J1L 1Y1 QC		2016-06-22	129,00 \$	450,00 \$	646,39 \$
DT Estrie	6201660008	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 1050 H3Z 3C1 Qc		2017-02-20		350,00 \$	402,41 \$
DT Estrie	6201660008	484542	Comtois, Julie (notaire)	1152, rue King Ouest J1H 1S2 QC		2017-02-24	164,00 \$	1 375,00 \$	1 744,91 \$
DT Estrie	6201660008	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 1050 H3Z 3C1 Qc		2017-02-20		375,00 \$	431,16 \$
DT Estrie	6201660009	265223	Chagnon, Serge (notaire)	C-251 1er Avenue J1T 1Y6 QC		2016-08-25	300,88 \$	617,97 \$	1 011,39 \$
DT Estrie	6201660011	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201 J1G 5G6 Québec		2016-06-17	128,00 \$	325,00 \$	501,67 \$
DT Estrie	6201660012	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-08-02	118,00 \$	664,00 \$	881,43 \$
DT Estrie	6201660013	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-08-10	118,00 \$	663,00 \$	880,28 \$
DT Estrie	6201660015	59551	Tétreault, Marcel	29, rue Principale Nord J0E 2K0 QC		2016-10-20	145,00 \$	250,00 \$	432,44 \$
DT Estrie	6201660017	627519	Émilie Benjamin, notaire inc.	145, rue de Sherbrooke, bureau 205 J2K 5E7 Québec		2016-09-20	296,00 \$	1 021,04 \$	1 469,94 \$
DT Estrie	6201660039	59339	Ménard, Roseline	15, rue Rivière J0J 1A0 QC		2017-01-23	125,00 \$	785,00 \$	1 027,55 \$
Total DT Estrie									31 562,79 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6198802689	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-08-25	2016-08-09		300,00 \$	344,93 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6200400082	76866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D-Levesque G0C 1Z0 Québec	2017-03-20	2017-03-07	7,00 \$	350,00 \$	409,41 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6200800027	602141	Guillaume Fleury notaire	11, rue de la Cathédrale, bureau 201, suite no 4 G4X 2V9 Québec	2016-09-01	2016-08-22		210,00 \$	241,45 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6200800050	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est G0E 1K0 QC	2016-07-25	2016-06-22	120,00 \$	770,30 \$	1 005,66 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6200900050	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-07-12	2016-04-15	257,00 \$	1 050,00 \$	1 464,24 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6200900063	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-09-28	2016-09-23	6,00 \$	250,00 \$	293,44 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6200900093	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-01-26	2016-12-30	372,95 \$	500,00 \$	947,83 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6200900100	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2016-04-29	2016-04-26	267,00 \$	1 350,00 \$	1 819,16 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201000039	58600	Bonneville, Noël (notaire)	251, 1re Avenue Ouest C.P. 788 G4V1E3 QC	2016-05-11	2016-04-27	109,00 \$	375,00 \$	540,15 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201000040	58600	Bonneville, Noël (notaire)	251, 1re Avenue Ouest C.P. 788 G4V1E3 QC	2016-05-10	2016-03-30	109,00 \$	375,00 \$	540,15 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201000048	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-09-22	2016-09-11	345,00 \$	1 500,00 \$	2 069,63 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201000063	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est G0E 1K0 QC	2016-11-04	2016-11-01	119,00 \$	1 200,00 \$	1 498,70 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)										
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201000071	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-09-14	2016-09-11	252,00 \$	1 500,00 \$	1 976,63 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201100005	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-09-20	2016-08-31		50,00 \$	57,49 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201100011	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-07-19	2016-06-27	8,00 \$	350,00 \$	410,41 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200000	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 Québec	2016-05-11	2016-05-03	115,00 \$	900,00 \$	1 149,78 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200004	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 Québec	2016-04-14	2016-04-05		360,00 \$	413,91 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200009	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 Québec	2016-04-14	2016-04-05		360,00 \$	413,91 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200017	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-07-06	2016-06-16	5,00 \$	430,00 \$	499,40 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200018	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2017-01-09	2016-12-20	137,00 \$	830,00 \$	1 091,30 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200018	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-07-06	2016-06-16	5,00 \$	380,00 \$	441,90 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200019	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2016-12-15	2016-10-31	263,00 \$	1 450,00 \$	1 930,14 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200020	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-07-18	2016-06-15	464,00 \$	1 400,00 \$	2 073,65 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200025	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2017-01-24	2016-12-20	136,00 \$	832,00 \$	1 092,60 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200025	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-07-06	2016-06-16	3,00 \$	380,00 \$	439,90 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200029	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-12-07	2016-11-22	234,00 \$	630,00 \$	958,35 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200035	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-12-09	2016-12-05	130,00 \$	738,35 \$	978,90 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200036	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-12-07	2016-11-22	133,00 \$	630,00 \$	857,35 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200038	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2016-08-22	2016-02-05	19,00 \$	500,00 \$	593,88 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200039	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-11-10	2016-11-07	265,00 \$	1 120,00 \$	1 552,70 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200039	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-04-07	2016-03-14	3,00 \$	280,00 \$	324,95 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200041	66454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2016-04-11	2016-03-17	6,00 \$	450,00 \$	523,39 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200043	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-07-18	2016-06-27	6,00 \$	280,00 \$	327,95 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200043	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2017-01-13	2016-12-28	266,00 \$	1 092,00 \$	1 521,50 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200044	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-04-07	2016-03-14	6,00 \$	280,00 \$	327,95 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)										
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200044	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2017-01-09	2016-12-20	133,00 \$	630,00 \$	857,35 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200047	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2017-01-13	2016-12-28	267,00 \$	1 180,00 \$	1 623,70 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200049	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-04-07	2016-03-14	3,00 \$	380,00 \$	439,90 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200050	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2016-08-22	2016-02-08	10,00 \$	425,00 \$	498,64 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200051	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-09-14	2016-09-08	1,00 \$	430,00 \$	495,40 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200054	66454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-01-05	2016-12-06	146,00 \$	1 650,00 \$	2 043,09 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200056	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-04-08	2016-03-14	4,00 \$	430,00 \$	498,40 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200056	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-12-08	2016-12-05	134,00 \$	930,00 \$	1 203,30 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200058	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-07-19	2016-06-13	512,00 \$	1 110,00 \$	1 785,20 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200059	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-06-06	2016-06-06	135,00 \$	800,00 \$	1 054,80 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200060	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-07-06	2016-06-16	2,00 \$	380,00 \$	436,90 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200060	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2017-02-10	2017-01-30		74,35 \$	85,45 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200060	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2017-02-10	2016-12-08	279,00 \$	1 310,00 \$	1 785,20 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200061	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 Québec	2016-08-26	2016-07-18	9,00 \$	200,00 \$	236,95 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200063	66454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2016-07-21	2016-07-11	14,00 \$	425,00 \$	502,64 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200069	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-08-25	2016-08-17	2,00 \$	400,00 \$	461,90 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200069	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-11-29	2016-11-17	133,00 \$	630,00 \$	857,35 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200073	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2016-08-22	2015-12-03	128,00 \$	1 154,00 \$	1 454,81 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200075	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-06-03	2016-05-23	3,00 \$	430,00 \$	497,40 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200077	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-04-07	2016-03-14	6,00 \$	200,00 \$	235,95 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200078	66454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2016-07-21	2016-07-11	5,00 \$	425,00 \$	493,64 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200079	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2016-08-25	2016-08-08	6,00 \$	405,00 \$	471,65 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200080	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-08-23	2016-06-16	7,00 \$	500,00 \$	581,87 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200082	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-12-09	2016-12-05	135,00 \$	780,00 \$	1 031,80 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200082	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-07-06	2016-02-16	2,00 \$	380,00 \$	438,90 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200084	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-02-03	2017-01-30	126,00 \$	600,00 \$	815,85 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200084	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-06-09	2016-05-30	10,00 \$	300,00 \$	354,93 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200090	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-09-29	2016-09-26	5,00 \$	200,00 \$	234,95 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200092	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-06-01	2016-05-16	3,00 \$	375,00 \$	434,16 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200092	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-12-07	2016-12-02	119,00 \$	525,00 \$	722,62 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200126	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Verrière G4T 3E6 Québec	2016-10-31	2016-10-20	271,00 \$	925,00 \$	1 334,52 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200144	59413	Caissy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248 G0C 1Y0 Québec	2016-05-26	2016-05-11	144,00 \$	954,70 \$	1 241,67 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200145	59413	Caissy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248 G0C 1Y0 Québec	2016-06-13	2016-05-04	420,00 \$	1 644,00 \$	2 310,19 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201200162	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-09-13	2016-09-09	129,00 \$	450,00 \$	646,39 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300008	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Verrière G4T 3E6 Québec	2017-01-09	2016-12-14	128,00 \$	830,00 \$	1 082,29 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300020	60091	Roy, Nancy (002)	552, route 132, C.P. 83 G0C 2G0 Québec	2016-08-23	2016-08-11	271,00 \$	1 120,00 \$	1 558,72 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300021	60091	Roy, Nancy (002)	552, route 132, C.P. 83 G0C 2G0 Québec	2016-08-22	2016-08-11	265,00 \$	1 120,00 \$	1 552,72 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300035	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Verrière G4T 3E6 Québec	2016-08-23	2016-07-20	128,00 \$	800,00 \$	1 047,80 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300085	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-09-09	2016-08-30	257,00 \$	950,00 \$	1 349,26 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300086	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-01-05	2016-12-22	257,00 \$	750,00 \$	1 119,31 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300087	515138	Adams & Bélanger notaires	1000, 6e Avenue, bureau 206 G0R 1Z0 Québec	2017-03-14	2017-03-13	494,00 \$	1 100,00 \$	1 758,73 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300088	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-11-10	2016-10-28	123,00 \$	900,00 \$	1 157,78 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300089	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-11-04	2016-10-27	458,00 \$	800,00 \$	1 377,80 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300091	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-06-16	2016-05-25	252,00 \$	825,00 \$	1 200,54 \$
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300092	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-09-20	2016-08-30	257,00 \$	950,00 \$	1 349,26 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)										
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300094	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires Inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-06-16	2016-06-08	253,00 \$	950,00 \$	1 345,26 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300095	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires Inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-06-07	2016-05-31	119,00 \$	550,00 \$	751,36 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300101	59413	Calssy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248 G0C 1Y0 Québec	2017-03-10	2017-03-06	140,00 \$	993,07 \$	1 281,78 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300102	203005	Tremblay, Barriault, notaires S.E.N.C.	119B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 Québec	2016-07-06	2016-05-11	263,00 \$	900,00 \$	1 297,78 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300103	59413	Calssy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248 G0C 1Y0 Québec	2016-05-10	2016-03-13	15,00 \$	500,00 \$	589,88 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300105	59413	Calssy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248 G0C 1Y0 Québec	2017-03-17	2017-03-08	138,00 \$	993,07 \$	1 279,78 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300106	59413	Calssy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248 G0C 1Y0 Québec	2017-03-16	2017-03-08	142,00 \$	993,07 \$	1 283,78 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300107	59413	Calssy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248 G0C 1Y0 Québec	2017-03-16	2017-03-08	284,00 \$	1 295,00 \$	1 772,93 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300108	669234	Tremblay & Barriault, notaires Inc.	119B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 Québec	2016-08-22	2016-07-27	306,87 \$	900,00 \$	1 341,65 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201300108	669234	Tremblay & Barriault, notaires Inc.	119B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 Québec	2016-04-06	2016-03-09		500,00 \$	574,88 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400002	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires Inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-07-12	2016-06-14	253,00 \$	825,00 \$	1 201,54 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400019	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires Inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-07-22	2016-07-15	368,20 \$	525,00 \$	971,82 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400031	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires Inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-01-18	2016-12-19	0,00 \$	225,00 \$	258,69 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400039	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2016-05-12	2016-04-01	126,00 \$	1 000,00 \$	1 275,75 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400057	653623	Me Cécile Lacasse notaire Inc.	40, boulevard Sainte-Anne Ouest G4V 1R3 Québec	2016-10-20	2016-10-20	116,00 \$	970,00 \$	1 231,26 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400059	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2016-09-07	2016-08-26	128,00 \$	1 000,00 \$	1 277,75 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400060	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires Inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-10-07	2016-09-29	124,00 \$	800,00 \$	1 043,80 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400061	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires Inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-09-23	2016-09-20	118,00 \$	500,00 \$	692,88 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400061	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires Inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-04-08	2016-03-21	12,00 \$	300,00 \$	366,93 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201400062	602141	Guillaume Fleury notaire	11, rue de la Cathédrale, bureau 201, suite no 4 G4X 2V9 Québec	2016-09-01	2016-08-17		210,00 \$	241,45 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201500008	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-05-12	2016-03-30	130,00 \$	830,00 \$	1 084,30 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201500009	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Verrière G4T 3E6 Québec	2016-10-31	2016-10-12	329,21 \$	825,00 \$	1 277,75 \$	
DT Gaspésie-les-de-Madeleine	6201500025	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 Québec	2017-01-20	2017-01-10	5,00 \$	350,00 \$	407,41 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fin	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201500026	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-02-23	2017-02-21	5,00 \$	450,00 \$	522,39 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201500027	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 Québec	2017-01-20	2017-01-10	11,00 \$	350,00 \$	413,41 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201500029	59413	Caissy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248 G0C 1Y0 Québec	2016-04-07	2016-03-13	16,00 \$	500,00 \$	590,88 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201500030	59413	Caissy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248 G0C 1Y0 Québec	2017-03-16	2017-03-09	142,00 \$	993,07 \$	1 283,78 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201500031	514851	Boudreau & Couture notaire	153, Grande Allée Est, C.P. 758 G0V1V0 Qué bec	2016-08-23	2016-06-23		250,00 \$	287,44 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201500032	514851	Boudreau & Couture notaire	153, Grande Allée Est, C.P. 758 G0V1V0 Qué bec	2016-11-30	2016-11-23	118,00 \$	715,00 \$	940,07 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600011	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-07-19	2016-06-27	8,00 \$	350,00 \$	410,41 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600014	653623	Me Cécile Lacasse notaire inc.	40, boulevard Sainte-Anne Ouest G4V 1R3 Québec	2017-03-27	2017-02-24	118,00 \$	500,00 \$	692,88 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600016	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-11-01	2016-10-23	4,00 \$	300,00 \$	348,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600019	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-11-01	2016-10-22	13,00 \$	425,00 \$	501,64 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600023	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	15, rue Saint-François-Xavier Est G0E 1K0 QC	2017-02-10	2016-01-26	6,00 \$	300,00 \$	350,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600038	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-02-28	2017-02-17		300,00 \$	344,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600039	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-03-06	2017-02-07	1,00 \$	300,00 \$	345,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600063	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-02-16	2017-02-07	4,00 \$	400,00 \$	463,90 \$
Total DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine									104 199,32 \$
DT Île-de-Montréal	6200040016	584658	Solomon & Malus S.E.N.C.	3500, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1690 H3Z 3C1 QC		2017-01-23	322,00 \$	4 362,00 \$	5 337,21 \$
DT Île-de-Montréal	6200840008	620557	Gagné, Carole (Carole Gagné, notaire)	615, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 300 H3B 1P5 Québec		2016-04-14	15,00 \$	500,00 \$	589,88 \$
DT Île-de-Montréal	6200840008	620557	Gagné, Carole (Carole Gagné, notaire)	615, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 300 H3B 1P5 Québec		2016-07-05	5,00 \$	500,00 \$	579,88 \$
DT Île-de-Montréal	6200940000	545382	Martial Lavoie Inc.	3131, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 340 H7T 2Z5 Québec	2017-01-09	2017-01-05	118,00 \$	500,00 \$	692,88 \$
DT Île-de-Montréal	6200940016	493834	Leroux Côté Burrogano	507, Place d'Armes, bureau 1300 H2Y 2W8 Québec		2016-05-03	180,50 \$	2 018,35 \$	2 501,10 \$
DT Île-de-Montréal	6200940019	584658	Solomon & Malus S.E.N.C.	3500, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1690 H3Z 3C1 QC		2017-01-23		0,00 \$	0,00 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Ile-de-Montréal	6200940023	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 10 50 H3Z 3C1 Qc	2017-02-08	2017-02-02		350,00 \$	402,41 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940023	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 10 50 H3Z 3C1 Qc		2016-02-03		350,00 \$	402,41 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940027	545382	Martial Lavoie Inc.	3131, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 340 H7T 2Z5 Québec		2016-05-31	118,00 \$	3 500,00 \$	4 142,13 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940028	341551	Rhéaume, Esther (notaire)	3778, avenue du Parc-Lafontaine H2L 3M5 Québec		2016-11-03	205,19 \$	2 137,50 \$	2 662,79 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940029	777859	Dugas & Dugas, notaires	15981, boul. Gouin Ouest H9H 1C7 QC		2016-08-03	128,00 \$	720,00 \$	955,82 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040002	766255	Barbe & Cimon Notaires Inc.	101, boulevard Saint-Joseph Ouest H2T 2P7 Qc		2016-06-08		205,00 \$	235,70 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140005	564658	Solomon & Malus S.E.N.C.	3500, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1690 H3Z 3C1 QC		2010-12-03	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
DT Ile-de-Montréal	6201240002	693161	Prévost notaires Inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 Qc		2016-05-13		791,67 \$	910,22 \$
DT Ile-de-Montréal	6201240004	432594	Lapointe Rosenstein Marchand Melançon, S.E.N.C.R.L.	1, Place Ville-Marie, bureau 1300 H3B 0E6 QC		2015-09-30	138,50 \$	4 433,00 \$	5 235,34 \$
DT Ile-de-Montréal	6201540001	70231	Bélanger Sauvé, S.E.N.C.R.L.	5, Place Ville-Marie, bureau 900 H3B 2G2 QC	2016-11-23	2016-11-08	0,00 \$	125,00 \$	143,72 \$
DT Ile-de-Montréal	6201540006	385557	André Cloutier notaire Inc.	1868, boulevard des Sources bureau 100 5R2 Qc		2015-12-01	277,00 \$	850,00 \$	1 254,29 \$
DT Ile-de-Montréal	6201540011	545382	Martial Lavoie Inc.	3131, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 340 H7T 2Z5 Québec		2016-12-13	336,30 \$	1 100,00 \$	1 601,03 \$
Total DT Ile-de-Montréal									27 646,81 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200852172	533408	Étude du notaire Mario Pilon Inc.	176, boul. Albiny-Paquette J9L 1J5 Québec		2016-05-24	146,00 \$	1 000,00 \$	1 295,75 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952078	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 J0T 1T0 Québec		2017-01-17	126,00 \$	1 850,00 \$	2 253,04 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052129	451430	La Salle Villeneuve & associés, Notaires inc.	540, rue Charbonneau J8E 3H4 Québec		2016-10-24		50,00 \$	57,49 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152009	567588	Massé, Mario (Masse notaire-conseil)	435, boulevard Sainte-Anne, bureau 206 J6E 5A1 Qc		2016-09-22		190,00 \$	218,45 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152063	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 Qc		2016-08-31	50,00 \$	200,00 \$	279,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152065	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 Qc		2016-08-31	50,00 \$	200,00 \$	279,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152069	744042	Hogue, Fortier, Fréchette Inc.	7160, boulevard Pie-IX H2A 2G4 Qc		2017-02-24	30,00 \$	200,00 \$	259,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152071	617303	Doucet, Kelley, Paquin Inc.	691, rue de Montcalm J0K 1A0 Qc		2017-01-31	262,00 \$	1 100,00 \$	1 526,73 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152072	470761	Edith Perreault notaire Inc.	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 J5T 4A9 Qc		2016-10-17	315,00 \$	1 045,00 \$	1 516,49 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152073	617303	Doucet, Kelley, Paquin Inc.	691, rue de Montcalm J0K 1A0 Qc		2017-01-31	138,00 \$	741,96 \$	991,07 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152076	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 Qc		2016-08-31	50,00 \$	200,00 \$	279,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152077	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 Qc		2016-08-31	50,00 \$	200,00 \$	279,95 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)

Période du 2016-04-01 au 2017-03-29

Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Laurentides-Lanaudière	6201152080	89092	Pilon, Michelle	891, rue Giroux J0K 1A0 Qc		2016-06-23	267,00 \$	850,00 \$	1 244,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152081	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 Qc		2016-08-31	50,00 \$	200,00 \$	279,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152082	470761	Edith Perreault notaire inc.	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 J5T 4A9 Qc		2016-10-14	175,00 \$	525,00 \$	778,62 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152083	470761	Edith Perreault notaire inc.	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 J5T 4A9 Qc		2016-10-17	175,00 \$	535,00 \$	790,12 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152089	470761	Edith Perreault notaire inc.	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 J5T 4A9 Qc		2016-10-17	456,00 \$	850,00 \$	1 433,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152095	470761	Edith Perreault notaire inc.	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 J5T 4A9 Qc		2016-06-29	315,00 \$	800,00 \$	1 234,80 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152101	470761	Edith Perreault notaire inc.	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 J5T 4A9 Qc		2016-10-17	315,00 \$	800,00 \$	1 234,80 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152110	470761	Edith Perreault notaire inc.	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 J5T 4A9 Qc		2016-10-17	315,00 \$	800,00 \$	1 234,80 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152111	484068	Laporte et associés notaires (inactif)	340, rue Fontenac J0K 1A0 Québec		2016-05-18	421,00 \$	900,00 \$	1 455,78 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152112	533244	Barthe, Pierrette (notaire)	265, Guèvremont J0K 2P0 Québec		2016-06-23	299,35 \$	1 500,00 \$	2 023,98 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152118	617303	Doucet, Kelley, Paquin inc.	691, rue de Montcalm J0K 1A0 Qc		2016-11-03	131,00 \$	755,00 \$	999,06 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152122	470761	Edith Perreault notaire inc.	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 J5T 4A9 Qc		2016-10-17	175,00 \$	525,00 \$	778,62 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152123	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 Qc		2016-08-31	50,00 \$	200,00 \$	279,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152130	360499	Notaires Beauchamp, Cyr Inc.	242, boul. Sainte-Rose H7L 1L6 Québec		2017-01-31	35,00 \$	500,00 \$	609,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152137	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 Qc		2016-08-31	50,00 \$	200,00 \$	279,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152173	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 Qc		2016-08-31	50,00 \$	200,00 \$	279,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152188	89092	Pilon, Michelle	891, rue Giroux J0K 1A0 Qc		2016-06-29	270,00 \$	850,00 \$	1 247,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152193	806768	Maîtres Notaires	1221, rue Notre-Dame C.P. 29 Qc		2016-08-31	50,00 \$	200,00 \$	279,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152202	617303	Doucet, Kelley, Paquin inc.	691, rue de Montcalm J0K 1A0 Qc		2017-01-31	281,00 \$	1 100,00 \$	1 545,73 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152224	617303	Doucet, Kelley, Paquin inc.	691, rue de Montcalm J0K 1A0 Qc		2017-01-31	265,00 \$	1 100,00 \$	1 529,73 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152240	617303	Doucet, Kelley, Paquin inc.	691, rue de Montcalm J0K 1A0 Qc		2016-11-02	283,00 \$	1 100,00 \$	1 547,73 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152256	554798	Lévesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc		2016-06-10	169,00 \$	270,00 \$	479,43 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152256	554798	Lévesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc		2016-06-10	169,00 \$	270,00 \$	479,43 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152256	554798	Lévesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc		2016-06-10	130,00 \$	990,00 \$	1 268,25 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152256	554798	Lévesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc		2016-06-10	125,00 \$	352,25 \$	530,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252043	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SEN CRL] notaires et cons.juridiques ébec	37, place Bourget Sud Bureau 301 J6E 5G1 Qu		2017-02-13	139,00 \$	575,00 \$	800,11 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252066	767178	Me Angela Di Beneditto, notaire	3425, avenue Ridgewood bureau 103 H3V 1B6 Qc		2016-06-15	626,00 \$		626,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252086	764163	Hamel, Brunet & Villemaire, Notaires, s.e. n.c	532, rue de la Madone J9L 1S5 Qc		2016-06-01	116,00 \$	725,00 \$	949,57 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201352009	456712	Dionne, Jacques (notaire)	115, rue Beaudry Nord J6E 6A4 Qc		2017-02-10	128,00 \$	500,00 \$	702,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201352020	430174	Léonard Pagé Chailfoux Piché notaires inc.	109, rue Saint-Vincent J8C 2A8 Québec		2016-06-03	119,00 \$	350,00 \$	521,41 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201436002	553609	Notaire Giammarella Inc.	5152, rue Jean-Talon Est H1S 1K7 Qc	2015-11-02	2015-11-05	135,00 \$	373,87 \$	564,85 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452005	89092	Pilon, Michelle	891, rue Giroux J0K 1A0 Qc		2016-06-23	126,00 \$	480,00 \$	677,88 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Laurentides-Lanaudière	6201452006	141911	Société Coutu & Comtois [SNC]	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 Qc	2016-02-22	2016-02-22	123,00 \$	831,15 \$	1 078,62 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452007	618530	Baril, Jean-François (Études d'avocats et de notaires)	341, rue des Loisirs J0K 2M0 Qc		2016-05-13	146,00 \$	900,00 \$	1 180,78 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452011	83486	Dufresne, André	655, Promenade du Centropolis bureau 210 T 0A3 Qc		2016-05-18	150,49 \$	450,00 \$	667,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452015	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SEN CRL] notaires et cons.juridiques	37, place Bourget Sud Bureau 301 J6E 5G1 Québec		2016-08-02	130,00 \$	605,00 \$	825,60 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452019	577948	Lefebvre, Pénélope (notaire)	3635, rue Queen J0K 1S0 Qc		2016-11-01	321,00 \$	1 150,00 \$	1 643,21 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452020	664633	Diamond notaire inc.	2984, chemin Sainte-Marie J7K 1N7 Qc		2016-11-08	236,33 \$	600,00 \$	926,18 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452022	790257	Thuy Truong, Kathy (notaire)	8565, boul. Saint-Laurent, suite 320-D H2P 2M9 Qc		2016-11-25	272,79 \$	750,00 \$	1 135,10 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452023	577948	Lefebvre, Pénélope (notaire)	3635, rue Queen J0K 1S0 Qc		2016-11-22	178,00 \$	750,00 \$	1 040,31 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452024	776847	Parent, Michel (notaire)	201, rue St-Joseph J6W 2Z1 Qc		2016-08-23	134,00 \$	454,00 \$	655,99 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452025	428148	Dumais & Gird notaires inc.	5777, rue Sherbrooke Est, bureau 201 5 Québec		2016-09-29	178,77 \$	375,00 \$	609,93 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452028	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SEN CRL] notaires et cons.juridiques	2484, rue Cartier J0K 2T0 Québec		2016-05-18	134,00 \$	785,00 \$	1 036,55 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452029	369990	Lacoste, Pierre (notaire)	5574, rue Laurendeau H4E 3W3 Qc		2016-06-02	302,47 \$	900,00 \$	1 337,25 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452040	493229	Étude notariale Sicard inc.	418, rue Léonard J7Z 4L5 Qc		2016-07-19	116,00 \$	180,00 \$	322,96 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452079	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SEN CRL] notaires et cons.juridiques	125, rue Saint-Jacques J0K 2R0 Qc		2016-11-21	128,00 \$	500,00 \$	702,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452085	76651	Me Céline Thibert	6955 boulevard Taschereau bureau 3 J4Z 1A7 QC		2016-06-01		550,00 \$	632,36 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452086	554798	Lèvesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc		2017-01-26	130,00 \$	990,00 \$	1 268,25 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452086	554798	Lèvesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc		2017-01-26	175,00 \$	270,00 \$	485,43 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452087	554798	Lèvesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc		2017-01-27	130,00 \$	990,00 \$	1 268,25 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452087	554798	Lèvesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc		2017-01-27	175,00 \$	270,00 \$	485,43 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452100	758295	Dwyer, Sarah (Notaires Lachute)	385, rue Principale J8H 1Y1 Canada		2016-08-30	136,00 \$	627,00 \$	856,89 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552002	26064	Campeau, Massicotte, Lajeunesse & Pilon S.E.N.C. RL	206, rue Béthany J8H 2M5 Québec		2016-05-18	307,00 \$	1 105,00 \$	1 577,47 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552003	537920	Hénault Sabourin & associés	514, rue Principale J8H 1Y3 Québec		2016-06-01	119,00 \$	750,00 \$	981,31 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552004	26064	Campeau, Massicotte, Lajeunesse & Pilon S.E.N.C. RL	206, rue Béthany J8H 2M5 Québec		2016-06-03	458,00 \$	1 230,00 \$	1 872,19 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552005	309971	Valois Boutin & Besner S.E.N.C.	505, chemin Bethany, bureau 450 J8H 4A6 Qc		2016-06-03	325,56 \$	1 450,00 \$	1 992,72 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552014	309971	Valois Boutin & Besner S.E.N.C.	505, chemin Bethany, bureau 450 J8H 4A6 Qc		2016-11-22	316,29 \$	1 450,00 \$	1 983,43 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552015	26064	Campeau, Massicotte, Lajeunesse & Pilon S.E.N.C. RL	199, rue Principale J0V 1J0 Québec		2016-06-30	156,00 \$	1 050,00 \$	1 363,24 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Laurentides-Lanaudière	6201552016	26064	Campeau, Massicotte, Lajeunesse & Pilon S.E.N.C. RL	206, rue Béthany J8H 2M5 Québec		2016-06-14	307,00 \$	1 175,00 \$	1 657,96 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552026	554798	Lévesque & associés S.E.N.C.R.L.	1088, rue St-Sidore J5M 2V5 Qc		2016-11-22	130,00 \$	990,00 \$	1 268,25 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552028	73671	Laliberté & Fondacaro notaires senc.	7076, boul. St-Laurent H2S 3E2 Québec		2016-11-02	135,00 \$	500,00 \$	709,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552029	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	100, rue de la Gare J7Z 2C1 Qc		2016-11-22	118,00 \$	484,45 \$	674,99 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552030	415025	Dutrisac, Dugas et Demers, notaires S.E.N.C.R.L.	831, boulevard Décarie, bureau 301 Québec	H4L 3L8	2016-09-22	128,00 \$	650,00 \$	875,34 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552035	790618	Daoust Poltras Déziel Inc.	590, rue Saint-Viateur, bureau 101 J6E 3B6 Qc		2016-11-25	187,00 \$	1 000,00 \$	1 336,75 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552036	566864	Dauphin & Lauzon [SENCRL] Notaires	100, 1re Avenue J6E 1S2 Québec		2017-01-12	5,00 \$	350,00 \$	407,41 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552036	566864	Dauphin & Lauzon [SENCRL] Notaires	100, 1re Avenue J6E 1S2 Québec		2017-01-12	124,00 \$	560,00 \$	767,86 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552037	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons.juridiques	37, place Bourget Sud Bureau 301 J6E 5G1 Québec		2016-12-05	138,00 \$	575,00 \$	799,11 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552039	653618	Marsolais, Perreault, Notaires	435, boulevard Sainte-Anne, bureau 206 J6E 5A1 Qc		2017-02-20	251,00 \$	1 250,00 \$	1 688,19 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552042	763817	Janique-A. Daults, notaire Inc.	91, rue Saint-Eustache, suite 101 J7R 2L3 Qc		2016-05-30	116,00 \$	575,00 \$	777,11 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552049	764163	Hamel, Brunet & Villemaire, Notaires, s.e.n.c	532, rue de la Madone J9L 1S5 Qc		2017-02-14	128,00 \$	590,00 \$	806,35 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552050	764163	Hamel, Brunet & Villemaire, Notaires, s.e.n.c	532, rue de la Madone J9L 1S5 Qc		2017-02-13	128,00 \$	590,00 \$	806,35 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552052	766391	Charon, Ronald (notaire)	71, rue Turgeon J7E 3H5 Qc		2016-06-10	164,59 \$	400,00 \$	624,49 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552092	598999	Me Anne-Julie Bergeron, notaire	24, rue Saint-Joseph J7E 3L6 Qc		2016-11-18	146,72 \$	650,00 \$	894,06 \$
Total DT Laurentides-Lanaudière									79 951,16 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436006	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka J0N 1M0 Qc	2016-07-05	2016-07-05	162,86 \$	830,00 \$	1 117,15 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436007	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka J0N 1M0 Qc	2016-07-05	2016-07-05	138,00 \$	610,00 \$	839,35 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436013	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka J0N 1M0 Qc	2016-05-26	2016-06-08	559,00 \$	2 090,00 \$	2 961,98 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436017	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka J0N 1M0 Qc		2016-07-05	457,86 \$	1 600,00 \$	2 297,46 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436021	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka J0N 1M0 Qc	2016-04-21	2016-04-21	136,00 \$	555,00 \$	774,11 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436034	745542	Gougeon, Anne-Marie (expropriation)	152, Grande Côte J7A 1H3 Qc	2016-08-11	2016-09-23	149,14 \$	775,00 \$	1 040,20 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436035	73475	Turgeon & Sansoucy, notaires, S.E.N.C.	1150, boulevard de la Grande-Allée, bureau 101 J7G 2T4 Qc		2016-06-17	258,00 \$	1 452,87 \$	1 928,43 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436053	624862	Renaud, Gilles (notaire conseiller juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202 Québec	J7M 1W2	2016-05-26	348,49 \$	987,00 \$	1 483,29 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436059	745230	LRV notaires	3215, boulevard de la Pinière J6X 4P7 Qc	2017-02-02	2017-02-03	118,00 \$	676,76 \$	896,11 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201536001	746967	Malek & Drolet, notaires	2183, boul. des Laurentides H7K 2J3QC	2016-09-26	2016-08-12	286,00 \$	614,49 \$	992,51 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201536016	763384	Aubé, Sylvie (notaire)	3380, boulevard de la Concorde Est Bureau 400 H7E2C2 Qc	2016-12-08	2016-12-08	151,00 \$	872,50 \$	1 154,16 \$
Total DT Laval-Mille-Îles									15 484,75 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Montérégie	6200844022	388715	Centre notarial Francine Denicourt	2230, boul. Lapinière, #200 J4W 1M3 QC		2016-03-14		425,00 \$	488,64 \$
Total DT Montérégie									
DT Métropolitaine de Montréal	6200448078	75948	Me Jean-Michel Philie	50 RUE JACQUES-CARTIER, # 101 J6T 4R3 QC		2016-03-31	14,00 \$	294,00 \$	352,03 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6200740042	777859	Dugas & Dugas, notaires	15981, boul. Gouin Ouest H9H 1C7 QC		2016-07-14	126,00 \$	1 120,00 \$	1 413,72 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6200944039	573552	Grondin, Sébastien (notaire)	785, Chemin de Chambly, bureau 104 J4H 3M2 QC	2016-07-21	2016-07-12	133,00 \$	237,52 \$	406,09 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201448009	62424	Bédard, Conrad	3339, DE LA GARE J7V 8W5 QC		2016-08-08	268,00 \$	790,00 \$	1 176,30 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201448009	62424	Bédard, Conrad	3339, DE LA GARE J7V 8W5 QC		2016-08-08	268,00 \$	830,00 \$	1 222,29 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201548001	576035	Desjardins, Marie-Josée (notaire)	6436, rue Beaubien E. H1M 1A9 QC		2016-07-19	182,00 \$	1 800,00 \$	2 251,55 \$
Total DT Métropolitaine de Montréal									
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200348177	67156	Notaires Lupien, Patenaude, Vinet, Gougeon S.E.N.C.	39, rue Jacques-Cartier Bureau 101 J6T 4R1 QC		2016-07-27		350,00 \$	402,41 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148010	756904	Archambault, Pierre (notaire)	589, rue St-Thomas J4H 3A7 Québec		2016-03-23	459,51 \$	1 625,00 \$	2 327,85 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148023	616510	Me René Thérien, notaire inc.	11, rue Bridge J0S 1K0 Québec		2016-10-20	127,60 \$	595,00 \$	811,70 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148061	548689	Leroux, François (003)	894, chemin du Fleuve J7T 1B2 QC		2016-10-04	135,00 \$	425,00 \$	623,64 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148061	548689	Leroux, François (003)	894, chemin du Fleuve J7T 1B2 QC		2016-12-14	139,02 \$	875,00 \$	1 145,05 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148062	59533	Bougie, Pierre	152, MONTEE DU COMTE J7X 1A2 QC		2017-01-09	596,21 \$	622,50 \$	1 311,93 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148076	141137	Pharand, Diane (notaire)	32, rue Saint-Jean-Baptiste Est J0P1P0 QC		2016-02-12	294,23 \$	637,25 \$	1 026,91 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148087	58605	Lemyre, Henri	75, St-Jean-Baptiste, bureau 200 J6J 3H6 QC		2016-11-28	271,00 \$	700,00 \$	1 075,83 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148088	140521	Marcil, Arthur (notaire)	5868, Notre-Dame J0S 1R0 QC		2016-08-19	271,00 \$	625,00 \$	989,60 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248006	174588	Caroline Bessette Notaire inc.	5435, Grande-Allée J4Z 3H1 Québec		2015-11-23	297,00 \$	1 300,00 \$	1 791,68 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248016	756904	Archambault, Pierre (notaire)	589, rue St-Thomas J4H 3A7 Québec		2016-03-23	177,00 \$	825,00 \$	1 125,54 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248064	465249	Me Hélène Lanarre, notaire en fidéicommiss	950, Sault St-Louis J5R 1E1 QC		2016-08-10	133,00 \$	612,76 \$	837,52 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248065	76557	Légaré, Robert (notaire)	40 RUE MAURICE J0L 2L0 QC		2016-07-15	140,43 \$	408,33 \$	609,91 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348019	749902	Me Patrick Lesieur, notaire	250, boulevard Poliquin J3P 7Y9 Québec		2016-04-18	273,00 \$	378,50 \$	708,19 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348019	749902	Me Patrick Lesieur, notaire	250, boulevard Poliquin J3P 7Y9 Québec		2016-04-18	2,00 \$	527,04 \$	607,96 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348028	130915	Pilon, Dolorès (notaire)	11, King J0S 1H0 QC		2016-08-14	367,50 \$	1 250,00 \$	1 804,69 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348028	130915	Pilon, Dolorès (notaire)	62, RUE CHATEAUGUAY J0S 1H0 QUEBEC		2015-11-18	149,53 \$	525,00 \$	753,15 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348029	489067	Daoust, Nathalie (Pilon & Daoust, notaires)	11, KING J0S 1H0 QC		2016-04-26	587,75 \$	1 530,00 \$	2 346,87 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201448017	46933	Côté, Bernard	184, RUE SAINT-JOSEPH J0S 1V0 QC		2016-05-24	129,99 \$	1 170,00 \$	1 475,20 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201448021	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 Québec		2016-02-16	148,00 \$	965,00 \$	1 257,51 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201448023	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 Québec		2016-03-14	287,00 \$	698,91 \$	1 080,58 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201548011	525807	Lavoie, Martin (notaire)	notaire en fidéicomis 455, rue King Ouest, bureau 610 J1H 6E9 QC		2016-10-04	135,00 \$	425,00 \$	623,64 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201548019	558835	Notaires Piché et Rivest, Les	133, rue Saint-Pierre J0P 1P0 QC		2016-06-14	118,00 \$	280,00 \$	439,93 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201548020	558835	Notaires Piché et Rivest, Les	133, rue Saint-Pierre J0P 1P0 QC		2016-06-14	266,00 \$	284,00 \$	592,53 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201548031	140013	Malouin, Maurice (notaire)	2003, boulevard Sainte-Marie Bureau 201 J6T 3B5 QC		2016-09-21	138,00 \$	850,00 \$	1 115,29 \$
Total DT Ouest-de-la-Montérégie									
DT Outaouais	6200256108	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-11-30	2016-11-24	118,00 \$	76,25 \$	205,68 \$
DT Outaouais	6200256108	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2017-01-25	2016-11-14	118,00 \$	1 011,29 \$	1 280,73 \$
DT Outaouais	6200656051	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-08-29	2016-07-06		488,46 \$	561,60 \$
DT Outaouais	6200656059	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-06-20	2016-03-21	160,00 \$	2 154,25 \$	2 636,84 \$
DT Outaouais	6200656059	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-07-27	2016-07-12	133,00 \$	400,00 \$	592,90 \$
DT Outaouais	6200656069	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2017-01-25	2016-11-18	741,00 \$	1 559,38 \$	2 533,91 \$
DT Outaouais	6200656107	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-08-18	2016-05-19	118,00 \$	837,28 \$	1 080,67 \$
DT Outaouais	6200656120	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-11-22	2016-11-15	118,00 \$	489,39 \$	680,68 \$
DT Outaouais	6201056022	493725	Goudreault, Kristel (notaire)	57, boul. Montclair J8Y 2E8 QC	2017-01-23	2016-12-13	125,00 \$	531,01 \$	735,53 \$
DT Outaouais	6201056047	59267	Marquis, Bernard (notaire et conseiller juridique)	200, rue Principale J9H 6J4 QC	2016-07-27	2016-07-15		310,00 \$	356,42 \$
DT Outaouais	6201056051	494249	Foucault, Viviane (notaire)	465, boul. de la Gappe Unité 102 J6T0A2 QC	2016-10-06	2016-10-03		245,00 \$	281,69 \$
DT Outaouais	6201056062	496138	Lebel, Daniel (notaire)	198, rue des Forgerons J8J 2N9 QC	2017-01-05	2016-12-22	3,00 \$	500,00 \$	577,88 \$
DT Outaouais	6201056063	496138	Lebel, Daniel (notaire)	198, rue des Forgerons J8J 2N9 QC	2017-01-05	2016-12-22	4,00 \$	560,00 \$	647,86 \$
DT Outaouais	6201156010	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-12-01	2016-11-23		487,93 \$	561,01 \$
DT Outaouais	6201156022	459101	Riel, Stéphane (notaire)	160, boulevard de l'Hôpital, bureau 400 J8T 8J 1 QC	2017-03-02	2017-02-22	10,00 \$	586,67 \$	684,52 \$
DT Outaouais	6201156025	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-11-22	2016-11-17		388,36 \$	446,52 \$
DT Outaouais	6201156026	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2017-01-25	2016-11-17		412,52 \$	474,30 \$
DT Outaouais	6201356044	693899	Lafrèrère, Jean (notaire)	245, Bellhumeur J8T 8N8 Québec	2017-03-02	2017-02-28	160,00 \$	739,42 \$	1 010,15 \$
DT Outaouais	6201556000	307984	Monnet, Bernard (notaire)	117, rue Front Sulte 206, C.P. 100 J9H 5E4 QC	2016-04-07	2016-01-14	126,00 \$	367,13 \$	548,11 \$
DT Outaouais	6201556001	307984	Monnet, Bernard (notaire)	201, rue Principale, C.P. 1005 J0X 1V0 Québec	2016-04-07	2016-01-14	126,00 \$	290,00 \$	459,43 \$
DT Outaouais	6201556004	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-11-30	2016-11-17	582,00 \$	563,52 \$	1 229,92 \$
DT Outaouais	6201556004	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-05-03	2016-04-28		192,50 \$	209,83 \$
DT Outaouais	6201556005	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2017-01-25	2016-11-16	118,00 \$	786,17 \$	1 021,90 \$
DT Outaouais	6201556005	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-05-03	2016-04-27		182,50 \$	209,83 \$
DT Outaouais	6201556010	745213	Étude Notariale Lamerre Inc.	57, rue de Portneuf J8V 3J1 Québec	2017-02-06	2017-01-08	118,00 \$	589,49 \$	795,76 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)

Période du 2016-04-01 au 2017-03-29

Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facturation	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Outaouais	6201656002	60205	Alary, Mireille	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2017-02-24	2017-02-20	261,00 \$	930,00 \$	1 330,27 \$
DT Outaouais	6201656004	770659	Rousseau, Isabel (notaire)	175, rue Champlain J8X 3R3 QC	2016-07-07	2016-07-06		350,00 \$	402,41 \$
DT Outaouais	6201656006	690184	Lapierre, John (notaire)	188, Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 Québec	2017-02-13	2017-02-07	15,00 \$	350,00 \$	417,41 \$
DT Outaouais	6201656008	60205	Alary, Mireille	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2017-02-13	2017-01-13	118,00 \$	850,00 \$	1 095,29 \$
DT Outaouais	6201656015	780590	BDL notaires inc.	139, boul de l'hôpital, unité 5 J8T 8A3 QC	2017-01-19	2016-11-07	26,00 \$	285,83 \$	354,63 \$
Total DT Outaouais									23 423,68 \$
DT Québec	6200032018	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC		2016-11-23	180,24 \$	1 148,09 \$	1 500,25 \$
DT Québec	6200032093	729108	Charlevoix notaires inc.	4, rue du Moulin, bureau 201 G3Z 2R8 Québec		2017-02-23	131,00 \$	1 785,00 \$	2 183,30 \$
DT Québec	6200532225	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie Inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 Québec		2016-11-18	366,00 \$	225,00 \$	624,69 \$
DT Québec	6200532322	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie Inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 Québec		2016-09-19	5,00 \$	112,50 \$	134,35 \$
DT Québec	6200532335	58426	Moreau, Hermann	1191, 8e Avenue GTJ 3N3 QC		2016-09-07		145,00 \$	166,71 \$
DT Québec	6200532363	8590	Bourget, Alain (notaire)	10516, boulevard Sainte-Anne, bureau212 G0A 3C0 QC	2016-06-10	2016-05-24	25,18 \$	700,00 \$	830,01 \$
DT Québec	6200532376	313010	Lise Dion, notaire	6780, 1re avenue, bureau 280 G1H 2W8 QC		2016-08-09	75,48 \$	930,00 \$	1 144,75 \$
DT Québec	6200532391	135884	Morin Simard S.E.N.C.R.L	Jean Morin 1170 boulevard Lebourgneuf Bureau 304 G2K 2E3 Québec		2016-11-23	5,00 \$	275,00 \$	321,18 \$
DT Québec	6200532415	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC		2016-07-04	128,00 \$	1 012,56 \$	1 292,19 \$
DT Québec	6200532418	140666	Pouliot, Louis (003)	6780 1ère Avenue Bureau 280 G1H 2W8 QC	2015-10-19	2016-05-27	119,00 \$	430,00 \$	613,39 \$
DT Québec	6200632043	483725	Cain Lamarre Casgrain Wells, S.E.N.C.R.	1067, boul. Sacré-Coeur G8K 1R3 Québec		2016-10-31		1 218,81 \$	1 401,33 \$
DT Québec	6200632045	483725	Cain Lamarre Casgrain Wells, S.E.N.C.R.	1067, boul. Sacré-Coeur G8K 1R3 Québec		2016-10-31		425,95 \$	489,74 \$
DT Québec	6200632069	743091	Rue Notaires inc., La	295, chemin Sainte-Foy G1R 1T5 Québec		2016-09-30	125,00 \$	500,00 \$	699,88 \$
DT Québec	6200832001	483725	Cain Lamarre Casgrain Wells, S.E.N.C.R.	1067, boul. Sacré-Coeur G8K 1R3 Québec		2016-11-17		1 854,00 \$	2 131,64 \$
DT Québec	6200832018	58426	Moreau, Hermann	1191, 8e Avenue GTJ 3N3 QC		2016-09-13		115,00 \$	132,22 \$
DT Québec	6200832021	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires S ENCRL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 Québec		2016-09-30	138,00 \$	395,00 \$	592,15 \$
DT Québec	6200832022	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires S ENCRL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 Québec		2016-09-30	138,00 \$	395,00 \$	592,15 \$
DT Québec	6200832029	419538	Durocher, Simon (notaire)	2795, boulevard Laurier, bureau 490 QC G1V 4M7	2016-04-13	2016-04-01		480,00 \$	551,88 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Québec	6200832050	197726	Bollard, Renaud Notaires Inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2017-02-02	2,00 \$	125,00 \$	145,72 \$
DT Québec	6200832054	352794	Gasse et Chevalier, notaires Inc.	150, rue du Collège G3H 3B4 Québec	2016-06-06	2016-05-27	133,00 \$	400,00 \$	592,90 \$
DT Québec	6200832071	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2016-05-25	2016-05-19	125,00 \$	483,14 \$	680,49 \$
DT Québec	6200932049	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie Inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 Québec	2016-05-26	2016-01-20	272,92 \$	320,00 \$	640,84 \$
DT Québec	6201032008	355745	Loiselle, François (notaire)	4950, rue Verdin H4G 1N3 Québec		2017-01-08	370,38 \$	241,67 \$	648,24 \$
DT Québec	6201032019	741916	CST notaires Inc.	605, boulevard de Comporté (C.P. 246) T8 Québec	G5A1	2016-09-16	414,00 \$	1 116,66 \$	1 697,88 \$
DT Québec	6201032022	34543	Bilodeau, Geneviève	189, rue John-Naima G5A 1M4 QC		2016-04-01	115,00 \$	390,00 \$	563,40 \$
DT Québec	6201232066	352794	Gasse et Chevalier, notaires Inc.	150, rue du Collège G3H 3B4 Québec	2016-06-09	2016-05-27	264,00 \$	425,00 \$	752,64 \$
DT Québec	6201232111	34543	Bilodeau, Geneviève	189, rue John-Naima G5A 1M4 QC		2013-12-13	134,00 \$	440,00 \$	639,89 \$
DT Québec	6201332011	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 Québec		2016-05-06	261,00 \$	1 089,00 \$	1 513,08 \$
DT Québec	6201332030	197726	Bollard, Renaud Notaires Inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2016-11-25	123,00 \$	450,00 \$	640,39 \$
DT Québec	6201332032	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC		2016-09-26	122,00 \$	1 025,00 \$	1 300,49 \$
DT Québec	6201332033	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 Québec		2016-09-23	144,00 \$	875,75 \$	1 150,90 \$
DT Québec	6201332035	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 Québec		2016-09-23	370,00 \$	1 139,25 \$	1 679,85 \$
DT Québec	6201332036	320411	Stein Monast S.E.N.C.R.L.	70, rue Dalhousie, bureau 300 G1K 4B2 Québec	2016-05-24	2016-05-01	124,00 \$	1 095,00 \$	1 382,98 \$
DT Québec	6201332045	34543	Bilodeau, Geneviève	189, rue John-Naima G5A 1M4 QC		2014-09-05	134,00 \$	415,00 \$	611,15 \$
DT Québec	6201432004	766679	Audrey Alain-Rochette, notaire Inc.	4656, boulevard de l'Auvergne G2C 2B5 Québec		2016-11-01	143,00 \$	204,00 \$	377,55 \$
DT Québec	6201432034	792636	Notarié Inc.	4846, route Marie-Victorin G0S 2C0 Québec		2016-11-04	376,00 \$	511,50 \$	964,10 \$
DT Québec	6201432035	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie Inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 Québec		2016-09-21	140,00 \$	365,00 \$	559,66 \$
DT Québec	6201432036	625297	Me Louis Laliberté notaire Inc.	1305, boul. Lebourgneuf, suite 105 G2K 2E4 QC		2016-11-03	261,00 \$	665,00 \$	1 025,58 \$
DT Québec	6201432040	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC	2016-04-04	2016-03-29	120,00 \$	925,00 \$	1 183,52 \$
DT Québec	6201432041	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2016-05-02	2016-04-25	120,00 \$	1 522,14 \$	1 870,08 \$
DT Québec	6201432045	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 G6V 6R8 Québec		2016-11-10	149,00 \$	923,80 \$	1 211,14 \$
DT Québec	6201432049	197726	Bollard, Renaud Notaires Inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2017-01-31	286,00 \$	600,00 \$	975,85 \$
DT Québec	6201432050	197726	Bollard, Renaud Notaires Inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2017-02-16	126,00 \$	350,00 \$	528,41 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Québec	6201432051	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2017-01-13	269,00 \$	350,00 \$	671,41 \$
DT Québec	6201432056	34543	Billodeau, Geneviève	189, rue John-Naima G5A 1M4 QC		2015-08-28	124,00 \$	455,00 \$	647,14 \$
DT Québec	6201532000	9766	Hardy Goyette & associes, notaires	785, Chemin de Chambly, bureau 101 J4H3M2 Québec	2016-02-22	2016-02-09	240,00 \$	704,56 \$	1 050,07 \$
DT Québec	6201532000	9766	Hardy Goyette & associes, notaires	785, Chemin de Chambly, bureau 101 J4H3M2 Québec		2016-08-05	133,00 \$	737,02 \$	980,39 \$
DT Québec	6201532009	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires S ENCRL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 Québec		2016-01-12	119,00 \$	182,77 \$	329,14 \$
DT Québec	6201532010	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires S ENCRL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 Québec		2016-01-12	254,00 \$	322,77 \$	625,11 \$
DT Québec	6201532017	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC		2016-09-26	122,00 \$	825,00 \$	1 070,54 \$
DT Québec	6201532035	712003	Annie Dion, notaire inc.	325, rue de l'Église, bureau 12 G3M 2A2 Québec		2016-10-28	163,00 \$	2 424,00 \$	2 949,99 \$
DT Québec	6201532036	712003	Annie Dion, notaire inc.	325, rue de l'Église, bureau 12 G3M 2A2 Québec		2016-09-30	143,00 \$	1 499,50 \$	1 867,06 \$
DT Québec	6201532037	371378	Walsh, Morin, Lafamme, notaires	577, rue de Bernières G7A 1E5 Québec		2016-03-31	168,00 \$	706,25 \$	980,01 \$
DT Québec	6201532038	712003	Annie Dion, notaire inc.	325, rue de l'Église, bureau 12 G3M 2A2 Québec		2016-09-30	143,00 \$	1 701,00 \$	2 098,72 \$
DT Québec	6201532039	493834	Leroux Côté Burrogano	507, Place d'Armes, bureau 1300 H2Y 2W8 Québec		2017-02-07	177,00 \$	2 653,14 \$	3 227,45 \$
DT Québec	6201532049	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC		2016-08-30	24,00 \$	615,00 \$	731,10 \$
DT Québec	6201532051	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC		2016-08-02	84,00 \$	2 065,00 \$	2 458,23 \$
DT Québec	6201532053	775466	Fortin & Fortin, notaires	3555, boulevard Wilfrid-Hamel G1P 2J4 Québec		2016-09-12	118,00 \$	500,00 \$	692,88 \$
DT Québec	6201532054	462729	Aubin & Desbiens Notaires inc.	2750, chemin Sainte-Foy bureau 243 G1V 1V6 Québec		2016-11-08		210,00 \$	241,45 \$
DT Québec	6201532055	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC		2017-01-18	1,00 \$	880,00 \$	1 012,78 \$
DT Québec	6201532055	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC		2016-08-31	37,00 \$	490,00 \$	600,38 \$
DT Québec	6201532056	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC		2016-09-01	35,00 \$	690,00 \$	828,33 \$
DT Québec	6201532060	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC		2016-09-26	122,00 \$	925,00 \$	1 185,52 \$
DT Québec	6201632004	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2017-02-17	424,00 \$	720,00 \$	1 251,82 \$
DT Québec	6201632014	88079	Brochu, Ysa (notaire)	885, Route 138 G0A 2R0 QC		2016-08-29	260,00 \$	896,79 \$	1 291,08 \$
DT Québec	6201632015	59781	Delisle, Guy	2980, boulevard Laurier, bureau 101 G1V 4S1 QC		2016-09-28	284,56 \$	1 175,00 \$	1 635,52 \$
DT Québec	6201632016	806509	Maryline Lefebvre, notaire inc.	200, rue Commerciale, bureau 202 G3M 1W1 Québec		2016-12-22	121,00 \$	450,92 \$	639,45 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)										
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Québec	6201632027	59618	Boudreault, Robert	2A, rue Saint-Pierre G3Z 2R5 QC		2016-12-23	150,00 \$	900,00 \$	1 184,78 \$	
DT Québec	6201632029	59618	Boudreault, Robert	2A, rue Saint-Pierre G3Z 2R5 QC		2017-01-10	300,00 \$	1 350,00 \$	1 852,16 \$	
DT Québec	6201632030	59618	Boudreault, Robert	2A, rue Saint-Pierre G3Z 2R5 QC		2016-12-23	150,00 \$	1 000,00 \$	1 299,75 \$	
DT Québec	6201632039	73499	Bourget, Chantale (notaire)	10 516, boulevard Ste-Anne, bureau 212 G0A 3C0 QC		2017-02-14	271,00 \$	1 100,00 \$	1 535,73 \$	
DT Québec	6201632040	138167	Marceau, Denis (notaire)	5000 3ième Avenue Ouest Suite 201 QC	G1H 7J1	2017-02-03	251,00 \$	919,00 \$	1 307,62 \$	
DT Québec	6201632043	792128	Me Pierre Duhamel, notaire et conseiller juridique	55A, rue Fusey G8T 2T8 Québec		2017-02-23	120,00 \$	612,88 \$	824,65 \$	
Total DT Québec										
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6,20022E+12	780889	Étude Christine Gagnon, notaire inc.	184, rue Jacques-Cartier Est G7H 1Y5 Qc	2016-09-14	2016-09-13	202,00 \$	1 275,00 \$	1 667,93 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201216062	297443	D.R. Notaire inc.	1062, rue St-Cyrille C.P. 562 G8M 4S6 QC	2016-09-29	2016-09-20	736,00 \$	285,00 \$	1 063,68 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416017	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 Qc	2016-11-10	2016-11-03	118,00 \$	920,00 \$	1 175,77 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416018	330119	Notaires Côté Tremblay Gervais	540, Sacré-Coeur Ouest Bureau 5 G8B 1M2 QC	2016-09-20	2016-09-01	128,00 \$	711,66 \$	946,23 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416019	330119	Notaires Côté Tremblay Gervais	540, Sacré-Coeur Ouest Bureau 5 G8B 1M2 QC	2017-01-20	2016-12-20	122,00 \$	799,96 \$	1 041,76 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416022	692284	Me Cathy Savard, notaire inc.	1571, boulevard Wallberg G8L 1H5 Qc	2016-12-06	2016-11-16	373,00 \$	2 135,34 \$	2 828,11 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416026	736868	Cantin Blais Notaires et Ass.	1452, boulevard Wallberg G8L 1H4 Qc	2016-04-25	2016-04-18	166,40 \$	258,33 \$	463,42 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416026	736868	Cantin Blais Notaires et Ass.	1452, boulevard Wallberg G8L 1H4 Qc	2016-04-25	2016-04-18	17,00 \$	218,75 \$	268,51 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416058	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 Qc	2016-09-20	2016-07-12	133,00 \$	475,00 \$	679,13 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416058	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 Qc	2016-09-14	2016-07-12	155,00 \$	810,00 \$	1 086,30 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416059	161725	Hudon, Néron, Brassard, notaires	265, rue Collard ouest, bureau 1 G8B 1M8 Qc	2016-09-28	2016-09-21	128,00 \$	900,00 \$	1 162,78 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416061	161725	Hudon, Néron, Brassard, notaires	265, rue Collard ouest, bureau 1 G8B 1M8 Qc	2016-10-27	2016-09-23	128,00 \$	700,00 \$	932,83 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416062	762274	Christel Simard-Monast notaire inc.	104-65, rue Saint-Joseph Sud G8B 6V4 Qc	2016-05-05	2016-04-29	134,00 \$	665,00 \$	898,58 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416071	73683	Tremblay, Gratien	155, rue Saint-Joseph Sud G8B 3E7QC	2016-06-27	2016-06-10	157,00 \$	1 590,00 \$	1 985,10 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416074	330119	Notaires Côté Tremblay Gervais	540, Sacré-Coeur Ouest Bureau 5 G8B 1M2 QC	2017-01-24	2016-12-20	315,00 \$	1 440,00 \$	1 970,64 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416076	330119	Notaires Côté Tremblay Gervais	540, Sacré-Coeur Ouest Bureau 5 G8B 1M2 QC	2017-01-12	2016-12-21	152,00 \$	1 135,00 \$	1 466,97 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416080	170231	Linda Beaulac, Notaire	65, boul. St-Joseph Sud, bureau 104 G8B 6V4 QC	2016-07-28	2016-06-15	178,00 \$	800,00 \$	1 097,80 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416083	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 Qc	2016-11-15	2019-09-22	156,00 \$	800,00 \$	1 075,80 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416083	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 Qc	2016-11-15	2016-09-22	133,00 \$	475,00 \$	679,13 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)										
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416088	161725	Hudon, Néron, Brassard, notaires	255, rue Collard ouest, bureau 1	G8B 1M8 Qc	2017-03-08		350,00 \$	402,41 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416094	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest	G8B 1N2 Qc	2017-01-26	251,00 \$	1 293,81 \$	1 738,56 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416095	344263	Nancy, Emond (notaire)	155, rue Armand Ouest	G8B 4B6 QC	2015-04-02	145,00 \$	310,00 \$	501,42 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416096	170231	Linda Beaulac, Notaire	2344, avenue du Pont Sud	G8B 5V2 Qc	2016-12-16	128,00 \$	1 350,00 \$	1 680,16 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416098	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest	G8B 1N2 Qc	2016-09-09	127,00 \$	800,00 \$	1 046,80 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416098	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest	G8B 1N2 Qc	2016-11-09	133,00 \$	475,00 \$	679,13 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416098	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest	G8B 1N2 Qc	2016-11-15	125,00 \$	800,00 \$	1 044,80 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416099	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest	G8B 1N2 Qc	2016-03-07	352,00 \$	1 075,00 \$	1 587,98 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416106	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest	G8B 1N2 Qc	2016-09-08	155,00 \$	800,00 \$	1 074,80 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416106	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest	G8B 1N2 Qc	2016-11-08	133,00 \$	475,00 \$	679,13 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516015	736868	Cantin Blais Notaires et Ass.	1452, boulevard Wallberg	G8L 1H4 Qc	2016-08-30	163,00 \$	377,50 \$	597,04 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616006	702399	Maltais, Labrecque & Tremblay, notaires SENCLR (inactif)	497, Racine Est Bureau 200	G7H 1T8Qc	2016-07-13	127,00 \$	629,87 \$	851,19 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616007	330120	Savard, Cathy (notaire)	1571, boul. Wallberg	G8L 1H5 QC	2016-08-05	254,00 \$	500,51 \$	829,47 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616008	330120	Savard, Cathy (notaire)	1571, boul. Wallberg	G8L 1H5 QC	2016-08-10	120,00 \$	364,00 \$	538,51 \$	
Total DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est									35 731,87 \$	
Région de la Mauricie	6200928002	513014	Hélène Samson, notaire	506, rue Du Moulin	G0X 3H0 QC	2016-12-20	57,00 \$	550,00 \$	689,36 \$	
Région de la Mauricie	6200928008	321078	Massicotte, Michel (médiateur)	25, rue des Forges Bureau 410	G9A 6A7 Qc	2015-12-31		635,00 \$	730,09 \$	
Région de la Mauricie	6201028029	513014	Hélène Samson, notaire	506, rue Du Moulin	G0X 3H0 QC	2016-01-20	198,00 \$	401,25 \$	659,33 \$	
Région de la Mauricie	6201128007	414965	Béland, Bernard (notaire)	415, avenue Sainte-Marie	J5V 1G2 QC	2015-09-02	148,00 \$	616,67 \$	857,01 \$	
Région de la Mauricie	6201228029	541926	Caumartin, Sylvie (notaire)	1930, rue Principale	J0K 3M0 QC	2016-09-23	131,00 \$	800,00 \$	1 050,80 \$	
Région de la Mauricie	6201228030	140404	Notaires Leblanc Martin & associés,Conseillers juridiques inc., Les	Place Royale 1350, rue Royale, bureau 1000	G 9A 4J4 Québec	2015-10-30	161,00 \$	585,00 \$	833,60 \$	
Région de la Mauricie	6201228031	541926	Caumartin, Sylvie (notaire)	1930, rue Principale	J0K 3M0 QC	2016-09-23	131,00 \$	733,00 \$	973,77 \$	
Région de la Mauricie	6201328020	210005	Desaulniers Gervais Parenteau Sylvestre	540, Avenue de Grand-Mère	G8T 2H2 Québec	2016-08-24	296,00 \$	406,46 \$	763,32 \$	
Région de la Mauricie	6201428006	513014	Hélène Samson, notaire	506, rue Du Moulin	G0X 3H0 QC	2015-10-01	338,84 \$	723,75 \$	1 170,97 \$	
Région de la Mauricie	6201428012	352408	Parent, Lyne (notaire)	823, boulevard Thibeau	G8T 7A7 Québec	2017-01-27	144,00 \$	633,33 \$	872,17 \$	
Région de la Mauricie	6201428031	462869	Ward & associés S.E.N.C.R.L.	190, rue Fusey	G8T 2V8 Québec	2016-02-24	141,00 \$	350,00 \$	543,41 \$	
Région de la Mauricie	6201428032	462869	Ward & associés S.E.N.C.R.L.	190, rue Fusey	G8T 2V8 Québec	2016-02-24	141,00 \$	350,00 \$	543,41 \$	
Région de la Mauricie	6201428033	541926	Caumartin, Sylvie (notaire)	1930, rue Principale	J0K 3M0 QC	2016-09-23	131,00 \$	808,00 \$	1 059,99 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Région de la Mauricie	6201528012	140404	Notaires Leblanc Martin & associés, Cons eillers juridiques inc., Les	Place Royale 1350, rue Royale, bureau 1000 9A 4J4 Québec	2016-06-22	2016-04-29	163,00 \$	610,00 \$	864,35 \$
Région de la Mauricie	6201528015	196673	Pépin, Nathalie (notaire)	3220, boulevard Saint-Jean G9B 2M1 Québec	2017-01-27	2016-12-19	125,00 \$	875,00 \$	1 131,03 \$
Région de la Mauricie	6201528038	800525	Gervais, Bélanger, notaires S.E.N.C.R.L.	2460, avenue St-Marc G9N 2J7 Québec	2017-01-26	2016-10-31	124,00 \$	269,16 \$	433,47 \$
Région de la Mauricie	6201528055	369354	Barbeau, Marline (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 Québec	2017-01-26	2016-11-30	32,00 \$	685,00 \$	819,58 \$
Région de la Mauricie	6201528061	369354	Barbeau, Marline (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 Québec		2016-12-15	17,00 \$	400,00 \$	476,90 \$
Région de la Mauricie	6201528063	369354	Barbeau, Marline (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 Québec	2016-12-02	2016-11-22	8,00 \$	400,00 \$	467,90 \$
Total Région de la Mauricie									14 940,46 \$
Région du centre du Québec	6200624014	466600	Denis Tanguay, notaire inc.	92, rue Principale Nord J0B 2H0 Québec	2016-06-21	2015-09-03	210,00 \$	308,33 \$	564,51 \$
Région du centre du Québec	6201324012	669411	Étude notariale MHR	85, rue Notre- Dame, bureau 101 J3T 1V8 Québec	2017-02-03	2016-03-29	116,00 \$	150,00 \$	288,46 \$
Région du centre du Québec	6201324012	669411	Étude notariale MHR	85, rue Notre- Dame, bureau 101 J3T 1V8 Québec	2017-02-03	2016-03-29	148,00 \$	340,00 \$	538,92 \$
Région du centre du Québec	6201324024	543833	Matte, Claude (notaire)	88, boulevard Gall J2C 1H6 Québec	2017-02-06	2016-05-05	285,00 \$	750,00 \$	1 147,31 \$
Région du centre du Québec	6201424013	400128	Me Christian Daviau, notaire inc.	315, rue Visitation J0H 2E0 Québec	2016-06-22	2015-11-30	533,69 \$	266,41 \$	840,00 \$
Région du centre du Québec	6201424020	613023	Germain & Rivest notaires S.E.N.C.R.L.	6455, Jean- Talon Est, bureau 103 H1S 3E8 Qc	2016-06-01	2015-12-10	141,00 \$	807,00 \$	1 068,84 \$
Région du centre du Québec	6201424029	715300	Guay Giguère & Beaumont inc.	235, rue Hériot, bureau 470 J2C 6X5 Québec	2015-12-29	2015-09-23	126,00 \$	739,00 \$	975,67 \$
Région du centre du Québec	6201424034	330202	Boudreau & associés SENCRL	296, rue Notre-Dame Est G6P 4A3 Québec	2017-03-02	2016-07-29	131,00 \$	1 840,00 \$	2 246,54 \$
Région du centre du Québec	6201524002	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 Québec	2016-06-02	2015-12-11	10,00 \$	550,52 \$	642,96 \$
Région du centre du Québec	6201524003	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 Québec	2016-06-22	2015-12-11	126,00 \$	600,08 \$	815,94 \$
Région du centre du Québec	6201524008	615899	St-Pierre, Jules (notaire)	85, rue Notre- Dame Bureau 101 J3T 1V8 Québec	2016-06-22	2016-05-09	121,00 \$	1 000,00 \$	1 270,75 \$
Région du centre du Québec	6201524014	217238	Giguère, Yves (notaire)	250, rue Notre-Dame Est G6P 4A1 Québec	2017-01-31	2016-03-21	0,00 \$	300,00 \$	344,93 \$
Région du centre du Québec	6201524019	466218	Nicole Provancher	517, rue St-Georges, C.P. 9 G0X 1V0 QC	2017-01-27	2017-01-04	126,00 \$	475,00 \$	672,13 \$
Région du centre du Québec	6201524022	204478	Bolvin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St- Joseph, bureau 300 G8Z 4M5 Québec	2017-01-26	2016-12-06	266,00 \$	625,00 \$	984,59 \$
Région du centre du Québec	6201624016	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 Québec	2016-10-31	2016-10-25	5,00 \$	120,00 \$	142,97 \$
Région du centre du Québec	6201624018	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 Québec	2016-10-31	2016-10-25	5,00 \$	120,00 \$	142,97 \$
Région du centre du Québec	6201624019	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 Québec	2016-10-31	2016-10-25	5,00 \$	120,00 \$	142,97 \$
Région du centre du Québec	6201624022	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 Québec	2016-10-31	2016-10-25	5,00 \$	120,00 \$	142,97 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Directions territoriales (DT)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Total Région du centre du Québec									12 973,43 \$
Total général							110 811,73 \$	545 773,99 \$	738 315,85 \$
Total Directions territoriales									738 315,85 \$

Rapport annuel des comptes de notaires - Service de l'expertise immobilière (SEI)									
Période du 2016-04-01 au 2017-03-29									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Service expertise immobilière	6200568008	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-11-04	118,00 \$	1 694,00 \$	2 065,68 \$
Service expertise immobilière	6200668018	79101	Raymond, Benoît	2424, rue King Ouest, bureau 110 J 1J 2E8 QC		2016-09-08		250,00 \$	287,44 \$
Service expertise immobilière	6200768038	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	1300, boulevard de la Rivière- Sud Bureau 303 G6W 5M6 Québec		2016-01-29	157,00 \$	1 080,25 \$	1 399,01 \$
Service expertise immobilière	6200768069	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCR L] notaires et cons.juridiques	37, place Bourget Sud Bureau 301 J 6E 5G1 Québec		2016-03-22	128,00 \$	437,50 \$	631,02 \$
Service expertise immobilière	6200768070	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCR L] notaires et cons.juridiques	37, place Bourget Sud Bureau 301 J 6E 5G1 Québec		2016-03-22	128,00 \$	817,50 \$	1 067,93 \$
Service expertise immobilière	6200868000	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2016-07-21		165,00 \$	189,71 \$
Service expertise immobilière	6201016028	382538	Carmen Harvey Notaire	5382, Ave du Pont Nord G8E 1V1 QC		2017-03-08		1 174,98 \$	1 350,93 \$
Service expertise immobilière	6201268011	458330	Lafond, notaires Inc.	1101- 3030, boul. Le Carrefour Québec		2016-07-26	176,00 \$	2 271,42 \$	2 787,56 \$
Service expertise immobilière	6201268038	496540	Lajole Lemieux notaires S.E.N.C.R.L.	138, rue Price Ouest, bureau 208 G 7J 1G8 Qc		2016-12-30	4,00 \$	585,00 \$	676,60 \$
Service expertise immobilière	6201316031	483725	Gain Lamarre Casgrain Wells, S.E.N.C.R.L.	1067, boul. Sacré-Coeur G8K 1R3 Québec		2016-02-09	265,00 \$	1 167,31 \$	1 607,12 \$
Service expertise immobilière	6201368094	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul. Femand-Lafontaine, bureau 102 J4G 2R8 Québec		2016-04-12	93,00 \$	414,40 \$	569,46 \$
Service expertise immobilière	6201416091	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires Inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 Qc		2017-01-26	266,00 \$	890,50 \$	1 289,86 \$
Total général							1 335,00 \$	10 947,86 \$	13 922,32 \$
Total Service de l'expertise immobilière:									13 922,32 \$

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME SUZANNE ARPIN (ADRESSE PERSONNELLE)	51.17\$/HRE	OCT. À AVR.	PRÉPARATION ET SUIVI DU COMITÉ DES ENQUÊTES; RÉDACTION DE DÉCISIONS, RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS D'ENQUÊTE.	7 944,00 \$
ME CLAUDE BOIES (ADRESSE PERSONNELLE)	94.14\$/HRE	AVR. MAI	ASSURER LE SUIVI DES DÉBATS EN LIEN AVEC LE PROJET DE LOI NO 59 À L'ASSEMBLÉE NATIONALE, ET FAIRE RAPPORT À LA COMMISSION	2 730,00 \$
ME FRANCS MELOCHE TOUR DE LA BOURSE 800 SQUARE VICTORIA, BUREAU 720 MONTREAL (QUÉBEC) H4Z 1A1	150.00\$/HRE	AVR. À MARS	CONSEILLER, ACCOMPAGNER , REPRÉSENTER LA COMMISSION EN MATIÈRE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES RELATIONS DE TRAVAIL	10 542,00 \$
THIBAULT, JOELLE (ME) (ADRESSE PERSONNELLE)	DÉCRET 1725-90	NOVEMBRE	MÉDIATION DANS 3 DOSSIERS D'ENQUÊTE. (SE POURSUIVRA EN 2017-2018)	600,00 \$
TRUDEL, PIERRE (ME) UNIVERSITÉ DE MONTREAL (ADRESSE PERSONNELLE)	FORFAITAIRE	2016-2017	RECHERCHE SUR LES NOUVEAUX ENJEUX POUR LES DROITS FONDAMENTAUX ET LES STRATÉGIES DE PROTECTION CONTRAT ÉTABLI AU MONTANT TOTAL DE 10 662\$: 2015-2016 (7 465\$) ET 2016-2017 (3 199\$)	3 199,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ARSENAULT CABINET D'AVOCATS INC.	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	0,00 \$
CAZA, MARCO-PIERRE, MÉDIATEUR	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	236,00 \$
CENTRE DE MÉDIATION ST-HUBERT INC.	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	547,00 \$
CHABOT, PRÉVENTION ET RÉSOLUTION DES CONFLITS INC.	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	0,00 \$
COUTURIER, DAVID	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	0,00 \$
DE CARDILLAC, FRANÇOISE, MÉDIATRICE	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	143,00 \$
GAGNON, MARIE, MÉDIATEUR	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	404,00 \$
HALLÉ, ANNIE, AVOCATE	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	236,00 \$
IMBEAULT, NATHALIE	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	0,00 \$
LANEVILLE, YVES, MÉDIATEUR	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	261,00 \$
MARTIN, SUZANNE, MÉDIATRICE FAMILIALE	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	547,00 \$
MESSIER, MARYSE	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	0,00 \$
MORIN, YANNICK	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	261,00 \$
N'KAA BIBI BATERA, CLARISSE	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	0,00 \$
PINARD, BRIGITTE	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	0,00 \$
POTTRAS, RICHARD, AVOCAT	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	143,00 \$
SAUVÉ, ALAIN, MÉDIATEUR	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	143,00 \$

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
SCIASCIA, ANTONIO	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	Fournir des services de médiation en ligne	0,00 \$
SONNENSCH EIN, SOLOMON, MÉDIATEUR	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	Fournir des services de médiation en ligne	404,00 \$
TREMBLAY, JOSÉE	SUCCÈS MÉDIATION : 143\$ ÉCHEC MÉDIATION : 118\$	Du 2016-11-01 AU 2017-11-01	Fournir des services de médiation en ligne	0,00 \$

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME LOUISE PROVOST	FORFAIT	AVRIL 2016	FORMATION AUX PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE	3 000,00 \$
ME JEAN-FRANÇOIS ROBERGE	250 \$ / HEURE	NOV 2016 À MARS 2017	SOUTIEN ET CONSEIL STRATÉGIQUE DANS LE CADRE DE LA PRÉPARATION DU PROJET DE LOI SUR LES SOINS BUCCODENTAIRES	9 750,00 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
JACQUES LAROCHELLE AVOCAT INC.	200 \$/ HEURE	2016-07	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LES INSTANCES JUDICIAIRES	27 052,60 \$
BATTISTA TURCOT ISRAEL CORBO S.E.N.C.	200 \$/ HEURE	2016-06	REPRÉSENTER UN MEMBRE OU UN EMPLOYÉ DEVANT LES INSTANCES JUDICIAIRES OU ADMINISTRATIVES	5 283,50 \$
ME LUCIEN LEBLANC	FORFAIT DE 717 \$	2016-10	CONFÉRENCE PORTANT SUR LES ASPECTS JURIDIQUES DU DOUBLE STATUT.	717,00 \$
LEVESQUE LAVOIE AVOCATS INC.	180 \$/ HEURE	2016-04	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	16 316,00 \$
LEVESQUE LAVOIE AVOCATS INC.	130 \$/ HEURE	2016-08	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	1 907,35 \$
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN S.E.N.C.R.L., S.R.L	180 \$/ HEURE	2016-11	REPRÉSENTER LE TRIBUNAL DEVANT LES INSTANCES JUDICIAIRES	7 918,46 \$

P.44 **POUR 2016-2017, FOURNIR LES STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES. FOURNIR :**

A. LA LISTE DES BUREAUX AVEC LE NOM DES PROFESSIONNELS QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;

B. UNE VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN 2016-2017, EN INDIQUANT, S’IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;

C. UNE COMPARAISON AVEC L’ANNÉE 2015-2016.

MINISTÈRE

NOM DU MANDATAIRE	MOIS	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
LANDRY, PIERRE	AVRIL 2016	100 \$/H ³	AGIR À TITRE DE CORRESPONDANT DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC AUPRÈS DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA DANS LES DOSSIERS EN MATIÈRE CIVILE.	15 483,00 \$	MJQ-DGAJL
MONTANT DES HONORAIRES POUR L’ENSEMBLE DES MANDATS				15 483,00\$	

VEUILLEZ NOTER QUE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES N'EST PLUS UNE DIRECTION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DEPUIS SON REMPLACEMENT PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES POURSUITES PUBLIQUES QUI A ÉGALEMENT DISPARUE DÈS LA CRÉATION DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) EN MARS 2007, ORGANISME BUDGÉTAIRE DÉTACHÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

LÉGENDE:
H : TAUX HORAIRE
³ : MANDAT HORS QUÉBEC

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE 1 : LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES DU MJQ A ÉTÉ REMPLACÉE PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES POURSUITES PUBLIQUES QUI N’EXISTE PLUS. C’EST MAINTENANT UN ORGANISME BUDGÉTAIRE INDÉPENDANT APPELÉ DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES QUI DIRIGE, POUR L’ÉTAT, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC.

NOTE 2 : LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES A OBTENU LA DÉLÉGATION REQUISE EN VERTU DE LA LOI POUR OCTROYER CES MANDATS.

AUCUN MANDAT ACCORDÉ EN 2016-2017 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES.

P.45 BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2016-2017, EN PRÉCISANT :

- A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;
- B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT;
- C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;
- D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON;
- E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.

MINISTÈRE

A. PROJETS TERMINÉS

ANNÉE 2016- 2017

NOM DU PROJET : REHAUSSEMENT SÉCURITÉ
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL

BUDGET : 9,9 M\$

LIVRAISON : 2016-2017

B. PROJETS EN VOIE D’ACHÈVEMENT*

NOM DU PROJET : RÉAMÉNAGEMENT MAJEUR
PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU

BUDGET : 6,0 M \$

LIVRAISON : PQI 2016-2026
PROJET EN PLANIFICATION
2017-2018

NOM DU PROJET : RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT
PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI

BUDGET : 66,9 M\$ ET 1,3 M\$ POUR LES COÛTS RELATIFS AU MOBILIER ET AUX ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES

LIVRAISON : PQI 2016-2026
PROJET EN RÉALISATION
2018-2019

NOM DU PROJET : RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT
PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL

BUDGET : 46 M \$

LIVRAISON : PQI 2016-2026
PROJET EN PLANIFICATION
2019-2020

NOM DU PROJET : RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE

BUDGET : 53 M \$

LIVRAISON : PQI 2016-2026
PROJET EN PLANIFICATION
2020-2021

NOM DU PROJET : LONGUEUIL PHASE I – AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT D'ESPACE

BUDGET : 21,9 M\$ (SERA RÉVISÉ À LA HAUSSE À 23,6 M\$)

LIVRAISON : PQI 2016-2026
PROJET EN RÉALISATION (PHASE 1-A)
PROJET EN PLANIFICATION (PHASE 1-B)
2019-2020

NOM DU PROJET : LONGUEUIL PHASE 2 – AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT D'ESPACE

BUDGET : 1,3 M\$ (BUDGET POUR L'ÉTUDE)

LIVRAISON : PQI 2016-2026
PROJET EN PLANIFICATION
2025-2026

NOM DU PROJET : **GATINEAU — AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT D'ESPACE**

BUDGET : 2,5 M\$

LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2017-2018

NOM DU PROJET : **LA TUQUE — RÉAMÉNAGEMENT DU DPCP ET DU MJQ AU PALAIS DE JUSTICE**

BUDGET : 1,3 M\$

LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2017-2018

C. PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD

AUCUN.

D. PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON

AUCUN.

E. PROJETS EN ATTENTE

AUCUN.

* CES PROJETS SONT INSCRITS AU PQI 2016-2026.

P.46 SOMMES VENTILÉES ET DÉTAILLÉES POUR L'ANNÉE 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018 POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE, PAR PALAIS DE JUSTICE. INDIQUER LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2016-2017 PAR LA TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC.

MINISTÈRE

DÉPENSES EN 2016-2017 : 480 619,23 \$

PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2016-2017

PALAIS DE JUSTICE	COÛT DU PROJET	DÉPENSES
PALAIS DE JUSTICE DE LA TUQUE	416,88 \$	416,88 \$
PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES	1 338,00 \$	1 338,00 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	1 591,50 \$	1 591,50 \$
PALAIS DE JUSTICE DE L'ÎLE DU HAVRE-AUBERT	19 135,45 \$	19 135,45 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LA MALBAIE	13 795,84 \$	13 795,84 \$
PALAIS DE JUSTICE JOLIETTE	260 003,60 \$	52 726,20 \$
CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE MONTRÉAL	651,16 \$	651,16 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL-REHAUSSEMENT	3 294 165,90 \$	279 802,32 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL-MODERNISATION	487 220,50 \$	111 161,88 \$
TOTAL	4 078 318,83 \$	480 619,23 \$

P.47 POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE, PRÉCISER LES SOMMES ACCORDÉES DEPUIS 2004 POUR ASSURER LA SÉCURITÉ, PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE, VENTILÉES AFIN D’EXPOSER LE DÉTAIL DE L’UTILISATION DE CHACUNE DE CES SOMMES.

MINISTÈRE

DÉPENSES EN 2016-2017 : 480 619,23 \$

PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2016-2017

DISTRICT JUDICIAIRE	COÛT DU PROJET	DÉPENSES
SAINT-MAURICE	416,88 \$	416,88 \$
BEAUHARNOIS	1 591,50 \$	1 591,50 \$
JOLIETTE	260 003,60 \$	52 726,20 \$
GASPÉ	19 135,45 \$	19 135,45 \$
MONTRÉAL	3 782 037,56 \$	391 615,36 \$
TROIS-RIVIÈRES	1 338,00 \$	1 338,00 \$
CHARLEVOIX	13 795,84 \$	13 795,84 \$
TOTAL	4 078 318,83 \$	480 619,23 \$

MINISTÈRE

1. PLAN QUÉBÉCOIS D’IMMOBILISATION 2016-2026

AU COURS DE L’ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC A PRÉSENTÉ AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR LES PROJETS À INSCRIRE AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2016-2026. LE PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2016-2026 APPROUVÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR A ÉTÉ TRANSMIS AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC LE 19 AVRIL 2016.

SUIVI DES PROJETS IMMOBILIERS INSCRITS AU PLAN QUÉBÉCOIS D’IMMOBILISATION DEPUIS 2016

PROJETS EN RÉALISATION

PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉAMÉNAGER LE PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI. LE 20 MARS 2013, LE DOSSIER D’AFFAIRES INITIAL A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE CONSEIL DES MINISTRES POUR UN MONTANT DE 72,9 M\$. LE 12 FÉVRIER 2014, UNE NOUVELLE DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D’INFRASTRUCTURE PUBLIQUE A ÉTÉ ADOPTÉE. CETTE DIRECTIVE REQUIERT LA PRÉPARATION D’UN DOSSIER D’AFFAIRES QUI COMPREND, NOTAMMENT, LES PLANS ET DEVIS D’EXÉCUTION.

LE PROJET A ÉTÉ APPROUVÉ À LA SÉANCE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 9 MARS 2016 POUR UN COÛT DE PROJET DE 68,23M\$. LES TRAVAUX D’ENVERGURE SUR LE PALAIS DE JUSTICE EXISTANT POURRONT DÉBUTER DÈS LE PRINTEMPS 2017 AFIN DE LIVRER LE NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE AU PRINTEMPS 2019.

PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 1

LE PROJET CONSISTE À AMÉNAGER ET AGRANDIR LE PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES 10 PROCHAINES ANNÉES. CE PROJET EST DÛ À L’ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS CE DISTRICT JUDICIAIRE DE LONGUEUIL. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN DEUX ÉTAPES (PHASE 1-A ET PHASE 1-B) DANS LE BÂTIMENT EXISTANT POUR L’AJOUT DE SALLES D’AUDIENCE, DES BUREAUX DE JUGES, UNE SALLE D’AUDIENCE AMÉNAGÉE POUR LES MÉGAPROCÈS ET LES ACTIVITÉS DU BUREAU RÉGIONAL DES INFRACTIONS ET DES AMENDES. LE COÛT DU PROJET DE LA PHASE 1 EST ESTIMÉ À 21,9 M\$ ET A ÉTÉ RÉÉVALUÉ À LA HAUSSE POUR UN MONTANT 23,6 M\$.

LA PHASE 1-A NÉCESSITE LA RELOCALISATION DU SERVICE DE PROBATION DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NÉCESSITE ENVIRON 18 MOIS DE RÉALISATION. CETTE PHASE A ÉTÉ APPROUVÉE LE 23 AOÛT 2016 AU MONTANT DE 4,9 M\$.

LA PHASE 1-B EST EN PLANIFICATION ET ELLE REQUIERT LA CONSTRUCTION D’ESPACES ATTENANTS AU PALAIS POUR LES PROCUREURS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. LA RÉALISATION DE CETTE PHASE EST ESTIMÉE À 18,7 M\$.

PROJETS EN PLANIFICATION

PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT ACTUEL SERAIT PRÉSERVÉ. LE PROJET SERA ASSUJETTI À LA DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D’INFRASTRUCTURE PUBLIQUE.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ DE FAÇON PRÉLIMINAIRE À 53,0 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU

LE PROJET CONSISTE À EFFECTUER DES RÉNOVATIONS MAJEURES AU PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS IDENTIFIÉS.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 6,0 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT EXISTANT SERAIT PRÉSERVÉ. EN PLUS DE LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT ACTUEL, LE PROJET POURRAIT COMPRENDRE LA CONVERSION DES ESPACES VACANTS DU CENTRE DE DÉTENTION OU L’AGRANDISSEMENT PAR LA CONSTRUCTION D’ESPACES ADDITIONNELS.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ DE FAÇON PRÉLIMINAIRE À 46,0 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU

LE PROJET CONSISTE À AMÉNAGER ET ACCROÎTRE À L’INTERNE LES ESPACES DU PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU POUR RÉPONDRE AUX BESOINS POUR UN MINIMUM DE 20 ANS. CES BESOINS SONT DUS À L’ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE HULL. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN CINQ ÉTAPES DANS LE BÂTIMENT EXISTANT POUR L’AJOUT DE DEUX SALLES D’AUDIENCE, DE BUREAUX DE JUGES.

LE PROJET A ÉTÉ AUTORISÉ LE 29 SEPTEMBRE 2015 AU COÛT DE 2,467 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 2

SELON LES PROJECTIONS DE L’ACTIVITÉ JUDICIAIRE À LONGUEUIL, IL SERAIT NÉCESSAIRE D’AGRANDIR LE BÂTIMENT ACTUEL DE FAÇON À CE QUE LES AMÉNAGEMENTS SOIENT TERMINÉS VERS 2028. CETTE PHASE VISE À RÉPONDRE AUX BESOINS SUR PLUS DE 20 ANS ET ELLE EST INSCRITE AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2016-2026. LA RÉALISATION DES ÉTUDES EST ESTIMÉE À 1,3 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE LA TUQUE

LE PROJET CONSISTE À RELOGER LES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS UNE AUTRE SECTION DU BÂTIMENT, CE QUI PERMETTRA DE RÉSOUDRE PLUSIEURS PROBLÉMATIQUES NOTAMMENT PAR L’AGRANDISSEMENT DU QUARTIER CELLULAIRE ET LA SÉPARATION DES CIRCULATIONS DES DIFFÉRENTES CLIENTÈLES.

LE COÛT DES TRAVAUX EST ÉVALUÉ À ENVIRON 3,2 M\$. L'IMPACT POUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE EST DE L'ORDRE DE 1 M\$.

P.49 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN :

- A. **CHAMBRE CIVILE;**
- B. **CHAMBRE CIVILE - DIVISION DES PETITES CRÉANCES;**
- C. **CHAMBRE CRIMINELLE;**
- D. **CHAMBRE DE LA JEUNESSE.**

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2016 :

A. CHAMBRE CIVILE :

DOSSIERS OUVERTS PAR MOIS : 58 368
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES UN JOUR OU MOINS : 269
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES PLUS D'UN JOUR À 2 JOURS : 248
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES PLUS DE 2 JOURS : 265

B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES :

DOSSIERS OUVERTS PAR MOIS : 21 234
DÉLAI D'AUDITION : 304

C. CHAMBRE CRIMINELLE :

DOSSIERS OUVERTS PAR MOIS : 111 014
DÉLAI D'AUDITION - COMPARUTION : 60
DÉLAI D'AUDITION - ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : 198
DÉLAI D'AUDITION - PROCÈS : 169

D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE :

DOSSIERS OUVERTS – DÉLINQUANCE PAR MOIS : 12 131
DÉLAI D'AUDITION - COMPARUTION DÉLINQUANCE : 36
DÉLAI D'AUDITION - PROCÈS DÉLINQUANCE : 46

DOSSIERS OUVERTS – PROTECTION PAR MOIS : 8 842
DÉLAI D'AUDITION - AUDITION PROTECTION : 49

DOSSIERS OUVERTS – ADOPTION PAR MOIS : 716
DÉLAI D'AUDITION - AUDITION ADOPTION : 29

P.50 NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). INDiquer LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2016 :

TOTAL	21 234
3 000,00 \$ ET MOINS	9 465
3 000,01 \$ À 5 000,00 \$	3 119
5 000,01 \$ ET PLUS	8 650

P.51 NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2016 :

TOTAL : 1 736

P.52 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2016

DOSSIERS OUVERTS, CH. CIVILE : 24 608

DOSSIERS OUVERTS, CH. DE LA FAMILLE : 24 930

P.53 CONCERNANT LA COUR DES PETITES CRÉANCES, POUR 2015-2016 ET 2016-2017, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER ET STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS :

- A. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS;
- B. LE NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION;
- C. LE NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT.

MINISTÈRE

A. NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS

ANNÉE CIVILE 2016

	2016
DOSSIERS	21 234

B. NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION

ANNÉE CIVILE 2016

	2016
DOSSIERS	1 736

C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT

ANNÉE CIVILE 2016

LES DONNÉES CORRESPONDENT AU NOMBRE TOTAL D’AVIS D’EXÉCUTION ÉMIS AUX PETITES CRÉANCES. IL EST IMPOSSIBLE DE PRÉCISER LES CAS OÙ UN REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL.

	2016
JANVIER	323
FÉVRIER	357
MARS	351
AVRIL	401
MAI	332
JUIN	375
JUILLET	303
AOÛT	338
SEPTEMBRE	330
OCTOBRE	349
NOVEMBRE	448
DÉCEMBRE	314
TOTAL	4 221

MINISTÈRE

RÉGIONS	NOMS	Coûts totaux (\$)
		(salaires, loyers et autres)
1	AMQUI	222 250 \$
	MATANE	264 528 \$
	MONT-JOLI	131 962 \$
	Sous-total région 01 : Bas St-Laurent	618 740 \$
2	CHIBOUGAMAU	293 990 \$
	DOLBEAU	117 713 \$
	Sous-total région 02 : Saguenay-Lac-Saint-Jean	411 703 \$
4	La Tuque	216 891 \$
	Sous-total région 04 : Mauricie-Bois-Francs	216 891 \$
5	GRANBY	1 615 857 \$
	MAGOG	58 420 \$
	Sous-total région 05 : Estrie	1 674 277 \$
7	MANIWAKI	303 576 \$
	Sous-total région 07 : Outaouais	303 576 \$
8	VAL D'OR	2 325 415 \$
	LA SARRE	170 077 \$
	SENNETERRE	31 697 \$
	Sous-total région 08 : Abitibi-Témiscamingue	2 527 189 \$
9	FORESTVILLE	80 781 \$
	COUR ITINÉRANTE	81 958 \$
	Sous-total région 09 : Côte Nord	162 740 \$
10	COUR ITINÉRANTE	2 571 191 \$
	Sous-total région 10 : Grand Nord	2 571 191 \$
11	HÂVRE-AUBERT	319 165 \$
	STE-ANNE-DES-MONTS	222 941 \$
	GASPÉ	140 678 \$
	CARLETON	84 762 \$
	Sous-total région 11 : Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	767 546 \$
14	REPENTIGNY	9 310 \$
	Sous-total région 14 : Lanaudière	9 310 \$
15	STE-AGATHE-DES-MONTS	68 465 \$
	LACHUTE	40 265 \$
	Sous-total région 15 : Laurentides	108 730 \$
TOTAL		9 371 893 \$

P.55 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE.
FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.

MINISTÈRE

	2016-2017
CÉLÉBRANTS	5 645

P.56 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS « AD HOC ») DEPUIS 2010-2011 JUSQU’À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.

MINISTÈRE

	2016-2017
CÉLÉBRANTS « AD HOC »	5 559

P.57 POUR CHACUNE DES 5 DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE D’AVIS ENVOYÉS AUX CÉLÉBRANTS POUR LEUR RAPPELER LEURS OBLIGATIONS PRÉVUES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC.

EN MAI 2016, UN RAPPEL DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE A ÉTÉ TRANSMIS À L’ENSEMBLE DES CÉLÉBRANTS AFIN DE LEUR RAPPELER LEURS OBLIGATIONS PRÉVUES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC, NOTAMMENT CELLE QUI ORDONNE LA TRANSMISSION, SANS DÉLAI, DE TOUTE DÉCLARATION DE MARIAGE.

DE PLUS, CHAQUE PERSONNE QUI DEMANDE D’ÊTRE DÉSIGNÉ CÉLÉBRANT AD HOC EST INFORMÉE DE L’ENSEMBLE DES DEVOIRS ET OBLIGATIONS QU’IL DEVRA RESPECTER. CES INFORMATIONS LUI SERONT TRANSMISES, UNE PREMIÈRE FOIS, DANS LE CADRE D’UNE ENTREVUE OBLIGATOIRE AVEC UN RESPONSABLE DU MINISTÈRE, PRÉALABLEMENT À SA DÉSIGNATION. PAR LA SUITE, IL RECEVRA UNE TROUSSE D’INFORMATION QUI CONTIENT L’ENSEMBLE DES INFORMATIONS NÉCESSAIRES À LA CÉLÉBRATION DU MARIAGE, NOTAMMENT LES OBLIGATIONS PRÉVUES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC.

P.58 DÉTAILLER LES HAUSSES DES TARIFS JUDICIAIRES ENTRÉES EN VIGUEUR LE 1^{ER} JANVIER 2017 POUR CHACUN DES ACTES DE PROCÉDURES TOUCHÉS PAR CETTE HAUSSES. FOURNIR LES SOMMES TOTALES PERÇUES POUR CHACUN DES ACTES DE PROCÉDURE PAR ANNÉE DEPUIS 2011-2012 ET INCLURE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

AUCUNE RÉFORME DE LA TARIFICATION JUDICIAIRE N’A ÉTÉ EFFECTUÉE EN 2016-2017. LES DERNIÈRES MODIFICATIONS AU TARIF JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE ET AU TARIF DES FRAIS JUDICIAIRES APPLICABLES AU RECOUVREMENT DES PETITES CRÉANCES SONT ENTRÉES EN VIGUEUR LE 1^{ER} JANVIER 2016, À LA MÊME DATE QUE LE NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

P.59 AU 31 MARS 2017, LE NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE : INSTITUÉ PAR LA *LOI SUR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES* LE 15 MARS 2007, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DIRIGE POUR L'ÉTAT, SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC. LES SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL SONT, DEPUIS CETTE DATE, DÉSIGNÉS « PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ».

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
QUÉBEC Québec Bureau de la directrice Bureau des affaires pénales Bureau du service juridique Bureau de service-conseil Bureau des affaires de la jeunesse	 44 10 11 16 1 4	86
CHARLEVOIX La Malbaie	 1	1
MONTMAGNY Montmagny	 2	2
BEAUCE Saint-Joseph-de-Beauce	 4	4
RIMOUSKI Amqui Matane Mont-Joli Rimouski Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	 4 5 1 2	12
KAMOURASKA Rivière-du-Loup Bureau des affaires pénales	 5 1	6
GASPÉ Percé Sainte-Anne-des-Monts Bureau de service-conseil	 2 1 1	4
BONAVENTURE Carleton-sur-Mer New Carlisle	 4	4
BAIE-COMEAU Baie-Comeau Bureau des affaires pénales	 6 1	7
MINGAN Cour itinérante Sept-Îles	 5	5
ROBERVAL Roberval Bureau des affaires de la jeunesse	 5 2	7
CHICOUTIMI Saguenay Bureau de service-conseil Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	 7 1 2 1	11

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
ALMA Alma	3	3
TROIS-RIVIÈRES Trois-Rivières Bureau des affaires pénales Bureau du service juridique Bureau de service-conseil Bureau des affaires de la jeunesse	13 1 1 2 1	18
ARTHABASKA Victoriaville Bureau de service-conseil	4 1	5
SAINT-AURICE La Tuque Shawinigan	1 4	5
DRUMMOND Drummondville Bureau de service-conseil	4 1	5
SAINT-FRANÇOIS Sherbrooke Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	14 2 2	18
BEDFORD Cowansville Granby Bureau de service-conseil Bureau des affaires de la jeunesse	6 1 1	8
FRONTENAC Thetford Mines	2	2
LONGUEUIL Longueuil Bureau des affaires pénales Bureau de service-conseil Bureau des affaires de la jeunesse	35 6 1 6	48
IBERVILLE Saint-Jean-sur-Richelieu	6	6
BEAUHARNOIS Salaberry-de-Valleyfield Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	12 2 1	15
RICHELIEU Sorel-Tracy	4	4
SAINT-HYACINTHE Saint-Hyacinthe Bureau de service-conseil	7 2	9
MONTRÉAL Montréal Bureau de la directrice Bureau des affaires pénales Bureau du service juridique Bureau de service-conseil Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	114 3 10 5 2 17 67	218

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
TERREBONNE Saint-Jérôme Bureau des affaires pénales Bureau de service-conseil Bureau des affaires de la jeunesse	28 1 2 4	35
TÉMISCAMINGUE Ville-Marie	0	0
ABITIBI Amos Grand Nord Kuujjuaq La Sarre Matagami Senneterre Val-d'Or Chibougamau Bureau de service-conseil	13 1 5 1	20
LABELLE Maniwaki Mont-Laurier Bureau de service-conseil	1 2 1	4
PONTIAC Campbell's Bay	0	0
GATINEAU Gatineau Bureau des affaires pénales Bureau de service-conseil Bureau des affaires de la jeunesse	24 2 1 3	30
ROUYN-NORANDA Rouyn-Noranda Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	5 1 1	7
LAVAL Laval Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	15 3 2	20
JOLIETTE Joliette Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	15 1 2	18
GRAND TOTAL	647	647

LES DONNÉES SONT EN DATE DU 17 FÉVRIER 2017.

P.60 POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

POUR 2016-2017, NEUF PROCUREURS ONT DÉMISSIONNÉ. AUCUN COÛT N’EST LIÉ À CES DÉMISSIONS.

P.61 POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES PROCUREURS-CADRES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 17 FÉVRIER 2017, 3 PROCUREURS-CADRES ONT FAIT L'OBJET D'UNE AFFECTATION.

P.62 POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS.

MINISTÈRE

DÉLAI D’AUDITION (ANNÉE CIVILE 2016)

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC — MATIÈRE CRIMINELLE		
	COMPARUTION	ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE	PROCÈS
RÉGION 01			
RIMOUSKI	46,3	79,8	140,9
AMQUI	22,0	22,0	83,6
MATANE	34,5	83,8	83,8
MONT-JOLI	35,5	177,3	177,3
RIVIÈRE-DU-LOUP	30,0	75,4	171,5
RÉGION 02			
CHICOUTIMI	46,9	89,8	95,3
ROBERVAL	45,4	84,5	106,8
ALMA	36,5	133,4	145,5
CHIBOUGAMAU	48,9	48,9	48,9
DOLBEAU – MISTASSINI*	N/A	N/A	N/A
RÉGION 03			
QUÉBEC	90,0	60,0	45,0
LA MALBAIE	17,9	49,1	49,1
RÉGION 04			
TROIS-RIVIÈRES	69,0	101,5	219,2
SHAWINIGAN	30,0	110,2	129,8
LA TUQUE	49,3	75,1	75,1
RÉGION 05			
SHERBROOKE	30,0	34,4	37,4
COWANSVILLE	35,0	51,4	115,7
GRANBY	35,0	49,8	115,7
LAC MÉGANTIC	20,3	169,3	145,7
RÉGION 06			
MONTRÉAL	77,4	313,5	334,8
RÉGION 07			
GATINEAU	45,0	173,8	173,8
CAMPBELL’S BAY	60,0	60,0	90,0
MANIWAKI	60,0	120,0	120,0
MONT-LAURIER	76,4	105,7	121,3
RÉGION 08			
ROUYN-NORANDA	65,8	173,1	173,1
AMOS	50,8	128,6	128,6
VILLE-MARIE	18,5	91,5	91,5
VAL D’OR	86,1	148,6	148,6
LA SARRE	62,7	86,4	86,4
RÉGION 09			
SEPT-ÎLES	136,1	115,2	167,4
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	151,8	153,0	158,0
BAIE-COMEAU	50,6	175,3	167,2
RÉGION 11			
NEW-CARLISLE	16,6	16,6	16,6
PERCÉ	60,0	47,8	45,3
HÂVRE-AUBERT	20,7	40,8	49,6
STE-ANNE-DES-MONTS	14,5	38,8	38,9
CARLETON**	67,6	N/A	N/A

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC — MATIÈRE CRIMINELLE		
	COMPARUTION	ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE	PROCÈS
RÉGION 12			
THETFORD-MINES	165,9	303,8	220,3
MONTMAGNY	30,0	80,0	120,0
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	63,8	82,5	105,0
RÉGION 13			
LAVAL	101,8	195,3	203,1
RÉGION 14			
JOLIETTE	62,9	81,5	197,3
RÉGION 15			
ST-JÉRÔME	60,0	188,5	217,8
STE-AGATHE-DES-MONTS*	0,0	N/A	N/A
RÉGION 16			
LONGUEUIL	45,0	194,7	188,6
ST-HYACINTHE	40,4	140,6	166,6
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	53,0	91,5	121,6
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	30,0	262,5	270,0
SOREL-TRACY	68,2	169,3	180,4
RÉGION 17			
DRUMMONDVILLE	45,0	80,4	80,4
VICTORIAVILLE	40,2	94,7	99,4

* LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE CRIMINELLE NE SIÈGE PAS À CET ENDROIT.

** SEULES LES COMPARUTIONS ONT LIEU À CARLETON.

P.63 POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION EN INDIQUANT, LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

**TABEAU STATISTIQUE – NON-JUDICIARISATION PAR TYPE D’INFRACTION
2016-2017**

INFRACTIONS	ARTICLES	NOMBRE	%
VOL D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 \$	334 b)	1 782	38,4
POSSESSION SIMPLE D’UNE PETITE QUANTITÉ DE CANNABIS	4 (1) (5)	1 824	39,3
VOIES DE FAIT (PEINE)	266	335	7,2
PROFÉRER DES MENACES DE CAUSER LA MORT OU DES LÉSIONS CORPORELLES	264.1(1)a)(2)	273	5,9
DÉFAUT DE SE CONFORMER À UNE ORDONNANCE DE PROBATION	733.1	8	0,2
MÉFAIT À L’ÉGARD DE BIENS PRIVÉS	430 (1)	154	3,3
OMISSION DE COMPARAÎTRE SUITE À UNE SOMMATION	145 (4)b)	0	0
FRAUDE À L’ÉGARD D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 \$	380 (1)b)	70	1,5
ENTRAVER VOLONTAIREMENT UN AGENT DE LA PAIX DANS L’EXÉCUTION DE SES FONCTIONS	129 a)	7	0,2
RECEL D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 \$	355 b)	24	0,5
OMISSION DE COMPARAÎTRE SUITE À UNE CITATION OU UNE PROMESSE DE COMPARAÎTRE	145 (5)	0	0
INFRACTIONS DIVERSES	-	162	3,5
TOTAL		4 639	100

NOTE : LES DONNÉES SONT EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017

**STATISTIQUES RELATIVES À LA NON JUDICIARISATION
2016-2017**

DISTRICT JUDICIAIRE	NO GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL	TOTAL PAR DISTRICT
ABITIBI	605	AMOS	21	
	614	BAIE-JAMES ET CIRCUIT INTÉRIEUR	9	
	170	CHIBOUGAMAU	10	
	640	GRAND NORD	26	
	620	LA SARRE	12	
	635	LG-2	19	
	625	SENNETERRE	8	
	615	VAL D'OR	37	
				142
ALMA	160	ALMA	58	
				58
ARTHABASKA	415	VICTORIAVILLE	130	
				130
BAIE-COMEAU	655	BAIE-COMEAU	15	
				15
BEAUCE	350	ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	121	
				121
BEAUHARNOIS	760	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	149	
				149
BEDFORD	455	COWANSVILLE	13	
	460	GRANBY	50	
				63
BONAVENTURE	105	NEW CARLISLE	32	
				32
CHARLEVOIX	240	LA MALBAIE	18	
				18
CHICOUTIMI	150	CHICOUTIMI	211	
				211
DRUMMOND	405	DRUMMONDVILLE	49	

DISTRICT JUDICIAIRE	NO GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL	TOTAL PAR DISTRICT
				49
FRONTENAC	235	THETFORD MINES	54	
				54
GASPÉ	115	HAVRE AUBERT	5	
	110	PERCÉ	14	
	130	STE-ANNE-DES-MONTS	10	
				29
GATINEAU	550	GATINEAU	340	
				340
IBERVILLE	755	SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	51	
				51
JOLIETTE	705	JOLIETTE	231	
				231
KAMOURASKA	250	RIVIÈRE-DU-LOUP	93	
				93
LABELLE	565	MANIWAKI	22	
	560	MONT-LAURIER	26	
				48
LAVAL	540	LAVAL	314	
				314
LONGUEUIL	505	LONGUEUIL	228	
				228
MÉGANTIC	480	LAC MÉGANTIC	1	
				1
MINGAN	652	COUR ITINÉRANTE	11	
	650	SEPT-ÎLES	22	
				33
MONTMAGNY	300	MONTMAGNY	31	
				31
MONTRÉAL	500	MONTRÉAL	81	
	850	VILLE DE MONTRÉAL	436	
				517
PONTIAC	555	CAMPBELL'S BAY	11	
				11
QUÉBEC	200	QUÉBEC	512	
				512
RICHELIEU	765	SOREL	64	
				64
RIMOUSKI	120	AMQUI	9	
	125	MATANE	18	
	135	MONT JOLI	6	
	100	RIMOUSKI	45	
				78
ROBERVAL	155	ROBERVAL	49	
				49
ROUYN-NORANDA	600	ROUYN	29	
				29
SAINT-FRANÇOIS	450	SHERBROOKE	155	
				155
SAINT-HYACINTHE	750	SAINT-HYACINTHE	118	
				118
SAINT-AURICE	425	LA TUQUE	26	
	410	SHAWINIGAN	89	
				115
TÉMISCAMINGUE	610	VILLE-MARIE	6	
				6
TERREBONNE	700	SAINT-JÉRÔME	421	
				421
TROIS-RIVIÈRES	400	TROIS-RIVIÈRES	123	
				123
GRAND TOTAL :				4 639

NOTE : LES DONNÉES SONT EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
(INFORMATIONS PRÉSENTÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
DOMINIC ASPIROT <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-05-10)
ANTOINE BEAULIEU <i>C. R.</i>	AVIS D'APPEL (2016-07-04)
MARIO BÉDARD <i>C. R.</i>	ACTE DE DÉSISTEMENT (2016-10-27)
CLAUDE BILODEAU <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-03-14)
ISAËL BLAIS <i>C. R.</i>	MÉMOIRE OU EXPOSÉ DE L'APPELANT (2017-04-18)
ALAIN BOISSONNEAULT <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-03-31)
PATRICK BONIN <i>C. R.</i>	REMISE REQUÊTE PERMISSION D'APPELER (2017-06-14)
PAUL BOUVIER <i>C. R.</i>	MÉMOIRE OU EXPOSÉ DE L'INTIMÉ (2017-04-05)
VÉRONIQUE CHAPADOS <i>C. R.</i>	AVIS D'APPEL (2016-07-04)
CAROLAAN COLL <i>C. R.</i>	EXPOSÉ DE L'APPELANT À PRODUIRE (2017-05-11)
JEAN-PHILIPPE CÔTÉ <i>C. R.</i>	MÉMOIRE DE L'APPELANT
JIMMY CROUSSETTE <i>C. R.</i>	EXPOSÉ À PRODUIRE (2017-04-28)
BRYAN DEMERS-THIBAUT <i>C. R.</i>	AVIS D'APPEL (2016-12-12)
RAYMOND DESFOSSÉS <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-05-11)
LUC FISET <i>C. R.</i>	JUGEMENT RENDU SUR REQUÊTE PERMISSION D'APPELER (2017-03-23)
STÉPHANE FRIGON <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT (EN DÉFAUT)
JASON GAGNÉ <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-10-04)
R. <i>C.</i> CYNTHIA GAULIN	EN DÉLIBÉRÉ
MARIO GODBOUT <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-04-06)
ANDRÉ HÉBERT <i>C. R.</i>	EN DÉLIBÉRÉ
JEAN-GUY JACQUES <i>C. R.</i>	REQUÊTE PROROGATION DE DÉLAI DE PRODUCTION (2017-03-13)
ROCH JOLICOEUR <i>C. R.</i>	AVIS D'APPEL (2016-11-23)
STÉPHANE LACASSE <i>C. R.</i>	EN DÉLIBÉRÉ
YVAN LAGACÉ <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-04-28) (PEINE)
JIMMY LAVOIE <i>C. R.</i>	MÉMOIRE DE L'APPELANT À PRODUIRE (2017-04-11)
DOMINIQUE LEPAGE <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-05-18)
DENIS MARTINEAU <i>C. R.</i>	AVIS ART. 32 (2017-01-17)
KEVIN MCNEIL <i>C. R.</i>	AVIS ART. 32 (2017-03-03)
MÉDIA QMI INC/ MICHAËL NGUYEN <i>C. R.</i>	EXPOSÉ À PRODUIRE (2017-05-04)
RENÉ OUELLET <i>C. R.</i>	EXPOSÉ DE L'APPELANT (2017-03-15)
ALAIN PERREAULT <i>C. R.</i>	AVIS D'APPEL (2016-10-14)
PERRON, VINCENT	AUDITION (2017-03-17)
TÉCHELET PIERRE DEBELLEFEUILLE <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-05-09)
ÉRIC ROUSSELLE-MCLAUGHLIN <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (2017-04-16)
CLAUDE ROY <i>C. R.</i>	AVIS D'APPEL (2016-08-18)
MATHIEU ROY <i>C. R.</i>	AVIS D'APPEL (2016-07-04)
PHILIPPE SAINT-ANTOINE <i>C. R.</i>	MÉMOIRE OU EXPOSÉ DE L'INTIMÉ (2017-04-07)
NARCISSE TAKOU-NDADA <i>C. R.</i>	MÉMOIRE OU EXPOSÉ DE L'INTIMÉ-APPELANT (2017-02-17)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
PIERRE TURBIDE <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-03-27)
R. <i>C.</i> RICHARD VALLÉE	AUDITION (2017-04-26)
JEAN VÉZINA <i>C. R.</i>	MÉMOIRE À PRODUIRE
RUEST <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR SUPRÊME DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
R. <i>C.</i> JUSTINE AWASHISH	MÉMOIRE DE L'APPELANTE À DÉPOSER
R. <i>C.</i> BÉDARD, LAURIER ET RANGERS, SYLVAIN	AUDITION À LA COUR SUPRÊME ENTENDUE ET APPEL RENDU
JEAN-LOUIS SAVARD <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-03-31)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
EST DU QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
R. <i>C.</i> SERGE FILLION	MÉMOIRE À PRODUIRE (2016-11-18)
JOHANNE JOHNSON <i>C. R.</i>	AVIS D'APPEL SUR CULPABILITÉ ET PEINE MÉMOIRE À PRODUIRE REQUÊTE SUR REMISE EN LIBERTÉ REJETÉE
DENIS THIBODEAU <i>C. R.</i>	PERMISSION D'APPELER ACCUEILLIE (2017-01-13)
ROBIN OUELLET <i>C. R.</i>	AVIS D'APPEL (2017-01-12)
MATHIEU TREMBLAY <i>C. R.</i>	EXPOSÉS CONJOINTS AVEC 200-10-003150-153 AUDITION À VENIR
DENIS LEJEUNE <i>C. R.</i>	MÉMOIRE DE LA PARTIE APPELANTE À PRODUIRE MÉMOIRE DE LA PARTIE APPELANTE À PRODUIRE (2017-02-20) AVIS SELON 79 RCAQ (2017-04-03)
DÉPANNEUR NORD-EST <i>C. DPCP</i>	REQUÊTE PERMISSION D'APPELER ACCORDÉE 1 ^{ER} JUIN 2016 AUDITION LE 11 MAI 2017
CAUDE LEBLANC <i>C. R.</i>	AVIS D'APPEL (2016-07-15) AVIS ART. 32 (2017-02-16)
STÉPHANE ENGLISH <i>C. R.</i>	AVIS D'APPEL (2016-11-25) AVIS ART. 32 (2017-01-27)
ROGER LÉVESQUE <i>C. R.</i>	MÉMOIRE À PRODUIRE AVIS ART. 32 (2017-02-01)
STEVEN DONUSZ VALLÉE <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER DE LA PEINE (2017-01-11) EXPOSÉ DE L'APPELANT À PRODUIRE (2017-02-28) EXPOSÉ DE L'INTIMÉE À PRODUIRE (2017-03-30)
BRUNO JEAN <i>C. R.</i>	REQUÊTE PERMISSION D'APPELER

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
CENTRE-DU-QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
JEAN-ROBERT BOURDEAU <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
YVON DURAND <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
CENTRE-DU-QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
ALAIN GAUTHIER <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
NATHALIE GAUVREAU <i>C. R.</i>	AUDITION À VENIR
PIERRE-ANDRÉ GEOFFROY <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉ
CHRISTIAN LÉO <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉ
ROBERT LEPAGE <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
JEAN POITRAS <i>C. R.</i>	AUDITION À VENIR
JEAN POITRAS <i>C. R.</i>	AUDITION À VENIR
AIMÉ ST-PIERRE <i>C. R.</i>	AUDITION À VENIR
MARIO SAMSON <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉ
DANIEL TREMBLAY <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉ AUDITION (2017-06-15)
PATRICK WOLF <i>C. R.</i>	AUDITION À VENIR
PATRICK WOLF <i>C. R.</i>	AUDITION À VENIR
BENOIT POZZOBON <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT / EN ATTENTE DE L'AVIS ART. 32
BENOIT POZZOBON <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT / REQUÊTE PERM. DÉFÉRÉE AU BANC
GABRIEL JASMIN <i>C. R.</i>	REQUÊTE 839 AUDITION (2017-04-03)
MAXIME POIRIER <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (2017-03-29) EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT (2017-03-22)
FRANÇOIS NADEAU <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER AUDITION (2017-05-10)
DOMINIQUE KUBALA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT AUDITION (2017-06-02)
CHAKIB AMIRI <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
JAMES CHARLES CIUS <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE MÉMOIRE DE L'APPELANT AUDITION (2017-03-27)
JONATHAN THÉBAUD <i>C. R.</i>	AUTRE (EN ATTENTE DE L'AVIS DE DOSSIER COMPLET)
ALEXANDER ESTRADA LOPEZ <i>C. R.</i>	AUDITION À VENIR
SARAZIN <i>C. R.</i>	AUDITION À VENIR
ALAIN GUY <i>C. R.</i>	AUTRE (EN ATTENTE D'UNE CONFÉRENCE DE FACILITATION)
SABAH AL-ZUHAIRI <i>C. R.</i>	AUDITION À VENIR
MARIO ROY <i>C. R.</i>	AUTRE (LE GREFFE DOIT PRODUIRE L'AVIS ART. 32 À LA COUR D'APPEL)
BROUSSEAU YVES <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
TREMBLAY MARTIN <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-04-24)
MOHAMMAD SHAFIQ <i>C. R.</i>	AUDITION À VENIR
JEAN JUNIOR PRÉGENT <i>C. R.</i>	AUDITION À VENIR
ANDRÉ DIOTTE <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
MIGNACCA <i>C. R.</i>	EN DÉLIBÉRÉ
BEN YOUNES SOUAHEL <i>C. R.</i>	AUDITION À VENIR
R. <i>C.</i> SAWAHRA	AUDITION À VENIR
CHAKIB AMIRI <i>C. R.</i>	AUTRE (DÉFÉRÉE À LA MAÎTRE DES RÔLES)
JEAN-ROBERT BOURDEAU <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
CHARLES JAMES CIUS <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
YVON DURAND <i>C. R.</i>	AUTRE (DÉFÉRÉE À LA FORMATION)
PIERRE-ANDRÉ GEOFFROY <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
PATRICK HAMEL <i>C. R.</i>	AUDITION À VENIR
CRISTIAN LÉO <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
CENTRE-DU-QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
R. C. SÉBASTIEN MARTIN	AUDITION À VENIR
JEAN POITRAS C. R.	AUTRE (DÉFÉRÉE À LA FORMATION)
JEAN POITRAS C. R.	AUTRE (DÉFÉRÉE À LA FORMATION)
MARIO SAMSON C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
AIMÉ ST-PIERRE C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
DANIEL TREMBLAY C. R.	AUTRE (EXPOSÉ DE L'INTIMÉE À PRODUIRE)
GANEA UYANZE C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉ
FRANÇOIS VILLENEUVE C. R.	AUDITION À VENIR
PATRICK WOLF C. R.	AUTRE (DÉFÉRÉE À LA FORMATION)
PATIRCK WOLF C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT
MIKE –ANDY THADAL C. R.	AUDITION (2017-03-30)
MARLON TRANQUILLE C. R.	AUDITION (2017-03-30)
JOËL LEGAULT C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
SIMON COSSETTE-TESSIER C. R.	AUDITION À VENIR
MIKE ALIPOOR C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
MARC CYR-LANGLOIS C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
SYLVAIN LACASSE C. R.	AUDITION (2017-06-02)
JEAN GUÉNETTE C. R.	AUTRE (AVIS D'APPEL DU REJET D'UNE REQUÊTE EN DIVULGATION DE LA PREUVE / APPEL DU VERDICT DE CULPABILITÉ / MOTIFS DE CHARTE ALLÉGUÉS)
NORMAND CORMINBOEUF C. R.	AUTRE (REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER)
JEAN PAQUETTE C. R.	AUDITION (2017-05-05)
TRICIA SIMONEAU C. R.	EXPOSÉ À PRODUIRE (2017-03-31)
DAVID VINET C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
FRÉDÉRIC CLICHE C. R.	AUDITION (2017-04-03)
DANY MOREAU C. R.	AUTRE (EXPOSÉS DES DEUX PARTIES À PRODUIRE)
ALLIE STÉPHANE C. R.	AUDITION À VENIR
BERGERON DANIEL C. R.	AUDITION À VENIR
BOUCHER RAYMOND C. R.	AUDITION À VENIR
BRANCONNIER YVAN C. R.	AUDITION À VENIR
BROUILLETTE MARIO C. R.	AUDITION À VENIR
CLOUTIER DENIS C. R.	AUTRE (EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION) (EN ATTENTE DES NOTES STÉNOGRAPHIQUES ET DE L'AVIS ART. 32)
COURTEMANCHE RÉAL C. R.	AUDITION À VENIR
GIASSON MARC C. R.	AUTRE (REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER DE LA CONDAMNATION ACCORDÉE LE 6 JANVIER 2016. MÉMOIRE DE L'APPELANT-ACCUSÉ À DÉPOSER LE 24 MARS 2016 ET L'INTIMÉE-POURSUIVANTE À DÉPOSER POUR LE 6 MAI 2016)
MARIN KEVIN C. R.	AUTRE (REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ ACCORDÉE. MÉMOIRE DE L'APPELANT-ACCUSÉ DÉPOSÉ LE 5 FÉVRIER 2016)
R. C. JOËL TOURIGNY	AUDITION À VENIR
R. C. STÉPHANIE BEAUDOIN	AUTRE (REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER DE LA PEINE PRÉSENTABLE)
SIGMAN JEAN C. R.	AUDITION À VENIR
FERRON, BENOÎT C. R.	AUDITION À VENIR
SORELLA ADÈLE C. R.	AUDITION (2017-06-05)
CHARRETTE MARIO C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANTE
ROCH ÉRIC C. R.	AUDITION (2017-06-07)
DUFOUR JEAN-SÉBASTIEN C. R.	AUDITION (2017-05-23)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
CENTRE-DU-QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
GHALNI NIZAR <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-03-16)
VALLIÈRES RAYMOND, VALLIÈRES RICHARD, ST-PIERRE ÉTIENNE <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
SHEIKH, ABBAS <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-03-31)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR SUPRÊME DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
CENTRE DU QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
NORMAN GRAHAM <i>C. R.</i>	DEMANDE DE PERMISSION D'APPELER DEVANT LA COUR SUPRÊME. COMITÉ DES APPELS ACCORDE QU'ON DEMANDE LA PERMISSION POUR LA CSC

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
SUD DU QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
JOCELYN MÉNARD <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
EMMA CZORNOBAJ <i>C. R.</i>	DÉLIBÉRÉ
FRANÇOIS TARTAMELLA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE L'AUDITION : 2 MAI 2017
TYRONNE SRIJEEV CANDAPPA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
FRANCISCO PEREZ MORENO <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
CHRISTIAN BRASSARD <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
RICHARD CHANDROO <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
YACINTHE JACKSON <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SAMATH MOM <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ANDRÉ ROUSSEAU <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
SÉBASTIEN COMTOIS <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE L'AUDITION
MARC-OLIVIER PERRON <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JUSTIN NAIMA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SYLVAIN DESMARAIS <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
R. C. JEAN-PIERRE RIVARD	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT (DOSSIER PRIS EN CHARGE PAR BSJ)
ANTHONY TRISTAN BERNARD <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
JANICK BRAULT FORTIER <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
R. C. ALEXIS BOUDEAU ET AL	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
SÉBASTIEN CÔTÉ-MARTIN <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT
MATHIEU GIRARD BEAULIEU <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MARC TREMBLAY <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
ÉRIC LEBEL <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE L'AUDITION
PATRICE BERNARD <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
JEAN-YVES PINEAULT <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SCOTT CAMERON <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
THIERRY BOUCHARD <i>C. R.</i>	DÉLIBÉRÉ
STÉPHANE BOUTHILLIER <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
VÉRONIQUE LALONDE <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
SUD DU QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
NORMAND BÉDARD C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
CHRISTIAN BOUDREAU C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JOSHUA RUTTENBERG C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MARC BRETON C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GABRIELLE FRÉCHETTE C. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION
GINETTE DUCLOS C. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION
GÉRALD FONTAINE C. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION
R. C. KATHLEEN BLANCHARD	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
ALAIN PRIMEAU C. R.	DÉLIBÉRÉ
ANDRÉ PÉPIN C. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION
SÉBASTIEN ZAMIARA C. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION : 12 JUIN 2017
SAIDA BOUFARES C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
CLAUDE DEMERS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
NICOLAS MATHIEU C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MICHEL GEOFFRY C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
R. C. LUC VEILLETTE	EN ATTENTE DE TRANSCRITPION
ODETTE BOUSQUET C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SYLVAIN PINSONNEAULT C. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION
BENJAMIN CADIEUX C. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
LISTE	ÉTAT
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
PATRICK TSHITENGE MASUKU C. R.	AUDITION À VENIR
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
TUYEN PHAM C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
CHRISTOPHER LEVERS C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
ALBERTO MANUEL MARTINEZ C. R.	AUDITION (2017-03-29)
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
EVENS BELLEVILLE C. R.	AUDITION (2017-03-27)
JOHN TSHIAMALA C. R.	AUDITION (2017-03-27)
JOHN TSHIAMALA C. R.	AUDITION (2017-03-27)
EVENS BELLEVILLE C. R.	AUDITION (2017-03-27)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
LISTE	ÉTAT
NORMAND ÉMILE CARRIÈRE <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER (DÉSISTEMENT À VENIR LE 2014-07-09)
ERICH CHEMAMA <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
ERICH CHEMAMA <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
GEMIMA ROMAIN <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-03-20)
KYLE GABRIEL <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
CAREY ISAAC REGIS <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
TERRELL LLOYD SMITH <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. <i>C.</i> MICHEL LEDOUX	EN DÉLIBÉRÉ
JUSTIN GOW-LEACH <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-05-09)
RICHARD ALFONSO MILLS <i>C. R.</i>	EN DÉLIBÉRÉ
ORLANDO MAXIMO SEDENO <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-05-30)
MARIO ROMAIN <i>C. R.</i>	AUDITION À VENIR
ADBERRAHIM SAHMI <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
GIOVANNI D'AMICO <i>C. R.</i>	AUDITION À VENIR
R. <i>C.</i> GEMIMA ROMAIN	AUDITION (2017-03-20)
GEMIMA ROMAIN <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-03-20)
OMAR SIDQUI <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GARLEN DESROSIER <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
JEAN-MICHEL LEGAULT <i>C. R.</i>	AUDITION À VENIR
HANY GIRGIS <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
VIJAY KUMAR <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-03-30)
ÉRIC DALBEC <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-04-24)
ÉRIC DALBEC <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-04-24)
FAYAK MECHOUAR <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
MARC BLAIS <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
ERICH CHEMAMA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JONATHAN EXI <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE L'INTIMÉE
R. <i>C.</i> MITRA JAVANMARDI	AUDITION (2017-03-22)
HAYDAR GAITH <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
LINDA LANDRY <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-05-01)
ERICH CHEMAMA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
KARIM LABIDI <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
SYLVAIN GAUDREAU <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
ERICH CHEMAMA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
FARHAD JARRAH <i>C. R.</i>	AUDITION À VENIR
ERICH CHEMAMA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
LISTE	ÉTAT
JOHN TSHIAMALA <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-03-27)
DORÉ BADAWI <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
ERICH CHEMAMA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SABRI BEN HEDI BEN HARIZ <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
TIMOTHY ROBBINS <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
JEFF DUHAMEL-NISSAGE <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JEAN-PIERRE CHAUSSÉ <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. <i>C.</i> MARIE-CAROLINE SÉNÉCAL	AUDITION (2017-06-08)
THÉODORE HERRON <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
R. <i>C.</i> KAIRO KUMP	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
MICHEL DAoust <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
JUAN CARLOS GAMARRA MORAN <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'INTIMÉE
SERGE ROBILLARD <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GIOVANNI D'AMICO <i>C. R.</i>	AUDITION À VENIR
ERICH CHEMAMA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
STÉPHANE FRANCOEUR <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
EVGUENI MATAEV <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GILLES CHAGNON <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT
ABIRAM SUBRAMANIAM <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
TONY COLIDA <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
JOHN ADLAM <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JONATHAN CLERMONT <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ERICH CHEMAMA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SAID LAFRANCE <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
RENÉ VOISARD <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
MICHEL DUCHAUSSOY <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JOHN XANTHOUDAKIS <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
LINO MATTEO <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ROBERTO AMATO <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
RONALD A. WEINBERG <i>C. R.</i>	REQUÊTE EN PROLONGATION DU DÉLAI D'APPEL
ERICH CHEMAMA <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
JOHN XANTHOUDAKIS <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
RONALD A. WEINBERG <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
LISTE	ÉTAT
TIM JACKOOSIE ECHALOOK <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
AOUNE GUIRE <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
MARVENS JEAN-BAPTISTE <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
ANDREW PHILIPPS <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
SYLVAIN BEAUSOLEIL ET ALS. <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
PRINCE ESPOIR LONGONDA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ANTONIO WILLIAM GOMEZ <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GRÉGORY DAQUIN <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
MOHAMMAD SOUHAI BENROUAYENE <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ROGER LEE DESMARAIS <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION AUDITION (2017-06-09)
RICHARD TROTTIER <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JACQUES CORRIVEAU <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
FRANÇOIS FRITZNOLL <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
R. <i>C.</i> RAJIEENTHAN UMAKATHAN	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'INTIMÉ AUDITION (2017-05-12)
LINA MARYANNE FRANCIS <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
LINA MARYANNE FRANCIS <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
TAMARA CHANDLER <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
RICHARD HENRY BAIN <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
RICHARD HENRY BAIN <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
HAMZA SOULA <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
AHMAD CHAABAN <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GAÉTAN DOUTRE <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GRÉGORY DAQUIN <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
R. <i>C.</i> SOLOMON IBEAGHA ET CALVIN JOHN DAVID	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. <i>C.</i> PAUL EVANS GORDON GRAY	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JUAN FERMIN PALMA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ANTONIO SECONDO <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. <i>C.</i> JEONG WAN CHO ET KANG KIM	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
MAXIME ROUSSY <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MARC RINGUETTE <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
NUNO QUINTA <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MONDHER TEBOURBI <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. <i>C.</i> YOUNES YAKOUB LAGHFIRI	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
BILAL RASUL <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
EDWIN DUBOURG <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
NISANTHA UPALI WITHERANAGE <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
JACQUES CORRIVEAU <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
MARIO BROUSSEAU <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
LISTE	ÉTAT
R. C. JEAN-GUY FAUSTIN	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
FRANÇOIS LAURIN C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
OUEST DU QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
GUY RIENDEAU C. R.	EN ATTENTE MÉMOIRE DE L'APPELANT (REÇU 2017-03-10)
ROBERT RÉGIMBALD C. R.	EN ATTENTE MÉMOIRE DE L'APPELANT
PATRICK DUSSAULT C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
RICKY HANKEY C. R.	AUTRE (REQUÊTE POUR FAIRE NOMMER UN AVOCAT PRÉVUE POUR LE 2017-04-03)
RICKY HANKEY C. R.	AUTRE (SUR LE RÔLE SPÉCIAL POUR FIXATION D'UN ÉCHÉANCIER - SUIT LE DOSSIER AU FOND)
BERNARD PELLETIER C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. JEAN-CLAUDE LACROIX	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANTE (DÉLAI 2017-04-28) AUDITION (2017-06-09)
MANON RENAUD C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANTE (DÉLAI 2017-04-21) AUDITION (2017-08-07)
ROMEO AGOSTINI C. R.	AUDITION (2017-06-14)
LIONEL PERRIER C. R.	AUDITION (2017-06-14)
AXELLE PERRY C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER (AUDITION 2017-03-27)
SCOTT CLEMENS C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER (AUCUNE DATE DE PRÉVUE)
R. C. CAROLINE DUMONT-CHAMBERLANT	EN DÉLIBÉRÉ
R. C. JOSHUA LAFFIN ET RANDALL CONNOR	AUDITION (2017-06-16)
PASCAL VINET C. R.	MÉMOIRE DE L'INTIMÉE À PRODUIRE (2017-04-10)
PATRICK LEBOEUF C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
ROBERT BENOIT C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
PHILIPPE DUPUIS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GABRIEL MEUNIER C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MICHEL LEDUC C. R.	MÉMOIRE DE L'APPELANT À PRODUIRE (2017-04-19)
R. C. SIMON DUPÉRÉ	FACILITATION PÉNALE (2017-03-14)
ALEXANDRE ST-CYR C. R.	EXPOSÉ DE L'APPELANT À PRODUIRE LE 7 AVRIL 2017, EXPOSÉ DE L'INTIMÉE À PRODUIRE LE 8 MAI 2017 ET AUDITION AU FOND LE 9 JUIN 2017
JEAN-PHILIPPE BENOIT C. R.	REQUÊTE EN PROROGATION DE DÉLAIS (2017-03-22)
JOHN BOULACHANIS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
NORD-DU-QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
JUSTIN JOHN BRESAW C. R.	AUDITION (2017-04-27)
R. C. ÉRIC LECLERC	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
SERGE LAFRANCE C. R.	AUDITION (2017-05-11)
JOHNNY COONISHISH C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
NORD-DU-QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
DANY LEMELIN <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D’APPELER

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	
LISTE	ÉTAT
STÉPHANE ALLIE <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
PASQUALE MANGIOLA <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-05-04)
CHRISTIAN ÉMOND <i>C. R.</i>	REQUÊTE POUR PERMISSION D’APPELER DE LA PEINE
CRISTIAN ÉMOND <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION (APPEL AU FOND)
ALEXANDER PHILIPPS DAVIS <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-06-07 ET 06)
SERGE PERRON <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-06-07 ET 06)
GÉRALD O’REILLY <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-06-07 ET 06)
GÉRALD O’REILLY <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-06-07 ET 06)
PIERRE MOREL <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-06-07 ET 06)
LOUIS MOREAU <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-06-07 ET 06)
MÉLANIE STE-MARIE <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MICHEL STE-MARIE <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
DAX STE-MARIE <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
FÉLIX RICHARD <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GUY DROUIN <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
DANIEL LAFOND <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
LOUIS-PIERRE LAFORTUNE <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ROBERTO AMATO <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. <i>C.</i> ROBERTO AMATO	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION (PEINE)
R. <i>C.</i> JERRY PURDY	MÉMOIRE DE L’APPELANTE À PRODUIRE (2017-03-20)
DENIS LEBEVRE <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-04-05 ET 04)
PAUL GAUTHIER <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-04-05 ET 04)
ENTREPRISES PAUL GAUTHIER <i>C. R.</i> ET JAMES PEDRO <i>C. R.</i>	AUDITION (2017-04-05 ET 04)
THIERRY BÉLAND <i>C. R.</i>	MÉMOIRE DE L’INTIMÉE À PRODUIRE
BENOIT BISSONETTE <i>C. R.</i>	MÉMOIRE DE L’APPELANTE À PRODUIRE (2017-03-20)
ROBERT POIRIER <i>C. R.</i>	MÉMOIRE DE L’INTIMÉE À PRODUIRE (FOND ET PEINE)
FRANCE MICHAUD <i>C. R.</i>	MÉMOIRE DE L’INTIMÉE À PRODUIRE (FOND ET PEINE)
CLAUDE BRIÈRE <i>C. R.</i>	MÉMOIRE DE L’INTIMÉE À PRODUIRE (PEINE)
GAÉTAN BIANCAMANO <i>C. R.</i>	EN DÉLIBÉRÉ
LOUIS-GEORGE BOUDREAUULT <i>C. R.</i>	EN DÉLIBÉRÉ
JEFFREY COLEGROVE <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT (PEINE)
R. <i>C.</i> SALVATORE CAZZETTA	MÉMOIRE DE L’APPELANT À PRODUIRE (2017-03-24)
R. <i>C.</i> BURTON RICE	MÉMOIRE DE L’APPELANT À PRODUIRE (2017-03-24)
R. <i>C.</i> PETER FRANCIS RICE	MÉMOIRE DE L’APPELANT À PRODUIRE (2017-03-24)
R. <i>C.</i> PETER RICE	MÉMOIRE DE L’APPELANT À PRODUIRE (2017-03-24)
SYLVAIN BEAUSOLEIL <i>C. R.</i>	REQUÊTE EN AUTORISATION D’APPEL EN ATTENTE
PAUL DÉCARIE <i>C. R.</i>	REQUÊTE EN AUTORISATION D’APPEL EN ATTENTE

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	
LISTE	ÉTAT
ANTONIO FRATANGELO <i>C. R.</i>	REQUÊTE EN AUTORISATION D'APPEL EN ATTENTE
MARTIN GAGNON <i>C. R.</i>	REQUÊTE EN AUTORISATION D'APPEL EN ATTENTE
GINA GERMAIN <i>C. R.</i>	REQUÊTE EN AUTORISATION D'APPEL EN ATTENTE
JEAN-MARC HUARD <i>C. R.</i>	REQUÊTE EN AUTORISATION D'APPEL EN ATTENTE
CLAUDE HURTUBISE <i>C. R.</i>	REQUÊTE EN AUTORISATION D'APPEL EN ATTENTE
STÉPHANE LACOSTE <i>C. R.</i>	REQUÊTE EN AUTORISATION D'APPEL EN ATTENTE
STÉPHANE LAMRON <i>C. R.</i>	REQUÊTE EN AUTORISATION D'APPEL EN ATTENTE
GIOVANNI MIGNACCA <i>C. R.</i>	REQUÊTE EN AUTORISATION D'APPEL EN ATTENTE
CHRISTIAN POIRIER <i>C. R.</i>	REQUÊTE EN AUTORISATION D'APPEL EN ATTENTE
MICHEL RENAUD <i>C. R.</i>	REQUÊTE EN AUTORISATION D'APPEL EN ATTENTE
ROBERT SHONFIELD <i>C. R.</i>	REQUÊTE EN AUTORISATION D'APPEL EN ATTENTE
SANDRA SHONFIELD <i>C. R.</i>	REQUÊTE EN AUTORISATION D'APPEL EN ATTENTE
MARC GINGRAS <i>C. R.</i>	REQUÊTE EN AUTORISATION D'APPEL EN ATTENTE
ANDRÉ PERRON <i>C. R.</i>	REQUÊTE EN AUTORISATION D'APPEL EN ATTENTE
PIERRE LAMPRON <i>C. R.</i>	REQUÊTE EN AUTORISATION D'APPEL EN ATTENTE
PATRICIA GAUTHIER <i>C. R.</i>	REQUÊTE EN AUTORISATION D'APPEL EN ATTENTE
CONSTRUCTION DE CASTEL <i>C. R.</i>	AUDITION À VENIR

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	
LISTE	ÉTAT
BEDGY-DANIEL PERALTE <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
R. <i>C.</i> YANNIS DEMMOUCHE	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉ
FRANCIS GALLANT <i>C. R.</i>	EN DÉLIBÉRÉ
JOSEPH GORDY <i>C. R.</i>	ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
R. <i>C.</i> CHRISTIAN LAFRANCE	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. <i>C.</i> LALONDE	EN DÉLIBÉRÉ
R. <i>C.</i> LAROCHE	EN ATTENTE DE MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
DANIEL LIZOTTE <i>C. R.</i> SYLVAIN LIZOTTE <i>C. R.</i>	EN ATTENTE DE MÉMOIRE DE L'INTIMÉ
R. <i>C.</i> MOHAMED	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. <i>C.</i> SARRAZIN	FACILITATION PÉNALE À VENIR
KAVEN SIROIS <i>C. R.</i>	EN DÉLIBÉRÉ
R. <i>C.</i> MICHAEL VERA MANAOAT	AUTRE (REQUÊTE EN RÉVISION D'UNE ORDONNANCE DE DÉTENTION 2017-03-22)

**REQUÊTES EN VERTU DES ARTICLES 76 À 78 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE
EN MATIÈRE CRIMINELLE OU PÉNALE**

DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017

MOIS	REQUÊTES ¹	CONTESTATIONS CONSTITUTIONNELLES ²	TOTAL
AVRIL	2	4	6
MAI	17	5	22
JUIN	9	5	14
JUILLET	3	5	8
AOÛT	12	3	15
SEPTEMBRE	10	2	12
OCTOBRE	6	5	11
NOVEMBRE	15	10	25
DÉCEMBRE	6	7	13
JANVIER	5	2	7
FÉVRIER	7	6	13
TOTAL	92	54	146

- 1. LES REQUÊTES CONCERNENT NOTAMMENT DES REQUÊTES DE TYPE ROWBOTHAM, EN ARRÊT DES PROCÉDURES, EN DIVULGATION DE LA PREUVE OU RELATIVES À DES CONDITIONS DE DÉTENTION
- 2. CONTESTATIONS CONSTITUTIONNELLES : LOI OU RÈGLEMENT FÉDÉRALE OU PROVINCIALE

P.65 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES DEPUIS L'ARRÊT R. C. JORDAN RENDU LE 8 JUILLET 2016. INDIQUER LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE DANS LES 6 PROCHAINS MOIS, 1 AN, 2 ANS.

LE DPCP NE DÉTIENT AUCUN PROGRAMME INFORMATIQUE PERMETTANT DE PRODUIRE CETTE INFORMATION.

PAR AILLEURS, DEPUIS JANVIER 2017, LE DPCP INSCRIT SUR SON SITE INTERNET LE NOMBRE DE REQUÊTES EN MATIÈRE CRIMINELLE ET EN MATIÈRE PÉNALE SIGNIFIÉS APRÈS LE PRONONCÉ LE 8 JUILLET 2016 DE L'ARRÊT JORDAN DE LA COUR SUPRÊME. SELON L'INFORMATION QUE LE DPCP REND DISPONIBLE SUR SON SITE INTERNET, EN DATE DU 3 MARS 2017, IL ESTIMAIT AVOIR REÇU 619 REQUÊTES EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES, DONT 368 REQUÊTES EN MATIÈRE CRIMINELLE, ET 251 REQUÊTES EN MATIÈRE PÉNALE.

CETTE INFORMATION EST DISPONIBLE À [HTTP://WWW.DPCP.GOUV.QC.CA/DOCUMENTATION/PUBLICATIONS.ASPX](http://www.dpcp.gouv.qc.ca/documentation/publications.aspx) ET ELLE EST MISE À JOUR RÉGULIÈREMENT. ELLE PROVIENT DES RENSEIGNEMENTS QUI LUI SONT TRANSMIS ET NE DONNE QU'UN PORTRAIT GÉNÉRAL DE LA SITUATION. EN CONSÉQUENCE, NOUS NE POUVONS GARANTIR L'EXACTITUDE DES DONNÉES PUISQUE CE REGISTRE EST ALIMENTÉ MANUELLEMENT.

DE PLUS, LE DPCP ÉVALUE, EN DATE DU 11 AVRIL 2017, AVOIR DÉPOSÉ 117 NOLLE PROSEQUI À LA SUITE DU PRONONCÉ DE L'ARRÊT JORDAN.

IL EST IMPOSSIBLE POUR L'ORGANISATION DE STATUER SUR LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE À VENIR DANS LES PROCHAINS MOIS PUISQUE CE CHIFFRE CORRESPOND AU NOMBRE DE REQUÊTES EN ARRÊT DES PROCÉDURES QUI SERONT DÉPOSÉES.

P.66 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL - PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2016-2017. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDICHER :

- A. LES COÛTS;
- B. LES DATES ET LIEUX;
- C. LES PERSONNES PRÉSENTES;
- D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOMBRE DE RENCONTRES EN 2016-2017 : 2

DATES	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	Coût
Du 26 AU 29 AVRIL 2016	SAINT-JEAN (TERRE-NEUVE)	M ^{ES} ANNICK MURPHY ET SONIA PAQUET	3 006 \$
Du 25 AU 27 OCTOBRE 2016	HALIFAX (NOUVELLE-ÉCOSSE)	M ^{ES} ANNICK MURPHY, SONIA PAQUET, LOUIS BOUTHILIER ET NATALIE BRISSETTE (M ^e Bouthillier était le récipiendaire du Prix pour la loyauté envers l'idéal de justice 2016. Lui et M ^e Brissette n'ont pas participé aux rencontres)	4 362 \$

P.67 BILAN DES PROGRAMMES ET DES INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDiquer LES PROJETS, LES COÛTS ET LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.

L'ÉLABORATION ET LA MISE EN PLACE DE PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE RELÈVENT DE LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET S'INSCRIVENT DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE QUI VISE À APPORTER DES SOLUTIONS PÉRENNES À L'ENJEU DES DÉLAIS EN MATIÈRES CRIMINELLE ET PÉNALE ET À ASSURER QUE LES CITOYENS ET PARTICULIÈREMENT LES VICTIMES PUISSENT MAINTENIR LEUR CONFIANCE DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE ET DES ACTEURS QUI LE COMPOSENT.

- P.68** ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DU BILAN BUDGÉTAIRE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES LOIS CRIMINELLES ADOPTÉES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN VERTU DU CODE CRIMINEL. VENTILATION PAR :
- A. LOIS ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL;
 - B. IMPACT SUR LES REVENUS EN 2016-2017;
 - C. IMPACT SUR LES REVENUS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES;
 - D. IMPACT SUR LES DÉPENSES EN 2016-2017;
 - E. IMPACT SUR LES DÉPENSES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

MINISTÈRE

LE MINISTÈRE MET EN ŒUVRE LES LOIS CRIMINELLES ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. LES REVENUS ET DÉPENSES À CE TITRE NE SONT CEPENDANT PAS ISOLÉES DES AUTRES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE.

P.69 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DE LA MISE EN ŒUVRE DU RAPPORT DICAIRE CONCERNANT LA RÉORGANISATION DU SYSTÈME DE JUSTICE. INDiquer LE NOMBRE DE RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES AJOUTÉES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES (PAR ANNÉE).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DANS LE CONTEXTE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION VISANT L’AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (CI-APRÈS LE PLAN D’ACTION), LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR A MANDATÉ MONSIEUR ANDRÉ DICAIRE POUR EXAMINER L’ORGANISATION DU TRAVAIL AU SEIN DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) AFIN D’EN AMÉLIORER LA PERFORMANCE ET DE MIEUX SOUTENIR LES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (PROCUREURS) DANS LEUR MISSION DE POURSUIVANT PUBLIC.

EN DÉCEMBRE 2011, UN RAPPORT INTITULÉ *LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES UNE ORGANISATION EN MUTATION* A AINSI ÉTÉ PRODUIT PAR MONSIEUR DICAIRE (CI-APRÈS RAPPORT DICAIRE). LES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS, PRÉSENTÉES DANS LE RAPPORT DICAIRE, ÉTAIENT LES SUIVANTES :

- 1) RÉVISION DE L’ORGANISATION DU DPCP POUR CRÉER UN RÉSEAU INTÉGRÉ DE SERVICES AVEC TROIS LIGNES D’INTERVENTION;
- 2) AJOUT DE 126 RESSOURCES ÉCHELONNÉ SUR TROIS ANS PERMETTANT UN MEILLEUR SOUTIEN AUX PROCUREURS, DONT 85 TECHNICIENS EN DROIT ET 41 POSTES ADMINISTRATIFS;
- 3) CRÉATION D’UN SERVICE CENTRALISÉ DE COORDINATION DE LA RECHERCHE JURIDIQUE;
- 4) AMÉLIORATION ET BONIFICATION CONTINUES OFFERTES AUX PROCUREURS;
- 5) DÉPLOIEMENT D’UN PROGRAMME DE FORMATION EN GESTION POUR LES GESTIONNAIRES.

VOICI UN ÉTAT DE SITUATION SOMMAIRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU RAPPORT DICAIRE AU DPCP :

- CRÉATION D’UN RÉSEAU INTÉGRÉ DE SERVICES AVEC TROIS LIGNES D’INTERVENTION;
- APPROBATION D’UN PLAN D’ORGANISATION ADMINISTRATIVE LE 15 JANVIER 2013;
- RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ ADMINISTRATIVE DU DPCP PAR LA CRÉATION D’UNITÉS ADMINISTRATIVES SPÉCIALISÉES;
- CRÉATION, EN JUIN 2012, D’UNE DIRECTION DE L’INFORMATIQUE ET DES SYSTÈMES D’INFORMATION AFIN DE MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS SPÉCIFIQUES DES DIFFÉRENTS BUREAUX;
- DÉPLOIEMENT D’UNE OFFRE DE SERVICES POUR LES SYSTÈMES DE VISIOCONFÉRENCE;
- IMPLANTATION D’UN PLAN DE REMPLACEMENT POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES;
- CRÉATION D’UN CENTRE DE DOCUMENTATION JURIDIQUE;
- DÉPLOIEMENT D’UN PROGRAMME DE FORMATION EN GESTION POUR LES PROCUREURS EN CHEF ET EN CHEF ADJOINTS;
- CONSOLIDATION DU PROGRAMME DE FORMATION JURIDIQUE;
- PRISE EN CHARGE DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES PAR LE DPCP;
- RÉALISATION D’UNE SESSION INTENSIVE DE FORMATION À L’AUTOMNE 2013;
- DÉVELOPPEMENT D’UN PROGRAMME DE MENTORAT DE MÊME QU’UN PROGRAMME D’ACCUEIL AFIN D’APPUYER LE DÉVELOPPEMENT DE LA RELÈVE;
- CRÉATION DE DEUX BUREAUX À GOUVERNANCE UNIFIÉE, LE BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE ET LE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES;
- RÉALISATION DE 34 PROJETS IMMOBILIERS FONCTIONNELS ET SÉCURITAIRES AFIN D’AMÉNAGER CONVENABLEMENT LES NOUVEAUX EFFECTIFS;
- EMBAUCHE DE 54 RESSOURCES S’ÉCHELONNANT SUR DEUX EXERCICES FINANCIERS, SOIT DE 2012-2013 À 2013-2014.

LE DPCP DISPOSE DE CRÉDITS RÉCURRENTS APPROXIMATIFS DE 5,5 M\$ POUR LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DICAIRE.

LE 5 DÉCEMBRE 2016, AFIN D’ACCÉLÉRER LE TRAITEMENT DES DOSSIERS ET DE RESPECTER LE CADRE ÉTABLI PAR L’ARRÊT JORDAN, LE DPCP OBTENAIT LES 72 RESSOURCES ADMINISTRATIVES ANNONCÉES QUI N’AVAIENT PAS ÉTÉ OCTROYÉES AINSI QUE LE FINANCEMENT AFFÉRENT DE 1,4 M\$. CET AJOUT DE RESSOURCES PERMET AINSI DE CLORE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DICAIRE.

P.70 DEPUIS 2014-2015, INDIQUER LES SOMMES PERÇUES SOUS FORME DE CONTRIBUTION PÉNALE OBLIGATOIRE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. VENTILER LES SOMMES TOTALES EN FONCTION DU MONTATN DES CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES (14 \$, 20\$, 40 \$ OU 25 % DE L'AMENDE). PAR EXEMPLE, LE MONTANT TOTAL PERÇU SOUS LA FORME DE CONTRIBUTION DE 14 \$.

POUR CHACUNE DES CATÉGORIES DE CONTRIBUTION (14 \$, 20 \$, 40 \$ OU 25 %), INDIQUER LEUR UTILISATION / RÉPARTITION CONFORMÉMENT AU DERNIER PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. PAR EXEMPLE, INDIQUER LE MONTANT TOTAL DE LA PART DES CONTRIBUTIONS DE 20 \$ TRANSFÉRÉ AU CAVAC, AU FAJ, ETC.

MINISTÈRE

A - 37 970 897 \$
B - FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS = 16 153 092 \$ (MONTANT REÇUS ET TRAITÉS ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017)
C - FONDS ACCÈS JUSTICE = 12 373 089 \$ (MONTANT REÇUS ET TRAITÉS ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017)
D - FONDS CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC = 9 444 716 \$

**P.71 INDiquer LES MESURES DÉPLOYÉES ET LES SOMMES ENGAGÉES PAR VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME EN 2016-2017
POUR PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.**

MINISTÈRE

MESURES DÉPLOYÉES	MONTANT
FINANCEMENT CAVAC DU NUNAVIK	170 763 \$
FINANCEMENT CAVAC CRI	55 629 \$
FINANCEMENT DE 5 PROJETS SPÉCIFIQUES	167 190 \$
FINANCEMENT DU CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE ¹	2 948 \$
FINANCEMENT DU CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE ²	52 000\$
TOTAL :	448 530 \$

LES MONTANTS FOURNIS CORRESPONDENT À LA PROPORTION DE SERVICES RÉELLEMENT CONSOMMÉS PAR LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017.

¹ CORRESPOND AU NOMBRE D'APPEL REÇU OÙ LES PERSONNES ONT MENTIONNÉ LEUR ORIGINE AUTOCHTONE. L'ORGANISME NE DEMANDE PAS CETTE INFORMATION À LA CLIENTÈLE QUI LE CONTACTE.

² REPRÉSENTE LES SERVICES OFFERTS RELATIVEMENT AUX AGRESSIONS SEXUELLES. LES SERVICES OFFERTS À LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE SONT INCLUS DANS CE MONTANT. LES STATISTIQUES NE NOUS PERMETTENT PAS DE DÉTERMINER LE MONTANT PRÉCIS ALLOUÉ POUR LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE.

MINISTÈRE

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	156158 CANADA INC ET AL C. PGQ	DÉCLARATION DE CULPABILITÉ RENDUE PAR LA COUR DU QUÉBEC À L'ÉGARD D'INFRACTIONS AUX ARTICLES 51, 52 ET 58 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE. APPEL REJETÉ PAR LA COUR SUPÉRIEURE, PERMISSION D'APPEL ACCUEILLIE PAR LA COUR D'APPEL (2016-06-03). L'ENJEU PORTE SUR LA CONSTITUTIONNALITÉ DES DISPOSITIONS PRÉVOYANT LA PRÉDOMINANCE DU FRANÇAIS DANS L'AFFICHAGE COMMERCIAL. LES DÉFENDEURS ESTIMENT QUE LA DONNEE A CHANGÉ ET QUE LA LIMITE PORTÉE À LEURS DROIT À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION EST CONTRAIRE À LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS ET NE PEUT ÊTRE JUSTIFIÉE.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	9128-1683 QUÉBEC INC. C. PGQ	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE ACCUEILLANT UNE REQUÊTE EN IRRECEVABILITÉ D'UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE VISANT L'INTERPRÉTATION DE LA NOTION DE DROITS ACQUIS DE L'ARTICLE 8.1 DE LA LOI SUR LE TABAC SUITE À UN TRANSFERT DU SALON DE CIGARES.	INTIMÉE	EXPOSÉ À PRODUIRE LE 28-04-2017		
COUR D'APPEL	CHEMIN DE FER QUÉBEC-GATINEAU C. PGQ	APPEL D'UN JUGEMENT EN RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL CONCLUANT QUE LES RELATIONS DE TRAVAIL DE L'ENTREPRISE RELEVENT DE LA COMPÉTENCE PROVINCIALE.	MISE EN CAUSE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	CLEAN HARBORS QUÉBEC INC. C. CSST, CLP ET PGQ (COUR D'APPEL)	RÉVISION JUDICIAIRE - ENTREPRISE DE TRANSPORT INTERPROVINCIAL ET INTERNATIONAL DE DÉCHETS DANGEREUX - QUALIFICATION DE L'ENTREPRISE (AVIS 95 Cpc)	MISE EN CAUSE			
COUR D'APPEL	DANIELLE DURANSEAU C. DPCP ET PGQ	APPEL D'UNE CONDAMNATION PÉNALE À 104 CONSTATS D'INFRACTION POUR ACHAT ET VENTE ILLÉGALE DE POISSON- DÉFENSE FONDÉE SUR LA CHARTE CANADIENNE ET LES DROITS DES AUTOCHTONES À PRATIQUER LA PÊCHE À DES FINS DE SUBSISTANCE.	INTERVENANTE			

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	Z C. Y LE NOM DES PARTIES EN MATIÈRE FAMILIALE NE PEUT ÊTRE PUBLICISÉ.	DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE DE DIVORCE, MONSIEUR SOUHAITE QUE SON MARIAGE QUI A ÉTÉ CÉLÉBRÉ PAR UN MINISTRE DU CULTE AUTORISÉ SOIT DÉCLARÉ NUL, CE QUI LE LIBÉRERAIT DES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DU MARIAGE (PARTAGE DU PATRIMOINE FAMILIAL ET SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS). IL INVOQUE SA LIBERTÉ DE RELIGION ET SON DROIT À L'ÉGALITÉ.	MISE EN CAUSE	MÉMOIRE PGQ À DÉPOSER LE 13-04-17		2016-02-02
COUR D'APPEL	ERICH CHEMAMA C. LA REINE ET P.G.Q.	APPEL DE JUGEMENTS DE LA COUR SUPÉRIEURE REJETANT UNE REQUÊTE HABEAS CORPUS ET DÉCLARANT L'APPELANT PLAIDEUR QUÉRULENT VEXATOIRE AU CRIMINEL ET AU CIVIL.	INTIMÉE	MÉMOIRE À PRODUIRE		
COUR D'APPEL	FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL C. PGQ	CONTESTATION DE L'ASSUJETTISSEMENT DU RÉGIME DE RETRAITE DES POLICIERS À LA LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DES RÉGIMES DE RETRAITE (Loi 15)	INTIMÉE	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT		
COUR D'APPEL	FUN CLUB INTERNATIONAL FCI C. PGQ		INTIMÉE	MÉMOIRE À DÉPOSER LE 28-04-17		2016-07-19
COUR D'APPEL	G. CORNEAU C. PGQ (ET 9 AUTRES DOSSIERS CONNEXES)	RECOURS JUDICIAIRE VISANT À FAIRE RECONNAÎTRE DES COMMUNAUTÉS MÉTISSES ET LEURS DROITS ANCESTRAUX.	INTIMÉE	AUDITION LES 15 ET 16 MAI 2017		2015-02-10
COUR D'APPEL	GHISLAIN CORNEAU C. PGQ ET COMMUNAUTÉ MÉTISSE DU DOMAINE DU ROY ET DE LA SEIGNEURIE DE MINGAN ET AL		INTIMÉE	AUDITION LES 15 ET 16 MAI 2017		
COUR D'APPEL	GROUPE CRH C. PGQ	APPEL D'UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE REJETÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE. NÉCESSITÉ D'OBTENIR UN CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR L'AGRANDISSEMENT D'UNE AIRE D'EXPLOITATION POUR UNE CARRIÈRE AYANT DES DROITS ACQUIS. INTERPRÉTATION DU RÈGLEMENT SUR LES CARRIÈRES ET SABLIERES.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	GUY LAFLEUR C. PGQ	APPEL D'UN JUGEMENT REJETANT UNE ACTION EN DOMMAGE RÉSULTANT D'UNE ARRESTATION ET D'UNE ACCUSATION INJUSTIFIÉE.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	INTER-CITÉ CONSTRUCTION C. PGQ	APPEL D'UN JUGEMENT CONDAMNANT LE MTQ À VERSER LA SOMME DE 1, 3M\$ EN DOMMAGES RÉSULTANT DU DÉFAUT DE NE PAS AVOIR DONNÉ SUITE À UN APPEL D'OFFRES PAR LA SIGNATURE D'UN CONTRAT DE CONSTRUCTION.	APPELANTE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	JEAN-PAUL TREMBLAY C ME BOURASSA ET AL	APPEL D'UNE DÉCISION DU JUGE LACOUSIÈRE À LA SUITE DU REJET DU RECOURS. POURSUITE DU POLICIER ET DES PROCUREURES DU DPCP QUI ONT D'UNE PART PORTÉES DES ACCUSATIONS ET D'AUTRE PART TENUES LE PROCÈS JUSQU'EN COURS D'APPEL QUI A PAR LA SUITE ACQUITTÉ LE DEMANDEUR. ILS DEMANDENT DE RENDRE INCONSTITUTIONNELLE EN REGARD DE LA CHARTE L'IMMUNITÉ DONT BÉNÉFICIE LES PPCP.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	LES UASHAUNNUAT (LES INNUS DE UASHAT ET DE MANI-UTENAM) ET AL. C. COMPAGNIE MINIÈRE IOC INC. (IRON ORE COMPANY OF CANADA) ET AL. (APPEL À LA CA)	APPEL D'UN JUGEMENT REJETANT LA REQUÊTE EN RADIATION D'ALLÉGATIONS DES DÉFENDERESSES ET DE L'INTERVENANT PROCUREUR GÉNÉRAL DE TERRE-NEUVE ET LABRADOR	MISE EN CAUSE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	PGQ c. 3563308 CANADA INC (HÉRITAGE TERREBONNE)	DÉTERMINATION DE LA SUPERFICIE DES MILIEUX HUMIDES SITUÉS AU NORD DE L'ÉCHANGEUR DES PIONNIERS.	APPELANTE	SUSPENDU		
COUR D'APPEL	PGQ c. AIR CANADA	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE EN RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION -APPLICABILITÉ DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DANS LE SECTEUR PRIVÉ - DOSSIER DE SÉLECTION ET EMBAUCHE D'UN AGENT DE BORD - ENTREPRISE FÉDÉRALE- ENTRAVE	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	PGQ c. COUR DU QUÉBEC ET NORMAN MONTCALM ET LAMARRE LINTEAU & MONTCALM	IDEM (VOIR TREMBLAY c. COUR DU QUÉBEC (CAI))	APPELANTE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	PGQ c. PGC	RENVOI RELATIF À LA CONSTITUTIONNALITÉ DE LA MISE EN PLACE D'UNE RÉGLEMENTATION PANCANADIENNE DES VALEURS MOBILIÈRES SOUS LA GOUVERNE D'UN ORGANISME UNIQUE.	APPELANTE	EN DÉLIBÉRÉ	2016-11-07	
COUR D'APPEL	RABHA SOUBAI c. PATRICE ROCHEMONT	DANS LE CADRE D'UNE INSTANCE DE DIVORCE, PARALLÈLE À UNE AUTRE INSTANCE DE DIVORCE ENTRE LES MÊMES PARTIES INTRODUITE DANS UN PAYS ÉTRANGER, ON ATTAQUE LA CONSTITUTIONNALITÉ DE L'ARTICLE 3167 C.C.Q. AU MOTIF QU'IL ENTRERAIT EN CONFLIT AVEC UNE DISPOSITION DE LA LOI FÉDÉRALE SUR LE DIVORCE	MISE EN CAUSE	EN DÉLIBÉRÉ	2017-03-14	
COUR D'APPEL	RAMZI DANIEL c. PGQ ET VILLE DE MONT ST-HILAIRE ET GENIVAR	MONT ST-HILAIRE - DÉVELOPPEMENT RÉSIDENTIEL - MARÉCAGES ET MILIEUX HUMIDES - INFORMATIONS ERRONÉES TRANSMISES AU MDDEFP - DÉPLACEMENT DE RUISSEAU - DIMINUTION DE DE VALEUR DE L'IMMEUBLE NON EXPROPRIÉ	INTIMÉE	EXPOSÉ À DÉPOSER LE 21-04-17		
COUR D'APPEL	REINE c. JAVANMARDI ET PGQ	DANS LE CADRE D'UNE ACCUSATION DE NÉGLIGENCE AYANT CAUSÉ LA MORT, LA NATUROPATHE QUI A FAIT UNE INJECTION INTRAVEINEUSE (ACTE RÉSERVÉ AUX MEMBRES DU COLLÈGE DES MÉDECINS) SOULEVE L'INVALIDITÉ DES ARTICLES 220 (B), 234 ET 236 DU CODE CRIMINEL, POUR LE MOTIF QU'IL NE PEUT Y AVOIR NÉGLIGENCE ÉTANT DONNÉ QUE DANS D'AUTRES PROVINCES LES NATUROPATHES SÉRAIENT AUTORISÉS POSER CE GENRE D'ACTES. L'ACCUSÉE A ÉTÉ ACQUITTÉE EN PREMIÈRE INSTANCE ET LE PRINCIPE DE LA RETENUE JUDICIAIRE A ÉTÉ RESPECTÉ.	MISE EN CAUSE	EN DÉLIBÉRÉ	2017-03-22	
COUR D'APPEL	RICKY HANCKEY c. REINE	CONSTITUTIONNALITÉ DE L'ARTICLE 719 (3.1) C. CR. SOULEVÉE POUR LA PREMIÈRE FOIS EN APPEL- REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER DE LA PEINE- RÉDUCTION DE PEINE- MAJORATION DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE	INTERVENANTE	8 MAI 2017 CONFÉRENCE DE GESTION POUR MISE EN ÉTAT		

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	ROBBY ALKHALIL C. R. ET PGQ	HABEAS CORPUS - ERREUR MANIFESTE DU JUGE DE PREMIÈRE INSTANCE	INTIMÉE	MÉMOIRE À PRODUIRE		
COUR D'APPEL	SYNDICAT DE LA FONCTION PUBLIQUE ET PARAPUBLIQUE DU QUÉBEC C. PGQ	COMPÉTENCE DE L'ARBITRE À DÉCIDER D'UN GRIEF PORTANT SUR LE NON-RESPECT D'UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ.	INTIMÉE			
COUR D'APPEL	SYNDICAT DES PROFESSIONNELLES ET PROFESSIONNELS MUNICIPAUX DE MONTRÉAL C. PGQ	CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE DE LA LOI 15 - LOI MODIFIANT LES RÉGIMES DE RETRAITES DU SECTEUR MUNICIPAL - ARBITRAGE OBLIGATOIRE - APPEL DE LA SUSPENSION DE L'ARBITRAGE PRÉVU À LA LOI 15	INTIMÉE	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT		
COUR D'APPEL	TREMBLAY C. COUR DU QUÉBEC (CAI)	APPEL SUR LA QUESTION DE LA PORTÉE ET DE L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 33(2) DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS À LA SUITE D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE RENDU LE 7 MAI 2015 CONCLUANT QUE L'ENSEMBLE D'UN MÉMOIRE AU CONSEIL DES MINISTRES EST ACCESSIBLE À L'EXCEPTION DES RECOMMANDATIONS DE LA PARTIE CONFIDENTIELLE, SOUS RÉSERVE DE LA PROTECTION DU SECRET PROFESSIONNEL DE L'AVOCAT ET D'AUTRES RESTRICTIONS D'ACCÈS POUVANT ÊTRE APPLICABLES.	DEMANDERESSE			
COUR D'APPEL	TRÉPANIER ET FMSQ C. PGQ	CONTESTATION DE LA VALIDITÉ DES ART. 333.1, 333.3 ET 333.6 DE LA L.S.S.S., DES ART. 34 ET 35 DE LA LOI CONCERNANT LES CENTRES MÉDICAUX SPÉCIALISÉS ET DE L'ART. 3 DU RÈGLEMENT SUR LES TRAITEMENTS MÉDICAUX SPÉCIALISÉS.	DÉFENDERESSE	EN DÉLIBÉRÉ		
COUR D'APPEL	YVAN HOUDE ET AL. ET JEAN COUTURE ET AL ET PGQ	LAC AYLMER, PROPRIÉTÉ DE LA BANDE DE TERRAIN SUBMERGÉ EN FRONT DU LOT 11 RANG 4 SUD OUEST, CANTON DE STRATFORD.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	ALBERTINE LEGLERC C. VILLE DE LEVIS ET P.G.Q.	APPEL À LA COUR D'APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE (CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE) CONCLUANT À L'INAPPLICABILITÉ CONSTITUTIONNELLE DE LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE AUX ACTIVITÉS DE PARACHUTISME ET DE FORMATION DE PARACHUTISME TENUES SUR LA PROPRIÉTÉ DE L'APPELANTE.	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	APIGQ c. PGQ	RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA CRT ORDONNANT AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DE CESSER D'ENTRAVER LES ACTIVITÉS SYNDICALES DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES INGÉNIEURS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET ORDONNANT AUX SYNDIQUES D'INCLURE UN MESSAGE A LEURS COURRIELS. JUGEMENT CS FAVORABLE PORTÉ EN APPEL.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	CAROLANN COLL c. LA REINE ET PGQ	DEMANDE DE PERMISSION D'APPELER D'UNE DÉCISION DE LA COUR DU QUÉBEC REPORTÉE DEVANT LE BANC EN MÊME TEMPS QUE L'AUDITION SUR LE FOND. LA COUR DU QUÉBEC, EXERÇANT LA RETENUE JUDICIAIRE, AVAIT REJETÉ LES AVIS DE 95 C.P.C. CONTESTANT LA PEINE MINIMALE DE L'ARTICLE 344 C.GR. (PEINE CRUELLE ET INUSITÉE/VOL QUALIFIÉ AVEC UTILISATION D'UNE ARME A FEU PROHIBÉ AU PROFIT D'UNE ORGANISATION CRIMINELLE)	MISE EN CAUSE	AUDITION FIXÉE AU 9 JUIN 2017		
COUR D'APPEL	L'HONORABLE PETER BRADLEY c. CONSEIL DE LA MAGISTRATURE ET PGQ	POURVOI EN CONTRÔLE JUDICIAIRE EN COUR D'APPEL DEMANDANT LA NULLITÉ DE LA RECOMMANDATION ET DE LA DÉCISION DE DESTITUER UN JUGE DE LA COUR DU QUÉBEC, ALLÉGUANT QUE DES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES SERAIENT INVALIDES PARCE QUE ATTENTATOIRES A L'INDÉPENDANCE JUDICIAIRE, A L'ÉQUITÉ PROCÉDURALE ET AU DROIT A UNE DÉFENSE PLEINE ET ENTIÈRE (SANS PRÉAVIS FORMEL DE 76 C.P.C.)	MISE EN CAUSE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	MOTARD GENEVIÈVE ET AL c. PGC	APPEL D'UN JUGEMENT RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE LE 16-02-2016, REJETANT UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE DE G. MOTARD ET P. TAILLON, DANS LAQUELLE ILS DEMANDAIENT AU TRIBUNAL DE DÉCLARER LA LOI SUR LA SUCCESSION AU TRÔNE ADOPTÉE PAR LE PARLEMENT FÉDÉRAL ET SANCTIONNÉE LE 27 MARS 2013 INCONSTITUTIONNELLE AU MOTIF QU'ELLE N'A PAS ÉTÉ ADOPTÉE SELON LA PROCÉDURE DE MODIFICATION CONSTITUTIONNELLE APPROPRIÉE.		EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	MUNICIPALITÉ DE SAINT-PAUL DE MONTMINY c. PGQ		INTIMÉE		2017-06-07	
COUR D'APPEL	PAPIER WHITE BIRCH c. UNIFOR ET PGQ	REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE / DÉCISION DE L'ARBITRE DE GRIEF SUR LE QUANTUM DÙ A UN SALARIÉ CONGÉDIE / AVIS SELON 95 CPC / DEMANDERESSE SOUS LA PROTECTION DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS (LACC) / VENTE DES ACTIFS A UN ACHETEUR / ACHETEUR PRÉTEND QUE L'ARBITRE N'A PAS COMPÉTENCE POUR FIXER LE QUANTUM ET SI OUI LE CODE DU TRAVAIL	MISE EN CAUSE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
		ENTRAVE LA LACC				
COUR D'APPEL	PGQ c. FRANÇOISE BOUCHARD ET COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE ACCUEILLANT LE POURVOI EN RÉVISION JUDICIAIRE DE MADAME BOUCHARD D'UNE DÉCISION DE LA CFP ACCUEILLANT LA RÉVISION POUR CAUSE DE L'EMPLOYEUR ET CASSANT UNE DÉCISION DE LA CFP SUR LE QUANTUM SUITE A LA PLAINTÉ ACCUEILLIE PAR LA CFP PORTANT SUR UNE MESURE DISCIPLINAIRE DÉGUISÉE.	APPELANTE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	PGQ c. IMTT-QUÉBEC INC ET ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC ET PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA	LA COUR SUPÉRIEURE A DÉCLARÉ QUE LA LOÉ ÉTAIT INAPPLICABLE À UNE ENTREPRISE LOCATAIRE DE L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC ET ELLE A DÉCLARÉ QUE LE TERRITOIRE DÉFINI DANS UNE LOI PRÉ-CONFÉDÉRATIVE DE 1858, SOIT LE FLEUVE ST-LAURENT SITUÉ ENTRE LA RIVIÈRE CAP-ROUGE ET MONTMORENCY EST UNE PROPRIÉTÉ PUBLIQUE FÉDÉRALE. CE JUGEMENT PORTE SUR DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES CONCERNANT L'APPLICATION DE LA LOÉ À UNE ENTREPRISE LOCATAIRE DE L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC ET LA PROPRIÉTÉ PROVINCIALE OU FÉDÉRALE DU TERRITOIRE OÙ CETTE ENTREPRISE EXERCE SES ACTIVITÉS CE JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE PORTE SUR 2 RECOURS: REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE DE IMTT_QUÉBEC INC ET ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC c. PGQ CONCERNANT L'APPLICATION DE LA L.Q.E. AUX ACTIVITÉS D'IMTT-QUÉBEC INC., LOCATAIRE DE L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC. PROPRIÉTÉ : LE FLEUVE ST-LAURENT ENTRE CAP ROUGE ET L'ÎLE D'ORLÉANS EST-T-IL UNE PROPRIÉTÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC OU DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL?.REQUÊTE EN INJONCTION DE LA PGQ c. IMT -QUÉBEC INC VISANT A FAIRE APPLIQUER LE PROCESSUS D'AUTORISATION DE LA LOE A IMTT-QUÉBEC INC.	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	RAYMOND CHABOT INC. c PGQ	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR DU QUÉBEC ACCUEILLANT UNE RÉCLAMATION DU M.R.N. CONTRE UN CONTRÔLEUR POUR FAUTE LOURDE.	INTIMÉE		2017-06-15	

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	RAYNALD GRENIER c. PGQ	REQUÊTE EN NULLITÉ DES ARTICLES 84 À 90 DU RÈGLEMENT DE PROCÉDURE CIVILE DE LA COUR SUPÉRIEURE / CONSTITUTIONNALITÉ / CHARTES / DÉCLARATIONS DE QUÉRULENCE / INSCRIPTION À UN REGISTRE PUBLIC	INTIMÉE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	SOPHIE VAILLANCOURT c. MUN DE SAINTE-CROIX ET SYLVAIN BOISVERT ET ANGÈLE DUBOIS ET PGQ MISE EN CAUSE	POURVOI CONTRE UN JUGEMENT DE LA CS DU 3 AOÛT 2016 QUI A REJETÉ LA DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN INJONCTION PERMANENTE, ACTION EN NULLITÉ ET REQUÊTE EN VERTU DE L'ARTICLE 227 DE LA LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME.	MISE EN CAUSE	EN ATTENTE DU RÉSULTAT SUR UN POURVOI EN CONTRÔLE JUDICIAIRE CONTESTANT LA VALIDITÉ DE LA MODIFICATION À LA RÉGLEMENTATION DE SAINTE-CROIX PERMETTANT LA DÉROGATION		
		IMMEUBLE CONSTRUIT EN CONTRAVENTION DE LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE DE SAINTE-CROIX QUI INCORPORE LES DISPOSITIONS CONTENUES DANS LA POLITIQUE DE PROTECTION DES RIVES, DU LITTORAL ET DES PLAINES INONDABLES. PAR L'EXERCICE DE LA DISCRÉTION DU TRIBUNAL EN VERTU DE L'ARTICLE 227 DE LA LAU, CELUI-CI REJETTE LA REQUÊTE PRÉSENTÉE CONSIDÉRANT SE TROUVER DANS UN CAS RARE ET EXCEPTIONNEL DONT LES CIRCONSTANCES LE PERMETTENT. DANS CE LITIGE, RAPPELONS QUE LE MANDAT DE LA PGQ N'ÉTAIT PAS D'INTERVENIR ACTIVEMENT, MAIS DE REMETTRE LES DOCUMENTS DEMANDÉS PAR LA DEMANDERESSE ET/OU PERMETTRE L'INTERROGATOIRE D'UN EMPLOYÉ DU MDDELCC DANS LE CADRE DU RECOURS EN INJONCTION. UN ACTE DE REPRÉSENTATION A ÉTÉ DÉPOSÉ AU DOSSIER.				
COUR D'APPEL	YVES DENIS ET DENIS LEFEBVRE c. REINE ET PGQ	APPEL D'UNE DÉCISION AYANT CONCLU À LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE L'ART. 5 DE LA LOI SUR L'ADÉQUATION DE LA PEINE ET DU CRIME PAR CERTAINS DES ACCUSÉS DANS LE DOSSIER ÉCREVISSE (CALCUL DE LA DÉTENTION PRÉSENTENCIELLE)/CHARTÉ CANADIENNE ART 11 I)	MISE EN CAUSE		2017-04-04	
COUR SUPRÊME DU CANADA	BARREAU DU QUÉBEC c. PGQ	APPEL D'UN ARRÊT DE LA COUR D'APPEL CONFIRMANT LA POSITION DE LA PGQ A L'EFFET QU'UN NON AVOCAT PEUT REPRÉSENTER LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE EN PRÉPARANT DES PROCÉDURES DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC		EN DÉLIBÉRÉ	2017-03-27	
COUR SUPRÊME DU CANADA	ÉRABLIÈRE LA GRANDE COULÉE INC. ET ANGÈLE GRENIER c. FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS ACÉRIQUES DU QUÉBEC ET PGQ	DEMANDE D'AUTORISATION D'APPEL À LA C.S.C. D'UNE DÉCISION DE LA C.A.Q. CONCLUANT À L'APPLICABILITÉ DU RÉGIME QUÉBÉCOIS DE MISE EN MARCHÉ DES PRODUITS ACÉRIQUES AU COMMERCE INTERPROVINCIAL VU LE LIBELLÉ DU DÉCRET FÉDÉRAL SUR L'EAU D'ÉRABLE ET LE SIROP D'ÉRABLE DU QUÉBEC.	MISE EN CAUSE	MISE EN ÉTAT		

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR SUPRÊME DU CANADA	COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL C. ALAIN CARON ET AL.	AVIS DE 76 CPC - INTERPRÉTATION CHARTE - SIGNIFICATION AVIS - ARTICLE 240 LATMP	INTERVENANTE	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS 30-03-2017		
COUR SUPRÊME DU CANADA	PGQ C. RONALD GUÉRIN	LA LOI SUR L'ASSURANCE-MALADIE A INSTAURÉ UN RÉGIME DE NÉGOCIATION COLLECTIF POUR LES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ. M. GUÉRIN VEUT UN ACCÈS DIRECT À L'ARBITRAGE DE DIFFÉRENDS ALORS QU'IL DEVRAIT ÊTRE REPRÉSENTÉ PAR SA FÉDÉRATION, CE QU'ELLE REFUSE DE FAIRE.	APPELANTE	EN DÉLIBÉRÉ	2017-01-11	

P.73 POUR 2016-2017, FOURNIR LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL, UN FONCTIONNAIRE OU UN EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDiquer LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.

MINISTÈRE

AUCUN.

P.74 POUR 2016-2017, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ ET DES REQUÊTES EN QUO WARRANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDiquer LES MOTIFS DES ACTIONS OU DES REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.

MINISTÈRE

LISTE DES REQUÊTES	MOTIFS DES REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
<p><u>PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ) CONTRE MME HUGUETTE SAUCIER ET MUNICIPALITÉ DE PREISSAC</u></p> <p>REQUÊTE EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL.</p>	<p>REQUÊTE EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ INTENTÉE PAR LA PGQ CONTRE MME HUGUETTE SAUCIER, MAIRESSE DE LA MUNICIPALITÉ DE PREISSAC. LA REQUÊTE A ÉTÉ DÉPOSÉE LE 5 DÉCEMBRE 2012.</p> <p>UNE DÉCISION A ÉTÉ RENDUE À L'AUTOMNE 2016. L'APPEL DU PGQ A ÉTÉ REJETÉ. LE DOSSIER EST FERMÉ.</p>	<p>LE RECOURS CONSTITUE LA MESURE.</p>
<p><u>LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC CONTRE JEAN-CLAUDE GINGRAS ET VILLE DE L'ASSOMPTION</u></p> <p>REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL SIGNIFIÉE LE 25 JUIN 2015.</p>	<p>LE 22 OCTOBRE 2014, LE DPCP A DÉPOSÉ DES ACCUSATIONS CONTRE M. GINGRAS LUI REPROCHANT D'AVOIR COMMIS UN ABUS DE CONFIANCE RELATIVEMENT À SES FONCTIONS DE SA CHARGE ENTRE LE 14 NOVEMBRE 2013 ET LE 21 OCTOBRE 2014, COMMETTANT AINSI L'ACTE CRIMINEL PRÉVU À L'ARTICLE 122 DU CODE CRIMINEL. AU TERME DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE S'ÉTANT TERMINÉE LE 27 JANVIER 2016, DE NOUVELLES ACCUSATIONS D'ENTRAVE, DE MENACES, REPRÉSAILLES ET D'INTIMIDATION ONT ÉTÉ AJOUTÉES. LE PROCÈS A ÉTÉ FIXÉ AU MOIS DE MAI 2018.</p> <p>LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC A ÉGALEMENT RENDU UN RAPPORT LE 30 AVRIL 2015 DANS LEQUEL ELLE RECOMMANDE AU GOUVERNEMENT DE METTRE LA VILLE DE L'ASSOMPTION EN TUTELLE, CE QUI A ÉTÉ FAIT LE 30 MAI 2015. ELLE RECOMMANDE ÉGALEMENT À LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC D'INTENTER UN RECOURS EN INHABILITÉ EN VERTU DE L'ARTICLE 306 DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS CONTRE M. JEAN-CLAUDE GINGRAS, MAIRE DE LA VILLE DE L'ASSOMPTION DEPUIS LE 3 NOVEMBRE 2013.</p> <p>LE 25 JUIN 2015, UNE REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ A DONC ÉTÉ SIGNIFIÉE À M. GINGRAS. ELLE VISE À FAIRE DÉCLARER M. GINGRAS INHABILE À OCCUPER SA CHARGE D'ÉLU MUNICIPAL AU MOTIF QU'IL A SCIEMMENT PROFITÉ DE SON POSTE POUR COMMETTRE UN ABUS DE CONFIANCE OU UNE INCONDUITE VISÉE PAR L'ARTICLE 306 LERM.</p>	<p>LE RECOURS CONSTITUE LA MESURE.</p>

LISTE DES REQUÊTES	MOTIFS DES REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
	<p>PARALLÈLEMENT À CE RECOURS, LA VILLE DE L'ASSOMPTION A ÉGALEMENT DÉPOSÉ UNE REQUÊTE VISANT L'OBTENTION D'UNE DÉCLARATION D'INCAPACITÉ PROVISOIRE CONTRE M. GINGRAS. LE 6 DÉCEMBRE 2016, M. GINGRAS A TOUTEFOIS ACQUIESCÉ SANS RÉSERVE À LA DEMANDE DE LA VILLE VISANT À LE FAIRE DÉCLARER PROVISOIREMENT INCAPABLE. À CETTE MÊME DATE, M. GINGRAS A ÉGALEMENT PRIS L'ENGAGEMENT SOLENNEL DE NE BRIGUER AUCUN POSTE ÉLECTIF MUNICIPAL AU QUÉBEC D'ICI LE 31 MAI 2019.</p> <p>LE DOSSIER IMPLIQUANT M. GINGRAS ET LA PGQ A POUR SA PART ÉTÉ FIXÉ DU 5 AU 9 JUIN 2017, OÙ M. GINGRAS TÉMOIGNERA POUR SA DÉFENSE.</p>	

P.75 LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMOT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

POURSUITE INTENTÉE POUR 2016-2017

NO DE DOSSIER	ACCUSÉ	ACCUSATION
652-01-01778-138	CAMIL FEQUET	380(1)A) ET 122 C. CR.

P.76 POUR 2016-2017, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2017-2018. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DE SA MISE EN ŒUVRE.

MINISTÈRE

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE

	2016-2017
CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES DE MONTRÉAL (RESPONSABLE DE FOURNIR LES SERVICES DE LA LIGNE DE RÉFÉRENCE SANS FRAIS EN AGRESSION SEXUELLE)	755 841 \$
CENTRE D'EXPERTISE MARIE-VINCENT	420 700 \$
RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	3 538 535 \$ ¹

NOTE 1 : POUR LA PÉRIODE COUVERTE D'AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017. LE MONTANT POUR LE MOIS DE MARS 2017 SERA CONNU AU COURS D'AVRIL 2017.

PRINCIPALES RÉALISATIONS DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE :

LE RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 25 NOVEMBRE 2014. IL A ÉTÉ ÉLABORÉ EN COLLABORATION AVEC TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES CONCERNÉS. LES RÉSULTATS RAPPORTÉS DANS CE DOCUMENT PERMETTENT DE CONSTATER LES EFFORTS CONSENTIS POUR LA RÉALISATION DES 100 MESURES DU PLAN DURANT LA PÉRIODE COUVERTE D'AVRIL 2008 AU 31 MARS 2014, SOIT PLUS DE 149 M\$ AU TOTAL. PARMI LES PRINCIPALES RÉALISATIONS, SOULIGNONS :

- L'IMPLANTATION ET LA PROMOTION DE LA LIGNE TÉLÉPHONIQUE SANS FRAIS 1 888 933-9007 PERMETTANT D'ORIENTER LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE ET LEURS PROCHES, AINSI QUE LES INTERVENANTES ET LES INTERVENANTS CONCERNÉS, VERS DES SERVICES APPROPRIÉS DANS L'ENSEMBLE DES RÉGIONS DU QUÉBEC;
- LA RÉALISATION DE LA CAMPAGNE NATIONALE DE SENSIBILISATION AUX AGRESSIONS SEXUELLES PERMETTANT DE FAIRE CONNAÎTRE À LA POPULATION LES ASPECTS OBJECTIFS DE CE TYPE D'AGRESSIONS (QUI EN SONT LES VICTIMES ET LES AGRESSEURS) ET DE L'INFORMER SUR LES SERVICES OFFERTS AUX VICTIMES. DANS LE CADRE DE CETTE CAMPAGNE, LES PERSONNES IMMIGRANTES, LES PERSONNES ÂÎNÉES, LES PERSONNES SOUFFRANT D'UN HANDICAP ONT PU BÉNÉFICIER D'UN MESSAGE ADAPTÉ À LEURS RÉALITÉS;
- LA RÉALISATION DES SESSIONS D'INFORMATION SUR LA PORTÉE DE LA LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EU ÉGARD À LA DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS EN VUE D'ASSURER LA PROTECTION DES PERSONNES;
- LA DIFFUSION D'INFORMATIONS CONCERNANT L'OBLIGATION DE SIGNALER SANS DÉLAI LA SITUATION D'UN ENFANT AU SUJET DUQUEL IL Y A UN MOTIF DE CROIRE QU'IL A ÉTÉ VICTIME D'UNE AGRESSION SEXUELLE;
- LA MISE EN PLACE DES DIFFÉRENTES MESURES VISANT À SÉCURISER D'AVANTAGE LES VICTIMES ET À VENIR EN AIDE AUX AGRESSEURS SEXUELS AFIN DE CONTRER LA RÉCIDIVE;
- LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES D'INFORMATION AUX PERSONNES VICTIMES;
- LA SENSIBILISATION, LA FORMATION ET L'OUTILLAGE DU PERSONNEL DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE DU QUÉBEC, AUX FINS DE L'AJUSTEMENT DES PRATIQUES ÉDUCATIVES FAVORISANT UNE SOCIALISATION ÉGALITAIRE DÈS LA PETITE ENFANCE;
- LA FORMATION ET LE SOUTIEN DES INTERVENANTES ET DES INTERVENANTS DANS LES RÉSEAUX DES CINQ MINISTÈRES COSIGNATAIRES DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'UNE ABSENCE DE SOINS MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE;
- LA VÉRIFICATION DES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES OU DES ABSENCES D'EMPÊCHEMENT, QUE CE SOIT DANS LE RÉSEAU SCOLAIRE, DU LOISIR ET DU SPORT OU DANS LE RÉSEAU DES SERVICES DE GARDE;
- LA MISE À JOUR DE LA FORMATION DESTINÉE AUX FUTURS POLICIERS ET POLICIÈRES;
- LA PUBLICATION ANNUELLE DES STATISTIQUES POLICIÈRES CONCERNANT LES INFRACTIONS SEXUELLES AU QUÉBEC;
- LE FINANCEMENT D'ORGANISMES VENANT EN AIDE AUX VICTIMES ET À LEURS PROCHES AINSI QU'AUX AGRESSEURS (NOTAMMENT CALACS, CAVAC, CENTRE D'EXPERTISE MARIE-VINCENT, CRIPHASE).

EN MILIEU AUTOCHTONE, CE PLAN D'ACTION A JETÉ LES BASES PERMETTANT AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DE DISCUTER DES PROBLÉMATIQUES RELATIVES AUX AGRESSIONS SEXUELLES.

LE 20 OCTOBRE 2016, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A LANÇÉ LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES. CETTE STRATÉGIE EST EN VIGUEUR JUSQU'EN 2021. ELLE PRÉVOIT UN INVESTISSEMENT DE 44 MILLIONS SUR UNE PÉRIODE DE 5 ANS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS PRÉVUES.

P.77 POUR 2016-2017, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L’ANNÉE 2016-2017. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DE SA MISE EN ŒUVRE.

MINISTÈRE

EN 2016-2017, 1 428 700 \$ ONT ÉTÉ INVESTIS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE.

LE PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE 2011-2016 A ÉTÉ PROLONGÉ D’UN AN. LE NOUVEAU PLAN D’ACTION, COUVRANT LA PÉRIODE 2017-2022, EST EN VOIE DE FINALISATION.

P.78 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2016-2017. INDIQUER LES DATES ET LES LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHAQUE RENCONTRE, AINSI QUE LES OBJECTIFS À POURSUIVRE. INDIQUER LES RENCONTRES À L'AGENDA POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

RÉUNIONS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE

ANNÉE	DATE	LIEU	PARTICIPANTS
2016-2017	10 JUIN 2016	1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA SCIENCE ET DE L'INNOVATION, SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (INVITÉE) SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE MINISTÈRE DE LA JUSTICE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES MINISTÈRE DE LA FAMILLE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE
	23 AOÛT 2016	1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA SCIENCE ET DE L'INNOVATION, SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MINISTÈRE DE LA FAMILLE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES MINISTÈRE DE LA JUSTICE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION
	22 SEPTEMBRE 2016	1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA SCIENCE ET DE L'INNOVATION, SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE MINISTÈRE DE LA JUSTICE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MINISTÈRE DE LA FAMILLE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

ANNÉE	DATE	LIEU	PARTICIPANTS
	11 OCTOBRE 2016	1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA SCIENCE ET DE L'INNOVATION, SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE MINISTÈRE DE LA FAMILLE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE MINISTÈRE DE LA JUSTICE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
	3 NOVEMBRE 2016	1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA SCIENCE ET DE L'INNOVATION, SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE MINISTÈRE DE LA FAMILLE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE MINISTÈRE DE LA JUSTICE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE
	24 NOVEMBRE 2016	1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA SCIENCE ET DE L'INNOVATION SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR MINISTÈRE DE LA FAMILLE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION MINISTÈRE DE LA JUSTICE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

P.79 CONCERNANT LA PUBLICATION DU PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF AU CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT ET DE TOUTE LA CORRESPONDANCE À CE SUJET; FOURNIR AUSSI LA LISTE DES RENCONTRES TENUES AVEC DES ORGANISMES EN 2016-2017.

MINISTÈRE

CETTE DEMANDE N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.80 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, IDENTIFIER ET VENTILER (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D’AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS EN 2016-2017; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DES CJP POUR 2016-2017 (EN \$)

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	LOYER	MASSE SALARIALE	AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
QUÉBEC	49 859	354 251	73 600
RIMOUSKI	24 521	234 844	36 900
MONTRÉAL	71 200	358 719	31 700
OUTAOUAIS	51 257	238 788	32 300
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	25 610	238 817	36 750
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	33 500	238 404	28 300
TOTAL	255 947	1 663 823	239 550

NOTE : PRENDRE NOTE QU’IL S’AGIT DE L’ENTIÈRETÉ DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT, MONTANT QUI EST PLUS ÉLEVÉ QUE LA SUBVENTION ACCORDÉE, PUISQUE CE MONTANT TIENT COMPTE DES SURPLUS RÉCUPÉRÉS DE L’EXERCICE PRÉCÉDENT.

* LE 19 DÉCEMBRE 2016, L'IMPLANTATION DE DEUX NOUVEAUX CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉS A ÉTÉ ANNONCÉE POUR LE NUNAVIK ET LA MONTÉRÉGIE.

P.81 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDiquer LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2016-2017; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

2016-2017

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS	NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS	NOMBRE DE BÉNÉVOLES
RIMOUSKI	4	-	7
QUÉBEC	6	-	16
MONTRÉAL	6	-	18
OUTAOUAIS	4	-	20
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	4	-	7
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	4	-	10
TOTAL	28	-	78

P.82 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENTS DES CONFLITS) EN 2016-2017.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS EN 2016-2017

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	INFORMATION JURIDIQUE
RIMOUSKI	3 331
QUÉBEC	5 641
MONTRÉAL	4 410
OUTAOUAIS	2 521
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1 202
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	2 150
TOTAL	19 255

NOTE 1 : DONNÉES DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017
NOTE 2 : DONNÉES CUMULATIVES AU 28 FÉVRIER 2017 DEPUIS LA MISE EN OPÉRATION DES CJP : 96 547

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

- P.84 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET AUTOCHTONE (SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D’ACTION). FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILÉ PAR :**
- A. ACTION COMPLÉTÉES EN 2016-2017;
 - B. ACTION EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2016-2017;
 - C. ACTION EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2016-2017;
 - D. ACTION RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;
 - E. ACTIONS À VENIR EN 2017-2018;
 - F. BUDGET INVESTI JUSQU’À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.

MINISTÈRE

LES RÉPONSES À CETTE QUESTION SE TROUVENT AUX QUESTIONS 88 (BILAN, AU 31 MARS DE L'IMPLANTATION DES CAVAC), 89 (BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC) ET 94 (SOMMES ALLOUÉES À LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE).

P.85 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2016, SUR L'IDENTIFICATION DES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET AUX STRATÉGIES EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU NUNAVIK. FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR :

- A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2016-2017;
- B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2016-2017;
- C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2016-2017;
- D. ACTIONS RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;
- E. ACTIONS À VENIR EN 2017-2018;
- F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.

MINISTÈRE

DIFFÉRENTES ACTION ONT ÉTÉ MENÉES EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU NUNAVIK EN 2016-2017 :

RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN

EN COLLABORATION AVEC LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, RESPONSABLE DU DOSSIER CONCERNANT LE RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LES CONDITIONS DE DÉTENTION AU NUNAVIK, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A PARTICIPÉ À L'ÉLABORATION D'UN PLAN DE TRAVAIL POUR LE SUIVI DES RECOMMANDATIONS TOUT EN S'ASSURANT D'EN INFORMER LE PROTECTEUR DU CITOYEN QUANT À L'AVANCEMENT DE CE PLAN. LE MINISTÈRE PARTICIPE ÉGALEMENT AUX TRAVAUX DU COMITÉ DE LIAISON POUR LE SUIVI DU RAPPORT DU CITOYEN SUR LE NUNAVIK.

OUVERTURE D'UN POSTE DE PRÉPOSÉ À LA CLIENTÈLE RÉSERVÉ À UN MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ À PUVIRNITUQ

UN POSTE DE PRÉPOSÉ À LA CLIENTÈLE A ÉTÉ AFFICHÉ POUR LE PALAIS DE JUSTICE DE PUVIRNITUQ. CE POSTE, RÉSERVÉ À UN MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ INUIT, PERMETTRA DE RÉPONDRE AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE LA COMMUNAUTÉ ET D'ORIENTER LA CLIENTÈLE. CETTE INITIATIVE CONSTITUE UNE OPPORTUNITÉ UNIQUE D'ÉCHANGER ET TRADUIT LA VOLONTÉ DU MINISTÈRE D'AMÉLIORER LA CONFIANCE DE LA COMMUNAUTÉ INUIT ENVERS LE SYSTÈME DE LA JUSTICE.

BONIFICATION DE LA RÉMUNÉRATION DES INTERPRÈTES APPELÉS À TRAVAILLER AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES AU NORD DU 50^{IÈME} PARALLÈLE

DANS L'OBJECTIF DE MIEUX RÉPONDRE AUX RÉALITÉS PARTICULIÈRES DE L'INTERPRÉTATION EN MILIEU AUTOCHTONE AU NORD DU 50^{IÈME} PARALLÈLE, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A RÉVISÉ À LA HAUSSE CERTAINS DES TARIFS PRÉVUS À LA DIRECTIVE SUR LE SERVICE DES INTERPRÈTES ET LE PAIEMENT DES FRAIS. CETTE MODIFICATION PERMETTRA PAR LE FAIT MÊME D'AMÉLIORER L'ATTRACTION ET LA RÉTENTION DES INTERPRÈTES APPELÉS À SERVIR LA JUSTICE DANS LES COMMUNAUTÉS VISÉES. ELLE COMPORTE ÉGALEMENT DES INCITATIFS POUR LA FORMATION DE NOUVEAUX INTERPRÈTES, AU FINAL, CETTE MESURE CONTRIBUERA À ACCROÎTRE L'ACCESSIBILITÉ À LA JUSTICE AU NUNAVIK.

UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE AFIN D'ÉVITER LES TRANSFERTS DE PERSONNES INCARCÉRÉES LORS DES ÉTAPES JUDICIAIRES PRÉALABLE AU PROCÈS

SUITE AU RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LES CONDITIONS DE DÉTENTION, L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET LA PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ AU NUNAVIK, DES DISCUSSIONS ONT EU LIEU ENTRE LE MJQ ET LE MSP AFIN D'ÉVALUER DES SCÉNARIOS POUVANT ÊTRE ENVISAGÉS AFIN DE LIMITER LES TRANSFERTS DES DÉTENUS ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS LORS DES ÉTAPES PRÉALABLES AUX PROCÈS. DES TRAVAUX SONT EN COURS POUR LA MISE EN PLACE D'UN PROJET DE VISIOCONFÉRENCE AU COURS DE L'ANNÉE 2017.

P.86 EN 2016-2017, IDENTIFIER LE NOMBRE, LE COÛT ET LA NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU À D’AUTRES OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L’ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.

MINISTÈRE

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2016-2017		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
QUÉBEC (ACTIF DANS TOUTE LA PROVINCE)	SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	1 371 600 \$
MONTÉRÉGIE	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	60 000 \$
SAINT-LAURENT (QUÉBEC)	SOCIÉTÉ MAKIVIK	260 000 \$
LA TUQUE (QUÉBEC)	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	107 500 \$
KAHNAWAKE (QUÉBEC)	MOHAWK OF KAHNAWAKE	52 500 \$
AKWESASNE (QUÉBEC)	MOHAWK OF AKWESASNE	23 575 \$
KAWAWACHIKAMACH (QUÉBEC)	NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH	22 500 \$
LISTUGUJ (QUÉBEC)	MÍ'GMAQ DE LISTUGUJ	35 000 \$
OPITCIWAN (QUÉBEC)	CONSEIL DES ATIKAMEKW D'OPITCIWAN	27 730 \$
MANIWAKI (QUÉBEC)	KITIGAN ZIBI ANISHINABEG	35 000 \$
MONTRÉAL (QUÉBEC)	CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL	19 540 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2016-2017		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
CAPITALE-NATIONALE	L'AUTRE AVENUE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
CAPITALE-NATIONALE	CLINIQUE D'ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE DROIT DE CITÉ	48 350 \$
CAPITALE-NATIONALE	AUTONHOMMIE, CENTRE DE RESSOURCES POUR HOMMES	40 000 \$
CAPITALE-NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	18 035 \$
CHAUDIÈRE-APPALACHES	L'INTERFACE, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	JUSTICE ALTERNATIVE GASPÉSIE SUD INC.	15 000 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	JUSTICE ALTERNATIVE GASPÉSIE NORD/ÎLES-DE-LA MADELEINE INC.	40 000 \$
LAURENTIDES	MESURES ALTERNATIVES DES BASSES-LAURENTIDES	15 000 \$
LAVAL	MESURES ALTERNATIVES JEUNESSE DE LAVAL	30 000 \$
MAURICIE	L'ALTER ÉGAUX, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2016-2017		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
MAURICIE	AVENUES CITOYENNES, ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE	15 000 \$
MONTÉRÉGIE	JUSTICE ALTERNATIVE DU SUROIT	15 000 \$
MONTÉRÉGIE	JUSTICE ALTERNATIVE ET MÉDIATION	14 000 \$
MONTÉRÉGIE	JUSTICE ALTERNATIVE PIERRE-DE-SAUREL INC.	15 000 \$
MONTÉRÉGIE	JUSTICE ALTERNATIVE RICHELIEU-YAMASKA	15 000 \$
MONTÉRÉGIE	ASSOCIATION DE MÉDIATION FAMILIALE DU QUÉBEC	49 737 \$
MONTÉRÉGIE	CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE-EST	50 000 \$
MONTÉRÉGIE	COLLECTIF DE DÉFENSE DES DROITS DE LA MONTÉRÉGIE	49 450 \$
MONTÉRÉGIE	LE PETIT PONT	16 954 \$
MONTÉRÉGIE	CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP	25 000 \$
MONTRÉAL	TRAJET	15 000 \$
MONTRÉAL	MISSION COMMUNAUTAIRE DE MONTRÉAL	35 832 \$
MONTRÉAL	CLINIQUE JURIDIQUE DU MILE END	49 350 \$
MONTRÉAL	REPÈRE, RELATION D'ENTRAIDE POUR UNE PATERNITÉ RENOUVELÉE	28 076 \$
MONTRÉAL	SERVICES JURIDIQUES COMMUNAUTAIRES DE POINTE-ST-CHARLES ET DE PETITE BOURGOGNE	40 183 \$
MONTRÉAL	ÉDUCALOI	48 775 \$
MONTRÉAL	REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	22 425 \$
MONTRÉAL	ACEF CENTRE DE MONTRÉAL	45 000 \$
MONTRÉAL	CLINIQUE DROITS DEVANTS	50 000 \$
MONTRÉAL	CENTRE PRO BONO QUÉBEC	37 226 \$
MONTRÉAL	INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL ¹	49 158 \$
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	32 449 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	JUSTICE ALTERNATIVE LAC-SAINT-JEAN	15 000 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	JUSTICE ALTERNATIVE SAGUENAY	15 000 \$

¹ PORTEUR DU PROJET « OBSERVATOIRE INTERDISCIPLINAIRE EN JUSTICE ET SANTÉ MENTALE » EN REMPLACEMENT DU CENTRE DE RECHERCHE DE L'HÔPITAL DOUGLAS, VU LE CHANGEMENT DE POSTE DE LA CHERCHEURE PRINCIPALE AU PROJET.

FINANCEMENT À LA MISSION DE BASE DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ
MONTANT TOTAL : 2 019 934 \$

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2016-2017		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
BAS-SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS-SAINT-LAURENT	266 733 \$
CAPITALE-NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	476 342 \$
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL	436 487 \$
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L’OUTAOUAIS	313 305 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	269 768 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	257 299 \$

P.87 NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA *LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS*, INCLUANT LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2015-2016 ET 2016-2017, PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. PAR EXEMPLE, POUR LA CATÉGORIE ALLOCATIONS SPÉCIALES, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS SPÉCIALES DE 500 \$ VERSÉES AUX CONJOINTS OU AUX PERSONNES À CHARGE, ET PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS DE 2 000 \$ VERSÉES AUX PARENTS D'UN ENFANT DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL. DE MÊME, POUR LA CATÉGORIE ASSISTANCE MÉDICALE, PRÉCISER NOTAMMENT LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES VICTIMES ET LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES PROCHES DE VICTIMES.

MINISTÈRE

LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)
LES DONNÉES RELATIVES À LA LOI SUR L'IVAC SONT DISPONIBLES EN ANNÉE CIVILE SEULEMENT

RÉPARTITION DES DÉCISIONS RENDUES EN 2016 PAR RÉGION						
RÉGION	ACCEPTÉE	REJETÉE	DÉSISTEMENT	DÉSINTÉ- RESSEMENT	TOTAL	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	100	34	0	2	136	2,1 %
BAS-SAINT-LAURENT	142	37	1	1	181	2,7 %
CHAUDIÈRE-APPALACHES	323	73	1	3	400	6,0 %
CÔTE-NORD	20	10	0	0	30	0,5 %
ESTRIE	395	87	1	18	501	7,6 %
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	25	15	0	1	41	0,6 %
ÎLE-DE-MONTRÉAL	1 097	269	5	27	1 398	21,1 %
LANAUDIÈRE	384	100	2	0	486	7,3 %
LAURENTIDES	373	124	2	3	502	7,6 %
LAVAL	177	41	0	8	226	3,4 %
LONGUEUIL	266	81	0	3	350	5,3 %
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	479	96	2	3	580	8,8 %
OUTAOUAIS	200	30	0	2	232	3,5 %
QUÉBEC	501	131	5	3	640	9,7 %
SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	133	52	1	1	187	2,8 %
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	179	56	1	2	238	3,6 %
VALLEYFIELD	110	23	2	1	136	2,1 %
YAMASKA	238	69	2	2	311	4,7 %
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU CANADA	25	14	0	0	39	0,6 %
EXTÉRIEUR DU CANADA	5	1	0	0	6	0,1 %
TOTAL	5 172	1 343	25	80	6 620	100 %
POURCENTAGE	78,1%	20,3 %	0,4 %	1,2 %	100 %	

NOMBRE DE DEMANDES REÇUES ET MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2016 PAR RÉGION

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2016	PRESTATIONS VERSÉES EN 2016
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	143	2 322 229,07 \$
BAS-SAINT-LAURENT	194	3 249 076,48 \$
CHAUDIÈRE-APPALACHES	501	4 394 224,35 \$
CÔTE-NORD	42	789 798,20 \$
ESTRIE	564	6 144 615,03 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	46	1 233 464,23 \$
ÎLE-DE-MONTRÉAL	1 578	23 222 274,30 \$
LANAUDIÈRE	577	9 349 729,90 \$
LAURENTIDES	597	9 413 287,87 \$
LAVAL	274	4 771 433,27 \$
LONGUEUIL	430	6 525 658,74 \$
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	661	7 986 498,27 \$
OUTAOUAIS	264	4 396 072,17 \$

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2016	PRESTATIONS VERSÉES EN 2016
QUÉBEC	775	9 670 176,79 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	223	3 326 500,98 \$
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	257	3 558 768,07 \$
VALLEYFIELD	162	2 979 129,67 \$
YAMASKA	377	4 621 118,45 \$
EXTÉRIEUR DU CANADA	47	554 050,94 \$
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU CANADA	9	1 589 466,65 \$
TOTAL	7721	110 097 573,43 \$

PRESTATIONS VERSÉES ET FRAIS D'ADMINISTRATION	
TYPES DE PRESTATIONS	2016
ASSISTANCE MÉDICALE	17 299 271,03 \$
RÉADAPTATION	14 340 640,37 \$
INCAPACITÉ TEMPORAIRE	35 427 023,93 \$
STABILISATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE	2 114 365,57 \$
ALLOCATIONS SPÉCIALES	37 705,98 \$
FRAIS FUNÉRAIRES	150 544,08 \$
INCAPACITÉ PERMANENTE DES VICTIMES ET RENTES AUX PERSONNES À CHARGE	40 717 955,34 \$
TOTAL DES PRESTATIONS	110 087 506,30\$
FRAIS D'ADMINISTRATION	15 335 151,33 \$
TOTAL	125 422 657,63\$

DÉTAIL	2016
FRAIS DE PSYCHO- THÉRAPIE VICTIMES	10 284 417,61 \$
FRAIS DE PSYCHO- THÉRAPIE PROCHES	203 647,86 \$

VERSEMENT DES ALLOCATIONS SPÉCIALES ET INDEMNITÉS DE DÉCÈS POUR 2016

	2016		
TYPE DE BÉNÉFICIAIRE	NOMBRE DE DOSSIERS ALLOCATION SPÉCIALE	NOMBRE DE DOSSIERS INDEMNITÉS DE DÉCÈS	MONTANT TOTAL
ENFANT MINEUR	8		12 412,98 \$
ENFANT ÉTUDIANT MAJEUR	3		11 538,01 \$
MÈRE ENFANT MINEUR		2	23 425,00 \$
PÈRE ENFANT MINEUR		1	17 462,00 \$
VEUF SANS ENFANT	2		8 116,17 \$
VEUVE SANS ENFANT	1		5 698,00 \$
TOTAL	14	3	78 652,16 \$

NOTE : LA COLONNE « MONTANT TOTAL » COMPREND LES MONTANTS D’ALLOCATION SPÉCIALE, LES INDEMNITÉS DE DÉCÈS ET LES FRAIS FUNÉRAIRES.

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LES BUDGETS ET LES EFFECTIFS 2016-2017

CAVAC	OUVERTURE	EFFECTIFS	BUDGET (\$)
ABITIBI	JUIN 2002	15	1 054 070 \$
BAS-ST-LAURENT	FÉVRIER 1990	18	1 232 030 \$
CENTRE DU QUÉBEC	AVRIL 2003	12	940 010 \$*
CÔTE-NORD	NOVEMBRE 2001	13	772 580 \$
CRI	JANVIER 2008	3	278 147 \$
ESTRIE	NOVEMBRE 1992	15,5	974 530 \$
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	FÉVRIER 2003	9	608 490 \$
LANAUDIÈRE	MARS 1998	18	1 323 080 \$
LAURENTIDES	DÉCEMBRE 1992	16	1 036 610 \$
LAVAL	MARS 1991	12	801 040 \$*
MAURICIE	FÉVRIER 1990	20	1 248 370 \$
MONTÉRÉGIE	MARS 1990	25	1 505 380 \$
MONTRÉAL	NOVEMBRE 1988	37,5	1 837 450 \$
NUNAVIK	OCTOBRE 2004	8	776 197 \$
OUTAOUAIS	NOVEMBRE 1989	17	1 268 790 \$*
QUÉBEC	JUIN 1988	24	1 389 590 \$
SAGUENAY	JANVIER 1989	18	1 288 250 \$

* LES SUBVENTIONS OCTROYÉES À CES ORGANISMES INCLUENT UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA POUR LA RÉALISATION DU PROJET FÉDÉRAL.

EFFECTIFS DES CAVAC ACCEPTÉS PAR LE BAVAC EN 2016-2017

CAVAC	DIRECTEURS	INTERVENANTS TEMPS PLEIN ET OCCASIONNELS	TOTAL
QUÉBEC	1	23	24
MONTRÉAL	1	36,5	37,5
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	1	17	18
OUTAOUAIS	1	16	17
BAS-SAINT-LAURENT	1	17	18
MAURICIE	1	19	20
MONTÉRÉGIE	1	24	25
LAVAL	1	11	12
ESTRIE	1	14,5	15,5
LAURENTIDES	1	15	16
LANAUDIÈRE	1	17	18
CÔTE-NORD	1	12	13
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	14	15
GASPÉSIE/ ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	8	9
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	11	12
INUIT	1	7	8
CRI	1	2	3
TOTAL	17	264	281

P.89 BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D’OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

DESCRIPTION	2016-2017
SERVICES RÉCURRENTS	
PROVINCE DE QUÉBEC	
SOS VIOLENCE CONJUGALE	839 210 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER/VICTIMES (AQPV)	265 631 \$*
CENTRE D’EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	420 700
CENTRE POUR LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL	755 841 \$
QUÉBEC & MONTRÉAL	
ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES (AFPAD)	185 000 \$
CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE	65 000 \$
SERVICES RÉCURRENTS – TOTAL PARTIEL	2 531 382 \$
PROJETS SPÉCIAUX	
ASSOCIATION DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL	9 900 \$
ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	50 000 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE DÉFENSE DES DROITS DES PERSONNES RETRAITÉES ET PRÉRETRAITÉES	50 000 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	39 338 \$
CALACS DE L’OUEST DE L’ÎLE	50 000 \$
CALACS DE LA RIVE-SUD	55 637 \$
C.A.P.A.C.S. D’ABITIBI-OUEST	4 876 \$
CAVAC DE L’ESTRIE	147 796 \$
CAVAC DE L’ESTRIE	26 303 \$
CAVAC DE LANAUDIÈRE	40 000 \$
CAVAC DE LA MONTÉRÉGIE	37 000 \$
SERVICE D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS MARTHE VAILLANCOURT	25 000 \$
CENTRE D’EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	50 000 \$
CENTRE D’INTERVENTION EN ABUS SEXUELS POUR LA FAMILLE	35 000 \$
CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	166 065 \$
CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	50 000 \$
COMITÉ DE JUSTICE SOCIALE D’OPITCIWAN	29 475 \$
CONCERTATION DES LUTTES CONTRE L’EXPLOITATION SEXUELLE	47 000 \$
LA MAISON DE MARTHE	98 825 \$
LA MAISON JEAN-MONBOURQUETTE	15 000 \$
LA MAISON D’HÉBERGEMENT L’ÉGIDE (2 ^E ÉTAPE)	49 750 \$
POINT D’APPUI	21 361 \$
REGROUPEMENT DES CENTRES D’AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC	50 000 \$
REGROUPEMENT DES MAISONS POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE	75 460 \$
REGROUPEMENT MAMIT INNUAT INC.	7 505 \$
RESSOURCE POUR HOMMES DE LA HAUTE-YAMASKA	10 000 \$
REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	28 950 \$
SATURVIIT INUIT WOMEN’S ASSOCIATION	64 995 \$
SOUTIEN AUX HOMMES ABUSÉS SEXUELLEMENT DURANT L’ENFANCE SHASE	24 374 \$
SOCIÉTÉ MAKIVIK	40 210 \$
TRÊVE POUR ELLES CALACS	50 000 \$
VIA L’ANSE	50 000 \$
PROJETS SPÉCIAUX – TOTAL PARTIEL	1 499 820 \$
GRAND TOTAL	4 031 202 \$

* LA SUBVENTION OCTROYÉE COMPREND UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA POUR LA RÉALISATION DU PROJET FÉDÉRAL.

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

À LA SUITE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (RLRQ, c. A-13.2) EN JUIN 1988, LE BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (BAVAC) A ÉTÉ MIS SUR PIED AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. LE FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (FAVAC) A ÉTÉ INSTITUÉ POUR ASSURER LE PAIEMENT DE TOUTE DÉPENSE NÉCESSAIRE À LA RÉALISATION DES FONCTIONS QUE CETTE LOI CONFIE AU BAVAC. LE FAVAC PERMET ÉGALEMENT D'ACCORDER UNE AIDE FINANCIÈRE À TOUTE PERSONNE OU ORGANISME QUI REMPLIT LES CONDITIONS DÉTERMINÉES PAR RÈGLEMENT, POUR FAVORISER, D'UNE PART, LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES, NOTAMMENT POUR ASSURER L'IMPLANTATION ET LE MAINTIEN DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) ET, D'AUTRE PART, POUR FAVORISER LA RECHERCHE SUR TOUTE QUESTION RELATIVE À L'AIDE AUX VICTIMES DE MÊME QUE LA RÉALISATION ET LA DIFFUSION DE PROGRAMMES D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION. UN RÈGLEMENT SUR L'AIDE FINANCIÈRE A ÉTÉ ÉLABORÉ ET EST ENTRÉ EN VIGUEUR EN JANVIER 1989. CE RÈGLEMENT PRÉVOIT LES RENSEIGNEMENTS, LES DOCUMENTS QUE LES PERSONNES ET ORGANISMES DOIVENT FOURNIR POUR OBTENIR UNE AIDE FINANCIÈRE ET CERTAINES CONDITIONS QU'ILS DOIVENT RESPECTER.

LE FINANCEMENT DU FAVAC EST NOTAMMENT ASSURÉ PAR LES REVENUS PROVENANT DES SURAMENDES COMPENSATOIRES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL, DES SOMMES PROVENANT DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ ET, DEPUIS LE 1ER JUILLET 2003, DE LA PERCEPTION D'UN MONTANT DE 10 \$ POUR CHAQUE CONTRAVENTION À UNE LOI DU QUÉBEC. LE FAVAC EST AFFECTÉ À L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, NOTAMMENT AUX CAVAC, À L'ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES (AFPAD), À L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES (AQPV), AU CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT, À SOS VIOLENCE CONJUGALE, AU CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL, AU CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE, AUX CAMPAGNES DE SENSIBILISATION POUR CONTRER LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES AGRESSIONS SEXUELLES ET À PLUSIEURS PROJETS DE RECHERCHE, ACTIVITÉS DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION.

EFFECTIFS

POUR L'EXERCICE 2016-2017, LES EFFECTIFS AUTORISÉS DU BAVAC SONT DE QUATRE (4) ETC.

MANDAT

LE BAVAC A POUR MANDAT, CONFORMÉMENT À LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, DE FAVORISER LA PROMOTION DES DROITS DES VICTIMES RECONNUS PAR LA LOI ET DE VEILLER AU DÉVELOPPEMENT DES SERVICES D'AIDE AINSI QU'À LA CONCERTATION ET À LA COORDINATION DES ACTIONS DES PERSONNES, MINISTÈRES ET ORGANISMES QUI DISPENSENT DES SERVICES AUX VICTIMES. IL CONSEILLE ÉGALEMENT LA MINISTRE DE LA JUSTICE SUR TOUTE QUESTION RELATIVE À L'AIDE AUX VICTIMES ET FAVORISE L'IMPLANTATION ET LE MAINTIEN DES CAVAC SUR TOUT LE TERRITOIRE DU QUÉBEC, LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES SPÉCIALISÉS EN FOURNISSANT AUX ORGANISMES L'ASSISTANCE TECHNIQUE OU PROFESSIONNELLE REQUISE POUR LEUR ÉTABLISSEMENT ET LEUR FONCTIONNEMENT. LE BAVAC FAVORISE LA RÉALISATION ET LA DIFFUSION DE PROGRAMMES D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION CONCERNANT LES DROITS ET LES BESOINS DES VICTIMES AINSI QUE LES SERVICES QUI LEUR SONT ACCESSIBLES ET EXERCE TOUTE AUTRE FONCTION QUE LUI CONFIE LA MINISTRE DE LA JUSTICE EN VUE DE FAVORISER L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS. LE BAVAC ASSURE ÉGALEMENT L'ADMINISTRATION DU FAVAC.

LES REPRÉSENTANTS DU BAVAC PARTICIPENT AUSSI À DES ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION, D'INFORMATION ET DE FORMATION PAR LE BIAIS DE CONFÉRENCES, D'ATELIERS ET DE SESSIONS DE TRAVAIL. ILS SIÈGENT ÉGALEMENT COMME MEMBRES À DIFFÉRENTS GROUPES DE TRAVAIL FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONCERNANT LES VICTIMES, AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE ET AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME ET AUX INITIATIVES SOCIALES (SACAI).

DE PLUS, LES REPRÉSENTANTS DU BAVAC FOURNISSENT L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE REQUISE POUR L'ÉTABLISSEMENT DES CAVAC ET POUR LEUR BON FONCTIONNEMENT. AINSI, LE BAVAC PRODUIT LA DOCUMENTATION NÉCESSAIRE, ORGANISE DES RENCONTRES AUXQUELLES SONT CONVIÉS LES DIRECTEURS ET DIRECTRICES DES CAVAC OU ENCORE DES REPRÉSENTANTS DE LEUR CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN PLUS D'ÉLABORER DES PROGRAMMES DE FORMATION ADAPTÉS AUX BESOINS DES INTERVENANTS.

LES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC)

MANDAT

LES CAVAC SONT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES À BUT NON LUCRATIF RECONNUS PAR LA MINISTRE DE LA JUSTICE POUR OFFRIR AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, À LEURS PROCHES AINSI QU'AUX TÉMOINS, DES SERVICES D'AIDE. L'AIDE DES CAVAC EST DISPONIBLE QUE L'AUTEUR DU CRIME SOIT OU NON IDENTIFIÉ, ARRÊTÉ, POURSUIVI OU RECONNU COUPABLE. LES CAVAC TRAVAILLENT EN COLLABORATION AVEC LES INTERVENANTS DU MILIEU JUDICIAIRE, DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES. L'INTERVENTION DES CAVAC AUPRÈS DES VICTIMES SE FAIT DANS LE RESPECT DE LEURS BESOINS ET À LEUR RYTHME. ELLE S'APPUIE SUR LA CAPACITÉ QU'ONT LES VICTIMES DE GÉRER LEUR PROPRE VIE ET DE PRENDRE LES DÉCISIONS QUI LES CONCERNENT.

LES CAVAC OFFRE DES SERVICES D'INTERVENTION POST-TRAUMATIQUE ET « PSYCHOSOCIOJUDICIAIRE », QUI CONSISTENT À ÉVALUER LES BESOINS ET LES RESSOURCES DE LA PERSONNE VICTIME D'UN ACTE CRIMINEL. À LA SUITE DE L'ÉVALUATION, UNE INTERVENTION EST OFFERTE DANS LE BUT DE RÉDUIRE LES CONSÉQUENCES DE LA VICTIMISATION ET DE PERMETTRE À LA PERSONNE DE POURSUIVRE SON CHEMINEMENT. LE PERSONNEL DU CAVAC DISPENSE DE L'INFORMATION SUR LES DROITS ET LES RECOURS DE LA VICTIME D'UN ACTE CRIMINEL, AUSSI BIEN SUR LES GRANDES ÉTAPES DU PROCESSUS JUDICIAIRE, LE PROGRAMME D'INDEMNISATION DES VICTIMES, INFOVAC-PLUS, OU LES INDEMNITÉS AUXQUELLES ELLE PEUT AVOIR DROIT. LE PERSONNEL DU CAVAC OFFRE L'ASSISTANCE TECHNIQUE NÉCESSAIRE POUR QUE LA VICTIME PUISSE REMPLIR DIFFÉRENTS FORMULAIRES, ET POUR QU'ELLE SOIT EN MESURE DE RESPECTER LES FORMALITÉS INHÉRENTES À SA SITUATION. LE PERSONNEL DU CAVAC ACCOMPAGNE LA VICTIME DANS SES DÉMARCHES AUPRÈS DES RESSOURCES MÉDICALES ET COMMUNAUTAIRES, ET L'ACCOMPAGNE DANS L'APPAREIL JUDICIAIRE PENDANT TOUT LE CHEMINEMENT DU DOSSIER. LE PERSONNEL DU CAVAC ORIENTE LA VICTIME VERS DES SERVICES SPÉCIALISÉS TELS QUE LES RESSOURCES JURIDIQUES, MÉDICALES, SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES CAPABLES DE L'AIDER À RÉSOUDRE LES PROBLÈMES QU'ELLE DOIT AFFRONTER.

LES CAVAC SONT GÉRÉS PAR DES CONSEILS D'ADMINISTRATION COMPOSÉS DE REPRÉSENTANTS PROVENANT DE LA COMMUNAUTÉ ET DES RÉSEAUX PARTENAIRES. DANS CHACUN DES CAVAC, UNE DIRECTRICE OU UN DIRECTEUR ASSUME LE RECRUTEMENT, LA FORMATION ET L'ENCADREMENT DU PERSONNEL, DES STAGIAIRES ET DES BÉNÉVOLES SUR QUI REPOSE LA PRESTATION DES SERVICES. DEUX CAVAC SONT GÉRÉS RESPECTIVEMENT PAR UNE ADMINISTRATION RÉGIONALE ET UN GOUVERNEMENT, SOIT LE CAVAC DU NUNAVIK ET LE CAVAC CRI.

AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE AUX CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LE FINANCEMENT DES CAVAC EST ASSURÉ PRINCIPALEMENT PAR LE FAVAC, LEQUEL EST ADMINISTRÉ PAR LE BAVAC. LORSQUE LA MINISTRE DE LA JUSTICE RECONNAÎT L'ORGANISME COMME UN CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC), LE FINANCEMENT EST RENOUVELÉ DANS LA MESURE OÙ L'ORGANISME SE CONFORME AUX EXIGENCES STIPULÉES DANS LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE SIGNÉE ANNUELLEMENT PAR LES PARTIES.

DIX-SEPT CAVAC SONT EN OPÉRATION : BAS-SAINT-LAURENT, SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN, CAPITALE-NATIONALE/ CHAUDIÈRE-APPALACHES, MAURICIE, ESTRIE, MONTRÉAL, OUTAOUAIS, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, CÔTE-NORD, NUNAVIK, CRI, GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE, LAVAL, LANAUDIÈRE, LAURENTIDES, MONTÉRÉGIE, CENTRE-DU-QUÉBEC.

LE RAPPORT ANNUEL ET LES ÉTATS FINANCIERS DES CAVAC SONT DISPONIBLES SUR LEUR SITE INTERNET À L'EXCEPTION DU CAVAC DU NUNAVIK ET DU CAVAC CRI.

P.91 NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2016-2017 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

2016-2017 (DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017)
CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE
VENTILATION PAR ARTICLE

ARTICLE	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES (CONSTATS D'INFRACTION DÉLIVRÉS)
52	4
58	3
63	1
TOTAL	8

ARTICLE 52 : PUBLICATION SUR SITE WEB RÉDIGÉE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS
ARTICLE 58 : AFFICHAGE PUBLIC
ARTICLE 63 : AFFICHAGE DU NOM DE L'ENTREPRISE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS

SUIVI DES CONSTATS D'INFRACTION DÉLIVRÉS	
RÉSULTAT	SOMME
COUPABLE	1
PROCÈS	0
EXPÉDIÉ	4
EN ATTENTE DE SIGNIFICATION	2
PRÊT À TRANSFÉRER	1
TOTAL	8

MINISTÈRE

2016-2017
(DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 28 MARS 2017)
NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES - LANGUE D'ENSEIGNEMENT : 37

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTe DE LA LANGUE FRANÇAISE
1.	2014 SAS-Q-199495-1402	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 73 (2°) ENFANT DE MILITAIRE
2.	2014 SAS-M-229036-1409	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AVIS DE FIN DE LITIGE - TAQ 1 ^{ER} AVRIL 2016 DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 7 JUIN 2016	ART. 73 (2°)
3.	2015 SAS-Q-207283-1502	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (1°)
4.	2015 SAS-M-236832-1504	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 30 MAI 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 (1°)
5.	2015 SAS-M-236862-1504	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 30 MAI 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 (1°)
6.	2015 SAS-M-237960-1506	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 8 JUIN 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (1°)
7.	2015 SAS-Q-209379-1506	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE SUR LE BANC LE 21 JUIN 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 85

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L’INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
8.	2015 SAS-Q-209767-1506	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 2 AOÛT 2016 RELATIVEMENT À LA REQUÊTE EN IRRECEVABILITÉ DE LA PGQ EN LIEN AVEC LA COMPÉTENCE DU TAQ DÉCLARANT L’IRRECEVABILITÉ DU RECOURS INTRODUIT PAR LE PARENT ET RETOURNANT LE DOSSIER AU MINISTRE POUR QU’UNE DÉCISION SOIT RENDUE RELATIVEMENT À LA DEMANDE D’ADMISSIBILITÉ	ART. 73 (1°)
		REQUÊTE EN RÉVISION POUR CAUSE SUIVANT L’ARTICLE 154 DE LA LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DE LA DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 2 AOÛT 2016	PARTIE REQUÉRANTE	EN ATTENTE D’UNE DATE D’AUDITION	N/A
		REQUÊTE EN SURSIS D’EXÉCUTION DE LA DÉCISION RENDUE LE 2 AOÛT 2016		DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 8 NOVEMBRE 2016 DÉCLARANT QU’IL N’A PAS COMPÉTENCE POUR STATUER SUR LA REQUÊTE EN SURSIS D’EXÉCUTION DE LA DÉCISION DU 2 AOÛT 2016 ET RETOURNANT LE DOSSIER AU SECRÉTARIAT DU TAQ AFIN QU’UNE DATE D’AUDIENCE SOIT FIXÉE RELATIVEMENT À LA REQUÊTE EN RÉVISION PRÉSENTÉE EN VERTU DE L’ARTICLE 154 DE LA <i>LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE</i>	N/A
9.	2015 SAS-Q-209905-1506	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 13 JUIN 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 (2°)
10.	2015 SAS-Q-210129-1507	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 14 JUIN 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°)
11.	2015 SAS-Q-210331-1507	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT – TAQ 15 AVRIL 2016	ART. 73 (2°)
12.	2015 SAS-M-239284-1507	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AVIS DE FIN DE LITIGE - TAQ 1 ^{ER} AVRIL 2016	ART. 76 ET 73 (2°)

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
13.	2015 SAS-M-239616-1508	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 8 JUIN 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (1°)
14.	2015 SAS-M-239940-1508	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 20 JUIN 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 81
15.	2015 SAS-Q-211281-1508	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 31 MAI 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°) ENFANT DE MILITAIRE
16.	2015 SAS-M-240914-1509	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 10 JUIN 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 81
17.	2015 SAS-M-241038-1509	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 27 MAI 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 (2°)
18.	2015 SAS-Q-212277-1510	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 13 JUIN 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 (2°)
19.	2015 SAS-M-243092-1512	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 8 JUILLET 2016 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 85
20.	2015 SAS-M-214421-1512	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AVIS DE FIN DE LITIGE - TAQ 14 OCTOBRE 2016	ART. 73(2°)

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L’INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
21.	2016 SAS-M-246454-1603	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE AVIS SELON L'ARTICLE 76 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE - ALLÉGATION D'UNE VIOLATION DU DROIT À L'ÉGALITÉ PROTÉGÉ PAR L'ARTICLE 10 DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT – TAQ 19 MAI 2016	ART. 81
22.	2016 SAS-M-247772-1604	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 81
23.	2016 SAS-M-248056-1605	AVIS SELON L'ARTICLE 76 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE - ATTAQUE DE LA CONSTITUTIONNALITÉ DE L'ALINÉA 3 DE L'ARTICLE DU RÈGLEMENT SUR L'EXEMPTION DE L'APPLICATION DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 72 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE QUI PEUT ÊTRE ACCORDÉE AUX ENFANTS SÉJOURNANT AU QUÉBEC DE FAÇON TEMPORAIRE PARCE QU'IL VIOLERAIT LE DROIT GARANTI PAR L'ARTICLE 7 DE LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS ET LIBERTÉS	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 85
24.	2016 SAS-M-248656-1605	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 81
25.	2016 SAS-M- 249474-1606	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 76 ET 73 (1°)
26.	2016 SAS-M-251092-1608	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE QUI DÉCLINE COMPÉTENCE AU REGARD DE LA DEMANDE INVOQUANT UNE SITUATION GRAVE D'ORDRE FAMILIAL ET HUMAINITAIRE	PARTIE INTIMÉE	AVIS DE FIN DE LITIGE - TAQ 28 NOVEMBRE 2016	ART. 85.1

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
27.	2016 SAS-M-252576-1609	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 81
28.	2016 SAS-M-252776-1610	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 81
29.	2016 SAS-M- 253688-1610	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 76 ET 73 (1°)
30.	2016 SAS-M-253812-1610	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 81
		REQUÊTE EN ORDONNANCE DE SAUVEGARDE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT - TAQ 16 MARS 2017	
31.	2017 SAS-M-255858-1612	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 76 ET 73 (2°)
32.	2017 SAS-M-256372-1701	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 81
33.	2017 SAS-M-256570-1701	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 73 (2°)
34.	2017 SAS-M-258672-1703	CONTESTATION D'UNE LETTRE TRANSMISE LE 19 JANVIER 2017 AU PARENT PAR LA DIRECTRICE DE LA DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ ET RESPONSABLE DE L'ADMISSIBILITÉ À L'ENSEIGNEMENT EN ANGLAIS	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	N/A
35.	2006 500-17-033805-063	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 10 OCTOBRE 2006	PARTIE MISE EN CAUSE	LE DOSSIER EST TOUJOURS SUSPENDU DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE	ART. 73 (2°) DOSSIER ONTARIEN
36.	2007 500-17-040428-073	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 22 NOVEMBRE 2007	PARTIE MISE EN CAUSE	LE DOSSIER EST TOUJOURS SUSPENDU DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE	ART. 73 (2°) DOSSIER ONTARIEN
37.	2008 500-17-043476-087	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 25 MAI 2008	PARTIE MISE EN CAUSE	LE DOSSIER EST TOUJOURS SUSPENDU DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE	ART. 73 (2°) DOSSIER ONTARIEN

P.93 MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR TYPE D'INFRACTION.

MINISTÈRE

LA LOI R-20 EST LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA GESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.

INFRACTIONS À LA LOI R-20	
	Année 2016-2017
Nombre de constats émis	7796
Amendes (1)	3 894 235 \$
Frais (2)	1 281 532 \$
Total amendes et frais	5 175 767 \$
Montant payé (3)	1 530 589 \$
Plaidoyers de culpabilité	2738
% Plaidoyers de culpabilité	35,12%

NOTES :

1. IL S'AGIT DE LA VALEUR DE L'AMENDE APPARAISSANT AUX CONSTATS D'INFRACTION.
2. IL S'AGIT DE LA VALEUR DES FRAIS APPARAISSANT AUX CONSTATS D'INFRACTION.
3. IL S'AGIT DE LA VALEUR DES AMENDES ET FRAIS QUI ONT ÉTÉ PAYÉS AU TERME DU DÉLAI DE 30 JOURS PRÉVU AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. CE MONTANT N'INCLUT PAS LES MONTANTS D'AMENDE ET DE FRAIS IMPOSÉS AU TERME D'UNE DÉCISION DU TRIBUNAL.

P.94 CONCERNANT LA LUTTE À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR :

- A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2016-2017; PRÉVISIONS POUR 2017-2018;
- B. BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2006 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET AUX ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.

MINISTÈRE

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ)

	2016-2017
SOS VIOLENCE CONJUGALE (MISSION GLOBALE)	839 210 \$

	2016-2017
FRAIS DE LA LIGNE 1-800- VIOLENCE CONJUGALE	5 563 \$ ¹

	2016-2017
RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	8 057 420 \$ ²

¹ POUR LA PÉRIODE COUVERTE D'AVRIL 2016 AU 31 JANVIER 2017. LE MONTANT POUR LES MOIS DE FÉVRIER ET MARS 2017 SERONT CONNUS AU COURS D'AVRIL 2017. CE MONTANT NE PEUT TOUTEFOIS DÉPASSER ANNUELLEMENT 10 000 \$. CE MONTANT EST ÉGALEMENT INCLUS DANS LE MONTANT DE 839 210\$ OCTROYÉ À SOS VIOLENCE CONJUGALE.

² POUR LA PÉRIODE COUVERTE D'AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017. LE MONTANT POUR LE MOIS DE MARS 2017 SERA CONNU AU COURS D'AVRIL 2017. CE MONTANT INCLUT LA VIOLENCE CONJUGALE ET LA VIOLENCE FAMILIALE.

- DIX MINISTÈRES ET ORGANISMES SONT RESPONSABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DES 135 ENGAGEMENTS INSCRITS DANS LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. ILS SONT RÉPARTIS EN DEUX VOLETS : GÉNÉRAL ET AUTOCHTONE.
- L'ENSEMBLE DES ENGAGEMENTS PERMET DE POURSUIVRE LES EFFORTS POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DES PERSONNES VICTIMES ET DES ENFANTS EXPOSÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE, DE MÊME QUE LE TRAVAIL EN VUE DE RESPONSABILISER D'AVANTAGE LES CONJOINTS AYANT DES COMPORTEMENTS VIOLENTS.
- LE VOLET AUTOCHTONE PERMET DE RÉPONDRE AUX BESOINS PARTICULIERS DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS.
- LE MJQ EST RESPONSABLE DE PLUS D'UN TIERS DES MESURES INSCRITES DANS LE PLAN D'ACTION (34 MESURES DU VOLET GÉNÉRAL, 13 MESURES DU VOLET AUTOCHTONE ET 10 DU VOLET GÉNÉRAL SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE).
- PARMI LES MESURES STRUCTURANTES DE CE PLAN D'ACTION, SOULIGNONS LES ENGAGEMENTS DU MJQ EN MATIÈRE DE MÉDIATION FAMILIALE, DE MODIFICATIONS AU CODE CIVIL DU QUÉBEC POUR ÉTENDRE LE DÉLAI DE PRESCRIPTION DE 10 À 30 ANS DES ACTIONS EN RESPONSABILITÉ CIVILE VISANT LA RÉPARATION DU PRÉJUDICE DÉCOULANT D'UN CRIME COMMIS DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE. DE PLUS, LE DÉLAI POUR PRÉSENTER UNE DEMANDE EN MATIÈRE D'INDEMNISATION DES VICTIMES EST PASSÉ D'UN AN À DEUX ANS. CES DEUX DÉLAIS SONT EN VIGUEUR DEPUIS LE 23 MAI 2013. SOULIGNONS AUSSI LA CONSOLIDATION DES SERVICES POUR LES CONJOINTS AYANT DES COMPORTEMENTS VIOLENTS PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LA RÉALISATION DE TRAVAUX EN MATIÈRE DE SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS PAR LES MINISTÈRES DE LA FAMILLE, DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA JUSTICE. NOTONS ÉGALEMENT LES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE PROMOTION DES MODÈLES RELATIONNELS FONDÉS SUR LE RESPECT DES DROITS DE LA PERSONNE, LES RESPONSABILITÉS INDIVIDUELLES ET LE RESPECT DES DIFFÉRENCES ET DES RAPPORTS ÉGALITAIRES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DE MÊME QU'ENTRE LES GARÇONS ET LES FILLES.
- ENFIN, LE PLAN D'ACTION INCLUT DE NOMBREUX ENGAGEMENTS POUR LES GROUPES PLUS VULNÉRABLES DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE : PERSONNES ÂGÉES, PERSONNES HANDICAPÉES, PERSONNES IMMIGRANTES OU ISSUES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, MINORITÉS SEXUELLES ET HOMMES VICTIMES.
- LES SOMMES AFFECTÉES À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE SONT ESTIMÉES À UN PEU PLUS DE 57 M\$ SUR CINQ ANS POUR LES DIFFÉRENTS MINISTÈRES.
- AFIN D'ASSURER LA POURSUITE DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 A ÉTÉ PROLONGÉE JUSQU'À L'ADOPTION DES NOUVELLES MESURES.

RÉPARTITION DES COÛTS ESTIMÉS

MINISTÈRES ET ORGANISMES	ESTIMATION SUR 5 ANS
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	50 000 \$
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	13 962 500 \$
MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION	125 000 \$
MINISTÈRE DE LA FAMILLE	204 100 \$
MINISTÈRE DE LA JUSTICE	18 346 870 \$
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	17 970 000 \$
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	4 775 000 \$
SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE	678 000 \$
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES	1 200 000 \$
TOTAL	57 311 470 \$

P.95 LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

MINISTÈRE

VOIR PAGE SUIVANTE

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
14th National Symposium on Search and Seizure Law in Canada	3 102,38 \$	1
Osgoode Professional Development	3 102,38 \$	1
19th Annual Constitutional Cases Conference	2 376,52 \$	2
Université York	2 376,52 \$	2
5e Symposium en fiscalité - La transparence du savoir	790,84 \$	2
Université Laval	790,84 \$	2
Acomba	682,13 \$	6
Ministère de la Justice du Québec	682,13 \$	6
Adjointe à la magistrature	27 622,68 \$	29
Ministère de la Justice du Québec	27 622,68 \$	29
Adobe-Captivate - Conception de e-learning	1 721,58 \$	2
AFI Expertise	1 721,58 \$	2
ADO-LSJPA - Groupes 1, 2 et 3	2 359,50 \$	51
Ministère de la Justice du Québec	2 359,50 \$	51
Agent de bureau-Archives, Civil/serv. popul., Coordination, Criminel, Pénal, Pet.Créances, Jeunesse, Manutentionnaire	82 106,75 \$	156
Ministère de la Justice du Québec	82 106,75 \$	156
Analyste de l'informatique et des procédés administratifs - Formation à la tâche	729,20 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	729,20 \$	1
Anglais de base (CEGL 102)	1 079,04 \$	1
Université McGill	1 079,04 \$	1
Approche juridique en relations industrielles	7 644,00 \$	2
Université de Montréal	7 644,00 \$	2
Architecture orientée service	1 566,04 \$	1
École de technologie supérieure (ÉTS)	1 566,04 \$	1
Atelier préparatoire au concours cadre 4	48,63 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	48,63 \$	1
Attaché judiciaire	245,30 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	245,30 \$	2
Attestation spécialisation professionnelle (ASP) - Secrétariat juridique	415,00 \$	1
Commission scolaire des Découvreurs	415,00 \$	1
Audit interne : un leader de l'apprentissage organisationnel	281,55 \$	1
Forum des responsables de la vérification interne	281,55 \$	1
Autorisations judiciaires - Groupes 1 à 4	7 484,98 \$	99
Ministère de la Justice du Québec	7 484,98 \$	99
Avoir le dernier mot...? Mythe ou réalité	66,80 \$	1
Université Laval	66,80 \$	1
Baccalauréat en droit international public	4 288,84 \$	1
Université du Québec	4 288,84 \$	1
Baccalauréat en gestion profil management	16 422,57 \$	1
Université du Québec à Montréal	16 422,57 \$	1
Bibliothèque notariale	153,24 \$	2
Chambre des notaires du Québec	153,24 \$	2
Bien jouer son rôle-conseil à l'interne	687,81 \$	1
Université Laval	687,81 \$	1
Calcul du sursis	259,50 \$	8
Ministère de la Sécurité publique	259,50 \$	8
Catalogue d'offres infonuagiques - volet courriel	156,64 \$	1
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	156,64 \$	1
Célébrant de mariage ou d'union civile	383,35 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	383,35 \$	3
Cercle de la haute fonction publique	126,30 \$	1
Ministère du Conseil exécutif	126,30 \$	1
Cercles de Leadership	1 827,09 \$	8
Ministère de la Justice du Québec	1 827,09 \$	8

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Cérémonies en agilité	520,70 \$	4
Agilia Solutions	520,70 \$	4
Certificat Compétence Français pour la communication professionnelle	2 179,32 \$	1
Université McGill	2 179,32 \$	1
Certificat d'informatique appliquée	917,40 \$	4
TÉLUQ	917,40 \$	4
Certificat en droit	3 451,00 \$	1
Université de Montréal	3 451,00 \$	1
Certificat en gestion financière	1 117,45 \$	2
HEC (École des hautes études commerciales)	1 117,45 \$	2
Certificat en leadership organisationnel	4 587,42 \$	2
HEC (École des hautes études commerciales)	4 587,42 \$	2
CF - Cycle budgétaire et budget de dépenses	250,95 \$	1
Ministère des Finances	250,95 \$	1
CF - Immobilisations au gouvernement du Québec	499,95 \$	2
Contrôleur des finances	499,95 \$	2
CF - SAGIR - Comptes à fin déterminée	125,48 \$	1
Ministère des Finances	125,48 \$	1
CF - SAGIR - Dépenses de rémunération	249,55 \$	1
Contrôleur des finances	249,55 \$	1
Changements technologiques et gestion RH	3 816,90 \$	2
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	3 816,90 \$	2
Chartre des droits et libertés de la personne du Québec	150,78 \$	1
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ)	150,78 \$	1
Chef d'équipe, tout un art	53,80 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	53,80 \$	1
Coaching en développement des compétences	678,66 \$	1
Entrevues Conseils	678,66 \$	1
COBIT5-audit et conformité	289,94 \$	1
ISACA Québec	289,94 \$	1
Code annoté Petites créances	937,10 \$	16
Ministère de la Justice du Québec	937,10 \$	16
Colloque - Droit et santé en fin de vie	239,54 \$	1
Université de Sherbrooke à Longueuil	239,54 \$	1
Colloque : Le procès environnemental	2 423,38 \$	5
Université Laval	2 423,38 \$	5
Colloque 2016 - Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	1 337,51 \$	4
Forum des jeunes	1 337,51 \$	4
Colloque 2017 de droit du travail et de l'emploi	783,16 \$	5
Langlois avocats	783,16 \$	5
Colloque ACCCDP	239,54 \$	1
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ)	239,54 \$	1
Colloque CPA Parlementaire 2016	755,82 \$	2
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	755,82 \$	2
Colloque CPA secteur public et parapublic	535,79 \$	1
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	535,79 \$	1
Colloque Droit du travail patronal-syndical	933,45 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	933,45 \$	1
Colloque du GRAEP	194,68 \$	1
GRAEP (Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme)	194,68 \$	1
Colloque en droit de la santé mentale	409,87 \$	1
Barreau de Québec	409,87 \$	1
Commission d'enquête et enquête administrative : comprendre les règles du jeu	188,21 \$	2
Barreau du Québec	188,21 \$	2

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Communications publiques interactions avec les médias et décisions	1 970,85 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	1 970,85 \$	1
Compétence de gestion et développement de carrière	1 989,90 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	1 989,90 \$	1
Comprendre le coût des technologies de l'information	95,55 \$	1
DECIMAL	95,55 \$	1
Comptia - Network+	3 529,35 \$	1
AFI Expertise	3 529,35 \$	1
Concours cadres classe 2	227,60 \$	1
Alliance des cadres de l'État	227,60 \$	1
Conférence : Trois conceptions des rapports entre la rédaction de la loi et son interprétation	242,71 \$	5
Université Laval	242,71 \$	5
Conférence de gestion à l'amiable	73,95 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	73,95 \$	1
Conférence de l'ASIQ	486,16 \$	1
Association de la sécurité de l'information du Québec (ASIQ)	486,16 \$	1
Conférence Gosecure en cybersécurité	1 317,52 \$	2
GoSecure	1 317,52 \$	2
Conférence portant sur le Devoir de débattre	188,52 \$	1
Le Devoir	188,52 \$	1
Conférence sur la rédaction législative - Le nouveau conseiller législatif	2 460,60 \$	1
Institut Canadien d'administration de la justice	2 460,60 \$	1
Congrès de l'Association des archivistes du Québec	1 011,77 \$	1
Association des Archivistes du Québec (AAQ)	1 011,77 \$	1
Congrès de L'Autorité des marchés financiers	834,98 \$	1
Autorité des marchés financiers (L')	834,98 \$	1
Congrès Jeune Barreau de Montréal	275,45 \$	1
Barreau de Montréal	275,45 \$	1
Contrats usuels de l'entreprise	398,19 \$	1
Barreau du Québec	398,19 \$	1
Cour en psychologie et leadership du changement	3 179,40 \$	1
HEC (École des hautes études commerciales)	3 179,40 \$	1
Cours : Gestion financière 1	390,40 \$	1
HEC (École des hautes études commerciales)	390,40 \$	1
Cybersécurité	238,87 \$	1
ISACA Québec	238,87 \$	1
De conseiller RH à partenaire RH intrapreneur fonction publique	754,23 \$	6
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	754,23 \$	6
Déployer vos compétences pour faire face aux problématiques	2 146,03 \$	6
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	2 146,03 \$	6
Design Thinking	618,60 \$	4
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	618,60 \$	4
Développements récents en droit de la famille	290,16 \$	1
Barreau du Québec	290,16 \$	1
Devenir un meilleur négociateur pour ses clients	81,50 \$	1
Barreau de Québec	81,50 \$	1
Dispositions anti-briseurs de grève du Code du travail : Mise à jour des enjeux juridiques	1 066,18 \$	9
Ministère de la Justice du Québec	1 066,18 \$	9
Dossier de vices cachés ou de vices de construction	166,62 \$	2
Barreau de Québec	166,62 \$	2
Droit du travail 2016 : Les développements majeurs en droit du travail dans la dernière année ainsi que leur impact pour les employeurs et les syndicats	953,45 \$	1
Centre de formation patronale-syndicale	953,45 \$	1
Droit judiciaire privé 1	632,70 \$	1
Université de Montréal	632,70 \$	1
Dynamique humaine des organisations	4 243,36 \$	3
Université du Québec à Rimouski - Campus de Lévis	4 243,36 \$	3

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
École d'été au Laboratoire de Cyberjustice	506,10 \$	2
Université de Montréal	506,10 \$	2
Élément clé d'une saine gouvernance	194,68 \$	1
Forum des responsables de la vérification interne	194,68 \$	1
Ergonomie	195,58 \$	1
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	195,58 \$	1
Études de cas en santé physique	226,58 \$	2
Secrétariat du Conseil du trésor	226,58 \$	2
Euthanasie c. Soins fin de vie : échos croisés d'Ottawa et de Québec	166,18 \$	1
Université Laval	166,18 \$	1
Excel 2010/2013/2016 Intermédiaire : fonctions et listes de données	812,23 \$	1
AFI Expertise	812,23 \$	1
Excel 2013 avancé	22,16 \$	1
AFI Expertise	22,16 \$	1
Excel VBA 2013	873,20 \$	1
Versalys	873,20 \$	1
Faillite et insolvabilité - Notions incontournables et Jurisprudence récente 2016	1 656,46 \$	2
Éditions Yvon Blais (Thomas Reuters)	1 656,46 \$	2
Fédéralisme canadien et environnement : un équilibre des pouvoirs	153,47 \$	1
Université Laval	153,47 \$	1
Fonctionnement - Civil, manutentionnaire, service financier	4 659,27 \$	20
Ministère de la Justice du Québec	4 659,27 \$	20
Fonctions juge de paix fonctionnaire, cat. 2	2 693,91 \$	32
Ministère de la Justice du Québec	2 693,91 \$	32
Formation AMX	160,44 \$	1
AMX Canada	160,44 \$	1
Formation en santé psychologique : Le DSM5 ainsi que les troubles d'adaptation et dépressifs	371,39 \$	2
Secrétariat du Conseil du trésor	371,39 \$	2
Formation pénale, Services de garde éducatifs à l'enfance	258,01 \$	1
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	258,01 \$	1
Formation Powershell	1 905,17 \$	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	1 905,17 \$	1
Formation sur la banque spécialisée en droit notarial	64,10 \$	1
Chambre des notaires du Québec	64,10 \$	1
Forum en droit du travail 2016	261,42 \$	1
Fasken Martineau	261,42 \$	1
Français au bureau	2 252,22 \$	12
Groupe Intelli inc.	2 252,22 \$	12
Français écrit et perfectionnement	1 910,83 \$	9
Ministère de la Justice du Québec	1 910,83 \$	9
Gartner CIO&IT Executive Summit	4 080,31 \$	2
Gartner Inc.	4 080,31 \$	2
Gestion	4 056,75 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	4 056,75 \$	4
Gestion de caisse	1 974,79 \$	8
Ministère de la Justice du Québec	1 974,79 \$	8
Gestion de la discipline et négociation collective	2 986,06 \$	2
Université du Québec à Rimouski - Campus de Lévis	2 986,06 \$	2
Gestion de projets en mode Agile	302,84 \$	2
Forum des responsables de la vérification interne	302,84 \$	2
Gestion des employés qui font problèmes	583,57 \$	4
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	431,72 \$	3
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	151,85 \$	1
Gestion des ressources humaines 101	568,40 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	568,40 \$	2

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Gestion des risques	207,84 \$	1
Forum des responsables de la vérification interne	207,84 \$	1
Gestion des situations délicates	340,80 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	340,80 \$	4
Gestion documentaire	82,18 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	82,18 \$	1
Gestion par les résultats	1 989,90 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	1 989,90 \$	1
Grammaire française et communication orale	2 179,32 \$	1
Université McGill	2 179,32 \$	1
Grand événement RH 2016	4 488,88 \$	9
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	4 488,88 \$	9
Greffier auciencier jeunesse,civil/pet.créances,criminel, pénal,serv.popul.,Cour Sup.	63 377,80 \$	101
Ministère de la Justice du Québec	63 377,80 \$	101
Huissier-audienier	5 920,34 \$	18
Ministère de la Justice du Québec	5 920,34 \$	18
IGF - Conférence Québec	83,54 \$	1
IGF Québec	83,54 \$	1
IGF - Expérience d'une commission d'enquête	153,40 \$	1
IGF Québec	153,40 \$	1
IGF - Orientations stratégiques du Vérificateur général du Québec	149,11 \$	1
IGF Québec	149,11 \$	1
IGF - Pour un état plus performant	793,96 \$	2
IGF Québec	793,96 \$	2
Infonuagique : dissiper le brouillard déontologique	265,32 \$	2
Barreau du Québec	265,32 \$	2
Information juridique donnée aux citoyens	166,77 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	166,77 \$	1
Infrastructures technologiques (DAT-802)	1 114,75 \$	1
Université de Sherbrooke	1 114,75 \$	1
Initiation à l'aspect budgétaire	138,78 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	138,78 \$	1
Initiation à PowerPoint	30,53 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	30,53 \$	1
Initiation au droit pénal	831,24 \$	7
Ville de Québec	831,24 \$	7
Initiation aux services de justice	3 651,24 \$	47
Ministère de la Justice du Québec	3 651,24 \$	47
Introduction à la pratique en droit de la jeunesse	150,78 \$	1
Commission des services juridiques	150,78 \$	1
Introduction à l'intervention en situation de crise suicidaire-homicide	1 107,70 \$	5
Ministère de la Justice du Québec	501,23 \$	4
Versalys	606,47 \$	1
Introduction à l'univers juridique	2 483,75 \$	1
Université Laval	2 483,75 \$	1
Introduction aux relations industrielles	4 368,00 \$	1
Université de Montréal	4 368,00 \$	1
JIQ - À la vitesse TI	10 350,46 \$	17
Réseau ACTION TI	10 350,46 \$	17
Journée conférences sur la continuité des opérations	264,71 \$	1
RECO Québec	264,71 \$	1
Journée de sensibilisation à la réalité autochtone	1 004,08 \$	3
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	1 004,08 \$	3
Journée d'étude - Les 40 ans de la Charte Québécoise	3 061,64 \$	6
Université Laval	3 061,64 \$	6

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Journée professionnelle en AIPRP	1 852,59 \$	3
Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)	1 852,59 \$	3
Journée thématique du Groupe d'expertise en gestion des documents (GEGD)	671,09 \$	3
BAnQ-Groupe d'expertise en gestion des documents (GEGD)	671,09 \$	3
Jugement	883,12 \$	5
Ministère de la Justice du Québec	883,12 \$	5
La communication non-verbale	142,52 \$	1
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	142,52 \$	1
La conciliation travail - vie personnelle (CTVP)	412,38 \$	5
Barreau de Québec	412,38 \$	5
La cour municipale : Un tribunal de proximité	16 866,36 \$	95
Ministère de la Justice du Québec	16 866,36 \$	95
La gestion de portefeuille - une vision intégrée de vos projets	417,24 \$	3
GP Québec - Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec	417,24 \$	3
La gestion des personnes dans le changement	839,10 \$	9
Ministère de la Justice du Québec	839,10 \$	9
La gestion efficace du temps et des priorités	1 000,82 \$	5
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	1 000,82 \$	5
La propriété intellectuelle - Un portefeuille bien géré, ça rapporte	59,43 \$	1
BCF avocats d'affaires	59,43 \$	1
La protection contre la discrimination avant l'embauche	150,53 \$	1
Barreau du Québec	150,53 \$	1
L'adoption d'enfant au Québec et à l'international	443,40 \$	1
L'Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc)	443,40 \$	1
L'avenir du litige dans un nouvel environnement législatif	89,15 \$	1
BCF avocats d'affaires	89,15 \$	1
Le Code de déontologie fait peau neuve	2 295,48 \$	12
Barreau du Québec	2 295,48 \$	12
Le droit criminel économique : Jurisprudence nouvelle et changements législatifs récents	279,44 \$	1
Barreau du Québec	279,44 \$	1
Le DSM-5 ainsi que les troubles d'adaptation et dépressif	222,04 \$	2
Secrétariat du Conseil du trésor	222,04 \$	2
Le jugement : Qualité du français et rédaction I et II	1 717,38 \$	10
Ministère de la Justice du Québec	1 717,38 \$	10
Légistique automne 2016	25 104,00 \$	11
Université Laval	25 104,00 \$	11
Les Ateliers Schuman - Colloque international	665,71 \$	1
Université Laval	665,71 \$	1
Les décisions récentes qui changent notre regard sur les indemnités de départ et de fin d'emploi au Québec	150,53 \$	1
Barreau du Québec	150,53 \$	1
Les développements récents en droit de l'environnement 2016	2 040,21 \$	2
Barreau du Québec	2 040,21 \$	2
Les enjeux du CSPQ en matière de technologies de l'information	217,85 \$	1
Réseau ACTION TI	217,85 \$	1
Les maladies psychiatriques IVAC-Médical	30 615,67 \$	30
Ministère de la Justice du Québec	30 615,67 \$	30
Les milieux humides et la contestation des exigences du MDDELCC	198,03 \$	2
L'Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc)	198,03 \$	2
Les nouveaux développements dans le secteur des contrats publics	501,78 \$	2
Barreau de Québec	501,78 \$	2
Les nouveaux risques sur le radar	172,72 \$	2
GP Québec - Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec	172,72 \$	2
Les officiers de justice	1 379,42 \$	20
Ministère de la Justice du Québec	1 379,42 \$	20

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Les personnalités difficiles et entrevues téléphoniques en cours d'invalidité	332,28 \$	4
Secrétariat du Conseil du trésor	332,28 \$	4
Les principes fonctionnels de la gestion I et II	4 541,17 \$	4
L'Académie de Trans-Formation	4 541,17 \$	4
Les relations de travail à l'ère du 2.0	146,72 \$	4
Langlois avocats	146,72 \$	4
Les technologies dans le monde juridique	102,53 \$	1
Barreau de Québec	102,53 \$	1
L'évaluation de la perte de profit d'une entreprise : survol de la jurisprudence pertinente	1 864,89 \$	33
Ministère de la Justice du Québec	1 864,89 \$	33
L'impact de la charte canadienne en droit pénal et criminel 2013-2016	768,00 \$	2
Barreau du Québec	768,00 \$	2
L'injonction	3 228,51 \$	36
Ministère de la Justice du Québec	3 228,51 \$	36
L'obligation de confidentialité	284,55 \$	1
Barreau du Québec	284,55 \$	1
L'obligation de considérer les modes de prévention et de règlements des différends (PRD)	205,05 \$	2
Me Céline Vallières, médiatrice et formatrice	205,05 \$	2
Loi anti-pourriel : Exposé sur une loi nouvelle	284,55 \$	1
Barreau du Québec	284,55 \$	1
Loi sur la surveillance des contrats publics et instituant l'Autorité des marchés publics (Loi 108)	128,58 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	128,58 \$	1
Loi sur les infrastructures et les activités de la Société québécoises des infrastructures	2 326,52 \$	6
Ministère de la Justice du Québec	2 326,52 \$	6
Maître à bord en période de turbulence : résilience	437,09 \$	1
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	437,09 \$	1
Maître des rôles criminel/pénal, civil	2 569,27 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	2 569,27 \$	4
Maîtres en mémoire	205,05 \$	1
Barreau du Québec	205,05 \$	1
Maîtrise en droit avec mémoire - Le droit de l'urbanisme	430,70 \$	1
Université Laval	430,70 \$	1
Maîtrise en droit des affaires L.L.M.	553,97 \$	1
Université de Montréal	553,97 \$	1
Maîtriser la reddition de compte un pas vers l'excellence	2 695,42 \$	5
GP Québec - Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec	2 695,42 \$	5
Management en 2016	581,55 \$	1
Formations Qualitemps inc	581,55 \$	1
Mandats 524	159,47 \$	7
Ministère de la Justice du Québec	159,47 \$	7
Marketing	1 842,96 \$	1
Université du Québec à Rimouski - Campus de Lévis	1 842,96 \$	1
Meilleures pratiques et tendances en audit interne et conformité	608,31 \$	1
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	608,31 \$	1
Mesures administratives et disciplinaires	289,44 \$	2
Secrétariat du Conseil du trésor	289,44 \$	2
Mesures internes de sécurité	918,92 \$	17
Société québécoise des infrastructures (SQI)	918,92 \$	17
Méthodes de recherche et intervention en milieu organisationnel	1 989,90 \$	1
École du Barreau	1 989,90 \$	1
MJQ-Atelier sensibilisation Éthique et lobbyisme	372,02 \$	7
Ministère de la Justice du Québec	372,02 \$	7
MJQ-Communication en situation difficile avec la clientèle	1 477,02 \$	22
Ministère de la Justice du Québec	1 477,02 \$	22
Modélisation des processus	1 167,96 \$	1
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1 167,96 \$	1

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Modification aux conventions collectives fonctionnaires et ouvriers	388,83 \$	6
Ministère de la Justice du Québec	388,83 \$	6
Modification dans M107	70,29 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	70,29 \$	3
NCPC - Séance d'information	193,47 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	193,47 \$	2
NCPC : Impact sur la procédure d'instance; l'interdisciplinarité et le complément à la pratique	698,50 \$	3
Barreau du Saguenay-Lac Saint-Jean	698,50 \$	3
NCPC : La gestion de l'instance	188,07 \$	2
Barreau de Québec	188,07 \$	2
NCPC : Le Nouveau Code de procédure civile	3 264,24 \$	21
Barreau de Québec	198,12 \$	1
Jeune Barreau de Québec	699,96 \$	6
Ministère de la Justice du Québec	2 366,16 \$	14
NCPC : Les technologies à l'heure du nouveau code de procédure civile	3 377,61 \$	17
Barreau de Québec	2 917,69 \$	14
Barreau du Québec	131,30 \$	1
Université Laval	328,63 \$	2
NCPC : Regard neuf sur le Nouveau Code de procédure civile	157,71 \$	1
Barreau de Québec	157,71 \$	1
NCPC : Approche spécifique pour les greffiers spéciaux et greffiers	221,97 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	221,97 \$	2
NCPC : Les premiers pas de la procédure technologique : regard techno	272,51 \$	2
Barreau de Québec	157,71 \$	1
Barreau du Québec	114,80 \$	1
NCPC-Gestion de l'instance, le cœur du changement	376,08 \$	10
Ministère de la Justice du Québec	376,08 \$	10
Nouveau gestionnaire	717,03 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	717,03 \$	2
OARL 2016-2017 parties 1 et 2	10 898,66 \$	11
Ministère de la Justice du Québec	10 898,66 \$	11
PAP - Le leadership, la mobilisation et le coaching	591,68 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	591,68 \$	1
PAP- Communications interpersonnelles et la conduite de réunion	589,59 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	589,59 \$	1
PAP-CE : L'éthique, un outil moderne et efficace	4 149,62 \$	3
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	4 149,62 \$	3
PAP-CE Être efficace tout en gardant l'équilibre	315,43 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	315,43 \$	1
PAP-CE La coordination des opérations et le suivi des résultats	590,08 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	590,08 \$	1
PAP-CE L'intervention en situation complexe	590,09 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	590,09 \$	1
PAQSF - Parties 1 et 2 - Groupes 1 à 5	4 438,64 \$	38
Ministère de la Justice du Québec	4 438,64 \$	38
PER-324 Powershell : automatiser la gestion du parc informatique	1 529,50 \$	3
École de technologie supérieure (ÉTS)	1 529,50 \$	3
Petites créances - Code annoté - Groupes 1 à 4	5 098,88 \$	75
Ministère de la Justice du Québec	5 098,88 \$	75
Petites créances - Séance d'information	37,62 \$	1
'Centre de justice de proximité de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	37,62 \$	1
PGAGL - Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader	78 035,94 \$	56
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	78 035,94 \$	56
Plaideurs querulents : guide pratique pour survivre au supplice de la goutte d'eau	150,53 \$	1
Barreau du Québec	150,53 \$	1

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Planification stratégique I et II	1 952,51 \$	3
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	1 952,51 \$	3
PMET - Transition avancée Office 2013	19 793,36 \$	290
AFI Expertise	19 793,36 \$	290
PMET - 10747 - Administration et gestion de System Center 2012 R2 Configuration Manager	5 888,40 \$	6
Versalys	5 888,40 \$	6
PMET - Capsules d'autoformation - Nouveautés Office 2013	4 658,88 \$	39
Centre de leadership et de développement des compétences (CLDC du CSPQ)	4 658,88 \$	39
PMET - Capsules d'autoformation - Windows 8,1	24 263,62 \$	166
Centre de leadership et de développement des compétences (CLDC du CSPQ)	24 263,62 \$	166
PMET - Visio Formation de transition avancée Office 2013	1 087,96 \$	3
Versalys	1 087,96 \$	3
Portrait des approches et des défis associés à la mesure de la performance dans les diverses administrations publiques	125,48 \$	1
Institut d'administration publique de Québec (IAPQ)	125,48 \$	1
Présentation du plan stratégique 2015-2020	4 720,72 \$	14
Ministère de la Justice du Québec	4 720,72 \$	14
Prévenir les conflits par une communication efficace	6 612,45 \$	90
Ministère de la Justice du Québec	6 612,45 \$	90
Procédure non-contentieuse	754,92 \$	9
Ministère de la Justice du Québec	754,92 \$	9
Processus de pré-embauche - Journée SOQUIJ	985,25 \$	1
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	985,25 \$	1
Programme d'accueil à la gestion	212,03 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	212,03 \$	2
Programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	15 665,42 \$	22
Cégep Marie-Victorin	5 817,29 \$	9
Cégep régional de Lanaudière à Joliette	314,72 \$	1
Centre Louis-Joliett	834,78 \$	1
Commission scolaire de la Capitale	7 885,49 \$	10
Retraite Québec	813,14 \$	1
Programmes gouvernementaux de prestations ASR1100	2 878,35 \$	1
Université Laval	2 878,35 \$	1
Projet visio phase 3	6 701,12 \$	32
Ministère de la Justice du Québec	6 701,12 \$	32
Recherche à la Cour supérieure	2 566,20 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	2 566,20 \$	2
Rédaction efficace en matière d'enquêtes	807,82 \$	1
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	807,82 \$	1
Regard avisé sur les dommages moraux et punitifs à la suite de la résiliation d'un contrat de travail	150,53 \$	1
Barreau du Québec	150,53 \$	1
Regard changeant : Le juridique à l'ère de l'univers numérique et des médias sociaux	150,53 \$	1
Barreau du Québec	150,53 \$	1
Regard sur le rôle de l'avocat dans l'administration publique	150,53 \$	1
Barreau du Québec	150,53 \$	1
Rencontre annuelle des cadres	523,72 \$	1
Alliance des cadres de l'État	523,72 \$	1
Rencontre interactive de la relève	127,32 \$	1
Ministère du Conseil exécutif	127,32 \$	1
Rentrée Judiciaire du Barreau de Québec / Conférence Claire L'Heureux-Dubé	409,01 \$	1
Barreau de Québec	409,01 \$	1
Revue annuelle de jurisprudence en droit administratif (2015)	162,53 \$	1
L'Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc)	162,53 \$	1
Revue concepts fondamentaux en technologies de l'information	780,16 \$	4
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	780,16 \$	4

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Revue des concepts fondamentaux en élaboration de politiques et procédures-contrôle interne	1 172,65 \$	2
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	1 172,65 \$	2
Rôle conseil	2 605,65 \$	11
Ministère de la Justice du Québec	2 605,65 \$	11
Sagesse	1 945,78 \$	10
Ministère de la Justice du Québec	1 945,78 \$	10
SAGIR - Mandataire	418,24 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	418,24 \$	3
SAGIR - Transfert de connaissances	91,59 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	91,59 \$	1
Saisie de factures	23,48 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	23,48 \$	1
Saisie informatique	1 256,07 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	1 256,07 \$	4
Sanctions administratives pécuniaires	3 062,96 \$	37
Ministère de la Justice du Québec	3 062,96 \$	37
Santé psychologique au travail	432,70 \$	1
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	432,70 \$	1
Se préparer aux épreuves d'évaluations	440,83 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	440,83 \$	1
Secourisme en milieu de travail	6 809,53 \$	21
Académie Paramédicale du Québec inc.	677,04 \$	1
Actions secours	284,62 \$	1
Centre de formation en secourisme du Québec	784,84 \$	2
CNESST	971,88 \$	3
Formation Prévention Secours Inc.	1 236,62 \$	3
Formation Urgence-Vie inc.	640,92 \$	2
Gestion ParaMédical inc.	571,41 \$	3
Opti-Soins	314,72 \$	1
Santinel inc.	1 327,48 \$	5
Secrétariat	85,96 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	85,96 \$	1
Secrétariat juridique - Litige	5 503,64 \$	8
École des métiers de l'informatique, du commerce et de l'administration de Montréal (ÉMICA)	5 503,64 \$	8
Séminaire de transfert	368,50 \$	1
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	368,50 \$	1
Séminaire Oracle : Oracle Management Cloud	74,06 \$	1
ORACLE	74,06 \$	1
Séminaire-fonctionnement processus décisionnel	279,69 \$	1
Ministère du Conseil exécutif	279,69 \$	1
Séminaire-politique et processus budgétaire	399,55 \$	1
Ministère du Conseil exécutif	399,55 \$	1
Sens politique et pouvoir d'influence (Niveau 1)	1 621,51 \$	1
Groupe CFC	1 621,51 \$	1
Sept étapes de base en amélioration continue	1 286,10 \$	1
École de technologie supérieure (ÉTS)	1 286,10 \$	1
Services financiers	30 239,49 \$	26
Ministère de la Justice du Québec	30 239,49 \$	26
Sharepoint	7 798,48 \$	5
Les solutions Victrix inc.	7 798,48 \$	5
SIRA - Coordination	345,10 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	345,10 \$	1
Soquij (jugements)	656,88 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	656,88 \$	4
Soutien administratif	351,74 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	351,74 \$	4

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Suivi budgétaire	1 721,54 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	1 721,54 \$	2
Sujets spéciaux en droit international et transnational 1 - DRT 7106	2 338,60 \$	1
Université Laval	2 338,60 \$	1
Symposium GIA 2017	692,65 \$	1
ISACA Québec	692,65 \$	1
Table de la normalisation de la signalisation	1 407,03 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	1 407,03 \$	2
Table d'échange : Inspections et enquêtes	1 143,50 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	1 143,50 \$	3
Table d'échange et de concertation du ministère de la justice en matière d'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels	191,22 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	191,22 \$	1
Table d'échange et de perfectionnement / Territoire et affaires immobilières	1 459,76 \$	17
Ministère de la Justice du Québec	1 459,76 \$	17
Table d'échange et de perfectionnement en accès à l'information et en protection des renseignements personnels	1 221,85 \$	6
Ministère de la Justice du Québec	1 221,85 \$	6
Table en législation	896,68 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	896,68 \$	2
Tandem sur les meilleures pratiques devant la Cour d'appel	169,32 \$	2
Barreau de Québec	169,32 \$	2
Tarif civil - Groupes 1, 2, 3 et 4	4 451,38 \$	68
Ministère de la Justice du Québec	4 451,38 \$	68
Tarif criminel Groupes 1, 2 et 3	4 928,95 \$	84
Ministère de la Justice du Québec	4 928,95 \$	84
Tarif des témoins - Groupes 1, 2 et 3	3 632,60 \$	61
Ministère de la Justice du Québec	3 632,60 \$	61
Technicien criminel	110,72 \$	2
Ministère de la Justice du Québec	110,72 \$	2
Technicien en administration	6 823,10 \$	5
Ministère de la Justice du Québec	6 823,10 \$	5
Technicien en administration civil/serv population	226,23 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	226,23 \$	1
Technicien en administration-organisateur de voyages (logistique Cour itinérante)	8 067,85 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	8 067,85 \$	3
Technicien en droit	36,42 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	36,42 \$	1
Technicien en droit civil/petites créances, serv. pop., criminel/pénal	3 658,98 \$	12
Ministère de la Justice du Québec	3 658,98 \$	12
Technicien en informatique - Formation à la tâche	231,36 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	231,36 \$	1
Technique d'entrevue comportementale	2 019,36 \$	7
Université Laval	2 019,36 \$	7
Technique juridique	614,00 \$	2
Collège Ahuntsic	614,00 \$	2
Techniques de plaidoirie été 2016	20 665,87 \$	3
Barreau du Québec	20 665,87 \$	3
Tests et assurance qualité en agilité	782,38 \$	1
École de technologie supérieure (ÉTS)	782,38 \$	1
Tireur Actif	909,39 \$	18
Ministère de la Sécurité publique	909,39 \$	18
TMS-Agir pour prévenir	1 373,82 \$	37
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	1 373,82 \$	37
TPC3 - Dépôt et paiement en ligne - Groupes 1 à 11	11 855,05 \$	179
Ministère de la Justice du Québec	11 855,05 \$	179

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Trousse des petites créances 3	285,03 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	285,03 \$	3
Trouver l'équilibre entre écoute et rigueur	981,16 \$	2
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	981,16 \$	2
Une gestion de projet à la fine pointe : un levier stratégique à la performance des organisations	275,04 \$	1
Réseau ACTION TI	275,04 \$	1
Visio/audio	272,69 \$	9
Ministère de la Justice du Québec	272,69 \$	9
Webinaire Panier de gestion et planification stratégique	744,94 \$	2
Alliance des cadres de l'État	744,94 \$	2
Webinaire AliForm 2016	1 281,52 \$	4
Wolters Kluwer	1 281,52 \$	4
Total général	856 724,86 \$	2905

Liste des formations suivies par l'ensemble du personnel du Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels (0872)
entre le 1er avril 2016 au 28 février 2017

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
La cour municipale : Un tribunal de proximité	205,05 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	205,05 \$	1
NCPC : Le Nouveau Code de procédure civile	102,53 \$	1
Chambre des huissiers de justice du Québec	102,53 \$	1
Total général	307,58 \$	2

Liste des formations suivies par l'ensemble du personnel du Fonds Accès Justice (0771) entre le 1er avril 2016
au 28 février 2017

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
CF - Lois et intervenants en matière de gestion financière	317,62 \$	1
Contrôleur des finances	317,62 \$	1
Impact des modes de PRD sur la gouvernance des organisations	93,19 \$	1
Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ)	93,19 \$	1
Médiation civile et commerciale	1 910,75 \$	1
Université de Sherbrooke	1 910,75 \$	1
Total général	2 321,55 \$	3

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
CF - Comptes publics du gouvernement du Québec	391,44 \$	1
Contrôleur des finances	391,44 \$	1
CF - Initiation aux normes comptables du secteur public	83,88 \$	1
Contrôleur des finances	83,88 \$	1
CF - Modèle de présentation des états financiers	363,79 \$	3
Contrôleur des finances	363,79 \$	3
Conférence sur les sûretés	1 221,65 \$	1
Openforumouvert Communications HS	1 221,65 \$	1
Connaissance du GCC - Juridique	382,20 \$	1
Ministère de la Justice du Québec	382,20 \$	1
Connaissance du RDPRM - Juridique et technique	4 208,72 \$	41
Ministère de la Justice du Québec	4 208,72 \$	41
Connaissance du registre des commissaires à l'assermentation - Juridique, opérationnel et technique	538,49 \$	7
Ministère de la Justice du Québec	538,49 \$	7
Connaissance du registre des lobbyistes - Juridique et technique	3 106,80 \$	18
Ministère de la Justice du Québec	3 106,80 \$	18
Connaissance du registre des ventes	1 633,94 \$	5
Ministère de la Justice du Québec	1 633,94 \$	5
Connaissance du RLPF - Juridique	212,24 \$	3
Ministère de la Justice du Québec	212,24 \$	3
ITIL	1 902,20 \$	4
CGI	1 902,20 \$	4
Le dialogue en droit civil	1 166,97 \$	6
Université de Montréal	1 166,97 \$	6
Notification	651,98 \$	4
Ministère de la Justice du Québec	651,98 \$	4
OPGRC	1 042,72 \$	5
Ministère de la Justice du Québec	1 042,72 \$	5
Programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	829,88 \$	1
Retraite Québec	829,88 \$	1
Quelle famille pour demain ?	2 379,93 \$	6
Université de Montréal	2 379,93 \$	6
Successions - Juridique et laboratoire	1 568,85 \$	12
Ministère de la Justice du Québec	1 568,85 \$	12
Webinaires	231,35 \$	1
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	231,35 \$	1
Total général	21 917,02 \$	120

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

P.96 POUR 2016-2017, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER :

- A. **LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;**
- B. **LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.**

MINISTÈRE

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;

POUR LES DOSSIERS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE, LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA QUESTION P.62.

B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L'INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

- P.97
- TABLEAU DÉTAILLÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE CHAQUE RECOMMANDATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION CHARBONNEAU DEPUIS LE 24 NOVEMBRE 2015. VENTILER L'INFORMATION DE LA FAÇON SUIVANTE :

a) NUMÉRO DE LA RECOMMANDATION;

b) MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION;

c) MESURES PRISES EN 2016-2017 PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME (LÉGISLATIVES, RÈGLEMENTAIRES, ADMINISTRATIVES, FINANCIÈRES, ETC.);

d) SOMMES INVESTIES EN 2016-2017 PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

MINISTÈRE

NUMÉRO	MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE	MESURES PRISES	SOMME INVESTIES EN 2016-2017
9	MSP-MJQ	<p>LE 8 JUIN 2016, LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE A PRÉSENTÉ LE PROJET DE LOI 107, LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS AVANTAGES À DES TÉMOINS COLLABORATEURS.</p> <p>CE PROJET DE LOI MODIFIE LA LOI SUR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AFIN D'ACCORDER AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, DANS LE CADRE D'UNE ENTENTE DE COLLABORATION AVEC UN TÉMOIN, LE POUVOIR DE METTRE FIN, À L'ÉGARD DE CE DERNIER ET CONCERNANT DES FAITS POUR LESQUELS IL FAIT UNE DÉCLARATION, À UNE INSTANCE CIVILE INTRODUITE PAR UN ORGANISME PUBLIC, À L'INSTRUCTION D'UNE PLAINTÉ PORTÉE DEVANT UN CONSEIL DE DISCIPLINE D'UN ORDRE PROFESSIONNEL OU À UNE MESURE PRISE POUR L'APPLICATION D'UNE LOI FISCALE. LE PROJET DE LOI PROPOSE ÉGALEMENT UNE MODIFICATION À CETTE LOI POUR PERMETTRE, ADVENANT LA RÉSILIATION DE L'ENTENTE DE COLLABORATION AVEC LE TÉMOIN, À L'ORGANISME PUBLIC, AU PLAIGNANT QUI A PORTÉ UNE PLAINTÉ DEVANT UN CONSEIL DE DISCIPLINE OU AU MINISTRE DU REVENU, SELON LE CAS, DE RÉINTRODUIRE UNE DEMANDE EN JUSTICE, DE SAISIR DE NOUVEAU LE CONSEIL DE DISCIPLINE D'UNE PLAINTÉ OU DE REPRENDRE UNE MESURE PRISE POUR L'APPLICATION D'UNE LOI FISCALE À LAQUELLE LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES A MIS FIN.</p> <p>LE 11 MAI 2016, LA MINISTRE DE LA JUSTICE A PRÉSENTÉ LE PROJET DE LOI 98, LOI MODIFIANT DIVERSES LOIS CONCERNANT PRINCIPALEMENT L'ADMISSION AUX PROFESSIONS ET LA GOUVERNANCE DU SYSTÈME PROFESSIONNEL, AFIN NOTAMMENT DE PERMETTRE, À CERTAINES CONDITIONS, AU SYNDIC D'ACCORDER UNE IMMUNITÉ CONTRE TOUTE PLAINTÉ DEVANT LE CONSEIL DE DISCIPLINE À LA PERSONNE QUI, ÉTANT ELLE-MÊME UN PROFESSIONNEL AYANT PARTICIPÉ À L'INFRACTION, LUI A TRANSMIS UNE INFORMATION SELON LAQUELLE UN PROFESSIONNEL A COMMIS UNE INFRACTION. LE PROJET DE LOI EST PRÉSENTEMENT EN ÉTUDE DÉTAILLÉE.</p>	NA
27	OPQ (MJQ)	<p>LE 2 NOVEMBRE 2016, LE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE RAPPORT ANNUEL D'UN ORDRE PROFESSIONNEL A ÉTÉ PUBLIÉ À LA GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC À TITRE DE PROJET.</p> <p>CE RÈGLEMENT VISE À REDÉFINIR LES MODALITÉS DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS DANS LES RAPPORTS ANNUELS DES ORDRES PROFESSIONNELS ET À AJOUTER AUX RENSEIGNEMENTS PRODUITS LE MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS.</p>	NA
28	OPQ (MJQ)	À LA DEMANDE DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE, L'OFFICE DES PROFESSIONS LUI SOUMETTRA SOUS PEU UN DOCUMENT EN VUE D'UNE CONSULTATION PUBLIQUE.	NA
29	OPQ (MJQ)	LE 11 MAI 2016, LA MINISTRE DE LA JUSTICE A PRÉSENTÉ LE PROJET DE LOI 98, LOI MODIFIANT DIVERSES LOIS CONCERNANT PRINCIPALEMENT L'ADMISSION AUX PROFESSIONS ET LA GOUVERNANCE DU SYSTÈME PROFESSIONNEL AFIN NOTAMMENT DE RENDRE OBLIGATOIRE UNE FORMATION EN ÉTHIQUE ET EN DÉONTOLOGIE POUR LES CANDIDATS À LA PROFESSION ET EXIGER DES ORDRES PROFESSIONNELS QU'UNE TELLE FORMATION SOIT OFFERTE AUX MEMBRES DE L'ORDRE LE PROJET DE LOI EST RENDU À L'ÉTAPE DE L'ÉTUDE DÉTAILLÉE.	NA

NUMÉRO	MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE	MESURES PRISES	SOMME INVESTIES EN 2016-2017
30	OPQ (MJQ)	LE 11 MAI 2016, LA MINISTRE DE LA JUSTICE A PRÉSENTÉ LE PROJET DE LOI 98, LOI MODIFIANT DIVERSES LOIS CONCERNANT PRINCIPALEMENT L'ADMISSION AUX PROFESSIONS ET LA GOUVERNANCE DU SYSTÈME PROFESSIONNEL AFIN NOTAMMENT D'OBLIGER LES ADMINISTRATEURS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'UN ORDRE À SUIVRE UNE FORMATION SUR LE RÔLE D'UN CONSEIL D'ADMINISTRATION D'UN ORDRE, NOTAMMENT EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE. LE PROJET DE LOI EST RENDU À L'ÉTAPE DE L'ÉTUDE DÉTAILLÉE.	NA
37	OPQ (MJQ)	LE 11 MAI 2016, LA MINISTRE DE LA JUSTICE A PRÉSENTÉ LE PROJET DE LOI 98, LOI MODIFIANT DIVERSES LOIS CONCERNANT PRINCIPALEMENT L'ADMISSION AUX PROFESSIONS ET LA GOUVERNANCE DU SYSTÈME PROFESSIONNEL AFIN DE PRÉVOIR NOTAMMENT, POUR CERTAINES INFRACTIONS, UN DÉLAI DE PRESCRIPTION DE TROIS ANS POUR ENTREPRENDRE UNE POURSUITE PÉNALE À COMPTER DE LA CONNAISSANCE DE L'INFRACTION. LE PROJET DE LOI EST RENDU À L'ÉTAPE DE L'ÉTUDE DÉTAILLÉE.	NA
50	MJQ	LE 24 MARS 2015, LE PROJET DE LOI 26 LOI VISANT PRINCIPALEMENT LA RÉCUPÉRATION DE SOMMES PAYÉES INJUSTEMENT À LA SUITE DE FRAUDES OU DE MANŒUVRES DOLOSIVES DANS LE CADRE DE CONTRATS PUBLICS A ÉTÉ ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE. IL PRÉVOIT DES RÈGLES EXCEPTIONNELLES AFIN DE PERMETTRE AUX ORGANISMES PUBLICS D'ENTREPRENDRE DES RECOURS EN MATIÈRE DE FRAUDE ET MANŒUVRE DOLOSIVE POUR UNE PÉRIODE DE 5 ANS À COMPTER DE LA FIN DU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT MIS EN PLACE PAR LE GOUVERNEMENT QUI EST PRÉVU POUR LE 1 ^{ER} NOVEMBRE 2017. DANS LES CIRCONSTANCES, L'OCTROI DE RECOURS DIRECTS AUX CITOYENS IRAIENT À L'ENCONTRE DES OBJECTIFS VISÉS PAR LA LOI.	NA

P.98 ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LUTTER CONTRE LA RADICALISATION ADOPTÉ EN JUIN 2015. INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES AUX ACTIONS ET INITIATIVES QUI DÉCOULENT DE CETTE MISE EN ŒUVRE.

POUR CHAQUE INITIATIVE, DÉCRIRE L’OBJECTIF RECHERCHÉ, INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES, LES BÉNÉFICIAIRES, LES MESURES DE SUIVI ET CONTRÔLE APPLICABLES.

MINISTÈRE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L’IMMIGRATION DE LA DIVERSITÉ ET DE L’INCLUSION POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DANS LE CADRE DES RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE.

P.99 ÉTAT DE SITUATION SUR LES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE LIAISON AVEC LES COMMUNAUTÉ MUSULMANE ANNONCÉ VERS LE 18 NOVEMBRE 2014.

- INDIQUER**
- A. **LES SOMMES ALLOUÉES AU FONCTIONNEMENT DE CE COMITÉ ET AUX INITIATIVES QUI EN ONT DÉCOULÉES ;**
 - B. **LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES DEPUIS SA CRÉATION, AVEC LES DATES;**
 - C. **LE NOM DES MEMBRES DU COMITÉ.**

MINISTÈRE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L’IMMIGRATION DE LA DIVERSITÉ ET DE L’INCLUSION POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DANS LE CADRE DES RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE.

- P.100 ÉTAT DE SITUATION DES ACTIVITÉS DU CENTRE DE PRÉVENTION À LA RADICALISATION DEPUIS SA CRÉATION;**
- A. **INDIQUER LES MEMBRES DE LA DIRECTION ET LES ADMINISTRATEURS, SI APPLICABLE;**
 - B. **INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES POUR LE FONCTIONNEMENT ET LES INITIATIVES DU CENTRE;**
 - C. **FAIRE UN PORTRAIT DES RÉSULTATS DES INTERVENTIONS DU CENTRE, NOTAMMENT LE NOMBRE DE CAS TRAITÉS ET LEUR SUIVI PAR LE CENTRE.**

MINISTÈRE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L’IMMIGRATION DE LA DIVERSITÉ ET DE L’INCLUSION POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DANS LE CADRE DES RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE.

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

DESCRIPTION	2016-2017
FINANCEMENT DES CAVAC	
CLIENTÈLE FEMMES	12 931 000 \$
CLIENTÈLE JEUNES DE MOINS DE 18 ANS	1 544 000 \$
FINANCEMENT SOS VIOLENCE CONJUGALE	
CLIENTÈLE FEMMES	692 059 \$
CLIENTÈLE JEUNES DE MOINS DE 18 ANS	62 771 \$
FINANCEMENT DU CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL	
CLIENTÈLE FEMMES	618 202 \$
CLIENTÈLE JEUNES DE MOINS DE 18 ANS	9 750 \$
FINANCEMENT CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT ¹	420 700 \$
PROJETS SPÉCIAUX	
6 PROJETS TOUCHENT DIRECTEMENT LES FEMMES	289 339 \$
5 PROJETS TOUCHENT DIRECTEMENT LES JEUNES DE MOINS DE 18 ANS	209 750 \$
TOTAL	16 777 571 \$

LES MONTANTS FOURNIS CORRESPONDENT À LA PROPORTION DE SERVICES RÉELLEMENT CONSOMMÉS PAR LES CLIENTÈLES FEMMES ET JEUNES DE MOINS DE 18 ANS POUR L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017.

¹ VISE UNE CLIENTÈLE DE MOINS DE 18 ANS, MAIS OFFRE AUSSI DES SERVICES AUX PARENTS. L'ENFANT EST AIDÉ EN PREMIER.

P.102 POUR 2016-2017, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI ONT REÇU LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.

NOMBRE D'INTERPRÈTES AUTOCHTONES SOUS CONTRATS AVEC LE MJQ : 25

P.103 EN DATE DU 31 MARS 2017, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI DÉTIENNENT LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES, VENTILÉ PAR NATION AUTOCHTONE.

NOMBRE D'INTERPRÈTES AUTOCHTONES SOUS CONTRATS AVEC LE MJQ : 25 (10 INUITS ET 5 CRIS, 1 ALGONQUIN, 4 INNUS, 2 NASKAPIES ET 3 ATIKAMEKS)

P.104 POUR 2016-2017, NOMBRE DE SÉANCES D'EXAMENS ORGANISÉES POUR QUALIFIER DES INTERPRÈTES CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.

DEUX SÉANCES D'EXAMENS

P.105 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DES TRAVAUX DU COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D’ACCÈS. INDIQUER LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2017-2018.

MINISTÈRE

LE COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D’ACCÈS EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A FINANCÉ UNE RECHERCHE SUR LA DESCRIPTION DES SERVICES DE SUPERVISION DES DROITS D’ACCÈS AU QUÉBEC. LA VERSION FINALE DU RAPPORT (31 AOÛT 2016) EST DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE. LES RÉSULTATS DÉMONTRENT NOTAMMENT QUE LES PARENTS ET LES ENFANTS SONT GÉNÉRALEMENT SATISFAITS DES SERVICES OFFERTS. LES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE SERVIRONT À ÉCLAIRER LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DANS LE CADRE DE SES TRAVAUX.

LE 16 JUIN 2016, ENTRAÎNÉ EN VIGUEUR UNE DISPOSITION AU RÈGLEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE FAMILIALE, AFIN DE S’ASSURER QUE TOUTE PERSONNE PHYSIQUE AUTRE QU’UNE RESSOURCE DE SUPERVISION QUI EXERCE AUPRÈS D’UN ENFANT MINEUR DES DROITS D’ACCÈS SUPERVISÉS, SIGNE UN ENGAGEMENT ÉCRIT OU EN SOIT INFORMÉE PAR LA SIGNIFICATION DE L’ORDONNANCE ACCOMPAGNÉE D’UN AVIS QUI EN PRÉCISE LES CONDITIONS.

P.106 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2017, DU SUIVI ACCORDÉ AU RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE POUR UNE RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE.

MINISTÈRE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L’EXERCICE D’ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.107 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2016-2017. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D’ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE TABLEAU QUI SUIT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION, SELON LE PRINCIPAL MOTIF DE DISCRIMINATION INVOQUÉ ET LE SECTEUR D’ACTIVITÉS OÙ SE SERAIENT DÉROULÉS LES ÉVÈNEMENTS AU SOUTIEN DE CES PLAINTES.

	TRAVAIL	LOGEMENT	ACTE JURIDIQUE / BIENS ET SERVICES	ACCÈS TRANSPOR TS ET LIEUX PUBLICS	AUTRE	TOTAL 2016-2017 ¹
ÂGE	45	8	6	9	0	68
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	34	0	1	0	0	35
AUTRES	0	0	0	0	4	4
CONDITION SOCIALE	3	12	4	2	0	21
CONVICTIONS POLITIQUES	2	0	0	1	0	3
ÉTAT CIVIL	15	0	3	0	0	18
EXPLOITATION	0	0	1	0	29	30
GROSSESSE	23	1	0	0	0	24
HANDICAP	147	25	50	43	2	267
IDENTITÉ OU EXPRESSIONS DU GENRE ²	1	1	2	1	1	6
LANGUE	3	0	1	0	0	4
ORIENTATION SEXUELLE	4	3	0	0	2	9
RACE/COULEUR/ORIG INE ETHNIQUE OU NATIONALE	72	26	41	18	7	164
RELIGION	17	3	9	1	0	30
SEXE	18	2	7	1	2	30
TOTAL	384	81	125	76	49	713
% 2016-2017	54%	11%	17%	11%	7%	100%

SELON LA PROJECTION RÉALISÉE À PARTIR DES RÉSULTATS AU 28 FÉVRIER 2017, L’ANNÉE 2016-2017 SE TERMINE AVEC UNE AUGMENTATION PROJETÉE DU NOMBRE DE PLAINTES D’UN PEU MOINS DE 1% EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

LE NOMBRE DE FOIS OÙ LE MOTIF DE DISCRIMINATION « HANDICAP » A ÉTÉ INVOQUÉ EST TOUTEFOIS EN HAUSSE DE 1%, SOIT DANS 37% DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES. IL EST IMPORTANT DE PRÉCISER QUE 54% DE CES PLAINTES SONT LIÉES AU SECTEUR DE L’EMPLOI.

AU DEUXIÈME RANG, ON RETROUVE LES MOTIFS FUSIONNÉS RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE DANS 23% DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES. LE NOMBRE DE PLAINTES LIÉES À CES MOTIFS EST EN HAUSSE DE 19%, EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

IL FAUT MENTIONNER QUE LE MOTIF FONDÉ SUR L’ÂGE (75) REPRÉSENTE 10% DES MOTIFS DE PLAINTES INVOQUÉS, CE QUI LE PLACE AU TROISIÈME RANG.

¹ PROJECTION DE L’ANNÉE FINANCIÈRE : DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017

² NOUVEAU MOTIF DE DISCRIMINATION (ARTICLE 10 DE LA CHARTE)

LE TABLEAU SUIVANT DONNE LE NOMBRE DE DEMANDES D’ENQUÊTE REÇUES, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES.

DEMANDES D’ENQUÊTE CHARTE

	2016-2017
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	25
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	18
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	161
CÔTE-NORD	6
ESTRIE	35
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	147
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	90
MONTÉRÉGIE	221
MONTRÉAL ET LAVAL	607
OUTAOUAIS	40
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	26
NON PRÉCISÉ OU NE S’APPLIQUE PAS	53
TOTAL DEMANDES D’ENQUÊTE CHARTE	1429

AU 28 FÉVRIER 2017, LES 1429 DEMANDES D’ENQUÊTE ONT MENÉ À L’OUVERTURE DE 713 DOSSIERS DE PLAINTE, UN TAUX DE RÉTENTION DE 50%.

LES TABLEAUX SUIVANTS PRÉSENTENT LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS ET FERMÉS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE.

DOSSIERS OUVERTS CHARTE

	2016-2017
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	9
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	9
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	86
CÔTE-NORD	2
ESTRIE	17
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	77
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	30
MONTÉRÉGIE	113
MONTRÉAL ET LAVAL	318
OUTAOUAIS	21
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	11
NE S’APPLIQUE PAS*	20
TOTAL DOSSIERS OUVERTS CHARTE	713

*DOSSIERS DONT LE PLAIGNANT N’HABITE PAS AU QUÉBEC

DOSSIERS FERMÉS CHARTE

	2016-2017
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	8
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	11
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	75
CÔTE-NORD	3
ESTRIE	22
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	84
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	38
MONTÉRÉGIE	107
MONTRÉAL ET LAVAL	319
OUTAOUAIS	27
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	8
NE S’APPLIQUE PAS	20
TOTAL DOSSIERS FERMÉS CHARTE	722

NOMBRE D’ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION, SELON LE MOTIF

AU 28 FÉVRIER 2017, LA COMMISSION A REÇU 174 DEMANDES RELATIVES À DES SITUATIONS D’EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES, SOIT 22% DE MOINS QUE L’AN DERNIER. DES MESURES DE PROTECTION ONT ÉTÉ MISES EN PLACE DANS 52% DES CAS PERMETTANT DE RÉGLER LA SITUATION ET 25% DES DEMANDES ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉES À L’ENQUÊTE. DE CE NOMBRE, 12 DOSSIERS ONT ÉTÉ OUVERTS DE L’INITIATIVE DE LA COMMISSION, DONT 7 SONT RELATIVES À DES SITUATIONS D’EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES.

	2016-2017
EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES	7
EXPLOITATION DES PERSONNES HANDICAPÉES	5
TOTAL	12

LE NOMBRE DE DOSSIERS PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE AU 28 FÉVRIER 2017 EST DE 37 DEMANDES INTRODUCTIVES D’INSTANCE ET DE 5 REQUÊTES INTERLOCUTOIRES. À NOTER QUE DANS UN DES DOSSIERS, LA COMMISSION REPRÉSENTE 160 PERSONNES.

NOMBRE DE DEMANDES D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE REÇUES PAR MOTIF

LES DEMANDES EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE SONT RÉFÉRÉES AU SERVICE CONSEIL EN ACCOMMODEMENT RAISONNABLE (SCAR) DE LA COMMISSION. L’ANNÉE 2016-2017, AU 28 FÉVRIER, SE TERMINE AVEC UNE DIMINUTION DE 34% DE CES DEMANDES. PARMI LES DEMANDES REÇUES PRÉSENTÉES AU TABLEAU SUIVANT, LE MOTIF INVOQUÉ EST, DANS 52% DES DEMANDES, LE HANDICAP ET DANS 33% DES CAS, LA RELIGION.

	2016-2017
ÂGE	0
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	0
CONDITION SOCIALE	0
CONVICTIONS POLITIQUES	0
ÉTAT CIVIL	0
EXPLOITATION	0
GROSSESSE	1
HANDICAP	28
LANGUE	2
ORIENTATION SEXUELLE	1
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	2
RELIGION	18
SEXE	0
NON PRÉCISÉ, DONNÉES EN TRAITEMENT	2
TOTAL	54

P.108 LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2016-2017, ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATION ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- 1. SUIVI EN COURS**
- 2. RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE**
- 3. RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)**

DIRECTION DE LA RECHERCHE, DE L'ÉDUCATION-COOPÉRATION ET DES COMMUNICATIONS (2016-2017)	
○ LETTRE – LE PROJET DE SYSTÈME LÉGER SUR RAILS POUR LA RÉGION DE MONTRÉAL ET L'ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP <ul style="list-style-type: none">▪ INITIATIVEENVOI LE 3 MAI 2016CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBECMINISTÈRE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC	1
○ LETTRE – COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE SUR LE PROJET DE DÉCLARATION D'ANTANANARIVO <ul style="list-style-type: none">▪ DEMANDEENVOI LE 11 MAI 2016MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE	2
○ LETTRE – PROJET DE LOI N° 103, LOI VISANT À RENFORCER LA LUTTE CONTRE LA TRANSPHOBIE ET À AMÉLIORER NOTAMMENT LA SITUATION DES MINEURS TRANSGENRES <ul style="list-style-type: none">▪ DEMANDEENVOI LE 6 JUIN 2016COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENSMINISTÈRE DE LA JUSTICE	2
○ LETTRE – PROJET DE LOI N° 105, LOI MODIFIANT LA LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE <ul style="list-style-type: none">▪ INITIATIVEENVOI LE 7 JUILLET 2016COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATIONMINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT	2
○ LETTRE – CONSULTATION SUR LA PLANIFICATION DE L'IMMIGRATION AU QUÉBEC POUR LA PÉRIODE 2017-2019 <ul style="list-style-type: none">▪ INITIATIVEENVOI LE 11 JUILLET 2016COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENSMINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION	1
○ LETTRE – COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE SUR LE PROJET DE LOI N° 108, LOI FAVORISANT LA SURVEILLANCE DES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS ET INSTITUANT L'AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS <ul style="list-style-type: none">▪ INITIATIVEENVOI LE 16 AOÛT 2016COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUESMINISTÈRE RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE ET DE LA RÉVISION PERMANENTE DES PROGRAMMES	1
○ LETTRE – CONSULTATION SUR LE PLAN D'ACTION CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022 <ul style="list-style-type: none">▪ INITIATIVEENVOI LE 31 AOÛT 2016MINISTÈRE DE LA JUSTICE (RESPONSABLE DE LA LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE)	1
○ LETTRE – COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE SUR LE PROJET DE LOI N° 92, LOI VISANT À ACCROÎTRE LES POUVOIRS DE LA RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES <ul style="list-style-type: none">▪ INITIATIVEENVOI LE 21 SEPTEMBRE 2016MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	3
○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE PROJET DE LOI N° 99, LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET D'AUTRES DISPOSITIONS <ul style="list-style-type: none">▪ DEMANDEPRÉSENTATION LE 21 SEPTEMBRE 2016COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	1
○ MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 62, LOI FAVORISANT LE RESPECT DE LA NEUTRALITÉ RELIGIEUSE DE L'ÉTAT ET VISANT NOTAMMENT À ENCADRER LES DEMANDES D'ACCOMMODEMENTS RELIGIEUX DANS CERTAINS ORGANISMES <ul style="list-style-type: none">▪ DEMANDEPRÉSENTATION LE 1^{ER} NOVEMBRE 2016COMMISSION DES INSTITUTIONS	1

<ul style="list-style-type: none"> ○ MÉMOIRE SUR LE DOCUMENT DE CONSULTATION INTITULÉ « POUR UNE POLITIQUE DE LA RÉUSSITE SCOLAIRE » <ul style="list-style-type: none"> ▪ INITIATIVE ENVOI LE 14 NOVEMBRE 2016 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR 	1
<ul style="list-style-type: none"> ○ MÉMOIRE PRÉSENTÉ À LA COMMISSION SUR L'ÉDUCATION À LA PETITE ENFANCE DANS LE CADRE DES AUDIENCES PUBLIQUES NATIONALES <ul style="list-style-type: none"> ▪ DEMANDE PRÉSENTATION LE 7 DÉCEMBRE 2016 COMMISSION SUR L'ÉDUCATION À LA PETITE ENFANCE 	2
<ul style="list-style-type: none"> ○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE PROJET DE LOI N° 115, LOI VISANT À LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS ET TOUTE AUTRE PERSONNE MAJEURE EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ <ul style="list-style-type: none"> ▪ DEMANDE PRÉSENTATION LE 18 JANVIER 2017 COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS 	1
<ul style="list-style-type: none"> ○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE PROJET DE LOI N° 113, LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE D'ADOPTION ET DE COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS <ul style="list-style-type: none"> ▪ DEMANDE ENVOI LE 9 FÉVRIER 2017 COMMISSION DES INSTITUTIONS 	1

ESTIMATION DES DÉPENSES RELIÉES AU VOLET RECOMMANDATIONS ET AVIS

	RÉMUNÉRATION		FONCTIONNEMENT
	Professionnels	Emplois technique et bureau	
Nombre ETC utilisés	5,5	1,25	
ETC total des effectifs RECHERCHE	7	3	
Pourcentage =	76 %	44,3	
Rémunération RCH complète	835 651 \$	145 291 \$	
Rémunération (Selon nombre...)	634 819 \$	64 402 \$	
Rémunération totale CDPDJ	10 650 000 \$	10 650 000 \$	
Pourcentage =	6,0 %	0,6 %	
Frais de déplacement			2 500 \$
Frais de déplacement CDPDJ			80 000 \$
Pourcentage			3,1 %
TOTAL des dépenses RCH (UTILISÉ)			701 721 \$
TOTAL DES DÉPENSES CDPDJ			13 239 000 \$
Pourcentage sur Budget total CDPDJ			5,3 %

* EXCLUANT CONTRIBUTION EMPLOYEUR

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, IL NOUS APPARAÎT IMPORTANT DE DONNER L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS POUR BIEN COMPRENDRE LES RÉSULTATS EN TERMES DE DÉLAIS.

1. LES PLAINTES EN CHARTE

AU 28 FÉVRIER 2017, LA COMMISSION A REÇU 19 747 DEMANDES (PROJECTION DE 11 787 EN FIN D'ANNÉE) POUR LE SECTEUR DES DROITS DE LA PERSONNE OU À PORTÉE GÉNÉRALE. LE NOMBRE DE DEMANDES CONSIDÉRÉES COMME DES PLAINTES SOUMISES À UN EXERCICE RIGOREUX DE RECEVABILITÉ QUANT À NOTRE COMPÉTENCE D'ENQUÊTE A AUGMENTÉ DE 1% EN COMPARAISON AVEC CELUI DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

NOMBRE DE PLAINTES CHARTE	2016-2017
	TOTAL
	1 429

UNE FOIS L'EXERCICE DE RECEVABILITÉ COMPLÉTÉ, LES DEMANDES JUGÉES RECEVABLES MÈNENT À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE.

2. DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS MENANT AU PROCESSUS D'ENQUÊTE A AUGMENTÉ DE PRÈS DE 1 % PAR RAPPORT À L'EXERCICE PRÉCÉDENT.

NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	2016-2017
	TOTAL
	713

3. DOSSIERS FERMÉS

UN DOSSIER FERMÉ EST UN DOSSIER TRAITÉ ET FINALISÉ SELON UN RÉSULTAT SPÉCIFIQUE, ALLANT DU DÉSISTEMENT DE LA PERSONNE, À LA FERMETURE EN RAISON DE L'INSUFFISANCE DE PREUVE, DU RÈGLEMENT INTERVENU ENTRE LES PARTIES PAR LE PROCESSUS DE MÉDIATION OU ENCORE, L'OBTENTION D'UN JUGEMENT D'UN TRIBUNAL.

NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	2016-2017
	TOTAL
	722

LE NOMBRE PROJETÉ DES DOSSIERS TRAITÉS ET FINALISÉS POUR L'ANNÉE 2016-2017 A DIMINUÉ DE 11 % EN COMPARAISON AVEC L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

4. DOSSIERS ACTIFS

EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017, LE NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS A DIMINUÉ DE 5 % PAR RAPPORT AU NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS À LA FIN DE L'EXERCICE 2015-2016.

NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	2016-2017
	TOTAL
	1 128

5. LES DÉLAIS

LA COMMISSION S’EST FIXÉE COMME OBJECTIF DE FAIRE CONNAÎTRE AUX PARTIES SA DÉCISION DANS UNE PÉRIODE MAXIMALE DE QUINZE MOIS (457 JOURS) SUIVANT LE DÉPÔT DE LA PLAINTÉ QUI RELÈVE DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE, SAUF SITUATIONS EXCEPTIONNELLES LIÉES À LA COMPLEXITÉ DE CERTAINS DOSSIERS. LA PROPORTION DES DOSSIERS TRAITÉS ET FINALISÉS QUI RESPECTE L’ENGAGEMENT DE LA COMMISSION QUANT AU DÉLAI DE TRAITEMENT MAXIMAL DE QUINZE MOIS EST DE 63 %.

LE CALCUL DU DÉLAI DE TRAITEMENT D’UN DOSSIER DE PLAINTÉ SE FAIT DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DE LA PLAINTÉ SIGNÉE À LA DATE À LAQUELLE LA COMMISSION, PAR L’ENTREMISE DE SON COMITÉ DES PLAINTES, REND SA DÉCISION. LE CONTRÔLE DU DÉLAI N’ÉTANT PLUS SOUS LA PROPRE ET SEULE AUTORITÉ DE LA COMMISSION UNE FOIS CETTE DÉCISION RENDUE, LE CALCUL DU DÉLAI EXCLUT LES ÉTAPES DE LA NÉGOCIATION DES MESURES DE REDRESSEMENT ET DE LA JUDICIARISATION DU DOSSIER.

SANS JUDICIARISATION	2016-2017
	TOTAL
DÉLAI DE TRAITEMENT (EN JOURS)	492

LA DIMINUTION DU NOMBRE DE FERMETURES (DE 894 À 722) DE DOSSIERS AINSI QUE LA HAUSSE DU DÉLAI DE TRAITEMENT (DE 450 JOURS À 492 JOURS) S’EXPLIQUENT NOTAMMENT :

- PAR LES EFFORTS CONSENTIS À FERMER LES DOSSIERS COMPLEXES AYANT CUMULÉS LES PLUS LONGS DÉLAIS, CE QUI A UN IMPACT SUR LE CALCUL DU DÉLAI MÉDIAN;
- PAR LE HAUT TAUX DE ROULEMENT DU PERSONNEL (33 % DU PERSONNEL PROFESSIONNEL DU SERVICE DE L’ÉVALUATION DES PLAINTES ET 61 % DU PERSONNEL PROFESSIONNEL DU SERVICE DES ENQUÊTES).

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES
PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE
AU 28 MARS 2017

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

GROUPE CÉDRICO INC.
RTD DISTRIBUTIONS LTÉE
TOTAL : 2

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

ALCAN INTERNATIONAL LIMITÉE CENTRE RECHERCHE DEV. ARVIDA
ÉQUIPEMENTS SIGMA INC.
NUTRINOR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DU SAGUENAY LAC ST-JEAN
TOTAL : 3

RA03 : QUÉBEC

ABB BOMEM INC.
BPR INC.
COSSETTE COMMUNICATION INC.
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE
ENGLOBE CORP.
ENTREPRISES JULIEN INC.
EXFO INGÉNIERIE ÉLECTRO-OPTIQUE INC.
GFS QUÉBEC INC.
INDUSTRIELLE-ALLIANCE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE
INDUSTRIES MAIBEC INC.
IRON MOUNTAIN CANADA CORPORATION
J.B. DESCHAMPS INC.
LEVIO CONSEILS INC.
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.
NEXINNOVATIONS INC.
NURUN INC.
R3D CONSEIL INC.
ROCHE LTÉE, GROUPE-CONSEIL
SSQ VIE
STADACONA S.E.C.
TECHNOCONSEIL (TC) INC
WESCO DISTRIBUTION CANADA INC.
WSP CANADA INC.
TOTAL : 23

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

DUCHESNE & FILS LTÉE
G.A. BOULET INC.
MEUBLES CANADEL INC.
SÉCURITÉ DE FRANCHEVILLE INC.
TOTAL : 4

RA05 : ESTRIE

SIGNALISATION LAURENTIENNE INC., DIV. GROUPE SIGNALISATION
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

ADVANTECH TECHNIQUES DE POINTE POUR FAISCEAUX HERTZIENS INC.
AECOM CONSULTANTS INC.
ALIMENTS PARMALAT INC.(LES)DIVISION PARMALAT CANADA
AUTODESK CANADA INC.
BEAUDOIN HURENS INC.
CAISSE CENTRALE DESJARDINS
CANON CANADA INC. DIVISION SOLUTIONS D'AFFAIRES
CARTONS ST-LAURENT INC. (SMURFIT-STONE)
CMC ÉLECTRONIQUE INC.
DOMTAR INC.
DOUBLETEX
ÉQUIPEMENT SMS INC.
ERNST & YOUNG
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.
GHD CONSULTANTS LTÉE
GROUPE CGI INC.
GROUPE CONSEIL FXINNOVATION INC.
GROUPE CONSEIL OSI INC.
GROUPE SNC-LAVALIN INC.
HEWLETT-PACKARD (CANADA) CIE
IBM CANADA LTÉE
INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTRÉAL INC.
INDUSTRIES WAJAX LIMITÉE
JOHNSON & JOHNSON INC.
KPMG
KRUGER INC.
LAFARGE CANADA INC. USINE DE ST-CONSTANT
LE GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA INC.
LES SERVICES EXP INC.
LINDE CANADA LIMITÉE
MÉDISOLUTION INC.
MICHAEL ROSSY LTÉE
MPB COMMUNICATIONS INC.
NCR CANADA LTÉE
NEPTUNE SECURITY SERVICES INC.
ORACLE CORPORATION CANADA INC.
PAGEAU MOREL & ASSOCIÉS INC.
PITNEY BOWES DU CANADA LTÉE
PRICEWATERHOUSECOOPERS
QUEBECOR WORLD INC.QUEBECOR WORLD MONTRÉAL
REXEL CANADA ÉLECTRIQUE INC./DIVISION NEDCO
SÉCURITÉ KOLOSSAL INC.
SERVICES FINANCIERS NCO INC.
SHELL CANADA LIMITÉE
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS
SOCIÉTÉ TRADER/TRADER CORPORATION
STELLA-JONES INC.
SUPREMEX INC.
SYSCO SERVICES ALIMENTAIRES DU CANADA INC.
TECHNOLOGIES NEXXLINK INC.
TELAV INC.
TETRA TECH QI INC.
TRANSELEC/COMMON INC.
ULTRAMAR CANADA INC.
UNISOURCE CANADA INC.
VALACTA, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.
XEROX CANADA LTÉE
TOTAL : 59

RA07 : OUTAOUAIS

LA RELANCE OUTAOUAIS INC.
LAUZON - PLANCHERS DE BOIS EXCLUSIFS INC
TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

BEN DESHAIES INC.
IAMGOLD CORPORATION
MINES AGNICO EAGLE LIMITÉE
TEMBEC INC.
UNIBOARD CANADA INC.
TOTAL : 5

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SEL - DIVISION MINES SELEINE
TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

BERTRAND DISTRIBUTEUR EN ALIMENTATION INC.
BOULANGERIE SAINT-MÉTHODE INC.
GROUPE CANAM INC.
IMPRIMERIE INTERGLOBE INC.
IMPRIMERIE SOLISCO INC.
IPL INC.
LAINAGES VICTOR LTÉE
MAINTENANCE EUREKA LTÉE
MONTEL INC.
PRÉVOST - DIVISION DU GROUPE VOLVO CANADA INC.
ROUSSEAU MÉTAL INC.
TEKNION ROY & BRETON
TOTAL : 12

RA13 : LAVAL

CIMA - SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
IDÉAL MÉTAL INC.
MICHELIN AMÉRIQUE DU NORD (CANADA) INC.
MULTI-MARQUES (DISTRIBUTION) INC.
SAMUEL & FILS & CIE (QUÉBEC) LTÉE
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE
SUPÉRIEUR PROPANE INC.
TRIMAX SÉCURITÉ INC
TOTAL : 8

RA14 : LANAUDIÈRE

BRIDGESTONE/FIRESTONE CANADA INC.
TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

DOWTY CANADA LTÉE/DIV. DOWTY AÉROSPATIALE MONTRÉAL
PG SOLUTIONS INC.
REVERA HEALTH SERVICES HOMECARE LP
SONEPAR DISTRIBUTION INC.DIVISION LUMEN ET ROY MARCHAND
TEXTRON CANADA LTÉE DIVISION BELL HELICOPTER TEXTRON
TOTAL : 5

RA16 : MONTÉRÉGIE

AGROPUR COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE
AIRBOSS PRODUITS D'INGÉNIERIE INC.
ALIMPLUS INC.
BOMBARDIER TRANSPORT CANADA INC.
BOULANGERIE GADOUA LTÉE
CORPORATE EXPRESS CANADA INC.
GOODFELLOW INC.
GROUPE ABS INC.
GROUPE LACASSE INC.

IMPRIMERIE INTERWEB INC.
LES COMPAGNIES DU GROUPE DATA
MATÉRIEL INDUSTRIEL LTÉE
MOORE WALLACE INC.
SICO INC.

RA16 : MONTÉRÉGIE (SUITE)

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ARMTEC
UNI-SELECT INC.
TOTAL : 16

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

CONSULTANTS MESAR INC.
FAFARD & FRÈRES LTÉE
P.H. VITRES D'AUTOS INC.
TOTAL : 3

GRAND TOTAL : 145

**LISTE DES ORGANISMES PUBLICS ASSUJETTIS À LA LOI
AU 31 MARS 2016**

ÉDUCATION - CÉGEPS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CÉGEP DE LA POCATIÈRE
CÉGEP DE MATANE
CÉGEP DE RIMOUSKI
CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP
TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CÉGEP DE CHICOUTIMI
CÉGEP DE JONQUIÈRE
CÉGEP DE SAINT-FÉLICIEN
COLLÈGE D'ALMA
TOTAL : 4

RA03 : QUÉBEC

CÉGEP DE LIMOILOU
CÉGEP DE SAINTE-FOY
COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER-GARNEAU
TOTAL : 3

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES
COLLÈGE SHAWINIGAN
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

CÉGEP DE SHERBROOKE
CHAMPLAIN REGIONAL COLLEGE
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU
CÉGEP DE SAINT-LAURENT
CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL
CÉGEP MARIE-VICTORIN
COLLÈGE AHUNTSIC
COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE
COLLÈGE DE MAISONNEUVE

COLLÈGE DE ROSEMONT
COLLÈGE GÉRALD-GODIN
DAWSON COLLEGE
JOHN ABBOTT COLLEGE
VANIER COLLEGE
TOTAL : 12

RA07 : OUTAOUAIS

COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS
HERITAGE COLLEGE
TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD

CÉGEP DE BAIE-COMEAU
CÉGEP DE SEPT-ÎLES
TOTAL : 2

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES
TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CÉGEP BEAUCE-APPALACHES
CÉGEP DE LÉVIS-LAUZON
CÉGEP DE THETFORD
TOTAL : 3

RA13 : LAVAL

COLLÈGE MONTMORENCY
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE
TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME
COLLÈGE LIONEL-GROULX
TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE

CÉGEP DE GRANBY HAUTE-YAMASKA
CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE
CÉGEP DE SOREL-TRACY
CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
COLLÈGE DE VALLEYFIELD
COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT
TOTAL : 6

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

CÉGEP DE DRUMMONDVILLE
CÉGEP DE VICTORIAVILLE
TOTAL : 2

ÉDUCATION — COLLÈGES PRIVÉS

RA03 : QUÉBEC

CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY

COLLÈGE MÉRICI

TOTAL : 2

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

COLLÈGE LAFLÈCHE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET

COLLÈGE LASALLE

COLLÈGE MARIANOPOLIS

COLLÈGE SAINTE-ANNE

TOTAL : 4

ÉDUCATION — COMMISSIONS SCOLAIRES

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

COMMISSION SCOLAIRE DE KAMOURASKA — RIVIÈRE-DU-LOUP

COMMISSION SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES

COMMISSION SCOLAIRE DES PHARES

COMMISSION SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS

TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

COMMISSION SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE

COMMISSION SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY

COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN

COMMISSION SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS

TOTAL : 4

RA03 : QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE DE CHARLEVOIX

COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE

COMMISSION SCOLAIRE DE PORTNEUF

COMMISSION SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS

COMMISSION SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES

TOTAL : 6

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

COMMISSION SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE

COMMISSION SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE

COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS

COMMISSION SCOLAIRE DES SOMMETS

COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS

TOTAL : 4

RA06 : MONTRÉAL

COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL
COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL
COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON
COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS
TOTAL : 5

RA07 : OUTAOUAIS

COMMISSION SCOLAIRE AU COEUR-DES-VALLÉES
COMMISSION SCOLAIRE DES DRAVEURS
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS
COMMISSION SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS
COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC
TOTAL : 5

RA08 : ABITIBI

COMMISSION SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS
COMMISSION SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-TÉMISCAMINGUE
COMMISSION SCOLAIRE HARRICANA
TOTAL : 5

RA09 : CÔTE-NORD

COMMISSION SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD
COMMISSION SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE
COMMISSION SCOLAIRE DU FER
COMMISSION SCOLAIRE DU LITTORAL
TOTAL : 4

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES
TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

COMMISSION SCOLAIRE DES CHIC-CHOCs
COMMISSION SCOLAIRE DES ÎLES
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES
COMMISSION SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE
TOTAL : 4

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BEAUCE-ETCHEMIN
COMMISSION SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD
COMMISSION SCOLAIRE DES APPALACHES
COMMISSION SCOLAIRE DES NAVIGATEURS
TOTAL : 4

RA13 : LAVAL

COMMISSION SCOLAIRE DE LAVAL
COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER
TOTAL : 2

RA14 : LANAUDIÈRE

COMMISSION SCOLAIRE DES AFFLUENTS
COMMISSION SCOLAIRE DES SAMARES
TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD
COMMISSION SCOLAIRE DE LA SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES
COMMISSION SCOLAIRE DES LAURENTIDES
COMMISSION SCOLAIRE PIERRE-NEVEU
TOTAL : 4

RA16 : MONTRÉGIE

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS
COMMISSION SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE
COMMISSION SCOLAIRE DE SOREL-TRACY
COMMISSION SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES
COMMISSION SCOLAIRE DES PATRIOTES
COMMISSION SCOLAIRE DES TROIS-LACS
COMMISSION SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS
COMMISSION SCOLAIRE MARIE-VICTORIN
COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS
COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE
TOTAL : 11

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVERAINE
COMMISSION SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS
COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES
TOTAL : 3

ÉDUCATION — UNIVERSITÉS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI
TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
TÉLÉ-UNIVERSITÉ
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIÈGE SOCIAL)
UNIVERSITÉ LAVAL
TOTAL : 5

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES
TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

UNIVERSITÉ BISHOP'S
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL
ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ CONCORDIA
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
UNIVERSITÉ MCGILL
TOTAL : 7

RA07 : OUTAOUAIS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS
TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
TOTAL : 1

ÉDUCATION – ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS PRIMAIRES - SECONDAIRES

RA03 : QUÉBEC

COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY
COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER
SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS
TOTAL : 3

RA05 : ESTRIE

SÉMINAIRE DE SHERBROOKE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

ACADÉMIE SOLOMON SCHECHTER
COLLÈGE CHARLEMAGNE INC.
COLLÈGE INTERNATIONAL MARIE DE FRANCE
COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF
COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS
COLLÈGE NOTRE-DAME
COLLÈGE REGINA ASSUMPTA
COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE
COLLÈGE STANISLAS
ÉCOLE MARIE-CLARAC
ÉCOLE PETER HALL INC.
ÉCOLE SELWYN HOUSE
ÉCOLE VANGUARD QUÉBEC LTÉE
LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ
LOWER CANADA COLLEGE
TALMUD TORAHS UNIS DE MONTRÉAL INC.
VILLA MARIA
TOTAL : 17

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

COLLÈGE DE LÉVIS
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

COLLÈGE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

COLLÈGE DE L'ASSOMPTION
COLLÈGE SAINT-SACREMENT
TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

ACADÉMIE LAFONTAINE
ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE
TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE

COLLÈGE BOURGET
COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE
COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT
COLLÈGE JEAN DE LA MENNAIS
TOTAL : 4

ÉDUCATION — MUNICIPALITÉS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

VILLE DE RIMOUSKI
VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP
TOTAL : 2

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

VILLE D'ALMA
VILLE DE SAGUENAY
TOTAL : 2

RA03 : QUÉBEC

VILLE DE QUÉBEC
TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

VILLE DE SHAWINIGAN
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

VILLE DE MAGOG
VILLE DE SHERBROOKE
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

VILLE DE BEACONSFIELD
VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX
VILLE DE DORVAL
VILLE DE KIRKLAND
VILLE DE MONTRÉAL
VILLE DE MONT-ROYAL
VILLE DE POINTE-CLAIRE
VILLE DE WESTMOUNT
TOTAL : 9

RA07 : OUTAOUAIS

VILLE DE GATINEAU
TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI

VILLE D'AMOS
VILLE DE ROUYN-NORANDA
VILLE DE VAL-D'OR
TOTAL : 3

RA09 : CÔTE-NORD

VILLE DE BAIE-COMEAU
VILLE DE SEPT-ÎLES
TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

VILLE DE LÉVIS
VILLE DE SAINT-GEORGES
VILLE DE THETFORD MINES
TOTAL : 3

RA13 : LAVAL

VILLE DE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

VILLE DE JOLIETTE
VILLE DE MASCOUCHE
VILLE DE REPENTIGNY
VILLE DE TERREBONNE
TOTAL : 4

RA15 : LAURENTIDES

VILLE DE BLAINVILLE
VILLE DE BOISBRIAND
VILLE DE DEUX-MONTAGNES
VILLE DE MONT-LAURIER
VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE
VILLE DE SAINT-EUSTACHE
VILLE DE SAINT-JÉRÔME
TOTAL : 7

RA16 : MONTÉRÉGIE

VILLE DE BOUCHERVILLE
VILLE DE BROSSARD
VILLE DE CHAMBLY
VILLE DE CHÂTEAUGUAY
VILLE DE GRANBY
VILLE DE LONGUEUIL
VILLE DE SAINT-BRUNO
VILLE DE SAINTE-JULIE
VILLE DE SAINT-HYACINTHE
VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
VILLE DE SAINT-LAMBERT
VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
VILLE DE SOREL-TRACY
VILLE DE VAUDREUIL-DORION
TOTAL : 14

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

VILLE DE DRUMMONDVILLE
VILLE DE VICTORIAVILLE
TOTAL : 2

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE

RA15 : LAURENTIDES

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU SAINT-LAURENT
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON
TOTAL : 2

SANTÉ – CENTRE DE SANTÉ

RA06 : MONTRÉAL

CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-SAINT-CHARLES
TOTAL : 1

SANTÉ – CENTRES DE RÉADAPTATION

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.
VILLA MÉDICA INC.
TOTAL : 2

SANTÉ – CENTRES HOSPITALIERS

RA03 : QUÉBEC

CHU DE QUÉBEC
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE HOSPITALIER DE L'ASSOMPTION (ST-GEORGES DE BEAUCE) INC.
CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE
CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL
HÔPITAL MARIE-CLARAC DES SOEURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE (1995) INC.
HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.
INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL
INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL
TOTAL : 8

SANTÉ – CENTRES JEUNESSE

RA03 : QUÉBEC

CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.
JARDINS DU HAUT SAINT-LAURENT (1992) INC.
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

C.H.S.L.D. BAYVIEW INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE GOUIN INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT VINCENZO-NAVARRO INC.
CENTRE LE CARDINAL INC.
CHÂTEAU WESTMOUNT INC.
CHSLD BOURGET INC.
CHSLD CHANOINE-AUDET
CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.
GROUPE CHAMPLAIN INC.
GROUPE ROY SANTÉ INC.
PAVILLON STE-MARIE INC.
RÉSIDENTE ANGELICA
RÉSIDENTE BERTHIAUME-DU TREMBLAY
VIGI SANTÉ LTÉE
TOTAL : 15

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

CHSLD AGE3 INC.
MANOIR ST-PATRICE INC.
SANTÉ COURVILLE INC.
TOTAL : 3

RA14 : LANAUDIÈRE

CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE HEATHER INC.
CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.
TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

VILLA SOLEIL
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

CHSLD ARGYLE INC
TOTAL : 1

SANTÉ – CISSS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT
TOTAL : 1

RA07 : OUTAOUAIS

CISSS DE L'OUTAOUAIS
TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI

CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD

CISSS DE LA CÔTE-NORD
TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE
CISSS DE LA GASPÉSIE
CISSS DES ÎLES
TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

CISSS DE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

CISSS DE LANAUDIÈRE
TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

CISSS DES LAURENTIDES
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

CISSS DE LA MONTÉRÉGIE OUEST
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST
TOTAL : 3

SANTÉ - CIUSS

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-ST-JEAN
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE
TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC
TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

CIUSSS DE L'ESTRIE-CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
TOTAL : 5

SANTÉ - CSSS

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC

CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES
TOTAL : 1

SOCIÉTÉS DE TRANSPORT

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE QUÉBEC
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL
TOTAL : 1

RA16 : MONTRÉGIE

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL
TOTAL : 1

SOCIÉTÉS D'ÉTAT

R RA03 : QUÉBEC

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC
AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC
MUSÉE DE LA CIVILISATION
MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
TOTAL : 10

RA06 : MONTRÉAL

AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ DE LA RÉGION MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
HÉMA-QUÉBEC
HYDRO-QUÉBEC
INVESTISSEMENT QUÉBEC
RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES (SODEC)
SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL
SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
SOQUIJ
TOTAL : 16

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
TOTAL : 1

SÛRETÉ DU QUÉBEC

RA06 : MONTRÉAL

QUARTIER GÉNÉRAL - SÛRETÉ DU QUÉBEC
TOTAL : 1

GRAND TOTAL : 330

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION DES ORGANISMES (À L'EXCEPTION DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX)

IL Y A 330 ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS. DE CE NOMBRE, 61* SE RETROUVENT DANS LE RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (RSSS), QUI A FAIT L'OBJET D'UNE IMPORTANTE RESTRUCTURATION NÉCESSITANT LE DÉVELOPPEMENT D'UNE NOUVELLE STRATÉGIE D'IMPLANTATION DES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN COLLABORATION ÉTROITE AVEC LE RÉSEAU.

À L'EXCLUSION DES 61 ÉTABLISSEMENTS DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, 269 ORGANISMES SONT ASSUJETTIS À LA LOI DANS LES DIVERS AUTRES RÉSEAUX.

Au 28 février 2017		Note : tous les pourcentages ont été arrondis.																							
		Pour les quatre premiers groupes visés																							
Phases	Total	Total des organismes autres ceux du RSSS		Cégeps		Commissions scolaires		Collèges privés		Institution d'enseignements privés prim.-sec.		Universités		Sociétés d'État		Municipalités		Sociétés de transport		Régie intermunicipale de police		Sûreté du Québec			
		Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%		
	Analyse des effectifs	1	0%	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	13%	--	--	--	--	
	Détermination de la sous-représentation	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--		
	Élaboration du programme	6	2%	--	--	--	--	1	14%	--	--	--	--	2	7%	1	2%	1	13%	1	33%	--	--		
	Évaluation du rapport d'élaboration	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--		
	Maintien de la représentation (1 ^{re} période de trois ans)	2	1%	--	--	--	--	--	--	2	7%	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--		
	Implantation du programme (1 ^{re} période de trois ans)	5	2%	--	--	--	--	--	--	1	3%	--	--	1	4%	1	2%	--	--	2	67%	--	--		
	Évaluation du rapport d'implantation (1 ^{re} période de trois ans)	15	6%	--	--	--	--	--	--	--	--	9	47%	2	7%	4	7%	--	--	--	--	--	--		
	Maintien de la représentation (2 ^e période de trois ans)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--		
	Implantation du programme (2 ^e période de trois ans)	240	89%	48	100%	70	100%	6	86%	28	90%	10	53%	22	82%	49	89%	6	75%	--	--	1	100%		

Note : tous les pourcentages ont été arrondis.

Au 28 février 2017		Pour les personnes handicapées																											
		Total		Phases		Total des organismes autres ceux du RSSS		Cégeps		Commissions scolaires		Collèges privés		Institution d'enseignements privés prim.-sec.		Universités		Sociétés d'État		Municipalités		Sociétés de transport		Régie intermunicipale de police		Sûreté du Québec			
		48		70		7		31		19		27		55		8		3		1									
		Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%		
Analyse des effectifs		1	0%	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	13%	--	--	--	--		
Détermination de la sous-représentation		--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--		
Élaboration du programme		5	2%	--	--	--	--	1	14%	1	3%	--	--	2	7%	--	--	--	1	33%	--	--	--	--	--	--	--		
Évaluation du rapport d'élaboration		16	6%	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	9	47%	--	--	6	11%	1	13%	--	--	--	--	--	--		
Maintien de la représentation (1 ^{re} période de trois ans)		2	1%	--	--	--	--	--	--	1	3%	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	100%	--	--		
Implantation du programme (1 ^{re} période de trois ans)		217	81%	48	100%	70	100%	6	86%	29	94%	10	53%	3	11%	44	80%	5	63%	2	67%	--	--	--	--	--	--		
Évaluation du rapport d'implantation (1 ^{re} période de trois ans)		--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--		
Maintien de la représentation (2 ^e période de trois ans)		--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--		
Implantation du programme (2 ^e période de trois ans)		28	10%	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	22	82%	5	9%	1	13%	--	--	--	--	--	--	--	--		

Note : tous les pourcentages ont été arrondis.

Pour les cinq groupes visés																			
Phases	Total		61		1		2		10		13		9		25		1		
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	
Analyse des effectifs	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	
Détermination de la sous-représentation	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	
Élaboration du programme	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	
Évaluation du rapport d'élaboration	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	
Maintien de la représentation (1 ^{re} période de trois ans)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	
Implantation du programme (1 ^{re} période de trois ans)	61	100%	1	100%	2	100%	10	100%	13	100%	9	100%	25	100%	1	100%			
Évaluation du rapport d'implantation (1 ^{re} période de trois ans)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	
Maintien de la représentation (2 ^e période de trois ans)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	
Implantation du programme (2 ^e période de trois ans)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE PROCESSUS DE DEMANDES ET DE PLAINTES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE ASSURE DES ACTIONS AFIN DE GARANTIR LA PROTECTION DES DROITS DES PERSONNES QUI FONT UNE DÉMARCHE AUPRÈS D'ELLE.

AINSI, L'ÉTAPE DE L'ÉVALUATION ASSURE UN TRAITEMENT PARTICULIER AUX DOSSIERS EN MATIÈRE DE LOGEMENT. DÈS LA RÉCEPTION DU DOSSIER, LE CONSEILLER OU LA CONSEILLÈRE À L'ÉVALUATION COMMUNIQUE AVEC LA PERSONNE PLAIGNANTE POUR SAVOIR SI L'OBTENTION DU LOGEMENT REFUSÉ EST EN LITIGE. SI OUI, LE PROFESSIONNEL COMMUNIQUERA DÈS LORS AVEC LE PROPRIÉTAIRE POUR L'INFORMER DE LA PLAINTÉ, LUI EXPLIQUER CE QU'EST UN REFUS DISCRIMINATOIRE, ET VÉRIFIER SI LE LOGEMENT CONVOITÉ EST TOUJOURS DISPONIBLE.

SI TEL EST LE CAS, LE CONSEILLER TENTERA PAR SES INTERVENTIONS DE FACILITER UNE RENCONTRE ENTRE LES PARTIES ET AINSI PERMETTRE UNE SOLUTION À LA SATISFACTION DE TOUS.

CES INTERVENTIONS SONT DE NATURE À SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES AUX SITUATIONS DE DISCRIMINATION, PLUS PARTICULIÈREMENT LA DISCRIMINATION RACIALE OU ENCORE FONDÉ SUR LE HANDICAP, ET À LEURS OBLIGATIONS QUANT À LA LOCATION D'UN LOGEMENT.

POUR L'ANNÉE 2016-2017 (AU 28 FÉVRIER), 81 NOUVELLES PLAINTES DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT ONT MENÉ À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE, DONT 25 SOULEVAIENT LE HANDICAP ET 26 LA RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE COMME MOTIF DE DISCRIMINATION.

PAR AILLEURS, LA COMMISSION PUBLIE LE DÉPLIANT « DROIT AU LOGEMENT SANS DISCRIMINATION » QUI EST DISPONIBLE POUR LE PUBLIC ET DONT L'INFORMATION EST ACCESSIBLE SUR LE SITE WEB DE LA COMMISSION.

POUR L'ANNÉE 2016-2017, LA COMMISSION A OFFERT UNE FORMATION SUR LE THÈME DU LOGEMENT, L'ACTIVITÉ ÉTAIT INTITULÉE *LOGEMENT : CONNAISSEZ-VOUS VOS DROITS?*

P.112 PORTRAIT STATISTIQUE DES DOSSIERS D’ACCOMMODEMENTS RELIGIEUX TRAITÉS PAR LA CDPDJ POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES. POUR CHAQUE ANNÉE, INDiquer LA LISTE DES DOSSIERS, INCLUANT UN RÉSUMÉ DES MOTIFS ALLÉGUÉS DANS LA DEMANDE, LA DÉCISION PRISE ET LES JUSTIFICATIONS. INCLURE LES DATES DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA DEMANDE.

COMMISSION DES DROITS DE LA JEUNESSE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE SERVICE-CONSEIL EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE DE LA CDPDJ NE PREND PAS DE DÉCISIONS EN REGARD DES DEMANDES SOUMISES. LA MISSION DU SERVICE-CONSEIL EST D’ACCOMPAGNER LES DÉCIDEURS – EMPLOYEURS, GESTIONNAIRES ET FOURNISSEURS DE SERVICE — VERS UNE PRISE EN COMPTE ÉCLAIRÉE DES BESOINS SPÉCIFIQUES DE CERTAINS DE LEURS EMPLOYÉS OU ENCORE DES MEMBRES DE LEUR CLIENTÈLE AFIN DE RESPECTER LEUR OBLIGATION D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE. LA CONSEILLÈRE INFORME LE DEMANDEUR DE SES OBLIGATIONS ET PEUT ÉMETTRE DES RECOMMANDATIONS EN PHASE AVEC L’ÉTAT DE LA JURISPRUDENCE, LA CHARTE QUÉBÉCOISE ET LES BESOINS DE L’ORGANISATION. LE DEMANDEUR PEUT DÉCIDER DE SUIVRE OU NON CES RECOMMANDATIONS. LE PROCESSUS EST CONFIDENTIEL ET LES INFORMATIONS TRANSMISES PAR LE DEMANDEUR NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉES DANS LE CADRE D’UNE ENQUÊTE DE LA COMMISSION.

DEMANDES AU SERVICE-CONSEIL EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE POUR MOTIF RELIGION

ANNÉE	NOMBRE DE DEMANDES POUR MOTIF RELIGION	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT
2016-2017	20	34 JOURS

LA LISTE DES DEMANDES POUR 2016-2017, INCLUANT LES MOTIFS ET LES DATES D’OUVERTURE ET DE FERMETURE DE LA DEMANDE, EST PRÉSENTÉE AU TABLEAU SUIVANT.

CONTRAIREMENT AUX DOSSIERS DE PLAINTES POUR DISCRIMINATION, IL N’Y A PAS D’ÉTAPES DE TRAITEMENT DANS LES DOSSIERS DU SERVICE-CONSEIL. CHAQUE DEMANDE EST RÉPONDUE AU CAS PAR CAS ET COMME IL S’AGIT D’UN ACCOMPAGNEMENT ET DE CONSEILS, LE TOUT SE FAIT UNIQUEMENT PAR ÉCHANGES COURRIELS ET APPELS TÉLÉPHONIQUES.

STATUT EN DATE DU 7-04-2017	DESSCRIPTEUR	MOTIF DE FERMETURE 1	MOTIF DE FERMETURE 2	DATE DE RÉCEPTION DE LA DEMANDE	DATE DE FERMETURE
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	AUCUN AUTRE MOTIF	19/04/2016	30/11/2016
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / ORTHODOXE CHRÉTIENNE / RITES RELIGIEUX / FÊTES RELIGIEUSES	DOSSIER RÉGLÉ PAR L'ORGANISATION, ENTENTE D'ACCOMMODEMENT	AUCUN AUTRE MOTIF	28/04/2016	30/05/2016
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / CATHOLIQUE / AUTRE	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	AUCUN AUTRE MOTIF	05/05/2016	30/05/2016
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	AUCUN AUTRE MOTIF	12/05/2016	30/05/2016
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE / EXIGENCES VESTIMENTAIRES / FOULARD ISLAMIQUE	DOSSIER RÉGLÉ PAR L'ORGANISATION, ENTENTE D'ACCOMMODEMENT	AUCUN AUTRE MOTIF	03/06/2016	27/06/2016
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE / RITES RELIGIEUX / RAMADAN	AUCUN AUTRE MOTIF	AUCUN AUTRE MOTIF	10/06/2016	30/06/2016
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / CATHOLIQUE / RITES RELIGIEUX / RESPECT DU DIMANCHE	DOSSIER RÉGLÉ PAR L'ORGANISATION, ENTENTE D'ACCOMMODEMENT	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	14/07/2016	30/09/2016
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE / EXIGENCES VESTIMENTAIRES / AUTRE	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	24/08/2016	15/09/2016
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / PROTESTANTE ADVENTISTE	DOSSIER RÉGLÉ PAR L'ORGANISATION, ENTENTE D'ACCOMMODEMENT	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	01/09/2016	07/10/2016
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	12/09/2016	29/09/2016
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / JUIVE	DOSSIER RÉGLÉ PAR L'ORGANISATION, ENTENTE D'ACCOMMODEMENT	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	30/09/2016	13/10/2016
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	AUCUN AUTRE MOTIF	03/10/2016	13/10/2016
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / JUIVE / RITES RELIGIEUX / RESPECT DU SABBAT	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	AUCUN AUTRE MOTIF	03/11/2016	02/12/2016
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE / PRATIQUES ALIMENTAIRES / HALAL	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	24/11/2016	31/03/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE / PRATIQUES ALIMENTAIRES / HALAL	DOSSIER RÉGLÉ PAR L'ORGANISATION, ENTENTE D'ACCOMMODEMENT	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	29/11/2016	31/03/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE / EXIGENCES VESTIMENTAIRES / VOILE COMPLET	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	16/12/2016	28/02/2017

STATUT EN DATE DU 7-04-2017	DESSCRIPTEUR	MOTIF DE FERMETURE 1	MOTIF DE FERMETURE 2	DATE DE RÉCEPTION DE LA DEMANDE	DATE DE FERMETURE
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / TÉMOINS DE JÉHOVAH	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	PAS DE RETOUR D'APPEL OU DE CORRESPONDANCE	02/02/2017	08/03/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE / RITES RELIGIEUX / PRIÈRE	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	PAS DE RETOUR D'APPEL OU DE CORRESPONDANCE	08/02/2017	27/03/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	AUCUN AUTRE MOTIF	20/02/2017	28/02/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE / RITES RELIGIEUX / PRIÈRE	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCOMMODEMENT NON REQUIS, NON- DISCRIMINATION	22/02/2017	14/03/2017

P.113 NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2016-2017. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDE D'INTERVENTION EN JEUNESSE

SITUATIONS	2016-2017
APPLICATION D'UNE MESURES DE PROTECTION IMMÉDIATE	7
ASPECTS PARTICULIERS DE LA LOI	
ASPECTS PARTICULIERS DE LA LOI (LSJPA)	
AUTRE	
ÉVALUATION DE LA SITUATION ET ORIENTATION	18
PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L'ENFANT	61
PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L'ENFANT (LSJPA)	
PROJET DE VIE PERMANENT	
SERVICES EN RESSOURCES D'HÉBERGEMENT	38
SERVICES EN RESSOURCES D'HÉBERGEMENT (LSJPA)	
TRAITEMENT D'UN SIGNALEMENT	9
TOTAL	133

DEMANDES D'INTERVENTION EN JEUNESSE (NOUVEAU REGROUPEMENT DES MOTIFS)

MOTIFS D'INSATISFACTION	2016-2017 1 ^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	PROJECTION 2016-2017 1 ^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017
COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	53	58
DÉCISION PRISE DANS L'INTÉRÊT DE L'ENFANT	19	21
DPJ	3	3
ENTENTE PROVISOIRE	2	2
ÊTRE ENTENDU, INFORMÉ ET ACCOMPAGNÉ	10	11
ÉVALUATION ET ORIENTATION	18	20
EXCLUSIVITÉ DES RESPONSABILITÉS	7	8
LSJPA COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	1	1
LSJPA SERVICES SOCIAUX	1	1
MESURES DISCIPLINAIRES EN CENTRE DE RÉADAPTATION	3	3
MILIEU SUBSTITUT	5	5
ORDONNANCE	13	14
SERVICES SOCIAUX	33	36
SIGNALEMENT	16	18
STABILITÉ DES LIENS ET DES CONDITIONS DE VIE	1	1
NON PRÉCISÉ	14	15
TOTAL	199	218

TOTAL DES DEMANDES D’INTERVENTION EN JEUNESSE (ADDITION DES ANCIENS ET NOUVEAUX MOTIFS D’INSATISFACTION)

	2016-2017 1 ^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017	PROJECTION 2016-2017 1 ^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017
DEMANDES D’INTERVENTION TOTALES	332	364

DANS LE CADRE D’UNE DÉMARCHE DE RÉVISION DES PROCESSUS, LA COMMISSION A CETTE ANNÉE ENTièrement REVU LES DESCRIPTEURS ASSOCIÉS AUX DEMANDES D’INTERVENTION. ELLE EST AINSI DANS L’OBLIGATION DE PRÉSENTER DES DONNÉES ISSUES DES ANCIENS ET DES NOUVEAUX DESCRIPTEURS. NOTONS D’ABORD QUE LE NOMBRE DE DEMANDES D’INTERVENTION EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017 EST DE 332 DEMANDES, COMPARATIVEMENT À 222 EN 2015-2016. IL S’AGIT D’UNE AUGMENTATION DE 49,5%. COMME LES NOUVEAUX REGROUPEMENTS NE SONT PAS MUTUELLEMENT EXCLUSIFS AVEC LES ANCIENS, IL EST DIFFICILE DE PRÉCISER QUELLES SONT LES SITUATIONS POUR LESQUELLES LA COMMISSION A ÉTÉ LE PLUS SOUVENT INTERPELLÉE. DANS LE CADRE DES ANCIENS DESCRIPTEURS, IL S’AGIT DE LA PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L’ENFANT (46%). DANS LE CAS DES NOUVEAUX DESCRIPTEURS, IL S’AGIT DES COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES (27%) ET DES SERVICES SOCIAUX RENDUS AUX ENFANTS (16,6%).

DEMANDE D'ENQUÊTE JEUNESSE

	2016-2017 1 ^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11
BAS-SAINT-LAURENT	4
CAPITALE-NATIONALE	25
CHAUDIÈRE-APPALACHES	11
CÔTE-NORD	3
ESTRIE	21
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	3
LANAUDIÈRE	20
LAURENTIDES	25
LAVAL	20
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	45
MONTÉRÉGIE	42
MONTRÉAL	58
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	2
NORD-DU-QUÉBEC	14
OUTAOUAIS	11
SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	17
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE	332

LES DONNÉES RELATIVES AUX DEMANDES D’ENQUÊTES SELON LA RÉGION, EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017, PERMETTENT DE CONSTATER QUE LES RÉGIONS POUR LESQUELLES IL Y A EU LE PLUS DE DEMANDES D’INTERVENTION SONT MONTRÉAL (17,4%), MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC (13,4%) ET MONTÉRÉGIE (12,7%). SOULIGNONS QUE LA RÉGION DE LA MONTÉRÉGIE A CONNU UNE AUGMENTATION IMPORTANTE DES DEMANDES D’INTERVENTION (14 À 42 DEMANDES; 200% D’AUGMENTATION), AINSI QUE CELLE DE LA MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC (28 À 45 DEMANDES; 60,7% D’AUGMENTATION).

DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE

	2016-2017 1 ^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5
BAS-SAINT-LAURENT	2
CAPITALE-NATIONALE	20
CHAUDIÈRE-APPALACHES	10
CÔTE-NORD	3
ESTRIE	14
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0
LANAUDIÈRE	15
LAURENTIDES	18
LAVAL	22
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	31
MONTÉRÉGIE	24
MONTRÉAL	34
NORD-DU-QUÉBEC	14
OUTAOUAIS	9
SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	15
TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	236

LES DONNÉES PERMETTENT DE CONSTATER UNE HAUSSE DE 31,8% DU NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS EN JEUNESSE EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017. DES 332 DEMANDES REÇUES, 236 ONT ÉTÉ DIRIGÉES VERS LE PROCESSUS D’ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UN TAUX DE RECEVABILITÉ DE 71,1%.

DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE

	2016-2017 1 ^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5
BAS-SAINT-LAURENT	3
CAPITALE-NATIONALE	11
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	17
CHAUDIÈRE-APPALACHES	10
CÔTE-NORD	5
ESTRIE	15
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1
LANAUDIÈRE	12
LAURENTIDES	21
LAVAL	18
MONTÉRÉGIE	25
MONTRÉAL	47
NORD-DU-QUÉBEC	17
OUTAOUAIS	9
SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	8
TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	224

ENTRE LE 1ER AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017, 224 DOSSIERS ONT ÉTÉ FERMÉS, CE QUI CONSTITUE UNE HAUSSE DE 26,5% PAR RAPPORT À L’ANNÉE 2015-2016.

LE NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI DE SA PROPRE INITIATIVE EST DE 8.

P.114 NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS EN 2015-2016 ET 2016-2017, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D'INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS DE TELS RENSEIGNEMENTS. EN EFFET, LES DEUX MOTIFS MENTIONNÉS DANS LA QUESTION (INTIMIDATION ET RISQUE SUICIDAIRE) NE SONT PAS INCLUS AU NOMBRE DES MOTIFS DE SIGNALEMENT PRÉVUS À LA *LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE*. CES QUESTIONS DEVRAIENT S'ADRESSER AUX COMMISSIONS SCOLAIRES QUI DOIVENT MAINTENANT PRODUIRE DES STATISTIQUES POUR DOCUMENTER LE PHÉNOMÈNE DE L'INTIMIDATION DEPUIS QUE LA *LOI VISANT À PRÉVENIR ET À COMBATTRE L'INTIMIDATION À L'ÉCOLE* A ÉTÉ ADOPTÉE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS CES DONNÉES. IL EST POSSIBLE DE LES OBTENIR AUPRÈS DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX QUI LES COMPILE.

P.116 LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DES CENTRES JEUNESSE. INDiquer LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS DE TELLES INFORMATIONS. IL EST POSSIBLE DE S'ADRESSER AUX DIRECTEURS/DIRECTRICES DU PROGRAMME JEUNESSE DES CISSS ET DES CIUSSS ET DES ÉTABLISSEMENTS NON FUSIONNÉS POUR LES OBTENIR.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES D’INTERVENTION EN JEUNESSE (ANCIEN REGROUPEMENT DES MOTIFS)

SITUATIONS	2016-2017	PROJECTION 2016-2017
APPLICATION D’UNE MESURE DE PROTECTION IMMÉDIATE	7	8
ASPECTS PARTICULIERS DE LA LOI		
ASPECTS PARTICULIERS DE LA LOI (LSJPA)		
AUTRE		
ÉVALUATION DE LA SITUATION ET ORIENTATION	18	20
PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L’ENFANT	61	67
PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L’ENFANT (LSJPA)		
PROJET DE VIE PERMANENT		
SERVICES EN RESSOURCES D’HÉBERGEMENT	38	42
SERVICES EN RESSOURCES D’HÉBERGEMENT (LSJPA)		
TRAITEMENT D’UN SIGNALEMENT	9	10
TOTAL	133	146

DEMANDES D’INTERVENTION EN JEUNESSE (NOUVEAU REGROUPEMENT DES MOTIFS)

MOTIFS D’INSATISFACTION	2016-2017	PROJECTION 2016-2017
COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	53	58
DÉCISION PRISE DANS L’INTÉRÊT DE L’ENFANT	19	21
DPJ	3	3
ENTENTE PROVISOIRE	2	2
ÊTRE ENTENDU, INFORMÉ ET ACCOMPAGNÉ	10	11
ÉVALUATION ET ORIENTATION	18	20
EXCLUSIVITÉ DES RESPONSABILITÉS	7	8
LSJPA COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	1	1
LSJPA SERVICES SOCIAUX	1	1
MESURES DISCIPLINAIRES EN CENTRE DE RÉADAPTATION	3	3
MILIEU SUBSTITUT	5	5
ORDONNANCE	13	14
SERVICES SOCIAUX	33	36
SIGNALEMENT	16	18
STABILITÉ DES LIENS ET DES CONDITIONS DE VIE	1	1
NON PRÉCISÉ	14	15
TOTAL	199	218

TOTAL DES DEMANDES D’INTERVENTION EN JEUNESSE (ADDITION DES ANCIENS ET NOUVEAUX MOTIFS D’INSATISFACTION)

	2016-2017	PROJECTION 2016-2017
DEMANDES D’INTERVENTION TOTALES	332	364

DANS LE CADRE D’UNE DÉMARCHE DE RÉVISION DES PROCESSUS, LA COMMISSION A CETTE ANNÉE ENTIÈREMENT REVU LES DESCRIPTEURS ASSOCIÉS AUX DEMANDES D’INTERVENTION. ELLE EST AINSI DANS L’OBLIGATION DE PRÉSENTER DES DONNÉES ISSUES DES ANCIENS ET DES NOUVEAUX DESCRIPTEURS. NOTONS D’ABORD QUE LE NOMBRE DE DEMANDES D’INTERVENTION EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017 EST DE 332 DEMANDES, COMPARATIVEMENT À 222 EN 2015-2016. IL S’AGIT D’UNE AUGMENTATION DE 49,5%. COMME LES NOUVEAUX REGROUPEMENTS NE SONT PAS MUTUELLEMENT EXCLUSIFS AVEC LES ANCIENS, IL EST DIFFICILE DE PRÉCISER QUELLES SONT LES SITUATIONS POUR LESQUELLES LA COMMISSION A ÉTÉ LE PLUS SOUVENT INTERPELLÉE. DANS LE CADRE DES ANCIENS DESCRIPTEURS, IL S’AGIT DE LA PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L’ENFANT (46%). DANS LE CAS DES NOUVEAUX DESCRIPTEURS, IL S’AGIT DES COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES (27%) ET DES SERVICES SOCIAUX RENDUS AUX ENFANTS (16,6%).

DEMANDES D’ENQUÊTE JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2016-2017	PROJECTION *2016-2017
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11	12
BAS-SAINT-LAURENT	4	4
CAPITALE-NATIONALE	25	27
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	45	50
CHAUDIÈRE-APPALACHES	11	12
CÔTE-NORD	3	3
ESTRIE	21	23
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	3	3
LANAUDIÈRE	20	22
LAURENTIDES	25	27
LAVAL	20	22
MONTÉRÉGIE	42	46
MONTRÉAL	58	64
NORD-DU-QUÉBEC	14	15
OUTAOUAIS	11	12
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	17	19
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	2	2
TOTAL	332	364

LES DONNÉES RELATIVES AUX DEMANDES D’ENQUÊTES SELON LA RÉGION, EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017, PERMETTENT DE CONSTATER QUE LES RÉGIONS POUR LESQUELLES IL Y A EU LE PLUS DE DEMANDES D’INTERVENTION SONT MONTRÉAL (17,4%), MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC (13,4%) ET MONTÉRÉGIE (12,7%). SOULIGNONS QUE LA RÉGION DE LA MONTÉRÉGIE A CONNU UNE AUGMENTATION IMPORTANTE DES DEMANDES D’INTERVENTION (14 À 42 DEMANDES; 200% D’AUGMENTATION), AINSI QUE CELLE DE LA MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC (28 À 45 DEMANDES; 60,7% D’AUGMENTATION).

DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2016-2017	PROJECTION *2016-2017
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5	5
BAS-SAINT-LAURENT	2	2
CAPITALE-NATIONALE	20	22
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	31	34
CHAUDIÈRE-APPALACHES	10	11
CÔTE-NORD	3	3
ESTRIE	14	15
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0
LANAUDIÈRE	15	16
LAURENTIDES	18	20
LAVAL	22	24
MONTÉRÉGIE	24	26
MONTRÉAL	34	37
NORD-DU-QUÉBEC	14	15
OUTAOUAIS	9	10
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	15	16
TOTAL	236	259

LES DONNÉES PERMETTENT DE CONSTATER UNE HAUSSE DE 31,8% DU NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS EN JEUNESSE EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017. DES 332 DEMANDES REÇUES, 236 ONT ÉTÉ DIRIGÉES VERS LE PROCESSUS D’ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UN TAUX DE RECEVABILITÉ DE 71,1%.

DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2016-2017	PROJECTION *2016-2017
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5	5
BAS-SAINT-LAURENT	3	3
CAPITALE-NATIONALE	11	12
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	17	19
CHAUDIÈRE-APPALACHES	10	11
CÔTE-NORD	5	5
ESTRIE	15	16
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	1
LANAUDIÈRE	12	13
LAURENTIDES	21	23
LAVAL	18	20
MONTÉRÉGIE	25	27
MONTRÉAL	47	52
NORD-DU-QUÉBEC	17	19
OUTAOUAIS	9	10
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	8	9
TOTAL	224	246

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017, 224 DOSSIERS ONT ÉTÉ FERMÉS, CE QUI CONSTITUE UNE HAUSSE DE 26,5% PAR RAPPORT À L’ANNÉE 2015-2016.

LE NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI DE SA PROPRE INITIATIVE EST DE 8.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES PLAINTES EN JEUNESSE

2016-2017		
TOTAL		
NOMBRE DE PLAINTES JEUNESSE	332	

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017, LA COMMISSION A TRAITÉ UN TOTAL DE 332 DOSSIERS EN MATIÈRE JEUNESSE, CE QUI CONSTITUE UNE AUGMENTATION DE 49,5% PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

2016-2017		
TOTAL		
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	236	

NOUS REMARQUONS UNE HAUSSE DE 31,8% DU NOMBRE DE DOSSIERS QUE LA COMMISSION A OUVERT ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017, PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. DES 332 DEMANDES QUE LA COMMISSION A REÇUES, 236 ONT ÉTÉ ORIENTÉES EN ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UN TAUX DE RECEVABILITÉ 71,1%.

DOSSIERS FERMÉS

2016-2017		
TOTAL		
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	224	

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017, LA COMMISSION A FERMÉ 224 DOSSIERS, CE QUI REPRÉSENTE UNE HAUSSE DE 26,5% PAR RAPPORT À L'ANNÉE 2015-2016.

DOSSIERS ACTIFS

2016-2017		
TOTAL		
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	95	

EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017, NOUS AVONS 95 DOSSIERS ACTIFS, COMPARATIVEMENT À 88 L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

LES DÉLAIS

2016-2017		
TOTAL		
DÉLAI DE TRAITEMENT (EN JOURS)	126	

POUR L'ANNÉE 2016-2017, LE DÉLAI DE TRAITEMENT GLOBAL S'ÉLÈVE À 126 JOURS, CE QUI REPRÉSENTE UNE DIMINUTION DE 20 JOURS PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. CE DÉLAI COMPREND LES DOSSIERS FERMÉS AU COURS DE LA PÉRIODE POUR LA RECEVABILITÉ, L'ENQUÊTE ÉTAPE 1 ET L'ENQUÊTE ÉTAPE 2.

A. LES DÉLAIS PAR ÉTAPE

	2016-2017	
	DÉLAI PRESCRIT	DÉLAI ATTEINT
RECEVABILITÉ	15	25
ÉVALUATION	35	96
ENQUÊTE	130	323

CE TABLEAU INDIQUE LES DÉLAIS PAR ÉTAPE, POUR TOUS LES DOSSIERS ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017. PRÉCISONS QUE CERTAINS DOSSIERS INCLUS DANS LE CALCUL NE SONT PAS ENCORE FERMÉS. À LA RECEVABILITÉ, LE DÉLAI ATTEINT EST DE 25 JOURS, CE QUI SE RAPPROCHE DU DÉLAI PRESCRIT DE 15 JOURS. CECI CONSTITUE UNE NETTE DIMINUTION PAR RAPPORT À L’ANNÉE 2015-2016.

À L’ENQUÊTE ÉTAPE 1, LE DÉLAI ATTEINT EST DE 96 JOURS.

À L’ENQUÊTE ÉTAPE 2 LE DÉLAI ATTEINT EST DE 323 JOURS. IL EST NÉCESSAIRE DE PRÉCISER QU’UN CERTAIN NOMBRE DE DOSSIERS À CETTE ÉTAPE (9) NE S’EST PAS RENDU AU COMITÉ DES ENQUÊTES.

88,4% DES DOSSIERS ONT ÉTÉ RÉGLÉS À LA PREMIÈRE ÉTAPE DE L’ENQUÊTE, AINSI QU’À LA 2^E ÉTAPE (LES 9 DOSSIERS MENTIONNÉS PRÉCÉDEMMENT).

B. LES DÉLAIS SELON LE TYPE OU LE MOTIF DE FERMETURE

	2016-2017
SITUATION CORRIGÉE	363
ABSENCE DE PREUVE DE LÉSION DE DROIT	801
DÉLAI MOYEN DES DOSSIERS TRAITÉS ET FERMÉS PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES	447

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017, 59 RAPPORTS ONT ÉTÉ DÉPOSÉS AU COMITÉ DES ENQUÊTES ET ÉTUDIÉS PAR CE DERNIER. PARMI CES DOSSIERS, 34 D’ENTRE EUX CONSTITUENT UN SUIVI DES RECOMMANDATIONS, DONT CERTAINS SONT ENCORE ACTIFS EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017.

LES DÉLAIS ILLUSTRÉS DANS LE TABLEAU CONCERNENT 26 DOSSIERS, QUI ONT ÉTÉ FERMÉS PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017. ILS INDIQUENT QUE POUR LES SITUATIONS CORRIGÉES, LE DÉLAI EN 2016-2017 S’ÉLÈVE À 363 JOURS, CE QUI CONSTITUE UNE DIMINUTION DE 27 JOURS COMPARATIVEMENT À L’AN DERNIER. LE DÉLAI CONCERNANT LE MOTIF « ABSENCE DE PREUVE DE LÉSION DE DROIT » EST DE 801 JOURS. CERTAINS DOSSIERS SONT DE NATURE EXCEPTIONNELLE, ET CEUX-CI CONTRIBUENT À FAIRE AUGMENTER LA MOYENNE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2016-2017	EFFECTIFS EN PLACE AU 31 MARS 2017 (POSTES OCCUPÉS)
CADRES	12	10
PROFESSIONNELS		
AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION	4	4
AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION – JEUNESSE	1	1
AGENT D'INFORMATION	3	4
AGENT DE LA GESTION FINANCIÈRE	1	1
ANALYSTE DE LA GESTION ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS (EXPERT)	2	2
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	2	2
ANALYSTE EN INFORMATIQUE (EXPERT)	1	0
CHERCHEUR	2	3
CHERCHEUR – JEUNESSE	1	1
CHERCHEUR (EXPERT)	2	2
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	9	9
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	9	8
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS (EXPERT)	1	1
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	1	1
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (EXPERT)	1	1
CONSEILLER JURIDIQUE – CONTENTIEUX	8	8
CONSEILLER JURIDIQUE - ENQUÊTES	1	1
CONSEILLER JURIDIQUE – JEUNESSE	1	1
CONSEILLER JURIDIQUE – RECHERCHE	4	4
CONSEILLER JURIDIQUE – SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	2	2
COORDONNATEUR DE L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	2	2
COORDONNATEUR DE L'ACCUEIL ET DE L'ÉVALUATION	1	1
COORDONNATEUR DES COMMUNICATIONS	1	1
COORDONNATEUR DES ENQUÊTES CHARTE	3	2
ENQUÊTEUR CHARTE	9	16
ENQUÊTEUR JEUNESSE	3	4
MÉDIATEUR	4	3
MÉDIATEUR (EXPERT)	1	1
TOTAL	80	86

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2016-2017	EFFECTIFS EN PLACE AU 31 MARS 2017 (POSTES OCCUPÉS)
TECHNICIENS ET EMPLOYÉ(E)S DE BUREAU		
AGENTE DE BUREAU – CLASSE PRINCIPALE	7	7
BIBLIOTECHNIEN	1	1
SECRÉTAIRE	3	4
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	5	5
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	15	14
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	3	3
TECHNICIEN EN RECHERCHE	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL EN ADMINISTRATION	2	3
TECHNICIEN PRINCIPAL EN PERSONNEL	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL EN INFORMATIQUE DE GESTION	1	1
TOTAL	40	41
GRAND TOTAL	132	137

P.120 POUR L'ANNÉE 2016-2017, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL DONT LE CONTRAT EST ARRIVÉ À ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
AUCUN.

P.121 POUR L'ANNÉE 2016-2017, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
AUCUN.

**P.122 NOMBRE D’EMPLOYÉS DE L’OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC QUI SONT PAYÉS ENTIÈREMENT OU EN PARTIE
PAR DES ORDRES PROFESSIONNELS OU TOUT AUTRE ORGANISME.**

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
AUCUN.

P.123 NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS, PAR SECTEUR, DEVENUS PERMANENTS POUR 2015-2016 ET 2016-2017.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

ANNÉE	NOMINATION D'OCCASIONNELS	OCCASIONNELS EN PLACE	%
2016-2017	2	3	40

P.124 PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE MINISTÈRE ET POUR TOUS LES ORGANISMES SOUS SA JURIDICTION POUR L'ANNÉE 2016-2017.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

COMPRESSIONS DEMANDÉES EN 2016-2017 :

AUCUNE NOUVELLE CIBLE DE RÉDUCTION DE DÉPENSES N'À ÉTÉ FIXÉE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR L'EXERCICE 2016-2017.

TOUTEFOIS, LE BUDGET INTÈGRE LA RÉCURRENCE DE LA COMPRESSION 2015-2016 DE 3 % DE LA RÉMUNÉRATION REPRÉSENTANT UN MONTANT DE 202 100 \$.

- P.125 POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE :
- A) NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS;

B) LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE;

C) FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION;

D) LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES OU À DES CONGRÈS ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

A. NOMBRE DE RENCONTRES, REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS

RÉUNIONS DE L’OFFICE (CONSEIL D’ADMINISTRATION) :

- RÉUNIONS DE L’OFFICE : 11 RÉUNIONS ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 31 MARS 2017
- FRAIS DE REPAS : 0 \$
- FRAIS DE DÉPLACEMENT : 2 309 \$

B. LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE

PERSONNES À RENCONTRER	BUT DE LA RENCONTRE
JEAN PAUL DUTRISAC, PRÉSIDENT	RÉUNION DE L’OFFICE
CHRISTIANE GAGNON, VICE-PRÉSIDENTE	RÉUNION DE L’OFFICE
CHRISTINE MONTAMAT, MEMBRE	RÉUNION DE L’OFFICE
JAMES ARCHIBALD, MEMBRE	RÉUNION DE L’OFFICE
ANDRÉ JACQUES, MEMBRE	RÉUNION DE L’OFFICE

C. FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION DU BUREAU DE LA PRÉSIDENTE

- DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017 : 16 646 \$

D. LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES, DES CONGRÈS ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS

COLLOQUES OU CONGRÈS	LISTE DES PARTICIPANTS	COÛTS AFFÉRENTS
8E COLLOQUE SUR L'INTERDISCIPLINARITÉ «LA COLLABORATION INTER-ORDRES : LA CLEF DE L'INTERDISCIPLINARITÉ» REGROUPEMENT DE 20 ORDRES PROFESSIONNELS DU SECTEUR DE LA SANTÉ	JEAN PAUL DUTRISAC, PRÉSIDENT	500 \$
8E COLLOQUE SUR L'INTERDISCIPLINARITÉ «LA COLLABORATION INTER-ORDRES : LA CLEF DE L'INTERDISCIPLINARITÉ» REGROUPEMENT DE 20 ORDRES PROFESSIONNELS DU SECTEUR DE LA SANTÉ	CHRISTIANE GAGNON, VICE-PRÉSIDENTE	500 \$

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC RÉALISE SA MISSION EN EXERÇANT LES POUVOIRS ET LES RESPONSABILITÉS QUI LUI SONT CONFÉRÉS PAR LE *CODE DES PROFESSIONS* ET EN S'ACQUITTANT DES DEVOIRS QUI EN DÉCOULENT. AFIN DE GUIDER SES PRISES DE DÉCISION ET PRIORISER SES ACTIONS, UN PLAN STRATÉGIQUE A ÉTÉ ADOPTÉ POUR LA PÉRIODE 2015-2019. PRENANT EN COMPTE L'ÉVOLUTION DU CONTEXTE ET LES NOUVEAUX ENJEUX QUI SE POSENT AU SYSTÈME PROFESSIONNEL, LES AUTORITÉS DE L'OFFICE ONT IDENTIFIÉ DE NOUVELLES PRIORITÉS, EN CONTINUITÉ, TOUTEFOIS, AVEC CELLES AYANT SERVI D'ASSISES AU PRÉCÉDENT PLAN STRATÉGIQUE.

PIERRE ANGULAIRE DE LA PROTECTION DU PUBLIC AU SEIN DU SYSTÈME PROFESSIONNEL QUÉBÉCOIS, L'APPROCHE PRÉVENTIVE EST LE FIL CONDUCTEUR DES NOUVELLES PRIORITÉS IDENTIFIÉES. CELLES-CI VISENT À DÉVELOPPER UNE VISION DU SYSTÈME PROFESSIONNEL BASÉE SUR LA TRANSPARENCE ET LA COHÉRENCE DES ACTIONS, EN VUE DE CONSERVER ET DE RENFORCER LA CONFIANCE DU PUBLIC, SUR LA COOPÉRATION ET LE DYNAMISME AU SEIN DU SYSTÈME PROFESSIONNEL AINSI QUE SUR LES ADAPTATIONS DU CADRE STATUTAIRE DU SYSTÈME PROFESSIONNEL AFIN DE RÉPONDRE AUX EXIGENCES DE LA MISSION DE PROTECTION DU PUBLIC, D'UNE PART, ET AUX NOUVELLES RÉALITÉS DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE, D'AUTRE PART.

LES INTERVENTIONS EFFECTUÉES PAR L'OFFICE SONT REGROUPÉES EN CINQ DOMAINES :

- ❖ ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORDRES PROFESSIONNELS
- ❖ COMMUNICATION AVEC LE PUBLIC
- ❖ RÔLE-CONSEIL AU GOUVERNEMENT POUR L'ÉVOLUTION DU SYSTÈME PROFESSIONNEL
- ❖ EXPERTISE ET MOBILISATION DU PERSONNEL POUR SOUTENIR L'ACTION DE L'OFFICE
- ❖ PRÉSENCE ET COLLABORATION AVEC LES INSTITUTIONS CONCERNÉES PAR LA PROTECTION DU PUBLIC QUÉBÉCOIS

LES FAITS SAILLANTS POUR L'EXERCICE 2016-2017

RÉFORME DU CODE DES PROFESSIONS

LE 11 MAI 2016, LA MINISTRE DE LA JUSTICE DÉPOSAIT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE LE PROJET DE LOI N° 98 - *LOI MODIFIANT DIVERSES LOIS CONCERNANT PRINCIPALEMENT L'ADMISSION AUX PROFESSIONS ET LA GOUVERNANCE DU SYSTÈME PROFESSIONNEL*. CE DERNIER A FAIT L'OBJET DE CONSULTATIONS PARTICULIÈRES AU COURS DE L'AUTOMNE 2016 ET, EN DATE DU 31 MARS 2017, EST TOUJOURS À L'ÉTAPE DE L'ÉTUDE DÉTAILLÉE.

CE PROJET DE LOI VISE À ÉLARGIR LES COMPÉTENCES ET POUVOIRS DU COMMISSAIRE AUX PLAINTES CONCERNANT LES MÉCANISMES DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET À INSTITUER LE PÔLE DE COORDINATION EN LUI ATTRIBUANT DES FONCTIONS PRÉCISES. IL PERMET ÉGALEMENT D'APPORTER DES MODIFICATIONS IMPORTANTES À LA GOUVERNANCE ET AUX FONCTIONS DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC, À LA GOUVERNANCE DU CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC ET À L'ORGANISATION ET À LA GOUVERNANCE DES ORDRES PROFESSIONNELS. MENTIONNONS QU'EN PLUS DE TENIR COMPTE DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES PRISES À L'ÉGARD DE L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES, AU LENDEMAIN DES ÉVÈNEMENTS TRAGIQUES DU 29 JANVIER 2017, CE PROJET DE LOI PRÉVOIT DES DISPOSITIONS QUI DONNENT SUITE AUX RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.

MISE SOUS ADMINISTRATION ET ENQUÊTE

PAR AILLEURS, LE 6 JUILLET 2016, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A MIS SOUS ADMINISTRATION L'ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC. CETTE DÉCISION S'APPUYAIT NOTAMMENT SUR LES RAPPORTS ET AVIS QUE L'OFFICE A TRANSMIS À LA MINISTRE DE LA JUSTICE AU TERME DES DIFFÉRENTES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT RÉALISÉES AU COURS DES MOIS PRÉCÉDENTS. EN EFFET, RAPPELONS QU'AU COURS DE L'EXERCICE 2015-2016, L'OFFICE EFFECTUAIT UN SUIVI DE L'ÉVOLUTION DES TRAVAUX DU COMITÉ DU PLAN DE TRANSFORMATION DE L'ORDRE DES INGÉNIEURS, LEQUEL AVAIT POUR MANDAT DE METTRE EN ŒUVRE LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT PILOTE-LAMONTAGNE. DEPUIS LA MISE SOUS ADMINISTRATION, L'OFFICE EFFECTUE UN SUIVI AUPRÈS DES TROIS ADMINISTRATEURS NOMMÉS PAR LE GOUVERNEMENT ET IL INFORME RÉGULIÈREMENT LA MINISTRE DE LA JUSTICE DES MESURES QUI SONT PRISES PAR L'ORDRE, EN VUE DE RÉTABLIR UNE APPLICATION EFFICACE DES MÉCANISMES DE PROTECTION DU PUBLIC AINSI QU'UNE SAINTE GOUVERNANCE.

AU COURS DE L'EXERCICE 2016-2017, L'OFFICE A ÉGALEMENT POURSUIVI SES DÉMARCHES D'ACCOMPAGNEMENT AUPRÈS DE LA CHAMBRE DES HUISSIERS DE JUSTICE DU QUÉBEC. IL FAUT SE SOUVENIR QU'EN DÉCEMBRE 2015, L'OFFICE, APRÈS AVOIR OBTENU L'AUTORISATION DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE, INITIAIT UNE ENQUÊTE AU SEIN DE L'ORDRE. UN RAPPORT A ÉTÉ PRODUIT EN AVRIL 2016 ET DEPUIS, L'OFFICE EFFECTUE UN SUIVI ATTENTIF DE LA MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN DE REDRESSEMENT ADOPTÉ PAR L'ORDRE, LEQUEL DOIT PERMETTRE D'ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT DES ENQUÊTEURS.

MISE EN ŒUVRE AU SEIN DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DE LA LOI MODIFIANT LE CODE DES PROFESSIONS ET D’AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ MENTALE ET DES RELATIONS HUMAINES

EN RÉPONSE À UN MANDAT MINISTÉRIEL QUI LUI AVAIT ÉTÉ CONFÉ EN JANVIER 2016, L’OFFICE, CONJOINTEMENT AVEC LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES (SAA), A MIS EN PLACE UN COMITÉ EN VUE D’IDENTIFIER DES SOLUTIONS AUX DIFFICULTÉS D’APPLICATION, AU SEIN DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES, DE LA LOI MODIFIANT LE CODE DES PROFESSIONS ET D’AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ MENTALE ET DES RELATIONS HUMAINES (L.Q. 2009, c.28). AU COURS DE L’EXERCICE 2016-2017, L’OFFICE A MENÉ SES TRAVAUX EN COLLABORATION AVEC LES PARTENAIRES CONCERNÉS ET A PRÉSENTÉ, LE 12 OCTOBRE 2016, UN RAPPORT RÉDIGÉ CONJOINTEMENT AVEC LE SAA À LA MINISTRE DE LA JUSTICE AINSI QU’AU MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES AUTOCHTONES.

MODIFICATION DU RÈGLEMENT SUR LE RAPPORT ANNUEL D’UN ORDRE PROFESSIONNEL

AU COURS DE L’EXERCICE 2016-2017, L’OFFICE A MENÉ D’IMPORTANTS TRAVAUX, EN COLLABORATION AVEC LES ORDRES, AFIN DE MODIFIER LA SECTION V DU RÈGLEMENT SUR LE RAPPORT ANNUEL D’UN ORDRE QUI PORTE SUR LES ÉTATS FINANCIERS. CES TRAVAUX VISAIENT À DONNER SUITE À LA RECOMMANDATION NO 27 ISSUE DU RAPPORT DE LA COMMISSION D’ENQUÊTE SUR L’OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L’INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION, LAQUELLE DEMANDE : DE MODIFIER LE RÈGLEMENT SUR LE RAPPORT ANNUEL D’UN ORDRE PROFESSIONNEL AFIN D’IMPOSER UNE REDDITION DE COMPTES STANDARDISÉE EN MATIÈRE DE DÉPENSES CONSACRÉES À LA PROTECTION DU PUBLIC, INCLUANT L’INSPECTION ET LA DISCIPLINE PROFESSIONNELLE. LE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE RAPPORT ANNUEL D’UN ORDRE A ÉTÉ ADOPTÉ PAR LES MEMBRES DE L’OFFICE À SA SÉANCE DU 17 MARS 2017.

ENFIN, IL IMPORTE AUSSI DE SOULIGNER QU’UNE PORTION SIGNIFICATIVE DES ACTIVITÉS DE L’OFFICE, CONSACRÉES AUX ÉTUDES ET ANALYSES DE SITUATION, AUX CONSULTATIONS ET À LA RÉDACTION DE RAPPORTS ET D’AVIS, AINSI QUE LES CONTRIBUTIONS À L’ÉLABORATION OU AU CHEMINEMENT DES PROJETS RÉGLEMENTAIRES OU LÉGISLATIFS, NE S’ÉVALUE PAS TOUJOURS PAR DES RÉSULTATS QUANTITATIFS. NÉANMOINS, LE PRODUIT DE CES ACTIVITÉS EST INDISSOCIABLE DES RÉALISATIONS GLOBALES DE L’OFFICE.

POUR CHACUN DES DOMAINES D’INTERVENTION DU PLAN STRATÉGIQUE, RETENONS LES RÉALISATIONS SUIVANTES :

DOMAINE D’INTERVENTION : ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORDRES

L’OFFICE EST RESPONSABLE DU BON FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME PROFESSIONNEL. L’EXERCICE DU RÔLE D’ENCADREMENT DES ORDRES PROFESSIONNELS REPOSE SUR DES ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE ET DE CONTRÔLE. D’UNE PART, LE RÔLE DE SURVEILLANCE SE TRADUIT, ENTRE AUTRES, PAR UN SUIVI, PÉRIODIQUE OU PONCTUEL, DES ACTIVITÉS DE PROTECTION DU PUBLIC APPLIQUÉES AU SEIN DES ORDRES PROFESSIONNELS. D’AUTRE PART, LE RÔLE DE CONTRÔLE REPOSE SUR LES POUVOIRS D’EXAMEN ET D’APPROBATION DES RÈGLEMENTS ADOPTÉS PAR LES ORDRES OU DE RECOMMANDATION AUX AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES DE CERTAINS RÈGLEMENTS. PAR AILLEURS, SELON LES BESOINS ET LES OPPORTUNITÉS, L’OFFICE ACCOMPAGNE AUSSI LES ORDRES DANS LEURS EFFORTS POUR ACCOMPLIR LEUR MISSION.

RÉSOLUMENT ORIENTÉES VERS L’APPROCHE PRÉVENTIVE, ET EN CONTINUITÉ AVEC LE DOCUMENT PRODUIT EN 2012 PAR L’OFFICE, INTITULÉ « LE RÔLE DE SURVEILLANCE DE L’OFFICE DES PROFESSIONS : UN TOURNANT GUIDÉ PAR L’ACTUALISATION DE LA NOTION DE PROTECTION DU PUBLIC », QUI A ÉTÉ DIFFUSÉ AUPRÈS DES ORDRES PROFESSIONNELS ET DU CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC, LES RENCONTRES DE RÉTROACTION AVEC LES MEMBRES DES CONSEILS D’ADMINISTRATION DES ORDRES PROFESSIONNELS ET AVEC LES PRÉSIDENTES ET PRÉSIDENTS NOUVELLEMENT ÉLUS AU SEIN DES ORDRES, ONT UNE PLACE IMPORTANTE EN REGARD DE L’EXERCICE DU RÔLE DE SURVEILLANCE DE L’OFFICE. EN 2016-2017, LE PRÉSIDENT ET LA VICE-PRÉSIDENTE DE L’OFFICE ONT RENCONTRÉ CINQ CONSEILS D’ADMINISTRATION D’AUTANT D’ORDRES PROFESSIONNELS EN PLUS DE NEUF PRÉSIDENTES ET PRÉSIDENTS NOUVELLEMENT ÉLUS.

RAPPELONS QUE LE *CODE DES PROFESSIONS* PRÉVOIT QUE L’OFFICE A POUR FONCTION DE VEILLER À CE QUE CHAQUE ORDRE ASSURE LA PROTECTION DU PUBLIC. DES POUVOIRS Y SONT ASSORTIS, NOTAMMENT CELUI D’EXIGER DE TOUT ORDRE QU’IL LUI FOURNISSE TOUT DOCUMENT, RAPPORT OU RENSEIGNEMENT DONT IL A BESOIN DANS L’EXERCICE DE SES FONCTIONS, DE PROPOSER À UN ORDRE LA CONDUITE À TENIR OU LES MESURES À PRENDRE ET D’ENQUÊTER, APRÈS AVOIR OBTENU L’AUTORISATION DE LA MINISTRE, OU À LA DEMANDE DE CELLE-CI, SUR UN ORDRE QUI NE REMPLIT PAS SES OBLIGATIONS.

CE RÔLE DE SURVEILLANCE IMPLIQUE, ENTRE AUTRES, UN SUIVI DES ACTIVITÉS DES ORDRES AFIN D’ÉVALUER LA FAÇON DONT CEUX-CI S’ACQUITTENT DE LEURS OBLIGATIONS, NOTAMMENT AU MOYEN DE L’ANALYSE DES RAPPORTS ANNUELS DES ORDRES PROFESSIONNELS. LE BILAN DES ACTIVITÉS DU SYSTÈME PROFESSIONNEL EST DRESSÉ ANNUELLEMENT ET REPRODUIT AU RAPPORT ANNUEL DE GESTION DE L’OFFICE.

PAR AILLEURS, AFIN DE BIEN EXERCER SON RÔLE DE CONTRÔLE DES OUTILS RÉGLEMENTAIRES, IL EST PRÉVU QUE L’OFFICE EXAMINE LES RÈGLEMENTS QUE LES ORDRES LUI SOUMETTENT. EN APPLICATION DU *CODE DES PROFESSIONS*, CERTAINS DE CES RÈGLEMENTS SONT PAR LA SUITE SOUMIS, AVEC LA RECOMMANDATION DE L’OFFICE, AU GOUVERNEMENT QUI PEUT LES APPROUVER AVEC OU SANS MODIFICATION. DANS PLUSIEURS CAS, C’EST L’OFFICE LUI-MÊME QUI PEUT APPROUVER, AVEC OU SANS MODIFICATION, LES RÈGLEMENTS ADOPTÉS PAR LES ORDRES. EN 2016-2017, CE SONT 41 RÈGLEMENTS QUI ONT ÉTÉ PUBLIÉS, SOIT À TITRE DE PROJET OU SOIT À TITRE DE RÈGLEMENT, À LA GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC. S’AJOUTENT ÉGALEMENT À CE VOLET, L’ACCOMPAGNEMENT AUPRÈS DES ORDRES QUI LE SOLLICITENT DANS LE CADRE DE LA PRÉPARATION DE LEURS RÈGLEMENTS ET LES NOMBREUSES CONSULTATIONS PRÉVUES AU *CODE DES PROFESSIONS*.

DOMAINE D’INTERVENTION : COMMUNICATION AVEC LE PUBLIC

DANS SA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS, L’OFFICE S’ENGAGE À LES RENSEIGNER SUR TOUTE QUESTION TOUCHANT LE SYSTÈME PROFESSIONNEL ET À LES ORIENTER DANS LEURS DÉMARCHES POUR OBTENIR LES RÉPONSES À LEURS QUESTIONS OU EXERCER LES RECOURS APPROPRIÉS À LEURS DOLÉANCES. L’OFFICE ASSURE ÉGALEMENT AUX CITOYENS DES VOIES D’EXPRESSION ET ACCUEILLE LEURS COMMENTAIRES. IL ARRIVE ÉGALEMENT QUE DES PERSONNES S’ADRESSENT À L’OFFICE POUR LUI DEMANDER D’INTERVENIR À PROPOS, NOTAMMENT, DES DÉLAIS QUE PRENNENT LES RECOURS EXERCÉS OU D’UNE DÉCISION, RENDUE PAR L’INSTANCE CONCERNÉE, QUI NE LEUR EST PAS FAVORABLE. L’OFFICE REÇOIT CES SIGNALEMENTS ET TRAITE CES DEMANDES D’INTERVENTION DANS LE RESPECT DU CADRE LIMITÉ DE SON MANDAT EN CETTE MATIÈRE.

L’OFFICE A LA RESPONSABILITÉ DE RENSEIGNER LE PUBLIC SUR LE SYSTÈME PROFESSIONNEL, DE LUI ASSURER DES VOIES D’EXPRESSION ET D’ACCUEILLIR SES COMMENTAIRES. CHAQUE ANNÉE, IL REÇOIT ET TRAITE DE NOMBREUSES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS RELATIVES AU SYSTÈME PROFESSIONNEL ET AUX MÉCANISMES DE PROTECTION DU PUBLIC, QU’IL OFFRE. ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 31 MARS 2017, 529 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ONT ÉTÉ REÇUES PAR TÉLÉPHONE ET 392 DEMANDES AU MOYEN DE SON SITE WEB.

AUSI, AFIN DE PROPOSER AU PUBLIC UNE INFORMATION PERTINENTE ET ACTUALISÉE, L’OFFICE VEILLE À METTRE À JOUR, RÉGULIÈREMENT, L’INFORMATION QU’IL REND ACCESSIBLE SUR SON SITE WEB AU PUBLIC, AU PREMIER CHEF, MAIS ÉGALEMENT AUX QUELQUE 380 000 PROFESSIONNELS ÉTANT RÉGIS PAR LE *CODE DES PROFESSIONS*, AUX PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX AINSI QU’AUX PERSONNES MIGRANTES DÉSIREUSES D’EXERCER LEUR PROFESSION AU QUÉBEC.

MÊME SI L’OFFICE NE FAIT PAS PARTIE DE LA CHAÎNE DES RECOURS MIS À LA DISPOSITION DU PUBLIC ET PRÉVUS AU *CODE DES PROFESSIONS*, IL ARRIVE TOUTEFOIS QUE DES PERSONNES S’ADRESSENT À LUI AFIN DE FAIRE PART DE LEURS COMMENTAIRES OU POUR EXPRIMER LEUR INSATISFACTION; SOUVENT, ELLES LUI DEMANDENT ALORS D’INTERVENIR À PROPOS DES DÉLAIS QUE PRENNENT LES RECOURS EXERCÉS OU À L’ÉGARD D’UNE DÉCISION, RENDUE PAR L’INSTANCE CONCERNÉE, QUI NE LEUR EST PAS FAVORABLE. L’OFFICE REÇOIT CES SIGNALEMENTS ET TRAITE CES DEMANDES D’INTERVENTION EN RESPECTANT LE CADRE LIMITÉ DE SON MANDAT EN CETTE MATIÈRE. LA RÉPONSE À LA QUESTION P. 135 FOURNIT DAVANTAGE DE RENSEIGNEMENTS À CET ÉGARD.

PAR AILLEURS, LE *CODE DES PROFESSIONS* PRÉVOIT QU’AU SEIN DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DES ORDRES PROFESSIONNELS, LESQUELS SONT ADMINISTRÉS PAR LEURS MEMBRES, LE PUBLIC DOIT ÊTRE PRÉSENT. AINSI, CHAQUE ORDRE COMPTE DEUX, TROIS OU QUATRE ADMINISTRATRICES OU ADMINISTRATEURS NOMMÉS PAR L’OFFICE, SELON QUE LE CONSEIL D’ADMINISTRATION DE L’ORDRE COMPTE 8 OU 9 MEMBRES, 10 À 12 MEMBRES, ET 13 MEMBRES OU PLUS.

AU 31 MARS 2017, 151 ADMINISTRATRICES OU ADMINISTRATEURS NOMMÉS PAR L’OFFICE DES PROFESSIONS SIÈGENT AU SEIN DES CONSEILS D’ADMINISTRATION DES 46 ORDRES PROFESSIONNELS. NOTONS QUE 61 % DES ADMINISTRATEURS NOMMÉS PAR L’OFFICE NE SONT PAS MEMBRES D’UN AUTRE ORDRE PROFESSIONNEL ET QUE, DU POINT DE VUE DE LA REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES, ELLES COMPOSENT 43 % DE L’ENSEMBLE DES ADMINISTRATEURS NOMMÉS. NOTONS ÉGALEMENT QU’AU MOINS UN DES MEMBRES DU COMITÉ DE RÉVISION EN MATIÈRE DISCIPLINAIRE, AU SEIN DE CHAQUE ORDRE, EST CHOISI PARMI LES ADMINISTRATEURS NOMMÉS PAR L’OFFICE OU PARMI UNE LISTE DE PERSONNES QUE L’OFFICE DRESSE À CETTE FIN.

MENTIONNONS ÉGALEMENT QU’EN APPLICATION DU *RÈGLEMENT SUR LA PROCÉDURE DE SÉLECTION DES CANDIDATS À LA FONCTION DE JUGE DE LA COUR DU QUÉBEC, DE JUGE D’UNE COUR MUNICIPALE ET DE JUGE DE PAIX MAGISTRAT*, ENTRÉ EN VIGUEUR LE 28 JANVIER 2012, L’OFFICE DÉSIGNE DEUX PERSONNES POUR PARTICIPER AUX TRAVAUX DES COMITÉS DE SÉLECTION DES CANDIDATS À LA FONCTION DE JUGE FORMÉS PAR LA MINISTRE DE LA JUSTICE. CES PERSONNES NE SONT NI JUGE, NI AVOCAT OU NOTAIRE; ILS AGISSENT À TITRE DE REPRÉSENTANTS DU PUBLIC.

AFIN DE S’ACQUITTER DE CETTE RESPONSABILITÉ, L’OFFICE S’APPUIE SUR L’EXPERTISE DÉVELOPPÉE RELATIVEMENT À LA REPRÉSENTATIVITÉ DU PUBLIC AU SEIN DU SYSTÈME PROFESSIONNEL. C’EST À PARTIR DE LA BANQUE DE CANDIDATURES D’ADMINISTRATEURS AU SEIN DES CONSEILS D’ADMINISTRATION DES ORDRES PROFESSIONNELS QUE L’OFFICE PROCÈDE AUX DÉSIGNATIONS.

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 31 MARS 2017, LE BILAN DES DÉSIGNATIONS PAR L’OFFICE DES PROFESSIONS DES PERSONNES REPRÉSENTANT LE PUBLIC AU SEIN DES COMITÉS FORMÉS PAR LA MINISTRE DE LA JUSTICE AUX FINS DE LA SÉLECTION DES CANDIDATS À LA FONCTION DE JUGE DE LA COUR DU QUÉBEC, DE JUGE D’UNE COUR MUNICIPALE ET DE JUGE DES PAIX MAGISTRAT S’ÉTABLIT COMME SUIVANT :

NOMBRE DE REPRÉSENTANTS DU PUBLIC DÉSIGNÉS	46
• HOMMES, DONT DEUX ISSUS D’UNE COMMUNAUTÉ CULTURELLE	24
• FEMMES, DONT TROIS ISSUES D’UNE COMMUNAUTÉ CULTURELLE	22

PAR AILLEURS, LES 46 REPRÉSENTANTS DU PUBLIC DÉSIGNÉS DEMEURAIENT TOUS DANS LES RÉGIONS VISÉES PAR LES POSTES DE JUGE À POURVOIR.

DOMAINE D’INTERVENTION : RÔLE—CONSEIL AU GOUVERNEMENT POUR L’ÉVOLUTION DU SYSTÈME PROFESSIONNEL

L’OFFICE A POUR FONCTION DE CONSEILLER LES AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES, À LEUR DEMANDE OU DE SA PROPRE INITIATIVE, À L’ÉGARD DES AJUSTEMENTS ET DES MODIFICATIONS NÉCESSAIRES AU BON FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME PROFESSIONNEL. À CETTE FIN, IL PROPOSE DES PROJETS DE LOI, FORMULE DES COMMENTAIRES SUR DES SUJETS TOUCHANT, ENTRE AUTRES, LES GARANTIES DE COMPÉTENCE, D’INTÉGRITÉ ET DE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE, ET DONNE DES AVIS AU MINISTRE RESPONSABLE DE L’APPLICATION DES LOIS PROFESSIONNELLES. DANS CE CADRE, L’OFFICE EST APPELÉ À INTERAGIR AVEC LES ORDRES, LE CONSEIL INTERPROFESSIONNEL, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES CONCERNÉS PAR LES QUESTIONS DÉBATTUES AFIN DE MIEUX CERNER LES ENJEUX, EU ÉGARD À LA PROTECTION DU PUBLIC.

LES TRAVAUX À L’ÉGARD D’IMPORTANTES DOSSIERS VISANT DES AJUSTEMENTS ET DES MODIFICATIONS AU CADRE STATUTAIRE DU SYSTÈME PROFESSIONNEL ONT OCCUPÉ UNE PLACE CENTRALE DANS LES ACTIVITÉS DE L’OFFICE EN 2016-2017. CES TRAVAUX SE REGROUPENT SOUS TROIS THÈMES : RÉFORME DU *CODE DES PROFESSIONS*, DOSSIER INTER ORDRES VISANT LA MODERNISATION DES CHAMPS D’EXERCICE DES PROFESSIONNELS CONCERNÉS ET TRAVAUX RELATIFS AUX DEMANDES D’ENCADREMENT PAR LE SYSTÈME PROFESSIONNEL. RÉSUMONS LES PRINCIPALES RÉALISATIONS :

❑ **RÉFORME DU CODE DES PROFESSIONS**

LE DÉPÔT AINSI QUE LA PARTICIPATION AU CHEMINEMENT DU PROJET DE LOI N° 98 – LOI MODIFIANT DIVERSES LOIS CONCERNANT PRINCIPALEMENT L’ADMISSION AUX PROFESSIONS ET LA GOUVERNANCE DU SYSTÈME PROFESSIONNEL, CONSTITUE LE PREMIER VOLET DE LA RÉFORME DU CODE DES PROFESSIONS. AU COURS DE L’EXERCICE 2016-2017, L’OFFICE A ÉGALEMENT ENTREPRIS, DANS LE CADRE DU DEUXIÈME VOLET DE LA RÉFORME DU CODE DES PROFESSIONS, DES TRAVAUX VISANT À OPTIMISER L’ENCADREMENT DE L’EXERCICE DES PROFESSIONS EN SOCIÉTÉ. RAPPELONS QUE L’UNE DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION D’ENQUÊTE SUR L’OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L’INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION VISAIT LA MODIFICATION DU CODE DES PROFESSIONS AFIN QUE LES FIRMES DE SERVICES PROFESSIONNELS SOIENT ASSUJETTIES AU POUVOIR D’ENCADREMENT DES ORDRES PROFESSIONNELS. NOTONS ENFIN QU’EN PLUS DE VOIR À OPTIMISER L’ENCADREMENT DE L’EXERCICE EN SOCIÉTÉ, L’OFFICE ENTREPRENDRA SOUS PEU, ET EN COLLABORATION AVEC LES ORDRES, DES TRAVAUX PORTANT SUR LA RÉVISION DU SYSTÈME DE JUSTICE DISCIPLINAIRE.

❑ **DOSSIERS INTER ORDRES**

➤ **DANS LE DOMAINE DES SCIENCES APPLIQUÉES**

AU COURS DE L’EXERCICE 2016-2017, L’OFFICE A TRAVAILLÉ, CONJOINTEMENT AVEC LA RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC, EN VUE DE PROPOSER DES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES VISANT NOTAMMENT À ACTUALISER LE CHAMP D’EXERCICE DE LA PROFESSION D’INGÉNIEUR ET DE LA PROFESSION D’ARCHITECTES. L’OFFICE A ÉGALEMENT POURSUIVI SES TRAVAUX VISANT À ACTUALISER LE CHAMP D’EXERCICE DES PROFESSIONS D’AGRONOME, DE CHIMISTE ET DE GÉOLOGUE.

CES DÉMARCHES FONT SUITE AUX CONSULTATIONS PARTICULIÈRES TENUES SUR LE PROJET DE LOI N° 49 — *LOI MODIFIANT DIVERSES LOIS PROFESSIONNELLES ET D’AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES DANS LE DOMAINE DES SCIENCES APPLIQUÉES*, PRÉSENTÉ À L’ASSEMBLÉE NATIONALE EN JUIN 2013. LORS DE CES CONSULTATIONS, 43 PERSONNES ET ORGANISATIONS ONT TRANSMIS UN MÉMOIRE À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS. DE CE NOMBRE, 10 ONT ÉTÉ ENTENDUS PAR LA COMMISSION. L’ANALYSE DES NOMBREUX MÉMOIRES REÇUS, TANT CEUX TRANSMIS À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS QUE CEUX ACHÉMINÉS DIRECTEMENT À L’OFFICE, A ÉTÉ EFFECTUÉE ATTENTIVEMENT ET A MENÉ À DE NOUVELLES RÉFLEXIONS.

À LA SUITE DE CES CONSULTATIONS PARTICULIÈRES, À L’INITIATIVE DE L’OFFICE, DE NOUVELLES RENCONTRES ONT EU LIEU AVEC CERTAINS GROUPES ENTENDUS À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS ET AVEC LES ORDRES CONCERNÉS POUR TENTER D’APLANIR LES DIFFICULTÉS SOULEVÉES À L’ÉGARD DU PROJET LÉGISLATIF. AUSSI, DES CONSULTATIONS CIBLÉES ONT ÉTÉ EFFECTUÉES.

RAPPELONS QUE LE PROJET DE LOI N° 49 PROPOSAIT, NOTAMMENT, DES MODIFICATIONS À LA *LOI SUR LES AGRONOMES*, LA *LOI SUR LES ARCHITECTES*, LA *LOI SUR LES CHIMISTES PROFESSIONNELS*, LA *LOI SUR LES GÉOLOGUES* ET LA *LOI SUR LES INGÉNIEURS* AFIN DE REDÉFINIR ET D'ACTUALISER LES CHAMPS D'EXERCICE DE CES PROFESSIONNELS, AINSI QUE LES ACTIVITÉS DONT L'EXERCICE LEUR SERAIT RÉSERVÉ.

DE PLUS, CE PROJET DE LOI PROPOSAIT DES MODIFICATIONS AU CODE CIVIL POUR PRÉVOIR L'OBLIGATION QU'UN EXAMEN DE CONFORMITÉ GÉNÉRALE DES TRAVAUX AUX PLANS, AUX DEVIS ET À CERTAINS AUTRES DOCUMENTS AYANT SERVI À LES EXÉCUTER, SOIT EFFECTUÉ PAR UN ARCHITECTE OU UN INGÉNIEUR À L'ÉGARD DE TRAVAUX RELEVANT DE L'EXERCICE DE L'ARCHITECTURE ET DE L'INGÉNIERIE. IL PRÉVOYAIT AUSSI QUE L'ARCHITECTE ET L'INGÉNIEUR, POUR LES TRAVAUX QU'ILS ONT DIRIGÉS OU SURVEILLÉS, DOIVENT REMETTRE AU CLIENT LES DOCUMENTS AFFÉRENTS À CES TRAVAUX. ENFIN, LE PROJET DE LOI MODIFIAIT LA *LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME* POUR PRÉVOIR QUE LE DEMANDEUR D'UN PERMIS DE CONSTRUCTION DOIVE CONFIRMER QUE LA RESPONSABILITÉ D'EFFECTUER UN EXAMEN DE CONFORMITÉ GÉNÉRALE A ÉTÉ CONFIEE À UN ARCHITECTE OU À UN INGÉNIEUR, SELON LA NATURE DES TRAVAUX, LORSQUE LA DEMANDE DE PERMIS CONCERNE DES TRAVAUX QUI DOIVENT FAIRE L'OBJET D'UN TEL EXAMEN.

TOUTEFOIS, LES TRAVAUX DE LA 40^E LÉGISLATURE ONT PRIS FIN LE 5 MARS 2014 SANS QUE LE PROJET DE LOI N° 49 NE FRANCHISSE L'ÉTAPE DE L'ÉTUDE DÉTAILLÉE.

➤ **DANS LE DOMAINE DE L'ADMINISTRATION ET DES AFFAIRES**

DANS LA FOULÉE DES TRAVAUX DE MODERNISATION DU SYSTÈME PROFESSIONNEL ET DU MANDAT QUE LE MINISTRE DE LA JUSTICE CONFIAIT À L'OFFICE DES PROFESSIONS, EN 2012, DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DU PROJET DE LOI N° 61 – *LOI SUR LES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS*, L'OFFICE A ENTAMÉ DES DÉMARCHES VISANT À ACTUALISER CERTAINS CHAMPS D'EXERCICE PROFESSIONNEL DANS LE DOMAINE DE L'ADMINISTRATION ET DES AFFAIRES.

AINSI L'OFFICE, DE CONCERT AVEC L'ORDRE DES ADMINISTRATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC, L'ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES ET EN RELATIONS INDUSTRIELLES AGRÉÉS DU QUÉBEC ET L'ORDRE DES ÉVALUEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC, A EFFECTUÉ DES TRAVAUX DANS LE BUT DE PROPOSER DES CHAMPS D'EXERCICE PROFESSIONNEL ACTUALISÉS ET RESPECTUEUX DES COMPÉTENCES RESPECTIVES DE L'ENSEMBLE DES PROFESSIONNELS DU DOMAINE COMPTABLE ET DU DOMAINE DE L'ADMINISTRATION ET DES AFFAIRES, EU ÉGARD À LA PROTECTION DU PUBLIC. SOULIGNONS QUE LES TROIS PROFESSIONS CONCERNÉES SONT À TITRE RÉSERVÉ ET QU'AUCUN ACTE NE LEUR EST ACTUELLEMENT RÉSERVÉ.

DES PROPOSITIONS DE CHAMPS D'EXERCICE PROFESSIONNEL ACTUALISÉS ONT RÉSU LTÉ DES TRAVAUX MENÉS. PAR LA SUITE, CES PROPOSITIONS ONT ÉTÉ SOUMISES PAR L'OFFICE À UNE CONSULTATION CIBLÉE, LAQUELLE A PERMIS DE BONIFIER LES PROPOSITIONS INITIALES PRÉSENTÉES AUX ORDRES VISÉS.

DEPUIS NOVEMBRE 2014, L'OFFICE A ENTAMÉ LA DEUXIÈME PHASE DES TRAVAUX, CETTE FOIS, AFIN DE DÉTERMINER LES ACTIVITÉS À HAUT RISQUE DE PRÉJUDICE QUI, LE CAS ÉCHÉANT ET POUR LA PROTECTION DU PUBLIC, DEVRAIENT ÊTRE RÉSERVÉES AUX MEMBRES DE CES ORDRES PAR VOIE LÉGISLATIVE.

EN JANVIER 2015, LES TROIS ORDRES ONT PRÉSENTÉ À L'OFFICE UNE PROPOSITION INITIALE D'ACTIVITÉS QU'ILS DÉSIRENT VOIR RÉSERVÉES À LEURS MEMBRES. CES PROPOSITIONS ONT ÉTÉ ANALYSÉES ET DES ORIENTATIONS PRÉLIMINAIRES ONT DÉJÀ ÉTÉ DÉGAGÉES ET PRÉSENTÉES À CHACUN DES ORDRES PROFESSIONNELS CONCERNÉS. DEPUIS, LES TROIS ORDRES TRAVAILLENT À BONIFIER LEUR PROPOSITION INITIALE EN FOURNISSANT, NOTAMMENT, LES COMPLÉMENTS D'INFORMATION À L'APPUI DE LEURS DEMANDES.

AU TERME DE CETTE DEUXIÈME PHASE DES TRAVAUX, L'OFFICE VERRA À SOUMETTRE À LA MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DES LOIS PROFESSIONNELLES SES RECOMMANDATIONS SUR DES PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS LÉGISLATIVES.

➤ **DANS LE DOMAINE DES SOINS ET DES SERVICES BUCCODENTAIRES**

LA RÉFLEXION MENÉE, EN 2002, PAR LE GROUPE DE TRAVAIL MINISTÉRIEL SUR LES PROFESSIONS DE LA SANTÉ ET DES RELATIONS HUMAINES (RAPPORT BERNIER), A PERMIS DE METTRE EN RELIEF DES ENJEUX AU REGARD D'UNE PLUS GRANDE RECONNAISSANCE DU RÔLE ET DE L'AUTONOMIE DES HYGIÉNISTES DENTAIRES ET DE L'ACCROISSEMENT DES INTERVENTIONS DES DENTUROLOGISTES. DE PLUS, LA QUESTION DE L'ENCADREMENT DES ASSISTANTES DENTAIRES EST SOULEVÉE DE MANIÈRE RÉCURRENTÉ.

DÈS 2007, L'OFFICE ENTREPRENAIT DES TRAVAUX AVEC LES ORDRES DU DOMAINE BUCCODENTAIRE, SOIT L'ORDRE DES DENTISTES DU QUÉBEC, L'ORDRE DES DENTUROLOGISTES DU QUÉBEC, L'ORDRE DES HYGIÉNISTES DENTAIRES DU QUÉBEC ET L'ORDRE DES TECHNICIENS ET TECHNICIENNES DENTAIRES DU QUÉBEC EN VUE DE MODERNISER LE CHAMP D'EXERCICE PROFESSIONNEL DE LEURS MEMBRES.

PARMI LES TRAVAUX MENÉS, MENTIONNONS QUE L'OFFICE A MIS SUR PIED UN COMITÉ D'EXPERTS AFIN D'ÊTRE CONSEILLÉ CONCERNANT LA MODERNISATION DE L'ENSEMBLE DES PRATIQUES PROFESSIONNELLES DU DOMAINE BUCCODENTAIRE. LE RAPPORT DES EXPERTS, DÉPOSÉ AUX MEMBRES DE L'OFFICE EN NOVEMBRE 2012, A ÉTÉ TRANSMIS, POUR CONSULTATION, AUX ORDRES PROFESSIONNELS VISÉS, AINSI QU'À CERTAINS PARTENAIRES DE L'OFFICE. AUSSI, LES ORDRES ONT ÉTÉ INVITÉS À RECUEILLIR LES COMMENTAIRES DE LEURS MEMBRES AINSI QUE DE LEURS PRINCIPAUX PARTENAIRES. TOUS LES ORDRES PROFESSIONNELS ONT TRANSMIS DES COMMENTAIRES AU PRINTEMPS 2013 ET UNE ANALYSE DE CES COMMENTAIRES A ÉTÉ EFFECTUÉE.

EN 2015-2016, L'OFFICE A MULTIPLIÉ SES DÉMARCHES ET POURSUIVI SES ACTIONS DE CONCERTATION AUPRÈS DE CHACUN DES ORDRES PROFESSIONNELS EN VUE D'OBTENIR UN PLUS LARGE CONSENSUS POSSIBLE. EN DÉCEMBRE 2015, DES ORIENTATIONS ONT À NOUVEAU ÉTÉ SOUMISES AUX MEMBRES DE L'OFFICE. CES DERNIÈRES PROPOSENT LA MODIFICATION DU CHAMP D'EXERCICE DE TOUS LES PROFESSIONNELS DU DOMAINE BUCCODENTAIRE ET LA RÉSERVE AUX PROFESSIONNELS COMPÉTENTS, DES ACTIVITÉS JUGÉES À HAUT RISQUE DE PRÉJUDICE POUR LE PUBLIC.

CES ORIENTATIONS ONT ÉTÉ PRÉSENTÉES À LA MINISTRE DE LA JUSTICE, EN FÉVRIER 2016, LAQUELLE A DEMANDÉ PAR LA SUITE À L'OFFICE DE LUI SOUMETTRE UN PROJET DE LOI QUI TIENDRA COMPTE DE L'ENSEMBLE DES ORIENTATIONS RETENUES PAR L'OFFICE. L'OFFICE RENCONTRAIT ALORS LES ORDRES CONCERNÉS AFIN DE LEUR PRÉSENTER LES ORIENTATIONS RETENUES.

AU COURS DE L'EXERCICE 2016-2017, L'OFFICE A TRAVAILLÉ À LA RÉDACTION DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES SOUHAITÉES. UN IMPORTANT EXERCICE DE MÉDIATION A ÉGALEMENT ÉTÉ ENTREPRIS AFIN D'AMENER LES ORDRES À TRAVAILLER CONJOINTEMENT À LA RÉDACTION D'UN ÉVENTUEL GUIDE EXPLICATIF POUR ACCOMPAGNER LA MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS QUI SERONT ÉVENTUELLEMENT SOUMISES AU GOUVERNEMENT. CET EXERCICE DE MÉDIATION SE POURSUIVRA AU COURS DU PROCHAIN EXERCICE.

❑ TRAVAUX EN VUE DE L'ENCADREMENT PROFESSIONNEL

➤ DES OSTÉOPATHES

EN 2015-2016, L'OFFICE A FORMÉ UN GROUPE DE TRAVAIL COMPOSÉ D'OSTÉOPATHES, ISSUS DES DIFFÉRENTES ASSOCIATIONS, EN VUE DE PROPOSER AU GOUVERNEMENT LA CRÉATION D'UN ORDRE PROFESSIONNEL. CE DERNIER A POURSUIVI SES TRAVAUX AU COURS DE L'EXERCICE 2016-2017. NOTONS QUE CE GROUPE DE TRAVAIL S'INSCRIT DANS LA CONTINUITÉ DE L'ENSEMBLE DES ANALYSES ET DES ÉTUDES MENÉES JUSQU'ICI PAR L'OFFICE CONCERNANT L'ENCADREMENT DE LA PRATIQUE DE L'OSTÉOPATHIE.

RAPPELONS QUE SUR LA BASE DES RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR DES EXPERTS, À QUI L'OFFICE AVAIT CONFIE LE MANDAT DE LE CONSEILLER SUR LA DÉFINITION DE L'OSTÉOPATHIE, SUR LA FORMATION REQUISE POUR EXERCER L'OSTÉOPATHIE DE MANIÈRE SÉCURITAIRE AINSI QUE SUR L'ENCADREMENT DE LA PRATIQUE QUI DOIT ÊTRE PRIVILÉGIÉ, L'OFFICE A MENÉ EN 2011 UNE CONSULTATION AUPRÈS DE REPRÉSENTANTS DU COLLÈGE DES MÉDECINS DU QUÉBEC, DE L'ORDRE DE LA PHYSIOTHÉRAPIE DU QUÉBEC, DE L'ORDRE DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DU QUÉBEC, DE L'ORDRE DES ERGOTHÉRAPEUTES DU QUÉBEC ET DE L'ORDRE DES CHIROPATICIENS DU QUÉBEC.

À LA LUMIÈRE DES COMMENTAIRES RECUEILLIS, L'OFFICE A ALORS CONVENU QUE DES TRAVAUX ET DES CONSULTATIONS COMPLÉMENTAIRES S'AVÉRAIENT NÉCESSAIRES. DE PLUS, L'OFFICE A SOLlicitÉ LA COLLABORATION DE L'ENSEMBLE DES ÉCOLES ET ASSOCIATIONS D'OSTÉOPATHES DU QUÉBEC EN VUE DE COMPLÉTER, NOTAMMENT, LE PROFIL DE FORMATION DES OSTÉOPATHES QUÉBÉCOIS.

IL CONVIENT TOUTEFOIS DE RAPPELER, QU'EN L'ABSENCE D'UN PROGRAMME DE FORMATION CONDUISANT À L'OBTENTION D'UN DIPLOME RECONNU PAR LE GOUVERNEMENT, LA DÉFINITION DES CONDITIONS ET MODALITÉS DE DÉLIVRANCE D'UN ÉVENTUEL PERMIS D'EXERCICE PROFESSIONNEL PRÉSENTE UN DÉFI DE TAILLE POUR LE GROUPE DE TRAVAIL ET EXPLIQUE LES DÉLAIS PLUS IMPORTANTS DANS L'AVANCEMENT DE SES TRAVAUX.

➤ DES KINÉSIOLOGUES

LA FÉDÉRATION DES KINÉSIOLOGUES DU QUÉBEC A DÉPOSÉ À L'OFFICE, EN OCTOBRE 2013, UNE DEMANDE D'ENCADREMENT PROFESSIONNEL POUR LEURS MEMBRES. À LA SUITE D'ÉCHANGE AVEC LA FÉDÉRATION, L'OFFICE A CONVENU DE MENER UNE CONSULTATION AUPRÈS D'INSTITUTIONS ET D'ORGANISATIONS QUI COLLABORENT AVEC DES KINÉSIOLOGUES OU DONT LE MANDAT TOUCHE LEUR DOMAINE D'ACTIVITÉ. CELLE-CI AVAIT POUR BUT DE DÉTERMINER SI LES ACTES QUE POSENT LES KINÉSIOLOGUES COMPORTENT UN HAUT RISQUE DE PRÉJUDICE POUR LES PERSONNES QUI RECOURENT À LEURS SERVICES.

L'ANALYSE DES COMMENTAIRES RECUEILLIS DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION ET DES RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR LA FÉDÉRATION A ÉTÉ PRÉSENTÉE AUX MEMBRES DE L'OFFICE LORS DE LEUR RÉUNION DE DÉCEMBRE 2015. IL A ALORS ÉTÉ DÉCIDÉ DE POURSUIVRE LE PROCESSUS D'ANALYSE DE LA DEMANDE D'ENCADREMENT PROFESSIONNEL SOUMISE PAR LA FÉDÉRATION.

UNE PREMIÈRE RENCONTRE DE TRAVAIL A EU LIEU, EN FÉVRIER 2016, AVEC LES REPRÉSENTANTS DE LA FÉDÉRATION AFIN DE PRÉCISER LA DOCUMENTATION NÉCESSAIRE À LA POURSUITE DES TRAVAUX ET LE CALENDRIER DE LEUR RÉALISATION. EN JANVIER 2017, LA FÉDÉRATION A TRANSMIS LA DOCUMENTATION REQUISE PAR L'OFFICE. LES RENSEIGNEMENTS TRANSMIS SONT EN COURS D'ANALYSE.

➤ DES MASSOTHÉRAPEUTES

EN 2012, LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MASSOTHÉRAPEUTES A DÉPOSÉ À L'OFFICE UNE DEMANDE D'ENCADREMENT PAR LE SYSTÈME PROFESSIONNEL POUR LEURS MEMBRES. À LA SUITE DE L'ANALYSE DE CETTE DEMANDE, L'OFFICE ENJOIGNAIT LA FÉDÉRATION DE LUI FAIRE PARVENIR « DES DONNÉES FACTUELLES FIABLES (...) MONTRANT QUE LA SITUATION ACTUELLE EXPOSE RÉELLEMENT LE PUBLIC À DES RISQUES DE PRÉJUDICE SÉRIEUX ET RELATIVEMENT FRÉQUENTS, LESQUELS SERAIENT DIRECTEMENT ATTRIBUABLES AUX PRATIQUES ACTUELLES DES MASSOTHÉRAPEUTES ». LA FÉDÉRATION RÉPONDAIT À CETTE DEMANDE, LE 28 JANVIER 2016, EN TRANSMETTANT UN DOCUMENT COMPLÉMENTAIRE À CET EFFET.

DANS LE CONTEXTE OÙ LE PHÉNOMÈNE DE L'ÉMISSION DE REÇUS À DES FINS DE REMBOURSEMENT AUPRÈS DES COMPAGNIES D'ASSURANCE PAR DES PRATICIENS LAISSANT CROIRE QU'ILS ONT PRODIGUÉ UN MASSAGE DE NATURE THÉRAPEUTIQUE ALORS QU'IL S'AGIT D'UNE PRATIQUE À CARACTÈRE SEXUEL SEMBLE DE PLUS EN PLUS RÉPANDU, À LA DEMANDE DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE, L'OFFICE A INITIÉ DES TRAVAUX EN VUE DE PRODUIRE UN AVIS SUR L'OPPORTUNITÉ QUE LES MASSOTHÉRAPEUTES SOIENT ENCADRÉS PAR LE SYSTÈME PROFESSIONNEL.

DES TRAVAUX PRÉLIMINAIRES ONT D'ABORD ÉTÉ RÉALISÉS AFIN DE S'ASSURER DE DISPOSER D'UN PORTRAIT À JOUR DE LA SITUATION DES MASSOTHÉRAPEUTES, NOTAMMENT AU CHAPITRE DE LA FORMATION ET DES MILIEUX DE PRATIQUE. DIVERSES RECHERCHES ONT ÉGALEMENT ÉTÉ EFFECTUÉES AFIN DE REPÉRER LES SITUATIONS DANS LESQUELLES LES INTERVENTIONS DES MASSOTHÉRAPEUTES SERAIENT SUSCEPTIBLES DE METTRE EN JEU LA PROTECTION DU PUBLIC. À CETTE FIN, L'AVIS DE PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ APPELÉS À COLLABORER PLUS OU MOINS ÉTROITEMENT AVEC LES MASSOTHÉRAPEUTES A NOTAMMENT ÉTÉ SOLlicitÉ.

UNE ANALYSE PLUS APPROFONDIE SERA EFFECTUÉE EN 2017-2018, ENTRE AUTRES À L'ÉGARD DES FACTEURS PRÉVUS AU *CODE DES PROFESSIONS* (ARTICLES 25 ET 26 DU CODE) DONT L'OFFICE DOIT TENIR COMPTE POUR RECOMMANDER OU NON QU'UN NOUVEAU GROUPE SOIT ENCADRÉ PAR LE SYSTÈME PROFESSIONNEL, EU ÉGARD À LA PROTECTION DU PUBLIC. NOTAMMENT, LES PRÉSUMPTIONS DE RISQUE DE PRÉJUDICE QUI SE SONT DÉGAGÉES DES TRAVAUX MENÉS JUSQU'ICI DEVRONT FAIRE L'OBJET DE CETTE ANALYSE.

➤ DES BIOLOGISTES ET DES MICROBIOLOGISTES

DANS LA FOULÉE DU PROJET DE LOI N° 49 – *LOI MODIFIANT DIVERSES LOIS PROFESSIONNELLES ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES DANS LE DOMAINE DES SCIENCES APPLIQUÉES*, PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN 2013, ET CONSIDÉRANT L'HISTORIQUE DU DOSSIER, L'ASSOCIATION DES BIOLOGISTES DU QUÉBEC ET L'ASSOCIATION DES MICROBIOLOGISTES DU QUÉBEC ONT MANIFESTÉ DE NOUVEAU L'INTÉRÊT À L'EFFET QUE LEURS MEMBRES INTÈGRENT LE SYSTÈME PROFESSIONNEL.

EN EFFET, AU MILIEU DES ANNÉES 1990, UN PROJET DE CONSTITUTION EN ORDRE PROFESSIONNEL DE CES DEUX GROUPES AVAIT ÉTÉ SOUMIS AU MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DES LOIS PROFESSIONNELLES, MAIS N'AVAIT JAMAIS FRANCHI L'ÉTAPE DE L'ANALYSE DU CONSEIL EXÉCUTIF ET DU SÉCRÉTARIAT À L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE. LES ARGUMENTS SOUTENUS À L'ÉPOQUE PORTAIENT ESSENTIELLEMENT SUR LE FAIT QUE L'ENCADREMENT PROFESSIONNEL DÉJÀ EN PLACE DANS LES MILIEUX DE PRATIQUE DES BIOLOGISTES ÉTAIT JUGÉ SUFFISANT POUR ASSURER LA PROTECTION DU PUBLIC. IL AVAIT AUSSI ÉTÉ ARGUÉ QUE LES BIOLOGISTES NE RÉPONDAIENT PAS À CERTAINS CRITÈRES PRÉVUS AU *CODE DES PROFESSIONS* POUR LA CRÉATION D'UN ORDRE PROFESSIONNEL. DE PLUS, DES IMPACTS FINANCIERS ÉTAIENT ALORS ANTICIPÉS DANS LES MILIEUX DE TRAVAIL EMPLOYANT DES BIOLOGISTES, NOTAMMENT L'ÉTAT QUÉBÉCOIS.

EN 2015-2016, DES ÉCHANGES ONT EU LIEU AVEC L'ASSOCIATION DES BIOLOGISTES DU QUÉBEC ET L'ASSOCIATION DES MICROBIOLOGISTES DU QUÉBEC AFIN DE COMPLÉTER ET DE VALIDER L'INFORMATION RECUEILLIE PAR L'OFFICE. CES RENCONTRES ONT ÉGALEMENT ÉTÉ L'OCCASION D'AMORCER LES DISCUSSIONS CONCERNANT LA PRATIQUE DE LEURS MEMBRES RESPECTIFS ET LES ACTIVITÉS À HAUT RISQUE DE PRÉJUDICE QUI POURRAIENT FAIRE L'OBJET D'UNE RÉSERVE D'ACTIVITÉS, EN EXCLUSIVITÉ OU EN PARTAGE, AVEC D'AUTRES PROFESSIONNELS.

L'EXERCICE 2016-2017 A PERMIS DE METTRE À JOUR LES DONNÉES CONCERNANT LES FORMATIONS PERTINENTES ET LES ACTIVITÉS RÉALISÉES PAR LES BIOLOGISTES ET LES MICROBIOLOGISTES DANS LES DIFFÉRENTS MILIEUX DE PRATIQUE. CES DONNÉES SERONT TRANSMISES, POUR VALIDATION, AUX PARTENAIRES CONCERNÉS.

➤ AUTRES DEMANDES D'ENCADREMENT

PAR AILLEURS, IL ARRIVE QUE CERTAINES DEMANDES D'ENCADREMENT SOIENT RÉACTIVÉES PAR LES GROUPES DEMANDEURS. IL S'AGIT, ENTRE AUTRES, DE DEMANDES POUR LESQUELLES L'OFFICE ESTIME QUE LES INFORMATIONS PRÉSENTÉES PAR LES GROUPES DEMANDEURS NE PERMETTENT PAS DE FAIRE LA DÉMONSTRATION À SAVOIR QUE L'ENSEMBLE DES FACTEURS PRÉVUS À L'ARTICLE 25 DU *CODE DES PROFESSIONS* SONT RENCONTRÉS POUR RECOMMANDER LA CONSTITUTION D'UN ORDRE PROFESSIONNEL OU L'INTÉGRATION D'UN GROUPE DEMANDEUR À UN ORDRE DISTINCT.

CHACUNE DE SES DEMANDES RÉACTIVÉES NÉCESSITE LA MOBILISATION DE RESSOURCES POUR PROCÉDER À L'ANALYSE ET FOURNIR AUX AUTORITÉS DE L'OFFICE, LES ORIENTATIONS APPROPRIÉES. AU COURS DE L'ANNÉE 2016-2017, L'OFFICE A PROCÉDÉ À L'ANALYSE DE NOUVEAUX DOCUMENTS TRANSMIS PAR LES GROUPES DEMANDEURS DANS LES DOSSIERS, NOTAMMENT, DES PLANIFICATEURS FINANCIERS, DES TECHNICIENS AMBULANCIERS ET DES INSPECTEURS ET VÉRIFICATEURS EN QUALITÉ DU BÂTIMENT.

L'OFFICE A ÉGALEMENT POURSUIVI SES TRAVAUX EN VUE DE BONIFIER L'ENCADREMENT PROFESSIONNEL DES THÉRAPEUTES DU SPORT. RAPPELONS QUE CES DERNIERS SONT ACTUELLEMENT AUTORISÉS À EFFECTUER DES ACTIVITÉS MÉDICALES DANS LE CADRE D'UN RÈGLEMENT D'AUTORISATION DU COLLÈGE DES MÉDECINS DU QUÉBEC PRIS EN VERTU DU PARAGRAPHE H) DE L'ARTICLE 94 DU *CODE DES PROFESSIONS*.

DOMAINE D'INTERVENTION : EXPERTISE ET MOBILISATION DU PERSONNEL POUR SOUTENIR L'ACTION DE L'OFFICE

LES RESSOURCES HUMAINES DE L'OFFICE CONSTITUENT UN FACTEUR DE SUCCÈS CRUCIAL POUR LA RÉALISATION DE SA MISSION ET DE SES ORIENTATIONS. LES LEVIERS DE PERFORMANCE DE L'OFFICE REPOSENT SUR L'EXPERTISE DÉMONTRÉE DANS SES INTERVENTIONS ET SUR LA QUALITÉ DES RELATIONS ÉTABLIES AVEC LES DIVERSES PARTIES PRENANTES DU SYSTÈME PROFESSIONNEL ET LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES AVEC LESQUELS IL EST APPELÉ À COLLABORER.

AU COURS DE L'ANNÉE 2016-2017, EN VUE D'OPTIMISER LE TRAITEMENT ET LE SUIVI DE CERTAINS TYPES DE DOSSIERS, L'OFFICE A PROCÉDÉ À UNE REDÉFINITION DE DIVERS RÔLES DE SON PERSONNEL, DONT CELUI DE LA DIRECTRICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ADJOINTE EXÉCUTIVE. DE PLUS, AFIN DE S'ASSURER DE FOURNIR LE MEILLEUR ENVIRONNEMENT À L'ENSEMBLE DE SES RESSOURCES, L'OFFICE A MOBILISÉ CHACUNE DE SES DIRECTIONS EN VUE DE LA MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN D'ACTION VISANT À OPTIMISER LA DYNAMIQUE D'ÉQUIPE AU SEIN DE L'OFFICE.

ENFIN, L'OFFICE A PRIS DES MESURES VISANT À ASSURER LE TRANSFERT D'EXPERTISE ET LA FORMATION DE NOUVELLES RESSOURCES AU SEIN DE L'ORGANISATION.

DOMAINE D'INTERVENTION : PRÉSENCE ET COLLABORATION AVEC LES INSTITUTIONS CONCERNÉES PAR LA PROTECTION DU PUBLIC QUÉBÉCOIS

BIEN ANCRÉES DANS LA CULTURE ORGANISATIONNELLE DE L'OFFICE, LES ACTIVITÉS DE CONCERTATION ET DE COLLABORATION AVEC SES PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX ET INSTITUTIONNELS OCCUPENT UNE PLACE IMPORTANTE DANS LE CADRE DE SES ACTIONS STRATÉGIQUES. C'EST EN TANT QU'ACTEUR SOCIO-ÉCONOMIQUE D'IMPORTANCE QUE LE SYSTÈME PROFESSIONNEL, PAR L'ENTREMISE DE L'OFFICE ET DU CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC, RAYONNE AFIN DE FAIRE VALOIR ET DE PRÉSERVER LE RESPECT DE LA PROTECTION DU PUBLIC DANS LA RECHERCHE D'UN ÉQUILIBRE AVEC LES GRANDES PRIORITÉS DE L'ÉTAT.

LA LOI INSTITUANT LE POSTE DE COMMISSAIRE AUX PLAINTES CONCERNANT LES MÉCANISMES DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES (PL n° 53) A ÉTÉ ADOPTÉE EN 2009. CETTE LOI, EN PLUS D'INSTITUER LE POSTE DE COMMISSAIRE ET SES DIFFÉRENTES FONCTIONS, A AJOUTÉ COMME OBLIGATION À L'OFFICE (*PARAGRAPHE 7.1° DE L'ARTICLE 12 DU CODE DES PROFESSIONS*) DE PRENDRE, EN CONCERTATION AVEC LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR¹ (MEES), LES MESURES VISANT À FAVORISER LA COLLABORATION ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET LES ORDRES PROFESSIONNELS AFIN QUE, LORSQU'UN ORDRE PROFESSIONNEL EXIGE D'UNE PERSONNE QU'ELLE ACQUIÈRE UNE FORMATION D'APPOINT (EN APPLICATION D'UN RÈGLEMENT PRIS EN VERTU DES PARAGRAPHES C, C.1 OU C.2 DE L'ARTICLE 93, DU PARAGRAPHE 1) DE L'ARTICLE 94 POUR LA PARTIE QUI CONCERNE LES NORMES D'ÉQUIVALENCE, OU DES PARAGRAPHES Q) OU R) DE CE MÊME ARTICLE), CETTE FORMATION SOIT OFFERTE PAR UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT.

POUR METTRE EN ŒUVRE CETTE RESPONSABILITÉ CONFÉE PAR LA LOI, L'OFFICE, EN CONCERTATION AVEC LE MEES, A MIS EN PLACE EN 2010 LE « PÔLE DE COORDINATION POUR L'ACCÈS À LA FORMATION PRESCRITE PAR LES ORDRES PROFESSIONNELS AINSI QU'AUX STAGES » (LE PÔLE). DE PLUS, LE PARAGRAPHE 7.2° IMPOSE À L'OFFICE DE « FAIRE RAPPORT ANNUELLEMENT AU GOUVERNEMENT SUR LES MESURES PRISES EN APPLICATION DU PARAGRAPHE 7.1° ET D'Y FORMULER LES RECOMMANDATIONS QU'IL JUGE APPROPRIÉES. »

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DES PROFESSIONS, LE PÔLE RÉUNIT LES REPRÉSENTANTS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT (MEES), DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION (MIDI), DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS), DU CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC (CIQ), DE LA FÉDÉRATION DES CÉGÉPS AINSI QUE DU BUREAU DE COOPÉRATION INTERUNIVERSITAIRE (BCI).

RAPPELONS QUE L'OFFICE DES PROFESSIONS, DEPUIS 2007, COLLABORE ACTIVEMENT AVEC SES PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX À LA NÉGOCIATION ET À LA MISE EN ŒUVRE DES ENTENTES ET DES ACCORDS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX DE MOBILITÉ VISANT LES PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES PAR LE *CODE DES PROFESSIONS*. IL ASSISTE ÉGALEMENT LES ORDRES PROFESSIONNELS DANS LA NÉGOCIATION D'ENTENTES AVEC LEURS HOMOLOGUES DES AUTRES PROVINCES OU PAYS, AINSI QU'À L'ÉGARD DE LA PRÉPARATION DE LA RÉGLEMENTATION DONNANT EFFET À CES ENTENTES ET ACCORDS.

¹. NOM DU MINISTÈRE ACTUELLEMENT.

LA RÉALISATION DES TRAVAUX REPOSE SUR LA CUEILLETTE D'INFORMATIONS LA PLUS À JOUR ET LES PLUS DIVERSIFIÉES, SUR LA MISE EN COMMUN DE CES INFORMATIONS ET SUR LEUR ANALYSE CONJOINTE À DES FINS D'IDENTIFICATION DES PROBLÉMATIQUES ET DES PISTES DE SOLUTION POUR LES RÉSOUDRE.

NOTONS AUSSI QUE LE PRÉSIDENT DE L'OFFICE DES PROFESSIONS EST MEMBRE DE LA TABLE DES ORGANISMES DE PROTECTION DU PUBLIC. SOUS L'ÉGIDE DE LA PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR, CETTE TABLE REGROUPE ÉGALEMENT L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS, LA RÉGIE DU LOGEMENT ET LA RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC.

P.127 POUR LES ANNÉES 2015-2016 ET 2016-2017, INDIQUER:

- A) LA LISTE DES EMPLOYÉS DE L'OPQ ET LEUR RÉMUNÉRATION, EN INDIQUANT LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT;**
 - B) LA LISTE DES PERSONNES ET DES MEMBRES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT;**
 - C) LA LISTE DES PERSONNES ET DES MEMBRES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉS, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT.**
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA QUESTION P.2

P.128 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES DEMANDES D'INTERVENTION ACHEMINÉES À L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES ORDRES PROFESSIONNELS CONCERNÉS, INCLUANT UNE BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRES ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS, ET CE, POUR 2015-2016 ET 2016-2017.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

DANS SA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS, L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC S'ENGAGE À RENSEIGNER LE PUBLIC SUR TOUTE QUESTION TOUCHANT LE SYSTÈME PROFESSIONNEL ET À ACCOMPAGNER LES CITOYENS DANS LEURS DÉMARCHES POUR OBTENIR LES RÉPONSES APPROPRIÉES À LEURS QUESTIONS OU POUR EXERCER LES RECOURS APPROPRIÉS À LEURS DOLÉANCES. IL ASSURE AINSI AUX CITOYENS UNE INFORMATION COMPLÈTE ET PERTINENTE, IL LEUR FOURNIT DES VOIES D'EXPRESSION ET IL ACCUEILLE LEURS COMMENTAIRES.

LE *CODE DES PROFESSIONS* (RLRQ CHAPITRE C-26) S'APPLIQUE À TOUS LES ORDRES PROFESSIONNELS ET À TOUS LEURS MEMBRES. CETTE LOI STIPULE CLAIREMENT QUE LES ORDRES PROFESSIONNELS ONT POUR PRINCIPALE FONCTION DE PROTÉGER LE PUBLIC. À CETTE FIN, LE CODE LEUR IMPOSE LE DEVOIR DE CONTRÔLER L'EXERCICE DE LA PROFESSION PAR LEURS MEMBRES, NOTAMMENT POUR GARANTIR LEUR COMPÉTENCE ET LEUR INTÉGRITÉ AINSI QUE POUR S'ASSURER DU RESPECT DES RÈGLES DÉONTOLOGIQUES AUXQUELLES ILS ONT L'OBLIGATION DE SE CONFORMER.

À CETTE FIN, LES ORDRES DOIVENT METTRE À LA DISPOSITION DU PUBLIC LES RECOURS PRÉVUS PAR LE *CODE DES PROFESSIONS*, NOTAMMENT POUR DONNER SUITE AUX DEMANDES PROVENANT DES CITOYENS QUI CROIENT AVOIR ÉTÉ LÉSÉS PAR UN PROFESSIONNEL AGISSANT DANS LE COURS NORMAL DE L'EXERCICE DE SA PROFESSION.

LE *CODE DES PROFESSIONS* CONSTITUE SPÉCIFIQUEMENT DES INSTANCES QUI SONT HABILITÉES À RECEVOIR ET À TRAITER LES RECOURS DISCIPLINAIRES. AINSI, TOUTE PERSONNE PEUT S'ADRESSER AU SYNDIC, AU COMITÉ DE RÉVISION ET AU CONSEIL DE DISCIPLINE CONSTITUÉ AU SEIN DE CHAQUE ORDRE PROFESSIONNEL. LES RECOURS RELATIFS AUX HONORAIRES SONT TRAITÉS SUIVANT LA PROCÉDURE PRÉVUE ET PAR LES PERSONNES DÉSIGNÉES À CETTE FIN PAR RÈGLEMENT QU'UN ORDRE PROFESSIONNEL DOIT ADOPTER EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88 DU *CODE DES PROFESSIONS*.

PRÉCISONS QUE L'OFFICE N'APPARAÎT PAS DANS LA CHAÎNE DES RECOURS FORMELS PRÉVUS AU *CODE DES PROFESSIONS* ET N'A DONC PAS AUTORITÉ POUR MODIFIER OU RENSERVER LES DÉCISIONS DES INSTANCES AUXQUELLES LA LOI A ATTRIBUÉ COMPÉTENCE POUR ENQUÊTER OU JUGER LA CONDUITE D'UN PROFESSIONNEL.

IL ARRIVE TOUTEFOIS QUE DES PERSONNES S'ADRESSENT À L'OFFICE POUR LUI FAIRE PART DE LEURS COMMENTAIRES OU POUR EXPRIMER LEUR INSATISFACTION, ET SOUVENT ELLES LUI DEMANDENT D'INTERVENIR À PROPOS DES DÉLAIS QUE PRENNENT LES RECOURS EXERCÉS OU À L'ÉGARD D'UNE DÉCISION DE L'INSTANCE CONCERNÉE QUI NE LEUR EST PAS FAVORABLE. L'OFFICE REÇOIT CES SIGNALEMENTS ET DONNE SUITE À CES DEMANDES D'INTERVENTION EN RESPECTANT LE CADRE LIMITÉ DE SES FONCTIONS EN CETTE MATIÈRE.

AINSI, L'OFFICE S'APPLIQUE PRINCIPALEMENT À FOURNIR À CES PERSONNES LES RENSEIGNEMENTS NÉCESSAIRES À UNE BONNE COMPRÉHENSION DE LEUR SITUATION ET À CANALISER LEURS ACTIONS VERS LES MÉCANISMES APPROPRIÉS MIS À LEUR DISPOSITION PAR LE SYSTÈME PROFESSIONNEL. IL VEILLE ÉGALEMENT À FAVORISER UNE COMMUNICATION UTILE ENTRE LE CITOYEN ET L'ORDRE CONCERNÉ. L'OFFICE N'INTERVIENT DONC PAS QUANT AU FOND, MAIS JOUE PLUTÔT UN RÔLE DE FACILITATEUR, POUR PERMETTRE AUX PERSONNES QUI S'ADRESSENT À LUI D'EXERCER DE LA MANIÈRE LA PLUS EFFICACE POSSIBLE LEURS RECOURS AUPRÈS DES INSTANCES COMPÉTENTES.

DANS LES CAS OÙ UNE INTERVENTION DE LA PART DE L'OFFICE EST INDICUÉE, CELLE-CI CONSISTE GÉNÉRALEMENT À COMMUNIQUER AVEC L'ORDRE POUR LE SENSIBILISER AU BESOIN D'INFORMATION D'UN CITOYEN, NOTAMMENT DANS LE CAS OÙ UN SYNDIC DÉCIDE DE NE PAS PORTER UNE PLAINTÉ DEVANT LE CONSEIL DE DISCIPLINE OU POUR RAPPELER LES DÉLAIS QUI SONT PRÉVUS AU *CODE DES PROFESSIONS*¹ RELATIFS AU TRAITEMENT D'UNE DEMANDE D'ENQUÊTE. L'OFFICE INFORME ALORS LE CITOYEN DE SON INTERVENTION EN L'INVITANT À LUI SIGNALER LA PERSISTANCE DES DIFFICULTÉS ÉPROUVÉES OU À L'INFORMER DE LA CONCLUSION DE SES DÉMARCHES.

D'UNE MANIÈRE PLUS GÉNÉRALE, L'OFFICE PEUT ADRESSER À L'ORDRE DES COMMENTAIRES OU DES SUGGESTIONS SUR SES FAÇONS DE FAIRE EN VUE D'AMÉLIORER LES SERVICES QU'IL OFFRE AUX CITOYENS ET LUI PROPOSER LA CONDUITE À TENIR OU LES MESURES À PRENDRE POUR ASSURER DE MANIÈRE OPTIMALE LA PROTECTION DU PUBLIC ET L'EFFICACITÉ DES MÉCANISMES PRÉVUES À CET EFFET.

LE TABLEAU SUIVANT FOURNIT QUELQUES DONNÉES INDICATIVES RELATIVES AUX DEMANDES D'INTERVENTION REÇUES À L'OFFICE. NOTONS TOUTEFOIS QUE CES DONNÉES NE CONSTITUENT PAS UN PORTRAIT EXHAUSTIF DE L'APPLICATION DES MÉCANISMES DE PROTECTION DU PUBLIC AU SEIN DU SYSTÈME PROFESSIONNEL ET NE PERMETTENT PAS D'ÉTABLIR DES COMPARAISONS DE PERFORMANCE ENTRE LES ORDRES.

¹ IL S'AGIT DES ARTICLES 123, 123.1, 123.4 ET 123.5 DU CODE DES PROFESSIONS (L.R.Q., C-26)

PÉRIODE DE RÉFÉRENCE	2016-2017 ²
NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS	21
OBJET DES DEMANDES D’INTERVENTION :	
BUREAU DU SYNDIC	
• DÉFAUT DE RESPECTER LES DÉLAIS PRESCRITS	9.53 %
• DURÉE DE L’ENQUÊTE	9.53 %
• CONTESTATION DE LA DÉCISION DE NE PAS PORTER PLAINTÉ AU CONSEIL DE DISCIPLINE	42.80 %
• ABSENCE OU FAIBLESSE DES MOTIFS JUSTIFIANT LA DÉCISION DE NE PAS PORTER PLAINTÉ	AUCUNE
• REFUS DE FAIRE ENQUÊTE	9.53 %
COMITÉ DE RÉVISION	
• DÉFAUT DE RESPECTER LES DÉLAIS PRESCRITS	4.77 %
• CONTESTATION DE L’AVIS DU COMITÉ	4.77 %
• ABSENCE DE MOTIVATION DE L’AVIS DU COMITÉ	AUCUNE
CONSEIL DE DISCIPLINE	
• MULTIPLICATION DES PROCÉDURES ET DES DÉLAIS	AUCUNE
• CONTESTATION DE LA DÉCISION	AUCUNE
CONCILIATION ET ARBITRAGE DES COMPTES	4.77 %
FONDS D’INDEMNISATION ET ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE	AUCUNE
CONSEIL D’ADMINISTRATION - COMITÉ EXÉCUTIF - PRÉSIDENCE	9.53 %
DEMANDES D’INTERVENTION ADRESSÉES À LA MINISTRE	4.77 %
AUTRES OBJETS	AUCUNE

DE PLUS, L’OFFICE REÇOIT CHAQUE ANNÉE DE NOMBREUSES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS RELATIVES AU SYSTÈME PROFESSIONNEL, NOTAMMENT QUANT AUX DIFFÉRENTS MÉCANISMES DE PROTECTION DU PUBLIC QUI SONT MIS EN APPLICATION PAR LES ORDRES PROFESSIONNELS. L’OFFICE DONNE SUITE À CES DEMANDES CONFORMÉMENT AU PROCESSUS PRÉVU À SA DÉCLARATION DE SERVICE AUX CITOYENS. POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 21 MARS 2017, L’OFFICE A REÇU 392 COURRIELS ET PRÈS DE 529 APPELS TÉLÉPHONIQUES RELATIFS À CES DEMANDES OU À DES COMMENTAIRES PORTANT SUR UN ASPECT OU L’AUTRE DU SYSTÈME PROFESSIONNEL.

² PÉRIODE DE RÉFÉRENCE COMPRISE ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 21 MARS 2017

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC A ÉMIS DES AVIS DANS LEQUEL IL A FAIT PART DE SES COMMENTAIRES RELATIVEMENT AUX DOSSIERS SUIVANTS :

- PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT AFIN DE MODERNISER LE RÉGIME D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTAL ET MODIFIANT D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES NOTAMMENT POUR RÉFORMER LA GOUVERNANCE DU FONDS VERT;
- PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2016-2018 EN MATIÈRE D'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF — BÂTIR L'ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES DE DEMAIN;
- OPTILAB : DÉMARCHE D'OPTIMISATION DES LABORATOIRES DE BIOLOGIE MÉDICALE;
- RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR L'ASSISTANCE MÉDICALE.

P.130 NOM DES ORDRES PROFESSIONNELS AYANT DÉPOSÉ DES MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES POUR FACILITER LA RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES ÉTRANGÈRES ET TOUT AUTRE RÈGLEMENT EN VERTU DES MODIFICATIONS ADOPTÉES PAR LE PROJET DE LOI N° 14, SANCTIONNÉ LE 14 JUIN 2006.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

EN DATE DU 31 MARS 2016, VOICI L'ÉTAT DE LA RÉGLEMENTATION DEPUIS L'ADOPTION DE LA *LOI MODIFIANT LE CODE DES PROFESSIONS CONCERNANT LA DÉLIVRANCE DE PERMIS* (PROJET DE LOI N° 14) SANCTIONNÉE LE 14 JUIN 2006 :

TRENTE-HUIT (38) ORDRES PROFESSIONNELS ONT DÉPOSÉ UN RÈGLEMENT POUR DÉTERMINER LES AUTORISATIONS LÉGALES D'EXERCER UNE PROFESSION HORS DU QUÉBEC QUI DONNENT OUVERTURE À UN PERMIS OU À UN CERTIFICAT DE SPÉCIALISTE DE L'ORDRE EN VERTU DE **L'ARTICLE 94 Q DU CODE DES PROFESSIONS** (RLRQ, CHAPITRE C-26), ET CE, AFIN DE SE CONFORMER AU CHAPITRE 7 SUR LA MOBILITÉ DE LA MAIN D'ŒUVRE DE L'ACCORD SUR LE COMMERCE INTÉRIEUR (ACI).

DE CE NOMBRE, TRENTE-HUIT (38) ORDRES ONT UN RÈGLEMENT QUI EST EN VIGUEUR. IL S'AGIT DES ORDRES SUIVANTS :

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none">- ORDRE DES ACUPUNCTEURS DU QUÉBEC- ORDRE DES ADMINISTRATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC- ORDRE DES AGRONOMES DU QUÉBEC- ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC- ORDRE DES ARPENTEURS-GÉOMÈTRES DU QUÉBEC- ORDRE DES AUDIOPROTHÉSISTES DU QUÉBEC- BARREAU DU QUÉBEC- ORDRE DES CHIMISTES DU QUÉBEC- ORDRE DES CHIROPRACTICIENS DU QUÉBEC- ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC- ORDRE DES DENTISTES DU QUÉBEC- ORDRE DES DENTUROLOGISTES DU QUÉBEC- ORDRE PROFESSIONNEL DES DIÉTÉTISTES DU QUÉBEC- ORDRE DES ERGOTHÉRAPEUTES DU QUÉBEC- ORDRE DES GÉOLOGUES DU QUÉBEC- ORDRE DES HYGIÉNISTES DENTAIRES DU QUÉBEC- ORDRE DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DU QUÉBEC- ORDRE DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS AUXILIAIRES DU QUÉBEC- ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC- ORDRE DES INGÉNIEURS FORESTIERS DU QUÉBEC- ORDRE PROFESSIONNEL DES INHALOTHÉRAPEUTES DU QUÉBEC | <ul style="list-style-type: none">- COLLÈGE DES MÉDECINS DU QUÉBEC- ORDRE DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES DU QUÉBEC- ORDRE DES OPTICIENS D'ORDONNANCES DU QUÉBEC- ORDRE DES OPTOMÉTRISTES DU QUÉBEC- ORDRE DES ORTHOPHONISTES ET AUDIOLOGISTES DU QUÉBEC- ORDRE DES PODIATRES DU QUÉBEC- ORDRE DES PHARMACIENS DU QUÉBEC- ORDRE PROFESSIONNEL DE LA PHYSIOTHÉRAPIE DU QUÉBEC- ORDRE DES PSYCHOLOGUES DU QUÉBEC- ORDRE PROFESSIONNEL DES TECHNOLOGISTES MÉDICAUX DU QUÉBEC- ORDRE DES TECHNOLOGUES PROFESSIONNELS DU QUÉBEC- ORDRE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX ET DES THÉRAPEUTES CONJUGAUX ET FAMILIAUX DU QUÉBEC- ORDRE DES SAGES-FEMMES DU QUÉBEC- ORDRE DES TECHNICIENS ET TECHNICIENNES DENTAIRES DU QUÉBEC- ORDRE DES TECHNOLOGUES EN IMAGERIE MÉDICALE, EN RADIO-ONCOLOGIE ET EN ÉLECTROPHYSIOLOGIE MÉDICALE DU QUÉBEC- ORDRE DES TRADUCTEURS, TERMINOLOGUES ET INTERPRÈTES DU QUÉBEC- ORDRE DES URBANISTES DU QUÉBEC |
|---|--|

NOTONS QUE LES SIX (6) ORDRES PROFESSIONNELS SUIVANTS N'ONT PAS ADOPTÉ DE RÈGLEMENT PUISQU'ILS N'ONT PAS DE VIS-À-VIS DANS LES AUTRES PROVINCES OU TERRITOIRES CANADIENS : L'ORDRE DES CONSEILLERS ET CONSEILLÈRES D'ORIENTATION DU QUÉBEC, L'ORDRE DES PSYCHOÉDUCATEURS ET PSYCHOÉDUCATRICES DU QUÉBEC, LA CHAMBRE DES HUISSIERS DE JUSTICE DU QUÉBEC, LA CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC, L'ORDRE PROFESSIONNEL DES SEXOLOGUES DU QUÉBEC, ET L'ORDRE PROFESSIONNEL DES CRIMINOLOGUES DU QUÉBEC, ORDRE NOUVELLEMENT CRÉÉ EN JUILLET 2015.

DEPUIS NOVEMBRE 2013, L'ONTARIO RÉGLEMENTE LES PROFESSIONNELS EN RESSOURCES HUMAINES, L'ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES ET EN RELATIONS INDUSTRIELLES AGRÉÉS DU QUÉBEC A ÉTÉ INFORMÉ QU'IL DEVRA ADOPTER UN RÈGLEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 94 Q DU *CODE DES PROFESSIONS*. EN CE QUI CONCERNE L'ORDRE DES ÉVALUATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC, DEPUIS CETTE ANNÉE, CETTE PROFESSION EST DORÉNAVANT RÉGLEMENTÉE EN SASKATCHEWAN. NOTONS TOUTEFOIS QUE CES DEUX PROFESSIONS SONT VISÉES PAR LES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR L'OFFICE DES PROFESSIONS RELATIFS À LA MODERNISATION DES CHAMPS D'EXERCICE PROFESSIONNEL DU DOMAINE DE L'ADMINISTRATION ET DES AFFAIRES. CONSÉQUEMMENT, IL EST PRÉFÉRABLE QUE LES TRAVAUX MENANT À L'ADOPTION D'UN RÈGLEMENT, ADOPTÉ EN VERTU DE L'ARTICLE 94 Q) DU *CODE DES PROFESSIONS*, SOIENT EFFECTUÉS DANS UNE PHASE SUBSÉQUENTE.

FINALEMENT, TROIS (3) ORDRES PROFESSIONNELS ONT UN RÈGLEMENT EN VIGUEUR QUI ÉTABLIT DES PERMIS SPÉCIAUX EN VERTU DE **L'ARTICLE 94 R) DU CODE DES PROFESSIONS** : LE BARREAU DU QUÉBEC, L'ORDRE DES TECHNOLOGUES EN IMAGERIE MÉDICALE, EN RADIO-ONCOLOGIE ET EN ÉLECTROPHYSIOLOGIE MÉDICALE DU QUÉBEC ET L'ORDRE PROFESSIONNEL DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES DU QUÉBEC.

P.131 PORTRAIT STATISTIQUE SUR L'ACCESSION AUX PROFESSIONS POUR LES CANDIDATS ÉTRANGERS, PAR ORDRE PROFESSIONNEL, POUR CHAQUE ANNÉE DEPUIS 2011-2012. INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION PRÉSENTÉES PAR DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS, LE NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES OU REFUSÉES ET LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT.

L'OFFICE DES PROFESSIONS COLLIGE ANNUELLEMENT LES RENSEIGNEMENTS LUI PERMETTANT DE DÉTERMINER LE NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION QUI SONT ADRESSÉES AUX ORDRES PROFESSIONNELS PAR DES CANDIDATS ÉTRANGERS.

TOUTEFOIS, À PARTIR DES RENSEIGNEMENTS QU'IL RECUEILLE AUPRÈS DES ORDRES, L'OFFICE N'EST PAS EN MESURE D'IDENTIFIER PARMİ CES DEMANDES, CELLES QUI SONT ADRESSÉES AUX ORDRES PAR DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS. EN EFFET, LES DEMANDES D'ADMISSION DES PERSONNES DÉTENANT UN DIPLÔME OU UNE FORMATION OBTENUS HORS DU CANADA QUI SONT ACTUELLEMENT COLLIGÉES PEUVENT PROVENIR À LA FOIS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS OU DE PERSONNES DÉTENANT ÉGALEMENT UN PERMIS D'EXERCER LA PROFESSION À L'ÉTRANGER.

ACTUELLEMENT, L'OFFICE NE DÉTIENT PAS DE RENSEIGNEMENTS SUR LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DEMANDES D'ADMISSION ADRESSÉES AUX ORDRES PROFESSIONNELS. L'OFFICE NE PEUT ÉGALEMENT PAS DÉTERMINER, PARMİ LES DEMANDES D'ADMISSION DÉPOSÉES AU COURS D'UN EXERCICE, CELLES QUI ONT ÉTÉ ACCEPTÉES ET CELLES QUI SE SONT VUES REFUSÉES. LES DONNÉES TRANSMISES PAR LES ORDRES FONT ÉTAT DES DEMANDES ACCEPTÉES OU REFUSÉES AU COURS D'UN EXERCICE. CÉPENDANT, PLUSIEURS D'ENTRE ELLES N'ONT PAS ÉTÉ DÉPOSÉES AU COURS DE L'EXERCICE.

NÉANMOINS, AU COURS DE L'EXERCICE 2016-2017, DES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ONT ÉTÉ PROPOSÉES DANS LE CADRE DU PROJET DE LOI N° 98 – LOI MODIFIANT DIVERSES LOIS CONCERNANT PRINCIPALEMENT L'ADMISSION AUX PROFESSIONS ET LA GOUVERNANCE DU SYSTÈME PROFESSIONNEL DE FAÇON À PERMETTRE AU PÔLE DE COORDINATION POUR L'ACCÈS À LA FORMATION DE RECUEILLIR CES RENSEIGNEMENTS AUPRÈS DES ORDRES.

P.132 PORTRAIT DES DEMANDES DE MODIFICATION LÉGISLATIVES OU RÉGLEMENTAIRE DÉPOSÉES À L’OPQ PAR LES ORDRES PROFESSIONNELS. INDIQUER L’ORDRE PROFESSIONNEL IMPLIQUÉ, UNE BRÈVE DESCRIPTION DE LA DEMANDE, SA DATE DE RÉCEPTION PAR L’OPQ ET L’ÉCHÉANCIER DES DIFFÉRENTES ÉTAPES POUR L’ADOPTION DE LA MESURE LÉGISLATIVE OU RÉGLEMENTAIRE.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

1. DEMANDES DE MODIFICATIONS LÉGISLATIVES

AU COURS DE L’EXERCICE 2016-2017, LA CHAMBRE DES HUISSIERS DE JUSTICE DU QUÉBEC A INDIQUÉ VOULOIR APPORTER DES MODIFICATIONS À LA LOI SUR LES HUISSIERS DE JUSTICE. L’OFFICE EST EN ATTENTE D’ÉVENTUELLE PROPOSITION À CET ÉGARD.

LES ORDRES SUIVANTS ONT RÉITÉRÉ, AU COURS DE L’EXERCICE 2016-2017, LEUR SOUHAI DE VOIR MODIFIER LA LOI ENCADRANT LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE DE LEURS MEMBRES OU ONT TRANSMIS À L’OFFICE DES DOCUMENTS VISANT À BONIFIER LEURS DEMANDES INITIALES.

ORDRE PROFESSIONNEL	LOI VISÉE PAR LES DEMANDES DE L’ORDRE
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	LOI SUR LE NOTARIAT;
ORDRE DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES DU QUÉBEC	LOI SUR LES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES;
COLLÈGE DES MÉDECINS DU QUÉBEC	LOI MÉDICALE.
ORDRE DES CHIROPRACTIENS DU QUÉBEC	LOI SUR LA CHIROPRACTIQUE;
ORDRE DES DENTISTES DU QUÉBEC	LOI SUR LES DENTISTES;
ORDRE DES DENTUROLOGISTES DU QUÉBEC	LOI SUR LA DENTUROLOGIE
ORDRE DES AGRONOMES DU QUÉBEC	LOI SUR LES AGRONOMES
ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC	LOI SUR LES ARCHITECTES
ORDRE DES CHIMISTES DU QUÉBEC	LOI SUR LES CHIMISTES
ORDRE DES GÉOLOGUES DU QUÉBEC	LOI SUR LES GÉOLOGUES
ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC	LOI SUR LES INGÉNIEURS
<div>- ORDRE DES HYGIÉNISTES DENTAIRES DU QUÉBEC; - ORDRE DES TECHNICIENS DENTAIRES DU QUÉBEC; - ORDRE PROFESSIONNEL DES INHALOTHÉRAPEUTES DU QUÉBEC; - ORDRE DES ADMINISTRATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC; - ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES ET EN RELATIONS INDUSTRIELLES AGRÉÉS DU QUÉBEC; - ORDRE DES ÉVALUATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC.</div>	CODE DES PROFESSIONS

TOUTE MODIFICATION LÉGISLATIVE OU RÈGLEMENTAIRE SOULÈVE DES ENJEUX POUR LESQUELS L’OFFICE DOIT ENTREPRENDRE DES TRAVAUX D’ANALYSE. CES TRAVAUX SONT RÉALISÉS À PARTIR, NOTAMMENT, DES RENSEIGNEMENTS QUE L’ORDRE DEMANDEUR MET À LA DISPOSITION DE L’OFFICE POUR APPUYER SES DEMANDES AINSI QUE DE L’AVIS DES MINISTÈRES, DES ORGANISMES, DES ORDRES ET DES AUTRES PARTENAIRES QUE L’OFFICE CONSULTE PRÉALABLEMENT À LA PUBLICATION À TITRE DE PROJET OU DANS LE CADRE DE CETTE PUBLICATION. CERTAINES DEMANDES, SUSCEPTIBLES D’AVOIR DES IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES POUR LE PUBLIC OU DES IMPACTS SYSTÉMIQUES AU SEIN DU SYSTÈME PROFESSIONNEL NÉCESSITENT LA MISE EN PLACE DE GROUPE DE TRAVAIL OU DE COMITÉ D’EXPERTS. AINSI, SI DES TRAVAUX ONT ÉTÉ ENTREPRIS POUR CHACUNE DES DEMANDES IDENTIFIÉES DANS LE TABLEAU CI-DESSUS L’OFFICE DOIT COMPOSER AVEC LA RÉALITÉ DE CHACUN DES PARTENAIRES IMPLIQUÉS ET EST AMENÉ, SELON LES DÉLAIS QUI EN DÉCOULENT, À REVOIR ET MODIFIER EN PERMANENCE LA PLANIFICATION DE SES TRAVAUX.

2. DEMANDES DE MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES

PARMI LES RÈGLEMENTS ADOPTÉS PAR LES ORDRES PROFESSIONNELS, CERTAINS SONT APPROUVÉS PAR L’OFFICE DES PROFESSIONS ET D’AUTRES PAR LE GOUVERNEMENT.

DE PLUS, PARMI LES RÈGLEMENTS APPROUVÉS PAR L’OFFICE DES PROFESSIONS, CERTAINS SONT PRÉALABLEMENT PUBLIÉS À TITRE DE PROJET À LA *GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC*.

CONCERNANT LES RÈGLEMENTS APPROUVÉS PAR LE GOUVERNEMENT, CEUX-CI SONT TOUS PRÉALABLEMENT PUBLIÉS À TITRE DE PROJET À LA *GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC*.

AINSI, ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 31 MARS 2017, 21 ORDRES ONT TRANSMIS À L’OFFICE DES PROFESSIONS DES DEMANDES DE MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES POUR UN TOTAL DE 47 RÈGLEMENTS RÉPARTIS COMME SUIIT :

ORDRE	NOM DU RÈGLEMENT	PUBLIÉ À TITRE DE PROJET	PUBLIÉ À TITRE DE RÈGLEMENT	EN COURS D’ANALYSE
ACUPUNCTEURS	RÈGLEMENT SUR L’EXERCICE DE LA PROFESSION D’ACUPUNCTEUR EN SOCIÉTÉ ET EN MULTIDISCIPLINARITÉ			✓
ARCHITECTES	RÈGLEMENT SUR LES ÉLECTIONS ET SUR LA REPRÉSENTATION RÉGIONALE AU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE L’ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC			✓
AVOCATS	RÈGLEMENT SUR LES ÉLECTIONS DU BARREAU DU QUÉBEC		✓	
	RÈGLEMENT SUR LA CONDUITE DES AFFAIRES DU BARREAU DU QUÉBEC			✓
COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS	RÈGLEMENT MODIFIANT LE CODE DE DÉONTOLOGIE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS	✓		
CONSEILLERS D’ORIENTATION	CODE DE DÉONTOLOGIE DES MEMBRES DE L’ORDRE DES CONSEILLERS ET CONSEILLÈRES D’ORIENTATION DU QUÉBEC			✓
CRIMINOLOGUES	RÈGLEMENT SUR LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ET LE SIÈGE DE L’ORDRE PROFESSIONNEL DES CRIMINOLOGUES DU QUÉBEC		✓	
	RÈGLEMENT SUR LA RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS ÉLUS DE L’ORDRE PROFESSIONNEL DES CRIMINOLOGUES DU QUÉBEC		✓	
	RÈGLEMENT SUR LA REPRÉSENTATION ET SUR LES ÉLECTIONS AU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE L’ORDRE PROFESSIONNEL DES CRIMINOLOGUES DU QUÉBEC			✓
HUISSIERS DE JUSTICE	RÈGLEMENT SUR LA COMPTABILITÉ EN FIDÉICOMMIS DES HUISSIERS DE JUSTICE ET SUR LE FONDS D’INDEMNISATION DE LA CHAMBRE DES HUISSIERS DE JUSTICE DU QUÉBEC			✓
	RÈGLEMENT SUR LA FORMATION CONTINUE OBLIGATOIRE DES HUISSIERS DE JUSTICE			✓
	RÈGLEMENT SUR LA TENUE DES DOSSIERS ET DES ÉTUDES DES MEMBRES DE LA CHAMBRE DES HUISSIERS DE JUSTICE DU QUÉBEC			✓
	RÈGLEMENT SUR L’INSPECTION PROFESSIONNELLE DES HUISSIERS DE JUSTICE			✓
INFIRMIÈRES	RÈGLEMENT SUR LA PROCÉDURE DE CONCILIATION ET D’ARBITRAGE DES COMPTES DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS			✓
	RÈGLEMENT SUR LES CONDITIONS ET MODALITÉS DE DÉLIVRANCE DES PERMIS DE L’ORDRE DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DU QUÉBEC			✓
	RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES DIPLÔMES DÉLIVRÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS D’ENSEIGNEMENT DESIGNÉS QUI DONNENT DROIT AUX PERMIS ET AUX CERTIFICATS DE SPÉCIALISTES DES ORDRES PROFESSIONNELS			✓
	RÈGLEMENT SUR LES NORMES D’ÉQUIVALENCE DE DIPLÔME OU DE LA FORMATION AUX FINS DE LA DÉLIVRANCE D’UN PERMIS DE L’ORDRE DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DU QUÉBEC			✓

ORDRE	NOM DU RÈGLEMENT	PUBLIÉ À TITRE DE PROJET	PUBLIÉ À TITRE DE RÈGLEMENT	EN COURS D'ANALYSE
	RÈGLEMENT SUR LE STAGE ET LE COURS DE PERFECTIONNEMENT POUVANT ÊTRE IMPOSÉS AUX INFIRMIÈRES ET AUX INFIRMIERS			✓
INGÉNIEURS	CODE DE DÉONTOLOGIE DES INGÉNIEURS RÈGLEMENT SUR L'ASSURANCE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE DES MEMBRES DE L'ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC			✓
	RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES DIPLÔMES DÉLIVRÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT DESIGNÉS QUI DONNENT DROIT AUX PERMIS ET AUX CERTIFICATS DE SPÉCIALISTES DES ORDRES PROFESSIONNELS			✓
INGÉNIEURS FORESTIERS	RÈGLEMENT SUR LA FORMATION CONTINUE OBLIGATOIRE DES INGÉNIEURS FORESTIERS			✓
	RÈGLEMENT SUR LA RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS ÉLUS DE L'ORDRE DES INGÉNIEURS FORESTIERS DU QUÉBEC			✓
INHALO-THÉRAPEUTES	RÈGLEMENT SUR LE COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE DE L'ORDRE PROFESSIONNEL DES INHALOTHÉRAPEUTES DU QUÉBEC			✓
	RÈGLEMENT SUR LES AUTRES CONDITIONS ET MODALITÉS DE DÉLIVRANCE DES PERMIS DE L'ORDRE PROFESSIONNEL DES INHALOTHÉRAPEUTES DU QUÉBEC			✓
	RÈGLEMENT SUR LES CATÉGORIES DE PERMIS DE L'ORDRE PROFESSIONNEL DES INHALOTHÉRAPEUTES DU QUÉBEC			✓
MÉDECINS	RÈGLEMENT SUR CERTAINES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES POUVANT ÊTRE EXERCÉES PAR UN THÉRAPEUTE DU SPORT			✓
	RÈGLEMENT SUR LES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES POUVANT ÊTRE EXERCÉES DANS LE CADRE DES SERVICES ET SOINS PRÉHOSPITALIERS D'URGENCE			✓
	RÈGLEMENT SUR LES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES POUVANT ÊTRE EXERCÉES PAR LES MEMBRES DE L'ORDRE PROFESSIONNEL DE LA PHYSIOTHÉRAPIE DU QUÉBEC			✓
	RÈGLEMENT SUR LES ACTIVITÉS VISÉES À L'ARTICLE 31 DE LA LOI MÉDICALE QUI PEUVENT ÊTRE EXERCÉES PAR DES CLASSES DE PERSONNES AUTRES QUE DES MÉDECINS			✓
NOTAIRES	RÈGLEMENT SUR LES ÉLECTIONS ET L'ORGANISATION DE LA CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC		✓	
PHARMACIENS	RÈGLEMENT SUR LES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES POUVANT ÊTRE EXERCÉES PAR DES PERSONNES AUTRES QUE DES PHARMACIENS			✓
	RÈGLEMENT SUR LA PRESCRIPTION D'UN MÉDICAMENT PAR UN PHARMACIEN			✓
	RÈGLEMENT SUR LES NORMES D'ÉQUIVALENCE DE DIPLÔME ET DE LA FORMATION AUX FINS DE LA DÉLIVRANCE D'UN PERMIS DE PHARMACIEN			✓
	RÈGLEMENT SUR LA FORMATION CONTINUE OBLIGATOIRE DES PHARMACIENS			✓
PHYSIOTHÉRAPIE	RÈGLEMENT SUR CERTAINES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES POUVANT ÊTRE EXERCÉES EN PHYSIOTHÉRAPIE			✓
	RÈGLEMENT SUR LES CONDITIONS ET MODALITÉS DE DÉLIVRANCE DES PERMIS DE L'ORDRE PROFESSIONNEL DE LA PHYSIOTHÉRAPIE DU QUÉBEC			✓
	RÈGLEMENT SUR L'ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE DES MEMBRES DE L'ORDRE PROFESSIONNEL DE LA PHYSIOTHÉRAPIE DU QUÉBEC			✓
SAGES-FEMMES	RÈGLEMENT SUR LES AFFAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DE L'ORDRE DES SAGES-FEMMES DU QUÉBEC		✓	
TECHNOLOGISTES MÉDICAUX	RÈGLEMENT SUR LES NORMES D'ÉQUIVALENCE DE DIPLÔME OU DE LA FORMATION AUX FINS DE LA DÉLIVRANCE D'UN PERMIS DE L'ORDRE PROFESSIONNEL DES TECHNOLOGISTES MÉDICAUX DU QUÉBEC			✓

ORDRE	NOM DU RÈGLEMENT	PUBLIÉ À TITRE DE PROJET	PUBLIÉ À TITRE DE RÈGLEMENT	EN COURS D'ANALYSE
TRADUCTEURS, TERMINOLOGUES ET INTERPRÈTES AGRÉÉS	RÈGLEMENT SUR LES DIPLOMES DÉLIVRÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT DÉSIGNÉS QUI DONNENT DROIT AUX PERMIS ET AUX CERTIFICATS DE SPÉCIALISTES DES ORDRES PROFESSIONNELS			✓
	RÈGLEMENT SUR LES CONDITIONS ET MODALITÉS DE DÉLIVRANCE DES PERMIS DE L'ORDRE DES TRADUCTEURS, TERMINOLOGUES ET INTERPRÈTES AGRÉÉS DU QUÉBEC			✓
	RÈGLEMENT SUR LES NORMES D'ÉQUIVALENCE DE DIPLOME OU DE FORMATION AUX FINS DE LA DÉLIVRANCE D'UN PERMIS DE L'ORDRE DES TRADUCTEURS, TERMINOLOGUES ET INTERPRÈTES AGRÉÉS DU QUÉBEC			✓
TRAVAILLEURS SOCIAUX ET THÉRAPEUTES CONJUGAUX ET FAMILIAUX	CODE DE DÉONTOLOGIE DES MEMBRES DE L'ORDRE PROFESSIONNEL DES TRAVAILLEURS SOCIAUX ET DES THÉRAPEUTES CONJUGAUX ET FAMILIAUX DU QUÉBEC			✓
	RÈGLEMENT SUR L'EXERCICE EN SOCIÉTÉ DES MEMBRES DE L'ORDRE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX ET DES THÉRAPEUTES CONJUGAUX ET FAMILIAUX DU QUÉBEC			✓
URBANISTES	RÈGLEMENT SUR LA FORMATION CONTINUE OBLIGATOIRE DES URBANISTES			✓

TOUTE MODIFICATION LÉGISLATIVE OU RÉGLEMENTAIRE SOULÈVE DES ENJEUX POUR LESQUELS L'OFFICE DOIT ENTREPRENDRE DES TRAVAUX D'ANALYSE. CES TRAVAUX SONT RÉALISÉS À PARTIR, NOTAMMENT, DES RENSEIGNEMENTS QUE L'ORDRE DEMANDEUR MET À LA DISPOSITION DE L'OFFICE POUR APPUYER SES DEMANDES AINSI QUE DE L'AVIS DES MINISTÈRES, DES ORGANISMES, DES ORDRES ET DES AUTRES PARTENAIRES QUE L'OFFICE CONSULTE PRÉALABLEMENT À LA PUBLICATION À TITRE DE PROJET OU DANS LE CADRE DE CETTE PUBLICATION. CERTAINES DEMANDES, SUSCEPTIBLES D'AVOIR DES IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES POUR LE PUBLIC OU DES IMPACTS SYSTÉMIQUES AU SEIN DU SYSTÈME PROFESSIONNEL NÉCESSITENT LA MISE EN PLACE DE GROUPE DE TRAVAIL OU DE COMITÉ D'EXPERTS. AINSI, SI DES TRAVAUX ONT ÉTÉ ENTREPRIS POUR CHACUNE DES DEMANDES IDENTIFIÉES DANS LE TABLEAU CI-DESSUS L'OFFICE DOIT COMPOSER AVEC LA RÉALITÉ DE CHACUN DES PARTENAIRES IMPLIQUÉS ET EST AMENÉ, SELON LES DÉLAIS QUI EN DÉCOULENT, À REVOIR ET MODIFIER EN PERMANENCE LA PLANIFICATION DE SES TRAVAUX.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

EN NOVEMBRE 1999, LA MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DES LOIS PROFESSIONNELLES RENDAIT PUBLIC UN PLAN D'ACTION VISANT LA MISE À JOUR DU SYSTÈME PROFESSIONNEL. CE PLAN TENAIT COMPTE DE L'AVIS QUE L'OFFICE DES PROFESSIONS AIT FORMULÉ SUR LE SUJET EN 1997 ET DES RÉFLEXIONS QU'IL AVAIT SUSCITÉES.

LE PLAN D'ACTION COMPORTAIT SIX PROJETS, DONT QUATRE CONCERNAIENT L'ENSEMBLE DU SYSTÈME PROFESSIONNEL ALORS QUE DEUX AVAIENT UNE PORTÉE SECTORIELLE :

- ALLÈGEMENT DU CADRE RÉGLEMENTAIRE DES PROFESSIONS ET DE SON PROCESSUS D'ADOPTION
- AMÉLIORATION DES MÉCANISMES DE CONTRÔLE : L'INSPECTION ET LA DISCIPLINE
- AUTORISATION DE NOUVELLES FORMES JURIDIQUES POUR L'EXERCICE DES PROFESSIONS
- SOUPESER LES BÉNÉFICES NETS DU SYSTÈME PROFESSIONNEL
- RÉVISION DES CHAMPS DE PRATIQUE DES ARCHITECTES ET DES INGÉNIEURS
- MISE À JOUR DE L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES RELATIONS HUMAINES

CHACUN DE CES PROJETS DEVAIT RÉPONDRE À DES ATTENTES CLAIREMENT EXPRIMÉES PAR LES PRINCIPAUX INTERVENANTS ET PARTENAIRES DU SYSTÈME. LES OBJECTIFS VISÉS ÉTAIENT LES SUIVANTS :

- L'ASSOUPLISSEMENT ET L'ALLÈGEMENT DU CADRE RÉGLEMENTAIRE;
- L'EFFICIENCE ACCRUE DES MÉCANISMES DE PROTECTION DU PUBLIC PRÉVUS PAR LE *CODE DES PROFESSIONS*;
- LA PLUS GRANDE OUVERTURE DES MILIEUX PROFESSIONNELS À LA COEXISTENCE DE PLUSIEURS DISCIPLINES (MULTIDISCIPLINARITÉ) ET À LA MISE EN COMMUN DE LEURS COMPÉTENCES RESPECTIVES (INTERDISCIPLINARITÉ).

LES TRAVAUX RELATIFS À CES PROJETS SONT MAINTENANT COMPLÉTÉS À L'EXCEPTION TOUTEFOIS DU VOLET DE LA MODERNISATION DES CHAMPS D'EXERCICE PROFESSIONNEL DANS LE DOMAINE BUCCODENTAIRE ET DANS LE DOMAINE OCULO-VISUEL, DANS LE CADRE DU PROJET DE MISE À JOUR DE L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES RELATIONS HUMAINES, AINSI QUE DES TRAVAUX VISANT LA MODERNISATION DES CHAMPS D'EXERCICE PROFESSIONNEL DES MEMBRES DE L'ORDRE DES ARCHITECTES ET DE L'ORDRE DES INGÉNIEURS. EN EFFET, LES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR L'OFFICE, DE CONCERT AVEC LES DEUX ORDRES CONCERNÉS, AINSI QUE LES CONSULTATIONS MENÉES ONT MIS EN RELIEF LA PROBLÉMATIQUE LIÉE À L'INTERDISCIPLINARITÉ DANS LE DOMAINE DES SCIENCES APPLIQUÉES. L'OFFICE A DONC ÉLARGI L'ÉTENDUE DES TRAVAUX ET PROPOSER DES MODIFICATIONS À DIVERSES LOIS PROFESSIONNELLES DANS LE DOMAINE DES SCIENCES APPLIQUÉES.

P.134 ÉTAT DE SITUATION SUR LA MISE EN OEUVRE DE LA LOI 90, LOI MODIFIANT LE CODE DES PROFESSIONS ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ, ET INDIQUER :

- A. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX SUR L'ARTICLE 37.1 DU CODE DES PROFESSIONS QUI DOIT ENTRER EN VIGUEUR À UNE DATE QUI RESTE À DÉTERMINER, INDIQUER L'ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR SA MISE EN VIGUEUR;
- B. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX SUR L'ARTICLE 12 DE LA LOI DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DU QUÉBEC QUI DOIT ENTRER EN VIGUEUR À UNE DATE QUI RESTE À DÉTERMINER, INDIQUER L'ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR SA MISE EN VIGUEUR.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

LES DISPOSITIONS DU PROJET DE LOI N° 90 SONT ENTRÉES EN VIGUEUR AUX DATES PRÉVUES AU DÉCRET GOUVERNEMENTAL 1465-2002 DU 11 DÉCEMBRE 2002, SOIT LE 30 JANVIER 2003 ET LE 1^{ER} JUIN 2003 À L'EXCEPTION DE L'ARTICLE 37.1, SOUS-PARAGRAPHE I) DU PARAGRAPHE 3^O DU *CODE DES PROFESSIONS* ET DE L'ARTICLE 12 DE LA LOI SUR LES INFIRMIÈRES ET LES INFIRMIERS (L.R.Q., c. I-8).

- A. EN CE QUI CONCERNE LE SOUS-PARAGRAPHE I) DU PARAGRAPHE 3^O DE L'ARTICLE 37.1 DU *CODE DES PROFESSIONS*, IL S'AGIT DE LA RÉSERVE POUR LES MEMBRES DE L'ORDRE PROFESSIONNEL DE LA PHYSIOTHÉRAPIE DE L'ACTIVITÉ : « PROCÉDER À DES MANIPULATIONS VERTÉBRALES ET ARTICULAIRES, LORSQU'UNE ATTESTATION DE FORMATION LUI EST DÉLIVRÉE PAR L'ORDRE DANS LE CADRE D'UN RÈGLEMENT PRIS EN APPLICATION DU PARAGRAPHE O) DE L'ARTICLE 94 ». L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE CETTE DISPOSITION ÉTAIT CONDITIONNELLE À L'ADOPTION D'UN RÈGLEMENT PAR L'ORDRE PROFESSIONNEL DE LA PHYSIOTHÉRAPIE PRÉCISANT LES CONDITIONS QUE DOIVENT RESPECTER LES MEMBRES DE L'ORDRE QUI DÉSIRENT EXERCER CETTE ACTIVITÉ, NOTAMMENT CELLE RELATIVE À LA FORMATION REQUISE.

CE RÈGLEMENT, APPROUVÉ PAR L'OFFICE, A ÉTÉ PUBLIÉ À LA GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC ET EST ENTRÉ EN VIGUEUR LE 23 JANVIER 2014. QUANT AU SOUS-PARAGRAPHE I) DU PARAGRAPHE 3^O DE L'ARTICLE 37.1 DU CODE DES PROFESSIONS, CETTE DISPOSITION EST ENTRÉE EN VIGUEUR LE 25 JUIN 2014.

RAPPELONS QUE LE GROUPE DE TRAVAIL MINISTÉRIEL SUR LES PROFESSIONS DE LA SANTÉ ET DES RELATIONS HUMAINES, SOUS LA PRÉSIDENTE DE DR ROCK BERNIER, A EXAMINÉ ATTENTIVEMENT LA QUESTION DES MANIPULATIONS VERTÉBRALES ET ARTICULAIRES, NOTAMMENT EN PRENANT CONNAISSANCE DU JUGEMENT RENDU PAR LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC DANS L'AFFAIRE *THOMAS C. ORDRE DES CHIROPRACTIENS DU QUÉBEC* [2000] R.J. Q. 625, QUI A RECONNU QUE LES PHYSIOTHÉRAPEUTES PEUVENT PRATIQUER DES MANIPULATIONS VERTÉBRALES AFIN D'OBTENIR LE RENDEMENT FONCTIONNEL MAXIMUM D'UNE PERSONNE. POUR LE GROUPE DE TRAVAIL, IL S'AGISSAIT D'UNE ACTIVITÉ QUI PRÉSENTE UN RISQUE DE PRÉJUDICE SÉRIEUX ET DONC QUI DOIT ÊTRE RÉSERVÉE.

- B. EN CE QUI CONCERNE L'ARTICLE 12 DE LA *LOI SUR LES INFIRMIÈRES ET LES INFIRMIERS* (L.R.Q., c. I-8), UN MANDAT A ÉTÉ CONFIE À L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC PAR LE GOUVERNEMENT À L'ÉGARD DE LA CONTRIBUTION DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS AUXILIAIRES À LA THÉRAPIE INTRAVEINEUSE. UN COMITÉ D'EXPERTS A ÉTÉ MIS EN PLACE POUR EXAMINER CETTE QUESTION. CELUI-CI A REMIS SON RAPPORT ET LE MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DES LOIS PROFESSIONNELLES A DEMANDÉ AUX DEUX ORDRES PROFESSIONNELS CONCERNÉS DE METTRE EN ŒUVRE LES RECOMMANDATIONS CONTENUES AU RAPPORT, AVEC L'APPUI DE L'OFFICE.

L'ORDRE DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DU QUÉBEC A AINSI ADOPTÉ LE RÈGLEMENT SUR CERTAINES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES POUVANT ÊTRE EXERCÉES PAR UNE INFIRMIÈRE OU UN INFIRMIER AUXILIAIRE QUI PERMET À L'INFIRMIÈRE OU L'INFIRMIER AUXILIAIRE DE CONTRIBUER À LA THÉRAPIE INTRAVEINEUSE.

CE RÈGLEMENT EST ENTRÉ EN VIGUEUR EN MAI 2008 ET PAR CONSÉQUENT, LES TRAVAUX SONT MAINTENANT COMPLÉTÉS.

P.135 NOM DES ORDRES PROFESSIONNELS AYANT DÉPOSÉ DES MODIFICATIONS À LEUR CODE DE DÉONTOLOGIE, EN INDIQUANT À QUELLE ÉTAPE DU PROCESSUS SONT RENDUS CES ORDRES.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

DEUX (2) ORDRES PROFESSIONNELS ONT ADOPTÉ DES MODIFICATIONS À LEUR CODE DE DÉONTOLOGIE ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017 :

- UNE (1) DEMANDE EST EN TRAITEMENT AUX FINS D'UNE DÉCISION DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC, IL S'AGIT DE CELLE DE L'ORDRE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX ET DES THÉRAPEUTES CONJUGAUX ET FAMILIAUX DU QUÉBEC.
- UN (1) RÈGLEMENT A ÉTÉ PUBLIÉ, À TITRE DE PROJET, À LA *GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC* POUR LA PÉRIODE CONCERNÉE, IL S'AGIT DU RÈGLEMENT ADOPTÉ PAR L'ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC.

P.136 NOM DES ORDRES PROFESSIONNELS AYANT DÉPOSÉ DES MODIFICATIONS À LEUR RÉGLEMENTATION POUR L'EXERCICE DE LEURS ACTIVITÉS PROFESSIONNELS AU SEIN D'UNE SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF À RESPONSABILITÉ LIMITÉE OU AU SEIN D'UNE SOCIÉTÉ PAR ACTION, EN INDIQUANT À QUELLE ÉTAPE DU PROCESSUS SONT RENDUS CES ORDRES.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

DEUX (2) ORDRES ONT ADOPTÉ DES MODIFICATIONS À LEUR RÉGLEMENTATION POUR L'EXERCICE DE LEUR PROFESSION EN SOCIÉTÉ ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017.

DEUX (2) DEMANDES SONT ACTUELLEMENT EN TRAITEMENT AUX FINS D'UNE DÉCISION DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC, IL S'AGIT DE CELLES DE L'ORDRE DES ACUPUNCTEURS DU QUÉBEC ET DE L'ORDRE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX ET DES THÉRAPEUTES CONJUGAUX ET FAMILIAUX DU QUÉBEC.

AUCUNE DEMANDE N'A ÉTÉ PUBLIÉE, À TITRE DE PROJET À LA *GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC*, POUR LA PÉRIODE CONCERNÉE.

P.137 NOMBRE DE RÈGLEMENTS OU DE MODIFICATIONS DE RÈGLEMENT ADOPTÉS PAR LES ORDRES, MAIS QUI SONT EN ATTENTE D'UNE DÉCISION DE L'OFFICE DES PROFESSIONS.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AU 28 FÉVRIER 2017, DE L'ENSEMBLE DES RÈGLEMENTS ADOPTÉS PAR LES ORDRES PROFESSIONNELS AU COURS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE, VINGT-ET-UN (24) RÈGLEMENTS ÉTAIENT DANS LE PROCESSUS QUI MÈNE À UNE DÉCISION DE LA PART DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC.

DE CE NOMBRE, HUIT (8) ONT ÉTÉ PUBLIÉS, À TITRE DE PROJET À LA *GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC*, IL S'AGIT DES RÈGLEMENTS SUIVANTS :

1. *RÈGLEMENT MODIFIANT LE CODE DE DÉONTOLOGIE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS;*
2. *RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR CERTAINES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES POUVANT ÊTRE EXERCÉES PAR UNE INFIRMIÈRE OU UN INFIRMIER AUXILIAIRE;*
3. *RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES POUVANT ÊTRE EXERCÉES EN PERFUSION CLINIQUE;*
4. *RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES POUVANT ÊTRE EXERCÉES PAR LES MEMBRES DE L'ORDRE PROFESSIONNEL DE LA PHYSIOTHÉRAPIE DU QUÉBEC;*
5. *RÈGLEMENT SUR CERTAINES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES QUI PEUVENT ÊTRE EXERCÉES PAR LES DIÉTÉTISTES;*
6. *RÈGLEMENT SUR LES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES POUVANT ÊTRE EXERCÉES PAR DES PERSONNES AUTRES QUE DES DENTISTES;*
7. *RÈGLEMENT SUR LES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES QUI PEUVENT ÊTRE EXERCÉES PAR UN TECHNOLOGUE EN ÉLECTROPHYSIOLOGIE MÉDICALE;*
8. *RÈGLEMENT SUR LES CONDITIONS ET MODALITÉS DE DÉLIVRANCE DES PERMIS DE L'ORDRE DES INGÉNIEURS FORESTIERS DU QUÉBEC.*

SEIZE (16) SONT EN TRAITEMENT AUX FINS D'UNE DÉCISION DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC. IL S'AGIT DES RÈGLEMENTS SUIVANTS :

1. *CODE DE DÉONTOLOGIE DES MEMBRES DE L'ORDRE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX ET DES THÉRAPEUTES CONJUGAUX ET FAMILIAUX DU QUÉBEC;*
2. *RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR CERTAINES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES POUVANT ÊTRE EXERCÉES EN PHYSIOTHÉRAPIE;*
3. *RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR CERTAINES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES POUVANT ÊTRE EXERCÉES PAR UN THÉRAPEUTE DU SPORT;*
4. *RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA CONDUITE DES AFFAIRES DU BARREAU DU QUÉBEC;*
5. *RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES CONDITIONS ET MODALITÉS DE DÉLIVRANCE DES PERMIS DE L'ORDRE DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DU QUÉBEC;*
6. *RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES CONDITIONS ET MODALITÉS DE DÉLIVRANCE DES PERMIS DE L'ORDRE DES TRADUCTEURS, TERMINOLOGUES ET INTERPRÈTES AGRÉÉS DU QUÉBEC;*
7. *RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES NORMES D'ÉQUIVALENCE DE DIPLÔME ET DE LA FORMATION AUX FINS DE LA DÉLIVRANCE D'UN PERMIS DE PHARMACIEN;*
8. *RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES NORMES D'ÉQUIVALENCE DE DIPLÔME OU DE FORMATION AUX FINS DE LA DÉLIVRANCE D'UN PERMIS DE L'ORDRE DES TRADUCTEURS, TERMINOLOGUES ET INTERPRÈTES AGRÉÉS DU QUÉBEC;*
9. *RÈGLEMENT SUR LA COMPTABILITÉ EN FIDÉICOMMIS DES NOTAIRES;*
10. *RÈGLEMENT SUR LA PROCÉDURE DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE DES COMPTES DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS;*
11. *RÈGLEMENT SUR LA REPRÉSENTATION ET SUR LES ÉLECTIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ORDRE PROFESSIONNEL DES CRIMINOLOGUES DU QUÉBEC;*
12. *RÈGLEMENT SUR LES CONDITIONS ET MODALITÉS DE DÉLIVRANCE DES PERMIS DE L'ORDRE PROFESSIONNEL DE LA PHYSIOTHÉRAPIE DU QUÉBEC;*
13. *RÈGLEMENT SUR LES ÉLECTIONS ET SUR LA REPRÉSENTATION RÉGIONALE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC;*
14. *RÈGLEMENT SUR LES INFIRMIÈRES PRATICIENNES SPÉCIALISÉES;*
15. *RÈGLEMENT SUR L'EXERCICE EN SOCIÉTÉ DES MEMBRES DE L'ORDRE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX ET DES THÉRAPEUTES CONJUGAUX ET FAMILIAUX DU QUÉBEC;*
16. *RÈGLEMENT SUR L'EXERCICE DE LA PROFESSION D'ACUPUNCTEUR EN SOCIÉTÉ ET EN MULTIDISCIPLINE.*

P.138 NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, DEPUIS 2010-2011 ET JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI :

- A. EFFECTUÉES À LA SUITE D'UNE PLAINTE;
- B. EFFECTUÉES DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE;

INDIQUER, POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI :

- A. L'OBJET DE LA POURSUITE;
- B. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE;
- C. LES SUITES ACCORDÉES;

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AU COURS DE L'ANNÉE 2016-2017, DIX CONSTATS D'INFRACTION ONT ÉTÉ DÉLIVRÉS PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES EN REGARD DE QUATORZE DOSSIERS SOUMIS RELATIVEMENT À LA *LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME* (L.R.Q., c. T-11.011) TRANSMIS PAR LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME. LE TABLEAU SUIVANT PRÉSENTE LE NOMBRE DE CONSTATS SIGNIFIÉS PAR ARTICLE DE LOI.

NOMBRE DE CONSTATS SIGNIFIÉS PAR ARTICLE DE LOI

	2016-2017
ARTICLE 8	
ARTICLE 16	2
ARTICLE 16	3
ARTICLE 25	5
TOTAL	10

ARTICLE 8 : TOUT LOBBYISTE VISÉ PAR LA PRÉSENTE LOI DOIT ÊTRE INSCRIT SUR LE REGISTRE DES LOBBYISTES CONFORMÉMENT AUX RÈGLES DE LA PRÉSENTE SECTION.

L'INSCRIPTION EST FAITE, DANS LE CAS D'UN LOBBYISTE-CONSEIL, PAR LE LOBBYISTE LUI-MÊME ET, DANS LE CAS D'UN LOBBYISTE D'ENTREPRISE OU D'UN LOBBYISTE D'ORGANISATION, PAR LE PLUS HAUT DIRIGEANT DE L'ENTREPRISE OU DU GROUPEMENT POUR LE COMPTE DUQUEL LE LOBBYISTE EXERCE SES ACTIVITÉS.

ARTICLE 15 : TOUT CHANGEMENT AU CONTENU DE LA DÉCLARATION RELATIVE À UN LOBBYISTE, Y COMPRIS CELUI RÉSULTANT DE LA FIN DE SON ENGAGEMENT ET CELUI RÉSULTANT DE L'EXERCICE DE NOUVELLES ACTIVITÉS DE LOBBYISME, DOIT, AU PLUS TARD LE TRENTIÈME JOUR SUIVANT LE CHANGEMENT, FAIRE L'OBJET D'UN AVIS DE MODIFICATION PRÉSENTÉ AU REGISTRE.

ARTICLE 16 : TOUT LOBBYISTE VISÉ PAR LA PRÉSENTE LOI DOIT RENOUVELER SON INSCRIPTION AU REGISTRE DES LOBBYISTES CONFORMÉMENT AUX RÈGLES DE LA PRÉSENTE SECTION.

LE RENOUVELLEMENT EST FAIT, DANS LE CAS D'UN LOBBYISTE-CONSEIL, AU PLUS TARD LE TRENTIÈME JOUR SUIVANT LA DATE ANNIVERSAIRE DE SA PREMIÈRE INSCRIPTION, ET, DANS LE CAS D'UN LOBBYISTE D'ENTREPRISE OU D'UN LOBBYISTE D'ORGANISATION, AU PLUS TARD LE SOIXANTIÈME JOUR SUIVANT LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE DE L'ENTREPRISE OU DU GROUPEMENT.




















ARTICLE 25 : NUL NE PEUT EXERCER DES ACTIVITÉS DE LOBBYISME AUPRÈS D'UN TITULAIRE D'UNE CHARGE PUBLIQUE S'IL N'EST INSCRIT SUR LE REGISTRE DES LOBBYISTES RELATIVEMENT À CES ACTIVITÉS.

P.142 BILAN DES REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNERS, SELON LES RÉGIONS ET LES PARCS NATIONAUX DU QUÉBEC, POUR LES ANNÉES 2015-2016 ET 2016-2017.

LA LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE NE COMPREND PAS DE DÉFINITION DE « BRACONNAGE ». EN L’ABSENCE DE PRÉCISION DANS LA QUESTION, LA DÉFINITION COURANTE A ÉTÉ UTILISÉE COMME RÉFÉRENCE POUR IDENTIFIER LES INFRACTIONS RELEVANT DE CETTE CATÉGORIE. AINSI, IL A ÉTÉ DÉTERMINÉ QUE LES INFRACTIONS APPARAISSANT AU TABLEAU JOINT ENTRENT DANS LA DÉFINITION DE « CHASSER OU PÊCHER EN VIOLATION DES LOIS ET RÈGLEMENTS ».

POUR LES INFRACTIONS EN VERTU DE LA LOI SUR LES PÊCHES, IL N’EST PAS POSSIBLE DE DÉTERMINER LES « REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNERS ». LA PROCÉDURE DÉCOULE DU CODE CRIMINEL ET NOTRE SYSTÈME NE PERMET PAS DE FAIRE CETTE EXTRACTION. AUCUNE INFRACTION RELEVANT DE LA LOI SUR LES PÊCHES N’EST INCLUSE AU TABLEAU.

Nombre de constats d'infraction signifiés, par district judiciaire du Québec, pour toutes les infractions aux lois C-61.1, D-13.1et LC-22.		
2016-2017		
Régions	Nombre de dossiers	Montant amendes, frais et contribution (1)
ABITIBI	171	107 300 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	160	104 950 \$
Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec (RLRQ, c. D-13.1)	11	2 350 \$
ALMA	34	34 700 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	34	34 700 \$
ARTHABASKA	11	3 750 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	11	3 750 \$
BAIE-COMEAU	18	9 100 \$
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	1	200 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	17	8 900 \$
BEAUCE	21	9 825 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	21	9 825 \$
BEAUHARNOIS	31	15 700 \$
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	15	4 400 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	16	11 300 \$
BEDFORD	36	16 375 \$
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	6	1 400 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	30	14 975 \$
BONAVENTURE	12	4 750 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	12	4 750 \$
CHARLEVOIX	23	15 700 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	23	15 700 \$
CHICOUTIMI	42	24 950 \$
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	2	500 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	40	24 450 \$
DRUMMOND	20	17 025 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	20	17 025 \$
FRONTENAC	21	12 975 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	21	12 975 \$
GASPE	72	26 025 \$
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	12	2 500 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	60	23 525 \$
GATINEAU	46	29 125 \$
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	1	200 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	45	28 925 \$
IBERVILLE	10	3 450 \$
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	4	1 200 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	6	2 250 \$
JOLIETTE	154	131 475 \$
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	25	7 050 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	129	124 425 \$
KAMOURASKA	24	10 400 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	24	10 400 \$
LABELLE	77	37 100 \$
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	2	400 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	75	36 700 \$

Régions	 Nombre de dossiers	Montant amendes, frais et contribution (1)
 LAVAL	10	7 725 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	10	7 725 \$
 LONGUEUIL	2	500 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	2	500 \$
 MEGANTIC	8	3 575 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	8	3 575 \$
 MINGAN	35	26 250 \$
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	2	400 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	33	25 850 \$
 MONTMAGNY	4	1 250 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	4	1 250 \$
 MONTREAL	5	1 750 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	5	1 750 \$
 PONTIAC	38	16 900 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	38	16 900 \$
 QUEBEC	103	59 100 \$
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	4	1 000 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	99	58 100 \$
 RICHELIEU	48	15 875 \$
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	34	7 725 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	14	8 150 \$
 RIMOUSKI	91	40 000 \$
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	1	200 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	90	39 800 \$
 ROBERVAL	70	47 200 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	70	47 200 \$
 ROUYN-NORANDA	11	4 750 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	11	4 750 \$
 SAINT-FRANCOIS	55	27 575 \$
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	1	200 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	54	27 375 \$
 SAINT-HYACINTHE	14	9 550 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	14	9 550 \$
 SAINT-MAURICE	279	435 235 \$
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	1	200 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	278	435 035 \$
 TEMISCAMINGUE	43	27 525 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	43	27 525 \$
 TERREBONNE	57	32 275 \$
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	3	600 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	54	31 675 \$
 TROIS-RIVIERES	61	97 075 \$
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	7	1 650 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	54	95 425 \$
Total général	1757	1 363 835 \$



1. LE MONTANT TOTAL DES AMENDES, DES FRAIS JUDICIAIRES ET DE LA CONTRIBUTION PÉNALE APPARAISSANT SUR LES CONSTATS D’INFRACTION SIGNIFIÉS EN 2016-2017.

P.143 LISTE DES INFRACTIONS ET DES AMENDES LIÉES À CES INFRACTIONS POUR DES GESTES RÉPERTORIÉS DE BRACONNAGE, POUR LES ANNÉES 2015-2016 ET 2016-2017.

LA LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE NE COMPREND PAS DE DÉFINITION DE « BRACONNAGE ». EN L’ABSENCE DE PRÉCISION DANS LA QUESTION, LA DÉFINITION COURANTE A ÉTÉ UTILISÉE COMME RÉFÉRENCE POUR IDENTIFIER LES INFRACTIONS RELEVANT DE CETTE CATÉGORIE. AINSI, IL A ÉTÉ DÉTERMINÉ QUE LES INFRACTIONS APPARAISSANT AU TABLEAU JOINT ENTRENT DANS LA DÉFINITION DE « CHASSER OU PÊCHER EN VIOLATION DES LOIS ET RÈGLEMENTS ».

POUR LES INFRACTIONS EN VERTU DE LA LOI SUR LES PÊCHES, IL N’EST PAS POSSIBLE DE DÉTERMINER LES « REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNERS ». LA PROCÉDURE DÉCOULE DU CODE CRIMINEL ET NOTRE SYSTÈME NE PERMET PAS DE FAIRE CETTE EXTRACTION. AUCUNE INFRACTION RELEVANT DE LA LOI SUR LES PÊCHES N’EST INCLUSE AU TABLEAU.

Nombre de constats d'infraction signifiés à des défendeurs par article de loi.		
pour 2016-2017		
Articles de loi		Montant amende, frais et contribution (1)
☰ Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)		121 29 825 \$
7	1	200 \$
8	1	300 \$
14(1)	38	9 275 \$
14(3)	3	750 \$
15(1)(d)	12	2 400 \$
15(1)(e)	1	200 \$
15.1(1)(a)	2	400 \$
15.1(1)(b)	1	200 \$
16(1)	3	600 \$
16(1.1)(a)	3	600 \$
17(b)	6	1 200 \$
20(3)(b)	1	150 \$
24(3)	1	200 \$
3(2)(a)	2	300 \$
4(1)(a)	2	600 \$
4(6)(a)(i)	5	500 \$
5(1)	4	900 \$
5(4)	5	1 250 \$
5(a)	22	7 500 \$
6(a)	1	500 \$
6(b)	7	1 800 \$
☰ Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)		1625 1 331 660 \$
3	28	7 000 \$
4	8	18 750 \$
5	4	1 000 \$
6	1	250 \$
7	8	2 000 \$
8	2	200 \$
9	6	1 500 \$
11	1	250 \$
14	57	71 775 \$
15	10	2 500 \$
16	1	500 \$
17	14	3 500 \$
18	4	4 150 \$
19	157	39 250 \$
21	30	12 225 \$
22	3	750 \$
25	2	500 \$
26	17	4 250 \$

Articles de loi	 Nombre de dossiers	Montant amende, frais et contribution (1)
27	5	2 825 \$
30	11	2 750 \$
31	1	500 \$
34	41	70 850 \$
36	2	500 \$
38	102	49 200 \$
42	8	3 250 \$
45	23	5 750 \$
47	4	7 300 \$
48	1	250 \$
49	2	1 000 \$
52	21	38 325 \$
55	7	3 500 \$
59	2	2 500 \$
60	2	3 650 \$
61	4	1 000 \$
67	2	500 \$
68	14	3 500 \$
69	58	128 250 \$
70	87	177 025 \$
71	178	346 210 \$
96	16	4 000 \$
120	1	1 825 \$
176	3	5 475 \$
1.4	8	2 000 \$
128.6	5	2 500 \$
128.7	1	1 000 \$
12al.1	10	2 500 \$
12al.2	6	1 500 \$
12al.4	1	250 \$
13.1	28	7 000 \$
13.3	1	250 \$
13.5	2	500 \$
13.6	1	250 \$
13.9	2	500 \$
17.2	62	15 350 \$
171.4	133	33 250 \$
19.1	4	700 \$
2.1	1	250 \$
20al.1	2	500 \$
25.2	1	250 \$
26al.1	3	750 \$
27.2	1	250 \$
3.1	8	2 500 \$
30.1	21	38 325 \$
30.2	7	3 500 \$
30.3	4	2 000 \$
56al.1	5	3 825 \$
57al.1(1)	294	146 200 \$
57al.1(2)	6	9 625 \$
57al.1(3)	45	22 100 \$
7.1	6	1 500 \$
7al.1	2	500 \$
9.1	7	1 750 \$
Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires		
 de la Baie-James et du Nouveau-Québec (RLRQ, c. D-13.1)	11	2 350 \$
96	4	2 000 \$
36al.1	7	350 \$
Total général	1757	1 363 835 \$

1. LE MONTANT TOTAL DES AMENDES, DES FRAIS JUDICIAIRES ET DE LA CONTRIBUTION PÉNALE APPARAISSANT SUR LES CONSTATS D’INFRACTION SIGNIFIÉS EN 2016-2017.

P.144 NOMBRE D’INFRACTIONS DONT LES DOSSIERS ONT ÉTÉ ABANDONNÉS OU QUI N’ONT PAS COMPLÉTÉ LA PROCÉDURE JUDICIAIRE, POUR LES ANNÉES 2015-2016 ET 2016-2017.

LE DPCP NE DÉTIENT AUCUN PROGRAMME INFORMATIQUE PERMETTANT DE PRODUIRE CETTE INFORMATION.

P.145 SUIVI DU PLAN D’INVESTISSEMENT DE 175 M\$ DANS L’ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE ET PÉNALE ANNONCÉ LE 4 DÉCEMBRE 2016. INDIQUER LES EMBAUCHES RÉALISÉES POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI ANNONCÉES, INCLUANT LES PROCESSUS DE NOMINATION DES NOUVEAUX JUGES À LA COUR DU QUÉBEC.

STRATÉGIE D’ACTION GOUVERNEMENTALE VISANT À CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DES DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE (175.2 M)		
ÉTAT D’AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES EN DATE DU 31 MARS 2017		
MESURE	RESPONSABLE	ÉTAT D’AVANCEMENT
16 NOUVEAUX JUGES À LA COUR DU QUÉBEC	CQ	16 JUGES NOMMÉS
FINANCEMENT PERMANENT DE 2 JUGES SUPPLÉANTS DANS LE NORD-DU-QUÉBEC	CQ	FINANCEMENT OBTENU
DÉMARCHE AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU CANADA POUR LA NOMINATION DE 8 JUGES À LA COUR SUPÉRIEURE ET DE 2 JUGES À LA COUR D’APPEL	MJQ	DISCUSSIONS EN COURS AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
45 POSTES DE PROCUREURS ADDITIONNELS AU DPCP	DPCP	52 POSTES POURVUS
60 NOUVEAUX EFFECTIFS EN SOUTIEN AUX PROCUREURS DU DPCP	DPCP	54 POSTES POURVUS 2 POSTES EN DOTATION 4 POSTES EN AFFICHAGE
132 NOUVEAUX EFFECTIFS EN SOUTIEN AUX SERVICES DE JUSTICE	MJQ	116 POSTES POURVUS 16 POSTES EN DOTATION
47 EMPLOYÉS SUPPLÉMENTAIRES AU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES	MJQ	27 POSTES POURVUS 15 POSTES EN DOTATION
1 NOUVELLE SALLE D’AUDIENCE À MONTRÉAL	MJQ	SALLE OPÉRATIONNELLE
2 NOUVELLES SALLES D’AUDIENCE À LAVAL	MJQ	SALLES OPÉRATIONNELLES
38 NOUVEAUX AGENTS DE SERVICES CORRECTIONNELS	MSP	38 POSTES POURVUS
16 NOUVEAUX CONSTABLES SPÉCIAUX	MSP	16 POSTES POURVUS
32 NOUVEAUX AGENTS DE PROBATION	MSP	32 POSTES POURVUS
16 NOUVEAUX EFFECTIFS EN SOUTIEN	MSP	1 POSTE POURVU 15 POSTES EN DOTATION

P.146 PORTRAIT DES CORRESPONDANCES ÉCHANGÉES ET DES DÉMARCHES MENÉES AUPRÈS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL POUR LA NOMINATION DES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE DEPUIS 2014.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.147 SOMMAIRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU PLAN D'ACTION POUR UNE JUSTICE EN TEMPS UTILE EN MATIÈRES CRIMINELLE ET PÉNALE. INDIQUER LES ACTIONS RÉALISÉES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS.

LE 3 OCTOBRE 2016, LE PLAN D'ACTION 2016-2017 SUR LES DÉLAIS EN MATIÈRES CRIMINELLE ET PÉNALE FUT RENDU PUBLIC.

IL CONTIENT 22 MESURES ISSUES DE LA CONCERTATION DE L'ENSEMBLE DES ACTEURS DU SYSTÈME DE JUSTICE DONT LA MAGISTRATURE, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LE BARREAU, LES AVOCATS DE LA DÉFENSE ET LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES.

LE 15 DÉCEMBRE 2016, UNE RENCONTRE DE LA TABLE JUSTICE-QUÉBEC FUT L'OCCASION D'ASSURER UN SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES DU PLAN D'ACTION.

À CE JOUR, 6 MESURES DU PLAN ONT ÉTÉ RÉALISÉES:

- 1.3 : LORS DES SÉANCES DE GESTION, ENCOURAGER LES ADMISSIONS ET LA RENONCIATION À LA PRÉSENTATION DE DEMANDES FUTILES OU DILATOIRES;
- 1.4 : RECHERCHE DE LA PRODUCTION D'UNE EXPERTISE COMMUNE LORSQUE CELA EST POSSIBLE;
- 4.1 : FAVORISER UNE PLUS GRANDE MOBILITÉ DES JUGES ENTRE LES DIFFÉRENTES CHAMBRES ET DIVISIONS POUR RÉPONDRE AUX PLUS GRANDS BESOINS;
- 4.4 : METTRE EN PLACE UN SYSTÈME DE COMPARUTION PAR VISIOCONFÉRENCE ENTRE L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE MONTRÉAL (BORDEAUX) ET LE PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL;
- 4.5 : METTRE EN PLACE UN PROCESSUS VISANT À MIEUX PRÉVOIR LES BESOINS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR LES SALLES D'AUDIENCE AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL;
- 5.2 : ÉVALUER LES MODES DE NÉGOCIATION EN VUE DU RÈGLEMENT DES ACCUSATIONS OU DE DÉBATS JURIDIQUES DEVANTS DES JUGES À LA RETRAITE.

LA PROCHAINE RENCONTRE DE LA TABLE JUSTICE-QUÉBEC AURA LIEU EN JUIN 2017 ET UN NOUVEAU BILAN DE RÉALISATION DES MESURES SERA PRODUIT.

P.148 SUIVI DONNÉ EN RÉPONSE AU RAPPORT DE LA PROTECTRICE DU CITOYEN SUR LES ACTIVITÉS DE LA DIVAC, PUBLIÉ LE 15 SEPTEMBRE 2016. INDIQUER LES MESURES MISES EN PLACE POUR RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT.

LE PROTECTEUR DU CITOYEN RENDAIT PUBLIC, LE 15 SEPTEMBRE 2016, UN RAPPORT D'ENQUÊTE INTITULÉ « INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS : POUR UNE PRISE EN CHARGE EFFICACE ET DILIGENTE DES PERSONNES VULNÉRABLES » COMPRENANT 33 RECOMMANDATIONS. CELLES-CI PORTENT SUR LES PRINCIPALES ÉTAPES DU PROCESSUS DE TRAITEMENT D'UNE DEMANDE DE PRESTATIONS, SOIT LA RECHERCHE D'INFORMATIONS SUR LE RÉGIME, LA PRÉSENTATION D'UNE DEMANDE DE PRESTATION, L'ÉTAPE DE L'ADMISSIBILITÉ, L'ÉTAPE DE L'ÉVALUATION DES BESOINS, L'ACCÈS AUX INDEMNITÉS ET SERVICES, LA RECONSIDÉRATION ET LA RÉVISION DES DÉCISIONS.

UN PLAN D'ACTION A ÉTÉ ÉLABORÉ EN ÉTROITE COLLABORATION ENTRE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LA COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL.

CERTAINES RECOMMANDATIONS NE NÉCESSITANT PAS D'INVESTISSEMENT ONT DÉJÀ ÉTÉ RÉALISÉES.

POUR D'AUTRES RECOMMANDATIONS, DES SOMMES SUPPLÉMENTAIRES ÉTAIENT NÉCESSAIRES.

LORS DE LA PRÉSENTATION DU BUDGET, LE 28 MARS 2017, DES CRÉDITS ONT ÉTÉ ANNONCÉS AFIN DE POURSUIVRE LA MISE EN PLACE DU PLAN D'ACTION. À LA PAGE B.59, ON PEUT DONC LIRE :

« DANS LE CADRE DU PLAN ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC DE MARS 2017, LE GOUVERNEMENT APPORTE DES AMÉLIORATIONS AU RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AFIN NOTAMMENT D'EN ACCROÎTRE L'ÉQUITÉ ET DE RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS DU PROTECTEUR DU CITOYEN.

CELLES-CI CONSISTENT NOTAMMENT À :

- RÉDUIRE LES DÉLAIS DE TRAITEMENT DES DEMANDES;*
- AMÉLIORER L'ACCOMPAGNEMENT, L'INFORMATION ET LES SERVICES OFFERTS;*
- OFFRIR DES MESURES TEMPORAIRES DÈS L'ÉTABLISSEMENT DE L'ADMISSIBILITÉ;*
- ASSURER L'ADMISSIBILITÉ D'UN PLUS GRAND NOMBRE DE DEMANDES, PAR EXEMPLE LES DEMANDES HORS DÉLAI LIÉES À LA PRISE DE CONSCIENCE DE L'ACTE ET LES CAS D'ASSASSINAT D'UN ENFANT PAR L'UN DE SES PARENTS.*

À CES FINS, DES CRÉDITS ADDITIONNELS DE PRÈS DE 54 MILLIONS DE DOLLARS SERONT OCTROYÉS AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU COURS DES CINQ PROCHAINES ANNÉES, SOIT :

- 6,1 MILLIONS DE DOLLARS EN 2017-2018 POURVUS À MÊME LE FONDS DE SUPPLÉANCE;*
- 12,8 MILLIONS DE DOLLARS EN 2018-2019;*
- 12,5 MILLIONS DE DOLLARS EN 2019-2020;*
- 11,2 MILLIONS DE DOLLARS ANNUELLEMENT À COMPTER DE 2020-2021. »*

L'ANNONCE DE CES SOMMES ADDITIONNELLES PERMETTRA DE DONNER SUITE À PLUSIEURS AUTRES RECOMMANDATIONS.

P.149 Fournir un portrait statistique des dossiers remis en raison de la grève des juristes de l'État et des délais moyen des retards, par région administrative.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

P.150 **INDIQUER LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE CHEZ LES JURISTES SOUMIS AUX CONDITIONS DE LA LOI ASSURANT LA CONTINUITÉ DE LA PRESTATION DES SERVICES JURIDIQUES AU SEIN DU GOUVERNEMENT ET PERMETTANT LA POURSUITE DE LA NÉGOCIATION AINSI QUE LE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION COLLECTIVE DES SALARIÉS ASSURANT LA PRESTATION DE CES SERVICES JURIDIQUES, ET CE, DEPUIS LE 28 FÉVRIER 2017.**

MINISTÈRE

UN DÉPART À LA RETRAITE DEPUIS LE 28 FÉVRIER 2017.

P.151 NOMBRE TOTAL DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PLAINTES ACHÉMINÉES À L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR AINSI QU'À CHAQUE BUREAU RÉGIONAL EN 2015-2016 ET EN 2016-2017, PAR CATÉGORIE, EN DISTINGUANT LES PLAINTES, LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ADRESSÉES À L'OPC ET LES DEMANDES ADRESSÉES À D'AUTRES MINISTÈRES OU ORGANISMES. NOMBRE DE PLAINTES TRAITÉES, REJETÉES ET TRANSFÉRÉES, INCLUANT LES MOTIFS ÉVOQUÉS POUR CONCLURE AU REJET OU AU TRANSFERT. DE FAÇON PARTICULIÈRE :

- A. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX « REDRESSEURS » FINANCIERS, AUX COURTIER EN PRÊTS ET AUTRES « SPÉCIALISTES » FINANCIERS; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- B. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX « PRÊTEURS SUR GAGE »; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- C. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE LA VENTE DE L'AUTOMOBILE; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, PAR SECTEUR, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- D. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE LA LOCATION AUTOMOBILE; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- E. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX AGENTS DE VOYAGES ET GROSSISTES; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- F. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU MARQUAGE UNITAIRE DES PRIX; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- G. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES À LA VENTE DE CARTES PRÉPAYÉES; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- H. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES À LA VENTE D'UNE GARANTIE SUPPLÉMENTAIRE; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- I. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU « TIME-SHARING »; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- J. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE L'INSPECTION EN BÂTIMENT; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- K. **NOMBRE DE PLAINTES CONCERNANT HYDRO-QUÉBEC; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- L. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX ARRANGEMENTS PRÉALABLES DE SERVICES FUNÉRAIRES ET DE SÉPULTURE; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- M. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES À LA VENTE D'ESSENCE; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- N. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES AUX SERVICES DE TRANSPORT RÉMUNÉRÉ DE PERSONNES; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- O. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES À L'ÉTIQUETAGE DES ALIMENTS; SUIVI APPORTÉ ET RÉSULTATS OBTENUS, EN PRÉCISANT LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES ET LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- P. **NOMBRE DE PLAINTES RELATIVES À L'APPLICATION DES NOUVELLES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR QUI DÉCOULENT DE L'ADOPTION, EN DÉCEMBRE 2009, DU PROJET DE LOI 60.**

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

1) NOMBRE TOTAL DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PLAINTES PAR BUREAU RÉGIONAL DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017

DEPUIS 2006, UN SYSTÈME CENTRALISÉ DE RÉCEPTION ET DE TRAITEMENT DES APPELS TÉLÉPHONIQUES PERMET AUX AGENTS DES 11 BUREAUX RÉGIONAUX DE L'OFFICE DE RÉPONDRE AUX APPELS DANS L'ORDRE DE LEUR RÉCEPTION, PEU IMPORTE LEUR ORIGINE GÉOGRAPHIQUE.

CETTE CENTRALISATION FACILITE LE TRAITEMENT DES APPELS ET UNE MEILLEURE COORDINATION.

AINSI, L'EMPLOYÉ DU BUREAU DE GASPÉ NE SE LIMITE PAS À TRAITER LES DEMANDES DE LA RÉGION DE LA GASPÉSIE OU LES PLAINTES VISANT DES COMMERÇANTS DE CETTE RÉGION, MAIS CONSACRE UNE PARTIE DE SA TÂCHE AU TRAITEMENT DE L'ENSEMBLE DES APPELS REÇUS PAR L'OFFICE.

PAR CONSÉQUENT, L'OFFICE NE PEUT FOURNIR DE DONNÉES RÉGIONALISÉES SUR LE NOMBRE DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PLAINTES LOGÉES DANS SES BUREAUX RÉGIONAUX. PAR CONTRE, IL EST EN MESURE D'INDIQUER COMBIEN CHAQUE BUREAU RÉGIONAL A REÇU DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PLAINTES, CES CAS POUVANT PROVENIR DE TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC.

RÉPARTITION PAR BUREAU RÉGIONAL DU NOMBRE DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PLAINTES REÇUES ENTRE LE 1^{ER} AVRIL ET LE 28 FÉVRIER 2017

BUREAU RÉGIONAL	Nb DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS	Nb DE PLAINTES
Gaspé	378	17
Gatineau	14 278	2 776
Jonquière	8 383	2 308
Montréal	38 380	7 791
Québec	17 381	6 305
Rimouski	975	283
Rouyn-Noranda	618	195
Saint-Jérôme	8 158	2 015
Sept-Îles	2 979	1 105
Sherbrooke	2 985	490
Trois-Rivières	13 000	3 035
TOTAL	107 515	26 320

DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2017

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017, L’OFFICE A TRAITÉ UN TOTAL DE 133 835 DEMANDES :

- 107 515 ÉTAIENT DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS QUI, APRÈS ANALYSE, NE PRÉSENTAIENT PAS DE MANQUEMENTS OU D’INFRACTIONS AUX LOIS;
- 26 320 ÉTAIENT DES PLAINTES, DONT 12 244 AVAIENT UN CARACTÈRE PÉNAL INDIQUANT DES INFRACTIONS POTENTIELLES.

RÉPARTITION PAR CATÉGORIE DU NOMBRE DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PLAINTES REÇUES ENTRE LE 1^{ER} AVRIL ET LE 28 FÉVRIER 2017

CATÉGORIES	SOUS-CATÉGORIES	RENSEIGNEMENTS	PLAINTES
BIENS DE CONSOMMATION	ALIMENTS, BOISSONS ET TABAC	1 970	799
	VÊTEMENTS, BIJOUX ET ACCESSOIRES	3 029	895
	OUTILS, MATÉRIAUX ET ARTICLES D’ENTRETIEN	1 811	715
	MEUBLES	4 447	1 804
	IMMEUBLES	137	18
	GROS APPAREILS MÉNAGERS	3 957	2 624
	APPAREILS DE CHAUFFAGE ET CLIMATISATION	1 444	803
	PETITS APPAREILS ÉLECTROMÉNAGERS	438	202
	ARTICLES ÉLECTRONIQUES	2 068	1 159
	ARTICLES RELEVANT DES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)	1 317	856
	ARTICLES DE LOISIRS	1 405	646
	AUTOMOBILES NEUVES	4 307	1 145
	AUTOMOBILES D'OCCASION	8 526	3 677
	AUTRES MOYENS DE TRANSPORT	1 119	501
	PIÈCES DE RECHANGE, ACCESSOIRES ET CARBURANT POUR MOYENS DE TRANSPORT	882	336
	LIVRES, REVUES, JOURNAUX, ARTICLES DE PAPETERIE	192	87
	ANIMAUX ET ARTICLES CONNEXES	226	63
	PRODUITS COSMÉTIQUES, ARTICLES DE TOILETTE ET APPAREILS POUR SOINS CORPORELS	1 378	1 453
	PRODUITS DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN	95	47
	TOTAL DE LA CATÉGORIE	38 748	17 830
SERVICES GÉNÉRAUX AUX CONSOMMATEURS	SERVICES IMMOBILIERS	53	11
	SERVICES DE CONSTRUCTION, D’ENTRETIEN ET DE RÉNOVATION DE L’HABITATION	3 769	1 785
	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT, D'ENTREPOSAGE ET DE LIVRAISON	203	181
	SERVICES D'ENTRETIEN MÉNAGER	65	34

CATÉGORIES	SOUS-CATÉGORIES	RENSEIGNEMENTS	PLAINTES
	SERVICES DE SOINS CORPORELS ET D'ESTHÉTIQUE	320	161
	NETTOYAGE, RÉPARATION ET LOCATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT	44	26
	SERVICES D'APPUI, DE RECHERCHE ET DE RENCONTRE	179	183
	ENTRETIEN ET RÉPARATION DE VÉHICULES ET AUTRES MOYENS DE TRANSPORT	1 024	476
	ENTRETIEN ET RÉPARATION DE BIENS (AUTRES QU'UN VÉHICULE)	237	153
	SERVICES PROFESSIONNELS (AUTRES QUE DES SERVICES DE SANTÉ)	364	160
	SERVICES FUNÉRAIRES ET DE SÉPULTURE	184	20
	SERVICES DE GARDE	1 029	148
	SERVICES POUR ANIMAUX DE COMPAGNIE	25	10
	SERVICES D'IMPRESSIION, DE REPRODUCTION ET D'ENCADREMENT	38	17
	TOTAL DE LA CATÉGORIE	7 534	3 365
SANTÉ	MÉDICAMENTS SOUS ORDONNANCE	25	2
	MÉDICAMENTS EN VENTE LIBRE	96	64
	DISPOSITIFS MÉDICAUX ET AUTRE APPAREILLAGE	80	29
	SERVICES LIÉS À LA SANTÉ	65	37
	MAISONS DE RETRAITE ET SOINS À DOMICILE	1	0
	TOTAL DE LA CATÉGORIE	267	132
SERVICES FINANCIERS	PRÊT D'ARGENT	380	123
	PRÊT SUR GAGE	12	5
	CRÉDIT VARIABLE	569	147
	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES	37	3
	CARTE DE DÉBIT	39	8
	INVESTISSEMENTS ET PLACEMENTS	19	2
	ASSURANCES	61	15
	GARANTIE SUPPLÉMENTAIRE	148	43
	CARTES PRÉPAYÉES, COUPONS ÉCHANGEABLES OU AUTRES INSTRUMENTS D'ÉCHANGE CONNEXES	656	136
	RECouvreMENT DE CRÉANCES	2 391	724
	TOTAL DE LA CATÉGORIE	4 504	1 302
SERVICES DE COMMUNICATION	SERVICES POSTAUX ET MESSAGERIES	18	9
	SERVICES DE TÉLÉPHONIE FIXE	152	47
	SERVICES DE TÉLÉPHONIE MOBILE	936	325
	SERVICES INTERNET	359	151
	SERVICES DE TÉLÉVISION	144	53
	FORFAIT DE SERVICES DE COMMUNICATION	902	432
	SERVICES DE TÉLÉSURVEILLANCE	387	112
	AUTRES SERVICES DE COMMUNICATION	51	37
	TOTAL DE LA CATÉGORIE	2 949	1 166
SERVICES DE TRANSPORT	TRANSPORT AÉRIEN	384	200
	TRANSPORT EN COMMUN, ROUTIER, FERROVIAIRE ET MARITIME	102	56
	SERVICES D'INFRASTRUCTURES LIÉS AU TRANSPORT	108	34
	SERVICES DE LOCATION D'UN TRANSPORT À COURT TERME	112	46
	TOTAL DE LA CATÉGORIE	706	336
SERVICES DE LOISIRS	HÔTELS ET AUTRES HÉBERGEMENTS TOURISTIQUES	420	119
	VOYAGES À FORFAIT	1 050	396
	PROPRIÉTÉS À TEMPS PARTAGÉ ET SERVICES ANALOGUES	112	102
	RESTAURANTS ET BARS	131	83
	SERVICES LIÉS AUX SPORTS, AUX LOISIRS, À LA CULTURE ET AU CONDITIONNEMENT PHYSIQUE	2 026	627
	JEUX DE HASARD ET LOTERIES	31	8
	TOTAL DE LA CATÉGORIE	3 370	1 335

CATÉGORIES	SOUS-CATÉGORIES	RENSEIGNEMENTS	PLAINTES
ÉNERGIE ET EAU	TOTAL DE LA CATÉGORIE	208	70
ENSEIGNEMENT	ENSEIGNEMENT SCOLAIRE ET FORMATION CONTINUE	385	139
	COURS DE LANGUE, LEÇONS DE CONDUITE, COURS RELATIFS AUX SPORTS, AUX LOISIRS ET AUTRES PASSE-TEMPS	928	301
	TOTAL DE LA CATÉGORIE	1 313	440
AUTRES	TOTAL DE LA CATÉGORIE	1 541	344
TOTAL PARTIEL		61 540	26 320
AUTRES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS RELATIVES AU DOMAINE DE LA CONSOMMATION	CAS SUR LA CONSOMMATION NE RELEVANT PAS, EN TOUT OU EN PARTIE, DU CHAMP DE COMPÉTENCE DE L'OFFICE	21 940	CAS SUR LA CONSOMMATION NE RELEVANT PAS, EN TOUT OU EN PARTIE, DU CHAMP DE COMPÉTENCE DE L'OFFICE
	COMPLÉMENT D'INFORMATION SUR UN CAS TRAITÉ	18 824	COMPLÉMENT D'INFORMATION SUR UN CAS TRAITÉ
	CAS RELATIFS AU DOSSIER D'UN COMMERÇANT EN PARTICULIER (PLAINTES, PERMIS, POURSUITES)	4 637	CAS RELATIFS AU DOSSIER D'UN COMMERÇANT EN PARTICULIER (PLAINTES, PERMIS, POURSUITES)
	DEMANDES D'INDEMNISATION RELATIVES AUX FONDS ADMINISTRÉS PAR L'OPC	574	DEMANDES D'INDEMNISATION RELATIVES AUX FONDS ADMINISTRÉS PAR L'OPC
TOTAL PARTIEL		45 975	
TOTAL		107 515	26 320

2) NOMBRE DE PLAINTES PAR SECTEUR

L’OFFICE NE COMPILE PAS LE NOMBRE DE PLAINTES REJETÉES.

A. PLAINTES RELATIVES AUX « REDRESSEURS » FINANCIERS, AUX COURTIERS EN PRÊTS ET AUTRES « SPÉCIALISTES » FINANCIERS

L’OFFICE NE FAIT PAS LA DISTINCTION ENTRE CES TYPES DE SERVICES. LE TABLEAU CI-DESSOUS PRÉSENTE DONC LES RÉSULTATS POUR LA CATÉGORIE « ARGENT », QUI COMPREND LES PLAINTES RELATIVES AUX TROIS CATÉGORIES DEMANDÉES.

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
ARGENT	123

B. PLAINTES RELATIVES AUX « PRÊTEURS SUR GAGES »

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
PRÊTEURS SUR GAGES	5

C. PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE LA VENTE D’AUTOMOBILES

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
VENTE/RÉPARATION D’AUTOMOBILES (NEUVES ET D’OCCASION)	5 298

D. PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE LA LOCATION D’AUTOMOBILES

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
LOCATION D’AUTOMOBILES (NEUVES ET D’OCCASION)	94

E. PLAINTES RELATIVES AUX AGENTS DE VOYAGES ET AUX GROSSISTES

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
AGENTS DE VOYAGES/GROSSISTES	515

F. PLAINTES RELATIVES AU MARQUAGE UNITAIRE DES PRIX

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
INDICATION DES PRIX ET ÉTIQUETAGE	191
INDICATION DES PRIX ET POLITIQUE D'EXACTITUDE DES PRIX	388

G. PLAINTES RELATIVES À LA VENTE DE CARTES PRÉPAYÉES

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
CARTES PRÉPAYÉES	110

H. PLAINTES RELATIVES À LA VENTE D'UNE GARANTIE SUPPLÉMENTAIRE

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
GARANTIE SUPPLÉMENTAIRE	256

I. PLAINTES RELATIVES AU « TIME-SHARING »

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
PROPRIÉTÉS À TEMPS PARTAGÉ ET SERVICES ANALOGUES	102

J. PLAINTES RELATIVES AU SECTEUR DE L'INSPECTION EN BÂTIMENT

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
*LE SYSTÈME DE CODIFICATION DE L'OFFICE NE PERMET PAS D'ISOLER LES PLAINTES RELATIVES À CE SECTEUR.	

K. PLAINTES RELATIVES CONCERNANT HYDRO -QUÉBEC

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
	0

L. PLAINTES RELATIVES AUX ARRANGEMENTS PRÉALABLES DE SERVICES FUNÉRAIRES ET DE SÉPULTURE

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
SERVICES FUNÉRAIRES ET DE SÉPULTURE	20

M. PLAINTES RELATIVES À LA VENTE D'ESSENCE

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
PIÈCES DE RECHANGE, ACCESSOIRES ET CARBURANTS POUR MOYENS DE TRANSPORTS	4

N. PLAINTES RELATIVES AUX SERVICES DE TRANSPORT RÉMUNÉRÉ DE PERSONNES

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
SERVICES DE TRANSPORT	290

O. PLAINTES RELATIVES À L'ÉTIQUETAGE DES ALIMENTS

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
ALIMENTS / BOISSONS	246

P. PLAINTES RELATIVES À L'APPLICATION DES NOUVELLES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR QUI DÉCOULENT DE L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 60 EN DÉCEMBRE 2009

CATÉGORIE	Nb DE PLAINTES REÇUES
TÉLÉCOMMUNICATIONS (CONTRATS DE SERVICES FOURNIS À DISTANCE)	417
GARANTIE SUPPLÉMENTAIRE	256
CARTES PRÉPAYÉES	110
OBLIGATION DE DÉTENIR UN CERTIFICAT DE CONSEILLER EN VOYAGES	37

LE SYSTÈME DE CODIFICATION DE L'OFFICE NE PERMET PAS D'ISOLER LES PLAINTES RELATIVES AU PRIX TOUT INCLUS.

P.152 **EN 2015-2016**et **2016-2017**, LE NOMBRE ET LA NATURE DES PLAINTES QUI ONT MENÉ À DES INTERVENTIONS JURIDIQUES, EN DISTINGUANT CELLES QUI ONT ÉTÉ RÉFÉRÉES À LA COUR DES PETITES CRÉANCES OU À UN AVOCAT, ET CELLES DÉFÉRÉES À D’AUTRES TRIBUNAUX, EN INDICANT LE CHEMINEMENT DES DOSSIERS ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

DEPUIS 23 SEPTEMBRE 2013, L’OFFICE S’EST DOTÉ DE NOUVELLES LIGNES DIRECTRICES EN MATIÈRE DE SURVEILLANCE. CELLES-CI ONT STRUCTURÉ LA NOUVELLE FAÇON DE RECEVOIR ET DE TRAITER LES PLAINTES. L’APPROCHE DU TRAITEMENT GLOBAL DES PLAINTES EST AINSI FAVORISÉE EN LIEU ET PLACE DE L’APPROCHE INDIVIDUELLE. PAR CETTE APPROCHE GLOBALE, L’OFFICE AGIT EN AMONT AFIN D’AMENER LES COMMERÇANTS À SE CONFORMER AUX EXIGENCES DE LA LOI, AU BÉNÉFICE D’UN GRAND NOMBRE DE CONSOMMATEURS. CETTE APPROCHE PRODUIT D’AVANTAGE D’IMPACT QUE LE TRAITEMENT INDIVIDUEL DES LITIGES. À TITRE INDICATIF, L’OFFICE A REÇU 26 320 PLAINTES ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017.

PAR L’INTRODUCTION DE CES NOUVELLES LIGNES DIRECTRICES EN MATIÈRE DE SURVEILLANCE, L’OFFICE CONCENTRE DÉSORMAIS SON ACTION SUR LES PLAINTES À CARACTÈRE PÉNAL ET PRIORISE SES INTERVENTIONS EN FONCTION DE CERTAINS CRITÈRES, DONT LA GRAVITÉ DES INFRACTIONS COMMISES, LE NOMBRE DE PLAINTES RECUEILLIES ET LES ANTÉCÉDENTS DES COMMERÇANTS VISÉS.

EN CE QUI A TRAIT AUX CONSOMMATEURS, L’OFFICE A CONÇU POUR EUX DES OUTILS D’INFORMATION VULGARISÉS ET FACILES D’UTILISATION (TROUSSES D’INFORMATION) AFIN QU’ILS PRENNENT EN MAIN LE RÈGLEMENT DE LEUR LITIGE. CES TROUSSES SONT SYSTÉMATIQUEMENT FOURNIES AUX CONSOMMATEURS QUI PORTENT PLAINTÉ ET C’EST PLUTÔT CETTE DONNÉE QUI EST MISE EN RELIEF.

LES TROUSSES SUGGÈRENT AUX CONSOMMATEURS UNE DÉMARCHE ORDONNÉE QUI FAVORISE, DANS UN PREMIER TEMPS, LA NÉGOCIATION AVEC LE COMMERÇANT. SI LE PROBLÈME PERSISTE, L’OFFICE INVITE LE CONSOMMATEUR À FAIRE VALOIR SES DROITS EN COUR. UN SONDAGE RÉALISÉ EN 2016 A MONTRÉ QUE 57 % DES CONSOMMATEURS À QUI L’OFFICE A ENVOYÉ UNE TROUSSE ONT RÉGLÉ LEUR PROBLÈME, TANDIS QUE 8 % ONT DÉPOSÉ UNE DEMANDE À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DE LA COUR DU QUÉBEC.

LES PLAINTES DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017

NATURE DES PLAINTES	NOMBRE TOTAL DE PLAINTES TRAITÉES
MÉSÉSENTANTE AVANT L’ACHAT LIÉE AU PRIX/AU TARIF	212
MÉSÉSENTANTE LIÉE AU CONTRAT CONCLU	726
PRATIQUE TROMPEUSE OU DÉLOYALE	1 894
PROBLÈME DE FACTURATION OU DE RECOUVREMENT DE CRÉANCE	464
QUALITÉ DES BIENS ET SERVICES	486
SERVICE À LA CLIENTÈLE/ABSENCE DE LIVRAISON/Non-conformité	622
MOTIF NON CODIFIÉ	94
TOTAL	4 498 ¹

¹ PARMI LES PLAINTES RENFERMANT DES INFRACTIONS PÉNALES, 4 498 ONT FAIT L’OBJET D’UNE INTERVENTION PRIORITAIRE DE L’OFFICE ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017.

P.153 EN 2015-2016 ET EN 2016-2016, LE NOMBRE ET LA NATURE DES PLAINTES QUI ONT ÉTÉ MENÉES PAR LA DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES DE L’OFFICE, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE OU LE PROCUREUR GÉNÉRAL, EN INDIQUANT LE CHEMINEMENT DU DOSSIER, LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES RÉSULTATS DES POURSUITES.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

INTERVENTIONS JURIDIQUES (AVIS D’INFRACTION ET POURSUITES PÉNALES), JUGEMENTS ET AMENDES POUR 2016-2017, PAR SECTEUR (EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017)*

SECTEUR	INTERVENTIONS JURIDIQUES	JUGEMENTS	AMENDES
COMMERCE DE DÉTAIL	34	61	504 883 \$
COMMUNICATIONS	4	16	105 466 \$
ENSEIGNEMENT ET ÉDUCATION	5	9	23 872 \$
IMMOBILIER	9	2	11 884 \$
RECouvreMENT DE CRÉANCES	13	70	112 09 \$
SERVICES FINANCIERS	5	6	10 886 \$
SERVICES FUNÉRAIRES ET DE SÉPULTURE	0	0	0 \$
SERVICES LIÉS À LA CONSTRUCTION, LA RÉNOVATION ET À L’HABITATION	13	21	44 114 \$
SERVICES LIÉS AUX LOISIRS, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS	39	45	167 686 \$
SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES	2	8	8 552 \$
TRANSPORTS	0	0	0 \$
VENTE ET SERVICES LIÉS AUX VÉHICULES ET AUTRES MOYENS DE TRANSPORT	62	25	262 070 \$
VOYAGE	33	38	151 906 \$
AUTRES	2	0	0 \$
TOTAL	221	301	1 403 414 \$

RÉPARTITION DES INTERVENTIONS JURIDIQUES ENTRE LES POURSUITES PÉNALES ET LES AVIS D’INFRACTION POUR 2016-2017, PAR SECTEUR (EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017)*

SECTEUR	POURSUITES PÉNALES	AVIS D’INFRACTION	TOTAL DES INTERVENTIONS JURIDIQUES
COMMERCE DE DÉTAIL	34	0	34
COMMUNICATIONS	2	2	4
ENSEIGNEMENT ET ÉDUCATION	5	0	5
IMMOBILIER	9	0	9
RECouvreMENT DE CRÉANCES	13	0	13
SERVICES FINANCIERS	4	1	5
SERVICES FUNÉRAIRES ET DE SÉPULTURE	0	0	0
SERVICES LIÉS À LA CONSTRUCTION, LA RÉNOVATION ET À L’HABITATION	11	2	13
SERVICES LIÉS AUX LOISIRS, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS	34	5	39
SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES	2	0	2
TRANSPORTS	0	0	0
VENTE ET SERVICES LIÉS AUX VÉHICULES ET AUTRES MOYENS DE TRANSPORT	13	49	62
VOYAGE	27	6	33
AUTRES	1	1	2
TOTAL	155	66	221

* LES COMPARAISONS AVEC LES ANNÉES PRÉCÉDENTES SERONT PLUS DIFFICILES À ÉTABLIR PUISQUE LA NOMENCLATURE DES SECTEURS A ÉTÉ MODIFIÉE SUIVANT L’EXEMPLE DU SYSTÈME DE CLASSIFICATION DES INDUSTRIES DE L’AMÉRIQUE DU NORD (SCIAN).

INTERVENTIONS JURIDIQUES (AVIS D’INFRACTION ET POURSUITES PÉNALES), JUGEMENTS ET AMENDES POUR 2015-2016, PAR SECTEUR

SECTEUR	INTERVENTIONS JURIDIQUES	JUGEMENTS	AMENDES
AGENCES DE VOYAGES	105	52	175 990 \$
ARRANGEMENTS FUNÉRAIRES PRÉALABLES	0	3	36 417 \$
AUTOMOBILE	13	5	38 520 \$
COMMERCE ITINÉRANT	52	51	167 51 \$
CONTRATS À DISTANCE	8	14	45 458 \$
CRÉDIT	11	4	157 978 \$
EXÉCUTION SUCCESSIVE ET STUDIOS DE SANTÉ	64	38	105 614 \$
GARANTIES	0	0	0 \$
PRATIQUES DE COMMERCE	34	74	353 193 \$
RECouvreMENT DE CRÉANCES	43	27	46 217 \$
TOTAL	330	268	1 126 903 \$

RÉPARTITION DES INTERVENTIONS JURIDIQUES ENTRE LES POURSUITES PÉNALES ET LES AVIS D’INFRACTION POUR 2015-2016, PAR SECTEUR

SECTEUR	POURSUITES PÉNALES	AVIS D’INFRACTION	TOTAL DES INTERVENTIONS JURIDIQUES
AGENCES DE VOYAGES	41	64	103
ARRANGEMENTS FUNÉRAIRES PRÉALABLES	0	0	0
AUTOMOBILE	11	2	13
COMMERCE ITINÉRANT	48	4	50
CONTRATS À DISTANCE	7	1	8
CRÉDIT	6	5	62
EXÉCUTION SUCCESSIVE ET STUDIOS DE SANTÉ	51	13	0
GARANTIES	0	0	0
PRATIQUES DE COMMERCE	28	6	34
RECouvreMENT DE CRÉANCES	43	0	40
VOYAGE	27	6	33
AUTRES	1	1	2
TOTAL	235	95	330

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

ABSENCE DE DONNÉES SUR LA MÉDIATION APRÈS LE 23 SEPTEMBRE 2013

DEPUIS 2009, L'OFFICE, S'APPUYANT SUR SON PLAN STRATÉGIQUE 2009 – 2013, A AMORCÉ UN EXERCICE DE RÉVISION EN PROFONDEUR DE SON PROCESSUS DE TRAITEMENT DES PLAINTES VISANT À RECENTRER SON ACTION SUR LES ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE DE L'APPLICATION DES LOIS.

CE NOUVEAU PROCESSUS A ÉTÉ CONÇU DE FAÇON À FOURNIR RAPIDEMENT AUX CONSOMMATEURS DES INFORMATIONS ET DES TROUSSES D'INFORMATION LEUR PERMETTANT DE FAIRE VALOIR LEURS DROITS, EN PERMETTANT À L'OFFICE DE RECUEILLIR EN TEMPS RÉEL TOUTE L'INFORMATION REQUISE POUR EXERCER UNE SURVEILLANCE DE L'APPLICATION DES LOIS.

L'IMPLANTATION DE CE NOUVEAU PROCESSUS S'EST AMORCÉE À COMPTER DU PRINTEMPS 2011 ET A ENTRAÎNÉ UNE DIMINUTION GRADUELLE DES ACTIVITÉS DE MÉDIATION DES LITIGES, QUI N'EST PRATiquÉE DÉSORMAIS QUE DANS LE CAS OÙ LA PLAINTÉ ÉMANÉ DE CONSOMMATEURS PLUS VULNÉRABLES. EN CONSÉQUENCE, L'OFFICE NE COMPILE PLUS DE STATISTIQUES SUR CETTE ACTIVITÉ, QUI EST EN MARGE DE CELLES LIÉES À SA MISSION.

TOUTEFOIS, L'OFFICE A DÉVELOPPÉ DES TROUSSES D'INFORMATION POUR ACCOMPAGNER LE CONSOMMATEUR DANS LA DÉMARCHÉ DE RÉOLUTION DE SON LITIGE AUPRÈS D'UN COMMERÇANT ET, LE CAS ÉCHÉANT, DEVANT LES TRIBUNAUX.

PAR AILLEURS, EN 2016-2017, L'OFFICE A COLLABORÉ AVEC LE LABORATOIRE DE CYBERJUSTICE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL AFIN DE CRÉER LA PLATEFORME PARLE, UN NOUVEL OUTIL DE MÉDIATION EN LIGNE POUR AIDER LES CONSOMMATEURS À FAIRE VALOIR LEURS DROITS. CETTE PLATEFORME PERMET AUX CONSOMMATEURS ET AUX COMMERÇANTS DE RÉSOUDRE UN LITIGE DE CONSOMMATION DANS UN ENVIRONNEMENT NEUTRE, PRIVÉ ET SÉCURITÉ.

CONCRÈTEMENT, LES CONSOMMATEURS ET LES COMMERÇANTS PEUVENT:

- NÉGOCIER AFIN DE TROUVER UNE SOLUTION À UN PROBLÈME ;
- RECOURIR, AU BESOIN, AUX SERVICES D'UN MÉDIATEUR EXTERNE ET ACCRÉDITÉ PAR UN ORDRE PROFESSIONNEL, SOIT LE BARREAU DU QUÉBEC OU LA CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC.

DEPUIS LE 7 NOVEMBRE 2016, UNE VINGTAINÉ DE COMMERÇANTS SOLlicitÉS PAR L'OFFICE SONT ACTIFS SUR PARLE. PARMI EUX SE TROUVENT DES MAGASINS À GRANDE SURFACE, DES DÉTAILLANTS DE MEUBLES, D'APPAREILS ÉLECTRONIQUES ET D'ÉLECTROMÉNAGERS AINSI QUE DES COMMERÇANTS D'AUTOMOBILES D'OCCASION.

À LA LUMIÈRE DES STATISTIQUES RECUEILLIES ET DES RÉSULTATS D'UN SONDAGE MENÉ AUPRÈS DES UTILISATEURS DE LA PLATEFORME, L'OFFICE OBSERVE QU'EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017, 496 DOSSIERS ONT ÉTÉ OUVERTS PAR DES CONSOMMATEURS DEPUIS LE 7 NOVEMBRE 2016.

P.155 VENTILATION DES EFFECTIFS DE L'OFFICE ET DE CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX, POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, EN SPÉCIFIANT LA CATÉGORIE D'EMPLOI AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS; DISTINGUER LES POSTES PERMANENTS DES POSTES OCCASIONNELS.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

EFFECTIFS – VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR RÉGION

**(INCLUANT LES OCCASIONNELS)
VENTILATION AU 28 FÉVRIER 2017**

RÉGION	CATÉGORIE D'EMPLOIS						
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH.	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
BUREAUX CENTRAUX							
TROIS-RIVIÈRES			1	2	1	1 (1 occ.)	5
QUÉBEC	1		3	22 (dont 2 occ.)	13	6 (dont 4 occ.)	45
MONTRÉAL	1	1	1	14 (dont 1 occ.)	10	1	28
SOUS-TOTAL	2	1	5	38	24	8	78
QUÉBEC			1		9 (dont 1 occ.)		10
MONTRÉAL			1		13 (dont 1 occ.)		14
GASPÉ					1		1
GATINEAU					3		3
SAGUENAY					2		2
RIMOUSKI					1		1
ROUYN-NORANDA					1		1
SEPT-ÎLES					1		1
SHERBROOKE					2		2
SAINT-JÉRÔME					4 (dont 2 occ.)		4
TROIS-RIVIÈRES					4		4
SOUS-TOTAL			2		41		43
OFFICE	2	1	7	38	65	8	121

¹ INCLUANT LES JURISTES

- P.156** POUR L'OPC ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX, SPÉCIFIER ET DISTINGUER LE TOTAL DES EFFECTIFS AFFECTÉS :
- A.** AUX ENQUÊTES ET À LA SURVEILLANCE;
 - B.** AU TRAITEMENT DES PLAINTES;
 - C.** À LA MÉDIATION;
 - D.** AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

**EFFECTIFS AUTORISÉS AFFECTÉS AUX ENQUÊTES ET À LA SURVEILLANCE, AU TRAITEMENT DES PLAINTES, À LA CONCILIATION ET AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE SOUTIEN
EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017**

BUREAU	ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE (VÉRIFICATIONS , ENQUÊTES JUDICIAIRES) NOTE 1	TRAITEMENT DES PLAINTES ET INSPECTIONS NOTE 2	MÉDIATION	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE SOUTIEN NOTE 4
BUREAUX CENTRAUX	22		NOTE 3	11 NOTE 5
BUREAUX RÉGIONAUX	1			
QUÉBEC	9	9		9
MONTRÉAL	13	13		13
GASPÉ	1	1		1
GATINEAU	3	3		3
JONQUIÈRE	2	2		2
RIMOUSKI	1	1		1
ROUYN-NORANDA	1	1		1
SEPT-ÎLES	1	1		1
SHERBROOKE	1	1		1
SAINT-JÉRÔME	4	4		4
TROIS-RIVIÈRES	4	4		4
TOTAL	63	40	—	51

LES CHIFFRES INDIQUÉS AU TABLEAU TIENNENT COMPTE DU PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL
UNE MÊME PERSONNE PEUT EXERCER DIFFÉRENTES TÂCHES.

NOTE 1

LE NOMBRE D'EMPLOYÉS INDIQUÉ DANS CETTE SECTION DU TABLEAU DÉSIGNE CEUX QUI CONSACRENT UNE PART IMPORTANTE DE LEUR TÂCHE À LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE, SOIT :

- 8 POSTES D'ENQUÊTEURS AU SERVICE DES ENQUÊTES;
- 11 POSTES À LA DIRECTION DES PERMIS ET DE L'INDEMNISATION (CONTRÔLE A PRIORI DE LA LOI);
- 3 POSTES DE JURISTES (LES TÂCHES NE SONT PAS EXCLUSIVEMENT LIÉES À LA SURVEILLANCE);
- 1 POSTE DE PROFESSIONNEL À LA DIRECTION DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET DE LA SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE;
- 40 POSTES D'AGENT DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR.

NOTE 2

LES 40 AGENTS DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR (APC) SE CONSACRENT NOTAMMENT AU TRAITEMENT DES PLAINTES ET EFFECTUENT ÉGALEMENT DES INSPECTIONS. À LA SUITE DE L'ANALYSE DES FAITS ENTOURANT LE PROBLÈME D'UN CONSOMMATEUR AVEC UN COMMERÇANT, L'APC INFORME D'ABORD LE CONSOMMATEUR DE SES DROITS ET RECOURS ET LUI TRANSMET, LE CAS ÉCHÉANT, UNE TROUSSE D'INFORMATION POUR L'AIDER À RÉGLER SON PROBLÈME.

NOTE 3

EN CE QUI A TRAIT À LA MÉDIATION/CONCILIATION, VEUILLEZ-VOUS REPORTER À LA QUESTION P.154.

NOTE 4

LE TRAITEMENT DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PAR LES APC CONSISTE, EN APPLICATION DES LOIS SOUS RESPONSABILITÉ DE L'OFFICE, À FOURNIR AUX CONSOMMATEURS L'INFORMATION RELATIVE À LEURS DROITS ET RECOURS EN SE FONDANT SUR L'ANALYSE DES SITUATIONS DÉCRITES PAR LES CONSOMMATEURS DANS LE CADRE D'UN PROBLÈME QU'ILS ÉPROUVENT AVEC UN COMMERÇANT.

NOTE 5

LE PERSONNEL DE LA DIRECTION DES PERMIS ET DE L'INDEMNISATION RÉPOND AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE SOUTIEN DE LA CLIENTÈLE COMMERÇANTE SUR LES QUESTIONS RELATIVES À LEUR PERMIS OU À LEUR CERTIFICAT. IL TRAITE ÉGALEMENT LES DEMANDES D'INDEMNISATION DES CONSOMMATEURS.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

ACTIVITÉ DE COMMUNICATION	Coût
<u>PUBLICITÉ MANDAT</u>	
CAMPAGNE WEB – MISE EN GARDE SUR LES ÉCHANTILLONS GRATUITS	1 000,00 \$
CAMPAGNE WEB – GARANTIES	1 199,57 \$
ÉDITIONS PROTÉGEZ-VOUS	4 000,00 \$
<u>COMMANDITES</u>	
FONDATION POUR LES CONSOMMATEURS (ENTENTE DE VISIBILITÉ ET PARTICIPATION À L'ÉVÉNEMENT SOULIGNANT LE 50 ^E ANNIVERSAIRE DES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS)	4 999,00 \$
UQAM (ENTENTE DE VISIBILITÉ ET SOUTIEN À L'ORGANISATION DE L'ÉCOLE D'ÉTÉ EN DROIT DE LA CONSOMMATION)	5 725,00 \$
ACEF DE L'OUTAOUAIS (ENTENTE DE VISIBILITÉ ET PARTICIPATION À L'ÉVÉNEMENT SOULIGNANT SON 50 ^E ANNIVERSAIRE)	1 500,00 \$
ÉDUCALOI (PARTICIPATION À SON ÉVÉNEMENT-BÉNÉFICE)	1 200,00 \$
OPTION CONSOMMATEURS (PARTICIPATION À SON ÉVÉNEMENT-BÉNÉFICE)	1 000,00 \$
<u>ÉMISSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE</u>	
CNW TELBEC	4 563,50 \$
<u>ACTIVITÉ DE VEILLE MÉDIATIQUE</u>	
COMMUNICATION DEMO INC.	11 892,31 \$
CEDROM-SNI INC.	11 965,77 \$
<u>PARTICIPATION À DES SALONS OU DES EXPOSITIONS</u>	
SALON NATIONAL DE L'ÉDUCATION, ÉDITION 2016 : 2 773,00 \$	
SALON DES AÎNÉS, ÉDITION 2016, DU RÉSEAU DE LA FADOQ - RÉGION CÔTE-NORD : 43,49 \$	
SALON DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTÉGRATION AU QUÉBEC, ÉDITION 2016 : 170,50 \$	
CONGRÈS DE L'ASSOCIATION DES MARCHANDS DE VÉHICULES D'OCCASION DU QUÉBEC (AMVOQ), ÉDITION 2016 : - LOCATION DU KIOSQUE : 200,00 \$ - IMPRESSION DE DEUX PARAPOSTS : 368,21 \$	3 555,20 \$
<u>DÉVELOPPEMENT, ENTRETIEN, RÉDACTION ET TRADUCTION DU SITE WEB</u>	
WEB LOUNGE (ENTRETIEN) : 4 923,75 \$	
SOPHIE MARCOTTE (RÉVISION) : 520,00 \$	
PAUL RAYMOND CÔTÉ (TRADUCTION) : 1 504,25 \$	
ROSS & SHEEHAN INC. (TRADUCTION) : 585,10 \$	7 533,10 \$
<u>PRODUCTION DE DÉPLIANTS, DE PUBLICATIONS ET AUTRES</u>	
IMPRESSION DU FEUILLET ENCADREMENT DES COMMERÇANTS ET DES RECYCLEURS DE VÉHICULES ROUTIERS (100 COPIES) : 107,50 \$	
IMPRESSION DE L'AFFICHE SUR LA POLITIQUE D'EXACTITUDE DES PRIX (1 000) : 2 723,00 \$	
IMPRESSION DES CARTES SUR LA POLITIQUE D'EXACTITUDE DES PRIX (15 000) : 837,00 \$	
RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2015-2016 : - RÉVISION LINGUISTIQUE : 750,00 \$ - ÉDITION : 2 475,00 \$ - IMPRESSION : 1 741,00 \$	14 192,89 \$
FEUILLETS POUR LES TROUSSES D'INFORMATION AUX CONSOMMATEURS : - IMPRESSION VENTE ITINÉRANTE (500), POLITIQUE D'EXACTITUDE DES PRIX (800), ARRANGEMENTS PRÉALABLES DE SERVICES FUNÉRAIRES ET ACHAT PRÉALABLE DE SÉPULTURE (425) : 1 699,13 \$ - IMPRESSION CENTRES D'ENTRAÎNEMENT OU DE CONTRÔLE DU POIDS (425) ET COURS DE LANGUES,	

ACTIVITÉ DE COMMUNICATION	Coût
DE CONDUITE, DE DANSE, ETC. (425) : 868,87 \$ - RÉVISION LINGUISTIQUE PRATIQUES COMMERCIALES INTERDITES : 62,50 \$ - IMPRESSION PRATIQUES COMMERCIALES INTERDITES (800) : 676,41 \$ - IMPRESSION LISTE DES ORGANISMES DE SOUTIEN JURIDIQUE (8000) : 1 004,80 \$ - TRADUCTION DES FEUILLETS : 508,25 \$ IMPRESSION ET INSTALLATION DE DEUX AFFICHES AUTOCOLLANTES POUR L'HABILLAGE DE LA RÉCEPTION DU BUREAU RÉGIONAL DE MONTRÉAL : 739,43 \$	
TOTAL	74 326,34 \$

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

LES CONDAMNATIONS LIÉES AUX POURSUITES PÉNALES VISANT UNE INFRACTION AUX LOIS SOUS LA RESPONSABILITÉ DE L’OFFICE, POUR L’ANNÉE 2016-2017, S’ÉLÈVENT À 1 403 414 \$ EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017.

P.159 **LISTE DES ÉTUDES OU SONDAGES COMMANDÉS DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016 ET CELUI DE 2016-2017 À LA DEMANDE DU MINISTRE OU DE L'ORGANISME :**

- A. LISTE ET COÛTS;**
- B. COPIE DES SOUMISSIONS;**
- C. COPIE D'ÉTUDES OU SONDAGES.**

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

L'OFFICE N'A PAS ACCORDÉ DE CONTRAT DE 25 000 \$ ET MOINS RELATIVEMENT À UN SONDAGE EFFECTUÉ EN 2016-2017.

L'INFORMATION RELATIVE AUX CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$ EST INCLUSE DANS LES ENGAGEMENTS FINANCIERS. CEUX-CI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

P.160 NOMBRE D'ENQUÊTES RÉALISÉES, DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, EN INDIQUANT LEUR NATURE ET LEURS RÉSULTATS.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AU 28 FÉVRIER 2017, L'OFFICE AVAIT RÉALISÉ 2 406 ENQUÊTES AU COURS DE L'ANNÉE 2016-2017.

NATURE DES ENQUÊTES RÉALISÉES EN 2016-2017

NATURE	NOMBRE
INSPECTIONS	2 205
ENQUÊTES JUDICIAIRES	122
AUTRES ENQUÊTES ADMINISTRATIVES (VACATIONS À LA COUR, SIGNIFICATIONS DE PROCÉDURES ET DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS)	79
TOTAL	2 406

LES INSPECTIONS ET LES ENQUÊTES JUDICIAIRES ONT DONNÉ LIEU À 2 346 RECOMMANDATIONS. UNE ENQUÊTE PEUT DONNER LIEU À PLUSIEURS RECOMMANDATIONS. UNE ENQUÊTE ADMINISTRATIVE NE DONNE PAS LIEU À DES RECOMMANDATIONS.

NOMBRE DE RECOMMANDATIONS DÉCOULANT DES ENQUÊTES RÉALISÉES EN 2016-2017

RECOMMANDATION	NOMBRE
AUCUNE INFRACTION	837
OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE JUDICIAIRE À LA SUITE D'UNE INSPECTION	306
ENVOI D'UN AVIS DE NON-CONFORMITÉ OU D'INFRACTION	633
RÉDACTION D'UNE OPINION JURIDIQUE	27
POURSUITE PÉNALE	94
ACTION APPROPRIÉE ¹	33
AUTRES ACTIONS ²	416
TOTAL	2 346

¹ LA RECOMMANDATION « ACTION APPROPRIÉE » EST SUGGÉRÉE LORSQUE LA SITUATION NE JUSTIFIE PAS UNE INTERVENTION DE NATURE PÉNALE (DANS LE CADRE D'UN PROCESSUS ADMINISTRATIF, PAR EXEMPLE DE DÉLIVRANCE D'UN PERMIS) OU LORSQUE, À LA DEMANDE DES AUTRES SERVICES, UNE INTERVENTION DES SERVICES JURIDIQUES EST REQUISE.

² LES ENQUÊTES COMPLÉTÉES AVEC LA RECOMMANDATION « AUTRES ACTIONS » SIGNIFIENT QUE LES COMMERÇANTS ONT RÉGULARISÉ VOLONTAIREMENT LEUR SITUATION À LA SUITE DE L'INTERVENTION DE L'OFFICE EN CORRIGEANT LES IRRÉGULARITÉS CONSTATÉES, LESQUELLES ÉTAIENT SOUVENT MINEURES. L'INTERVENTION DE L'OFFICE A SUFFI POUR ASSURER LE RESPECT DE LA LOI SANS QU'IL AIT ÉTÉ NÉCESSAIRE DE MENER UNE AUTRE INTERVENTION.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

LES OBJECTIFS DE LA TROISIÈME PHASE DE MODIFICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR SONT :

- D'ACTUALISER LE RÉGIME DE PROTECTION DES CONSOMMATEURS EN MATIÈRE DE CRÉDIT À LA CONSOMMATION EN TENANT COMPTE DES NOUVELLES RÉALITÉS DE CE MARCHÉ;
- D'ASSURER, DANS LE CONTEXTE ACTUEL, UN NIVEAU DE PROTECTION ADÉQUAT AUX CONSOMMATEURS QUÉBÉCOIS;
- DE CONTRIBUER À PRÉVENIR L'ENDETTEMENT DES CONSOMMATEURS;
- D'HARMONISER LE DISPOSITIF LÉGISLATIF APPLICABLE DANS CE SECTEUR D'ACTIVITÉS AVEC CEUX EN VIGUEUR AU CANADA.

EN JUIN 2011, LE PROJET DE LOI 24, QUI VISAIT ESSENTIELLEMENT À MODERNISER LES RÈGLES RELATIVES AU CRÉDIT À LA CONSOMMATION, A ÉTÉ PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE. DES CONSULTATIONS PARTICULIÈRES ONT ÉTÉ TENUES EN COMMISSION PARLEMENTAIRE À L'AUTOMNE SUIVANT. L'ÉTUDE DÉTAILLÉE A ÉTÉ ENTREPRISE PAR LA SUITE, MAIS N'A PU ÊTRE COMPLÉTÉE AVANT LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN JUILLET 2012.

LORS DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016, LA MINISTRE DE LA JUSTICE A ANNONCÉ SON INTENTION D'ALLER DE L'AVANT AVEC LA PRÉSENTATION D'UN NOUVEAU PROJET DE LOI VISANT À MODERNISER LES RÈGLES RELATIVES AU CRÉDIT À LA CONSOMMATION. PAR LA SUITE, ELLE A CONFIE À L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR LE MANDAT D'ÉLABORER CE NOUVEAU PROJET DE LOI.

À L'HIVER 2016, L'OFFICE A CONSULTÉ PLUS D'UNE VINGTAINE D'ORGANISATIONS AUX PRÉOCCUPATIONS DIVERSES, SOIT :

- DES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS;
- DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES, COMME DESJARDINS ET L'ASSOCIATION DES BANQUIERS CANADIENS;
- DES ASSOCIATIONS DE COMMERÇANTS ET D'ENTREPRISES, COMME LES CONSEILS QUÉBÉCOIS ET CANADIEN DU COMMERCE DE DÉTAIL, LA FÉDÉRATION CANADIENNE DE L'ENTREPRISE INDÉPENDANTE, AINSI QUE DES ASSOCIATIONS DU SECTEUR DE L'AUTOMOBILE;
- LE BARREAU DU QUÉBEC ET LA CHAMBRE DES NOTAIRES.

L'OFFICE A REÇU DES COMMENTAIRES SUR LA MAJORITÉ DES 89 MESURES SOUMISES À LA CONSULTATION ET A PROCÉDÉ À L'ANALYSE DE CES COMMENTAIRES.

L'OFFICE A AUSSI EXAMINÉ LES MESURES LÉGISLATIVES RÉCENTES PROPOSÉES OU ADOPTÉES PAR D'AUTRES PROVINCES POUR ENCADRER LES ENTREPRISES DE RÈGLEMENT DE DETTES ET LE CRÉDIT À COÛT ÉLEVÉ, TOUT EN ANALYSANT LES IMPACTS SUR LES CONSOMMATEURS ET SUR LES ENTREPRISES DES MESURES QUI POURRAIENT FAIRE PARTIE D'UN PROCHAIN PROJET DE LOI SUR LE CRÉDIT.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

LES DISPOSITIONS PRÉVUES DANS LE PROJET DE LOI 60 SONT ENTRÉES EN VIGUEUR LE 30 JUIN 2010.

ELLES PORTENT PRINCIPALEMENT SUR :

- LES CONTRATS DE SERVICE FOURNI À DISTANCE (TÉLÉPHONIE CELLULAIRE, CÂBLODISTRIBUTION, INTERNET, ETC.);
- LES PRATIQUES RELATIVES AUX CARTES PRÉPAYÉES;
- L'EXIGENCE DE DIVULGUER LE PRIX TOUT INCLUS;
- LES RÈGLES RELATIVES À LA DIVULGATION DE L'EXISTENCE DE LA GARANTIE LÉGALE AVANT D'OFFRIR UNE GARANTIE SUPPLÉMENTAIRE;
- L'OBLIGATION DE DÉTENIR UN CERTIFICAT DE CONSEILLER EN VOYAGES.

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 28 FÉVRIER 2017, L'OFFICE A ANALYSÉ 962 PLAINTES DE CONSOMMATEURS RELATIVEMENT À CES NOUVELLES DISPOSITIONS, EFFECTUÉ 469 INSPECTIONS ET VÉRIFICATIONS DANS LE CADRE DE SES OPÉRATIONS RÉGIONALES ET TRAITÉ 228 DOSSIERS D'INSPECTION JUDICIAIRE ET D'ENQUÊTE.

TABLEAU DES INTERVENTIONS POST PL60
1^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017
PAR DOMAINE D'INTERVENTION

DOMAINE D'INTERVENTION	NOMBRE DE PLAINTES ANALYSÉES	INSPECTIONS RÉGIONALES/ VÉRIFICATIONS	INSPECTIONS JUDICIAIRES/ ENQUÊTES
CARTES PRÉPAYÉES	21	17	1
CONTRATS À EXÉCUTION SUCCESSIVE DE SERVICE FOURNI À DISTANCE	86	29	5
PRIX TOUT INCLUS	721 ¹	332	21
AVIS SUR LA GARANTIE LÉGALE	105	76	2
CERTIFICATS DE CONSEILLER EN VOYAGES	29	15	199
TOTAL	962	469	228

¹ DEPUIS SEPTEMBRE 2013, LES PLAINTES RELATIVES AU PRIX TOUT INCLUS SONT REGROUPÉES SOUS UNE CATÉGORIE INCLUANT D'AUTRES DISPOSITIONS CONCERNANT LES PRATIQUES INTERDITES SUR LES PRIX.

L'OFFICE A ÉGALEMENT CIBLÉ CERTAINS SECTEURS D'ACTIVITÉ EN RÉALISANT DES PROGRAMMES DE SURVEILLANCE PARTICULIERS CONCERNANT L'APPLICATION DE CES NOUVELLES DISPOSITIONS DANS CES SECTEURS PARTICULIERS (VOIR LE TABLEAU SUIVANT) :

TABLEAU DES PROGRAMMES DE SURVEILLANCE
DISPOSITIONS PL60
1^{ER} AVRIL 2016 AU 28 FÉVRIER 2017

DOMAINE D'INTERVENTION	NATURE DU PROGRAMME	PÉRIODE	NOMBRE DE COMMERÇANTS VISÉS
CERTIFICATS DE CONSEILLER EN VOYAGES	VÉRIFICATION ALÉATOIRE AUPRÈS DES DÉTENTEURS DE PERMIS D'AGENTS DE VOYAGES DE DIFFÉRENTES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LES AGENTS DE VOYAGES DONT LES DISPOSITIONS RELATIVES AU CERTIFICAT.	2013-2017	199